

ARCHIVES
DIPLOMATIQUES

DE DIPLOMATIQUES

ARCHIVES
DIPLOMATIQUES

1887

ARCHIVES DIPLOMATIQUES

RECUEIL MENSUEL INTERNATIONAL
DE DIPLOMATIE ET D'HISTOIRE

PUBLIÉ SOUS LA DIRECTION DE

M. LOUIS RENAULT

Professeur de Droit des gens
à la Faculté de droit de Paris et à l'École libre des sciences politiques,
Membre de l'Institut de Droit international.

Avec la collaboration de M. JOSEPH CHAILLEY, Docteur en Droit,
Avocat à la Cour d'Appel de Paris.

DEUXIÈME SÉRIE

TOME XXIV
OCTOBRE, NOVEMBRE, DÉCEMBRE

PARIS

KRAUS REPRINT
A Division of
KRAUS-THOMSON ORGANIZATION LIMITED
Nendeln/Liechtenstein
1970

Reprinted from a copy in the collections of the
University of Illinois Library

Printed in Germany
Lessingdruckerei Wiesbaden

ARCHIVES DIPLOMATIQUES

PREMIÈRE PARTIE

TRAITÉS, CONVENTIONS, PROTOCOLES.

ESPAGNE. — FRANCE

Convention relative à la délimitation des possessions françaises et portugaises dans l'Afrique occidentale.

(12 mai 1886) (1)

Le Président de la République française et S. M. le Roi de Portugal et des Algarves, animés du désir de resserrer par des relations de bon voisinage et de parfaite harmonie les liens d'amitié qui existent entre les deux pays, ont résolu de conclure, à cet effet, une convention spéciale pour préparer la délimitation de leurs possessions respectives dans l'Afrique occidentale, et ont nommé pour leurs plénipotentiaires, savoir :

Le Président de la République française :

M. Girard de Rialle, ministre plénipotentiaire, chef de la division des archives au ministère des affaires étrangères, chevalier de l'ordre national de la Légion d'honneur, etc. ;

Et M. le capitaine de vaisseau O'Neill, commandeur de l'ordre national de la Légion d'honneur, etc.

S. M. le Roi de Portugal et des Algarves :

M. João d'Andrade Corvo, conseiller d'Etat, vice-président de la Chambre des pairs, grand-croix de l'ordre de Saint-Jacques, grand-croix de l'ordre de la Légion d'honneur, son Envoyé extraordinaire et Ministre plénipotentiaire près le gouvernement de la République française, etc. ;

Et M. Carlos Roma du Bocage, député, capitaine de l'Etat-major du génie, son officier d'ordonnance honoraire et attaché militaire à sa légation près S. M. l'empereur d'Allemagne, roi de Prusse, chevalier

(1) Promulguée dans le *Journal officiel de la République française* du 13 septembre 1887. — Les ratifications ont été échangées à Lisbonne le 30 août 1887.

de l'ordre de Saint-Jacques, officier de l'ordre de la Légion d'honneur, etc.

Lesquels, après avoir échangé leurs pleins pouvoirs, trouvés en bonne et due forme, sont convenus des articles suivants :

Art. 1^{er}. — En Guinée, la frontière qui séparera les possessions françaises des possessions portugaises suivra, conformément au tracé indiqué sur la carte n° 1 annexée à la présente convention :

Au nord, une ligne qui, partant du cap Roxo, se tiendra, autant que possible, d'après les indications du terrain, à égale distance des rivières de Cazamauce (Casamausa) et San Domingo de Cacheu (Sãa Domingo de Cacheu), jusqu'à l'intersection du méridien 17° 30' de longitude ouest de Paris avec le parallèle 12° 40' de latitude nord. Entre ce point et le 16° de longitude ouest de Paris, la frontière se confondra avec le parallèle 12° 40' de latitude nord.

À l'est, la frontière suivra le méridien de 16° ouest, depuis le parallèle 12° 40' de latitude nord jusqu'au parallèle 11° 40' de latitude nord.

Au sud, la frontière suivra une ligne qui partira de l'embouchure de la rivière Cajet, située entre l'île Catack (qui sera au Portugal) et l'île Tristão (qui sera à la France) et se tenant, autant que possible, suivant les indications du terrain, à égale distance du Rio Componi (Tabati) et du Rio-Cassini, puis de la branche septentrionale du Rio-Componi (Tabati) et de la branche méridionale du Rio-Cassini (Marigot de Kakoudo) d'abord, et du Rio-Grande ensuite, viendra aboutir au point d'intersection du méridien 16° de longitude ouest et du parallèle 11° 40' de latitude nord.

Appartiendront au Portugal toutes les îles comprises entre le méridien du cap Roxo, la côte et la limite sud formée par une ligne qui suivra le thalweg de la rivière Cajet et se dirigera ensuite au sud-ouest à travers la passe des Pilotes pour gagner le 10° 40' latitude nord avec lequel elle se confondra jusqu'au méridien du cap Roxo.

Art. 2. — S. M. le Roi de Portugal et des Algarves reconnaît le protectorat de la France sur les territoires du Fouta-Djallon, tel qu'il a été établi par les traités passés en 1881 entre le gouvernement de la République française et les Almamys du Fouta-Djallon.

Le gouvernement de la République française, de son côté, s'engage à ne pas chercher à exercer son influence dans les limites attribuées à la Guinée portugaise par l'art. 1^{er} de la présente convention. Il s'engage, en outre, à ne pas modifier le traitement accordé, de tout temps, aux sujets portugais par les Almamys du Fouta-Djallon.

Art. 3. — Dans la région du Congo, la frontière des possessions portugaises et françaises suivra, conformément au tracé indiqué sur la carte n° 2 annexée à la présente convention, une ligne qui, partant de la pointe de Chamba, située au confluent de la Loëma ou Louisa-Loango et de la Lubinda, se tiendra, autant que possible et d'après les indications du terrain, à égale distance de ces deux rivières, et à partir de la source la plus septentrionale de la rivière Luali, suivra la ligne de faite qui sépare les bassins de la Loëma ou Louisa-Loango et du Chiloango, jusqu'au 10° 30' de longitude est de Paris, puis se confondra avec ce méridien jusqu'à sa rencontre avec le Chiloango, qui sert en cet endroit de frontière entre les possessions portugaises et l'Etat libre du Congo.

Chacune des hautes parties contractantes s'engage à n'élever à la pointe

de Chamba aucune construction de nature à mettre obstacle à la navigation.

Dans l'estuaire compris entre la pointe de Chamba et la mer, le thalweg servira de ligne de démarcation politique aux possessions des hautes parties contractantes.

Art. 4. — Le gouvernement de la République française reconnaît à Sa Majesté très fidèle le droit d'exercer son influence souveraine et civilisatrice dans les territoires qui séparent les possessions portugaises d'Angola et de Mozambique, sous réserve des droits précédemment acquis par d'autres puissances, et s'engage, pour sa part, à s'y abstenir de toute occupation.

Art. 5. — Les citoyens français dans les possessions portugaises sur la côte occidentale d'Afrique et les sujets portugais dans les possessions françaises sur la même côte seront respectivement, en ce qui concerne la protection des personnes et des propriétés, traités sur un pied d'égalité avec les sujets et les citoyens de l'autre puissance contractante. Chacune des hautes parties contractantes jouira, dans lesdites possessions, pour la navigation et le commerce, du régime de la nation la plus favorisée.

Art. 6. — Les propriétés faisant partie du domaine de l'Etat des hautes parties contractantes, dans les territoires qu'elles se sont mutuellement cédés, feront l'objet d'échanges et de compensations.

Art. 7. — Une commission sera chargée de déterminer, sur les lieux, la position définitive des lignes de démarcation prévues par les art. 1 et 3 de la présente convention, et les membres en seront nommés de la manière suivante :

Le Président de la République française nommera, et Sa Majesté très fidèle nommera deux Commissaires.

Les Commissaires se réuniront au lieu qui sera ultérieurement fixé, d'un commun accord, par les hautes parties contractantes et dans le plus bref délai possible après l'échange des ratifications de la présente convention.

En cas de désaccord, lesdits Commissaires en référeront aux gouvernements des hautes parties contractantes.

Art. 8. — La présente convention sera ratifiée et les ratifications en seront échangées à Lisbonne aussitôt que faire se pourra.

En foi de quoi les plénipotentiaires respectifs ont signé la présente convention et y ont apposé le sceau de leurs armes.

Fait à Paris, le douze mai mil huit cent quatre-vingt-six.

(L. N.)	Signé :	GIRARD DE RIALLE.
(L. S.)	—	O'NEILL.
(L. S.)	—	D'ANDRADE CORVO.
(L. S.)	—	ROMA DU BOCAGE.

ÉTATS-UNIS D'AMÉRIQUE. — SIAM

Arrangement concernant le trafic des boissons dans le Royaume de Siam.

(Signé à Washington le 14 mai 1884) (1)

Le gouvernement des Etats-Unis d'Amérique et le gouvernement de Sa Majesté le roi de Siam, étant désireux de régler d'une façon satisfaisante le trafic des liqueurs spiritueuses dans le Siam, les soussignés, dûment autorisés à cet effet, ont conclu l'arrangement qui suit :

Article 1^{er}. — Les spiritueux de toute espèce ne dépassant pas en force alcoolique ceux dont le gouvernement siamois autorise la fabrication dans le Siam, peuvent être emportés et vendus par les citoyens des Etats-Unis, moyennant paiement des mêmes droits que ceux imposés par les lois d'excise siamoises sur les spiritueux manufacturés dans le Siam ; et les spiritueux dépassant en force alcoolique les spiritueux manufacturés dans le Siam, comme il a été dit précédemment, peuvent être importés et vendus sous condition du paiement de ce droit, et d'un droit additionnel proportionné à l'excès de force alcoolique sur l'étalon du gouvernement siamois.

La bière et les vins peuvent être importés et vendus par des citoyens des Etats-Unis sans condition du paiement du même droit que celui imposé par les lois d'excise siamoises sur les articles similaires fabriqués au Siam, mais le droit sur la bière et les vins importés ne dépassera en aucun cas 10 0/0 *ad valorem*.

Ledit droit sur les spiritueux importés, la bière et les vins sera substitué, et non ajouté au droit d'importation de 3 0/0 perçu, d'après les traités existants ; et nul autre droit, taxe ou impôt quelconque ne sera levé sur les spiritueux, bière ou vins.

Le tarif des droits d'excise à lever sur les spiritueux, bière et vins fabriqués dans le Siam sera communiqué par le gouvernement siamois au Ministre résident et Consul général des Etats-Unis à Bangkok, et nul changement aux droits d'excise n'affectera les citoyens des Etats-Unis jusqu'après l'expiration de six mois à partir de la date à laquelle cette notification aura été communiquée par le gouvernement siamois au représentant des Etats-Unis à Bangkok.

Art. 2. — L'essai des spiritueux importés dans le royaume de Siam par des citoyens des Etats-Unis sera fait par un expert désigné par les autorités siamoises et par un expert désigné par le Consul général des Etats-Unis ; en cas de différend, les parties désigneront une tierce personne qui agira comme arbitre et dont le jugement sera définitif.

Art. 3. — Le gouvernement siamois pourra arrêter l'importation dans le Siam par des citoyens des Etats-Unis de tous spiritueux qui, à l'examen, seront démontrés être nuisibles à la santé publique ; et il pourra donner avis aux importateurs, consignataires ou dépositaires de les exporter dans un délai de trois mois à partir de cette notification, et, s'il n'est pas fait, le gouvernement siamois pourra saisir lesdits spiritueux et les détruire, pourvu toutefois que dans tous ces cas le gouvernement siamois s'engage à restituer le montant des droits qui pourront déjà avoir été payés.

(1) Les ratifications ont été échangées le 30 juin 1884.

L'essai des spiritueux importés par des citoyens des Etats-Unis, et dont on peut alléguer le caractère nuisible, sera fait de la façon indiquée dans l'art. 2.

Le gouvernement siamois s'engage à prendre toutes les mesures nécessaires pour prohiber et empêcher les ventes de spiritueux fabriqués dans le Siam qui peuvent être nuisibles à la santé publique.

Art. 4. — Tout citoyen des Etats-Unis qui désire détailler des liqueurs spiritueuses, de la bière ou des vins dans le Siam, doit obtenir du gouvernement siamois un permis spécial à cet effet, lequel sera accordé sous des conditions justes et raisonnables qui seront convenues ultérieurement entre les deux gouvernements.

Art. 5. — Les citoyens des Etats-Unis jouiront en tout temps, en ce qui concerne l'importation et la vente des alcools, bière, vins et liqueurs spiritueuses dans le Siam des mêmes privilèges que les citoyens de la nation la plus favorisée ; et les spiritueux, bière, vins et liqueurs spiritueuses venant des Etats-Unis jouiront des mêmes avantages à tous égards que les articles similaires venant du pays le plus favorisé sur ce point.

Il est donc bien entendu que les citoyens des Etats-Unis ne sont astreints à se conformer aux dispositions du présent arrangement que dans la mesure où les sujets des autres nations y seraient eux-mêmes assujettis.

Art. 6. — Sous réserve des conditions de l'art. 7 (1), le présent arrangement entrera en vigueur à une date qui sera fixée par le consentement mutuel des deux gouvernements, et restera valable jusqu'à l'expiration d'un délai de six mois à partir de la date où sa dénonciation aura été notifiée par l'une des parties.

Les engagements actuellement existant entre les Etats-Unis et le Siam continueront à valoir jusqu'à ce que le présent arrangement entre en vigueur et après cette date, sauf en ce qu'elles ont de modifié par le présent arrangement.

Au cas où le présent traité prendrait fin, les engagements existant entre les Etats-Unis et le Siam revivront et resteront tels qu'ils étaient avant la signature de celui-ci.

Art. 7. — Dans cet arrangement les mots « citoyens des Etats-Unis » comprendront tout citoyen naturalisé des Etats-Unis, et les mots « Consul général des Etats-Unis » tout officier consulaire des Etats-Unis dans le Siam.

La présente convention sera ratifiée, et ses ratifications échangées aussitôt que possible.

En foi de quoi, les soussignés ont signé le traité en double et ont apposé ci-dessous leurs sceaux.

Fait à Washington le quatorzième jour de mai 1884, ce qui correspond au cinquième jour de la lune décroissante du mois de Visagamas, de l'année Wath, sixième décade 1246 de l'ère astronomique siamoise.

Fred'k T. FRELINGHUGSEN.
Naris VARARIDDI.

(1) Le texte anglais porte « de l'article 5 ; » mais ce* renvoi n'a aucune signification admissible et doit être l'effet d'une erreur d'impression.

ALLEMAGNE — ZANZIBAR

Traité d'amitié, de commerce et de navigation, suivi d'un Tarif et des Notes explicatives.

(Signé à Zanzibar le 20 décembre 1883) (1)

Sa Majesté l'Empereur d'Allemagne, roi de Prusse, et Son Altesse Seyyid Barghasch ben Said, sultan de Zanzibar, désireux de confirmer et d'affermir les relations amicales qui existent actuellement entre les deux pays et d'étendre et encourager leurs relations de commerce et de navigation, ont résolu de conclure un traité à cet objet, et ont désigné pour leurs plénipotentiaires :

Sa Majesté l'Empereur d'Allemagne, roi de Prusse, le contre-amiral Ernest Wilhelm Heinrich Hugo Eduard Knorr ;

Et Son Altesse le Sultan de Zanzibar, son premier secrétaire Mohamed ben Salem ben Mohamed.

Lesquels, s'étant communiqué leurs pleins pouvoirs respectifs, trouvés en bonne et due forme, ont conclu, sous réserve de la ratification, le traité d'amitié, de commerce et de navigation qui suit :

Article 1^{er}. — Il y aura paix perpétuelle et amitié sincère entre les Hautes Parties contractantes et leurs sujets.

Art. 2. — Les sujets de Sa Majesté l'Empereur d'Allemagne jouiront dans les possessions de Son Altesse le Sultan de Zanzibar, en ce qui concerne le commerce, la navigation et l'exercice du trafic comme à tous autres égards, de tous les droits, privilèges, immunités et avantages de toute nature dont jouissent ou pourront jouir ultérieurement les sujets ou citoyens de la nation la plus favorisée.

Plus spécialement, ils ne pourront être soumis à des droits, impositions, restrictions ou obligations autres ou plus onéreux que ceux auxquels les citoyens ou sujets de la nation la plus favorisée sont dès maintenant ou pourront désormais être assujettis.

Les mêmes droits seront aussi accordés aux sujets de Son Altesse le Sultan de Zanzibar sur le territoire de l'empire allemand.

Art. 3. — Les Hautes Parties contractantes se reconnaissent réciproquement le droit de nommer des consuls pour résider dans les possessions l'une de l'autre, partout où cela pourra paraître désirable pour les intérêts du commerce ou autrement. Les consuls des hautes Parties contractantes, ainsi que leurs aides et leurs serviteurs, jouiront, en ce qui concerne leurs personnes, leurs demeures, et aussi dans l'exercice de leurs fonctions officielles, en outre des droits ici stipulés, des mêmes honneurs et privilèges dont jouissent ou jouiront les consuls et fonctionnaires consulaires de la nation la plus favorisée.

Au cas de révolte ou autre perturbation de la paix publique, les consuls, sur leur demande, seront pourvus d'une garde, afin de protéger leur personne et l'inviolabilité des fonctions et de la résidence consulaires.

Art. 4. — Il y aura pleine et entière liberté de commerce et de navigation entre les Hautes Parties contractantes. Leurs sujets seront dans les possessions l'une de l'autre autorisés à entrer dans tous les ports,

(1) Les ratifications ont été échangées à Zanzibar le 3 juillet 1885.

fleuves et rivières avec leurs vaisseaux et cargaisons, de même qu'à voyager, s'arrêter et résider, à faire le commerce et le trafic en gros ou en détail, à y faire des achats, à y posséder des maisons, des magasins, des boutiques et des dépôts. Ils pourront partout librement trafiquer, acheter, échanger et vendre toutes espèces de marchandises, et cela en personne ou par l'entremise de toutes personnes qu'ils pourront choisir à cet effet ; ils seront également libres de stipuler les prix de toutes ces marchandises, bien mobiliers, denrées et autres objets, qu'ils soient destinés à la vente à l'intérieur des possessions de Son Altesse ou à l'exportation, sans nulle ingérence de la part des Autorités de Son Altesse.

Son Altesse le Sultan de Zanzibar s'engage spécialement à ne pas permettre ou reconnaître l'établissement d'un monopole ou privilège commercial exclusif à l'intérieur de ses possessions.

Art. 5. — Les sujets de Sa Majesté l'Empereur d'Allemagne pourront, dans les possessions de Son Altesse le Sultan, acquérir par donation, rente, achat ou autre convention avec le propriétaire, aussi bien que par succession *ab intestat*, par testament ou de tout autre manière légale, des propriétés quelconques, mobilières ou immobilières, et les posséder et en disposer librement, par vente, échange, donation, testament ou de toute autre manière qui leur paraîtra juste.

Art. 6. — Afin de faciliter le commerce et de régler et de garantir le revenu que Son Altesse le Sultan tire maintenant des droits de douane et autres levées sur les marchandises et les produits intérieurs, les règlements contenus dans les articles 7, 8, 9, 10, 11, 12 et 13 ont été convenus.

Art. 7. — Son Altesse le Sultan pourra lever un droit d'entrée ne dépassant pas 5 0/0 de la valeur de tous les objets et marchandises quels qu'ils soient, importés par mer des pays étrangers et débarqués à un port quelconque sur les possessions de Son Altesse dans les îles ou sur la côte du continent d'Afrique, sans qu'on distingue si ces objets et marchandises sont destinés à être consommés sur place ou à être transportés ailleurs en masse ou autrement.

Après paiement de ces droits, qui doivent être payés au port des possessions de Son Altesse où les marchandises seront débarquées en premier lieu, ces marchandises seront exemptes à l'intérieur de toutes les possessions de Zanzibar, une fois pour toutes, de tous autres droits de douane, impositions ou taxes du gouvernement de Son Altesse le Sultan, de quelque nature qu'elles puissent être et sous quelque nom qu'elles puissent être désignées, et sans qu'on distingue si ces marchandises restent dans l'état dans lequel elles sont importées, ou si elles ont été ultérieurement manufacturées, et si elles restent là où elles ont été débarquées tout d'abord ou si elles sont transportées ailleurs.

Son Altesse pourra aussi — et cette exception sera la seule au droit maximum général de 5 0/0 *ad valorem* sur les importations qui a été convenu ci-dessus — lever un droit d'entrée ne dépassant pas 25 0/0 *ad valorem* sur les spiritueux et liqueurs spiritueuses de toute espèce, importés de l'extérieur dans les possessions de Son Altesse, et contenant 20 0/0 ou plus de volume d'alcool. Toutes les autres boissons spiritueuses contenant moins de 20 0/0 de volume d'alcool, telles que la bière

et les vins, ne paieront que le droit maximum général d'entrée de 5 0/0 *ad valorem*.

Seront cependant exempts du paiement de tout droit d'importation :

1^o Tous les objets et marchandises qui, étant destinés à un port étranger, sont transbordés d'un vaisseau à un autre dans un quelconque des ports de Son Altesse le Sultan de Zanzibar, ou qui ont été, à cet effet, provisoirement débarqués et déposés dans un des magasins de douane de Son Altesse en attendant l'arrivée du vaisseau sur lequel ils seront rechargés. Mais les objets et marchandises ainsi débarqués seront exempts du paiement des droits d'importation seulement à condition que le consignataire ou son agent ait à l'arrivée du navire déclaré les marchandises comme débarquées pour être transbordées, ait désigné aux autorités douanières le port étranger de destination de ces marchandises, et ait en même temps apposé un sceau sur lesdites marchandises à garder en douane, et aussi à condition que lesdites marchandises soient actuellement embarquées pour le port étranger de destination tel qu'il a été originairement déclaré, dans une période ne dépassant pas six mois après leur premier débarquement et sans que ces marchandises aient dans l'intervalle changé de propriétaires.

2^o Tous les objets et marchandises qui, n'étant pas destinés aux possessions de Son Altesse le Sultan, ont été par inadvertance débarqués d'un navire, pourvu que ces objets et marchandises soient réembarqués à bord du même vaisseau et emmenés par lui.

Au cas, pourtant, où ces objets et marchandises auraient été préalablement ouverts ou enlevés à la possession ou à la garde des autorités douanières, le droit d'importation stipulé devra être payé sur ces objets.

3^o Tous les objets et marchandises transbordés ou débarqués pour réparation d'avaries causées par le mauvais temps ou d'autres accidents de mer, pourvu que la cargaison, ainsi déchargée, soit rechargée et prise à bord sur le même vaisseau, ou, si celui-ci est mis hors d'usage ou son départ retardé, sur un autre.

4^o Les charbons, approvisionnements, matériel et appareils de navires, que le gouvernement impérial allemand peut débarquer sur les possessions de Son Altesse le Sultan pour l'usage des navires de guerre allemands et qui sont employés à cet effet.

5^o Les machines et outils agricoles aussi bien que le matériel destiné à la construction et à l'entretien des routes, tramways et chemins de fer, et généralement tous les moyens de transport dont une attestation d'un fonctionnaire consulaire allemand, résident dans les possessions de Zanzibar, certifiera la destination pour les pays placés sous le protectorat de Sa Majesté l'Empereur d'Allemagne.

Art. 8. — Son Altesse le Sultan peut, en outre, lever un droit spécial sur les marchandises et productions indigènes, et sur celles là seulement qui sont mentionnées au tarif ci-annexé, mais seulement jusqu'à concurrence d'un tant pour cent sur la valeur des marchandises et des produits, fixé dans ce tarif relativement à chaque article respectivement.

Le paiement des droits spéciaux à lever par et au profit de Son Altesse le Sultan sera fait (s'il n'a été déjà fait) en tous cas avant le transport

par navire de ces articles hors des possessions de Son Altesse le Sultan, et on ne distinguera pas si lesdites marchandises et productions indigènes viennent des possessions de Son Altesse le Sultan ou des districts du continent africain situés au-delà des frontières de Son Altesse.

Mais si le droit spécial sur les marchandises et productions indigènes dont il est parlé plus haut, a été une fois payé, celles-ci, qu'elles soient à l'état brut ou à l'état manufacturé, ne seront plus frappées d'aucun autre droit ou imposition levé par ou au profit du gouvernement de Son Altesse le Sultan, mais pourront désormais être débarquées à nouveau en franchise partout, dans tout port des possessions de Son Altesse le Sultan, et être exportées sans autre charge, toujours pourvu qu'elles n'aient pas été auparavant manufacturées dans un pays étranger.

Les Hautes Parties contractantes se réservent le droit de réclamer une révision du tarif spécial annexé, au bout d'une période de cinq ans, à dater du jour de la ratification du présent traité, afin de permettre telles modifications, additions ou corrections que l'expérience aura fait reconnaître comme nécessaires ou souhaitables.

Art. 9. — Il est absolument entendu par les Hautes Parties contractantes qu'au lieu de et comme équivalents des droits spéciaux dont il est parlé dans le précédent art. 8, qui doivent être levés actuellement au profit de Son Altesse le Sultan conformément au tarif ci-annexé, désormais cesseront et seront abolis les droits suivants, à savoir :

1^o Les droits de monopole que jusqu'ici Son Altesse a été autorisée par les traités antérieurs à exercer sur l'ivoire et le copal venant de certains districts sur les côtes, et les taxes jusqu'ici mises sur ces articles comme taxes de monopole.

2^o a) Le droit de 5 0/0 *ad valorem* ou par espèces que Son Altesse le Sultan a jusqu'ici levé sur les objets et produits de ses propres possessions et de l'intérieur de l'Afrique, au premier voir auquel ces objets ont été amenés.

b) Les taxes spéciales que Son Altesse, en outre des taxes mentionnées au n^o a, a levées jusqu'ici sous la désignation de taxes indigènes sur certains objets et produits.

Il est en outre entendu par les Hautes Parties contractantes :

a) Que tous les objets, marchandises et productions amenés par terre des districts du continent africain à l'ouest des possessions de Son Altesse qui ne sont pas compris dans le tarif spécial, seront à l'entrée dans les possessions de Son Altesse et à la sortie libres de tous droits, taxes et impositions douanières du gouvernement de Son Altesse.

b) Que les sujets allemands ne peuvent être soumis par ou au profit de Son Altesse le Sultan ou ses autorités, qu'aux droits, impositions de douane et taxes, que ce soit pour leurs personnes ou pour leurs biens, qui sont prévus dans les précédents art. 7 et 8.

Art. 10. — Il est cependant convenu et entendu par les Hautes Parties contractantes qu'au cas où un accord serait par la suite conclu entre Son Altesse et les puissances ayant des relations de traité avec le Zanzibar, par lequel accord les vaisseaux entrant dans le port de Zanzibar seront soumis à des droits de tonnage ou de port, droits à fixer sous le contrôle d'un bureau spécial et exclusivement destinés à l'amélioration

du port et de l'ancrage, à la construction et à l'entretien de phares, la dernière clause de l'article précédent ne sera pas entendue exempter les vaisseaux allemands du paiement de tels droits de port et de tonnage qui pourront être par la suite convenus avec le consentement du gouvernement allemand.

Art. 11. — Il sera, au choix du sujet allemand, dans tous les cas où il faut payer les droits de tant pour cent stipulés aux articles 7 et 8, procédé au paiement en argent ou, si l'espèce des marchandises le permet, en nature.

Les valeurs des marchandises, objets ou produits sur lesquels un droit doit être levé, sera fixé conformément au cours de l'argent sur les marchés à l'époque où ce droit est levé. Au cas d'importations étrangères, la valeur sera fixée conformément au cours actuel de l'argent sur les marchés de Zanzibar.

Au cas où quelque discussion s'élèverait entre un sujet allemand et les autorités douanières en ce qui concerne la valeur des objets à imposer, celle-ci sera déterminée par deux experts nommés chacun par une des parties, et la valeur ainsi fixée sera définitive.

Si cependant ces experts ne peuvent s'entendre, ils choisiront un arbitre, dont la décision sera considérée comme sans appel.

Art. 12. — Toutes les questions relatives aux marchandises transitant par terre ou par rivières et aux règlements de douanes à appliquer en ce cas sont réservées pour une négociation future et spéciale entre Son Altesse le Sultan et le gouvernement de Sa Majesté l'Empereur d'Allemagne, d'accord, s'il y a lieu, avec les autres puissances signataires de la Conférence du Congo.

Son Altesse le Sultan s'engage cependant par le présent traité à donner des ordres à ses fonctionnaires pour que le transport des marchandises en transit, à l'entrée dans les possessions de Son Altesse, à la sortie ou à l'intérieur, ne soit pas inutilement empêché ou retardé de quelque manière, et surtout d'une façon vexatoire par d'inutiles formalités et règlements de douane.

Son Altesse le Sultan de Zanzibar pourvoira en outre à l'installation à Zanzibar d'une maison de douanes, répondant à toutes les exigences du commerce, avec des magasins à l'abri de l'incendie, de la ruine ou du vol, pour la protection des marchandises placées à l'intérieur.

Les conditions auxquelles les marchandises ainsi gardées seront emmagasinées, et les droits à imposer de ce chef seront l'objet d'un arrangement futur entre Son Altesse le Sultan et les représentants des puissances ayant des relations de traités avec Zanzibar.

Art. 13. — Au cas où un sujet allemand contreviendrait aux règlements de douanes et de tarif stipulés dans ce traité, l'autorité consulaire allemande compétente, sur notification convenable donnée par les autorités douanières, examinera et réglera la question en punissant ce sujet, s'il est trouvé coupable. Les amendes qui pourront être ainsi prononcées par les autorités consulaires allemandes, aussi bien que les objets et marchandises dont la confiscation aura pu être ordonnée, seront remises au gouvernement de Son Altesse le Sultan.

Art. 14. — Les vaisseaux allemands arrivant en détresse dans un port dans les possessions de Son Altesse le Sultan de Zanzibar recevront des

autorités locales tout l'aide nécessaire pour les mettre à même de se réparer et de continuer leur route.

Au cas où un navire allemand viendrait à faire naufrage en vue de la côte du continent ou sur une des îles des possessions de Son Altesse, les plus proches autorités de Son Altesse, aussitôt qu'elles en seront informées, lui donneront toute l'aide nécessaire, sous réserve toujours des droits de sauvetage, pour sauver le navire, sa cargaison et les personnes à bord ; elles donneront aussi assistance et protection aux personnes sauvées et les aideront à gagner le consulat allemand le plus rapproché ; elles veilleront le plus soigneusement possible à ce que les marchandises et la cargaison ainsi sauvées soient mises en sûreté, et ensuite rendues au propriétaire, capitaine, agent de navire, ou au consul allemand ou à son représentant.

Lesdites autorités veilleront aussi à ce que le consulat allemand le plus proche soit informé sur le champ du désastre ainsi arrivé.

Au cas où un navire allemand naufragé en vue de la côte ou sur les îles du Sultanat de Zanzibar serait pillé, les autorités de Son Altesse devront, aussitôt informées du fait, donner sans retard une prompt assistance et prendre des mesures pour poursuivre et punir les voleurs et recouvrer les objets volés qui pourront avoir été introduits dans les possessions de Son Altesse.

Si un navire de Son Altesse le Sultan de Zanzibar ou d'un de ses sujets arrive en détresse dans un port allemand ou fait naufrage en vue de la côte allemande, les mêmes secours et assistance lui seront donnés par les autorités allemandes.

Art. 15. — En cas de désertion de matelots ou d'autres hommes à bord d'un navire de guerre ou marchand allemand, les autorités de Son Altesse le Sultan de Zanzibar devront, à la requête du fonctionnaire consulaire allemand ou, en son absence, du capitaine du vaisseau, prendre les mesures nécessaires pour arrêter les déserteurs et les remettre au fonctionnaire consulaire ou au capitaine.

De même les autorités de Son Altesse le Sultan peuvent, au cas où des hommes déserteraient d'un navire appartenant à Son Altesse le Sultan ou à un des sujets de Son Altesse et qui se réfugieraient à bord d'un navire allemand ou dans la maison d'un sujet allemand, s'adresser au fonctionnaire consulaire allemand, ou, s'il n'y en a pas, au capitaine ou à celui qui occupe la maison, lesquels, sauf raison les forçant de tenir une conduite contraire, prendront les mesures nécessaires pour mettre les autorités du Sultan à même de reprendre le déserteur.

Art. 16. — Les sujets de Sa Majesté l'Empereur d'Allemagne jouiront dans les possessions de Son Altesse le Sultan de Zanzibar des droits d'extraterritorialité.

Les autorités de Son Altesse le Sultan n'ont pas le droit d'intervenir dans les discussions entre sujets allemands seulement ou entre sujets allemands et sujets des autres nations chrétiennes. Ces discussions, qu'elles aient un caractère civil ou criminel, seront jugées par les autorités consulaires compétentes. Le jugement et la punition de tous les crimes et offenses punissables par la loi desquels des sujets allemands, à l'intérieur des possessions de Son Altesse le Sultan pourront être accusés seront soustraits à la juridiction des autorités de Son Altesse le

Sultan et sont expressément réservés aux autorités consulaires allemandes.

Au cas où s'élèveraient entre un sujet de Son Altesse le Sultan ou d'une autre puissance non chrétienne et non représentée par des Consuls à Zanzibar, et un sujet allemand, des discussions où le sujet allemand est le plaignant, l'affaire sera portée devant la plus haute autorité du Sultan ou quelque personne spécialement désignée par lui à cet effet, et jugée par elle.

La procédure et la décision définitive dans cette affaire ne seront toutefois considérées comme légales que si notification en a été donnée au Consul allemand ou à son représentant, et qu'il lui ait été possible de suivre le procès en personne ou par une personne déléguée par lui à cet effet.

Si au contraire un sujet allemand paraît dans cette discussion comme défenseur, l'affaire sera portée devant l'autorité consulaire allemande compétente et jugée par le Consul, ou par une cour consulaire, suivant le cas. A la requête de l'autorité consulaire allemande, le gouvernement de Son Altesse le Sultan mettra des gardes de police à sa disposition pour l'aider à procéder aux arrestations ou à remplir les autres devoirs de son poste.

Art. 17. — Les sujets de Son Altesse le Sultan ou d'une nation non chrétienne, non représentée par des Consuls à Zanzibar, qui sont au service régulier de sujets allemands dans les possessions de Son Altesse le Sultan de Zanzibar, jouiront de la même protection que les sujets allemands eux-mêmes. Mais s'ils sont accusés d'avoir commis un crime ou un délit grave, punissable par la loi, ils seront, une fois des preuves suffisantes administrées, remis par leurs maîtres allemands ou par l'ordre du consulat allemand aux autorités de son Altesse le Sultan pour être jugés et condamnés et seront, à cet effet, renvoyés du service des sujets allemands.

Art. 18. — Si un sujet allemand résidant dans les possessions de Son Altesse le Sultan de Zanzibar fait banqueroute, le Consul allemand devra saisir, recouvrer et réaliser tout l'actif de ce banqueroutier pour le distribuer conformément à la loi allemande sur la banqueroute.

Art. 19. — Si un sujet de Son Altesse le Sultan de Zanzibar refuse ou esquive le paiement des réclamations justes et légitimes d'un sujet allemand, les autorités de Son Altesse le Sultan donneront au créancier allemand toute aide et facilité pour recouvrer le montant de la somme qui lui est due. De même le Consul allemand procurera toute aide et facilité aux sujets de Son Altesse le Sultan de Zanzibar pour le recouvrement des dettes qui leur seront légitimement dues par des sujets allemands.

Art. 20. — Si un sujet allemand meurt, laissant des biens dans les possessions de Son Altesse le Sultan de Zanzibar, le Consul allemand sera autorisé à réunir, réaliser et prendre possession de la fortune du mort, pour la gérer conformément aux dispositions de la loi allemande.

Art. 21. — Dans les maisons, habitations, magasins et autres locaux des sujets allemands ou de personnes régulièrement à leur service dans les possessions de Son Altesse le Sultan de Zanzibar, les officiers ou fonctionnaires de Son Altesse le Sultan ne pourront entrer et faire des

recherches sans le consentement des occupants, si ce n'est au su et avec l'aide du Consul allemand ou de son substitut.

Art. 22. — Les sujets de chacune des hautes parties contractantes jouiront dans les possessions de l'autre de la liberté de conscience et de la tolérance religieuse.

Le libre et public exercice de toutes les formes de l'adoration de Dieu et le droit de bâtir des édifices pour le service religieux et d'organiser des missions religieuses de toutes les croyances n'éprouveront aucune restriction ou ingérence quelconque.

Les missionnaires, savants et explorateurs, avec leurs compagnons, biens et collections, seront aussi l'objet de la protection spéciale des hautes parties contractantes.

Art. 23. — Il est aussi entendu par les hautes parties contractantes que, dans le cas où dans la suite serait conclu entre Son Altesse et les puissances qui ont ou pourront avoir des relations de traité avec Zanzibar, un accord par lequel les habitants d'une certaine ville ou d'un certain district seront, sans distinction de nationalité, soumis au paiement de taxes municipales ou destinées à des institutions exclusivement sanitaires, et qui devront être fixées et administrées sous le contrôle et la surveillance d'un bureau spécial, la dernière clause de l'article IX du présent traité ne sera pas entendue exempter les sujets allemands du paiement de ces taxes locales, à l'établissement desquelles le gouvernement allemand, étant partie dans cet accord éventuel, pourra avoir donné son consentement.

Art. 24. — Le présent traité a été rédigé en six exemplaires, dont deux en allemand, deux en arabe et deux en anglais.

Tous ces exemplaires ont le même sens; si cependant des différends s'élevaient sur l'interprétation du texte allemand et arabe de l'une ou de l'autre des stipulations du traité, l'exemplaire anglais sera considéré comme définitif.

Le présent traité sera ratifié et ses ratifications échangées à Zanzibar le plus tôt possible. Le traité entrera en vigueur le 19 avril 1886, ou, si l'échange des ratifications a été pour une raison quelconque retardé jusqu'après cette date, quinze jours après cet échange.

Au bout de quinze ans expirés, à dater du jour de la ratification du traité, il sera loisible aux hautes parties contractantes de réclamer la révision du présent traité, afin d'y pouvoir faire telles modifications, additions ou corrections que l'expérience aura montrées nécessaires.

Cette demande devra cependant être notifiée un an avant l'expiration du présent traité, autrement le traité sera considéré comme tacitement prolongé pour une nouvelle période de 10 ans.

En foi de quoi les plénipotentiaires respectifs ont signé ce traité et y ont apposé leurs sceaux.

Fait à Zanzibar le 20^e jour de décembre en l'an de notre Seigneur 1885, ce qui correspond au 13^e Rabea-el-Awal 1303 de l'Hégire.

KNORR.

MOHAMED BEN SUBM BEN MOHAMED.

Tarif des droits spéciaux auxquels il est fait allusion dans l'article 8 et ailleurs dans ce traité, que Son Altesse le Sultan de Zanzibar sera autorisé à lever sur les marchandises et produits, ici mentionnés, amenés aux ports situés dans les possessions de Son Altesse soit de ses propres territoires, soit des districts extérieurs du continent africain.

1. Ivoire.....	<i>ad valorem</i>	15 0/0
2. Copal.....	—	15 —
3. Gomme élastique.....	—	15 —
4. Clous de girofle (les produits de l'île de Zanzibar inclus).....	<i>ad valorem</i>	30 —
5. Graines de sésame.....	—	12 —
6. Graine d'oseille, venant des districts entre Kismayu et Worsheikh, les deux ports compris.....	<i>ad valorem</i>	5 —
Des autres districts.....	—	10 —
7. Ebène.....	—	5 —
8. Bourties (pieux et madriers).....	—	10 —
9. Toutes espèces de tabac indigène (1).....	—	25 —
10. Peaux.....	—	10 —
11. Cornes de rhinocéros et dents d'hippopotames.....	—	10 —
12. Ecailles de tortues.....	—	10 —
13. Coquillages de couris.....	—	5 —
14. Piment.....	—	10 —
15. Noix de terre.....	—	12 —
16. Maïs, blé de Cafrerie, maweles, lentilles, et autres graines et légumes non dénommés dans le présent tarif, par <i>gisla</i> (2).....	—	35 centsr.
17. Riz non décortiqué par <i>gisla</i>	—	25 —
18. Chiroko.....	— 1 d.	40 —
19. Chameaux, 2 dollars; chevaux, 10 dollars; bétail, 1 dollar; moutons et chèvres, 25 centsr. Le tout par tête.		

Notes explicatives

Il est bien entendu par les hautes parties contractantes que :

1^o Toutes les marchandises et produits originaires du Sultanat de Zanzibar ou des territoires à l'ouest des dépendances de la côte sur le continent d'Afrique, qui ne sont pas mentionnés dans ce tarif, sont et resteront libres de tous droits.

2^o Les marchandises et produits mentionnés au tarif spécial, s'ils sont importés par mer d'un port étranger dans les possessions de Son Altesse le Sultan, paieront seulement le droit d'importation porté à l'article 7 du présent traité.

3^o Les droits et taxes sur le produit des terres possédées par des étrangers dans les possessions de Son Altesse le Sultan de Zanzibar, avant la conclusion du présent traité, ne seront en rien affectés par les dispositions du présent traité.

(1) Remplacé par une déclaration du Sultan de Zanzibar de 21 mai 1886 pour un droit de 5 9/10 *ad valorem*.

(2) La *gisla* doit comprendre 360 livres anglais (pound de blé de Cafrerie).

DEUXIÈME PARTIE

CORRESPONDANCES, DÉPÊCHES, NOTES

GRANDE-BRETAGNE — VENEZUELA

CORRESPONDANCE

Relative à des questions de Limites, de Traité de Commerce et de Réclamations pécuniaires (Suite) (1)

Projet de traité entre la Grande-Bretagne et Vénézuéla.

Le Gouvernement des Etats-Unis de Vénézuéla et le Gouvernement de Sa Majesté la Reine du Royaume-Uni de la Grande-Bretagne et d'Irlande désirant terminer les différends qui se sont présentés dans l'interprétation de certaines stipulations du Traité entre la République de la Colombie et la Grande-Bretagne, le 18 avril 1825, lequel Traité a été adopté et confirmé par le Traité entre Vénézuéla et la Grande-Bretagne, le 29 octobre 1834, ont nommé comme leurs Plénipotentiaires respectifs, à savoir : le Gouvernement des Etats-Unis de Vénézuéla, M.;

Et le Gouvernement de Sa Majesté la Reine du Royaume-Uni de la Grande-Bretagne et d'Irlande, M.

Lesquels, après s'être communiqué leurs pleins pouvoirs et les ayant trouvés en due et bonne forme, sont convenus des articles suivants :

Article 1^{er}. — Il y aura paix parfaite et sincère amitié entre la République des Etats-Unis de Vénézuéla et le Royaume-Uni de la Grande-Bretagne et d'Irlande, ainsi qu'entre les citoyens et les sujets des deux Etats, sans exception de personnes ou de lieux. Les Hautes Parties contractantes feront tous leurs efforts afin que cette amitié et bonne intelligence soient constamment et perpétuellement maintenues.

Art. 2. — Les Hautes Parties contractantes conviennent que toutes les matières relatives au commerce et à la navigation, ainsi que tout privilège, faveur ou immunité quelconque que l'une des parties contractantes aurait concédé ou concéderait à l'avenir aux citoyens ou sujets de quelque autre Etat, deviendra immédiatement et inconditionnellement extensif aux sujets ou citoyens de l'autre partie contractante, car leur intention est que le trafic et la

(1) V. la livraison d'Août-Septembre, p. 249.

navigation de chacun des deux pays soient mis sous tous les rapports, par l'autre, sur le même pied d'égalité que la nation la plus favorisée.

Art. 3. — Les produits et manufactures, ainsi que les denrées provenant des domaines et possessions de Sa Majesté Britannique, importés de n'importe quel endroit à Vénézuéla et les produits, manufactures et denrées provenant de Vénézuéla, importés aux domaines et possessions de Sa Majesté Britannique, qu'ils soient destinés à la consommation, au dépôt, à la réexportation ou au transit, seront traités de la même manière et surtout ne seront pas assujettis à des droits plus élevés, que ceux-ci soient généraux, municipaux ou locaux, que les produits manufacturés et denrées de tout autre pays plus favorisé sous ce rapport. Aucun autre droit ni des droits plus élevés ne seront imposés dans Vénézuéla à aucune denrée qui soit exportée pour les domaines et possessions de Sa Majesté Britannique, et de même dans les domaines et possessions de Sa Majesté Britannique pour les denrées exportées pour Vénézuéla, que ceux qui seront imposés à l'exportation des mêmes denrées pour toute autre nation plus favorisée sous ce rapport.

Les parties contractantes s'engagent à ne pas établir de prohibition à l'importation, l'exportation ou le transit au préjudice de l'autre, à moins que cette mesure ne soit également appliquée dans les mêmes circonstances à toute autre nation plus favorisée sous ce rapport.

Les sujets britanniques aux Etats-Unis de Vénézuéla et les citoyens vénézuéliens dans les domaines et possessions de Sa Majesté Britannique jouiront du traitement concédé à ceux de la nation la plus favorisée relativement aux droits locaux, formalités de douane, courtages, introduction d'échantillons par les voyageurs de commerce et à toutes les autres matières concernant le trafic.

Art. 4. — Les navires britanniques et leurs chargements aux Etats-Unis de Vénézuéla et les navires vénézuéliens et leurs chargements dans les domaines et possessions de Sa Majesté Britannique, quelle que soit leur provenance et quel que soit le lieu d'origine ou de destination de leurs chargements, seront traités à tous égards de la même façon que les navires nationaux et leurs chargements.

La stipulation ci-dessus est applicable au traitement local, droits, impôts de port, mouillage, docks, rades, ports et rivières des deux pays, pilotage et, en général, à toutes les matières concernant la navigation.

Chaque faveur ou exemption à ce sujet, ou n'importe quel privilège en matière de navigation, que l'une des parties contractantes concéderait à une autre puissance, deviendrait immédiatement étendu à l'autre partie, mais ceci ne comprend ni la navigation intérieure des rivières, ni le cabotage, ni des conventions spéciales à l'égard du commerce local, que Vénézuéla ait faites avec des nations voisines quant au trafic au-delà de la frontière terrestre.

Tous les navires des deux Parties contractantes pourront toucher librement et consécutivement à deux ou plusieurs ports de l'autre qui soient ouverts au commerce étranger pour les objets et pour les besoins qui ont été spécifiés et établis par les lois respectives des deux Parties.

Tous les navires qui, d'après la loi britannique, sont considérés comme navires britanniques et tous les navires qui, d'après la loi vénézuélienne, sont considérés comme navires vénézuéliens, seront, pour les effets de cette convention, considérés respectivement comme navires britanniques ou vénézuéliens.

Art. 5. — Les sujets ou citoyens de chacune des Parties contractantes jouiront, dans les domaines et possessions de l'autre, des mêmes droits que les nationaux ou sujets et citoyens de la nation la plus favorisée, en ce qui concerne les patentes d'invention, marques de fabrique et dessins, pourvu qu'ils remplissent les formalités prescrites par la loi.

Art. 6. — Les sujets ou citoyens de chacune des Parties contractantes qui résideraient soit temporairement, soit en permanence dans les domaines ou possessions de l'autre, seront en pleine liberté pour exercer des droits civils et par conséquent d'acquérir, de disposer et de posséder toute espèce de biens meubles et immeubles. Ils pourront les acquérir et les transmettre à d'autres

personnes, par achat, vente, donation, échange, mariage, testament, succession *ab intestato* et de toute autre manière, sous les mêmes conditions que les nationaux.

Leurs héritiers pourront leur succéder et en prendre possession, soit personnellement ou par procuration, de la même manière et sous les mêmes formes légales que les fils du pays. Dans aucun cas, ils ne paieront nul autre impôt ni de plus hauts impôts, droits ni surcharges sur la valeur de la propriété que ceux payables par les nationaux. Il sera toujours permis aux sujets et citoyens des Parties contractantes, d'exporter librement leurs biens ou le produit de ceux-ci, s'ils sont vendus, sans qu'ils soient assujétis au paiement de droits d'exportation différents de ceux que, dans les mêmes circonstances, paieraient les nationaux.

Art. 7. — Les demeures, fabriques, entrepôts et magasins des sujets ou citoyens de chacune des Parties contractantes dans les domaines et possessions de l'autre, et toutes les maisons leur appartenant et par eux destinées à servir de résidence ou de maisons de commerce, seront respectées.

Il ne sera pas permis de faire des perquisitions ou visites domiciliaires dans ces demeures ou maisons, ni d'examiner ou inspecter les livres, papiers ou comptes, excepté sous les conditions et dans les formes prescrites par les lois à l'égard des fils du pays.

Les sujets ou citoyens des deux Parties contractantes auront dans les domaines et possessions de l'autre le libre accès des tribunaux de justice pour la poursuite et la défense de leurs droits sans autres conditions, restrictions ou contributions que celles imposées aux sujets ou citoyens du pays et, comme ceux-ci, ils auront la liberté d'employer, dans tous les cas, des avoués, procureurs ou agents d'entre les personnes admises, d'après les lois du pays, à l'exercice de ces professions.

Art. 8. — Les sujets ou citoyens de chacune des Parties contractantes seront exempts, dans les domaines et possessions de l'autre, de casernement et de tout service militaire obligatoire, soit dans l'armée, soit dans la marine ou dans la garde ou milice nationale. De même, ils seront exempts de toute contribution pécuniaire ou en espèces, imposée comme compensation pour logement ou service personnel, et finalement, d'emprunts obligatoires, exactions et réquisitions militaires de quelque genre que ce soit.

Art. 9. — Les sujets ou citoyens de chacune des deux Parties contractantes, résidant dans les domaines et possessions de l'autre, jouiront de la protection du Gouvernement en ce qui concerne leurs maisons, leurs personnes et leurs biens d'une manière aussi pleine et ample que les sujets ou citoyens nationaux.

Les sujets et citoyens de chaque partie contractante jouiront, dans les domaines et possessions de l'autre, d'une pleine liberté de conscience, et ne seront jamais importunés pour cause de leurs croyances religieuses; et les sujets ou citoyens de l'une des parties qui mourront dans le territoire de l'autre, seront inhumés dans les cimetières publics ou dans les lieux destinés à cet effet avec la décence et le respect dûs.

Les sujets de Sa Majesté Britannique résidant dans le territoire de la République des Etats-Unis de Vénézuéla auront la liberté d'exercer en privé et dans leurs demeures, ou dans les demeures ou bureaux des Consuls ou Vice-consuls de Sa Majesté Britannique ou dans tout autre édifice public destiné à cet effet, leurs rites religieux, services du culte, et pourront s'y réunir dans ce but sans le moindre empêchement.

Art. 10. — Chacune des parties contractantes pourra nommer des Consuls généraux, des Consuls, Vice-consuls, Pro-consuls et Agents consulaires résidant respectivement dans les villes ou ports des domaines et possessions de l'autre Puissance; mais ces fonctionnaires consulaires ne pourront exercer leurs fonctions qu'après avoir été admis dans la forme usuelle par le Gouvernement auprès duquel ils ont été envoyés. Lesdits fonctionnaires exerceront toutes les fonctions et jouiront de tous les privilèges, exemptions et immunités concé-

dés ou qui seraient concédés à l'avenir aux fonctionnaires consulaires de la nation la plus favorisée.

Art. 11. — En cas de décès de quelque sujet ou citoyen de l'une des parties contractantes dans les domaines et possessions de l'autre, sans avoir dicté ses dernières volontés ou testament, le Consul général, Consul ou Vice-consul de la nation à laquelle appartenait le décédé, ou en son absence le représentant du fonctionnaire consulaire, se chargera, dans les limites permises par les lois de chaque pays, en bénéfice des légitimes héritiers et créanciers du décédé, des biens qu'il aurait laissés, jusqu'à ce qu'il soit nommé un exécuteur testamentaire ou administrateur par le dit Consul général, Consul ou Vice-Consul ou son représentant.

Art. 12. — Les Consuls généraux, Consuls, Vice-consuls et Agents consulaires de chacune des parties contractantes résidant dans les domaines et possessions de l'autre, recevront des autorités locales le concours permis par la loi pour capturer les déserteurs des navires de leurs nations respectives.

Art. 13. — Tout navire de guerre ou de commerce de l'une des parties contractantes qui se trouverait forcé pour cause de mauvais temps ou par accident à se réfugier dans un port de l'autre, aura la liberté d'y faire ses réparations, de se procurer les provisions nécessaires et de continuer sa route, sans payer d'autres droits que ceux qui seraient payés en pareil cas par un navire national.

Mais dans le cas où le capitaine du navire marchand se verrait dans la nécessité de disposer d'une partie de ses marchandises pour payer ses frais, il sera tenu de se conformer aux règlements et tarifs du lieu de relâche.

Si quelque navire de guerre ou de commerce de l'une des parties contractantes s'échouait ou naufrageait sur le territoire de l'autre, ce navire et toutes ses parties, ses meubles et appareils, ainsi que toutes les denrées et marchandises qui en auraient été sauvées y inclus tout ce qui aurait été jeté du navire, ou leur produit en cas d'avoir été vendues, de même que les papiers trouvés à bord du navire échoué ou naufragé, tout sera remis aux propriétaires ou à leurs agents quand ils en feront la réclamation. Si les propriétaires ou les agents ne se trouvaient pas sur les lieux, la remise sera faite au Consul général, Consul, Vice-consul ou Agent consulaire dans le district où le sinistre aurait eu lieu, pourvu que la réclamation soit faite dans le délai fixé par les lois du pays; et ces Consuls, propriétaires ou agents auront seulement à payer les frais causés par la conservation de la propriété, avec ceux de sauvetage et tous autres frais qui auraient été payés en pareil cas par un navire national.

Les denrées et marchandises sauvées du naufrage seront exemptes de tout droit de douane, à moins qu'elles ne soient livrées à la consommation, et dans ce cas elles paieront la même proportion de droits que si elles avaient été importées sur un navire national.

Dans le cas où un navire soit obligé de faire relâche pour cause de mauvais temps, qu'il s'échoue ou qu'il naufrage, les respectifs Consuls généraux, Consuls, Vice-consuls ou Agents consulaires seront autorisés pour intervenir si le propriétaire ou le capitaine ou tout autre agent du propriétaire n'était pas présent, ou si, l'étant, il le demande afin de procurer les secours nécessaires à leurs compatriotes.

Art. 14. — Pour plus de sécurité dans le commerce entre les sujets de Sa Majesté Britannique et les citoyens de la République des Etats-Unis de Vénézuéla, il est convenu que si malheureusement il survenait, en quelque époque que ce soit, une interruption des rapports amiables ou une rupture entre les parties contractantes, les sujets ou citoyens des deux parties qui se trouveraient établis dans les domaines et possessions de l'autre, exerçant quelque métier ou emploi spécial, auront le privilège d'y rester et de continuer le dit métier ou emploi, sans aucun genre d'interruption, en pleine jouissance de leur liberté et de leurs biens, tant qu'ils se conduiront pacifiquement et sans commettre de délit contre les lois; et leurs biens, propriétés et effets de toute espèce, qu'ils soient sous leur surveillance ou qu'ils aient été confiés à des individus ou à

l'Etat, ne pourront être saisis ni séquestrés, ni assujettis à d'autres charges ou réquisitions que celles imposées aux biens, propriétés et effets nationaux appartenant aux sujets et citoyens. Si toutefois ils préféreraient quitter le pays, il leur sera permis de faire des arrangements pour la sûre sauvegarde de leurs biens, propriétés et effets, ou pour en disposer, et liquider leurs comptes, leur donnant aussi des sauf-conduits pour qu'ils s'embarquent dans les ports qu'ils auraient choisis.

Art. 15. — Si, comme il serait à regretter, il survenait entre les Etats-Unis de Vénézuéla et le Royaume-Uni de la Grande-Bretagne et d'Irlande des différends qui ne pourraient pas être réglés par les moyens usuels ou par une négociation amicale, les deux parties contractantes conviennent de soumettre la décision de tous ces différends à l'arbitrage d'une tierce puissance ou de plusieurs puissances, qui soient en bonnes relations d'amitié avec les deux, sans avoir recours à la guerre et que cet arbitrage engagera les deux Gouvernements.

La puissance (ou les puissances), à l'arbitrage de laquelle on aura eu recours, sera choisie par les deux Gouvernements de commun accord sans quoi chacune des parties contractantes nommera une puissance arbitre, et les arbitres qui ont été ainsi nommés devront choisir une autre puissance qui serve de juge entre elles.

La manière de procéder dans l'arbitrage sera déterminée dans chaque cas par les parties contractantes, faute de quoi la puissance ou les puissances arbitres la détermineront par elle-même d'avance.

Art. 16. — Les stipulations du présent Traité seront applicables à toutes les colonies et possessions étrangères de Sa Majesté Britannique jusqu'à la limite permise par les lois, exception faite des suivantes :

Le domaine du Canada.
Terreneuve.
Nouvelle-Galles du Sud.
Victoria.
Australie Méridionale.
Australie Occidentale.
Tasmanie.
Queensland.
Nouvelle Zélande.
Le Cap de Bonne-Espérance.
Natal.

Bien entendu que les stipulations du présent Traité deviendront applicables à une quelconque des colonies ou possessions étrangères ci-dessus indiquées, si le représentant de Sa Majesté Britannique aux Etats-Unis de Vénézuéla le notifie au Ministre des Affaires étrangères de Vénézuéla dans les deux ans à partir de la date de l'échange des ratifications du présent Traité.

Art. 17. — Le présent Traité continuera en vigueur pendant dix années à compter du jour de l'échange des ratifications ; et dans le cas où aucune des deux parties contractantes ne notifierait pas à l'autre, douze mois avant l'expiration du délai des dix années, son intention de donner fin au présent Traité, celui-ci continuera en vigueur jusqu'à l'expiration d'une année à partir du jour où l'une des parties aura notifié à l'autre cette intention.

Art. 18. — Le présent Traité sera ratifié par Son Excellence le Président de la République de Vénézuéla et par Sa Majesté la Reine de la Grande-Bretagne et d'Irlande, et les ratifications échangées dans la Ville de Londres, aussitôt que possible.

En foi de quoi les Plénipotentiaires respectifs ont signé cette Convention et y ont apposé leur sceau et leurs armes.

Fait à Londres, le.....

Le comte Granville au Général Guzman Blanco.

Le 18 juin 1835.

Monsieur le Ministre,

J'ai l'honneur d'accuser réception de votre note du 8 de ce mois, renfermant le projet d'un nouveau Traité d'amitié, de commerce et de navigation entre la Grande-Bretagne et le Vénézuéla, pour remplacer les Traités de 1825 et de 1834, basé sur le texte du Traité qui vient d'être conclu entre la Grande-Bretagne et le Paraguay, et sur la correspondance que nous avons suivie.

J'ai l'honneur de soumettre à votre considération des copies imprimées de ce document, afin d'éviter toute mauvaise intelligence ; j'ai aussi l'honneur de vous présenter à leur sujet les observations suivantes. Les mots insérés en *italiques* dans les articles 2, 6 et 18 semblent avoir été omis par inadvertance dans la copie jointe à votre note. On croit que la clause en *italiques* mise à la fin de l'article 15 le rend plus explicite, et à cette fin elle est utile. On aurait dû joindre l'Inde à la liste des Colonies Britanniques et Possessions étrangères dans l'article 16. On l'a omise dans le texte du Traité avec le Paraguay en signant, mais on a rectifié cette erreur dans l'échange des ratifications.

J'ai l'espoir que vous approuverez le texte imprimé du Traité proposé, avec les diverses corrections spécifiées à présent, et vous aurez la bonté de signifier votre consentement à ce Traité le plus promptement qu'il vous sera possible, afin de référer le projet du Traité proposé aux départements du Gouvernement de Sa Majesté auxquels cela concerne.

Agréez, etc., etc.

(Signé) : GRANVILLE.

Projet de Traité entre la Grande-Bretagne et Vénézuéla.

Le Gouvernement des Etats-Unis de Vénézuéla et le Gouvernement de Sa Majesté la Reine du Royaume-Uni de la Grande-Bretagne et d'Irlande désirant terminer les différends qui se sont présentés dans l'interprétation de certaines stipulations du Traité entre la République de la Colombie et la Grande-Bretagne le 18 avril 1825, lequel Traité a été adopté et confirmé par le Traité entre Vénézuéla et la Grande-Bretagne signé le 29 octobre 1834, ont nommé comme leurs Plénipotentiaires respectifs, à savoir : le Gouvernement des Etats-Unis de Vénézuéla, M.

Et le Gouvernement de Sa Majesté la Reine du Royaume-Uni de la Grande-Bretagne et d'Irlande, M.

Lesquels, après s'être communiqué leurs pleins pouvoirs et les ayant trouvés en bonne et due forme, sont convenus des articles suivants :

Article premier. — Il y aura paix parfaite et sincère amitié entre la République des Etats-Unis de Vénézuéla et le Royaume-Uni de la Grande-Bretagne et d'Irlande ainsi qu'entre les citoyens et les sujets des deux Etats sans exception de personnes ou de lieux. Les Hautes Parties contractantes feront tous efforts afin que cette amitié et bonne intelligence soient constamment et perpétuellement maintenues.

Art. 2. — Les Hautes Parties contractantes conviennent que toutes les matières relatives au commerce et à la navigation, ainsi que tout privilège, faveur ou immunité quelconque que l'une des parties contractantes aurait concédé ou concéderait à l'avenir aux citoyens ou sujets de quelque autre Etat, deviendra immédiatement et *inconditionnellement* extensif aux citoyens ou sujets de l'autre partie contractante ; car leur intention est que le trafic et la navigation de

chacun des deux pays soient mis sous tous les rapports, par l'autre, sur le même pied d'égalité que la nation la plus favorisée.

Art. 3. — Les produits et manufactures ainsi que les denrées provenant des domaines et possessions de Sa Majesté Britannique importées de n'importe quel endroit à Vénézuéla, et les produits, manufactures et denrées provenant de Vénézuéla, importées aux domaines et possessions de Sa Majesté Britannique, qu'ils soient destinés à la consommation, au dépôt, à la réexportation ou au transit, seront traités de la même manière et surtout ne seront pas assujettis à des droits plus élevés, que ceux-ci soient généraux, municipaux ou locaux, que les produits, manufactures et denrées de tout autre pays plus favorisé sous ce rapport. Aucun autre droit ni des droits plus élevés ne seront imposés dans Vénézuéla à aucune denrée qui soit exportée pour les domaines et possessions de Sa Majesté Britannique, et de même dans les domaines et possessions de Sa Majesté Britannique pour les denrées exportées pour Vénézuéla que ceux qui seront imposés à l'exportation des mêmes denrées pour toute autre nation plus favorisée sous ce rapport.

Les parties contractantes s'engagent à ne pas établir de prohibition à l'importation, l'exportation ou le transit, au préjudice de l'autre, à moins que cette mesure ne soit également appliquée dans les mêmes circonstances à toute autre nation plus favorisée sous ce rapport.

Les sujets britanniques aux Etats-Unis de Vénézuéla, et les citoyens Vénézuéliens dans les domaines et possessions de Sa Majesté Britannique jouiront de même du traitement concédé à ceux de la nation la plus favorisée relativement aux droits locaux, formalités de douane, courtages, introduction d'échantillons per les voyageurs de commerce et à toutes les autres matières concernant le trafic.

Art. 4. — Les navires Britanniques et leurs chargements aux Etats-Unis de Vénézuéla, et les navires Vénézuéliens et leurs chargements dans les domaines et possessions de Sa Majesté Britannique, quelle que soit leur provenance et quel que soit le lieu d'origine ou de destination de leurs chargements, seront traités à tous égards de la même façon que les navires nationaux et leurs chargements.

La stipulation ci-dessus est applicable au traitement local, droits, impôts de port, mouillage, docks, rades, ports et rivières des deux pays, pilotage et en général à toutes les matières concernant la navigation.

Chaque faveur ou exemption à ce sujet ou n'importe quel privilège en matière de navigation, que l'une des parties contractantes concéderait à une autre puissance, deviendrait immédiatement extensif à l'autre partie; mais ceci ne comprend ni la navigation intérieure des rivières ni le cabotage, ni des conventions spéciales à l'égard du commerce local que Vénézuéla ait faites avec des nations voisines quant au trafic au-delà de la frontière terrestre.

Tous les navires des deux Parties contractantes pourront toucher librement et consécutivement à deux ou plusieurs ports de l'autre, qui soient ouverts au commerce étranger pour les objets et pour les besoins qui ont été spécifiés et établis par les lois respectives des deux Parties.

Tous les navires qui, d'après la loi Britannique, sont considérés comme navires britanniques, et tous les navires qui, d'après la loi Vénézuélienne, sont considérés comme navires Vénézuéliens, seront, pour les effets de cette Convention, considérés respectivement navires britanniques ou Vénézuéliens.

Art. 5. — Les sujets ou citoyens de chacune des parties contractantes jouiront, dans les domaines et possessions de l'autre, des mêmes droits que les nationaux ou sujets et citoyens de la nation la plus favorisée, en ce qui concerne les patentes d'invention, marques de fabrique et dessins, pourvu qu'ils remplissent les formalités prescrites par la loi.

Art. 6. — Les sujets ou citoyens de chacune des parties contractantes qui résideraient soit temporairement, soit en permanence dans les domaines ou possessions de l'autre, seront en pleine liberté pour exercer des droits civils et par conséquent d'acquérir, de disposer et de posséder toute espèce de biens

meubles et immeubles. Ils pourront les acquérir et les transmettre à d'autres personnes, par achat, vente, donation, échange, mariage, testament, succession *ab intestat* et de toute autre manière, sous les mêmes conditions que les nationaux.

Leurs héritiers pourront leur succéder et en prendre possession, soit personnellement ou par procuration, de la même manière et sous les mêmes formes légales que les fils du pays. Dans aucun cas ils ne paieront nul autre impôt ni de plus hauts impôts, droits ni surcharges sur la valeur de la propriété que ceux payables par les nationaux.

Il sera toujours permis aux sujets et citoyens des parties contractantes, d'exporter librement leurs biens ou le produit de ceux-ci, s'ils sont vendus, sans qu'ils soient assujettis au paiement de droits d'exportation différents de ceux que, dans les mêmes circonstances, paieraient les nationaux.

Art. 7. — Les demeures, fabriques, entrepôts et magasins des sujets ou citoyens de chacune des parties contractantes dans les domaines et possessions de l'autre, et toutes les maisons leur appartenant et par eux destinées à servir de résidence ou de maisons de commerce, seront respectées.

Il ne sera pas permis de faire des perquisitions ou visites domiciliaires dans ces demeures ou maisons, ni d'examiner ou inspecter les livres, papiers ou comptes, excepté sous les conditions et dans les formes prescrites par les lois à l'égard des fils du pays.

Les sujets ou citoyens des deux parties contractantes auront, dans les domaines et possessions de l'autre, le libre accès des tribunaux de justice, pour la poursuite et la défense de leurs droits sans d'autres conditions, restrictions ou contributions que celles imposées aux sujets ou citoyens du pays, et comme ceux-ci ils auront la liberté d'employer, dans tous les cas, des avoués, procureurs ou agents d'entre les personnes admises d'après les lois du pays à l'exercice de ces professions.

Art. 8. — Les sujets et citoyens de chacune des parties contractantes seront exempts, dans les domaines et possessions de l'autre, de casernement et de tout service militaire obligatoire, soit dans l'armée, dans la marine ou dans la garde ou milice nationale. De même ils seront exempts de toute contribution pécuniaire ou en espèces, imposée comme compensation pour logement ou service personnel, et finalement d'emprunts obligatoires, exactions et réquisitions militaires de quelque genre que ce soit.

Art. 9. — Les sujets et citoyens de chacune des deux parties contractantes résidant dans les domaines et possessions de l'autre, jouiront de la protection du Gouvernement, en ce qui concerne leurs maisons, leurs personnes et leurs biens d'une manière aussi pleine et ample que les sujets ou citoyens nationaux.

Les sujets et citoyens de chaque partie contractante jouiront, dans les domaines et possessions de l'autre, d'une pleine liberté de conscience, et ne seront jamais importunés pour cause de leurs croyances religieuses, et les sujets ou citoyens de l'une des parties qui mourront dans le territoire de l'autre, seront inhumés dans les cimetières publics ou dans les lieux destinés à cet effet avec la décence et le respect dûs.

Les sujets de Sa Majesté Britannique résidant dans le territoire de la République des Etats-Unis de Vénézuéla auront la liberté d'exercer en privé et dans leurs demeures, ou dans les demeures ou bureaux des Consuls ou Vice-consuls de Sa Majesté Britannique ou dans tout autre édifice public destiné à cet effet, leurs rites religieux, services du culte, et pourront s'y réunir dans ce but sans le moindre empêchement.

Art. 10. — Chacune des parties contractantes pourra nommer des Consuls généraux, des Consuls, Vice-consuls, Pro-consuls et Agents consulaires résidant respectivement dans les villes ou ports des domaines et possessions de l'autre Puissance ; mais ces fonctionnaires consulaires ne pourront exercer leurs fonctions qu'après avoir été admis dans la forme usuelle par le Gouvernement auprès duquel ils ont été envoyés. Les dits fonctionnaires exerceront toutes les fonctions et jouiront de tous les privilèges, exemptions et immunités concédés

ou qui seraient concédés à l'avenir aux fonctionnaires consulaires de la nation la plus favorisée.

Art. 11. — En cas de décès de quelque sujet ou citoyen de l'une des parties contractantes dans les domaines et possessions de l'autre, sans avoir dicté ses dernières volontés ou testament, le Consul général, Consul ou Vice-consul de la nation à laquelle appartenait le décédé, ou en son absence le représentant du fonctionnaire consulaire, se chargera, dans les limites permises par les lois de chaque pays, au bénéfice des légitimes héritiers et créanciers du décédé, des biens qu'il aurait laissés, jusqu'à ce qu'il soit nommé un exécuteur testamentaire ou administrateur par le dit Consul général, Consul ou Vice-consul ou son représentant.

Art. 12. — Les Consuls généraux, Consuls, Vice-consuls et Agents consulaires de chacune des parties contractantes résidant dans les domaines et possessions de l'autre, recevront des autorités locales le concours permis par la loi pour capturer les déserteurs des navires de leurs nations respectives.

Art. 13. — Tout navire de guerre ou de commerce de l'une des parties contractantes qui se trouverait forcé pour cause de mauvais temps ou par accident à se réfugier dans un port de l'autre, aura la liberté d'y faire ses réparations, de se procurer les provisions nécessaires et de continuer sa route, sans payer d'autres droits que ceux qui seraient payés en pareil cas par un navire national.

Mais dans le cas où le capitaine du navire marchand se verrait dans la nécessité de disposer d'une partie de ses marchandises pour payer ses frais, il sera tenu de se conformer aux règlements et tarifs du lieu de relâche.

Si quelque navire de guerre ou de commerce de l'une des parties contractantes s'échouait ou naufrageait sur le territoire de l'autre, ce navire et toutes ses parties, ses meubles et appareils, ainsi que toutes les denrées et marchandises qui en auraient été sauvées y inclus tout ce qui aurait été jeté du navire, ou leur produit en cas d'avoir été vendues, de même que les papiers trouvés à bord du navire échoué ou naufragé, tout sera remis aux propriétaires ou à leurs agents quand ils en feront la réclamation.

Si les propriétaires ou les agents ne se trouvaient pas sur les lieux, la remise faite au Consul général, Consul, Vice-consul ou Agent consulaire dans le district où le sinistre aurait eu lieu, pourvu que la réclamation soit faite dans le délai fixé par les lois du pays, et ces Consuls, propriétaires ou agents auront seulement à payer les frais causés par la conservation de la propriété, avec ceux de sauvetage et tous autres frais qui auraient été payés en pareil cas par un navire national.

Les denrées et marchandises sauvées du naufrage seront exemptes de tout droit de douane, à moins qu'elles ne soient livrées à la consommation, et dans ce cas, elles paieront la même proportion de droits que si elles avaient été importées sur un navire national.

Dans le cas où un navire soit obligé de faire relâche pour cause de mauvais temps, qu'il s'échoue ou qu'il naufrage, les respectifs Consuls généraux, Consuls, Vice-consuls ou Agents consulaires seront autorisés à intervenir si le propriétaire ou le capitaine ou tout autre agent du propriétaire n'était pas présent, ou si l'étant il le demande afin de procurer les secours nécessaires à leurs compatriotes.

Art. 14. — Pour plus de sécurité dans le commerce entre les sujets de Sa Majesté Britannique et les citoyens de la République des Etats-Unis de Vénézuéla, il est convenu que si malheureusement il survenait en quelque époque que ce soit une interruption des rapports amiables ou une rupture entre les parties contractantes, les sujets ou citoyens des deux parties qui se trouveraient établis dans les domaines et possessions de l'autre, exerçant quelque métier ou emploi spécial, auront le privilège d'y rester et de continuer le dit métier ou emploi, sans aucun genre d'interruption, en pleine jouissance de leur liberté et de leurs biens, tant qu'ils se conduiront pacifiquement et sans commettre de délit contre les lois; et leurs biens, propriétés et effets de toute espèce, qu'ils soient sous leur surveillance ou qu'ils aient été confiés à des individus ou à

l'Etat, ne pourront être saisis ni séquestrés, ni assujettis à d'autres charges ou réquisitions que celles imposées aux biens, propriétés et effets appartenant aux sujets et citoyens nationaux. Si toutefois ils préféreraient quitter le pays, il leur sera permis de faire des arrangements pour la sûre sauvegarde de leurs biens, propriétés et effets, ou pour en disposer, et liquider leurs comptes, leur donnant aussi des sauf-conduits pour qu'ils s'embarquent dans les ports qu'ils auraient choisis.

Art. 15. — Si, comme il serait à regretter, il survenait entre les Etats-Unis de Vénézuéla et le Royaume-Uni de la Grande-Bretagne et d'Irlande des différends qui ne pourraient pas être réglés par les moyens usuels ou par une négociation amicale, les deux parties contractantes conviennent de soumettre la décision de tous ces différends à l'arbitrage d'une tierce puissance ou de plusieurs puissances, qui soient en bonnes relations d'amitié avec les deux, sans avoir recours à la guerre et que cet arbitrage engagera les deux Gouvernements.

La puissance ou les puissances, à l'arbitrage de laquelle on aura eu recours, sera choisie par les deux Gouvernements de commun accord sans quoi chacune des parties contractantes nommera une puissance arbitre, et les arbitres qui ont été ainsi nommés devront choisir une autre puissance qui serve de juge entre elles.

La manière de procéder dans l'arbitrage sera déterminée dans chaque cas par les parties contractantes, faute de quoi la puissance ou les puissances arbitres la détermineront par elles-mêmes d'avance.

« La sentence des arbitres sera exécutée aussitôt que possible dans les cas où cette sentence ne fixera pas spécialement une date pour son exécution.

Art. 16. — Les stipulations du présent Traité seront applicables à toutes les colonies et possessions étrangères de Sa Majesté Britannique jusqu'à la limite permise par les lois, exception faite des suivantes :

Le domaine du Canada.
Terreneuve.
Nouvelles-Galles du Sud.
Victoria.
Australie Méridionale.
Australie Occidentale.
Tasmanie.
Queensland.
Nouvelle-Zélande.
Le Cap de Bonne-Espérance.
Natal.
L'Inde.

Bien entendu que les stipulations du présent Traité deviendront applicables à une quelconque des colonies ou possessions étrangères ci-dessus indiquées, si le représentant de Sa Majesté Britannique aux Etats-Unis de Vénézuéla le notifie au Ministre des Affaires étrangères de Vénézuéla, dans les deux ans à partir de la date de l'échange des ratifications du présent Traité.

Art. 17. — Le présent Traité restera en vigueur pendant dix années, à compter du jour de l'échange des ratifications ; et dans le cas où aucune des deux parties contractantes ne notifierait pas à l'autre, douze mois avant l'expiration du délai des dix années, son intention de donner fin au présent Traité, celui-ci restera en vigueur jusqu'à l'expiration d'une année à partir du jour où l'une des parties aura notifié à l'autre cette intention.

Art. 18. — Le présent Traité sera ratifié par Son Excellence le Président de la République des Etats-Unis de Vénézuéla et par Sa Majesté la Reine de la Grande-Bretagne et d'Irlande, et les ratifications échangées dans la ville de Londres aussitôt que possible.

En foi de quoi les Plénipotentiaires respectifs ont signé cette Convention et y ont apposé leur sceau et leurs armes.

Fait à Londres, le

Le général Guzman Blanco au comte Granville.

Londres, le 22 juin 1885.

Excellence,

J'ai eu l'honneur de recevoir la note de V. E. en date du 18 renfermant la copie imprimée du projet de Traité d'Amitié, de Commerce et de Navigation entre les Etats-Unis du Vénézuéla et la Grande-Bretagne avec certaines corrections sur lesquelles V. E. demande que je donne mon consentement pour éviter une mauvaise interprétation.

En conséquence je m'empresse de répondre que je n'ai aucune difficulté à ajouter à l'article VI « toute espèce de, » à l'article XV « la sentence des arbitres sera exécutée aussitôt que possible, dans le cas où cette sentence ne fixerait pas spécialement une date pour son exécution : » et « Inde » à l'article XVI ; et au XVIII « des Etats-Unis du. »

Mais je n'ai pas le pouvoir de conserver dans l'article II les mots « et inconditionnellement, » que j'ai omis exprès pour des motifs expliqués dans la correspondance.

Je dois demander au contraire que l'on réinsère les mots de mon article XVII « que, aussitôt après la date de l'échange des ratifications, on substituera à celui qui a été conclu entre la Colombie et la Grande-Bretagne le 18 avril 1825 et renouvelé avec le Vénézuéla le 29 octobre 1834. » Je crois essentiel le rétablissement de cette clause, car autrement la révocation de l'ancien traité serait pour le moins douteuse, malgré les différences qui existent entre ce traité, et le projet auquel je me réfère.

Les deux indications précédentes admises, nous pouvons procéder à la célébration du traité.

Agrez, etc., etc.

(Signé) : GUZMAN BLANCO.

Le ministre du Vénézuéla salue Sir Julian Pauncefote et se référant aux observations qu'il lui a faites hier verbalement sur le projet de traité de commerce entre les deux pays, a l'honneur de répondre que Lord Granville, Ministre des affaires étrangères, dans sa note du 15 mai 1885, a écrit à cette Légation dans les termes suivants :

« En réponse j'ai l'honneur de vous informer que le Gouvernement de Sa Majesté convient de substituer la phrase « Puissance » à l'élection « des Hautes Parties Contractantes, au lieu de « Arbitres » dans l'article « relatif à Arbitrage ; et qu'on convient au surplus de ce que le compromis de soumettre des désaccords à l'arbitrage comprendra toutes les « difficultés qui peuvent surgir entre les Hautes parties contractantes, « et non-seulement celles qui se présenteront en interprétant le « traité. »

Qu'il soit permis de rappeler les paroles de Lord Salisbury, premier ministre et principal secrétaire d'Etat de Sa Majesté Britannique au département des Affaires étrangères, en exposant devant la Chambre des Lords le 6 de ce mois la politique du Gouvernement. « Nous ne devons pas entrer dans des questions contestées et qui ont une origine antérieure. Et plus

encore, vos seigneuries observeront les importantes restrictions matérielles pour nos procédés et pour nos explications qui émanent du fait que nous sommes entrés dans ces questions justement lorsqu'elles sont à leur moitié et lorsque nous finissons ou fournissons ce que les autres ont commencé. La conséquence de cela est que l'on s'est donné beaucoup de gages, et le premier devoir de tout Gouvernement, soit nouveau, soit qu'il ait duré un temps considérable, et quel que soit le côté de la Chambre ou le parti d'où on l'ait présenté, est d'observer les garanties que le Gouvernement Anglais a donné comme Gouvernement. »

Le Gouvernement de Sa Majesté a adopté pour les questions de territoires, dans plusieurs occasions, l'arbitrage, la plus heureuse solution.

Avec les Etats-Unis en 1827 et en 1871, par Conventions dans lesquelles se réfèrent respectivement au Roi des Pays-Bas et à l'Empereur d'Allemagne deux différends de territoire. La sentence du premier n'eut aucun effet, l'arbitre ne s'étant pas conformé aux termes de l'engagement, et les parties réglèrent après, en 1842, la difficulté par convention amiable. La sentence du second fut prononcée le 21 avril 1872 et acceptée et accomplie aussitôt par les nations intéressées. Dans le second cas le mémoire présenté par le Plénipotentiaire Américain, Georges Bancroft, est de la teneur suivante :

Six fois les Etats-Unis avaient reçu l'offre d'arbitrage pour l'arrangement de leur frontière du Nord-Ouest, et six fois ils avaient refusé de référer un point, dont l'importance était si grande, et le droit si clair.

A l'égard de l'autre point mentionné par Sir Julian, le général Guzman Blanco répète qu'il a proposé, quant à la clause de la nation la plus favorisée, de supprimer seulement le mot « inconditionnellement, » parce qu'un pays nouveau comme le Vénézuéla a besoin de rester en aptitude de faire des concessions particulières en échange de celles que lui feraient d'autres puissances, comme moyen d'atteindre les avantages exigés par ses aspirations naturelles vers le progrès, et qu'il ne pourrait acquérir sans en payer les équivalents.

Londres, le 22 juillet 1885.

Lord Salisbury au général Guzman Blanco.

Le 27 juillet 1885.

Monsieur le Ministre,

J'ai eu l'honneur de vous dire que le Gouvernement de Sa Majesté a prêté une sérieuse attention au projet de traité d'Amitié, de Commerce et de Navigation dont on négociait les termes lors de votre avènement au pouvoir ; il a aussi pris en considération la Note que vous avez eu la bonté de diriger à Lord Granville le 22 du mois dernier.

Je regrette d'avoir à vous informer que le Gouvernement de Sa Majesté ne peut concourir à vos désirs à l'égard de l'omission du mot « inconditionnellement » dans les clauses « de la nation la plus favorisée. » Il est d'avis que ces clauses ont le même sens, que ce mot soit ou non inséré, mais la présente correspondance prouve que le Gouvernement du Vénézuéla pense différemment, et son opinion est que sans ce mot le Vénézuéla aurait le droit de nier à la Grande-Bretagne une concession quelconque faite par la République à une troisième puissance en échange de quelque faveur ou concession qu'elle en aurait reçue à moins que la Grande-Bretagne ne fit

une faveur égale ou concession au Vénézuéla. Dans sa note du 15 avril, Monsieur le Comte de Granville a expliqué qu'il pourrait ne pas être au pouvoir du Gouvernement de Sa Majesté d'accorder la faveur ou concession accordée par la troisième puissance, et en considérant la liberté de commerce et le manque total de droits différentiels dans ce pays, le Gouvernement de Sa Majesté considère qu'il a le droit de réclamer du Vénézuéla le traitement de la nation la plus favorisée. Cependant, il est disposé à considérer s'il serait possible de consentir à l'exclusion, dans l'article de la nation la plus favorisée, de quelque faveur particulière que le Gouvernement du Vénézuéla proposerait d'excepter, parce qu'il pourrait se faire qu'il se composât de privilèges locaux importants seulement aux Etats contigus au Vénézuéla. De telles exceptions ne s'opposeraient pas d'une manière matérielle au principe général de la nation la plus favorisée auquel le Gouvernement de Sa Majesté ne veut pas déroger.

Le Gouvernement de Sa Majesté ne peut convenir de l'assentiment donné par ses prédécesseurs à l'article général d'arbitrage proposé par le Vénézuéla, ni à l'inclusion dans cet article de matières qui ne proviennent de l'interprétation de la violation alléguée de ce traité particulier. S'engager à référer à l'arbitrage tous les différends et controverses, est une chose qui n'aurait pas d'antécédent dans les traités conclus par la Grande-Bretagne; cela pourrait donner lieu à des questions, comme celles qui mettraient en question le titre de la Couronne Britannique sur un territoire ou autres droits de souveraineté que le Gouvernement de Sa Majesté ne pourrait pas s'engager d'avance à référer à l'arbitrage.

J'ai l'honneur de joindre une copie imprimée du traité, avec les modifications qui ont été considérées essentielles par le Gouvernement de Sa Majesté.

Vous voudrez bien observer que l'on a fait quelques autres observations, de peu d'importance, mais celles-ci sont faites pour la plupart pour la forme et ne donnent lieu à aucune observation.

J'ai l'honneur etc., etc.

(Signé) : SALISBURY.

PROJET DE TRAITÉ ENTRE LA GRANDE-BRETAGNE ET VÉNÉZUÉLA

Le Président des Etats-Unis de Vénézuéla et le Gouvernement de Sa Majesté la Reine du Royaume-Uni de la Grande-Bretagne et d'Irlande, Impératrice de l'Inde, désirant conclure un Traité d'Amitié, de Commerce et de Navigation pour substituer le Traité entre la République de la Colombie et la Grande-Bretagne du 18 avril 1823, lequel Traité a été adopté et confirmé par le Traité entre Vénézuéla et la Grande-Bretagne signé le 29 octobre 1834, ont nommé comme leurs Plénipotentiaires respectifs, à savoir : le Gouvernement des Etats-Unis de Vénézuéla, M.

Et le Gouvernement de Sa Majesté la Reine du Royaume-Uni de la Grande-Bretagne et d'Irlande, Impératrice de l'Inde, M.

Lesquels après s'être communiqué leurs pleins pouvoirs et les ayant trouvés en bonne et due forme sont convenus des articles suivants :

Article 1^{er}. — Il y aura paix parfaite et sincère amitié entre la République des Etats-Unis de Vénézuéla, et le Royaume-Uni de la Grande-Bretagne et d'Irlande, ainsi qu'entre les citoyens et les sujets des deux Etats sans exception de personnes ou de lieux. Les Hautes Parties Contractantes feront tous efforts afin que cette amitié et bonne intelligence soient constamment et perpétuellement maintenues.

Art. 2. — Les Hautes Parties Contractantes conviennent que toutes les

matières relatives au commerce et à la navigation, ainsi que tout privilège, faveur ou immunité quelconque que l'une des parties contractantes aurait concédé ou concéderait à l'avenir aux citoyens ou sujets de quelque autre Etat, deviendra immédiatement et inconditionnellement extensif aux sujets ou citoyens de l'autre partie contractante; car leur intention est que le trafic et la navigation de chacun des deux pays soient mis sous tous les rapports par l'autre, sur le même pied d'égalité que la nation la plus favorisée.

Art. 3. — Les produits et manufactures ainsi que les denrées provenant des domaines et possessions de S. M. B. importés de n'importe quel endroit à Vénézuéla, et les produits, manufactures et denrées provenant de Vénézuéla, importés aux domaines et possessions de S. M. B., qu'ils soient destinés à la consommation, au dépôt, à la réexportation ou au transit, seront traités de la même manière et surtout ne seront pas assujettis à des droits plus élevés que ceux-ci, soit généraux, municipaux, ou locaux, que les produits, manufactures et denrées de tout autre pays plus favorisé sous ce rapport. Aucun autre droit ni des droits plus élevés ne seront imposés dans Vénézuéla à aucune denrée qui soit exportée pour les domaines et possessions de S. M. B., et de même dans les domaines et possessions de S. M. B. pour les denrées exportées à Vénézuéla, que ceux qui seront imposés à l'exportation des mêmes denrées pour toute autre nation plus favorisée sous ce rapport.

Les parties contractantes s'engagent à ne pas établir de prohibition à l'importation, l'exportation ou le transit, au préjudice de l'autre, à moins que cette mesure ne soit également appliquée dans les mêmes circonstances à tout autre nation plus favorisée sous ce rapport.

Les sujets britanniques aux Etats-Unis de Vénézuéla et les citoyens Vénézuéliens dans les domaines et possessions de S. M. B. jouiront du traitement concédé à ceux de la nation la plus favorisée relativement aux droits locaux, formalités de douane, courtages, introduction d'échantillons par les voyageurs de commerce et à toutes les autres matières concernant le trafic.

Art. 4. — Les navires Britanniques et leurs chargements aux Etats-Unis de Vénézuéla et les navires Vénézuéliens et leurs chargements dans les domaines et possessions de S. M. B., quelle que soit leur provenance et quel que soit le lieu d'origine ou de destination de leurs chargements, seront traités à tous égards de la même façon que les navires nationaux et leurs chargements.

La stipulation ci-dessus est applicable au traitement local, droits, impôts de port, mouillage, docks, rades, ports et rivières des deux pays, pilotage et en général à toutes les matières concernant la navigation.

Chaque faveur ou exemption à ce sujet, ou n'importe quel privilège en matière de navigation, que l'une des parties contractantes concéderait à une autre puissance, deviendrait immédiatement extensif à l'autre partie, mais ceci ne comprend ni la navigation intérieure des rivières ni le cabotage, ni des conventions spéciales à l'égard du commerce local, que Vénézuéla ait faites avec des nations voisines quant au trafic au-delà de la frontière terrestre.

Tous les navires des deux Parties Contractantes pourront toucher librement et consécutivement à deux ou plusieurs ports de l'autre qui soient ouverts au commerce étranger pour les objets et pour les besoins qui ont été spécifiés et établis par les lois respectives des deux Parties.

Tous les navires qui d'après la loi Britannique, sont considérés comme navires britanniques, et tous les navires qui d'après la loi des Etats-Unis de Vénézuéla sont considérés comme navires Vénézuéliens, seront par les effets de cette convention considérés respectivement navires britanniques ou Vénézuéliens.

Art. 5. — Les sujets ou citoyens de chacune des parties contractantes jouiront dans les domaines et possessions de l'autre, des mêmes droits que les nationaux ou sujets et citoyens de la nation la plus favorisée, en ce qui concerne les patentes d'invention, marques de fabrique et dessins, pourvu qu'ils remplissent les formalités prescrites par la loi.

Art. 6. — Les sujets ou citoyens de chacune des parties contractantes qui

résideraient soit temporairement, soit en permanence dans les domaines ou possessions de l'autre, seront en pleine liberté d'exercer des droits civils et par conséquent d'acquérir, de disposer et de posséder toute espèce de biens, meubles et immeubles. Ils pourront les acquérir et les transmettre à d'autres personnes, par achat, vente, donation, échange, mariage, testament, succession *ab intestat* et de toute autre manière, sous les mêmes conditions que les nationaux.

Leurs héritiers pourront leur succéder et en prendre possession, soit personnellement ou par procuration, de la même manière et sous les mêmes formes légales que les fils du pays. Dans aucun cas ils ne paieront nul autre impôt ni de plus hauts impôts, droits ni surcharges sur la valeur de la propriété que ceux payables par les nationaux. Il sera toujours permis aux sujets et citoyens des parties contractantes, d'exporter librement leurs biens ou le produit de ceux-ci, s'ils sont vendus, sans qu'ils soient assujettis au paiement de droits d'exportation différents à ceux que dans les mêmes circonstances paieraient les nationaux.

Art. 7. — Les demeures, fabriques, entrepôts et magasins des sujets ou citoyens de chacune des parties contractantes dans les domaines et possessions de l'autre, et toutes les maisons leur appartenant et par eux destinées à servir de résidence ou de maisons de commerce seront respectées.

Il ne sera pas permis de faire des perquisitions ou visites domiciliaires dans ces demeures ou maisons, ni d'examiner ou inspecter les livres, papiers ou comptes, excepté sous les conditions et dans les formes prescrites par les lois à l'égard des fils du pays.

Les sujets ou citoyens des deux parties contractantes, auront dans les domaines et possessions de l'autre, le libre accès des tribunaux de justice, pour la poursuite et la défense de leurs droits sans d'autres conditions, restrictions ou contributions que celles imposées aux sujets ou citoyens du pays, et comme ceux-ci ils auront la liberté d'employer dans tous les cas, des avoués, procureurs ou agents d'entre les personnes admises d'après les lois du pays à l'exercice de ces professions.

Art. 8. — Les sujets ou citoyens de chacune des parties contractantes seront exempts, dans les domaines et possessions de l'autre, de casernement et de tout service militaire obligatoire, soit dans l'armée, dans la marine ou dans la garde ou milice nationale. De même ils seront exempts de toute contribution pécuniaire ou en espèces, imposée comme compensation pour logement ou service personnel; et finalement, d'emprunts obligatoires, exactions et réquisitions militaires de quelque genre que ce soit.

Art. 9. — Les sujets ou citoyens de chacune des deux parties contractantes résidant dans les domaines et possessions de l'autre, jouiront de la protection du gouvernement, en ce qui concerne leurs maisons, leurs personnes et leurs biens d'une manière aussi pleine et ample que les sujets ou citoyens nationaux.

Les sujets ou citoyens de chaque partie contractante jouiront dans les domaines et possessions de l'autre d'une pleine liberté de conscience, et ne seront jamais importunés par cause de leurs croyances religieuses; et les sujets ou citoyens de l'une des parties, qui mourront dans le territoire de l'autre, seront inhumés dans les cimetières publics ou dans les lieux destinés à cet effet avec la décence et le respect dûs.

Les sujets de S. M. B. résidant dans le territoire de la République des Etats-Unis de Vénézuëla auront la liberté d'exercer en privé et dans leurs demeures, ou dans les demeures ou bureaux des Consuls ou Vices-consuls de S. M. B. ou dans tout autre édifice public destiné à cet effet, leurs rites religieux, services du culte, et pourront s'y réunir dans ce but sans le moindre empêchement.

Art. 10. — Chacune des parties contractantes pourra nommer des Consuls

généraux, des Consuls, Vice-consuls, Pro-consuls et Agents consulaires résidant respectivement dans les villes ou ports des domaines et possessions de l'autre Puissance; mais ces fonctionnaires consulaires ne pourront exercer leurs fonctions qu'après avoir été admis dans la forme usuelle par le Gouvernement auprès duquel ils ont été envoyés. Les dits fonctionnaires exercent toutes les fonctions et jouiront de tous les privilèges, exemptions et immunités concédés ou qui seraient concédés à l'avenir aux fonctionnaires consulaires de la nation la plus favorisée.

Art. 11. — En cas de décès de quelque sujet ou citoyen de l'une des parties contractantes dans des domaines et possession de l'autre, sans avoir dicté ses dernières volontés ou testament, le Consul général, Consul ou Vice-consul de la nation à laquelle appartenait le décédé, ou en son absence le représentant du fonctionnaire consulaire, se chargera, dans les limites permises par les lois de chaque pays, au bénéfice des légitimes héritiers et créanciers du décédé, des biens qu'il aurait laissés, jusqu'à ce qu'il soit nommé un exécuteur testamentaire ou administrateur par le dit Consul général, Consul ou Vice-consul ou son représentant.

Art. 12. — Les Consuls généraux, Consuls, Vice-consuls et Agents consulaires de chacune des parties contractantes résidant dans les domaines et possessions de l'autre, recevront des autorités locales le concours permis par la loi pour capturer les déserteurs des navires de leurs respectives nations.

Art. 13. — Tout navire de guerre ou de commerce de l'une des parties contractantes qui se trouverait forcé pour cause de mauvais temps ou par accident à se réfugier dans un port de l'autre, aura la liberté d'y faire ses réparations, de se procurer les provisions nécessaires et de continuer sa route, sans payer d'autres droits que ceux qui seraient payés en pareil cas par un navire national.

Mais dans le cas où le Capitaine du navire marchand se verrait dans la nécessité de disposer d'une partie de ses marchandises pour payer ses frais, il sera tenu de se conformer aux règlements et tarif du lieu de relâche.

Si quelque navire de guerre ou de commerce de l'une des parties contractantes s'échouait ou naufrageait sur le territoire de l'autre, ce navire et toutes ses parties, ses meubles et appareils, ainsi que toutes les denrées et marchandises qui en auraient été sauvées y inclus tout ce qui aurait été jeté du navire, ou leur produit en cas d'avoir été vendues, de même que les papiers trouvés à bord du navire échoué ou naufragé, tout sera remis aux propriétaires ou à leurs agents quand ils en feront la réclamation. Si les propriétaires ou les agents ne se trouvaient pas sur les lieux, la remise sera faite au Consul général, Consul, Vice-consul ou Agent consulaire dans le district où le sinistre aurait eu lieu, pourvu que la réclamation soit faite dans le délai fixé par les lois du pays; et ces Consuls, propriétaires ou agents auront seulement à payer les frais causés par la conservation de la propriété, avec ceux de sauvetage et tous autres frais qui auraient été payés en pareil cas par un navire national.

Les denrées et marchandises sauvées du naufrage seront exemptes de tout droit de douane, à moins qu'elles ne soient livrées à la consommation, et dans ce cas elles paieront la même proportion de droits que si elles avaient été importées sur un navire national.

Dans le cas où un navire soit obligé de faire relâche pour cause de mauvais temps, qu'il s'échoue ou qu'il naufrage, les respectifs Consuls généraux, Consuls, Vice-consuls ou Agents Consulaires seront autorisés à intervenir si le propriétaire ou le capitaine ou tout autre agent du propriétaire n'était pas présent, ou si, l'étant, il le demande afin de procurer les secours nécessaires à leurs compatriotes.

Art. 14. — Pour plus de sécurité dans le commerce entre les sujets de S. M. B. et les citoyens de la République des Etat-Unis de Vénézuëla il est convenu que, si malheureusement il survenait, en quelque époque que ce soit, une interruption des rapports amiables ou une rupture entre les parties contrac-

tantes, les sujets ou citoyens des deux parties qui se trouveraient établis dans les domaines et possessions de l'autre, exerçant quelque métier ou emploi spécial, auront le privilège d'y rester et de continuer le dit métier ou emploi, sans aucun genre d'interruption, en pleine jouissance de leur liberté et de leurs biens, tant qu'ils se conduiront pacifiquement et sans commettre de délit contre les lois; et leurs biens, propriétés et effets de toute espèce, qu'ils soient sous leur surveillance ou qu'ils aient été confiés à des individus ou à l'Etat, ne pourront être saisis, ni séquestrés, ni assujétis à d'autres charges ou réquisitions que celles imposées aux biens, propriétés et effets nationaux appartenant aux sujets et citoyens.

Si toutefois ils préféreraient quitter le pays, il leur sera permis de faire des arrangements pour la sûre sauvegarde de leurs biens, propriétés et effets, ou pour en disposer, et liquider leurs comptes, leur donnant aussi des saufs-conduits pour qu'ils s'embarquent dans les ports qu'ils auraient choisis.

Art. 15. — Si, comme il serait à regretter, il survenait entre les Etats-Unis de Vénézuéla et le Royaume-Uni de la Grande-Bretagne et d'Irlande des différends qui ne pourraient pas être réglés par les moyens usuels ou par une négociation amicale, les deux parties contractantes conviennent de soumettre la décision de tous ces différends à l'arbitrage d'une tierce puissance ou de plusieurs puissances, qui soient en bonnes relations d'amitié avec les deux, sans avoir recours à la guerre et que cet arbitrage engagera les deux Gouvernements.

La puissance, ou les puissances, à l'arbitrage de laquelle on aura eu recours, sera choisie par les deux Gouvernements de commun accord sans quoi chacune des parties contractantes nommera une puissance arbitre, et les arbitres qui ont été ainsi nommés devront choisir une autre puissance qui serve de juge entre elles.

La manière de procéder dans l'arbitrage sera déterminée dans chaque cas par les parties contractantes faute de quoi la puissance ou les puissances arbitres, la détermineront par elles mêmes d'avance.

La sentence des Arbitres sera exécutée aussitôt que possible dans les cas où cette sentence ne fixera pas spécialement une date pour son exécution.

Art. 16. — Les stipulations du présent traité seront applicables à toutes les colonies et possessions étrangères de S. M. B. jusqu'à la limite permise par les lois, exception faite des suivantes :

L'Iude.
Le domaine du Canada.
Terreneuve.
Nouvelles Galles du Sud.
Victoria.
Australie Méridionale.
Australie Occidentale.
Tasmanie.
Queensland.
Nouvelle-Zélande.
Le Cap de Bonne-Espérance.
Natal.

Bien entendu que les stipulations du présent Traité deviendront applicables à une quelconque des colonies ou possessions étrangères ci-dessus indiquées, si le représentant de Sa Majesté Britannique aux Etats-Unis de Vénézuéla le notifie au Ministre des Affaires étrangères de Vénézuéla dans les deux ans à partir de la date de l'échange des ratifications du présent Traité.

Art. 17. — « Le présent Traité qui, de la date de l'échange de sa ratification, sera substitué à celui qui a été conclu entre la Colombie et la Grande-Bretagne le 18 avril 1825 et adopté et confirmé par Vénézuéla le 29 octobre 1834 », continuera en vigueur pendant dix années à compter du jour de l'échange des ratifications; et dans le cas où aucune des deux parties contrac-

tantes ne notifierait pas à l'autre, douze mois avant l'expiration du délai des dix années, son intention de donner fin au présent Traité, celui-ci continuera en vigueur jusqu'à l'expiration d'une année à partir du jour où l'une des parties aura notifié à l'autre cette intention.

Art. 18. — Le présent Traité sera ratifié par Son Excellence le Président des Etats-Unis de Vénézuéla et par Sa Majesté Britannique et les ratifications seront échangées dans la ville de Londres aussitôt que possible.

En foi de quoi les Plénipotentiaires respectifs ont signé cette Convention et y ont apposé leur sceau et leurs armes.

Fait à Londrer, le

Le général Guzman Blanco au marquis de Salisbury.

Paris, le 5 août 1885.

Milord,

J'ai eu l'honneur de recevoir la note de Votre Excellence du 27 juillet, concernant la négociation d'un Traité d'amitié, de commerce et de navigation entre les deux pays avec un projet modifié.

En premier lieu, Votre Excellence m'annonce que le Gouvernement de Sa Majesté ne peut pas accéder à mon désir de supprimer le mot « inconditionnellement » dans les clauses de la nation la plus favorisée, car bien qu'en employant ce mot ou en ne l'employant pas, elles auraient le même sens ; il résulte de la même correspondance du cas que le Gouvernement du Vénézuéla opine que, ce terme omis, il pourrait nier à la Grande-Bretagne des concessions que l'on ferait à une autre puissance pour un équivalent, si celle-ci ne s'y prêtait.

En second lieu, Votre Excellence retire la clause de l'arbitrage, pour tous les désaccords occasionnés entre les deux parties, qui avait été convenue avec l'Administration précédente et la limite à celles nées du Traité seulement, en se fondant sur le manque d'antécédents, et qu'il pourrait se présenter des questions qui comprendraient le titre de la Couronne Britannique sur un territoire ou sur d'autres droits de souveraineté, que le Gouvernement ne pourrait pas s'obliger d'avance à référer à l'arbitrage.

Quant au mot « inconditionnellement », mes instructions me prescrivent de ne pas l'admettre, à cause de l'impossibilité où il mettrait le Vénézuéla à concéder des avantages spéciaux à d'autres Etats en échange de ceux qu'il en recevrait, soit voisins ou non.

En ce qui concerne l'arbitrage, il ne me paraît pas que le nouveau Cabinet ait pu révoquer par lui seul un article auquel le précédent avait donné son assentiment formel, en le mettant par cela même hors de son atteinte, beaucoup moins après que Votre Excellence eût déclaré à la Chambre des Pairs qu'Elle respecterait les gages donnés par le Gouvernement précédent. Il me serait pénible de penser qu'une telle déclaration ne comprit pas le Vénézuéla.

Je juge que les questions de limites sont les plus propres à être soumises à la sentence d'un tiers impartial. Ainsi le jugent aussi d'autres nations, comme la pratique le démontre ; et que la Grande-Bretagne pense de la même manière, je crois pouvoir le déduire de ce qu'elle fit en 1829 et en 1872, convenant de soumettre deux controverses sur un territoire à la décision du Roi de Hollande et de l'Empereur d'Allemagne respectivement ; dans le dernier cas, il a proposé jusqu'à six fois l'arbitrage aux Etats-Unis, comme ceux-ci l'affirment et ce n'a été que la septième fois qu'ils

acceptèrent ce moyen de résoudre si la ligne devait passer ou non par le canal de Haro. De la correspondance du Plénipotentiaire du Vénézuéla, Monsieur Fortique, il est constaté qu'on lui a fait la même proposition verbalement pour terminer le litige sur la Guyenne. Finalement, l'arbitrage, outre qu'il a été employé plusieurs fois dans des questions de la Grande-Bretagne, a reçu un accueil si favorable dans son Parlement, dans l'esprit de ses hommes d'Etat et dans l'opinion publique du Royaume-Uni, que son acceptation générale ne pourrait manquer de mériter d'être applaudie. Au surplus, j'ai procédé en cela conformément à la Constitution du Vénézuéla, qui impose à l'exécutif la nécessité de stipuler l'arbitrage en termes amples et sans aucune condition.

Agréé, etc., etc.

(Signé) : GUZMAN BLANCO.

Lord Salisbury au général Guzman Blanco.

Le 3 octobre 1884.

Monsieur le Ministre,

Le Gouvernement de Sa Majesté a pris en considération les observations que vous m'avez fait l'honneur de me présenter dans votre note du 5 août relative au Traité proposé entre le Vénézuéla et la Grande-Bretagne. Il regrette que vos instructions ne vous permettent pas de convenir, dans l'article par lequel il est accordé à ce pays le traitement de la nation la plus favorisée au Vénézuéla en échange du même traitement déjà concédé à la dernière par le Gouvernement de Sa Majesté, ou dans la forme limitée de l'article de l'arbitrage. Cela étant ainsi, je vous demanderais, Monsieur le Ministre, d'avoir la bonté de référer au Gouvernement de la République les points sur lesquels a pu s'opérer la différence, car le Gouvernement de Sa Majesté ne peut faire moins que d'espérer que la lecture de la correspondance qu'il a eu l'honneur de suivre avec vous à ce sujet le convaincra de la justesse et de la raison des opinions professées par le Gouvernement de Sa Majesté et de conduire ainsi à la modification de vos instructions dans un sens qui vous permettra de célébrer un Traité qui contienne les stipulations que le Gouvernement de Sa Majesté désire et qu'à présent on adopte ordinairement.

Agréé, etc., etc.

(Signé) : SALISBURY.

Le général Guzman Blanco à Lord Salisbury.

Zurich, le 12 octobre 1884.

Milord,

J'ai eu l'honneur de recevoir la note de Votre Excellence en date du 3 de ce mois par laquelle vous m'invitez à soumettre à mon Gouvernement les points contestés dans la négociation d'un traité, dans l'espoir qu'il modifiera mes instructions dans un sens qui me permette de convenir de l'article de la nation la plus favorisée et dans l'article de l'arbitrage limité à certains différends, conformément aux opinions du Gouvernement de Sa Majesté Britannique.

Comme il y a plus d'un mois que j'ai soumis à la décision de mon Gouvernement tout ce qui s'est dit relativement au Traité que nous discutons, j'attends d'un moment à l'autre des réponses aussi claires que terminantes qui me serviront d'instructions définitives.

Aussitôt qu'elles me seront parvenues, j'aurai l'honneur d'écrire à Votre Excellence une note pour lui faire part du sens qu'elles indiqueront.

Agréé, etc., etc.

(Signé) : GUZMAN BLANCO.

Le général Guzman Blanco à Lord Salisbury.

Paris, le 17 décembre 1885.

Milord,

Comme j'ai eu l'honneur d'en faire part à Votre Excellence, j'ai soumis au Gouvernement de la République une copie de la correspondance que j'ai suivie avec votre ministère dans la négociation d'un Traité d'amitié, de commerce et de navigation entre les deux pays, comme le moyen le plus propre à résoudre les difficultés pendantes.

Je viens de recevoir la réponse de Monsieur le Ministre des Affaires étrangères. Dans cette réponse, le Président de la République a bien voulu confirmer les instructions primitives que j'ai mises en pratique, et de plus, approuver complètement les communications dirigées par moi à Votre Excellence.

En conséquence, je ne puis qu'insister sur la clause de la nation la plus favorisée, avec la condition que, pour jouir des privilèges concédés à une troisième puissance, il faudra accorder la même compensation de celle qui lui aura été accordée.

Relativement à la clause d'arbitrage pour tous les démêlés, j'invoque de nouveau les arguments allégués auparavant et qui convainquent qu'elle est un droit acquis par le Vénézuéla car, présenté de la part de ce pays et convenu de la part de Sa Majesté Britannique, ce consentement mutuel a donné origine à obligier à ce qu'aucune des parties contractantes ne puisse s'y soustraire légalement sur sa seule demande. Votre Excellence me permettra de rappeler ici ses propres paroles dans le discours prononcé à Brighton, le 15 du mois d'octobre, devant un nombreux auditoire, c'est-à-dire au Tribunal de l'opinion publique.

« A la manière de quelques prédicateurs, lorsque leurs reproches sont tant soit peu nombreux, je me hasarde à les diviser en deux chapitres, et le premier est ceux qui ne sont pas vrais. Le second comprend ceux qui se fondent sur la *monstrueuse supposition* que nous devons manquer aux promesses de nos prédécesseurs aussitôt que nous arrivons au pouvoir..... »

« Eh bien lui (M. Chamberlain), fait d'autres reproches. Il dit que la Convention fiscale avec l'Egypte, que nous condamnons comme impropre et inassortie, a eu son effet. Bien, elle était impropre et inassortie (Applaudissements). J'ai manifesté cette opinion dans l'opposition, et ce que j'ai appris au pouvoir n'a servi qu'à me confirmer dans cette idée (Applaudissements). Mais par malheur c'était une Convention à laquelle l'Angleterre a apposé sa signature, et d'après ce que je comprends, ce que veut dire M. Chamberlain, est que nous devons rompre la Convention à laquelle l'Angleterre a apposé sa signature, parce que nos adversaires étaient alors au Pouvoir. Je n'oserais pas dire quel nom on appliquerait à un semblable procédé dans la vie privée. Je demande : Que penseriez-vous d'un homme qui, au moyen de son Agent, aurait célébré un certain contrat, et quand l'Agent serait parti et qu'il en vint un autre à sa place, il dirait : j'ai changé d'Agent, et en conséquence, je considé-

« rerai le contrat comme s'il n'avait jamais existé ? (Applaudissements). Il
 « n'y a pas de terme de mépris et d'opprobre que vous croiriez assez fort
 « pour un semblable homme (Bravo, bravo). Cependant, c'est la règle de
 « moralité avec laquelle M. Chamberlain désire que l'on dirige les affaires
 « de l'Angleterre (Bravo, bravo). Nous n'approuvons pas les principes de
 « l'emprunt égyptien, mais nous approuvons beaucoup moins une action
 « qui soit un manquement à la foi engagée de l'Angleterre, et si M. Cham-
 « berlain dit que dans un temps quelconque de notre carrière dans l'oppo-
 « sition, nous avons maintenu la doctrine qu'on peut violer la foi engagée
 « de l'Angleterre parce que nos adversaires l'avaient engagée, je dois le répé-
 « ter, cela n'est pas certain (Bravo, bravo). De même dans la question de
 « limites de l'Afghanistan, M. Chamberlain dit que nous n'avons pas
 « approuvé la limite de l'Afghanistan quand nous faisons partie de l'oppo-
 « sition. Non, nous ne l'avons pas approuvée alors, et si nous n'étions liés
 « par un engagement, nous ne l'approuverions pas à présent. Mais nous
 « avons trouvé qu'il existait certains engagements, et loyalement nous les
 « avons remplis.....

« Puis, je vois que M. Chamberlain, ainsi que Sir Charles Dilke, parle
 « du Zanzibar. Je suis tenté de croire que Lord Granville ne les a jamais
 « informés de ce qui se passait dans le département des Affaires étrangè-
 « res (rires), parce que cette affaire se trouve absolument dans le même
 « cas. Pendant que le dernier Gouvernement était au pouvoir, l'Empereur
 « d'Allemagne lui annonça qu'il avait pris sous sa protection certains ter-
 « ritoires de l'Afrique. Lord Granville, non-seulement ne manifesta aucune
 « objection, mais il dit qu'il était parfaitement disposé à accueillir les
 « efforts de colonisation de l'Allemagne, et il proposa de nommer une Com-
 « mission mixte qui déterminât les véritables limites des domaines du
 « Sultan de Zanzibar. C'est là précisément ce que nous avons poursuivi,
 « sans faire autre chose. Nous avons poussé jusqu'au bout la Convention
 « que Lord Granville a faite de son temps. Le Gouvernement allemand l'a
 « informé que le Sultan de Zanzibar avait fait une certaine protestation, et
 « il insistait pour qu'elle fut retirée.

« Lord Granville ne fit aucun cas de cette objection, et en conséquence,
 « le Gouvernement allemand a insisté sur ce qu'on retirât la protestation ;
 « mais nous, nous adhérons au principe que les promesses d'un Gouverne-
 « ment doivent être entièrement et loyalement gardées par ses successeurs,
 « nous n'avons poursuivi que celles auxquelles nos prédécesseurs ont
 « engagé le pays et nous n'avons absolument rien fait autre chose ».....

Cette Légation ne fait que demander respectueusement l'application en
 faveur du Vénézuéla des principes soutenus par Votre Excellence avec tant
 de dignité et d'énergie.

Agréez, etc., etc.

(Signé) : GUMZAN BLANCO.

Projet de Traité

Article premier. — Le Gouvernement du Vénézuéla s'engage à procéder de
 suite à la liquidation des suivantes réclamations de sujets Britanniques :

1^o Celles qui furent reconnues par échange de notes entre le Ministère des
 Affaires étrangères du Vénézuéla et la Légation de Sa Majesté Britannique à
 Caracas, le 15 octobre 1865, et :

2^e Les réclamations qui furent décidées par la Commission mixte établie par suite de la Convention du 21 septembre 1868 entre la Grande-Bretagne et le Vénézuéla.

La validité de ces réclamations fut admise par décrets de la Législature du Vénézuéla datés le 15 juin 1873 et le 23 mai 1876.

Cependant, cette stipulation ne porte pas préjudice à d'autres réclamations que les sujets de Sa Majesté Britannique auraient contre le Gouvernement du Vénézuéla, mais qui n'aient pas été examinées et dont la validité ne doit pas être considérée admise ni refusée par conclusion de la présente Convention.

Art. 2. — Il est avéré le solde des réclamations spécifiées dans les paragraphes 1 et 2 du précédent article et qui n'est pas encore payé, avec l'intérêt simple de 3 0 0 calculé jusqu'au 30 juin 1885, se monte à la somme de 544,388 piastres 94 centimes, la piastre étant calculée à raison de 3 schellings et 3 pence, monnaie anglaise.

Art. 3. — Le Gouvernement du Vénézuéla s'engage à émettre immédiatement des titres au porteur pour une somme égale à celle spécifiée dans l'article précédent.

Ces titres porteront un intérêt de 3 pour cent par an à partir du 1^{er} juillet 1885, et à chaque titre seront attachés vingt coupons. Chaque coupon représentera l'intérêt de six mois, et le premier coupon sera payable le 1^{er} janvier 1886.

Dans l'éventualité où les coupons de quelque titre seraient épuisés, le Gouvernement du Vénézuéla émettra à ses frais des coupons additionnels qui seront remis au porteur du titre.

Ces titres seront délivrés avant le (ici la date à fixer) à la Légation Britannique à Caracas, afin qu'elle les remette entre les mains des réclamants.

Art. 4. — Il est convenu que pour le paiement des intérêts de ces titres, et pour la formation du fonds d'amortissement prévu dans l'art. 5, il sera fixé du produit du 13 pour cent des 40 unités des recettes des douanes du Vénézuéla, conformément à la loi du 30 novembre 1872, la part qui proportionnellement reviendra aux réclamations Britanniques spécifiées dans les articles 1 et 2 du présent Traité.

Cette somme proportionnelle sera payée en espèces et par semestres à la Légation de Sa Majesté Britannique à Caracas, et le montant de ces paiements semestriels ne sera diminué pour aucun motif jusqu'à ce qu'on ait satisfait à toutes les réclamations.

Art. 5. — L'excédent de la somme ainsi payée à la Légation de Sa Majesté Britannique, qui resterait après le paiement des intérêts échus des titres, sera appliqué à l'amortissement de ceux-ci au pair par des tirages semestriels.

Les tirages se feront en présence du Représentant de S. M. B. à Caracas par un notaire public élu par ce Représentant de S. M. B.

Les frais de publication des annonces des titres sortis au tirage, ainsi que les honoraires dudit notaire, seront payés du fonds d'amortissement.

Art. 6. — Il est convenu que dans le cas où l'on manquerait à l'accomplissement des paiements stipulés dans la présente convention, le gouvernement de S. M. B. pourra revenir immédiatement aux arrangements qui, relativement au paiement de ces réclamations, existaient avant la signature de cette convention, c'est-à-dire : que lesdites réclamations seront payées en espèces, du 13 pour cent cité dans l'article 44 du présent traité *pro rata* par mensualités jusqu'à ce qu'elles soient complètement acquittées.

Projet de Convention envoyé à Sir Julian Pauncefote, le 7 juillet 1885 concernant les réclamations Britanniques

Article premier. — (Le même de la minute anglaise, moins le dernier paragraphe).

Art. 2. — Le gouvernement du Vénézuéla s'engage à émettre immédiatement des titres au porteur pour une somme égale à celle qui serait due comme résultat de la liquidation convenue dans l'article premier.

Ces titres porteront un intérêt de 3 pour cent par an à partir du 1^{er} janvier 1886, et à chaque titre seront adhérents vingt coupons.

Chaque coupon représentera l'intérêt de six mois, et le premier coupon sera payable le 1^{er} juillet 1886.

Dans l'éventualité où les coupons de quelque titre seraient épuisés, le Gouvernement du Vénézuéla émettra à ses frais des coupons additionnels qui seront remis au porteur du titre.

Ces titres seront émis avant décembre prochain et remis alors aux réclamants.

Art. 3. — Les intérêts des titres seront payés aux porteurs par la Légation Britannique à Caracas, laquelle devra envoyer au Ministre du Crédit public du Vénézuéla les coupons payés et détachés.

Art. 4. — (Le même du texte anglais).

Art. 5. — L'excédant qui resterait de la somme ainsi payée à la Légation de Sa Majesté Britannique, après le paiement des intérêts échus des titres, sera appliqué à l'amortissement des titres au moyen de rachats semestriels conformément à la loi de Vénézuéla et à la forme de titres ci-après insérée. Le Comité du Crédit public fera parvenir une copie de l'acte de rachat à ladite Légation, afin que celle-ci paie de l'argent encaissé, les offres acceptées, et qu'elle rende audit Comité les titres rachetés.

Art. 6. — (Le même que le texte anglais).

Le général Guzman Blanco a l'honneur de saluer Sir Julian Pauncefote, et rappelant la conférence qu'ils eurent samedi dernier, s'honore de lui envoyer un projet d'arrangement des réclamations Britanniques contre le Vénézuéla, en substitution de celui que formula dernièrement Lord Granville, et dont les difficultés furent démontrées par cette légation dans une note du 15 juin.

Le général Guzman profite de cette occasion pour répéter que jamais le Gouvernement du Vénézuéla n'est convenu de payer aucun intérêt, parce que cela ne fut pas stipulé quand les réclamations furent reconnues, que les titres jouiront d'un intérêt de 3 pour 100 à partir de la date de leur émission, que les teneurs leur fixeront, suivant leur volonté, le prix qui leur conviendra pour les adjudications aux enchères, et que si ceux-ci ne veulent point vendre aux enchères, les excédants iront s'accumulant tous les six mois jusqu'à ce qu'ils arrivent à pouvoir amortir les crédits au pair.

Londres, le 7 juillet 1885.

Après avoir présenté ses compliments à Sir Julian Pauncefote, le général Guzman Blanco a l'honneur de lui dire qu'il a lu les copies de la note de M. le docteur Viso à M. Bunch en date du 17 mai 1880, et de deux documents inclus avec elle et qu'on lui a remis hier.

Il résulte de cela ce que cette légation a affirmé tant de fois, à savoir, que le Vénézuéla n'est jamais convenu de payer des intérêts pour les réclamations Britanniques, et que le Congrès fixa le type de 3 pour 100 à condition que l'on acceptât l'émission de la dette diplomatique.

Le fait d'avoir calculé les intérêts depuis le 29 mai 1876, date de la loi qui les accorde depuis l'époque de l'émission des titres, fut une concession

commencée dans l'espérance d'assurer l'acceptation de l'arrangement, ce qui ne s'obtient point. Si cela put se commencer à cette époque, aujourd'hui il n'en est plus ainsi, parce que, six ans s'étant écoulés depuis lors jusqu'à présent, le produit du 13 pour 100 serait insuffisant à satisfaire les intérêts et laisser un excédant pour l'amortissement des capitaux. En cas où la proposition ne serait point admise il ne serait non plus possible dans l'avenir, de consentir au paiement de cet intérêt de 3 pour 100 depuis le mois de janvier prochain, mais seulement depuis l'époque où serait acceptée la nouvelle manière de paiement.

Londres, le 22 juillet 1885.

M. Viso, Ministre des Affaires étrangères du Vénézuéla à M. Bunch,
Ministre résident de S. M. B. à Caracas

Caracas, le 17 mai 1880.

Monsieur le Ministre,

J'ai l'honneur d'envoyer à V. E. la copie de la résolution que vient d'expédier l'Illustre Américain, Président de la République, relativement au paiement des réclamations étrangères.

Votre Excellence remarquera qu'il y a été ordonné de rectifier les liquidations des crédits diplomatiques avec le concours des créanciers et d'abandonner en compte courant le 3 pour 100 accordé par la loi du 29 mai 1876.

J'y joins la liquidation des créances Britanniques faite ici conformément à cette base le 30 avril dernier.

Dans la liquidation présentée par V. E. à ce Ministère, on charge la République d'un intérêt de 6 pour 100. Sur ceci je me permets de rappeler à V. E. que Vénézuéla n'est jamais convenue d'un semblable intérêt, et que celui de 3 pour 100 que le Congrès fixa spontanément, est celui qui est fixé par le Code civil à défaut de convention entre les parties et applicable au cas de retard.

Quand le Gouvernement de Sa Majesté Britannique acceptera le paiement en titres, on mettra à votre disposition ceux qui correspondent aux créances Britanniques ; autrement, on inscrira son avoir dans un livre destiné à cet effet, et on enverra à votre Légation un certificat de l'inscription.

Dans le premier cas, le paiement de l'intérêt et l'amortissement se feront suivant l'article 3 de la Résolution citée, et dans le second cas, et dans le même but, votre Légation recevra le 4 pour 100 du total qui résultera de la liquidation finale.

En attendant que les liquidations soient définitivement faites le Gouvernement a résolu de distribuer entre les créances diplomatiques le produit du 13 pour 100, prenant pour base de cette distribution le tableau contenu dans l'article 4 de la Résolution déjà citée. En vertu de cela la Trésorerie du Service public tiendra à l'ordre de votre Légation à partir de ce mois la quote-part qui lui a été fixée.

Je réitère à V. E. les assurances, etc., etc.

(Signé). — J. Viso.

Caracas, le 17 mai 1880.

Il a été résolu :

Le terme fixé dans la Résolution du 29 décembre 1879, s'étant écoulé sans avoir obtenu l'acquiescement de tous les Gouvernements créanciers

au plan proposé d'émettre pour satisfaire leurs créances, des titres de Dette internationale au porteur, et la révision de la liquidation desdites créances devant se faire selon ce qui a été décidé dans cette Résolution, l'Illustre Américain, Président de la République, a ordonné :

1^o Qu'il soit procédé à la révision des liquidations sus-mentionnées avec le concours des créanciers respectifs, abandonnant en compte courant et jusqu'au 30 avril dernier le 3 pour 100 de l'intérêt annuel accordé par la loi du 29 mai 1876.

2^o En conformité avec cette loi, l'on émettra les Titres que détermine son article 4, et l'on remettra à chaque Légation ce qui en correspondra à ses créanciers respectifs, où à ceux-ci si l'on convenait de cela. Ces Titres rapporteront l'intérêt de 3 pour 100 par an que fixe l'article 2 de ladite loi à compter du 1^{er} du présent mois de mai. La Légation qui ne voudra pas recevoir les titres obtiendra un certificat d'inscription de son avoir dans le livre qui sera destiné à cet effet, et sur le total de son avoir elle percevra mensuellement la part lui revenant du 4 pour 100 annuel du capital, dont 3 pour 100 sera affecté aux intérêts et 1 pour 100 à l'amortissement du capital.

3^o On en payera mensuellement l'intérêt, et on en fera l'amortissement comme le prescrivent respectivement les articles 1 et 4 du décret du 21 juillet 1876 que réglementa la loi déjà citée de la même année ; et relativement aux Légations qui ne recevront pas les titres, le gouvernement du Vénézuéla tiendra à la disposition de chacune d'elles la quote-part du 4 pour 100 annuel du montant de l'avoir de la Légation respective.

4^o En attendant que l'on rectifie les liquidations ainsi qu'il est prescrit dans l'article 1^{er}, il sera fait la distribution du fonds respectif, en prenant pour base les soldes des capitaux déjà reconnus quand on fit la première distribution le 28 juillet 1873, et ceux reconnus postérieurement à savoir :

	Capitaux	Prorata mensuel
France	B. 4.355.153 60	B. 11.637 55
Grande-Bretagne	2.192.835 24	7.385 84
Amérique du Nord	5.847.463 32	19.694 25
Danemark	161.241 16	543 09
Hollande	4.190.906 56	14.115 70
Espagne	7.704.457 64	25.249 94
Allemagne	200.000 00	673 63
	B. 23.751.759 52	B. 80.000 00
Pour le Pouvoir exécutif national.		Signé : J. Viso.

CRÉANCES BRITANNIQUES

1865. — Décembre 20. — Capital reconnu...	\$ 247.935 60	
1869. — Novembre 5. id. id.	312.586 85	560.522 55
A déduire :		
Du 9 août 1869 au 21 mars 1870. Payements faits	\$ 12.313 74	
Du 1 ^{er} août 1873 au 30 juin 1876. Payements faits.	20.880 00	
Puis 35 mois à 2.755.	96.425 00	129.618 74
		430.903 81
1876. — Du 30 juin au 30 avril 1880, 29 mois à 2.755. . . \$		79.895 00
Solde du capital.	\$	351.008 81

CALCUL DES INTÉRÊTS :

3 0/0 par an :		
Sur 430.903 81, 46 mois.	\$	49.353 94
Moins :		
Sur 79.895 remis en 26 mensualités,		
moyen terme. 14 mois et demi . . .	2.996 06	46.537 88
Total capital et intérêts le 30 avril 1880. Piastres.		397.566 69
Le 30 avril 1880.	Bolivares	1.590.266 76

Signé : J. VISO.

M. Philip Currie au général Guzman Blanco

Londres, 3 septembre 1885.

Monsieur le Ministre,

J'ai l'honneur de vous accuser réception de votre communication en date du 22 juillet dernier, dans laquelle vous soutenez que le Gouvernement du Vénézuéla n'a jamais assenti au paiement des intérêts des réclamations diplomatiques Britanniques.

Je regrette que le Gouvernement de Sa Majesté ne puisse admettre cette conclusion. Il a toujours réclamé des intérêts pour les dettes dont il est question, et comme l'explique Monsieur le docteur Viso dans sa note du 17 mai 1880 à Monsieur Bunch, le Congrès du Vénézuéla fixa le type de l'intérêt à trois pour cent, qui est celui accordé par le Code civil dans les cas de retard quand il n'existe point de convention contraire.

En conséquence, le compte présenté par le docteur Viso à M. Bunch, et inclus dans sa note, comprend les intérêts à trois pour cent calculés jusqu'au 30 avril 1880. La note du docteur Viso contient également copie de la résolution du 17 mai 1880 qui ordonne la révision des soldes et l'émission de titres comme le prescrit la loi du 29 mai 1876.

En vertu de cette résolution les réclamations Britanniques furent réduites à la somme assignée dans le compte rendu par M. le docteur Viso à M. Bunch et fixant les paiements mensuels à 1,867 20 piastres simples au lieu de 2,755.

Il est bien entendu que le Gouvernement de Vénézuéla ne prétend point régler ses obligations vis-à-vis des puissances étrangères relativement à ces dettes diplomatiques au moyen de la législation nationale *ex post facto*. Par conséquent, l'article 2 de la résolution dit que toute légation qui ne voudrait point recevoir les titres, obtiendrait une certification du montant de son crédit dans le livre destiné à cet effet. Sur cette somme on la créditerait mensuellement dans la proportion convenable de 4 pour 100 par an, de laquelle 3 seraient pour les intérêts et 1 pour l'amortissement du capital.

En vertu de ces circonstances le Gouvernement de S. M. donna son assentiment à la réduction du montant des réclamations Britanniques ; mais jamais il n'abandonna sa réclamation d'intérêts d'après les dispositions de la loi du 29 mai 1876.

Le Gouvernement de Sa Majesté ne peut poursuivre les présentes négociations, avant de savoir si le Gouvernement du Vénézuéla est disposé à accepter le compte comme il a été dit dans la note susmentionnée par M. le

docteur Viso à M. Bunch, et à le faire suivre jusqu'à cette date avec l'intérêt à 3 pour 100 en déduisant les paiements qui ont été faits à la Légation depuis le 30 avril 1880. Le Gouvernement de Sa Majesté ne demande point qu'on le mette en meilleure situation qu'aucun autre des Gouvernements créanciers ; il a le droit d'insister pour qu'on ne le traite pas moins bien, et comme le but du Gouvernement du Vénézuéla, paraît être un règlement général de toutes les réclamations étrangères sur le même pied, sauf certain paiement en préférence à la France basé sur une priorité de droit qui a été alléguée, le Gouvernement de Sa Majesté n'arrive point à concevoir pourquoi les négociations ne doivent pas se suivre de concert avec tous les Gouvernements créanciers.

J'ai l'honneur, etc.

En l'absence de Lord Salisbury.

(Signé). — PHILIP W. CURRIE.

Le général Guzman Blanco à Lord Salisbury

Aix-les-Bains, le 12 septembre 1885.

Excellence,

J'ai eu l'honneur de recevoir la communication de V. E. du 3 de ce mois touchant l'arrangement des réclamations pécuniaires Britanniques.

Je dois répéter ce que j'ai exposé à V. E. que le Gouvernement du Vénézuéla n'a jamais consenti au paiement d'intérêts pour de semblables créances. Il est vrai que la Légation les réclama, mais chaque fois qu'elle le fit, le Ministre des Affaires étrangères manifesta l'impossibilité d'augmenter la dette de la République en la grevant d'intérêts non convenus dans aucun traité. Par conséquent la Légation n'avait point droit de le porter dans ses comptes ni comme six, ni comme trois pour cent.

En 1876, le Congrès autorisa le paiement de 3 pour 100 d'intérêts de la dette diplomatique comme moyen de stimulation pour que l'on acceptât le système d'amortissement des capitaux au moyen d'adjudications par enchères publiques périodiques ; on devait émettre des titres dans ce but.

On proposa alors au Gouvernement de Sa Majesté de changer le moyen de paiement, en supputant les intérêts depuis la loi, et comme l'on n'obtint point son acceptation, en sollicitude de laquelle on avait fait cette offre, celle-ci perdit sa valeur, puisque manquait l'objet pour lequel elle fut présentée.

On ne remit de titres à aucune Légation créancière, et les choses restèrent dans l'état où elles se trouvaient, et elles ont continué ainsi jusqu'à présent.

La nouvelle distribution du produit du 18 pour 100 faite en 1880 eut pour objet d'établir l'égalité entre les participants comme le réclamaient ceux à qui l'on avait accordé moins qu'il n'était juste, dans la distribution provisoire décrétée le 29 juillet 1873.

Le Vénézuéla est bien loin de vouloir prétendre placer les créanciers Britanniques dans une situation moins favorable que ceux des autres nations, et s'il refuse de leur concéder des intérêts non convenus, il fait précisément la même chose envers les autres, de telle façon qu'il n'y a point le moindre fondement pour que la Grande-Bretagne se plaigne d'une

différence de traitement que l'on n'a point faite et que l'on ne prétend point faire.

Comme je l'ai fait observer avant à votre Ministère, quelques-unes des puissances créancières ont déjà donné leur consentement formel à cette nouvelle manière de payer en titres de dette diplomatique avec intérêt et amortissement ; intérêt et amortissement qui commenceront à courir quand on émettra les titres et non pas avant.

Ainsi le Gouvernement britannique comprendra pourquoi l'on n'a pas entrepris une négociation commune à toutes les puissances créancières, qui se trouvent les unes dans un cas et les autres dans un autre.

Quant à la France, je demande la permission de répéter que, les 800,000 francs, solde de la Convention de 1864, se formèrent de presque la totalité des quote-parts mensuelles qui lui furent assignées en 1880, que l'on a cessé de satisfaire depuis le mois d'avril 1881 et qui ont été mises et continueront à être mises en dépôt jusqu'à la date de la livraison, sans rien dire ici de la priorité de la Convention de 1864 qui a été célébrée avant d'autres de la même espèce ; sans rien dire non plus de l'utilité d'éteindre l'hypothèque établie sur le 10 pour cent ordinaire et extraordinaire des recettes des quatre douanes principales, à savoir, celles de La Guayra, Puerto Cabello, Maracaibo et Ciudad Bolivar ; ni d'autres points que cette Légation a traités en memoranda et communications officielles.

Je renouvelle à V. E. etc., etc.

(Signé). — GUZMAN BLANCO.

Lord Salisbury au général Guzman Blanco

Le 9 octobre 1885.

Monsieur le Ministre,

J'ai l'honneur d'accuser réception de votre note du 12 du mois dernier relative au paiement des intérêts des réclamations diplomatiques par le Gouvernement du Vénézuéla.

Qu'il me soit permis, en réponse, de vous indiquer que les réclamations des sujets Britanniques auxquelles fait référence votre note ne peuvent pas exactement s'appeler réclamations provenant d'emprunts et ne doivent en aucune façon avoir de rapports avec les réclamations des teneurs de bons : ce sont des réclamations contre le Gouvernement du Vénézuéla et elles furent admises comme telles dans le préliminaire du traité du 21 septembre 1868.

Je voudrais encore appeler votre attention sur le passage suivant de la note à laquelle je réponds. Vous remarquerez que « quelques-unes des « Puissances créancières ont déjà donné leur consentement formel à la « nouvelle manière de paiement en titres de la Dette diplomatique, avec « intérêts et amortissement, intérêts et amortissement qui commenceront à « courir quand les titres seront émis et pas avant. »

Cependant, je dois faire remarquer que dans aucun document officiel il n'a été fait par le Gouvernement de S. M. aucun consentement aussi formel que celui cité dans le passage antérieur, et dès lors je vous prie de vouloir bien me procurer des copies des documents cités dans votre note, dans lesquels on voie les termes exacts par lesquels les autres puissances créancières ont consenti formellement à recevoir des titres diplomatiques

en payement des créances de leurs sujets respectifs avec intérêts depuis la date de leur émission,

J'ai l'honneur, etc., etc.

(Signé). — SALISBURY.

Le général Guzman Blanco à Lord Salisbury

Paris, le 17 décembre 1885.

Milord,

Après avoir pris connaissance de la note de V. E. du 9 octobre, je me permets de vous faire observer que dans la mienne du 12 septembre, il n'y a rien dont on puisse déduire que j'ai confondu les réclamations diplomatiques Britanniques avec celles provenant des emprunts, ou les créances des teneurs de bons. Celles-là résultent, comme leur nom l'implique, de conventions célébrées entre les Gouvernements respectifs, et de la même nature sont celles contractées avec la France, le Danemark, les Etats-Unis d'Amérique, les Pays-Bas, l'Espagne et l'Allemagne.

Pour satisfaire au désir manifesté par V. E. de connaître les documents par lesquels d'autres nations ont donné leur acquiescement à l'émission d'une dette diplomatique, j'ai l'honneur de vous remettre ci-joint une copie authentique des conventions sur cette matière, signées à Madrid le 10 mars 1874, et à Caracas le 27 janvier 1877 ; conventions approuvées par le Congrès de la République et subséquemment échangées.

Le quatrième article du premier est de la teneur suivante :

« La Légation d'Espagne à Caracas continuera à recevoir périodiquement du Gouvernement du Vénézuéla les quotes mentionnées pour les appliquer proportionnellement au payement des réclamations reconnues, jusqu'à ce qu'elles soient complètement amorties. Si dans les arrangements pratiqués ou qui se pratiqueront avec les autres puissances on accordait le payement des intérêts à d'autres crédits, l'Espagne, comme la nation la plus favorisée, *aura droit aux mêmes intérêts ; et dans ce cas sa Légation appliquera les fonds qu'elle recevra du Gouvernement du Vénézuéla en premier lieu, au payement de l'intérêt que l'on accordera, et ensuite à l'amortissement des capitaux.* »

L'article 5 du présent arrangement ajoute :

« Si en vertu des arrangements que le Gouvernement du Vénézuéla fera avec les autres puissances créancières, on arrivait à substituer une dette publique internationale, les certificats ou titres délivrés en faveur des Espagnols en vertu du *présent arrangement*, seront convertis au pair en titres de la dette mentionnée. »

Relativement à la convention avec l'Allemagne célébrée quand existait déjà la loi du 29 mai qui autorisa l'émission de la dette diplomatique pour les réclamations internationales, son article 3 stipula :

« Si l'on établissait le payement par l'émission de billets de dette par convention diplomatique avec intérêts ou d'une autre manière, l'Allemagne entrera avec les mêmes droits et avantages que la nation la plus favorisée. »

Ainsi, quand en due opportunité l'on procédera à substituer le mode actuel de payement par celui de titres de dette diplomatique, l'on fera la liquidation de ce qui aura été payé jusqu'alors à chaque créancier, et l'on émettra pour solde des billets portant intérêt de 3 pour 100 depuis la date de leur émission, l'Espagne et l'Allemagne seront obligées de les accepter en vertu de ces conventions formelles.

Et quant à la Convention qui vient d'être célébrée avec la France et de laquelle j'ai l'honneur d'inclure également copie, V. E. trouvera que la proposition du Vénézuéla a été acceptée. Ainsi il manque seulement pour terminer l'œuvre que la Grande-Bretagne fasse la même chose, l'on doit présumer que son exemple influera puissamment sur les autres nations créancières.

Je renouvelle à V. E. les protestations, etc.

(Signé), — GUZMAN BLANCO.

Le général Guzman Blanco au comte Rosebery, principal secrétaire d'Etat de S. M. B. au Département des affaires étrangères.

Londres, le 19 juin 1886.

Milord,

Mon retour à Vénézuéla étant déjà prochain, j'ai naturellement le désir de voir arriver à une solution définitive les questions que j'ai traitées avec votre ministère depuis mon arrivée à Londres vers le milieu de l'année 1884.

Je me rapporte principalement à trois affaires : 1^o celle de l'impôt additionnel de 30 p. 0/0 sur les marchandises provenant des colonies britanniques; 2^o celle des limites entre les territoires des deux Guyennes; et 3^o celle des réclamations péculiaires.

Les deux premières sont résolues avec le projet de traité qui doit substituer l'ancien projet incomplet de 1825, par lequel il est établi pour l'avenir que les marchandises provenant des Colonies britanniques payeront les mêmes droits d'importation que celles provenant de la Métropole; ainsi que tout désaccord entre les parties contractantes sera résolu au moyen de l'arbitrage par une puissance amie des deux nations.

Et le troisième point qui est celui des réclamations, dépend seulement de l'acceptation, par le gouvernement de Sa Majesté du paiement proposé par Vénézuéla, lequel consiste à substituer, l'amortissement graduel du capital sans intérêts, comme il existe aujourd'hui, par une Dette Diplomatique qui rapporte 3 p. 0/0 d'intérêts et ait un amortissement semestriel. Ce changement a été considéré comme avantageux par les autres créanciers, comme l'Espagne, l'Allemagne, la France, et pour le mettre à exécution, il manque seulement qu'il soit enfin accepté par le gouvernement de Sa Majesté.

Je renouvelle à Votre Excellence, etc., etc., etc.

Guzman BLANCO.

Le comte Rosebery au général Guzman Blanco.

20 juillet 1886.

Monsieur le Ministre,

J'ai l'honneur de vous accuser réception de vos notes du 19 et 24 du mois dernier.

Je suis très désireux de profiter de votre séjour en Europe pour m'efforcer de m'entendre avec vous touchant les questions sur lesquelles il y a différend entre nos pays respectifs; et d'accord avec la proposition que je fis dans ma note du 23 du mois passé, je vous envoie maintenant un mémorandum conformément aux bases sur lesquelles je serais disposé à négocier.

J'ai l'assurance que vous reconnaîtrez l'esprit de conciliation manifesté dans ces propositions par le gouvernement de Sa Majesté, et j'ai l'espoir que vous montrerez un sincère désir d'arranger ces questions fâcheuses d'une façon équitable et satisfaisante, tant pour l'Angleterre que pour Vénézuéla.

J'ai l'honneur, Monsieur le Ministre, de me souscrire avec la plus haute considération votre très-obéissant et dévoué serviteur.

ROSEBERRY.

Memorandum des bases de négociation.

1^o *Limites.* — On propose que les deux gouvernements conviennent de considérer les territoires situés entre les lignes limitrophes respectivement proposées dans le paragraphe 11 de la note de Monsieur Rojas, du 21 février 1881, et dans la note de Lord Granville, du 15 septembre 1881, comme le territoire en discussion entre les deux pays, et qu'il soit tracé une ligne divisoire dans les limites de ce territoire, ou par un arbitrage ou par une Commission mixte sur la base de la division par parties égales de ce territoire, en prenant en considération les limites naturelles. Le gouvernement de Sa Majesté attribue une importance spéciale à la possession par la Guyenne Britannique de la rivière Guaima, et par conséquent il désire stipuler que la ligne parte de la côte de la mer, vers l'ouest de ce point, trouvant une due compensation, dans quelque autre portion du territoire disputé, par cette déviation de la base d'une division égale. On considère en connexion avec la limite la cession de l'île de Patos au Vénézuéla.

Le fleuve de l'Orénoque doit être entièrement libre pour le commerce et la navigation.

2^o *Traité de commerce.* — Le gouvernement de Sa Majesté, dans le cas où les autres questions pendantes s'arrangent d'une façon satisfaisante, sera disposé à accepter la clause de la « Nation la plus favorisée » proposée par le Vénézuéla au lieu de la clause absolue sur laquelle jusqu'à aujourd'hui avait insisté ce gouvernement.

Il conviendrait de plus d'insérer dans le traité la clause « d'arbitrage » proposée par le Vénézuéla, limitée aux désaccords qui pourront avoir lieu après la signature du traité, et excluant les questions des limites et de l'île de Patos, que le gouvernement de Sa Majesté est prêt à traiter spécialement de la façon ci-dessus indiquée.

3^o *Droits différentiels.* — Les droits différentiels contre les îles des Antilles cesseront aussitôt que sera signée la convention préliminaire entre les deux gouvernements.

On soumettra à un arbitre la question des réclamations de dédommagement pour l'imposition des droits en contravention avec le traité existant.

Le gouvernement de Sa Majesté, en se soumettant au consentement des réclamants anglais, conviendra de régler les réclamations de 1863, d'une façon semblable au contenu de l'article 2 de la convention signée entre la France et le Vénézuéla, le 26 novembre 1885. On soumettra à une Commission mixte ou à un arbitrage les autres réclamations pécuniaires contre le Vénézuéla, à moins qu'elles ne soient résolues d'une autre façon.

Le général Guzman Blanco au comte Rosebery.

29 juillet 1886

Excellence,

J'ai eu l'honneur de recevoir la communication de votre Ministère du 20 courant, et le Memorandum, qui y était joint, des bases pour le règlement des questions pendantes entre nos pays respectifs.

Il y en a trois, et le gouvernement britannique les a réunies et a demandé leur solution simultanée et amicale.

A l'égard des limites, la Constitution de la République déclare que les siennes sont les mêmes que celles de la *Capitainerie Générale* de Vénézuéla en 1810; et un autre de ses articles défend toute aliénation de territoire. La combinaison de ces deux dispositions place le gouvernement dans l'impossibilité d'entrer en arrangement en matière de limites, en conservant la conviction que en 1810 la *Capitainerie Générale*, aux droits de laquelle a succédé la République, avait pour frontière l'Essequibo. Pour ceci, il ne reste aucun autre moyen de solution que l'arbitrage, duquel il résultera que la propriété appartiendra à celui qui aura le meilleur droit. Exclure donc, de l'arbitrage, l'affaire dans laquelle il est obligatoire pour Vénézuéla, éloigne l'espérance d'arriver à son terme. On doit ajouter à cela que la restriction de l'arbitrage s'oppose également par elle seule à la signature du traité de commerce, parce qu'il existe dans la même Constitution un autre article qui impose au Pouvoir exécutif l'obligation d'insérer la clause de l'arbitrage d'une façon absolue.

L'arbitrage avec cette extension a été convenu entre le Vénézuéla, et d'autres nations : l'Italie, l'Espagne, la Belgique, la Colombie, etc.

Pour l'arrangement des différends sur les droits différentiels, il suffit d'insérer dans le traité la stipulation qui égalise les Colonies avec la Métropole, comme l'a proposé le Vénézuéla; et ayant décrété cet impôt en usant de sa Souveraineté et sans infraction d'aucune obligation internationale, comme on l'a prouvé jusqu'à l'évidence, on ne peut soumettre au jugement d'un arbitre le point de savoir si le Vénézuéla est responsable de l'accomplissement de la loi.

L'acceptation de la clause de la nation la plus favorisée dans les termes désirés par le Vénézuéla, serait complètement satisfaisante si on ne la faisait dépendre de son assentiment aux propositions sur les autres questions.

Le traité de 1825 et 1834, qui fut laissé incomplet, pour le compléter dans la nouvelle négociation qui devait s'ouvrir sans retard comme il fut expliqué dans l'article 14, ne peut pas se considérer comme obligatoire soixante-et-onze années après sa célébration, beaucoup moins quand la République fait tous ses efforts depuis plus de quarante ans pour fixer le terme de sa durée, ce qui fut sans doute un des principaux articles omis.

L'accord sur la façon de payer les réclamations, ne doit point rester assujéti au consentement des créanciers particuliers, parce qu'elles se sont converties par les traités de 1865 et 1868 en une Dette Diplomatique du gouvernement du Vénézuéla, vis-à-vis du gouvernement de Sa Majesté Britannique.

Dans le memorandum ci-joint j'ai exposé plus au long la situation des choses.

Seulement il me reste à manifester ma peine de voir que deux années d'efforts si bien intentionnés, si sincères, si amicaux, n'aient point produit

l'effet que l'on en espérait, et que je retourne dans ma patrie avec le chagrin de laisser les questions pendantes comme elles l'étaient avant mon arrivée, ou peut-être pires, parce qu'on ne pourra poursuivre la triple négociation qui reste en suspens avant que celui qui viendra me remplacer, ait pu étudier convenablement les volumineux et difficiles dossiers qui les contiennent, et acquis la connaissance variée et profonde qui se relationne avec ces questions.

Je présente à Votre Excellence le témoignage de ma haute considération.

(Signé) : Guzman BLANCO.

Mémorandum.

Le gouvernement de Sa Majesté britannique proposa à celui du Vénézuéla en 1883, par l'intermédiaire de sa Légation à Caracas, l'arrangement simultané et amical des trois questions suivantes, à savoir : limites, droits différentiels, ou soit le traité de commerce et réclamations pécuniaires. Ayant accueilli avec plaisir cette idée, le Président de la République envoya à Londres le général Guzman Blanco, avec le sincère projet de pousser la négociation jusqu'à son terme. L'envoyé arriva à ce pays en juillet 1884. Il commença immédiatement les démarches conduisant à ce but, et au milieu de l'année 1885 les affaires étaient si avancées qu'il restait seulement pendante la clause « de la nation la plus favorisée » et ce qui était relatif au mode de paiement des réclamations. L'acceptation de l'arbitrage ouvrait le chemin à la solution du débat sur les limites; avec la célébration d'un nouveau traité de commerce on écartait les difficultés provenant de l'ancien pacte de 1825, et on assurait aux Colonies britanniques le même traitement de la Métropole; et avec l'admission des titres de dette diplomatique on généralisait l'accomplissement d'une loi Vénézuélienne, avec des avantages pour le débiteur et les créanciers. Dans cette situation survint un changement politique, et le successeur de Lord Granville se dédit au sujet de l'article de l'arbitrage général, quoiqu'il eût été convenu par les deux parties. En vain la Légation de Vénézuéla insista sur l'accomplissement de la parole donnée par l'administration antérieure, malgré que en même temps elle proclamait la convenance d'accomplir les promesses du gouvernement, même quand elles auraient été faites par ses prédécesseurs; ainsi la République n'obtint point ce qu'obtint la Russie.

Pendant ce temps des graves événements se produisaient dans la République, où deux navires porteurs du pavillon britannique, l'un d'entre eux avec des officiers et un équipage anglais, comme cela a été prouvé avec évidence devant un Tribunal de cette ville et comme les journaux l'ont rapporté avec divers commentaires, avaient débarqué une invasion révolutionnaire provenant de Londres et de Port d'Espagne. Ces circonstances étaient peu propices pour continuer ces relations amicales. Quand le péril fut éloigné non par aucune mesure répressive de la part des fonctionnaires de Sa Majesté britannique, mais bien par le courage et au prix du sang des Vénézuéliens, la Légation retourna à sa tâche. Elle ne fut point non plus retenue par la consommation d'autres faits douloureux exécutés par ordre de Monsieur le Gouverneur de la Colonie britannique de Demeurara, qui avaient produit une excitation extraordinaire dans la République, dont le territoire fut envahi par des Commissions officielles, chargées de pénétrer dans divers lieux, d'afficher des édits et autres marques de domination, et jusqu'à arrêter et emmener pour le juger un commissaire de police. A ceci se rapporte le Ministre dans une note à cette intention, marquée avec le n° 350.

A ses dernières instances pour l'arrangement des trois points, qu'il espérait encore, et pour lequel il a retardé son retour à Caracas, malgré que depuis le 27 avril il a été élu Président de la République, on répond maintenant de telle

façon que l'on éloigne de plus en plus la possibilité d'une entente entre les deux parties.

En effet, on prétend que prenant pour points extrêmes les lignes indiquées par Monsieur Rojas dans sa note du 21 février 1881, et dans la note de Lord Granville du 13 septembre 1881, soient considérées comme territoires en discussion ceux situés entre ces lignes, et qu'il soit tracé en dedans de ces limites, par un arbitre ou par une Commission mixte, une ligne divisoire, sur la base de la division par parties égales de territoire, en prenant en due considération les limites naturelles.

Mais, comme la Grande-Bretagne attache beaucoup d'importance à la possession de l'embouchure du Guaima, elle désire que la ligne du côté de la côte, commence vers l'ouest de ce point, sauf compensation pour l'écart de la base de l'égalité dans le partage, qui se cherchera en dedans du même territoire. On promet de réunir cette affaire à la cession de l'île de Palos, et enfin on demande que l'Orénoque soit entièrement libre au commerce et à la navigation.

Et accepter ce que propose Lord Rosebery serait décider d'un seul coup et défavorablement pour le Vénézuéla, le point qu'il a toujours soutenu de son droit jusqu'à l'Essequibo. Si le Vénézuéla pouvait faire autant que cela, il n'aurait pas besoin d'avoir recours à une Commission mixte ou à un arbitrage pour diviser par parties égales la portion de territoire que l'on veut essayer de faire déclarer en discussion.

Le Vénézuéla a répété avec insistance à la Grande-Bretagne qu'il se trouve dans l'impossibilité d'aliéner aucune partie du territoire de la République, parce que la Constitution le défend formellement et qu'il ne lui reste d'autre moyen que l'arbitrage pour terminer les discussions de limites.

Il est à propos d'observer, que depuis 1841 la République vient insistant auprès du Cabinet de Sa Majesté britannique pour l'arrangement de la discussion de limites. Et que en 1844, Lord Aberdeen, alors ministre des affaires étrangères, proposa une ligne qui, modifiée postérieurement resta ainsi : « commençant par la côte à l'embouchure du fleuve Morocco, elle se dirigeait directement vers le point auquel le fleuve Barima se réunit avec le Guaima ; de là suivant le Barima en amont jusqu'au Anama, par lequel elle remonterait jusqu'au lieu où ce ruisseau se rapproche le plus de l'Acarabisi descendant par ledit Acarabisi jusqu'au point où il se réunit avec le Cuyuni, elle suivrait le cours de ce dernier en amont jusqu'à arriver aux hautes terres aux environs du Mont Roraima où se divisent les eaux qui affluent à l'Essequibo de celles qui s'écoulent vers le fleuve Branco. »

La proposition ne fut pas acceptée, non-seulement parce qu'elle ne s'accorde pas avec les droits du Vénézuéla, mais aussi parce qu'il semble qu'on lui cédait une partie de ce qu'il réclame comme lui appartenant, et ceci avec la condition, onéreuse et restrictive du droit de propriété, de ne point aliéner à aucune puissance étrangère aucune partie du territoire cédé. On exigeait de plus que les tribus indiennes dans ce moment-là résidant en ce lieu, fussent protégées contre toute oppression et mauvais traitement. La mort du diplomate Vénézuélien arrêta alors le cours de la négociation, qui fut renouvelée en 1876, avec instances, y comprenant l'affaire de l'île de Patos, par deux dépêches séparées. Le 16 février 1877, Lord Derby accusa réception des deux communications et, supposant que le ministre Monsieur Rojas apporterait des instructions sur les affaires dont traitaient ces notes, il se restreignit à dire que son gouvernement se réjouirait toujours de recevoir et considérerait très attentivement toutes les représentations que le gouvernement du Vénézuéla jugerait à propos de lui envoyer par l'intermédiaire de Monsieur Rojas ou du ministre résident de Sa Majesté britannique à Caracas.

Le dit agent Monsieur Rojas fit diverses démarches sur cette matière, et pour son propre compte la proposition d'accord en date du 21 février 1881, qui fut repoussée par Lord Granville, le 19 septembre de la même année et substituée par la suivante : « On fixera le point initial dans un lieu de la côte maritime à

29 milles de longitude, précisément à l'Est de la rive droite du fleuve Barima, et de là elle se dirigera au Sud par dessus la montagne ou colline nommée dans la carte originale de Schomburgk, colline de Tarabita, au parallèle situé à 8° de latitude septentrionale, de là vers l'Ouest au large du même parallèle de latitude jusqu'à ce qu'elle coupe la *ligne de frontière proposée par Schomburgk* et fixée sur la dite carte; la limite suivant là le cours de l'Acarabisi, par celui-ci jusqu'à sa réunion avec le Cuyuni, de là par la rive gauche du fleuve Cuyuni jusqu'à sa source, et de là en direction du Sud-Est la *ligne que proposa Schomburgk jusqu'à l'Essequibo et le Corantín.* »

Lord Granville disait de cette frontière, dans le mémorandum dans lequel il la communiqua, qu'elle satisfaisait les exigences et les prétentions raisonnables du Vénézuéla, et qu'elle prévenait un sujet de discussions ultérieures; qu'une semblable ligne cédait à la République ce que l'on nomme les Dardanelles de l'Orénoque, et le domaine complet de son embouchure et comme la moitié du territoire disputé; tandis que, il assurerait à la Guyenne britannique une limite naturelle bien définie presque le long de tout son cours excepté dans les premières cinquante milles de la partie intérieure depuis la mer, où il était nécessaire de fixer une limite arbitraire pour mettre le Vénézuéla en paisible possession des bouches de l'Orénoque. Que, aussi, cette ligne était telle qu'elle n'usurpait aucun territoire actuellement peuplé ou occupé par le Vénézuéla, et enfin, que les Indiens et autres la comprendraient, puisqu'elle courait le long du Cuyuni depuis sa naissance jusqu'à sa réunion avec l'Acarabisi, et par celui-ci jusqu'à sa source, et de là par les montagnes qui s'étendent jusqu'à la mer en direction du Nord.

Il résulte de ce qui a été dit que par suite du temps les propositions du gouvernement de Sa Majesté se sont faites chaque fois moins favorables. Dans les deux premières on aspirait à laisser au Vénézuéla la libre propriété des bouches de l'Orénoque, en la reconnaissant comme une prétention et une exigence raisonnables, tandis que dans la dernière on se propose de limiter ses droits à ce sujet en lui exigeant la pleine faculté de naviguer et commercer dans le grand fleuve. D'autre part, il est évident que dans la ligne proposée on ne consulte que les convenances de la Guyenne britannique, mettant de côté non-seulement la question de droit, mais aussi les intérêts du Vénézuéla.

Or, comme l'Orénoque court dans toute son étendue sur le territoire du Vénézuéla, il se trouve dans la condition d'un fleuve intérieur et sujet à sa domination exclusive; de façon qu'il peut disposer et a toujours disposé de sa navigation et de son commerce, suivant qu'il l'a jugé convenable à ses intérêts. Il a toujours soutenu les mêmes principes qu'a invoqués la Grande-Bretagne dans sa mémorable discussion avec les Etats-Unis d'Amérique au sujet de la navigation du fleuve Saint-Laurent, par lequel les grands lacs de cette République déchargent leurs eaux dans la mer. Sa législation jusqu'à présent n'a pas ouvert au pavillon étranger l'usage des fleuves nationaux, si ce n'est dans quelques cas, temporairement et en échange de concessions réciproques.

Pour conclure, le Vénézuéla revendique aujourd'hui, comme il revendiqua avant, spécialement dans le message présidentiel de 1877, ses droits jusqu'à l'Essequibo: et répète que, comme la Constitution Fédérale défend absolument d'aliéner le territoire du Vénézuéla, son gouvernement ne peut entrer dans aucune transaction, quelle qu'elle soit, et ne trouve à cette difficulté d'autre remède que le recours à l'arbitrage.

Relativement à l'île de Patos, on a prouvé que, à cause de sa plus grande proximité de la côte de la République, qu'à celle de l'Angleterre, ainsi que pour d'autres raisons elle lui appartient et non point à la Grande-Bretagne. Son attribution au *Conseil municipal* par le Gouverneur espagnol, que l'on allègue *contre*, n'obtint pas, comme cela était indispensable pour sa validité, l'approbation de la Cour d'Espagne.

Le gouvernement de Sa Majesté offre d'accepter « la clause de la nation la plus favorisée » dans les termes désirés par le Vénézuéla; mais sous la condition que l'on arrange d'une façon satisfaisante les autres questions; et déjà l'on

a vu et l'on continuera à voir, que chaque fois s'élargit davantage le désaccord entre les parties.

On offre également d'insérer dans le traité de commerce la clause de l'arbitrage proposé par le Vénézuéla, si on le limite aux désaccords qui auront lieu après la date de la signature du traité, et avec exclusion des questions de limites et de l'île de Patos, auxquelles on appliquera le moyen particulier ci-dessus indiqué. Mais précisément c'est sur la question de limites qu'il importe de s'en référer à un arbitrage, et la plus convenable dans ce cas, comme la Grande-Bretagne en a référé pour quelques-unes de la même nature avec les Etats-Unis d'Amérique, et dernièrement celle du « Canal de Haro », soumise au jugement de l'Empereur d'Allemagne et décidée par lui, avec la circonstance notable que ce fut le Cabinet de Sa Majesté qui proposa jusqu'à six fois ce moyen de terminer le différend.

On doit de même prendre en considération que l'article 109 de la Constitution du Vénézuéla prescrit au Pouvoir exécutif d'insérer dans les traités la clause de l'arbitrage pour tous les désaccords qui puissent survenir entre les parties contractantes, sans admettre aucune espèce d'exception. Partout il se voit qu'il n'est point donné au Président de la République d'accepter, ni au Congrès d'approuver, aucun pacte qui ne contienne cette stipulation ou la renferme avec des entraves.

Touchant les droits différentiels, il est indiqué qu'ils doivent cesser aussitôt que l'on signera la convention préliminaire entre les deux gouvernements. Le ministre du Vénézuéla a manifesté constamment dès le commencement sa disposition à égaliser les Colonies anglaises avec la Métropole moyennant l'adoption, dans le nouveau traité, d'un article qui l'exprime formellement.

On a introduit aujourd'hui le changement de proposer l'arbitrage pour décider la question des réclamations d'indemnités, au sujet de l'établissement de ces droits en contravention avec le traité actuel.

Le gouvernement du Vénézuéla soutint avec la Légation britannique à Caracas depuis 1882 jusqu'en 1883, une correspondance destinée à éclaircir et justifier la légitimité du droit avec lequel la législature établit l'impôt additionnel de 30 pour cent sur les marchandises provenant des Colonies anglaises des Antilles. On appelle sur ce débat l'attention du gouvernement britannique, d'autant plus que la dernière note du Ministre des affaires étrangères, du 7 février 1883, reste jusqu'à aujourd'hui sans contradiction; et la première démarche du Cabinet de Sa Majesté fut de réunir cette affaire à celle de limites et réclamations pécuniaires, et de demander leur terminaison simultanée et amicale.

On croit opportun de rappeler la substance de la controverse. Une loi du Vénézuéla de l'année 1881 impose le droit additionnel de 30 pour 100 aux marchandises provenant des Colonies. Lord Granville pensa que, relativement à la Grande-Bretagne, ceci constituait une violation du traité conclu avec la Colombie en 1825, et renouvelé avec le Vénézuéla en 1834. Il se fonda sur ce que par l'article 4 de ce traité il est défendu d'imposer d'autres droits ou de plus élevés à l'importation dans les ports du Vénézuéla, des articles du produit naturel, productions ou objets manufacturés des domaines de Sa Majesté britannique, que ceux qui se payent ou se payeront pour de semblables articles, soit produits naturels, productions ou objets manufacturés de tout autre pays étranger. On allègue que, selon la nouvelle loi, les marchandises importées directement des Colonies britanniques des Antilles, seront grevées de droits plus élevés que les articles semblables des autres pays, et que, quand ces marchandises fussent des articles du produit naturel, productions ou objets manufacturés des domaines de Sa Majesté britannique, l'application de la loi serait incompatible avec les dispositions dudit traité. Ici l'on voit d'une part, que, si les marchandises grevées sont étrangères, quoique provenant des Colonies, il n'y a point motif de plainte; et d'autre part, que, l'impôt n'étant pas limité aux Colonies britanniques, mais bien applicable à toutes sans distinction de nationalité, et même inclusivement les marchandises Vénézuéliennes, il n'y a

en ceci aucune infraction au pacte. Plus encore; en comprenant dans l'augmentation de l'impôt le territoire lui-même de la Métropole anglaise, à condition d'y inclure toutes les autres puissances, on n'aurait point outrepassé les susdites stipulations. On a démontré également que, suivant l'article 3 il fut établi liberté absolue de commerce entre les territoires de la Colombie et les territoires de Sa Majesté britannique en Europe; rédaction qui exclut les Colonies, lesquelles pouvaient être mais ne furent point mentionnées. On a insisté sur la différence qui a toujours été conservée entre la Métropole et les Colonies, plaçant celles-ci dans des conditions moins avantageuses que celle-là; et que dans le langage politique de la Grande-Bretagne les paroles « Colonie » et « Domaine » ne signifient point une seule et même chose. On fit voir aussi que dans l'article 3 déjà cité Sa Majesté britannique accorde aux Colombiens la même liberté de commerce et de navigation stipulée dans l'article 2 avec les domaines de Sa Majesté en dehors de l'Europe avec la même étendue qu'elle l'accordera à toute autre nation; d'où résultait établie une inégalité entre le commerce avec la Métropole et le commerce avec les Colonies. Finalement, on mit en parallèle le fait significatif de ce que en 1825, époque de la célébration du traité entre la Colombie et la Grande-Bretagne, il existait dans cette République des droits différentiels relativement aux Colonies, et qui se conservèrent après la ratification du traité, sans que cela donnât lieu à aucune observation de la part du Cabinet de Londres; preuve qu'il lui donna alors la même interprétation que le Vénézuéla soutient.

Avec une intention de conciliation, le Président de la République rendit un décret en date du 22 janvier 1883, par lequel l'impôt cessait d'être appliqué à tous les produits et objets manufacturés qui, expédiés d'Europe ou des États-Unis du Nord pour les ports du Vénézuéla, de la façon établie par la loi du régime des Douanes, arriveraient de transit aux Colonies, et fussent là transbordés ou déposés pour suivre bientôt vers des ports du Vénézuéla dans d'autres embarcations.

Une pareille modification a atténué les effets de la mesure en faveur des Colonies.

Le gouvernement de la République n'est pas moins disposé à inclure dans le traité de commerce un article qui exempte du droit différentiel toutes les importations des Colonies britanniques permises au Vénézuéla.

Il est d'urgente nécessité de mettre un terme au traité de 1825 à 1834 parce que, en plus d'être antique comme le qualifia Lord Granville, des stipulations relatives au commerce et à la navigation ne peuvent avoir un caractère de perpétuité et ne doivent pas rester stationnaires mais suivre le courant des événements humains. Les parties contractantes elles-mêmes déclarèrent ce pacte incomplet, et se promirent de continuer, sans le moindre retard, les négociations pour suppléer au manque des articles omis, desquels un fut évidemment celui qui fixa la durée de la convention. Cela n'a point été fait encore, malgré qu'il y ait aujourd'hui de cela soixante-et-une années, et que Vénézuél ainsie depuis très longtemps sur ce sujet, et que depuis 1866 la Grande-Bretagne l'ait concédé à la Nouvelle Grenade héritière comme elle des conventions de la Colombie.

On doit se réjouir de ce que le gouvernement de Sa Majesté soit résolu à se mettre d'accord, touchant les réclamations réglées en 1865, par un arrangement semblable à celui contenu dans l'article 2 de la convention faite entre le Vénézuéla et la France, le 26 novembre 1885.

Ce qui ne paraît point convenable c'est de le subordonner à l'acquiescement des créanciers particuliers après que ces créances, étant sorties de la sphère privée, se sont converties en arrangements internationaux. Les intéressés ont pu avant ce moment exprimer leur opinion sur le changement proposé, et il n'y a point de doute qu'elle lui sera favorable, comme l'ont jugé les réclamants Allemands, Espagnols, et Français. Entre l'amortissement lent, par petites sommes, du seul capital d'une dette sans intérêts, et non point simultané pour tous les créanciers, mais bien successif pour deux classes d'entre eux, et le payement complet en une seule fois, au moyen d'un papier que l'intérêt qu'il

rapporterait ne rendrait négociable sur le marché, l'hésitation n'est point permise.

En cas qu'il y ait d'autres réclamations pendantes de la part de sujets de Sa Majesté contre le Vénézuéla, son gouvernement ne refusera point de les soumettre au jugement d'une Commission mixte de la façon que cela a été fait avec quelques réclamations françaises dans la récente convention de Paris; de plus assurément, sous les conditions spécifiées dans son article 5.

Le Général Guzman Blanco au Comte Rosebery.

Londres, le 28 Juillet 1886.

Excellence,

Il y a quelque temps que le Gouvernement des Etats-Unis de Vénézuéla m'a communiqué l'ordre d'insister auprès du Cabinet de Sa Majesté Britannique, sur les réclamations initiées à Caracas contre les actes répétés de violation du territoire Vénézuélien commis par des autorités anglaises. J'ai espéré jusqu'à présent que le Cabinet de la Reine, prenant en considération les justes plaintes de la République et après avoir préalablement pris les renseignements nécessaires, dicterait les mesures de satisfaction que ces offenses réclament. Mais comme ceci n'a pas eu lieu, je viens exposer par la présente les fondements des sollicitudes pressantes de l'Exécutif.

Je dois commencer par constater que les faits accomplis au préjudice de Vénézuéla manquent de toute justification possible et que, naturellement, ceux-ci, et la venue d'agents d'une nation grande et puissante, avec laquelle la République a vécu dans une ancienne et cordiale amitié, y ont considérablement excité l'opinion publique et réveillé des sentiments qui dormaient depuis 1841.

Si Votre Excellence daigne ordonner la mise sous ses yeux des documents respectifs, Elle y verra que, à cette époque, l'ingénieur Schomburgk, chargé d'une mission scientifique à la Guyenne, a parcouru la contrée et a arbitrairement planté des poteaux à Barima et autres endroits comme signe de la domination Britannique sur eux, comme si une des parties d'un litige international pouvait, à elle seule, résoudre une controverse en dehors de toute discussion contradictoire et de fait avec celle qui a les mêmes attributions de souveraineté et d'indépendance qu'elle. Cependant, ce procédé arbitraire ne fut pas soutenu; au contraire, le Gouvernement de Sa Majesté Britannique, écoutant la voix de la raison, donna, à son honneur, des explications, et, de plus donna l'ordre d'enlever les dits poteaux et emblèmes.

Désirant éviter à l'avenir la répétition de ces graves événements et de tarir pour toujours cette source de désaccords et de difficultés, le Président de Vénézuéla insista plus tard sur l'arrangement de la question de limites entre les deux pays. Les négociations furent enfin commencées par l'entremise du Ministre Plénipotentiaire de Vénézuéla, M. le Docteur Alejo Fortique, mais celles-ci n'eurent aucun résultat à cause de la mort prématurée de ce dernier en 1844. Depuis lors des démarches ont été faites dans le but d'arranger l'affaire; et Vénézuéla a vu avec regret que dans les derniers temps la Grande Bretagne lui a fait une proposition, qui, sans que la cause de la différence soit connue, est moins favorable que celle qui a été faite spontanément par Lord Aberdeen à M. le Docteur Fortique. La République de son côté, considérant les avantages mutuels de l'arbitrage, et l'adoption

du même par le Gouvernement de Sa Majesté dans des cas analogues, et observant en outre les préceptes constitutionnels, en a appelé plus d'une fois à un recours qui a été tant approuvé par les deux Chambres, les hommes d'état et l'opinion publique du Royaume Uni de la Grande Bretagne et d'Irlande, et par tout le monde civilisé.

En 1850, M. Belford Hinton Wilson, Chargé d'Affaires de la Grande-Bretagne à Vénézuéla, à cause des rumeurs qui, disait-il, s'étaient propagées dans la République, que l'Angleterre voulait réclamer la Guyenne Vénézuélienne, prit à cœur de les démentir et déclara dans une note officielle du 11 novembre que, non-seulement elles étaient complètement dépourvues de tout fondement, mais qu'elles étaient précisément le contraire de la vérité. Il s'exprima du reste dans les termes suivants : — « Le Gouvernement de Vénézuéla ne pourrait sans être injuste envers la Grande-Bretagne se méfier même un moment de la sincérité de la déclaration formelle ici faite *au nom et par l'ordre exprès du Gouvernement de Sa Majesté*, à savoir : *que la Grande-Bretagne n'a nullement l'intention d'occuper ni d'empiéter sur le territoire en dispute* : ainsi, le Gouvernement de Vénézuéla, animé par le même esprit de bonne foi et d'amitié ne saurait avoir aucun inconvénient pour faire à celui de Sa Majesté une pareille déclaration formelle, à savoir, que Vénézuéla elle-même n'a aucune intention d'occuper ni d'empiéter sur le territoire en dispute. »

Un peu plus loin, et dans la même note, M. Wilson ajoutait : « Le Gouvernement de Sa Majesté, comme il a été dit plus haut, n'ordonnera ni ne sanctionnera de tels empiètements ou occupations de la part des autorités Britanniques et le soussigné est persuadé que, si à une époque quelconque il y avait un malentendu sur la détermination de Son Gouvernement sur ce point, celui-ci renouvellerait avec plaisir ses ordres à cet égard ; en conséquence j'ai la conviction que, d'accord avec les amicales indications du Gouvernement de Sa Majesté, celui de Vénézuéla n'hésitera pas à transmettre aux autorités Vénézuéliennes l'ordre positif de s'abstenir de toute mesure qui pourrait être justement considérée comme une agression par les autorités Britanniques. »

Le Gouvernement de la République accéda à la demande qui lui était faite et déclara qu'il n'avait nullement l'intention d'occuper ni d'empiéter sur aucune partie du territoire dont le domaine est en controverse, et qu'il ne verrait pas avec indifférence que la Grande Bretagne en agit autrement. Il ordonna en même temps aux autorités de la Guyenne de s'abstenir de prendre des mesures qui pourraient enfreindre l'engagement que le Gouvernement venait de prendre en vertu de la déclaration faite et qui pourraient mener à des résultats funestes.

Cette convention a continué jusqu'à présent sans aucun changement, car on n'y avait fixé aucune durée, ni les parties ne se sont fait depuis lors aucune communication à ce sujet.

Or donc, si cette convention signifie quelque chose, ni la Grande-Bretagne ni Vénézuéla n'ont pu occuper des endroits en dispute, dont la spécification aurait dû être faite, mais ne le fut pas en cette occasion comme partie intégrante de ce qui avait été convenu. Mais le sens raisonnable de la convention est que celle-ci fut destinée au maintien du *statu quo*. C'est ainsi que l'a entendu la République, laquelle, réclamant comme siens des endroits qui sont de fait en possession de la Grande-Bretagne jusqu'à l'Essequibo, les y a laissés provisoirement.

La Grande-Bretagne, au contraire, a continué d'avancer dans ses occupations, ce qui, avec les faits récents de ses autorités prouve qu'elle n'a tenu aucun compte de sa déclaration spontanée ici rappelée.

Lorsque se faisait la négociation pour fixer les limites entre la Guyenne Vénézuélienne et la Guyenne Britannique, Lord Aberdeen, Secrétaire Principal d'Etat de Sa Majesté aux Affaires Etrangères, proposa spontanément, après que le Plénipotentiaire M. Fortique eut réclamé la ligne de l'Essequibo, de commencer celle-ci par la côte à l'embouchure du fleuve Moroco et de la contourner par ce fleuve en amont. Ceci prouvait que la prétention Britannique ne pouvait tout au plus aller au-delà de ce point, car supposer que le Cabinet de Sa Majesté ignorât alors que la frontière devait monter jusqu'à l'Orénoque, est absurde, et aussi inadmissible que peu honorifique pour les illustres personnes qui composaient à cette époque le Gouvernement.

Vénézuéla, cependant, n'accepta pas la proposition. Aujourd'hui quarante ans après ces événements, et malgré que l'Angleterre ne peut avoir aujourd'hui plus de droits que ceux qui revenaient à son prédécesseur, la Hollande, en 1814, date de la cession d'une partie de la Guyenne Hollandaise, il arrive que l'Angleterre exerce autorité et juridiction depuis la rive droite du fleuve Amacuro.

Mais en supposant pendant un moment que celles-ci fussent les aspirations du Gouvernement de Sa Majesté, puisqu'il a promis de n'occuper ni empiéter sur le territoire en dispute, il ne lui a pas été permis de consommer des actes comme ceux qui ont été consommés à la grande embouchure de l'Orénoque et d'autres endroits par l'entremise d'officiers tant civils que de la marine de guerre, oubliant complètement la souveraineté, les lois et les autorités de Vénézuéla. Au mois d'Octobre 1844, des fonctionnaires anglais, après avoir demandé un pilote pour remonter ce fleuve, qui leur fut refusé, leur destination n'étant pas un des ports de la République ouverts aux navires étrangers, continuèrent tranquillement leur voyage, pénétrèrent dans des endroits qui ont toujours été la propriété de Vénézuéla, y placèrent des poteaux, affichèrent des avis dans lesquels ils déclaraient que les lois anglaises y étaient en vigueur, changèrent les fonctionnaires de la République en y substituant d'autres de leur choix, tentèrent de mettre à leur service des fonctionnaires Vénézuéliens et promirent d'y retourner avec de plus nombreuses forces pour rendre leurs mandats effectifs. Ils retournèrent, en effet, continuer la série de faits initiés, sans se soucier nullement des remontrances des autorités vénézuéliennes. Non contents de ceci, ils emmenèrent un Commissaire de la République sous le prétexte qu'il avait commis un délit en maltraitant un sujet ; ce commissaire fut mis en jugement par devant un Tribunal à Démérara et condamné à une peine qui fut mise à effet. Cet individu qui s'appelle Roberto Wells, remplissait le Commissariat de l'Amacuro et il fut arrêté au moyen d'une ruse.

Ces faits n'ont besoin d'aucune autre preuve que la suivante. Le Gouvernement de la République envoya un Commissaire, M. le Général Federico Puga, pour les mettre au clair. Celui-ci alla aux endroits où avaient eu lieu les événements, et ayant rencontré à Morajuana M. Michael Mc. Turk, il lui fit des questions à ce sujet, d'abord de vive voix et ensuite par écrit. Le susdit individu, qui s'intitule Magistrat spécial ad interim et surintendant des Terres et Forêts de la Couronne dans le district du fleuve Pomaron, répondit, le 4 Avril, dans les termes suivants :

« Fleuve Morajuana — Guyenne Britannique — 4 Avril 1885. »

« J'ai été sur les fleuves Amacuro, Barima, Morajuana et Guaima et j'ai affiché des avis en anglais aux principaux endroits de ces fleuves. Je regrette de ne pas avoir une copie de ces avis pour vous l'envoyer ; mais comme elles ont été enlevées par des employés de la Compagnie Manoa, il est probable que vous pourrez en obtenir une d'eux. Les avis furent affichés par ordre de Son Excellence le Gouverneur de la Guyenne Britannique. »

« Le nom du vapeur dans lequel je suis venu est le « Lady Longden » commandé par le Capitaine Paisley. J'ai été plusieurs fois aux susdits fleuves, après avoir affiché les avis, dans l'exercice de mes fonctions de Magistrat chargé du district dont ils font partie. »

« Roberto Wells fut condamné par la Cour supérieure criminelle aux séances de Judelie, sur le fleuve Essequibo le 20 Février dernier, pour voies de fait (au mois d'Octobre dernier, je crois) sur la personne d'un Portugais, au fleuve Morajuana. Je n'ai jamais eu connaissance qu'il fût un employé de Police du Gouvernement de Vénézuéla, mais j'ai su qu'il l'était de la Compagnie Manoa, le dit Wells me l'ayant dit lui-même. »

« Je n'ai pas eu besoin d'un pilote pour le fleuve Amacuro, et je n'ai non plus demandé les services d'aucun pour l'Orénoque. »

« J'ai l'honneur d'être, Monsieur votre obéissant serviteur,

(Signé) : MICHAEL MC. TURK.

Magistrat Spécial ad interim et Surintendant des
Terres et Forêts de la Couronne dans le
District du Fleuve Pomaron.

Ici il est clairement reconnu 1° que Mc. Turk a été aux fleuves Amacuro, Barima, Morajuana et Guaima, et qu'il a affiché, aux principaux endroits de ces fleuves des avis en anglais ; 2° qu'il a fait ceci par ordre de Son Excellence le Gouverneur de la Guyenne Britannique ; 3° qu'il est allé dans le vapeur « Lady Longden » commandé par le Capitaine Paisley ; 4° qu'il a été plusieurs fois aux dits fleuves, après avoir affiché les avis, quoiqu'il ajoute que cela a été dans l'exercice de ses fonctions de Magistrat chargé du district dont ils font partie ; 5° que Roberto Wells a été condamné par devant la Cour supérieure criminelle aux séances de Judelie, fleuve Essequibo, le 20 Février dernier pour voies de fait qu'on dit avoir eu lieu (en Octobre 1884) sur la personne d'un Portugais au fleuve Morajuana ; et 6° qu'il n'a eu besoin d'aucun pilote pour le fleuve Amacuro et qu'il n'a non plus demandé les services d'aucun pour l'Orénoque.

Quant aux derniers points il y a une contradiction entre les affirmations de M. Mc. Turk et celles de plusieurs témoins ; mais on laisse ceci de côté pour le moment pour examiner l'importance des faits accomplis par lui dans son caractère de fonctionnaire public de la Grande Bretagne.

La première réflexion qui saute aux yeux est que la propriété la plus sacrée de la République, c'est-à-dire, son territoire, a été violée par des fonctionnaires Britanniques en vertu des ordres de M. le Gouverneur de la Guyenne Britannique, et ceci non d'une manière accidentelle, mais de propos délibéré et au milieu d'une amitié établie par un pacte solennel.

En deuxième lieu, on a enfreint une convention dont l'idée a été conçue et proposée par la Grande Bretagne à Vénézuéla depuis 1850, et que celle-ci n'accepta que par égard aux désirs de Sa Majesté et dans le but d'éviter pour l'avenir, et en attendant que la démarcation fût définitivement arran-

gée, toute dispute qui pourrait nuire aux bonnes relations entre les deux pays.

M. le Gouverneur de la Guyenne Britannique a enfreint les ordres qu'il reçut alors et qui furent répétés plus tard, de ne commettre aucun empiètement ou occupation, puisque le Gouvernement de Sa Majesté avait promis de n'ordonner ni ne sanctionner de tels actes de la part de ses autorités et qu'il était disposé à renouveler volontiers ses ordres là-dessus au cas où il y aurait quelque malentendu à l'égard de sa détermination sur ce point.

La déclaration faite au nom et par l'ordre exprès du Gouvernement de Sa Majesté, à savoir : « Que la Grande Bretagne n'a nullement l'intention d'occuper ni d'empiéter sur le territoire en dispute » a été également violée.

Si ces conventions se rapportent à des parties de territoire sur lesquels il y a dispute, avec plus de raison devraient-elles être applicables à des endroits dont la propriété n'a jamais donné lieu au moindre doute, et qui restent dans la tranquille et pacifique possession de leur propriétaire. Ceci arrive précisément avec quelques-uns de ceux sur lesquels des fonctionnaires anglais ont exercé juridiction, et dans lesquels on n'avait jamais connu d'autre Gouvernement que celui de la République. La circonstance elle-même d'avoir crû nécessaire de placer des avis et autres signes de la domination Britannique prouve qu'on a voulu parler à la vue des habitants en leur faisant comprendre qu'on essayait d'y introduire des nouveautés. C'est avec ce même objet que M. Mc. Turk fut envoyé à des endroits sur lesquels ne s'était pas étendue la juridiction Britannique.

Quoique ce Monsieur affirme qu'il n'a pas demandé de pilote pour remonter l'Orénoque, il y a le témoignage des employés du ponton-phare qui assurent le contraire, et qu'il ne lui en fut pas donné parce que son voyage n'était pour aucun des ports aux navires étrangers. Mais il se passa de cette formalité et continua en avant, s'exposant au danger qu'il fût pris des mesures de force pour s'opposer à la consommation d'un acte par lequel on marquait aux droits de Vénézuéla. Les lois de celle-ci ne permettent l'entrée dans le territoire que par les ports autorisés à cet effet ; donc, même si la Grande-Bretagne avait des possessions, pour arriver auxquelles il lui faudrait traverser les terres et les eaux de la République, elle aurait à remplir cette formalité. L'Orénoque est un fleuve intérieur dont l'entrée n'est permise que sous certaines conditions, et avec la désignation de points auxquels on peut toucher et ancrer.

Il y a de plus une loi qui défend aux vaisseaux de guerre étrangers de pénétrer dans les ports qui ne sont pas ouverts au commerce extérieur, à moins que ce ne soit dans des buts scientifiques, et encore avec la permission préalable de l'Exécutif. Quoiqu'il ne fût pas nécessaire de le faire, cette loi fut communiquée dans le courant de l'année 1882 aux nations qui étaient représentées à Caracas, et entre elles se trouvait la Grande Bretagne.

La gravité de l'affaire augmente davantage quand on voit qu'un fonctionnaire de la République a été fait prisonnier sur le territoire de celle-ci et sans aucune considération pour son autorité ; qu'il fut conduit par ruse à bord d'une embarcation Britannique où il lui fut notifié qu'il était prisonnier ; qu'il fut conduit à Demerara où il fut mis en jugement et condamné à une peine pour le délit d'avoir maltraité un sujet portugais. La majesté de la nation a été offensée par ces procédés à l'égard de M. Wells, son commissaire. Si dans l'exercice de ses fonctions il a commis quelque faute, il n'en devait répondre qu'aux juges compétents de Vénézuéla, en aucune façon aux

tribunaux d'un pays étranger, aux lois duquel il n'était pas soumis ; et il est inconcevable que le procès fût continué une fois qu'il eut allégué sa qualité de fonctionnaire vénézuélien et que le fait qui lui était imputé, fut un acte de légitime juridiction sur le sol de la République. Dans le cas où celle-ci la lui aurait indûment donnée, c'était elle, son commettant, qui en prenait les conséquences, qui ne devaient retomber sur un subalterne qui agissait pour le compte d'autrui. Mais, même si le coupable n'avait été qu'un simple particulier, ses actions n'étaient sujettes qu'au propriétaire du territoire où elles furent commises et non à la Magistrature anglaise de Demerara, qui l'a jugé et puni. Le fonctionnaire qui allait dans le navire de guerre mentionné, entra dans la bouche de l'Orénoque, arriva au ponton-phare et demanda des pilotes pour remonter le fleuve ; et ceux-ci lui ayant été refusés par les employés du ponton parce qu'il ne se dirigeait pas sur des ports ouverts aux navires étrangers, il se passa des pilotes et continua sa route jusqu'à l'Amacuro, partant le lendemain pour le Guaima, passant par le canal de Barima, après avoir affiché à tous les endroits parcourus, le suivant avis :

L. S.

« Avis du Gouvernement. »

« Il est proclamé par le présent avis que toute personne qui enfreindra les droits de Sa Majesté ou qui agirait en contravention des lois de la Guyenne Britannique, sera poursuivie conformément aux lois. »

Par ordre : FRANCIS VILLIERS.

Secrétaire ad intérim du Gouvernement

Georgetown, Demerara, le 16 Octobre 1884.

Ceci avait lieu au mois d'octobre 1884, ces opérations ayant commencé le 18. A partir de ce jour les invasions du territoire Vénézuélien continuèrent, ayant, entre autres objets, la violente déposition des autorités que le Gouverneur du territoire Delta avait constituées aux embouchures de l'Amacuro et Morajuana ; et la proposition faite au commissaire de la grande bouche du premier, M. Roberto Siso, de l'investir de la suffisante autorité, de lui assigner une solde et de lui laisser la garnison nécessaire pour soutenir et défendre la juridiction Britannique à cet endroit.

Le 22 novembre suivant, le susdit M. Mc. Turk écrivait, de la rive droite du fleuve Amacuro, à M. Thomas A. Kelly, gérant président de la Compagnie Manoa, lui disant qu'il avait reçu avis que celle-ci avait l'intention d'ériger une scierie à l'embouchure du Barima, et il ajoutait les paroles suivantes :

« Je juge qu'il est de mon devoir comme fonctionnaire chargé aujourd'hui du district judiciaire du fleuve Pomaron, lequel district s'étend jusqu'aux limites de la Colonie du côté de Vénézuéla, ou soit celui de l'ouest, de vous notifier que le fleuve Barima est dans le comté de l'Essequibo et dans la Colonie de la Guyenne Britannique, et fait partie du district judiciaire sur lequel j'exerce la juridiction. Aucun établissement d'aucun genre, soit dans un but commercial ou autre, ne peut être fondé dans les limites de la Colonie, sans être en conformité avec les lois en vigueur de celle-ci, dont on exigera l'obéissance à tous ceux qui s'y établiraient. Je désirerais appeler votre attention sur les avis affichés aux abords des fleuves Amacuro, Barima et Guaima, dont vous avez, me dit-on, un exemplaire. Je

vous envoie, ci-inclus, une copie manuscrite de ces avis. Ceux-ci ont été affichés par ordre de Son Excellence le Gouverneur. »

Dans une autre note de même date M. Mc. Turk disait au même M. Kelly :

« J'ai l'honneur de vous informer que vous êtes à présent en dedans de limites de la Colonie de la Guyenne Britannique et de ceux de mon district comme Magistrat spécial et Surintendant des terres et forêts de la Couronne pour cette colonie, et en conséquence en dehors de votre juridiction comme fonctionnaire du Gouvernement de Vénézuéla. Toute notification que vous ferez aux habitants sera considérée comme nulle et non-avenue ; et tous les individus qui résideront sur cette partie ou toute autre de la Colonie, ou qui la visiteront, auront à se conduire de conformité avec ses lois. Je dois en outre appeler votre attention sur les avis affichés aux arbres de ce fleuve et aussi des fleuves Guaima et Barima. Ces avis ont été affichés par ordre du Gouverneur de la Guyenne Britannique. »

Le 25 octobre 1884, M. le Secrétaire intérimaire du Gouvernement de la Guyenne Britannique écrivait à M. Fitzgerald comme suit :

« Bureau du Secrétaire du Gouvernement, Georgetown, Demerara, le 25 octobre 1884, Son Excellence M. le Gouverneur de la Guyenne Britannique m'a donné l'ordre de vous accuser réception de vos trois lettres notées en marge, se référant à la Compagnie Manoa et à la concession à elle faite par le Gouvernement de Vénézuéla et de vous transmettre ses remerciements pour les renseignements et les documents que vous lui avez envoyés. Quant aux limites de la Guyenne Britannique, Son Excellence m'ordonne de vous dire que le Gouvernement de la Colonie exerce autorité et juridiction dans les limites signalées dans la carte ci-jointe, partant de la rive droite du fleuve Amacuro, et que, en dedans de ces limites, le Gouvernement de la Colonie fait exécuter les lois de la Guyenne Britannique. Je dois de plus vous dire que toute personne qui enfreindrait les lois de la Guyenne britannique ou agirait en contravention de ces mêmes lois en dedans de ses limites, sera sujette à être poursuivie conformément aux lois de la Colonie. Tout le territoire compris entre les fleuves Amacuro et Barima fait donc partie de la Guyenne Britannique et le Gouvernement de la Colonie soutiendra sa juridiction sur ce territoire et empêchera que les droits de Sa Majesté ou des habitants de la Colonie soient enfreints en aucune façon. »

J'ai cité textuellement ces passages pour qu'on voie l'empressement des autorités Britanniques à s'attribuer la juridiction sur ces endroits de Vénézuéla, ajoutant ainsi les paroles aux faits.

D'un autre côté, dans la note de la Légation Britannique à Caracas au Ministère des affaires étrangères, en date du 8 janvier 1885, on peut lire ce qui suit :

« Dans une note datée du 21 novembre à Londres, le Gouvernement de Sa Majesté m'ordonne d'appeler l'attention de celui de Vénézuéla sur les procédés de la Compagnie Manoa dans certains endroits, à la souveraineté desquels les Gouvernements de Sa Majesté et de Vénézuéla prétendent également.

« M. le comte Granville me donne en outre l'ordre de demander au Gouvernement de Vénézuéla de prendre des mesures pour empêcher que les agents de la Compagnie Manoa ou de M. H. Gordon, qui lui aussi a une concession du Gouvernement de Vénézuéla pour coloniser, ne récla-

ment ou n'obstruent aucune partie du territoire réclamé par la Grande Bretagne. »

« Dans le cas où le Gouvernement de Vénézuéla refuserait d'agir dans cette affaire, celui de Sa Majesté se verrait obligé, à son grand regret, de prendre des mesures pour empêcher les empiétements de la Compagnie Manoa, et le gouverneur de la Guyenne Britannique recevrait l'autorisation d'employer des forces de police suffisantes pour empêcher ces empiétements et pour maintenir l'ordre. »

« Lord Granville cependant m'informe que le gouverneur de la Guyenne Britannique ne prendra aucune disposition tant que cette représentation auprès du Gouvernement de Vénézuéla sera pendante. »

« Il est à peine nécessaire que je rappelle à Votre Excellence que la question des limites de la Guyenne Britannique est de vieille date et que le Gouvernement de Sa Majesté et le Ministre de Vénézuéla à Londres sont en pourparlers sur cette affaire ; il est donc d'autant plus important de prévenir des incidents qui pourraient causer de graves inconvénients. Sans compter les territoires en dispute entre Vénézuéla et la Grande-Bretagne, les territoires concédés à la Compagnie Manoa sont d'une immense étendue ; mais, sans entrer dans cette partie de la question, j'ai la certitude que Son Excellence M. le Président de la République saura dûment apprécier l'immense importance qu'il y a à obvier à la possibilité d'une collision entre les agents de la Compagnie et les autorités britanniques dans les territoires dont la propriété est encore en dispute. »

Le 26 du même mois de janvier, M. Mansfield écrit de nouveau au Gouvernement pour lui annoncer qu'on avait transmis des ordres au Gouverneur de la Guyenne Britannique, d'envoyer M. Mc. Turk, magistrat stipendaire, accompagné d'une force de police suffisante afin qu'il fit une enquête, sur la rive orientale de l'Amacuro, sur les procédés de la Compagnie Manoa, et plus spécialement sur la conduite de M. Robert Wells et autres, accusés d'avoir torturé des personnes, en les pendant par les chevilles, durant un long espace de temps. La légation déclara en outre, que M. Mc Turk agirait de conformité avec les lois en vigueur dans les autres parties de la Guyenne Britannique, rappelant que les paroles du contrat avec la Compagnie Manoa disent péremptoirement : « Jusqu'à la Guyenne Britannique » et observant à ce propos que dans le mémoire de la concession territoriale du grand Delta de l'Orénoque à la Compagnie Manoa, M. Fitzgerald dit que : « l'entrée du fleuve Amacuro, qui en 1800 constituait la limite entre la Guyenne Britannique et Vénézuéla, se trouve à peu près à dix milles au sud-ouest de la Pointe Barima ; » d'où il découlerait que l'endroit dont on a noté les incidents n'est même pas réclamé par la Compagnie Manoa. En dernier lieu, M. Mansfield mentionna que le Gouverneur de la Guyenne Britannique avait informé à Londres que par ordre du Gouvernement de Vénézuéla, comme on le présumait, on avait enlevé et envoyé à Ciudad Bolivar les poteaux placés par ordre du Gouvernement de cette Colonie le 11 octobre sur la rive orientale du fleuve Amacuro et autres endroits par les usurpateurs, attendu que la Couronne Britannique réclame le territoire, et il remarque que cet incident pourrait mener à une correspondance d'un caractère peu satisfaisant, si ce n'est à de sérieux inconvénients à une date à venir.

Les passages copiés et les faits exposés démontrent la péremptoire affirmation que les autorités britanniques ont exercé les actes de juridiction les

plus solennels dans des endroits qu'ils déclarent en même temps être en dispute avec Vénézuéla ; c'est-à-dre, qu'ils ont enfreint et continuent d'enfreindre la convention proposée au nom de Sa Majesté Britannique de « n'occuper ni empiéter sur le territoire en dispute. » Cette infraction est d'autant plus grave qu'on a procédé avec violence comme s'il s'agissait de parties de territoire sur la domination desquelles il n'y avait jamais eu la moindre controverse. De façon que le cabinet de Londres n'a nullement pris en considération les droits de Vénézuéla, mais, au contraire, il a décidé par lui-même la supériorité de ceux qu'il allègue et il a procédé en conséquence à des actes de violence.

Une autre circonstance non moins remarquable est qu'on n'exposa pas préalablement au Gouvernement de la République, pas même par l'entremise de cette Légation, les motifs de plainte sur lesquels on allait baser le recours à la force. Ce procédé jure avec l'amitié que Vénézuéla a cultivée avec tant de soin ; même que, pour la rendre encore plus parfaite, elle avait envoyé à Londres un Représentant de première classe ; et il est également contraire à la pratique des nations, lesquelles, avant d'en appeler aux représailles, emploient toujours les voies de conciliation et bonne harmonie, comme l'exigent les considérations qu'elles se doivent les unes les autres.

M. Mansfield déclarait dans sa note du 8 janvier que le gouverneur de la Guyenne Britannique ne prendrait aucune disposition tant que la demande alors adressée au Gouvernement de Vénézuéla serait pendante, d'empêcher que les agents de la Compagnie Manoa ou M. Gordon ne réclamaient ou n'obstruassent aucune partie du territoire auquel prétend la Grande-Bretagne. Cette démarche amicale n'aurait pas manqué de produire des résultats convenables si les mesures résolues par le gouvernement britannique n'avaient pas déjà été exécutées vers la date où elle fut faite. Quelques jours plus tard, le 24 janvier, M. Mansfield annonçait que depuis le 11 octobre 1884 on avait, par ordre du Gouvernement de la Guyenne Britannique, placé des poteaux sur la rive orientale du fleuve Amacuro et à d'autres endroits. Le 31 du même mois de janvier le Gouverneur du territoire Delta communiquait à l'Exécutif qu'une commission anglaise avait pénétré à l'embouchure de l'Amacuro et avait emmené prisonnier le commissaire civil qui y avait été établi par le Gouvernement dudit territoire, laissant à sa place une garde de police.

L'assertion de M. Fitzgerald que, en 1800 la limite entre Vénézuéla et la Guyenne Britannique était à plus de dix milles au sud-ouest du fleuve Amacuro est en tous points insoutenable. Pour s'en convaincre, il suffit de se rappeler que, à cette année, la Grande-Bretagne n'avait encore acquis aucun droit sur la partie de la Guyenne qui lui fut cédée en 1814 par la Hollande ; et que quant à celle-ci et les possessions espagnoles, la limite était au fleuve Essequibo, comme Vénézuéla l'a toujours soutenu. De façon que l'erreur de M. Fitzgerald ne peut nuire en rien aux droits de la République.

Et il convient de ne jamais perdre de vue que la concession faite audit Monsieur ne détermine aucune limite spécifiée, mais qu'elle dit : « jusqu'à la Guyenne Britannique », comme le répète M. Mansfield dans un des passages de sa correspondance cités plus haut. Les procédés de la Compagnie Manoa ont cependant été pris comme prétexte des actes nuisibles aux droits de Vénézuéla.

Que les poteaux placés par ordre du Gouvernement de la Guyenne Britannique sur la rive orientale du fleuve Amacuro et à d'autres endroits aient été enlevés, ne signifierait autre chose qu'une protestation contre les prétentions de la Grande-Bretagne, car si elle se croit propriétaire de ces endroits, la République a la certitude qu'ils sont sa propriété; et laisser subsister ces signes aurait équivalu à reconnaître l'intention avec laquelle ils furent placés, et ceci serait plus tard allégué comme une preuve de l'acquiescence de Vénézuéla à la prétention arrogante de droits de la Grande-Bretagne. Avec ces signes, on démontrerait l'occupation d'un territoire que Sa Majesté s'est engagée à « ne jamais empiéter », par un acte spontané de son Gouvernement présenté avec instances à l'acceptation de Vénézuéla.

Dans le cas, qui est nié, que cette dernière de son côté eût violé le même devoir qu'elle avait contracté à son tour, le procédé convenable aurait été d'établir contre elle des représentations amicales tendant à la réparation de la faute, au lieu de prendre des mesures unilatérales et de pression, capables de blesser la dignité d'un Etat souverain, qui voit plus que jamais menacée l'intégrité de son territoire à une partie importantissime, à savoir, le grand fleuve Orénoque qui porte vers l'Océan les eaux qui en grand nombre baignent son sol et celui des pays voisins, et forment la principale voie de communication, non seulement entre ses villes mais aussi entre celles-ci et les contrées étrangères, promettant, avec le progrès naturel des nations nouvelles, l'avenir le plus flatteur.

Dans la dernière proposition d'arrangement faite par le Gouvernement Britannique à Vénézuéla il lui fut dit que, comme le point capital pour elle était la possession de l'Orénoque on présentait une ligne qui commencerait à peu près à vingt neuf milles à l'Est de la rive droite du fleuve Barima; ligne qui ne fut pas acceptée par Vénézuéla, laquelle réclame l'Essequibo.

Le gouvernement de la République assura à M. Mansfield dans ses réponses que, d'accord avec les paroles du contrat « jusqu'à la Guyenne Britannique », les limites n'allaient pas au-delà de ceux du territoire en dispute et il promit en toute sincérité de prendre des mesures pour éclaircir les faits, puisqu'on accusait la Compagnie Manoa d'avoir dépassé ces limites. Et il profita très à propos de l'opportunité pour remarquer que le 18 octobre 1884 un vapeur de guerre anglais est entré dans l'embouchure de l'Orénoque, est arrivé jusqu'au ponton-phare et a demandé un pilote pour remonter le fleuve, lequel lui fut refusé parce qu'il ne se dirigeait pas sur un des ports ouverts aux navires étrangers, de conformité avec la loi. Que malgré cette opposition il continua sa route jusqu'à l'Amacuro, partant le lendemain pour le Guaima en passant par le Barima après avoir placé sur tous les points de sa route des poteaux portant des avis imprimés qui étaient une déclaration de domaine. Lesquels faits avaient vivement appelé l'attention du Gouvernement, qui même en douta, tellement les circonstances de l'événement étaient extraordinaires.

Dans une deuxième note, Son Excellence M. le Ministre des affaires étrangères manifesta à M. Mansfield la profonde surprise avec laquelle l'Exécutif fédéral avait entendu la relation de sa note du 26 janvier, tant par rapport aux faits attribués à M. Robert Wells comme par rapport aux ordres donnés à M. le Gouverneur de la Guyenne Britannique d'envoyer le juge M. Mc. Turk, avec une force suffisante de police, faire une enquête sur les actes de la Compagnie Manoa sur la rive orientale du fleuve

Amacuro, quoique celle-ci agisse sur un territoire qui, indiscutablement, appartenait à Vénézuéla :

« Cette surprise du Gouvernement », ajoute M. le Ministre, « est arrivée au plus haut point en lisant hier un télégramme du Gouverneur du territoire Delta, dans lequel celui-ci communique que la force armée envoyée par Son Excellence le Gouverneur de la Guyenne Britannique a pénétré dans le territoire vénézuélien, et, employant la violence, a emprisonné le Commissaire, de la bouche de l'Amacuro, lequel elle a emmené, y laissant établie une force de police. En outre de tous les autres événements que Votre Excellence connaît déjà, celui-ci seul suffirait pour que Vénézuéla se trouve attaquée dans ses droits sacrés de domaine et pour qu'elle appelle toute l'attention de Votre Excellence, afin qu'elle dicte les mesures que le cas réclame, et que ces procédés soient réparés et les choses reviennent à leur état primitif, d'accord avec le *statu quo* en vigueur, lequel détermine qu'aucune des deux nations n'exercera juridiction sur aucune partie du territoire en dispute. Ceci devient d'autant plus nécessaire que des négociations sont en activité entre Vénézuéla et la Grande-Bretagne dans le but de mettre fin à la longue et ancienne dispute de limites qu'elles soutiennent. Le Plénipotentiaire de la République a reçu l'ordre de presser la négociation et il n'y a pas doute que celle-ci n'arrivera promptement au terrain désiré de la conciliation si on évite des procédés déplacés qui ont tout l'aspect de voies de fait qui sont en complet désaccord avec le respect dû aux principes de la domination territoriale et à ceux de la justice qui doit caractériser les relations entre les pays civilisés. »

De conformité avec les ordres que j'ai reçus de mon Gouvernement et en vertu de ce qui a été exposé plus haut, j'ajoins une copie de la Convention qu'il accepta à la demande de M. Wilson, chargé d'affaires de la Grande-Bretagne à Caracas, et je demande respectueusement :

1^o L'enlèvement de tous les signes de souveraineté placés par ordre de M. le Gouverneur de la Guyenne Britannique sur les territoires en dispute.

2^o Que les fonctionnaires et forces publiques qui s'y trouvent soient retirés.

3^o Des explications satisfaisantes sur le manquement à la Convention proposée à Vénézuéla, au nom de la Grande-Bretagne, et sur la violation des lois de la République à l'égard des ports non-ouverts aux navires étrangers.

4^o L'annulation du procès fait à M. Roberto Wells, sa mise en liberté et une indemnisation pour les torts qui lui ont été faits par sa capture, son emprisonnement et son jugement et la punition qui lui a été infligée pour imputation d'un délit commis sur territoire vénézuélien.

5^o Le complet rétablissement des choses à l'état où elles étaient en 1850, de la convention mentionnée, et des ordres positifs à M. le Gouverneur de la Guyenne Britannique pour qu'il le garde scrupuleusement pendant que les deux Gouvernements arrangent la question de limites.

J'ai l'honneur, etc.

Signé : GUZMAN BLANCO.

TROISIÈME PARTIE

M. Diego Urbaneja, ministre des Affaires étrangères du Vénézuéla,
à M. Saint-John, ministre résident de S. M. B. à Caracas.

Caracas, le 7 décembre 1886.

Excellence,

Suivant les ordres du Président de la République, comme résultat de la conférence que nous eûmes avec lui hier, j'ai l'honneur de m'adresser à Votre Excellence pour Lui exposer substantiellement ce qu'il dit alors.

Il dit que son attention avait été sérieusement appelée par les graves nouvelles reçues sur les événements, qu'on assure avoir lieu en ce moment dans la Guyenne touchant ses limites avec la Guyenne Anglaise. Il rappela la Convention faite en 1850 par l'échange de notes entre les deux gouvernements sur la proposition spontanée de celui de la Grande-Bretagne, et à propos des renseignements transmis par M. Mathison, vice-consul à Ciudad Bolivar, à M. Wilson, son chargé d'affaires à Caracas, à savoir, qu'on aurait donné l'ordre aux autorités de la province de la Guyenne de la mettre en état de défense et de réparer et d'armer les forts démantelés, et que le gouverneur, M. José Tomas Machado, aurait parlé d'ériger un fort à Punta Barima; et aussi à propos des rumeurs qui circulèrent à Vénézuéla, que la Grande-Bretagne aurait l'intention de réclamer la Guyenne Vénézuélienne. M. Wilson démentit ces rumeurs, affirmant que, non seulement elles manquaient de tout fondement, mais qu'elles étaient précisément le contraire de la vérité, et déclara en outre, au nom de son gouvernement que celui-ci n'avait nullement l'intention d'occuper ou d'empiéter sur le territoire en dispute, et qu'il n'ordonnerait ni ne sanctionnerait des pareils empiètements ou occupations de la part des Autorités Britanniques. Il demanda et obtint en même temps une déclaration analogue du gouvernement de la République. Celui-ci a rempli fidèlement cet engagement en conservant le *statu quo*, tandis que la Grande-Bretagne l'a enfreint; car, outre les actes de juridiction qu'il a accomplis depuis 1884, il a été découvert qu'elle a actuellement un commissaire dans les canaux de l'Amacuro et du Barima, sur lesquels il n'y avait jamais eu de question auparavant; lequel commissaire est pourvu de deux bateaux avec des armes et agents de police, et impose des taxes et défend aux passagers qui se dédient au commerce d'y faire des affaires; qu'il y a bâti une maison pour servir de bureau du Gouvernement sur laquelle on maintient hissé le drapeau anglais: qu'on y bâtit des églises et des maisons d'école; qu'au mois d'octobre dernier un petit steamer de guerre a été là; qu'un garde-côtes parcourt fréquemment l'espace compris entre Amacuro et Barima, et qu'on a commencé à former une colonie agricole à cette même place.

Même en admettant la supposition, qui du reste est niée, que ces endroits font partie du territoire en dispute, la Grande-Bretagne n'aurait pu les occuper sans enfreindre la susdite convention. Et si, malgré tout, elle les occupe, Vénézuéla aurait encore plus de droits de les réoccuper, relevée comme elle est de tout engagement par l'infraction à ce même engagement, commise par l'autre partie contractante, et surtout ayant, comme elle a, pleine conscience de ses indiscutables droits de propriété. Le président a

également dit que les concessions faites à la Compagnie Manoa n'avaient pu donner de justes motifs de plainte à la Grande-Bretagne, car, selon les termes inéquivoques de ces concessions, elles s'étendaient seulement « jusqu'à la Guyenne Britannique. » c'est-à-dire, jusqu'aux points qui ne sont pas en litige; et que, d'ailleurs, le contrat sur cette affaire est tombé en désuétude.

D'après ce qui a été exposé et en vertu de la demande faite avec les plus vives instances par la Légation Britannique dans une note officielle adressée à ce ministère en date du 26 mai 1836, de placer un phare à Pointe Barima, reconnaissant ainsi, de son propre mouvement, l'incontestable souveraineté de Vénézuéla sur ladite Pointe, le président ajouta qu'il allait y envoyer un ingénieur chargé d'ériger ce phare ainsi que des nouveaux employés pour exercer l'autorité au nom de la République au dit endroit ainsi qu'à ceux qui sont situés entre les fleuves Barima et Amacuro, et pour notifier les occupants étrangers d'avoir à s'en retirer; et en conclusion il dit que, si le Gouvernement de Sa Majesté Britannique occupait un point comme Barima, dont la possession le rendrait co-propriétaire de l'Orénoque, et que s'il décidait par lui-même, et en sa propre faveur, de la question la plus grave pour Vénézuéla, en lui enlevant par la force le domaine exclusif de ce fleuve, lui présentant de cette façon un indubitable *casus belli*, il serait contraint, par les besoins du patriotisme et dans l'accomplissement des hauts devoirs qui lui incombent comme le gardien de l'intégrité territoriale de la République, de rompre les relations entre les deux pays.

Le président m'a donné l'ordre d'écrire cette note afin que Votre Excellence puisse me communiquer les renseignements et les antécédents qu'Elle connaisse sur des événements si inouïs et presque incroyables.

Je renouvelle à Votre Excellence les assurances de ma haute et distinguée considération.

Signé : DIEGO B. URBANEJA.

Monsieur Vicente Lecuna, Secrétaire d'Etat et des Affaires étrangères de Vénézuéla, etc.

Caracas, le 18 de novembre 1859.

Le 3 avril dernier, le soussigné, Chargé d'affaires de S. M. Britannique, eut l'honneur de montrer à Monsieur Fernando Olavarria, alors Secrétaire d'Etat et des Affaires étrangères de Vénézuéla, un mémoire original que le soussigné avait adressé le jour avant à M. le Secrétaire principal de S. M. aux Affaires étrangères, dans lequel il lui exposait le caractère et l'objet d'une propagande de faussetés et de calomnies à l'endroit de la conduite et de la politique du Gouvernement Britannique dans la question de limites entre la Grande-Bretagne et Vénézuéla; le soussigné fit connaître en même temps à Sa Seigneurie les démarches qu'il avait faites pour démentir les rumeurs qui avaient été malicieusement répandues à Vénézuéla que la Grande-Bretagne aurait l'intention de réclamer la province de la Guyenne Vénézuélienne.

Ces démarches furent, principalement, d'assurer au Gouvernement de Vénézuéla que tout ce que la propagande avait divulgué à cet égard était faux, et de transmettre au Gouvernement de Vénézuéla la copie d'une lettre qui avait été adressée, en date du 29 du mois de mars dernier, à M. Kenneth Mathison, vice-consul britannique, à Ciudad Bolívar; dans laquelle lettre, après avoir manifesté quelle avait été en réalité la marche et la conduite du Gouvernement

de S. M. dans cette affaire depuis le mois de novembre 1847, il déclarait formellement que les intentions imputées au Gouvernement de S. M., dans le but notoire de servir aux intérêts privés d'un certain individu, bien connu du reste, ainsi qu'aux stratagèmes politiques de la propagande, non-seulement manquent entièrement et absolument de fondement, mais elles sont en tous points contraires à la vérité.

Le Gouvernement de Vénézuéla fit publier une copie, avec traduction, de cette lettre à M. Mathison, dans le numéro 981 de la *Gazette Officielle* de Vénézuéla; et en date du 13 mai dernier, la conduite du soussigné dans cette affaire fut approuvée par le Gouvernement de S. M.

Le soussigné se permet de remarquer ici que le 3 avril il lut, en le traduisant, à Son Excellence M. le Président, le susdit mémoire qu'il adressait à son Gouvernement et dont il avait montré l'original, comme il a déjà été dit, le 3 dudit mois à M. Olavarria, qui sait lire l'anglais.

Le 13 du même mois d'avril, le soussigné crut qu'il était de son devoir de transmettre à son Gouvernement des extraits des lettres qui lui avaient été adressées de Ciudad Bolivar par M. le vice-consul Mathison, datées des 2, 8, 18, 22 et 30 du mois de mars, dans lesquelles celui-ci disait qu'on avait donné l'ordre aux autorités de la province de la Guyenne de la mettre en état de défense et de réparer et armer les forts démantelés et abandonnés; et, enfin, que le gouverneur José Tomas Machado avait parlé d'ériger un fort à Pointe Barima, dont le droit de possession est en dispute entre la Grande-Bretagne et Vénézuéla.

Le soussigné crut également qu'il était de son devoir de communiquer à son Gouvernement l'introduction dans la Chambre des députés d'un projet de loi, enregistré dans le numéro 62 du *Journal des Débats*, qui autoriserait le Gouvernement exécutif à construire immédiatement un fort sur le point qui sert de limite entre Vénézuéla et la Guyenne Britannique, sans cependant désigner ce point par son nom; autorisant par ce fait, le Gouvernement exécutif à commettre *de facto* une agression et à empiéter sur le territoire qui est en dispute entre les deux pays, moyennant la construction d'un fort sur un point quelconque que Vénézuéla peut réclamer, quoique la Grande-Bretagne pourrait également réclamer la légitime possession de ce même point.

Le ton et le langage employés envers la Grande-Bretagne pendant les débats sur ce projet, que le soussigné ne commentera pas ici, ne permettaient pas de douter de l'imminence du péril auquel se trouveraient exposés les droits britanniques dans le cas où ce projet viendrait à être adopté comme loi.

C'est cependant avec plaisir que le soussigné a rendu compte à son gouvernement des aimables assurances qu'il a reçues de S. E. le Président et de la prudente conduite de celui-ci, et c'est aussi avec plaisir qu'il l'a informé que ledit projet n'a pas encore passé à l'état de loi.

Mais relativement à l'existence d'une propagande qui aurait pour objet de dévier et d'exciter l'opinion publique à Vénézuéla à l'égard de la question des limites entre la Guyenne Britannique et le Vénézuéla, et à la conséquente possibilité d'agressions et d'empiètements de la part des autorités de la Guyenne Vénézuélienne sur le territoire en dispute entre les deux pays, le vicomte Palmerston, en date du 15 juin, a transmis au soussigné, pour qu'il sache à quoi s'en tenir, la copie d'une lettre adressée par Sa Seigneurie aux Lords de l'Amirauté, dans laquelle il leur signifie les mandats de la Reine relativement aux ordres à donner au Vice-Amiral commandant les forces navales de S. M. aux Indes Orientales, sur la marche à suivre au cas où les autorités Vénézuéliennes construiraient des forts sur le territoire que se disputent la Grande-Bretagne et Vénézuéla.

Le soussigné a également reçu l'ordre d'appeler sérieusement l'attention du Président et du Gouvernement de Vénézuéla sur cette question, et de déclarer que, si d'une part le Gouvernement de S. M. n'a aucune intention d'occuper ou d'empiéter sur le territoire en dispute, d'autre part il ne verrait pas avec indifférence les agressions de Vénézuéla sur ce même territoire.

Le soussigné a en outre reçu l'ordre de dire que, dans ces circonstances, le Gouvernement de S. M. espère qu'on enverra des instructions positives aux autorités Vénézuéliennes de la Guyenne, afin qu'elles s'abstiennent de prendre des mesures que les autorités Britanniques pourraient considérer justement comme étant des agressions ; car, si on prenait de telles mesures, elles amèneraient forcément une collision, que le Gouvernement de S. M. regretterait profondément, mais des conséquences de laquelle, quelles qu'elles fussent, le Gouvernement de S. M. rendrait celui de Vénézuéla entièrement responsable.

Le Gouvernement de Vénézuéla ne peut, sans commettre une injustice envers la Grande-Bretagne, se méfier, même pendant un instant, de la sincérité de la déclaration faite à présent au nom et par l'ordre exprès du Gouvernement de S. M., à savoir, que la Grande Bretagne n'a aucune intention d'occuper ni d'empiéter sur le territoire en dispute : en conséquence le Gouvernement de Vénézuéla possède des mêmes sentiments de bonne foi et d'amitié, ne pourrait refuser de faire une pareille déclaration à celui de S. M., à savoir, que Vénézuéla n'a aucune intention d'occuper ni d'empiéter sur le territoire en dispute.

La persévérance systématique avec laquelle la propagande a, depuis 1843, fabriqué et fait circuler de fausses rumeurs sur la conduite et la politique du Gouvernement de S. M. à l'égard de la Guyenne Vénézuélienne, a entre autres fâcheux résultats, celui de servir aux fins de cette même propagande, en maintenant vivant un esprit malsain de méfiance et de crédulité puérile à l'égard de toutes ces frivoles rumeurs touchant cette question de limites, et exposant de cette façon les bonnes relations qui existent entre la Grande-Bretagne et Vénézuéla à être interrompues à un moment quelconque, par une collision entre les deux pays, amenée par une agression subite et peut-être non autorisée, de la part des autorités locales de Vénézuéla, soit par la construction de forts, soit en occupant et en empiétant sur le territoire en dispute.

Le Gouvernement de S. M., comme il est dit plus haut, n'ordonnera ni ne sanctionnera de pareilles occupations ou empiètements de la part des autorités Britanniques, et si jamais il y avait erreur sur sa détermination à cet égard, le soussigné est persuadé qu'il renouvellerait volontiers ses ordres là-dessus ; il est donc convaincu que le Gouvernement de Vénézuéla, d'accord avec les amicales indications du Gouvernement de S. M. n'hésitera pas à envoyer aux autorités Vénézuéliennes de la Guyenne l'ordre positif de s'abstenir de prendre des mesures que les autorités Britanniques pourraient justement considérer comme autant d'agressions.

Les 14 et 15 de ce mois, le soussigné a communiqué en privé à M. Vicente Lecuna et à S. E. le Président les instructions qu'il avait reçues de lord Palmerston, et il leur a expliqué les considérations amicales qui l'avaient poussé à ne point communiquer leur contenu au Gouvernement Vénézuélien alors qu'il les a reçues, c'est-à-dire le 18 juillet, et à remettre la communication formelle par écrit jusqu'à ce que l'occasion s'en présentait.

Il paraîtrait que S. E. le Président ainsi que M. Lecuna ont su apprécier en toute sa valeur ce qu'il y avait d'amiable dans cette façon d'agir.

Aujourd'hui étant d'avis que le moment était arrivé de faire cette communication, et en ayant convenu dans les entrevues que le soussigné a eues avec M. Lecuna les 15 et 16 de ce mois, il s'empresse de faire connaître ces instructions par cette note.

Le soussigné saisit cette occasion pour renouveler à M. Lecuna les assurances de sa considération distinguée.

Signé : BELFORD HINTON WILSON.

République de Vénézuéla. — Département des Affaires étrangères.

Caracas, le 20 décembre 1850.

Le soussigné, Secrétaire des Affaires étrangères de Vénézuéla, a eu l'honneur de recevoir et de présenter au Pouvoir exécutif la note de Monsieur le Chargé d'affaires de Sa Majesté Britannique en date du 18 du mois dernier, consacrée à donner un démenti aux rumeurs qui ont circulé dans le pays sur l'intention de la Grande-Bretagne de s'emparer de la Guyenne Vénézuélienne, racontant les démarches qu'il a faites pour atteindre à cet objet, et dont il a instruit le Gouvernement, déclarant au nom du sien qu'il n'a pas l'intention d'occuper ni d'usurper le territoire que les deux pays se disputent, ce qu'il demande au Vénézuéla de déclarer aussi de son côté, demandant qu'on envoie aux autorités de la Guyenne l'ordre de ne prendre aucune mesure que les autorités Britanniques puissent considérer justement comme des agressions, et faisant allusion aux causes qui l'ont engagé à retarder cette communication.

Par ordre de Son Excellence le Président de la République, le soussigné fait savoir en réponse : que le Gouvernement n'a pu jamais se persuader que la Grande-Bretagne, mettant de côté la négociation ouverte à ce sujet, et les droits allégués dans la question de limites pendante entre les deux pays, ait voulu se servir de la force pour occuper le terrain auquel chaque partie prétend, à plus forte raison après les assurances si souvent répétées par Monsieur Wilson, et aussi sincèrement que le Pouvoir exécutif le croie, que ces imputations sont dénuées de tout fondement, et qu'elles sont plutôt contraires de la vérité. Se reposant sur une telle confiance, fortifiée par la protestation contenue dans la note à laquelle il se réfère, le Gouvernement n'a aucune difficulté à déclarer comme il le fait, que Vénézuéla n'a nullement l'intention d'occuper ni d'usurper aucune partie du territoire dont le domaine est en cause, ni ne verra avec indifférence que la Grande-Bretagne en agisse autrement. De plus on ordonnera aux autorités de la Guyenne de s'abstenir de prendre des mesures par lesquelles l'obligation contractée ici serait enfreinte, et qui pourraient amener des résultats funestes, comme Monsieur Wilson assure qu'on l'a fait, et au besoin on le fera de nouveau et volontiers, à l'égard des autorités de la Guyenne Anglaise. Enfin le Gouvernement apprécie comme il faut les raisons qui ont influencé l'esprit de M. Wilson pour ne pas mettre d'abord à exécution les instructions qu'il a reçues sur cette affaire.

Le soussigné profite de l'occasion pour renouveler à M. Wilson les assurances de sa considération distinguée.

Signé : VICENTE LECUNA.

Légation Britannique

Caracas, le 26 mai 1836.

Monsieur,

La récente correspondance que j'ai échangée avec le consul de Sa Majesté à Angostura, me met dans la nécessité d'appeler sérieusement l'attention de l'Exécutif sur ce que je vais lui exposer à l'égard de la plus grande sûreté dans la navigation des navires qui entrent par l'embouchure principale de l'Orénoque, sise au sud-ouest de l'île de Trinidad. Je suis particulièrement obligé de m'adresser au Gouvernement à propos de cette question, à cause des dangers imminents auxquels se trouvent exposés les navires non-seulement par le manque de signaux convenables de terre et de mer qui puissent leur servir de guide, mais aussi à cause de l'inefficacité de l'établissement de pilotes dans l'île de Pagayos, qui est à une distance considérable en amont de la rivière.

Comme preuve des résultats dont je viens de faire mention, permettez-moi de vous assurer que le 7 du mois de janvier dernier le brick anglais *Coriolanus*, qui venait de Saint-Thomas à Angostura, s'engrava complètement un peu sous le vent de la grande embouchure de l'Orénoque, à cause du manque de phares pour en indiquer la véritable entrée. Le capitaine et ses matelots firent les plus

grands efforts pour dégager le vaisseau, mais sans succès; celui-ci fit bientôt eau et naufragea, de sorte que le 29 il fut complètement abandonné, et le capitaine et son équipage arrivèrent à Angostura où ils racontèrent leur malheur et la cause de celui-ci au consul anglais à cette ville.

Quelques semaines après il y eut un cas semblable et pour des causes analogues; le brick anglais *Sir Walter Scott*, allant à l'étranger avec un chargement de bétail destinés à la consommation des troupes des colonies anglaises, s'engrava, faute d'un pilote, en faisant la traversée de la pointe de l'île de Cangrejos à celle de Barima, où il resta pendant trois jours dans le plus grand embarras. En me rapportant cette circonstance, le consul ajoute: « Ceci est une nouvelle preuve de la ruineuse tendance causée par l'actuel impuissant système de pilotes de l'Orénoque, et quoique le malheur fût connu au poste des pilotes de Pagayos, aucun secours ne fut porté. Le vaisseau et son chargement doivent avoir souffert de considérables dégâts, dont je ne connais pas encore les détails, le capitaine ayant continué son voyage aussitôt que le navire fut à flot de nouveau. » — Ici je m'en rapporterai à la copie ci-jointe d'une lettre adressée par le consul au Gouverneur de la province de la Guyenne en confirmation de la grande négligence et aussi de la désobéissance aux règlements des pilotes.

D'après ce que j'ai déjà exposé, je suis obligé, par mes devoirs officiels, de représenter à l'exécutif de cette République le besoin impérieux qu'il y a de placer, sans perte de temps, un phare ou signal suffisamment visible, à la pointe de Barima formée par la grande embouchure de l'Orénoque au sud-sud-est où, d'après les renseignements que j'ai reçus, on peut le faire avec la plus grande facilité et avantage. Cet objet serait un signal efficace et sûr, et en même temps une sauvegarde pour les vaisseaux qui cherchent la véritable entrée dans ce vaste fleuve. Et ceci est d'autant plus nécessaire, que tous les navigateurs éprouvent la plus grande difficulté à en trouver l'entrée, car la côte présente le même aspect à une distance de plusieurs lieues, et jusqu'à ce jour il n'y a pas une seule marque qui puisse l'indiquer. L'île de Cangrejos constitue l'autre côté de la grande embouchure, sise à une distance de près de huit lieues de la pointe à l'ouest-nord-ouest, dont les dangereux bancs de sable réduisent l'unique canal navigable qui reste à une largeur d'à peine trois milles, lequel commence de suite après avoir passé la barre et précisément en dehors de la pointe de Barima, devenant après difficile et compliqué, surtout après avoir monté près de trois lieues, où le canal change souvent son cours à cause des sables mouvants. On ne peut nier à la vérité que toute la navigation jusqu'à l'île de Pagayos est dangereuse et incertaine, et qu'elle a besoin d'être inspectée et soigneusement sondée par une personne qui connaisse parfaitement bien cette partie de l'Orénoque et ses probables contingences. On doit établir immédiatement des bouées à ces endroits spéciaux, qui signalent le canal et indiquent les places où sont les bancs de sable et les écueils, lesquels sont nombreux, empêchent la navigation et augmentent les périls du fleuve, avec grand danger pour les vies et les propriétés.

Le deuxième objet de ma représentation se rapporte à l'actuel et, pour ainsi dire, presque inutile système de pilotes de l'Orénoque. Je sais parfaitement bien qu'un paquebot a été désigné pour sortir tous les jours de la pointe Barima à la recherche et pour prêter aide aux navires qui cherchent l'entrée du fleuve; mais un honteux manquement contre cette règle, suivi de négligence, a fait avorter ce sage plan, si bien conçu par le Département de la Marine, et il n'existe plus aujourd'hui. Le seul poste de pilotes de l'Orénoque qu'il y a actuellement se trouve à l'île de Pagayos, à une distance de 40 milles de l'entrée de la grande embouchure du fleuve, et il n'est que trop évident qu'on doit rencontrer de grandes difficultés et dangers avant d'arriver à celle-ci.

La conduite amicale que ce Gouvernement a tenu en tous temps dans ses relations tant politiques que commerciales avec les puissances étrangères, me donne la certitude qu'il sera toujours sensible à tout ce qui pourrait tendre à augmenter ces mêmes relations d'amitié et à la prospérité du commerce du

pays. C'est dans cette ferme croyance, et pénétré comme je le suis de mon devoir de veiller à celle du commerce de mon pays, que je profite de cette occasion pour m'efforcer de faire sentir à l'Exécutif l'impérieuse nécessité de prendre au plus tôt des mesures stables et énergiques pour l'arrangement de ce commerce, qui est d'une importance vitale pour l'encouragement de celui d'Angostura, dont l'accroissement ou le décroissement ne peut qu'affecter d'une manière considérable celui de toutes les provinces voisines de la République, et agir en conséquence sur les rentes publiques. Permettez-moi d'ajouter, ceci étant en étroite relation avec la question, et un fait que trop notoire, que non-seulement en Angleterre mais aussi dans beaucoup de ses colonies, les commerçants craignent de s'engager dans des spéculations et d'envoyer leurs vaisseaux à l'Orénoque, à cause des périls auxquels sont exposées et les vies et les propriétés, pour les raisons que j'ai exposées plus haut, corroborant ainsi ce que j'ai dit à propos du complet abandon où se trouve actuellement la navigation de l'Orénoque. L'impression de danger est tellement profonde dans l'esprit des commerçants britanniques, que, au Lloyd de Londres, on ne peut effectuer aucune assurance pour ce fleuve qu'avec une considérable augmentation de prime et, dans beaucoup de cas à aucune condition.

Comme vous pouvez le voir par la copie ci-jointe, le Consul de Sa Majesté à Angostura a pensé qu'il était de son devoir d'appeler l'attention du Gouverneur de la province de la Guyenne sur l'affaire en question, dans le plein espoir que, par son autorité, il pourrait à l'avenir empêcher la continuation, dans l'Orénoque, d'un système qui est véritablement nuisible aux intérêts individuels et au commerce en général. J'ai eu l'honneur de vous présenter la dépêche adressée par le Consul au Gouverneur, laquelle me fut transmise en même temps que la réponse de celui-ci, ainsi que d'autres documents qui se rattachent à cette représentation, et j'ai ajouté que ces documents ont été remis à ce Gouvernement-ci afin qu'il en prenne connaissance et puisse en délibérer. Je ne doute pas que ces papiers ne démontreront à l'exécutif l'absolue inutilité de l'établissement du poste de pilotes à l'île de Pagayos, lequel est plutôt nuisible que profitable aux desseins et aux vues de la Législature, et, partant, requiert une réforme radicale d'une façon quelconque.

Avant de terminer cette lettre, je dois réitérer ma demande qu'il soit ordonné au Ministre de la marine de faire une enquête sur les abus qui ont fait avorter les bonnes intentions du Gouvernement et dudit Département, et de les corriger; et qu'il soit également enjoint de s'occuper de la recommandation que j'ai l'honneur de faire à présent, de placer un phare convenable à Pointe Barima, ainsi que des bouées dans l'Orénoque, afin de rendre plus sûre la navigation sur ce fleuve, de façon que je puisse sous peu de temps (et j'ai confiance que l'urgence en est évidente) avoir la satisfaction de communiquer officiellement au Secrétaire principal d'Etat de Sa Majesté aux Affaires étrangères, pour qu'il en donne la nouvelle aux commerçants intéressés au Lloyd, les mesures que ce Gouvernement aura prises pour rendre parfaitement visible la grande entrée de l'Orénoque, ainsi que pour la sûreté de la navigation sur ce fleuve jusqu'à Angostura.

J'ai l'honneur d'être, Monsieur, avec la plus haute considération, votre très-humble et obéissant serviteur.

Signé : ROBERT KER PORTER.

M. Saint-John à M. Diego Urbaneja.

Caracas, le 9 décembre 1886.

Monsieur le Ministre,

J'ai eu l'honneur de recevoir la note de Votre Excellence du 7 du mois courant, dans laquelle, par ordre du Président, vous exposez en substance ce que Son Excellence dit à notre entrevue du 6 courant sur la question

de la frontière de la Guyenne, et par laquelle vous m'invitez à vous donner les renseignements que je puisse avoir sur certains procédés allégués de la part des Autorités britanniques de la Guyenne.

Permettez-moi de dire en réponse que, le Président ayant refusé d'attendre le résultat de ma communication au Gouvernement de Sa Majesté sur son intention d'occuper une partie du territoire en dispute, avant de procéder à cette occupation, je ne comprends pas à quel but utile pourrait conduire mon accession à sa demande ou la continuation par moi de la discussion.

Cependant, pour éviter toute erreur, je dois faire une remarque sur deux points que traite votre susdite note : d'abord que le territoire situé entre les fleuves Barima et Amacuro, qui, comme l'assure Votre Excellence, est seulement aujourd'hui réclamé par le Gouvernement de Sa Majesté, déjà mentionné dans la note de lord Aberdeen à M. Fortique, en date du 30 mars 1844, comme faisant partie de la Guyenne britannique; et ensuite, que la demande adressée en date du 26 mai 1863 au gouvernement de Vénézuéla par l'Agent britannique à Caracas, d'ériger un phare à Pointe Barima, paraît, d'après les minutieuses recherches faites dans les archives de cette légation, avoir été faite sans la connaissance et sans l'autorisation du gouvernement Britannique, auquel l'Agent n'en rendit même pas compte; et avoir été faite seulement sur les indications de certains commerçants de Ciudad Bolivar qui s'intéressaient à ce que les périls de la navigation sur l'Orénoque fussent écartés.

Si Votre Excellence veut avoir la bonté de consulter une communication faite, en date de 26 septembre 1858, par cette légation, au gouvernement de Vénézuéla, par ordre de celui de Sa Majesté, Elle y trouvera écrit, relativement à une autre affaire, que la doctrine, que tout acte ou parole d'un Agent diplomatique oblige son gouvernement, est incompatible avec le droit international, car c'est une chose bien connue que même un traité formel, conclu et signé par un plénipotentiaire, n'est valide que lorsqu'il est dûment ratifié par son gouvernement.

Je saisis cette opportunité pour renouveler à Votre Excellence les assurances de ma haute considération.

Signé : F. R. ST-JOHN.

M. Diego Urbaneja à M. Saint-John.

Caracas, le 8 janvier 1887.

Excellence,

J'ai eu l'honneur de recevoir la note de Votre Excellence en date du 9 du mois dernier répondant à la requête du gouvernement qui demandait à votre légation les renseignements et antécédents qu'Elle eût sur certains faits des Autorités britanniques.

Le Président, à qui j'ai lu cette réponse, m'a chargé de dire à Votre Excellence, qu'il regrette l'inefficacité de l'esprit amical qui l'engagea à entretenir Votre Excellence des nouvelles qu'il avait reçues, et de sa résolution d'envoyer un ingénieur et de nouveaux fonctionnaires à Barima, Amacuro et autres endroits. Votre Excellence refuse de donner des explications qui auraient peut-être modifié cette intention, soit sur les fonds, soit sur le temps de sa mise en effet. Voilà pourquoi Son Excellence m'a ordonné de consigner ici qu'à toute époque l'entrevue du 6 du mois dernier sur son initiative, et l'office de ce Ministère qui résuma

ce qui s'y était passé, resteront comme une preuve de la loyale franchise et des désirs conciliants du Chef du gouvernement de Vénézuéla dans cette affaire.

Je devrais dans la présente occasion n'en pas dire davantage, si Votre Excellence n'avait ajouté deux remarques, malgré sa déclaration de ne pas se rendre à la demande et de ne pas suivre de son côté la discussion, car ces remarques réclament des éclaircissements.

D'abord, Votre Excellence contredit mon assertion concernant le territoire situé entre les rivières Barima et Amacuro, en alléguant qu'il en a déjà été fait mention dans la note de lord Aberdeen à Monsieur Fortique, du 30 mars 1844, comme d'une partie de la Guyenne britannique.

Vénézuéla n'a jamais admis, ni n'admettra jamais, que la Guyenne Hollandaise confinât avec l'Orénoque; et il résulte ainsi du contexte de la note par laquelle Monsieur Fortique ouvrit la négociation sur les limites, des notes antérieures où il réclama l'enlèvement des drapeaux, des poteaux et des marques placées en 1841 par l'ingénieur Schomburg à Barima et ailleurs, et des conférences qu'il eut à ce sujet avec Leurs Excellences Messieurs les Ministres des Affaires étrangères et des Colonies. Ce fut précisément le placement de tels signes de domaine étranger aux endroits ci-dessus, sur lesquels la Grande-Bretagne ne possède aucun titre, qui souleva une si vive sensation à Vénézuéla et qui détermina l'envoi de Messieurs les licenciés José Santiago Rodriguez et Juan José Romero, pour demander des explications sur des faits si étonnants. Dans une note du 11 décembre 1841, lord Aberdeen écrivit à Monsieur Fortique qu'on avait mis ces marques comme un moyen pour son gouvernement de se préparer à discuter la question des limites avec le gouvernement de Vénézuéla; qu'on les avait fixées expressément dans ce but, et non pas, comme Vénézuéla paraissait le craindre, dans l'intention d'indiquer domaine et empire de la part de la Grande-Bretagne. Lord Aberdeen y ajouta qu'il avait appris avec plaisir que les deux commissaires envoyés par la République à la Guyenne Anglaise eussent pu s'assurer, par les renseignements du gouverneur de cette colonie, que les Autorités anglaises n'avaient pas occupé la Pointe Barima.

Ce furent les empiètements concernant les colonies d'Essequibo, de Démérara, de Berbice et de Surinam, que l'Espagne légittima par le traité de Munster, et qu'elle valida de nouveau dans la suite par la Convention d'extradition conclue à Arranjuez, où Votre Excellence verra qu'on énumère les colonies hollandaises d'Essequibo, de Démérara, de Berbice et de Surinam, avec Curaçao et Saint-Eustache en contreposition aux colonies espagnoles de l'Orénoque, de Coro et de Puerte Rico. Par le traité de Londres du 13 avril 1814, les Pays-Bas ont transporté à Sa Majesté Britannique, parmi ces colonies hollandaises, celle d'Essequibo, de Démérara et de Berbice. D'où viendrait donc le droit anglais sur les colonies espagnoles de l'Orénoque?

La seconde remarque de Votre Excellence se réduit à ce que l'Agent britannique à Caracas, c'est-à-dire Sir Robert Ker Porter, Chargé d'affaires, en 1836, de la Grande-Bretagne auprès de cette République, procéda à demander au gouvernement de celle-ci l'érection d'un phare à la Pointe Barima, à l'insu et sans autorisation de son gouvernement; et Votre Excellence ajoute, en citant une note de la Légation britannique du 26 septembre 1851 à ce Ministère, que la doctrine que tout acte ou toute

parole d'un Agent diplomatique engage son gouvernement, est incompatible avec le droit international, puisque il est parfaitement connu que même un traité fait par un plénipotentiaire n'a pas de valeur si son gouvernement ne le ratifie.

Sur ces points le Président m'ordonne de déclarer combien il est inadmissible pour le gouvernement de Vénézuéla que dans le long espace de cinquante ans, écoulé depuis la date de la communication de Sir Robert, le gouvernement Britannique, informé par lui ou par ses successeurs de la démarche qu'il fit, n'ait pas fait savoir à celui de Vénézuéla le manque d'autorisation que, pour la première fois aujourd'hui, après cinquante ans, Votre Excellence lui communique, à cause de ce qui est arrivé, et que rien ne faisait présumer.

Je renouvelle à Votre Excellence les assurances de ma haute considération.

Signé : DIEGO B. URBANEJA.

M. Saint-John à M. Diego Urbaneja.

Caracas, le 19 janvier 1897.

Monsieur le Ministre,

J'ai l'honneur d'accuser réception à Votre Excellence de sa note du 8 courant, relative à mon entrevue du 5 du mois dernier avec M. le Président de la République — et je ne puis m'empêcher de vous exprimer la surprise que m'a causé une des sentences qu'elle contient, à savoir, que c'est dû à ma négligence à donner des explications sur certains procédés qu'on attribue aux Autorités britanniques de la Guyenne, et à mon refus d'entrer dans une discussion sur l'affaire en général, que le Président a été amené à persister dans son intention d'occuper la Guyenne en y construisant un phare.

Permettez-moi, Monsieur, de vous faire un court récit des principaux traits de ladite entrevue, dont j'ai gardé le souvenir.

Le Président commença par dire qu'il avait reçu des nouvelles de la plus haute gravité — que les Autorités britanniques occupaient actuellement le territoire situé entre les fleuves Barima et Amacuro — lequel territoire, déclara Son Excellence — ce que je niai, — appartient à Vénézuéla et ne lui avait jamais été disputé, et il exigea que je lui donnasse une explication de cette conduite. A ceci je répondis qu'il ne m'était pas possible de la lui donner parce que, jusqu'à ce moment-là, je n'avais absolument rien su de cette occupation, et je lui indiquai la possibilité que c'eût été une de ces excursions habituelles de la police à la poursuite de criminels ; Son Excellence m'informa ensuite que c'était son intention d'occuper immédiatement la Pointe Barima en y construisant un phare, et il ajouta qu'il romprait de suite les relations avec la Grande-Bretagne si celle-ci s'y opposait.

Votre Excellence se rappellera sans doute que, à ce point de l'entrevue, j'osais faire des remontrances au Président sur sa détermination de précipiter les choses, et je le priai de m'accorder un peu de temps pour communiquer par le télégraphe avec le gouvernement de Sa Majesté. — Son Excellence refusa, parce que, dit-elle, elle avait résolu de mettre fin à cette question qui est pendante depuis si longtemps ; et lui ayant demandé à la fin de l'entrevue si elle m'autoriserait à télégraphier au gouvernement

de Sa Majesté dans le sens de ce qu'elle venait de me dire, Son Excellence répondit affirmativement.

Votre Excellence se rappellera également que le lendemain je suis allé au Ministère, où je fus reçu par Votre Excellence et M. Seijas ; que je la priai de parler au Président et de tâcher de l'amener à reconsidérer sa résolution — lui offrant de retenir mon télégramme au gouvernement de Sa Majesté pendant vingt-quatre heures — ce que je fis mais sans résultat, et mon télégramme fut ainsi envoyé en Angleterre.

J'espère que Votre Excellence comprendra à présent, non-seulement l'impossibilité dans laquelle je me trouvais de donner des renseignements, mais la difficulté qu'il y avait pour moi d'entrer, tout en me renfermant dans mes devoirs, sans l'autorisation des mon gouvernement, en discussion sur une affaire dont les phases ont complètement changé, grâce à cette nouvelle et inattendue résolution du Président de la République.

Je saisis cette occasion pour renouveler à Votre excellence l'assurance de ma très-haute considération.

Signé : F. R. ST-JOHN.

P. S. — Votre Excellence mentionna, dans le second paragraphe de la note dont il est accusé réception, l'envoi de *nouveaux* fonctionnaires à Barima, etc. — Je remerciais Votre Excellence de bien vouloir me dire à quelle époque on a envoyé de tels fonctionnaires dans des occasions antérieures et combien de temps il y sont restés.

F. R. ST-JOHN.

Caracas le 15 Janvier 1887.

Monsieur le Ministre des Affaires Etrangères,

Dans l'accomplissement de la Commission que le Président de la République a daigné me confier par votre organe, en date du 8 du mois dernier, je suis parti du port de La Guayra le 14 du même mois dans le vapeur de guerre *Centenario*, avec direction vers Barcelonne.

A 8 heures du matin je suis arrivé à ce port, où je m'arrêtai simplement le temps nécessaire pour remettre au Commandant d'Armes de la Place les habillements qui lui étaient envoyés par Monsieur le Ministre de la Guerre, et je continuai ma route à 10 heures, avec direction vers Trinidad.

Le 16 à deux heures de l'après-midi nous jetâmes l'ancre à Puerto Espana, où je m'occupai de suite, accompagné de Monsieur le Consul de Vénézuëla, de faire les provisions de charbon et d'huile dont le navire avait besoin, et d'obtenir un pilote pour la navigation de l'Orénoque.

A minuit nous levâmes l'ancre et mîmes le cap sur Ciudad Bolivar, prenant pour route le canal du Macareo.

Je suis arrivé le 19 à 5 heures du soir à Ciudad Bolivar et sans perdre de temps, je me suis mis en rapport avec Messieurs Juan Bautista Dalla-Costa et le Général Santiago Rodil, afin de constituer la Commission selon les instructions que j'avais reçues.

Je passai les 20, 21 et 22 du mois à Bolivar, en conférences avec les Messieurs nommés plus haut, et à rassembler des renseignements, à chercher des plans et à prendre note des individus ayant une connaissance pratique des endroits qui allaient être parcourus.

Deux actes furent dressés à Ciudad Bolivar et signés par les trois membres de la Commission, et on peut les voir dans le procès-verbal qui accompagne cette note.

Le 22 à 6 heures du soir le vapeur de rivière *Libertad*, qui par ordre du Ministère de la Guerre avait été mis à la disposition de la Commission, leva l'ancre et alla à Curiapo, avec ordre d'y attendre.

Monsieur le Général Santiago Rodil et moi, nous partîmes le 23 à 6 heures du matin, dans le *Centenario*, Monsieur Dalla-Costa s'étant excusé de nous accompagner pour cause de maladie.

En arrivant à Curiapo le lendemain 24, à une heure et quart du matin, la Commission passa à bord du vapeur *Libertad*. Le *Centenario* reçut l'ordre d'aller jeter l'ancre à Pointe Barima et d'attendre là, en même temps que le *Libertad* mettait le cap sur l'embouchure de l'Amacuro, pour entrer dans ce fleuve.

Nous y entrâmes à midi et demi et nous le remontâmes jusqu'au village qui s'est formé sur ses deux rives à peu de distance de l'embouchure.

La Commission prit les déclarations de quelques-uns des habitants, par lesquelles on peut voir que les Anglais ont fixé la rive droite de ce fleuve Amacuro pour leur limite avec Vénézuéla, qu'ils exercent l'autorité sur cette rive, où la Commission trouva deux commissaires anglais et une maison de planches avec un toit de chaume, qui a été bâtie par le Gouvernement de la Guyenne Britannique pour servir de bureau public. Tout ceci est exposé dans les actes dressés sur les lieux par la Commission.

Nous sortîmes du fleuve Amacuro le lendemain 25 décembre, à 6 heures du matin, avec direction sur le bras de Barima.

Avant de continuer cette relation, et pour rendre ce que j'y dis plus intelligible, je vais me permettre, Monsieur le Ministre, de faire remarquer une erreur géographique qui existe dans la carte de Vénézuéla, par Codazzi, qui la copia sans doute dans d'autres cartes publiées antérieurement, et que d'autres, à leur tour, ont copié de la sienne.

Une grande partie (cinquante milles de l'embouchure, vers l'Est) de ce qui paraît dans la susdite carte de Codazzi, sous le nom de fleuve Barima, avec ce qui y est désigné sous le nom de « Cano Morajuana » (qui n'a que cinq milles de longueur) constituent un bras de l'Orénoque, vers l'Est, par sa rive droite, en tout semblable au bras de Macareo que rejette ce grand fleuve par sa rive gauche vers le Nord. J'appelle donc bras de Barima, cette portion fluviale, qui est une des bouches par où l'Orénoque porte ses eaux vers l'Océan ; et l'île de Barima, formée par ce bras et la mer, est une de celles qui constituent l'immense Delta de ce grandiose fleuve, qui s'étend de l'embouchure du fleuve Guaima jusqu'à celle du canal de Vagré.

Le véritable fleuve Barima, qui prend sa source au pied des monts Imataca, du côté oriental, et dont le cours est en grande partie de l'Ouest à l'Est, tourne ensuite vers le Nord et se joint au fleuve Aruca, et leurs eaux réunies viennent verser dans le susdit bras de Barima.

Ce bras de Barima est très-large, très propre, n'a pas de grands détours, et il a presque partout une profondeur de plus de vingt mètres.

Dans tout le cours de ce bras je n'ai vu que trois fermes ou *conucos*.

Nous entrâmes à 3 heures et demie dans le Fleuve Aruca, et une heure après nous vîmes jeter l'ancre en face du village qui s'est formé sur les deux rives de ce fleuve. Ce village est le plus considérable que nous ayons rencontré dans tout ce territoire, car sa population s'élève à plus de deux cents habitants.

Le Gouvernement de la Colonie Anglaise voisine y exerce l'autorité par l'entremise d'un commissaire rural qui lève des contributions et défend le

commerce du rhum et du tabac, comme il est exposé dans l'acte dressé sur les lieux par la Commission.

Nous quittâmes Aruca à 6 heures du soir pour passer la nuit à l'ancre à l'embouchure du canal de Morajuana, dans lequel nous entrâmes le jour suivant, (le 26) à cinq heures et quart du matin ; nous le parcourûmes en une heure, au bout de laquelle nous arrivâmes à la grande embouchure du fleuve Guaima, lequel fleuve, qui est très-important, nous continuâmes à remonter, jusqu'à deux heures et demie de l'après-midi, quand nous arrivâmes à l'endroit appelé Cucurital, où il y a deux fermes (conucos) Vénézuéliennes.

Nous poursuivîmes notre route en amont, et à 4 heures et demie nous passâmes devant l'embouchure du canal de Paraman qui va tomber du côté de l'Est dans le fleuve Moroco.

J'appelle une attention spéciale sur ce canal, car c'est par là que se fait le commerce entre Demerara et les villages déjà visités.

Nous naviguâmes jusqu'à sept heures du soir, heure à laquelle, à cause de la profonde obscurité, nous amarrâmes le vaisseau à la rive, pour continuer notre voyage le lendemain.

Nous reprîmes le voyage en amont du fleuve Guaima le lendemain 27 à cinq heures et demie du matin, et à sept heures nous arrivâmes devant le village de Cuabana qui se compose dans sa totalité d'indiens Guaicas. Ce village peut avoir environ quatre-vingts habitants, lesquels vivent dans dix cabanes, et ils sont gouvernés par un missionnaire protestant, qui y a érigé une chaumière pour servir d'église et en même temps d'école. La Commission dressa à cet endroit, un acte dans lequel sont consignées toutes les circonstances qui ont été observées relativement à l'affaire dont elle est chargée.

A tous ces endroits la Commission manifesta publiquement que ces contrées appartiennent à Vénézuéla et non à Sa Majesté Britannique, et protesta contre tous les actes d'autorité exercés par le Gouvernement de la Colonie voisine, comme étant une notoire usurpation de droits, ce qui est constaté dans le procès-verbal ci-joint.

En retournant à Pointe Barima, la Commission s'arrêta au village de Morajuana, composé de neuf cabanes qui abritent une population de soixante habitants.

La Commission nomma des commissaires à tous ces endroits pour y représenter l'autorité de Vénézuéla.

La matinée du 29 fut employée à descendre à Pointe Barima pour étudier l'endroit où doit être placé le phare, auquel endroit et d'après mes ordres l'équipage du *Centenario* avait déjà passé deux jours à nettoyer les bois, pour faire cette étude.

Le vapeur *Libertad* avait été renvoyé à Ciudad Bolivar la nuit précédente, et le 29 au matin la Commission se dirigea sur Georgetown, à bord du *Centenario*.

Le 31 décembre à deux heures et demie de l'après-midi nous jetâmes l'ancre dans le fleuve Demerara, en face Georgetown.

Le lendemain, qui était le premier jour de l'année 1887, la Commission adressa au Consul de Vénézuéla à Démérara, la note dont la copie ci-jointe, afin qu'il la transmette toute entière à Monsieur le Gouverneur de la Colonie.

L'actuel consul M. Andrade, n'avait pas encore reçu son exequatur et il fallut d'abord faire des démarches préliminaires pour obtenir du gouverne-

ment de la Colonie qu'il le reconnût provisoirement comme Consul, afin qu'il pût transmettre la note de la Commission.

Le 7 janvier, M. Andrade remit à la Commission la réponse qu'il avait reçue du gouvernement de la Guyenne Britannique, dont l'original accompagne le procès-verbal ci-joint.

Ayant obtenu cette péremptoire réponse du Gouverneur de Démarara, dans laquelle il est manifesté que le gouvernement de Sa Majesté britannique a déclaré territoire de la Guyenne Britannique tout ce vaste territoire compris dans les capricieuses limites tracées par Schomburgk, ainsi que l'Essequibo, qui est une frontière de droit pour Vénézuéla, la Commission tint ses travaux pour conclus, car, par cette dernière démarche, elle avait exécuté tous les ordres qui me furent transmis, le 8 décembre dernier, par le Ministère à votre charge.

Le 8 janvier à onze heures du matin, nous quittâmes Démerara et le 10 à six heures et demie du matin, nous arrivâmes à Puerto Espana, où le commissiouné, général Rodil, passa à bord du vapeur *Bermudez* pour retourner à Ciudad Bolivar.

Le lendemain, 11 janvier à midi et demi, nous quittâmes Puerto Espana avec direction sur La Guayra où nous arrivâmes, le 13 à deux heures et demie du matin.

Afin de rendre plus claire la lecture de ce mémoire et du procès-verbal ci-joint, j'y ajoute une carte de la partie orientale de Vénézuéla, que j'ai tracée.

J'espère que l'illustre Américain, Président de la République, ainsi que M. le Ministre des affaires étrangères, trouveront que j'ai fait tous les efforts qui ont été en mon pouvoir pour exécuter de la meilleure manière possible la délicate, et partant honorable Commission qui m'a été confiée.

J'ai l'honneur d'être, Monsieur le Ministre, le respectueux serviteur,

Signé : Jesus MUNOZ TEBAR.

ACTE N° 1.

Le 20 décembre de l'année mil huit cent quatre-vingt-six, à huit heures du matin, se sont réunis à Ciudad Bolivar : Messieurs le docteur Jesus Munoz Tebar, Juan Bautista Dalla-Costa et Santiago Rodil, et le premier nommé a remis au second et au troisième, respectivement, les notes à eux envoyées par M. le Ministre des affaires étrangères, en date du 8 de ce mois, par lesquelles il les nomme commissiounés à Amacuro et à Barima.

Le docteur Munoz Tebar fit ensuite la lecture des instructions qu'il avait reçues de M. le Ministre des affaires étrangères pour l'exécution de la Commission, en date du 8 du mois courant, et il communiqua également les instructions verbales qu'il avait reçues du Président de la République dans une conférence qu'il eut avec lui le 7.

Monsieur Juan Bautista Dalla-Costa manifesta ensuite que, pour cause du grand dérangement de santé dont il souffrait, il lui était impossible d'accepter la Commission dans sa partie active; mais qu'il communiquerait aux deux autres commissiounés tout ce qu'il savait, ainsi que ses opinions sur la matière.

Monsieur Santiago Rodil manifesta qu'il acceptait la Commission et en conséquence il prêta par devant le docteur Munoz Tebar, délégué à cet effet par M. le Ministre des affaires étrangères, le serment légal d'obéir fidèlement et exactement à la Constitution et aux lois de la République et de remplir également les devoirs spéciaux de cette charge.

Une nouvelle séance fut décidée pour ce même jour à deux heures de l'après-midi, à laquelle on aurait sous les yeux les différentes cartes et plans des endroits auxquels se rapporte la Commission, et à laquelle on citera M. le capitaine Ricci, personne d'une connaissance pratique de la navigation desdits endroits et possesseur de connaissances spéciales dans la matière de la Commission.

Et la séance fut levée.

Signé : Jesus Munoz TEBAR.
— Juan Bautista DALLA-COSTA.
— Santiago RODIL.

ACTE N° 2.

Le vingt décembre mil huit cent quatre-vingt-six, à deux heures de l'après-midi, se sont réunis : Messieurs le docteur Jesus Munoz Tebar, Juan Bautista Dalla-Costa et Santiago Rodil, Monsieur le capitaine Antonio Ricci étant aussi présent, et il fut procédé à l'examen et à l'étude de divers plans des embouchures de l'Orénoque, afin de se mettre d'accord sur le meilleur plan d'opérations à adopter par la Commission pour l'accomplissement de ses instructions.

Il fut décidé de prendre le petit vapeur *Libertad* pour accompagner le vapeur national *Centenario*, qui est venu aux ordres de la Commission, et d'aller avec les deux vaisseaux à la grande embouchure de l'Orénoque, emmenant à bord le capitaine Ricci ; de laisser le *Centenario* ancré à Pointe Barima et aller en amont du fleuve Amacuro dans le *Libertad* ; de retourner ensuite à Pointe Barima pour y pratiquer les études nécessaires pour l'installation du phare ; de pénétrer ensuite avec le *Libertad* par l'embouchure du Barima, pour arriver à celle du Guaima, en passant par le bras de Morajuana : le vapeur *Centenario* attendra à l'embouchure du Guaima : et enfin, de remonter le Guaima et revenir, pour continuer dans le *Centenario* jusqu'à Georgetown, Démérara, pour y obtenir les derniers renseignements et documents que la Commission se propose de recueillir.

Monsieur Juan Bautista Dalla-Costa manifesta ensuite qu'il croyait qu'il était de la dernière importance pour les futures résolutions à prendre par le gouvernement de Vénézuëla, en vertu des faits dont va s'occuper la Commission, de savoir en toute exactitude, quels sont les endroits où se fait l'actuelle exploitation de mines d'or accordée par le gouvernement de la Guyenne Anglaise, car il croit qu'elle se fait sur le territoire Vénézuélien, et comme la Commission doit aller jusqu'à Démérara pour y terminer ses travaux, il est d'avis qu'elle devrait profiter d'être arrivée jusque-là pour que au moins un des commissionnés, allât jusqu'à l'endroit où se fait ladite exploitation de mines d'or, lequel endroit est situé, dit-on, entre les fleuves Cuyuni et Puruni ; laquelle proposition fut approuvée par la Commission, et la séance fut levée.

Signé : Jesus Munoz TEBAR.
— Juan Bautista DALLA-COSTA.
— Santiago RODIL.

Le capitaine Ricci s'est excusé au dernier moment d'accompagner la Commission.

Signé : MUNOZ TEBAR.
— RODIL.

Etats-Unis de Vénézuëla.

Commission nationale.

ACTE N° 3.

La Commission envoyée par le Gouvernement National à Amacuro, Barima et

autres lieux, suivant une résolution du Ministère des affaires étrangères, du 8 décembre 1886, s'étant constituée le 24 du même mois à une heure de l'après-midi, au village d'Amacuro, elle résolut de citer les citoyens Roberto Wells, Alfonso Figueredo, N. Morgado et Aniceto Ramones, afin de prendre leurs déclarations, relativement aux perquisitions qu'a pour objet la Commission.

Signé : Jesus Munoz TEBAR.
— Santiago RODIL.

ACTE N° 4.

Immédiatement après avoir comparu, le citoyen Roberto Wells, commissaire de ce village, et ayant été informé de l'objet pour lequel il a été cité, il jura de dire la vérité et déclara : Qu'il est vrai que au mois de janvier 1884 il fut emprisonné par un Monsieur Mc. Turk qui se disait Juge de la Colonie anglaise voisine; qu'il fut conduit à la prison de Georgetown, Démérara, où il est resté enfermé deux mois, pendant lesquels il a été mis en jugement par devant les Tribunaux de justice de ladite Colonie; que pour pouvoir recouvrer sa liberté il a dû payer une amende de vingt-cinq piastres fortes à laquelle il fut condamné; qu'il y a réellement sur la rive orientale du fleuve Amacuro, dans ce même village, deux individus nommés Francisco Nunez et George Jeffrie, se disant commissaires nommés par le gouvernement de la Colonie anglaise voisine; qu'ils ont bâti une maison de bois, avec un toit de chaume, qui sert de bureau public : qu'un magistrat anglais est venu le mois avant-dernier, accompagné de plusieurs agents de police armés, dans un garde-côtes portant le drapeau anglais, et a exercé des actes d'autorité dans cette même maison-bureau, sur laquelle le drapeau anglais fut également hissé. Cette déclaration lui ayant été lue, il l'a trouvée conforme et ne l'a pas signée parce qu'il ne sait pas le faire, le citoyen Ernesto Courlaender, capitaine du vapeur national *Libertad* le faisant à sa prière.

Signé : Jesus Munoz TEBAR.
— Santiago RODIL.
— E. COULAENDER.

Par requête de Roberto Wells.

Immédiatement après avoir comparu, le citoyen Aniceto Ramones, navigateur des fleuves Orénoque, Amacuro, Barima et Guaina, et ayant été informé de l'objet pour lequel il a été cité, a prêté serment dans les formes légales, et déclare : Qu'il est vrai qu'il y a une goëlette appelée *Transfer* qui sert comme garde-côtes du gouvernement de la Guyenne Britannique et a fait le voyage à ce village plusieurs fois, amenant à son bord un magistrat anglais et des agents de police armés, avec l'objet spécial de connaître, juger et prononcer sentence sur des causes criminelles et de police, lesquels actes il exerce comme autorité anglaise, dans une maison de bois au toit de chaume, qui sert de bureau public et est située sur la rive orientale de l'Amacuro, dans ce même village, et sur laquelle on hisse le drapeau anglais; que chaque fois que sa balandre, la *Joven Modesta* arrive ici, un commissaire anglais, qui dit avoir été nommé par le gouvernement de la Colonie à Georgetown, Démérara, vient fouiller le vaisseau, et lui défend de vendre les marchandises qui ont été légalement expédiées par la douane maritime de Ciudad Bolivar; que pareille défense lui est faite dans le fleuve Barima, pour lequel motif il est obligé de laisser ses marchandises sur la rive occidentale du fleuve Amacuro, car il ne lui est permis d'aller au bras et au fleuve Barima, que sur lest : que pour pouvoir faire des transactions sur la rive droite de l'Amacuro et dans le fleuve Barima, on lui exige de se munir d'une patente à Georgetown : qu'il sait aussi que le citoyen Roberto Wells a été arrêté dans ce même village et conduit à la prison de Georgetown par un magistrat

anglais qui est venu exprès pour l'arrêter. Cette déclaration lui ayant été lue, il l'a trouvée conforme et a signé.

Signé : Jesus Munoz TEBAR.

— Santiago RODIL.

— Aniceto RAMONES.

A comparu ensuite un citoyen qui a dit se nommer Alfonso Figueredo, Vénézuélien, du village d'Amacuro, et ayant été informé du motif pour lequel il a été cité, il a prêté le serment légal et déclare : Qu'il est vrai qu'au mois de juin de l'année courante, les autorités anglaises ont bâti une maison de bois au toit de chaume sur la rive orientale du fleuve Amacuro, pour leur servir de bureau public; qu'il est vrai que le gouvernement de la Colonie anglaise à Georgetown, Démérara, a nommé Francisco Nunez et George Jeffrie, commissaires de la rive orientale de l'Amacuro, lesquels exercent l'autorité avec ce caractère : que ces commissaires imposent des patentes d'industrie, sans lesquelles ils ne permettent pas de faire des affaires : qu'il est vrai qu'un garde-côtes anglais est venu de Georgetown à ce village, ayant à son bord un magistrat et des agents de police armés. Cette déclaration lui ayant été lue, il l'a trouvée conforme et a signé.

Signé : Jesus Munoz TEBAR.

— Santiago RODIL.

— Alfonso FIGUEREDO.

Nous faisons noter que le citoyen N.-N. Morgado n'a pas fait de déclaration parce qu'il n'a pas été possible de le citer.

Signé : MUNOZ TEBAR.

— RODIL.

ACTE N° 5.

A cette même date, la Commission résolut de passer à la rive orientale du fleuve Amacuro, afin de s'assurer par elle-même de l'existence de la maison que les témoins Wells, Romanes et Figueredo déclarèrent avoir été bâtie comme bureau public par les autorités anglaises de la Colonie voisine, et de savoir si en effet les nommés Francisco Nunez et George Jeffrie avaient été nommés commissaires de police par le gouvernement de Georgetown. Ce qu'ayant fait, la Commission trouva en effet qu'il existe une maison de bois bâtie par ordre et aux frais du gouvernement de la Colonie anglaise voisine; et que deux individus, sujets de Sa Majesté britannique, nommés Francis-Stephen Neame et George Benjamin Jeffry (et non Nunez et Jeffrie, comme ont déclaré les témoins) sont réellement les commissaires de police nommés par un magistrat du Gouvernement Colonial anglais, lesquels, sur notre réquisition nous présentèrent leurs brevets de nomination, qui sont de la teneur suivante :

GUYENNE BRITANNIQUE (SCRAU).

Mandat ordonnance sur les commissaires ruraux, de 1884.

A Francis Stephen Neame, du Fleuve Amacuro, Guyenne Britannique.

Nous, Michael Mc. Turk, un des Magistrats Stipendiaires de Sa Majesté dans et pour la Colonie de Guyenne Britannique, en vertu des pouvoirs et de l'autorité dont nous sommes investi par l'ordonnance sur les Commissaires ruraux de 1884, vous nommons, vous, Francis Stephen Neame, Commissaire rural, et vous expédions (vous ayant trouvé dûment qualifié selon ladite ordonnance, pour être nommé à ce poste) ce mandat qui vous autorise à exercer les fonctions de Commissaire rural dans la Guyenne Britannique.

Fait et signé de notre main ce 6 septembre 1886.

(Signé) : MICHAEL MC. TURK,
Magistrat Stipendiaire.

La Commission désirant avoir une réponse écrite, suivant les instructions qui lui ont été données par le Ministre des Affaires étrangères, résolut d'adresser aux susdits sieurs Neame et Jeffry la note officielle suivante à laquelle fut jointe sa traduction à l'anglais :

« Etats-Unis de Vénézuéla — Amacuro le 24 décembre 1886. — Messieurs Francis Neame et George Jeffry. — Les soussignés, Commissionnés par le Président de la République pour procéder à la réorganisation des Commissariats dans les districts d'Amacuro, Barima et Guaima qui font partie du Territoire Delta, ont été surpris par la nouvelle que vous exercez l'autorité dans ces lieux par ordre et comme représentants du Gouvernement de la Colonie voisine de la Guyenne Anglaise. »

Le territoire qui est compris entre les fleuves Amacuro et Guaima est vénézuélien et n'a jamais été considéré comme étant en dispute avec l'Angleterre. et par conséquent, ce fait de nommer en ces lieux des Agents officiels de la Colonie Anglaise, est un acte de notoire usurpation contre lequel nous protestons au nom du Gouvernement de Vénézuéla.

Nous espérons que vous voudrez bien nous dire quelle est l'autorité qui vous a nommés et à quelle date, et si vous avez reçu l'ordre de vous opposer à ce que les autorités vénézuéliennes l'exercent en ces lieux. — Nous avons l'honneur d'être vos très-obéissants serviteurs. (Signé) : JESUS MUNOZ TEHAR.

SANTIAGO RODIL.

Les susdits Neame et Jeffry répondirent à cette note par celle dont l'original ci-joint marqué avec la lettre A, dont la traduction est comme suit :

FLEUVE AMACURO. — GUYENNE BRITANNIQUE.

24 décembre 1887.

Messieurs,

Les soussignés ont reçu la note officielle, datée du 24 décembre 1886 par laquelle vous nous exigez une réponse sur nos nominations, faites par le Gouvernement Anglais de Georgetown, Démérara; et nous avons l'honneur de vous dire que, en effet, nous avons été nommés par M. Michael Mc. Turk, un des Magistrats Stipendiaires de Sa Majesté (*one of Her Majesty's Stipendiary Magistrates*) dans et pour la Colonie de la Guyenne Britannique, comme vous avez pu le voir par les brevets, signés par le susdit Michael Mc. Turk, que nous vous avons montrés.

Nous vous informons aussi que le soussigné, Francis Stephen Neané, a exercé les fonctions de Commissaire rural de police depuis le 4^{er} mars 1883, et le soussigné, George Benjamin Jeffry a été nommé Commissaire rural de police depuis le 6 septembre 1886, dans le fleuve Amacuro.

Nous n'avons reçu aucun ordre d'intervenir avec les autorités vénézuéliennes qui sont situées sur la rive gauche, en aval du fleuve Amacuro, mais nous avons l'autorisation d'empêcher qu'aucune embarcation vénézuélienne ne rende du rhum ou autres liqueurs spiritueuses sur les territoires Britanniques, dans lequel cas, un vaisseau quelconque qui vende du rhum sans avoir une licence de notre Gouvernement, peut être saisi en tout temps.

Nous sommes, Messieurs, vos très-obéissants serviteurs,

(Signé) : FRANCIS STEPHEN NEAME,
G.-B. JEFFRY.

Messieurs le Docteur Jesus Munoz Tehar et Santiago Rodil.

En vue de cette réponse et dans l'accomplissement d'une des instructions reçues par elle, la Commission fit une manifestation publique par devant les habitants de ce village, à l'effet que Vénézuéla, et non Sa Majesté Britannique, est le souverain de ces contrées.

(Signé) : JESUS MUNOZ TEHAR.
SANTIAGO RODIL.

ACTE N° 6.

Ce jourd'hui, 25 décembre 1886, la Commission ayant résolu de passer au canal et au fleuve de Barima, dans l'accomplissement de ses instructions, ratifia la nomination du Citoyen Roberto Wells comme Commissaire de police de la rive occidentale du fleuve Amacuro, qui depuis des années a tenu cet emploi à l'entière satisfaction du Gouvernement de Vénézuéla, et nomma le Citoyen Alfonso Figueredo Commissaire de police de la rive orientale du dit fleuve, la Commission leur ayant expédié les brevets de nomination respectifs.

(Signé) : JESUS MUNOZ TEBAR.

SANTIAGO RODIL.

ACTE N° 7.

La Commission s'étant constituée à la même date à bord du vapeur national *Centenario*, à l'ancre en face de Pointé Barima, elle résolut de nommer le citoyen Léon Silva, commissaire des villages situés sur la rive Nord du bras de Barima, et le citoyen Pedro Farreras, commissaire des villages situés sur la rive Sud du même; les brevets de nomination respectifs leurs ayant été expédiés.

Immédiatement après, la Commission décida de se transporter à bord du vapeur national *Libertad* pour parcourir le bras de Barima et pénétrer dans le fleuve Aruca.

(Signé) : JESUS MUNOZ TEBAR.

SANTIAGO RODIL.

ACTE N° 8.

Ce même jour, le 25 décembre 1886, s'est constituée de nouveau la Commission, à 5 heures de l'après-midi, dans le village d'Aruca, situé sur les deux fleuves du même nom; et ayant appris qu'il y avait un commissaire de police nommé par autorité du Gouvernement de la Colonie Anglaise voisine, elle le fit rechercher. Le sieur Alexandre Orderson, habitant du village, déclara que, en effet, il y a dans le village d'Aruca un individu du nom de Harrington, qui y exerce l'autorité comme Commissaire de Police (*Constable*), nommé par Monsieur E. F. Jm. Thurn, Juge de Paix à Macarena sur le fleuve Pomarón; mais que pour le moment le dit Harrington est absent, à Georgetown; que celui-ci exerce ces fonctions depuis trois mois, époque à laquelle fut commis l'assassinat d'un *coolî* (naturel de l'Indostan); que le juge de Paix, Monsieur Jm. Thurn (Stipendiary Magistrate) vint exprès pour juger l'assassin (un indien nommé Samuel); et qu'il le mena ensuite à Georgetown, où il fut condamné par les tribunaux de justice à cinq ans d'emprisonnement dans la prison du Mazaruni.

En réponse à la question à lui posée par la Commission, à savoir, si les habitants ne savaient pas que ces contrées appartiennent à Vénézuéla, Monsieur Orderson dit que, jusqu'à l'époque de l'arrivée de quelques Américains de la Compagnie Manoa dans ces lieux tous les habitants s'y considéraient comme étant sur territoire vénézuélien; que depuis cette époque des agents du Gouvernement de la Colonie Anglaise voisine leur avaient fait savoir que ce territoire appartient à Sa Majesté Britannique; que lui-même avait des relations mercantiles sur l'Orénoque, mais que les autorités anglaises ont défendu d'apporter des marchandises de Vénézuéla, pour les vendre, spécialement du rhum et du tabac. Ces renseignements furent confirmés par les sieurs Pascual Moreno, Edward Harding et William Peters, habitants spécialement de ce village.

Les habitants du village s'étant réunis en grand nombre chez Monsieur Orderson, à l'occasion d'une fête, la Commission profita de cette circonstance pour leur signifier que Vénézuéla, et non Sa Majesté Britannique, est le souverain de tout ce territoire; et que, par conséquent, le Gouvernement de la

Colonie Anglaise n'a aucun droit d'y exercer des actes d'autorité, contre lesquels la Commission protesta au nom du Gouvernement de Vénézuéla.

La Commission expédia ensuite au citoyen José Pascual Moreno la nomination de Commissaire du village d'Aruca, sur les deux rives du fleuve de ce même nom.

La Commission fait noter qu'il n'y a, à cet endroit, aucun bâtiment public construit par le Gouvernement anglais.

La Commission décida ensuite de retourner à l'embouchure du canal de Morajuana pour continuer le jour suivant par ce canal jusqu'au fleuve Guaima.

(Signé) : JESUS MUNOZ TEBAR.
SANTIAGO RODIL.

ACTE N° 9.

La Commission employa la journée du 26 décembre à parcourir le canal de Morajuana, dans lequel elle entra à cinq heures du matin, et à remonter le fleuve Guaima, passant par les villages de Cucurital et Bouche du fleuve Paraman, à la recherche du village de Cuapana où, dit-on, il y a une église et une école établies par les autorités anglaises, et auquel on ne put arriver, quoiqu'on naviguât jusqu'à sept heures du soir, heure à laquelle le vapeur *Libertad* fut amarré à la rive du dit fleuve pour y attendre le jour suivant.

(Signé) : JESUS MUNOZ TEBAR.
SANTIAGO RODIL.

ACTE N° 10.

Ce jourd'hui, 27 décembre 1886, la Commission s'est constituée au village de Cuabana, situé sur la rive droite du fleuve Guaima, où il y a une chaumière qui sert d'église protestante et en même temps d'école publique.

Le Gouvernement anglais n'a aucun Commissaire de police à cet endroit; mais Jacobus Ingles dit qu'il y en a un, nommé par ce Gouvernement, au village de Guaramuri, situé sur la rive du fleuve Moroco.

La Commission fait remarquer que tous les habitants de ce village sont des indiens Guaicas, qui conservent toujours leur propre langue.

Les soussignés signifièrent au maître Jacobus Ingles, qu'ils étaient venus là, Commissionnés par le Président de la République, pour faire savoir aux habitants de ces villages que les territoires sur lesquels ils sont situés appartiennent à Vénézuéla et non à Sa Majesté Britannique, et lui exigèrent de notifier ceci aux indigènes qui habitent le village.

La Commission observe que dans les registres de mariages tenus par les missionnaires, ce village est appelé Saint-Agathas Kwabannch dans la paroisse du fleuve Guaima, Comté de l'Essequibo.

(Signé) : JESUS MUNOZ TEBAR.
SANTIAGO RODIL.

ACTE N° 11.

Ce même jour, 27 décembre, la Commission expédia les nominations de Commissaires suivantes : au sieur Francisco Agrela, pour le village de la Bouche du canal de Paraman; et à Prospero Maria Cedeno pour le village de Cucurital, tous les deux sur les rives du fleuve Guaima.

(Signé) : JESUS MUNOZ TEBAR.
SANTIAGO RODIL.

ACTE N° 12

La Commission s'étant constituée le 28 décembre 1886 à bord du vapeur national *Libertad*, ancré en face du village de Morajuana, situé sur les deux rives du canal de même nom, elle décida d'expédier la nomination de commissaire au citoyen José Ignacio Garcia, lequel fut notifié, afin qu'à son tour il en notifiât tous les habitants, que ce territoire n'appartient pas au Gouvernement de Sa Majesté Britannique, mais bien à celui de Vénézuéla.

Signé : JESUS MUNOZ TEBAR.

— SANTIAGO RODIL.

ACTE N° 13

Ce même jour, le 28 décembre 1886, la Commission, installée à bord du vapeur national *Centenario*, ancré en face de Pointe Barima, et prenant en considération les difficultés qu'éprouverait le Gouvernement national à se mettre en communication fréquente avec les commissariats établis par les sous-signés, et voyant l'avantageuse position du village de Curiapo, situé sur la Grande Bouche de l'Orénoque, pour en faire le chef-lieu desdits commissariats, décida de nommer un habitant de ce village maire (*Jefe Civil*) du même et de tout le territoire, qui comprend les commissariats réorganisés par la Commission; et, à cet effet, elle expédia ce titre au citoyen Aniceto Ramones, lequel a rendu d'utiles services à la commission, l'ayant accompagnée dans toutes ses excursions comme pilote des fleuves Amacuro, Barima, Aruca et Guaima.

Il fut ensuite décidé d'adresser le télégramme suivant au Président de la République, lequel sera porté à Ciudad Bolivar par le capitaine du vapeur national *Libertad* qui part ce soir pour ledit port.

« Illustre Américain, Président de la République à Caracas,

« Nous avons trouvé sur la rive orientale du fleuve Amacuro une maison bâtie par les Anglais pour servir de bureau public, ainsi que deux commissaires dont la nomination a été faite par les autorités de la Colonie voisine. Nous avons une réponse écrite de ceux-ci. Sur le bras de Barima, le fleuve Barima et le canal de Morajuana, il n'y a que quelques fermes (*conucos*) isolées. Sur l'Aruca, un des affluents du Barima, il y a un village considérable, avec un commissaire anglais, que nous n'y trouvâmes pas parce qu'il était allé à Georgetown. Nous remontâmes le Guaima à plus de cent cinquante milles, jusqu'au village de Cuabana. Il y a là une chaumière qui sert d'église et d'école; il n'y a pas de commissaire à cet endroit et le missionnaire n'y était pas, mais le maître d'école était là. Nous avons proclamé publiquement à tous ces endroits, que le territoire appartient à Vénézuéla et non à Sa Majesté Britannique. Nous avons dressé procès-verbal de tout ceci. Nous avons nommé dix commissaires. Le *Libertad* retourne à Bolivar avec cette dépêche pendant que nous allons jusqu'à Georgetown dans le *Centenario*. L'emplacement du phare sur cette Pointe a été étudié. »

Signé : JESUS MUNOZ TEBAR.

— SANTIAGO RODIL.

Cette même dépêche a été adressée à M. le Ministre des affaires étrangères.

Signé : JESUS MUNOZ TEBAR.

— SANTIAGO RODIL.

ACTE N° 14

La Commission s'étant constituée le 1^{er} janvier 1887 à bord du vapeur national *Centenario*, ancré dans le fleuve Demerara, en face de Georgetown, elle résolut d'envoyer la note suivante au Consul de Vénézuéla à cette ville.

A bord du vapeur de guerre vénézuélien *Centenario* ancré dans le fleuve Demerara, en face de Georgetown, le 1^{er} janvier 1887.

Monsieur le Consul de Vénézuéla à Georgetown,

Nous, les soussignés, sommes venus comme vous avez pu le voir par les lettres de créance que nous vous avons présentées, en Commission du Président de la République, pour étudier et exécuter certaines affaires, que nous venons vous exposer par la présente.

La navigation sur l'Orénoque, qui se fait déjà par de nombreux vaisseaux, le réclamant avec une grande urgence, le Président de la République a décidé de faire construire immédiatement un phare à Pointe Barima, et ceci est un des objets de notre Commission.

Mais comme en outre le Gouvernement a reçu avis qu'il y a sur les fleuves Amacuro, Barima, Guaima et autres, des individus qui disent être des commissaires nommés par les autorités de cette Colonie anglaise, le Président a également ordonné l'investigation de ces faits et la réorganisation des commissariats dans les villages situés sur les rives des fleuves mentionnés ; et ceci est encore un des objets qui ont été confiés à notre commission.

En vertu des instructions que nous avons reçues. et après avoir commencé les travaux préparatoires pour la construction du phare à Pointe Barima, nous avons parcouru le fleuve Amacuro, le bras de Barima et le canal de Morajuana, ainsi que les fleuves Barima, Aruca et Guaima. Et en effet, Monsieur, nous avons trouvé dans le village d'Amacuro, une maison de bois, au toit de chaume, qu'on nous dit avoir été construite par ordre des autorités de cette Colonie, ainsi que deux individus qui nous présentèrent leurs brevets de *Constables*, signés par Michael Mc. Turk, *Stipendiary Magistrate*. Au village d'Aruca, les habitants nous dire que là aussi il y avait un *Constable* que nous ne rencontrâmes pas parce qu'il était venu à cette ville. A Cuabana, au bord du fleuve Guaima, un missionnaire, le Révérend Walter Heard, a construit, il y a sept ans, aux frais de la population, une cabane qui sert d'église et en même temps d'école, dont le maître est payé par une congrégation religieuse ; mais sur les registres de mariage, etc., etc., qu'on y tient, il est dit que ce village appartient au comté de l'Essequibo.

Dans tous ces villages, et suivant les ordres que nous a communiqués le Président de la République, nous avons protesté au nom de Vénézuéla contre tous ces actes, et avons notifié aux habitants que ces contrées appartiennent à Vénézuéla et non à Sa Majesté Britannique.

Nous vous ferons, Monsieur le Consul, une très rapide relation des faits promineuts de cette affaire.

Vous savez que la question des limites entre la Guyenne vénézuélienne et la Guyenne anglaise est pendante. Vénézuéla a toujours soutenu que ses limites étaient la rive gauche de l'Essequibo ; mais depuis 1803 la Grande-Bretagne, alléguant l'existence de Forts Hollandais de l'autre côté de l'Essequibo, s'empara d'une portion considérable de territoire.

Vénézuéla a constamment protesté depuis longtemps contre de tels procédés, et a demandé une convention de limites entre les deux pays.

L'ingénieur Schomburgk qui, en 1841, visita le pays, fixa les limites excessivement capricieuses, car elles n'étaient appuyées sur aucun fait antérieur, ni sur aucun document, mais seulement sur des considérations purement géographiques. Il plaça une guérite, des poteaux et autres marques de domaine à Pointe Barima. Les opportunités et justes réclamations de Vénézuéla contre de telles prétentions obtinrent qu'elles fussent rejetées, et des négociations pour un traité de démarcation furent ensuite commencées. Le Plénipotentiaire de Vénézuéla proposa que celle-ci commençât à l'Essequibo, et lord Aberdeen au Maroc. La mort du Plénipotentiaire de Vénézuéla, M. le docteur Fortique, vint malheureusement interrompre cette négociation.

En 1881, lord Granville désista de la ligne de son prédécesseur et demanda que celle-ci commençât plus haut que le Maroc, à vingt-neuf milles à l'est de

la rive orientale du fleuve Barima. Vénézuéla n'a pas accepté cette proposition et demande l'arbitrage comme le moyen le plus raisonnable de mettre un terme à ces affaires entre deux nations qui ont toujours conservé, comme elles les conservent aujourd'hui, des relations d'amitié, les plus franches et les plus sincères.

Il existe une convention, proposée le 18 novembre 1830 par M. Wilson, chargé d'affaires de l'Angleterre à Caracas, lequel, à cause de la rumeur qui circula qu'il était question d'ériger un fort à Pointe Barima, déclara, au nom de son Gouvernement, que celui-ci n'avait nullement l'intention d'occuper ni d'empiéter sur le territoire en dispute, ni n'ordonnerait ni ne sanctionnerait de telles occupations ou empiètements de la part de ses autorités, et il exigea et obtint une déclaration analogue du Gouvernement de Vénézuéla. Mais nous devons vous faire remarquer, Monsieur le Consul, que Vénézuéla n'a jamais considéré comme territoire disputable les contrées arrosées par le fleuve Amacuro, Barima et Guaima.

Il est évident, Monsieur, que l'Angleterre ne s'est jamais considérée co-propiétaire, avec Vénézuéla, des bouches de l'Orénoque; de plus, l'Amacuro s'embouche plus haut que la grande embouchure de ce fleuve, et la Pointe Barima est dans le grand fleuve, et le bras de Barima, avec le canal de Morajuana forment une embouchure de l'Orénoque sur sa rive droite vers l'Est, en tout semblable à celle formée sur sa rive gauche, vers le Nord, par le Macareo, le Pedernales et autres canaux qui versent dans le golfe de Paria, et constituent tous ensemble le grand Delta de ce fleuve, dont Vénézuéla est le seul et unique propriétaire.

Comme une des nombreuses preuves que possède Vénézuéla de ce que l'Angleterre a coïncidé avec ces idées, nous vous envoyons ci-joint une copie de la note écrite le 26 mai 1836 par la légation Britannique à Caracas, et par laquelle celle-ci demandait avec instance l'érection d'un phare à Pointe Barima.

Les dernières nouvelles récemment reçues par le Gouvernement de Vénézuéla disent qu'on exploite actuellement des mines d'or sur notre territoire, situé entre les fleuves Cuyuni, Mazaruni et Puruni, et qu'on a déjà exporté des grandes quantités de ce minéral par la douane de cette ville.

Une des instructions qu'a reçues la Commission confiée aux soussignés est, dans le cas où il fût démontré que les dernières invasions sur notre territoire fussent vraies, ce qui a été démontré, de venir à cette ville vous les exposer, ce que nous faisons par cette note, afin que vous les fassiez parvenir à Son Excellence le Gouverneur de la Colonie, avec prière de nous envoyer une réponse sur les faits que nous vous avons exposés.

Aussitôt que nous aurons reçu cette réponse, que vous voudrez bien vous procurer le plus tôt possible, nous retournerons au Vénézuéla.

Vous voudrez bien, en outre, Monsieur le Consul, nous communiquer dans une note tout ce que vous saurez relativement à cette affaire, en y joignant tous les documents que vous pourrez vous procurer.

Nous sommes, avec la plus grande considération, vos dévoués serviteurs.

Signé : JESUS MUNOZ TEBAR.
— SANTIAGO RODIL.

ACTE N° 45

La Commission s'étant constituée le 8 janvier 1887, à bord du vapeur national *Centenario*, ancré dans le fleuve Démérara en face de Georgetown, on procéda à la lecture de la note suivante envoyée par le Consul de Vénézuéla.

CONSULAT DES ÉTATS-UNIS DE VÉNÉZUELA

Georgetown, Démérara, le 8 janvier 1887.

Messieurs les Commissionnés, docteur Jesus Munoz Tebar
et Santiago Rodil

Messieurs,

Le 1^{er} du mois courant, j'eus l'honneur de recevoir votre communication de même date, mais, comme je n'ai pas encore reçu mon exequatur, j'ai dû demander au Gouvernement de la Colonie l'autorisation d'exercer les fonctions de mon emploi, laquelle autorisation m'a été accordée, après certaines formalités, le 5 du mois courant; ce même jour j'ai envoyé à M. le Gouverneur de cette Colonie une copie certifiée, avec traduction de la susdite note. Le lendemain 6 courant, j'ai reçu la réponse de M. le Gouverneur, dont je vous envoie ci-inclus l'original après en avoir pris une copie pour les archives de ce Consulat.

Je ne puis ajouter que très peu, sinon rien, à ce que vous savez déjà officiellement, Messieurs. La seule chose que je dois faire remarquer est la manière dont cette affaire de limites a été résolue par le Gouvernement de la Grande-Bretagne. Il se trouve aujourd'hui des autorités constituées aux endroits les plus importants du territoire usurpé, notamment dans le district des mines, situé entre les fleuves Cuyuni, Essequibo, Mazaruni et Puruni, où il y a actuellement une population mineure de trois à quatre mille hommes.

D'après le dernier compte-rendu de la douane, il a été exporté par cette douane, dans l'année qui vient de finir, à peu près 6,518 onces d'or, contre 936 qui furent exportées l'année précédente. Tout cet or est de l'or de terre glaise. Je vous envoie ci-joint plusieurs journaux, spécialement les officiels des derniers mois, dans lesquels vous pouvez voir des nouvelles sur cette affaire de mines et de limites.

Je suis, Messieurs, avec la plus haute considération, votre très dévoué serviteur.

Signé : MANUEL L. R. ANDRADE.

La note du Gouvernement de la Colonie, dont fait mention la dépêche précédente est comme suit :

GUYENNE BRITANNIQUE

En répondant, mentionner la date de cette note et le n° 141 (seccau du Gouvernement).
Bureau du Secrétaire du Gouvernement.

Georgetown, Démérara, le 6 janvier 1887.

Monsieur,

Son Excellence le Gouverneur m'a chargé de vous accuser réception de votre note du 5 courant, par laquelle vous annoncez l'arrivée à ce port le 31 du mois dernier, de la Canonière vénézuélienne *Centenario*, ayant à son bord Messieurs le docteur Jesus Munoz Tebar et Santiago Rodil.

En même temps vous envoyez une note officielle par laquelle ces Messieurs vous communiquent l'objet de leur visite à la Guyenne Britannique.

En réponse à votre note, j'ai l'ordre de m'en rapporter à l'avis daté du 21 octobre 1886, publié dans la Gazette Officielle par ordre du Gouvernement de Sa Majesté, dont copie ci-inclus, et de dire que les districts auxquels se rapporte la note officielle que vous envoyez, sont compris dans les limites établies par les termes dudit avis et font partie de la Colonie de la Guyenne Britannique.

J'ai l'honneur d'être, Monsieur, votre très dévoué serviteur.

Signé : CHAS. BRUCE.

Je certifie que la signature qui précède a été écrite de la main de Charles Bruce, secrétaire général du Gouvernement de cette Colonie.

Consulat des Etats-Unis de Vénézuéla à Georgetown, Démérara, le 7 janvier 1887.
 Signé : MANUEL L. R. ANDRADE.

Copié de la *Gazette de Londres*, du 22 octobre 1885. — Bureau colonial, Downing-Street, le 21 octobre 1886. — Colonie de la Guyenne Britannique.

Attendu que les limites entre la Guyenne Britannique, Colonie de Sa Majesté et la République de Vénézuéla sont en dispute entre le Gouvernement de Sa Majesté et celui de Vénézuéla. Et attendu que le Gouvernement de Sa Majesté a reçu avis que des concessions de terrains dans le territoire réclamé par le Gouvernement de Sa Majesté comme faisant partie de ladite Colonie, ont été faites ou doivent être faites par le Gouvernement de Vénézuéla ou en son nom, il est proclamé que, aucun titre ou droit sur des terrains, ou qui puissent affecter un terrain quelconque dans le territoire réclamé par le Gouvernement de Sa Majesté comme faisant partie de la Guyenne Britannique, provenant du Gouvernement de Vénézuéla ou par son entremise ou celle d'un employé ou personne autorisée par ledit Gouvernement, ne sera admis ni reconnu par Sa Majesté ni par le Gouvernement de la Guyenne Britannique, et que toute personne prenant possession desdits terrains ou y exerçant un droit quelconque sous prétexte de ces titres, sera poursuivie selon les lois de la Colonie comme violateur du droit de propriété.

A la bibliothèque du bureau colonial, Downing-Street, au bureau du secrétaire du Gouvernement à Georgetown (Guyenne Britannique), se trouve une carte sur laquelle on peut voir les limites entre la Guyenne Britannique et Vénézuéla, telles que le Gouvernement de Sa Majesté les réclame. »

Je certifie que la précédente est une copie exacte, prise de la *Gazette de Londres*.
 Signé : CHAS. BRUCE.

CONSULAT DES ÉTATS-UNIS DE VÉNÉZUÉLA

Je certifie que la signature qui précède a été écrite de la main de Charles Bruce, secrétaire général du Gouvernement de cette Colonie.

Signé : MANUEL L. R. ANDRADE.

La Commission, considérant que par la réception des notes précédentes l'objet pour lequel elle a été envoyée par le Gouvernement national a été accompli, décida de considérer ses travaux comme finis et de retourner à Vénézuéla pour en rendre compte au Président de la République.

Signé : JESUS MUNOZ TEBAR.

— SANTIAGO RODIL.

M. Diégo Urbaneja à M. Saint-John.

Caracas, le 26 Janvier 1887.

Excellence,

Conformément à la communication faite à Votre Excellence par ce Ministère le 7 décembre dernier, le Président de la République envoya à Barima et à d'autres points, dans les buts déjà indiqués, Messieurs l'ingénieur Docteur Jesus Munoz Tebar et le Général Santiago Rodil.

Le Chef de la Commission, qui est depuis peu de retour ici, en a porté les résultats à la connaissance du Gouvernement.

Malheureusement les graves nouvelles qui motivèrent cette mesure, ont été confirmées.

D'abord, les commissaires ont trouvé au hameau de la rive droite de l'Amacuro deux *Constables*, Messieurs Francis Stephen Neame et G. B.

Jeffrey. Ils ont fait voir leurs brevets de *Rural Constables* expédiés par M. Michael Mc. Turk, soi-disant magistrat stipendiaire de Sa Majesté dans et pour la Colonie de la Guyenne Britannique, le 1^{er} mars 1885 et le 6 septembre 1886 respectivement. En répondant à une communication des commissaires, les *Constables* leur ont assuré qu'ils n'avaient pas reçu d'instructions pour s'opposer aux autorités Vénézuéliennes de la rive gauche qui descendissent l'Amacuro ; mais qu'ils avaient l'autorisation d'empêcher tout bateau Vénézuélien de vendre du rhum ou des liqueurs spiritueuses en territoire Britannique, et ils ajoutèrent que tout bateau vendant du rhum sans la permission requise, accordée par son Gouvernement (celui de Démerara) pourrait être saisi à n'importe quel temps.

Dans le même hameau d'Amacuro la Commission a pris des déclarations jurées au commissaire Vénézuélien Monsieur Robert Wells et à Messieurs Aniceto Ramones et Alfonso Figueredo. Leurs dépositions ont corroboré la capture et l'enlèvement du premier sur ce lieu-là, sa conduction à Georgetown et sa mise dans la prison de cette ville pendant deux mois, son procès et sa condamnation à l'amende de vingt-cinq piastres ; et ils ont constaté en outre le fait de l'existence d'une maison en bois avec toit de paille qui sert de bureau public, qui fait parade du drapeau Anglais, et qui a été bâtie par ordre et aux dépens du Gouvernement Colonial et qui a été vue par les commissaires. On a aussi constaté de même qu'un garde-côtes Anglais appelé *Transfer* a fait plusieurs voyages à Amacuro et y a mené un magistrat Britannique et des agents de police armés, dans le but de connaître et de décider des causes criminelles et de police ; et qu'à Amacuro, aussi bien qu'à Barima on examine les bateaux légalement expédiés de Ciudad Bolívar et on leur défend de vendre les marchandises, et de se rendre au bras de Barima, si ce n'est sur l'est, et on leur exige d'obtenir à Georgetown une patente pour faire le négoce.

Les commissaires se sont rendus à la rive droite de l'Amacuro, où ils sont entrés en communication verbale et par écrit avec les susdits *Constables*. Ensuite ils sont allés au hameau d'Aruca où on leur a dit qu'il y avait un *Constable* appelé Harrington, alors absent, et qu'un juge de paix y avait été trois mois auparavant au sujet de l'assassinat d'un *coolie*, dont l'auteur fut emprisonné et mené à Georgetown pour y être jugé. Il fut condamné à cinq ans de bague. A Cuabana, groupe de maisons situé sur la rive droite de la rivière Guaima, ils trouvèrent un *caney* (hangar) servant d'église protestante et d'école publique, érigé sous la direction du missionnaire Walter Heard. Au registre de mariages y tenu, il est dit que cet endroit appartient au comté de l'Essequibo. On n'y trouva aucun constable ; mais, au dire du maître d'école, Monsieur Jacobus Ingles, le Gouvernement Colonial en a un au hameau de Guaramuri, sur la côte de la rivière Moroco.

La Commission a avéré de même que les mines d'or dans notre territoire situé entre les rivières Cuyuni, Mazaruni, et Puruni sont en exploitation sur une autorisation Anglaise, et qu'une grande quantité de ce minéral a déjà été exportée par la douane Anglaise.

Enfin la Commission s'achemina à Georgetown, et là par l'entremise du Consulat de Vénézuéla, elle porta à la connaissance du Gouverneur de Démerara les objets de son voyage, ce qu'elle avait fait pour s'en acquitter et les violations du territoire de Vénézuéla qu'elle avait mises au jour. Monsieur le secrétaire de ce fonctionnaire Britannique se contenta d'y répondre le 6 courant qu'il s'en rapportait à l'avis publié dans la *Gazette de*

Londres le 21 octobre 1886, dont il accompagna une copie, et qu'il faisait observer que les districts auxquels la note officielle de la Commission avait trait, étaient compris dans les limites établies par les termes de l'avis, et qu'ils font partie de la Colonie Guyenne Britannique.

Dans l'avis il est proclamé et notifié que, attendu que les limites de la Guyenne Britannique, colonie de Sa Majesté, et la République de Vénézuéla, sont en dispute entre le Gouvernement de Sa Majesté et le Gouvernement de Vénézuéla, et attendu qu'il est parvenu à la connaissance du Gouvernement de Sa Majesté que le Gouvernement de Vénézuéla a fait ou se propose de faire des concessions de terres dans le territoire réclamé par le Gouvernement de Sa Majesté, on n'admettra ni ne reconnaîtra pareils titres et on jugera comme violateur de propriétés d'après les lois de la colonie, toute personne qui prendrait possession de ces terres ou qui y exercerait un droit quelconque sous prétexte de ces titres. Enfin il y est dit qu'on peut voir, soit à la bibliothèque du bureau colonial, Downing Street, soit à la Secrétairerie du Gouvernement à Georgetown, Guyenne Britannique, une carte donnant les limites entre la Guyenne Britannique, et le Vénézuéla réclamées par le Gouvernement de Sa Majesté.

On ne comprend pas pourquoi ces limites ne sont pas spécifiées dans l'avis lui-même, au lieu de les écrire sur une carte détachée de la notification avec laquelle elles sont liées.

Or, en vue de ces faits, il ne reste plus le moindre doute qu'un territoire étendu de Vénézuéla, et la grande artère au nord du continent de l'Amérique méridionale, l'Orénoque, est par le fait sous l'autorité du Gouvernement Britannique, sur le fondement fragile de l'existence d'une dispute de limites entre la République et Sa Majesté Britannique. La conclusion logique de l'existence d'une controverse sur la propriété de terres et d'eaux devrait être tout au plus la convenue de neutraliser d'un commun accord les endroits disputés, tant que la décision en serait pendante. Mais qu'un des contendants à lui seul et au mépris des droits de l'autre, arrête de s'approprier la chose en litige, c'est dans le sens de toute jurisprudence une violation injustifiable du plus sacré droit des nations, c'est une atteinte mortelle à la Souveraineté de la République. La Grande Bretagne a blâmé dans un cas analogue le propre fait qu'elle exécute aujourd'hui envers le Vénézuéla.

Conformément à l'ordre expédié par le Roi d'Espagne en 1768, la province de Guyenne touchait du côté du sud à l'Amazone et du côté de l'est à l'Atlantique. Aussi les acquisitions d'autres puissances dans ces limites n'ont été valides qu'autant que le consentement postérieur de cette monarchie les ait légitimées. A l'égard des Pays-Bas, aux droits desquels la Grande-Bretagne a succédé, il n'a été laissé dans son pouvoir, de la contrée susdite que les établissements d'Essequibo, de Démerara, de Berbice et de Surinam, dont les Hollandais s'étaient emparés pendant leur longue guerre avec leur ancienne métropole, à laquelle le traité de Munster de 1648 a mis fin. Que les Hollandais ne possédaient alors d'autres colonies que celles-là, est confirmé par la convention d'extradition conclue à Aranjuez entre l'Espagne et les Pays Bas vers la fin du 18^e siècle, le 23 juin 1791, qui n'en énumère pas d'autres. Il est à remarquer que les Hollandais n'ont pu continuer d'avancer sur les possessions Espagnoles, car le 6^e article du traité de Munster leur a défendu d'y naviguer et d'y trafiquer. Malgré cela, ils ont continué d'avancer ; mais, loin de consentir à de nouveaux empiètements, l'Espagne eut recours aux armes pour les repousser. Lord Aberdeen lui-

même, dans sa note à Monsieur Fortique du 30 Mars 1844, a rappelé qu'en 1797, elle attaqua le fort de la Nouvelle Zélande ; son insuccès ne tire pas à conséquence. Il n'est pas question de prouver la supériorité de ses forces sur la garnison des Hollandais ; mais bien son opposition à leurs avances. Par conséquent tout ce qui dépassait l'Essequivo, était hors de la juridiction de la Hollande. D'ailleurs elle ne céda à la Grande-Bretagne en 1814 que les établissements d'Essequibo, de Démerara et de Berbice.

En 1844 Lord Aberdeen proposa la limite du Moroco.

En 1881 Lord Granville présenta au Vénézuéla une ligne qui commençait à 29 milles à l'est de la rive orientale du Barima.

En 1886 Lord Rosebery demandait une frontière qui commençât sur la côte de la mer vers l'ouest de la rivière Guaima

En 1868 le Gouverneur de Démerara, dans un décret sur division de registres, n'en établissait aucun autre plus septentrional que celui du Pomaron.

Ce ne fut que le 6 Novembre 1886 que, en dérogeant à ce décret par ordre du Gouvernement de Sa Majesté, il établit de nouvelles divisions qui s'étendent jusqu'à la rive orientale de l'Amacuro.

Ce fut aussi en 1885 et en 1886 qu'il nomma des *Constabbes* pour l'Amacuro.

En 1841 l'ingénieur Schomburgk traga capricieusement les limites que réclame aujourd'hui le Gouvernement de Sa Majesté, en plaçant des poteaux et d'autres signes.

La République s'alarmant par un tel fait, le Gouvernement envoya à Demerara deux commissaires pour en exiger des explications et ordonna à son Ministre à Londres de réclamer qu'on fit enlever les marques.

Monsieur le Gouverneur de Démerara dit aux commissaires que, comme les limites étaient réellement indéfinies et en question, l'opération de Monsieur Schomburgk n'avait été ni n'avait pu être faite dans l'esprit d'en prendre possession, mais comme un simple tracé de la ligne à présumer de la part de la Guyenne Britannique ; et que par conséquent, tant que les limites resteraient indéterminées, le Gouvernement Vénézuélien devait confier qu'on ne ferait bâtir aucun fort sur le terrain en question, et qu'on n'y enverrait ni troupes ni force quelconque.

De son côté Lord Aberdeen répondit que les marques placées par Monsieur Schomburgk sur quelques points du pays qu'il avait explorés, n'étaient qu'une démarche préliminaire à discuter à l'avenir entre les deux Gouvernements ; que c'était le seul moyen tangible de se préparer à discuter la question de limites avec le Gouvernement de Vénézuéla ; qu'elles avaient été fixées dans ce but exprès et *non pas*, comme le Gouvernement de Vénézuéla en faisait voir la crainte, *dans l'intention d'indiquer domaine et empire de la Grande Bretagne*. Il ajouta qu'il s'était réjoui d'apprendre par une note de Monsieur Fortique, que les deux commissaires envoyés par ce Gouvernement à la Guyenne Anglaise eussent pu s'assurer, par les renseignements du Gouverneur de cette colonie, que des autorités Britanniques n'avaient pas occupé la Pointe Barima. On écrivit cela le 11 décembre 1844.

Peu de temps après, le 31 janvier 1842, Lord Aberdeen ordonna l'enlèvement des marques, afin de mettre un terme au malentendu qui régnait au Vénézuéla à l'égard de l'objet de la reconnaissance de Monsieur Schomburgk, et en tenant compte des représentations réitérées de Monsieur Fortique.

Concilier le procédé d'alors, qui mettait en évidence l'impossibilité de prendre possession du territoire pendant la controverse, et le fait d'aujourd'hui, par lequel le Gouvernement Britannique s'est arrogé le domaine de ce qu'il dit réclamer, voilà ce qui surpasse l'intelligence du Vénézuélien.

Je dois ici constater qu'il n'a jamais entendu qu'on lui contestât la propriété des lieux situés en deçà de l'embouchure du Pomaron, mais seulement celle des lieux sis entre cette rivière et l'Essequibo ; et cela ressort clairement de la proposition de Lord Aberdeen, qui se contentait de la bouche du Moroco comme limite occidentale des possessions Britanniques.

Mais quand même on admettrait à titre d'argument que le terrain en litige fût d'une plus grande étendue, la Grande-Bretagne n'aurait pas non plus le droit de l'occuper, non seulement en raison de la chose elle-même, mais aussi à cause de l'obligation qu'elle a contractée de ne pas occuper le territoire en dispute.

Je me réfère à la convention conclue en novembre 1850 par un échange de notes avec Monsieur Wilson, Chargé d'Affaires de la Grande Bretagne, sur son instance et en vertu d'instructions péremptoires de son Gouvernement. Avant tout il déclara que les rumeurs alors ici répandues sur l'intention de la Grande-Bretagne de réclamer la Guyenne Vénézuélienne manquaient de fondement, et étaient diamétralement l'opposé de la vérité ; il déclara ensuite que la Grande Bretagne n'occuperait ni n'usurperait le territoire en dispute, ni n'ordonnerait de telles occupations ou usurpations ni ne les sanctionnerait de la part de ses autorités ; et il demanda et obtint de Vénézuéla des déclarations analogues.

Il est donc clair que la Grande-Bretagne a enfreint cette convention à elle, en pénétrant dans le Vénézuéla par des lieux défendus, en visitant les rivières Guaima, Morajuana, Amacuro et le bras Barima ; en fixant sur les arbres de la rive des avis que ses lois y étaient en vigueur ; en nommant des *Constable* ; en enlevant un commissaire Vénézuélien sous le prétexte qu'il avait maltraité un Portugais, quoique dans la juridiction de la République ; en le menant à Georgetown, en l'y emprisonnant, en l'y jugeant, et en lui imposant la peine de vingt-cinq piastres ; en établissant à Amacuro un bureau public ; en parcourant l'espace situé entre l'Amacuro et le Barima par la goëlette garde-côte *Transfer* ; en comprenant ces contrées dans le district du Gouverneur de Demerara ; en y envoyant un Magistrat pour connaître et décider des causes de police et criminelles ; en autorisant l'exploitation de mines en territoire Vénézuélien ; et enfin en se l'appropriant en raison, dit-elle, de la litispendance sur les limites.

En Ministre de la République, le Général Guzman Bianco réclama du Gouvernement Britannique, par une note du 28 juillet dernier, les satisfactions que de pareils faits nécessitaient : il y a répondu en proclamant et notifiant, par un avis publié le 21 octobre 1856 sur la *Gazette de Londres*, que le territoire délimité par l'ingénieur Schomburgk est sa propriété.

C'est-à-dire que le Gouvernement de la Grande-Bretagne par devers soi, et à l'exclusion du Vénézuéla, a résolu lui-même, qu'il est le maître de l'embouchure de l'Orénoque, le fleuve le plus important de la République, dont le Barima et le Morajuana sont des bras, et y compris la Pointe Barima que son Chargé d'Affaires, Sir Robert Porter, reconnut spontanément le 26 mai 1836 qui était sous la souveraineté du Vénézuéla.

La République a proposé maintes fois de soumettre la question au jugement d'un arbitre de droit, et le Gouvernement de Sa Majesté s'y est refusé,

en se fondant sur ce que cette méthode ne peut pas être appliquée à des controverses de limites. Il a insisté sur son refus, bien qu'on ait rappelé à son souvenir que par conventions de 1827 et de 1871 il référa à un arbitre des disputes de limites avec les Etats-Unis, l'une sur des possessions dans l'Amérique du Nord, et l'autre au sujet du *Canal de Haro*, avec cette circonstance, que dans le dernier cas ce fut de lui que partit la proposition même à six fois réitérée.

Le Vénézuéla est toujours disposé à terminer la controverse par le recours à l'arbitrage, le seul moyen compatible avec sa constitution en vigueur.

S'appuyant sur l'exposé ci-dessus, le Président de la République réclame de Sa Majesté Britannique l'évacuation du territoire Vénézuélien, à partir des bouches de l'Orénoque jusqu'au Pomaron, qu'elle a indûment occupé ; bien entendu que, si le 20 février prochain, époque de la réunion du Congrès, que le Gouvernement doit instruire de tout, ou n'y a pas répondu, ou qu'on y ait répondu négativement, dès lors les relations diplomatiques entre les deux pays seront et demeureront coupées.

Je renouvelle à Votre Excellence les assurances de ma haute considération.

(Signé) : DIEGO B. URBANEJA.

M. Saint-John à M. Diego Urbaneja.

Coracas, le 31 Janvier 1887.

Monsieur le Ministre,

M'en rapportant à mon entrevue du 6 décembre dernier avec Son Excellence le Président de la République et à la note de Votre Excellence datée du lendemain, par lesquelles j'ai été notifié de l'intention du Gouvernement de Vénézuéla de procéder immédiatement à occuper la Pointe Barima, en y érigeant un phare, pour satisfaire au désir allégué du Gouvernement de Sa Majesté, j'ai reçu ordre du Secrétaire principal de Sa Majesté aux Affaires Etrangères de dire à Votre Excellence, afin qu'Elle en informe le Président, que la demande faite par le Consul Britannique en 1836, d'ériger un phare, n'a été ni connue ni autorisée par le Gouvernement Britannique de cette époque ; que la prétention d'ériger ce phare, sans le consentement du Gouvernement de Sa Majesté, serait une infraction à l'engagement réciproque contracté en 1850 par les Gouvernements de Vénézuéla et de l'Angleterre, de n'occuper et de n'usurper le territoire en dispute entre les deux pays ; et que le Gouvernement de Sa Majesté aurait le droit de résister à ce procédé, comme étant un acte d'agression de la part de celui de Vénézuéla.

Cependant, comme il paraît qu'un phare à la Pointe Barima rendrait plus sûre la navigation sur l'Orénoque, et serait d'un avantage indubitable pour le commerce en général, le Gouvernement de Sa Majesté ne désire pas insister indûment sur ses droits ; en conséquence j'ai reçu l'ordre de dire au Président, qu'il donnera son consentement à l'érection d'un phare à Pointe Barima à condition qu'il soit fait auparavant une convention entre les deux Gouvernements à l'égard de la quantité de terrain à occuper pour cet objet, et que le Gouvernement de Vénézuéla s'engage formellement par écrit à ce que l'érection du phare ne nuira en rien à la réclamation de la Grande-Bretagne sur le territoire en dispute, dont la Pointe Barima fait partie, et qu'elle ne sera pas interprétée plus tard comme preuve de droit de quelque espèce de Vénézuéla sur la Pointe Barima, ni de l'acquiescement de la Grande-Bretagne à une telle supposition.

J'ai reçu l'ordre de dire en outre, qu'à la réception de la dite promesse écrite, le Gouvernement de Sa Majesté donnera des ordres aux autorités Britanniques locales, de ne pas s'opposer à l'érection du phare projeté : mais je dois en même temps prévenir le Gouvernement de Vénézuéla du danger qu'il y a à procéder à cette affaire sans s'être préalablement entendu avec le Gouvernement de la Grande Bretagne.

Je saisis cette occasion pour renouveler à Votre Excellence les assurances de ma haute considération.

(Signé) : F. R. SAINT-JOHN.

M. Diégo Urbaneja à M. Saint-John.

Caracas, le 31 Janvier 1887.

Excellence,

J'ai rendu compte au Président de la République de la note que Votre Excellence m'a remise ce matin, et par laquelle elle me fait savoir que la réquête du Consul Britannique sur l'érection d'un phare à la Pointe Barima en 1836, n'a été ni connue ni autorisée par le Gouvernement Britannique d'alors ; que la prétention d'ériger un tel phare sans le consentement du Gouvernement de Sa Majesté porterait atteinte à l'engagement contracté par les Gouvernements du Vénézuéla et d'Angleterre en 1850, de n'occuper ni d'usurper le territoire en dispute entre les deux pays ; que le Gouvernement de Sa Majesté serait fondé à résister à un tel procédé comme à un acte d'aggression de la part du Vénézuéla ; que, comme le phare à la Pointe Barima rendrait la navigation de l'Orénoque plus sûre, et qu'il tournerait ainsi au profit certain du commerce en général, le Gouvernement de Sa Majesté ne désire pas insister indûment sur ses droits, et que, par conséquent, il consent à l'érection du phare à la Pointe Barima sous la condition qu'il intervienne entre les deux Gouvernements un arrangements sur la quantité des terres à occuper dans ce but, et que le Gouvernement du Vénézuéla donne par écrit l'assurance que le placement du phare ne sera aucunement regardé comme nuisible à la prétention Britannique sur le territoire en dispute, dont la Pointe Barima fait partie, et ne sera interprété dans la suite comme preuve de quelque droit du Vénézuéla sur cette Pointe, ni comme acquiescement de la Grande-Bretagne à une telle proposition.

Loin de trouver dans la note susmentionnée une voie à la solution des difficultés existantes, le Président croit qu'elle les aggrave de plus en plus, comme on va le voir.

Il n'admet pas qu'aujourd'hui, cinquante ans et huit mois après la démarche de Sir Robert Ker Porter, on vienne dire qu'elle ne fut connue ni autorisée par le Gouvernement Britannique d'alors et qu'on l'appelle Consul comme pour affaiblir la force de sa parole.

D'abord il était Consul ; mais depuis l'échange du traité de 1834 entre les deux pays, il fut nommé Chargé d'Affaires ; caractère dont il était muni le 26 mai 1836 alors qu'il insista sur l'établissement du phare à la Pointe Barima.

Le Vénézuéla n'admet à présent, ni n'a admis auparavant, ni n'admettra jamais, qu'il y ait eu question sur la Pointe Barima, non plus que sur l'île Barima ; laquelle, aussi bien que celle de Pedernales, sont des îles situées

physiquement et politiquement sur le Delta de l'Orénoque, propriété exclusivement du Vénézuéla, cette patrie dont elle font toutes partie intégrante.

C'est sans doute par respect pour ce droit sacré et inviolable de la patrie, qu'aucune des propositions successives de Lord Aberdeen, de Lord Granville et de Lord Rosebery ne comprend l'île Barima.

Le Gouvernement de Sa Majesté Britannique invoque la convention de 1880 pour refuser au Vénézuéla le droit d'établir un phare à Barima. Par là il justifie de plus en plus les plaintes et les réclamations de la République, car c'est en faisant abstraction de cette même convention qu'il s'est emparé peu à peu du vaste territoire compris entre le Pomaron, Barima et la rive droite de l'Amacuro ; ce qui rend tout accommodement impossible.

J'ai déjà dit à Votre Excellence et je répète que le Vénézuéla n'a jamais regardé comme sujet de controverse le territoire entre le Pomaron et l'Amacuro, mais seulement le territoire situé entre le Pomaron et l'Essequibo ; et que, quand même le premier espace serait compris dans la dispute, la Grande-Bretagne n'aurait pu non plus l'occuper ni le retenir, car l'existence du pacte dont elle se réclame aujourd'hui contre la République, et qu'elle a enfreint à son propre avantage, aurait dû l'en empêcher.

Le Président ne se soumet point, pour la construction du phare à la Pointe Barima, aux conditions qu'on lui fait, par ce que ce serait donner son assentiment aux avances de la Grande-Bretagne, qui manquent de tout fondement, et faire des déclarations nuisibles aux incontestables droits de la République.

Venons au point le plus important. C'est la première occasion où le Gouvernement de Sa Majesté démasque ses prétentions sur le fleuve Orénoque, et qu'il affirme que la Pointe Barima fait partie du territoire en dispute, et qu'il prétend s'en attribuer la propriété et fixer des conditions pour l'usage de quelques terres destinées à l'érection du phare. Jusqu'à présent tout s'était limité à des faits d'une seule partie, étrangers à l'autre ; aujourd'hui on notifie à celle-ci ce qu'on exécute et on aspire à lui faire approuver des actes et des prétentions contraires à ses droits.

Le Président de la République m'a donné charge de renouveler formellement la demande contenue dans ma note du 26 courant, sur l'évacuation de tout le territoire occupé et retenu par la Grande-Bretagne, sans aucun droit et avec infraction aux droits du Vénézuéla, à partir de l'Amacuro jusqu'au Pomaron, au 20 février, jour de la réunion du Congrès.

Je dois ajouter que, si cela n'est fait à cette date, et que l'évacuation ne soit en outre accompagnée de l'acceptation de l'arbitrage comme moyen de décider le litige pendant sur les limites, les relations diplomatiques des deux Gouvernements demeureront interrompues, et on élèvera une protestation qui réservera à tout jamais les droits du Vénézuéla contre des procédés qu'il ne devait pas attendre d'une puissance avec laquelle il s'est empressé de cultiver l'entente la plus amicale et des rapports francs.

Je saisis cette occasion de renouveler à Votre Excellence les assurances de ma haute considération.

Signé : Diégo-B. URBANEJA

M. Saint-John à M. Diégo Urbaneja.

Caracas, 7 février 1887.

Monsieur le Ministre,
J'ai à vous accuser la réception de deux notes sur la question Frontière

de la Guyenne, que Votre Excellence me fit l'honneur de m'adresser, datées l'une du 26 et l'autre du 31 du mois dernier; et je ne puis faire autrement que vous exprimer la surprise que m'a causée de voir que, malgré ma déclaration positive, qui fut plus tard confirmée par le gouvernement de Sa Majesté, que la demande faite en 1836 par Sir Robert Porter, de placer un phare à Pointe Barina, avait été faite sans l'autorisation et même sans la connaissance du gouvernement de Sa Majesté, le gouvernement de Vénézuéla doute de cette déclaration et persiste à regarder cette circonstance comme une justification de ses prétentions sur cet endroit. Il pourrait ainsi être allégué par l'autre partie que : puisque les commerçants de Ciudad Bolivar ou Angostura, comme elle s'appelait alors, lesquels, doit-on supposer, connaissaient la localité mieux que Sir Robert Porter, en étant plus près, se sont adressés à celui-ci pour présenter leur demande de faire rendre plus sûre la navigation, plutôt qu'aux autorités Vénézuéliennes, cette circonstance, dis-je, prouverait que ces commerçants considéraient la Pointe Barina comme territoire Britannique et non Vénézuélien.

C'est avec la même surprise que je vois que, nonobstant l'allusion faite par Votre Excellence, dans sa première note aux différentes occasions, à savoir, en 1844, 1881 et 1886, dans lesquelles le gouvernement de Sa Majesté, mû par un sentiment d'amitié envers Vénézuéla, offrit de lui céder la rive inférieure du côté droit de l'Orénoque, Votre Excellence affirme dans une deuxième note que c'est seulement à présent que le gouvernement de Vénézuéla apprend pour la première fois (par ma note du 31 du mois dernier) que le territoire réclamé par la Grande-Bretagne s'étend jusqu'à l'Orénoque.

Je n'ai rien de plus à ajouter, sinon que la première note de Votre Excellence a été transmise il y a quelques jours au gouvernement de Sa Majesté, et que la seconde lui sera également transmise à la première opportunité.

Je saisis cette occasion pour renouveler à Votre Excellence les assurances de ma plus haute considération.

Signé : F.-R. SAINT-JOHN.

Télégramme.

Caracas, le 11 février 1887.

Monsieur le général Guzman Blanco à Macuto,

Le Ministre anglais vient de m'adresser une note où il dit :

« Ayant communiqué au gouvernement de Sa Majesté par le télégraphe la substance de la note que Votre Excellence m'a adressée, le 26 du mois dernier, je reçois à l'instant même du principal secrétaire d'Etat de Sa Majesté pour les affaires étrangères des ordres télégraphiques m'enjoignant de vous dire en réponse que le gouvernement de Sa Majesté, tandis qu'il est encore disposé à entrer en négociations amicales dans le but de régler la question des limites de Guyenne, ne peut pas accéder aux présentes demandes du gouvernement du Vénézuéla, quelque regret que lui causerait le procédé indiqué dans la susdite note de Votre Excellence. »

Monsieur Saint-John dit que, s'il y a quelque chose à répondre par le télégraphe, on peut profiter aujourd'hui du départ d'un vapeur pour La Trinité, et qu'il ne se présentera aucune autre occasion avant une semaine.

Signé : Diégo-B. URBANEJA.

M. Diégo Urbaneja à M. Saint-John.

Caracas, le 11 février 1887.

Excellence,

Immédiatement après la réception de votre note d'aujourd'hui, je la communiquai par le télégraphe au Président de la République, qui par la même voie m'a répondu en ces termes.

« Je viens de recevoir votre télégramme. Dites en réponse à M. le Ministre anglais que le gouvernement du Vénézuéla réitère et ratifie dans toutes ses parties le contenu de ses notes en date du 26 et du 31 du mois dernier, car il ne lui est pas permis d'ouvrir une nouvelle discussion sans que tout le territoire jusqu'au Pomaron soit évacué par la Grande-Bretagne, comme, d'après la convention de 1850, le Vénézuéla a le droit parfait de le réclamer. »

Je prie Votre Excellence d'agréer encore une fois les assurances de ma considération très distinguée.

Signé : Diégo-B. URBANEJA.**M. Saint-John à M. Diégo Urbaneja.**

Caracas, le 19 février 1887.

Monsieur le Ministre,

Suivant les instructions que j'ai reçues aujourd'hui d'Angleterre, j'ai l'honneur de dire à Votre Excellence que le gouvernement de Sa Majesté, ayant été informé de la visite récente de deux commissaires de Vénézuéla à une partie du territoire réclamé par la Grande-Bretagne, comme faisant partie de la Colonie de la Guyenne Britannique, et de leurs procédés là, il ne tolérera aucune intervention auprès des sujets britanniques à ces endroits.

Je saisis cette occasion pour renouveler à Votre Excellence l'assurance de ma haute considération.

Signé : F.-R. SAINT-JOHN.**M. Diégo Urbaneja à M. Saint-John.**

Caracas, le 20 février 1887.

Excellence,

Par le traité de reconnaissance signé à Madrid, le 30 mars 1845, la République de Vénézuéla a succédé aux droits d'Espagne sur la Capitainerie Générale du même nom.

La province de Guyenne faisait partie de cette Capitainerie Générale.

Les limites de celle-ci étaient du côté de l'Est l'Océan Atlantique et du côté du Sud le fleuve de l'Amazone.

Ces limites n'ont pu être amoindries que du fait des cessions d'Espagne.

Les Hollandais s'étaient emparés, pendant leur longue guerre d'émancipation, de quelques points de Guyenne; et l'Espagne, en les reconnaissant comme indépendants, par le traité conclu à Munster, le 30 janvier 1648, se prêta à légitimer leurs empiètements sur les côtes d'Amérique.

On n'y spécifia pas les établissements dont on laissait la possession aux Hollandais; mais dans la convention d'extradition d'Araujuez, en date du 23 juin 1791, les Colonies de Puerto Rico, de Coro et de l'Orénoque ont été nommées comme Espagnoles, et celles de Saint-Eustache, de Curaçao

et de l'Essequibo, de Démerary, de Berbice et de Surinan comme Hollandaises, situées en face de celles-là.

De ces quatre dernières Colonies, les Pays-Bas ont transporté trois à la Grande-Bretagne, celles de l'Essequibo, de Démerary et de Berbice, moyennant le traité de Londres, du 13 août 1814.

Les Anglais ne possèdent en Guyenne d'autres titres que ceux à eux transmis de la sorte par la Hollande.

Il est à remarquer que, quoique les Hollandais, en contravention audit traité de Munster, qui leur défendit même de naviguer et de trafiquer aux possessions Espagnoles, aient cherché à s'avancer vers celles-ci, Sa Majesté Catholique résista invariablement par les armes à ces tentatives usurpatrices.

Que les Hollandais eux-mêmes ne se croyaient pas maîtres légitimes d'un plus grand territoire que celui de l'Essequibo, du côté nord de leurs Colonies, résulte du fait de n'en avoir compris aucun autre dans l'acte de susdite aliénation à la Grande-Bretagne.

L'Essequibo était donc en 1810 la limite de la province de Guyenne avec la Hollande; et c'est cette même limite qui appartient, d'après sa constitution, au Vénézuéla.

Dès 1822, le gouvernement de la Colombie, prédécesseur du Vénézuéla, réclamait l'Essequibo comme appartenant à la République.

En 1841, l'ingénieur Monsieur Schomburgk, commissaire du gouvernement anglais, fit des explorations dans la Guyenne Vénézuélienne, érigea des poteaux et d'autres signes de possession jusqu'à Barima et Amacuro.

L'opinion publique au Vénézuéla s'en émut, le gouvernement s'en récria, et Sa Majesté britannique ordonna l'enlèvement de ces marques, tout en expliquant qu'elles n'avaient pas été mises comme signes d'empire.

Dès lors le Vénézuéla réclama un traité qui résolut la mésintelligence au sujet des limites.

Ce ne fut qu'en 1844 que le plénipotentiaire de la République à Londres, après une longue préparation des préliminaires, parvint à ouvrir la négociation d'un traité. S'appuyant sur le droit conventionnel, sur l'histoire et sur l'autorité de cartes géographiques, il proposa la frontière de l'Essequibo.

A son tour, lord Aberdeen, secrétaire des affaires étrangères de Sa Majesté britannique, proposa la ligne du Moroco. Par là, disait-il, le Vénézuéla garderait la libre propriété de l'Orénoque.

La République n'accepta pas une ligne qui la privait de l'espace situé entre l'Essequibo et le Moroco, et sur lequel les Anglais ne pouvaient invoquer un titre quelconque.

En 1850 le bruit s'est répandu que la Grande-Bretagne voulait réclamer la Guyenne Vénézuélienne. Monsieur Wilson, chargé d'affaires de cette nation-là à Caracas, y donna un démenti. Il affirma que c'était précisément le contraire de la vérité; que son gouvernement n'avait l'intention d'occuper ni d'usurper le territoire en dispute; qu'il n'ordonnerait telles occupations ni usurpations, ni ne les sanctionnerait de la part de ses autorités; qu'il leur enjoindrait de s'abstenir de pareils actes, et qu'il renouvellerait avec plaisir ses instructions à cet effet au besoin.

Le territoire en dispute ne fut pas alors désigné; mais le Vénézuéla n'a

jamais entendu que ce fût celui qui est compris entre le Pomaron et l'Amacuro, mais bien celui que circonscrivent le Pomaron et l'Essequibo.

Ne perdant jamais de vue cette question, le Vénézuéla pressa son règlement en 1876. Après cinq ans, au mois de septembre 1881, Lord Granville présenta une nouvelle délimitation qui commençait à un endroit de la côte maritime à vingt-neuf milles de longitude à l'est de la rive droite de la rivière Barima. Il dit aussi que par là il satisfaisait à la raisonnable prétention et exigence du Vénézuéla, et qu'il lui cédait ce qu'on appelait les Dardanelles de l'Orénoque et le domaine complet de son embouchure.

La République n'accepta pas non plus une telle ligne qui lui porte un plus grand préjudice que celle de Lord Aberdeen, pour des causes inconnues.

En 1883, le gouvernement britannique lia ensemble les trois questions de limites, d'impôt additionnel de 30 p. 100 sur les marchandises provenant des Antilles et de réclamations pécuniaires, et en demanda le règlement à l'amiable et simultanément.

Ce fut en conséquence que le général Guzman Blanco se rendit à Londres muni d'amples pouvoirs en qualité d'envoyé extraordinaire et Ministre plénipotentiaire de Vénézuéla. Là il s'appliqua avec empressement à vider ces affaires.

Dans la négociation du nouveau traité de commerce il avait déjà obtenu la promesse écrite du Gouvernement de Sa Majesté de se servir de l'arbitrage pour toutes les disputes entre les deux pays. La question des limites y entraît. Mais avant la signature de la convention, il s'opéra un changement au Cabinet. Le successeur de Lord Granville, tout en s'acquittant des promesses de la précédente administration à d'autres Etats, se refusa à tenir celle qui avait été faite au Vénézuéla. Il allégua que la Grande-Bretagne ne pouvait pas appliquer l'arbitrage aux controverses des limites. C'était oublier qu'elle l'avait appliqué en 1827 et en 1871 à des disputes de cette nature avec les Etats-Unis, pour la première desquelles le Roi de la Hollande fut choisi comme arbitre, et pour la seconde, le présent Empereur d'Allemagne. La dernière avait trait au « Canal de Haro », et ce fut le gouvernement britannique qui même pour six fois invoqua et enfin obtint l'arbitrage.

En juillet 1886 les efforts de la Légation Vénézuélienne donnèrent pour résultat que Lord Rosebery présentât une frontière commençant à l'ouest du Guaima, et qui fut trouvée inacceptable, entre autres causes parce qu'on la liait à l'exigence de la libre navigation et commerce de l'Orénoque.

Pendant qu'on négociait en Europe, des agents de Monsieur le gouverneur de Démerary pénétrèrent dans la Guyenne Vénézuélienne depuis octobre 1884, placèrent des marques et des avis, arrivèrent encore une fois à l'Amacuro, et ils enlevèrent le commissaire Monsieur Robert Wells pour le juger et le punir en raison d'un mauvais traitement d'un sujet Portugais, bien qu'ils n'eussent pas de juridiction sur les lieux.

Ils déclarèrent en même temps que ces endroits-là étaient un territoire britannique, et que les lois de la Colonie anglaise voisine y étaient en vigueur. La Légation du Vénézuéla réclama avec fondement contre des griefs si immérités, et exigea les réparations que les circonstances autorisaient.

Les plaintes du Vénézuéla n'ont pas été écoutées. On n'y a pas même fait de réponse. Il paraîtrait qu'on les a prises comme prétexte pour ren-

chérir sur les offenses. A la nouvelle des derniers événements, le Président de la République appela Votre Excellence, le 6 décembre 1886, et la pria de lui communiquer les renseignements qu'elle eût sur ces occurrences incroyables. En outre, il fit connaître à Votre Excellence qu'il allait ordonner l'établissement d'un phare à la Pointe Barima, recommandé comme il avait été depuis 1836, avec la plus vive instance, par Sir Robert Ker Porter, chargé d'affaires de la Grande-Bretagne. Votre Excellence se refusa à donner les explications demandées, se fondant sur ce que le Président ne s'étant pas prêté à remettre l'exécution de sa résolution en attendant que Votre Excellence aurait consulté là-dessus avec son gouvernement. C'est dire que Votre Excellence désirait que le Président ne pratiquât pas un acte administratif sur le territoire de Vénézuéla sans avoir obtenu à cet effet la permission de Sa Majesté britannique, qui sans aucun droit l'a occupé et le retient. Votre Excellence m'a fait savoir en réponse que son gouvernement regarderait l'occupation de la Pointe Barima comme une infraction à la convention susdite de 1850, qui défend d'occuper ou d'usurper le territoire en dispute. Votre Excellence m'a dit aussi que cependant, comme le phare tournerait au profit général, il ne désire pas insister indûment sur ses droits, et qu'il ne s'opposera pas à son érection, si l'on fait un arrangement sur la quantité de terres à occuper dans ce but, et que l'on prenne par écrit l'engagement de ne pas regarder cet acte comme nuisible à la réclamation britannique du territoire en dispute, dont la Pointe Barima forme une partie, et de ne pas l'interpréter à l'avenir comme une preuve de droit du Vénézuéla sur la Pointe Barima, ni comme acquiescement de la Grande-Bretagne à une telle supposition.

La République a trouvé ou ne peut pas plus extraordinaire qu'on invoque contre elle la convention de 1850, violée par la Grande-Bretagne à son propre avantage. Et elle a repoussé des conditions dont l'acceptation aurait été destructive de ses droits, et elle a déclaré qu'une telle réponse aggrave de plus en plus la situation des choses. Il n'en saurait être autrement, puisque, en alléguant cette convention, le Cabinet britannique reconnaît son devoir de l'exécuter, et que sa conduite forme un contraste frappant avec ce qui devrait lui servir de règle.

Pour agir sur des fondements solides et mener à bout la construction du phare et dans d'autres buts, le Président envoya, en décembre dernier, une Commission composée de Monsieur le docteur Jesus Munoz Tébar et de Monsieur le général Santiago Rodil. Ils ont parcouru différents points, à partir de l'Amacuro, et comme le fruit de ses observations personnelles, ils ont présenté les renseignements que voici. Ils trouvèrent sur la rive droite de l'Amacuro deux commissaires, Messieurs Francis Stephen Neame et G.-B. Jeffry, nommés par Monsieur Michael Mc. Turk, soi-disant magistrat stipendiaire de Sa Majesté a et pour la Colonie de la Guyenne britannique, le premier, le 1^{er} mars 1885 et le second, le 6 septembre 1886. Ces commissaires sont autorisés à empêcher tout bâtiment Vénézuélien de vendre du rhum ou des liqueurs spiritueuses sans la permission du gouvernement de Démerary, et à saisir celui qui le fera. Ils constatèrent l'existence d'une maison en bois servant à Amacuro de bureau public et étalant le drapeau anglais, et qui a été construite aux frais du gouvernement de Démerary. Ils s'assurèrent qu'un garde-côte britannique, nommé *Transfer*, s'est rendu plusieurs fois à l'Amacuro, conduisant, avec des agents de police armés, un magistrat qui

connaît et décide des causes de police et criminelles. Ils apprirent qu'on examine à Amacuro et à Barima les bateaux légalement expédiés de Ciudad Bolivar et qu'on leur défend de vendre leurs marchandises et de se rendre au bras Barima, si ce n'est du lest. Ils furent informés de l'existence d'un autre commissaire nommé Harrington dans le hameau Aruca et de ce que, trois mois auparavant, un magistrat y avait été pour arrêter et juger l'assassin d'un *coolî*, qu'il condamna à cinq ans de bague. A Cuabana ils remarquèrent une église protestante qui est école en même temps et dont les registres de mariage portent que cet endroit appartient au comté de l'Essequibo. On fit savoir à la Commission que le gouvernement Colonial a un autre commissaire au hameau de Guaramuri sur la rive de la rivière Moroco. De même elle a acquis la certitude que sur des autorisations anglaises on exploite des mines d'or au territoire Vénézuélien situé au milieu des rivières Cuyuni, Mazaruni et Puruni, et qu'une grande quantité de ce minerai a été déjà exporté par la douane de Démerary. Les commissaires se rendirent à Georgetown, et par les soins du consul respectif de Vénézuéla, ils portèrent à la connaissance de Monsieur le gouverneur les objets de la Commission, ce qu'ils avaient fait pour s'en acquitter, et les violations avérées du territoire vénézuélien. Monsieur le secrétaire du gouverneur répondit, le 6 janvier qu'il s'en rapportait à l'avis publié sur la *Gazette de Londres*, le 21 octobre 1886, et il ajouta que les endroits dont il était question dans la note officielle de la Commission étaient compris dans les limites que les termes de l'avis établissent, et qu'ils forment une partie de la Colonie de la Guyenne britannique. Dans l'avis il est proclamé et notifié que, attendu que les limites de la Guyenne britannique, et de la République de Vénézuéla sont en dispute entre le gouvernement de Sa Majesté et le gouvernement de Vénézuéla, et attendu qu'il est parvenu à la connaissance du gouvernement de Sa Majesté et le gouvernement de Vénézuéla a fait ou se propose de faire des concessions de terres dans le territoire réclamé par le gouvernement de Sa Majesté, on n'admettra ni ne reconnaîtra pareils titres, et on jugera comme violatrice de propriétés, d'après les lois de la Colonie, toute personne qui prendrait possession de ces terres ou qui exercerait quelque droit sous prétexte de ces titres. Il y est dit enfin qu'on peut voir à la bibliothèque du Bureau Colonial, Downing Street, ou dans la Secrétairerie du gouvernement à Georgetown, Guyenne britannique, une carte donnant les limites entre la Guyenne britannique et le Vénézuéla réclamées par le gouvernement de Sa Majesté.

Ajoutez à cela qu'en 1868 le gouverneur de Démerary, dans un décret sur division des registres, n'en établissait pas d'autre plus septentrional que celui du Pomaron; et qu'en y dérogeant le 6 novembre dernier par ordre du gouvernement de Sa Majesté, et sans doute dans ce seul but, il créa de nouvelles divisions s'étendant jusqu'à la rive orientale de l'Amacuro.

Les limites que le gouvernement anglais ne réclame pas aujourd'hui, mais qu'il a occupées, sont celles que l'ingénieur Schomburgk traça capricieusement en 1841.

Fort des plus solides fondements, le gouvernement, tout en faisant de nouveau voir sa disposition à terminer la controverse par l'arbitrage, le 26 janvier dernier, réclama de Sa Majesté britannique l'évacuation du territoire vénézuélien à partir des bouches de l'Orénoque jusqu'au Pomaron qu'elle a occupé indûment; bien entendu que les relations diplomatiques

entre les deux pays seraient interrompues dès le 20 courant, si à cette date on n'y avait pas répondu, ou que l'on y eût répondu négativement.

Le 31 du même janvier, en répondant sur les conditions sous lesquelles le gouvernement anglais consentirait à l'érection du phare à la Pointe Barima, on a renouvelé cette demande, et on y a lié celle de l'acceptation de l'arbitrage.

Le 11 de ce mois, Votre Excellence m'a fait part qu'ayant communiqué par télégramme au gouvernement de Sa Majesté ma note du 26 janvier, vous aviez reçu l'ordre de dire en réponse que, tandis qu'il est encore disposé à entrer en négociations amicales dans le but de régler la question des limites de Guyenne, il ne peut accéder aux présentes demandes du gouvernement de Vénézuéla, si regrettable que lui serait la mesure indiquée dans ma dépêche.

A cette occasion, j'ai répété et ratifié le contenu des notes du 26 et du 31 janvier, car il n'est pas permis à l'Exécutif d'ouvrir une nouvelle discussion tant que la Grande-Bretagne n'aura pas évacué tout le territoire jusqu'à la rivière Pomaron, comme le Vénézuéla a le droit parfait de le réclamer, conformément à la convention de 1850.

Nous voici au 20 février et au cas prévu d'une dénégation des réclamations du Vénézuéla.

La Grande-Bretagne rejette donc l'exigence juste comme modérée d'une réparation des griefs qu'elle a faits et qu'elle continue de faire à la République au milieu de l'amitié que celle-ci lui a toujours portée et en face d'un traité qui l'établit.

La Grande-Bretagne a violé le territoire du Vénézuéla en s'y introduisant par des endroits défendus, en y nommant des commissaires, en y établissant des bureaux de gouvernement sur lesquels flotte le drapeau anglais, en y enlevant, jugeant et punissant un fonctionnaire vénézuélien, en y envoyant avec des agents de police armés un juge qui a fait connaître ces endroits comme étant britanniques, en y décrétant des défenses de commerce, en y arcourant par un garde-côte l'espace entre Amacuro et Barima, en faisant comprendre ces rivières dans la juridiction de Monsieur le gouverneur de Démerary, en autorisant l'exploitation de mines appartenant au sol de la République, en y exerçant d'autres actes de domaine.

La Grande-Bretagne s'est arrogée le droit de décider par soi et par devant soi et à son avantage une question qui concerne autant Vénézuéla qu'elle.

La Grande-Bretagne s'est déclarée co-proprétaire de l'Orénoque, cette grande artère fluviale du nord de l'Amérique du sud, en s'emparant du brazo Barima, l'une de ses louches, et par là du commerce de vastes contrées appartenant à plusieurs pays.

La Grande-Bretagne a agi envers le Vénézuéla d'une manière qu'elle a blâmée chez d'autres.

La Grande-Bretagne, pour se déclarer maîtresse des endroits où elle vient de s'établir, s'est appuyée sur ce que les limites en sont disputées.

La Grande-Bretagne a enfreint à son profit la convention qu'elle a proposé elle-même au Vénézuéla, le 18 novembre 1850 et a occupé le territoire qu'elle avait garanti.

La Grande-Bretagne prétend mettre des conditions à l'établissement d'un phare à la Pointe Barima, sur laquelle son chargé d'affaires reconnu spontanément, en date du 26 mai 1836, la souveraineté du Vénézuéla.

La Grande-Bretagne ne veut pas appliquer au Vénézuéla l'arbitrage

qu'elle appliqua en 1827 et en 1871 aux Etats-Unis d'Amérique, pour la résolution de questions de limites, en ce dernier cas sur son insistance réitérée.

La Grande-Bretagne est allée augmentant progressivement ses avances dès l'Essequibo au Pomaron, au Moroco, au Guaina, au Barima, et à l'Amacuro.

La Grande-Bretagne a blessé partant les droits de souveraineté et d'indépendance du Vénézuéla, en le privant de la plus sainte et inviolable des propriétés d'une nation, savoir celle de son territoire.

En conséquence, le Vénézuéla, ne devant pas entretenir des relations amicales avec un Etat qui l'injurie de la sorte, les suspend dès aujourd'hui.

Et il proteste pardevant le gouvernement de la Grande-Bretagne, pardevant toutes les nations civilisées, pardevant le monde en général, contre les actes de spoliation qu'à son détriment a consommés la Grande-Bretagne, et que dans aucun temps ni pour aucun motif il ne reconnaitra comme capables d'affecter en quoi que ce soit les droits qu'il a hérités d'Espagne, et au sujet desquels il sera toujours disposé à se soumettre au jugement d'une tierce puissance.

Après avoir écrit la note précédente, j'ai reçu celle que Votre Excellence m'a adressée en date du 10, et par laquelle elle me fait savoir, sur l'ordre du gouvernement de Sa Majesté, qu'ayant appris la récente visite de deux commissaires vénézuéliens à la partie du territoire réclamée par la Grande-Bretagne comme lui appartenant, et ce qu'ils y accomplirent, il ne permettra aucune immixtion auprès des sujets britanniques de ces endroits-là.

Ceci met de plus en plus en évidence que la Grande-Bretagne s'arroge déjà ostensiblement une complète juridiction sur le territoire de la Guyenne Vénézuélienne qu'elle a occupé parce qu'elle le réclame, et qu'elle prétend agir à son égard comme maître vrai et exclusif, sans se soucier le moins du monde des droits de la République, qui le tient pour sien. En conséquence, elle ne peut s'empêcher de ratifier, comme elle ratifie, ses précédentes plaintes et protestations contre un procédé aussi arbitraire qu'oppressif, et qu'elle regardera toujours comme nul et d'aucun effet.

Je renouvelle à Votre Excellence les assurances de ma haute considération.

Diégo-B. URBANEJA.

DÉLIMITATION AFGHANE ⁽¹⁾

NÉGOCIATIONS ENTRE LA RUSSIE ET LA GRANDE-BRETAGNE

(1872-1885)

DEUXIÈME PARTIE

Documents relatifs aux négociations entre la Russie et l'Angleterre
concernant les affaires de l'Asie centrale.

DOCUMENTS RELATIFS AUX NÉGOCIATIONS DE 1872-1873.

N° 1. — Le comte Granville à lord A. Loftus.

Foreign-Office, 17 octobre 1872.

Le Gouvernement de Sa Majesté n'a pas encore reçu du cabinet de Saint-Petersbourg communication du rapport demandé au général Kaufmann, il y a longtemps déjà, sur les contrées au sud de l'Oxus, réclamées par le Gouverneur de l'Afghanistan comme étant ses possessions héréditaires.

Le Gouvernement de Sa Majesté attendait en toute confiance cette communication, convaincu que les recherches impartiales dirigées par cet officier distingué confirmeraient l'opinion qu'il avait lui-même adoptée sur cette affaire, et aideraient les deux gouvernements à prendre une décision prompte et définitive sur cette question qui a si longtemps été en discussion entre eux.

Mais comme la communication attendue ne lui est pas arrivée et qu'il considère la chose comme importante, et pour le maintien de la paix et de la tranquillité en Asie centrale, et pour écarter toute cause de malentendu entre le Gouvernement impérial et lui-même, je ne veux pas tarder plus longtemps à faire savoir au Gouvernement impérial par l'intermédiaire de Votre Excellence la conclusion à laquelle est arrivé le Gouvernement de Sa Majesté, après examen consciencieux de tous renseignements à lui parvenus.

Dans l'opinion donc du Gouvernement de Sa Majesté, les droits de l'Emir de Caboul (Shere-Ali) comme possesseur des territoires jusqu'à l'Oxus en montant et jusqu'à Khoja Saleh en descendant, sont parfaitement établis, et il croit et lui fait savoir par le Gouvernement Indien qu'en cas d'invasion de ces territoires, il aurait à les défendre. D'autre part, les autorités de Sa Majesté dans l'Inde ont déclaré leur intention de faire à

(1) V. la première partie, *Archives Diplomatiques*, 1887, III, 192.

l'Emir de sérieuses remontrances s'il paraissait disposé à outrepasser ces limites de son royaume.

Jusqu'ici l'Emir s'est montré fort docile aux conseils que lui a offerts le Gouvernement Indien, et a cordialement accepté la politique paisible qu'il lui a recommandé de suivre, parce que ce gouvernement a pu faire accompagner ses conseils de l'assurance que l'intégrité de l'Afghanistan serait de même respectée par les puissances établies au-delà de ses frontières et soumises à l'influence de la Russie. La politique ainsi heureusement inaugurée a produit les résultats les plus satisfaisants pour l'établissement de la paix dans ces pays où depuis longtemps elle était inconnue.

Le Gouvernement de Sa Majesté croit que le Gouvernement Russe peut maintenant, par une reconnaissance explicite des droits de l'Emir de Caboul sur ces territoires qu'il réclame, que Bokhara elle-même admet comme siens, et qui selon tous les témoignages jusqu'ici produits sont à présent dans sa possession effective, et aider ainsi le Gouvernement Britannique à perpétuer, autant que faire se peut, la paix et la prospérité de ces régions, et par ce moyen faire disparaître à tout jamais toute cause de difficultés et de jalousie entre l'Angleterre et la Russie au sujet de leurs politiques respectives en Asie.

Afin de renseigner plus complètement Votre Excellence, j'expose ici les territoires et limites considérés par le Gouvernement de Sa Majesté comme appartenant en tout droit à l'Emir de Caboul, à savoir :

1. — Badakshan avec sa dépendance le district de Wakhan depuis le Sarikul (Wood's lake) à l'est du confluent de la rivière Kokcha avec l'Oxus (ou Penjah) formant la frontière nord de cette province afghane dans toute son étendue.

2. — Le Turkestan afghan, comprenant les districts de Kunduz, Khulus et Balkh, dont la frontière nord serait le cours de l'Oxus depuis son confluent avec la rivière Kokcha jusqu'à et y compris le poste Khajah Sabh, sur le grand chemin de Bokhara à Balkh. Rien ne peut être réclamé par l'Emir d'Afghanistan sur la rive gauche de l'Oxus au-dessous de Khojah Saleh.

3. — Les districts intérieurs d'Akcha, Séripur, Meimaneh, Chibirgan et Andkoi, dont le dernier serait l'extrême limite des possessions afghanes au nord-ouest, le désert au-delà appartenant aux tribus indépendantes des Turcomans.

4. — La frontière afghane ouest, entre les dépendances d'Hérat et celles de la province perse de Khorassan, est bien connue et n'a pas besoin d'être ici définie.

Votre Excellence donnera copie de cette dépêche au Ministre des affaires étrangères russe.

Je suis, etc.

GRANVILLE.

N° 2. — Le prince Gortchacow au comte Brunow.

Saint-Pétersbourg, le 7 décembre 1872.

Votre Excellence a déjà reçu copie de la dépêche de lord Granville du 17 octobre que lord A. Loftus nous a communiquée d'ordre de son Gouvernement.

Elle a trait aux affaires de l'Asie centrale.

Avant d'y répondre, il est nécessaire de rappeler la marche de nos pourparlers avec le cabinet anglais sur cette question.

Les deux gouvernements étaient animés d'un égal désir de prévenir entre eux tout sujet de dissentiment dans cette partie de l'Asie. Ils voulaient tous deux y établir un ordre de choses qui y assurât la paix et consolidât leurs relations d'amitié et de bonne intelligence.

A cet effet ils étaient tombés d'accord sur l'opportunité de laisser subsister entre leurs possessions respectives une certaine zone intermédiaire qui les préservât d'un contact immédiat.

L'Afghanistan ayant paru devoir remplir ces conditions, il avait été convenu que les deux gouvernements emploieraient l'influence dont ils disposent sur les Etats placés dans leur voisinage afin d'empêcher toute collision et tout empiètement en deçà ou au-delà de cette zone intermédiaire.

Il s'agissait seulement d'en tracer la limite précise pour que l'entente des deux cabinets fût aussi complète en pratique qu'elle l'était en principe.

Là des doutes s'élevaient.

Le fondateur de l'Etat afghan, Dost-Mohammed-Khan, avait laissé après lui une confusion qui ne permettait pas de prendre pour base l'extension territoriale acquise à de certains moments pendant son règne par l'Afghanistan.

On était en conséquence convenu de s'en tenir aux territoires qui auraient jadis reconnu l'autorité de Dost-Mohammed et se trouveraient encore aujourd'hui en la possession effective de Thir-Ali-Khan.

Il restait à constater cet état de possession avec l'exactitude désirable.

A cet effet il était nécessaire d'avoir des données locales positives qui manquaient aux deux gouvernements à l'égard de ces contrées lointaines et imparfaitement connues.

Il fut convenu que le Gouverneur général du Turkestan serait chargé de profiter de sa résidence à proximité et de ses relations avec les Khanats voisins, pour faire recueillir tous les renseignements qui pourraient éclaircir la question et permettre aux deux gouvernements de se former une opinion pratique en pleine connaissance de cause.

Tel est, M. le Comte, ainsi que Votre Excellence s'en souviendra, le point où en étaient arrivés nos pourparlers avec le Cabinet anglais.

Conformément à ces décisions, M. l'Aide de camp général de Kaufmann avait pris les mesures possibles pour procéder à cette investigation préalable. Mais la difficulté des distances, l'extrême complication des points à élucider, le manque de sources authentiques et l'impossibilité d'une enquête directe, ne lui ont pas permis de remplir cette tâche avec la promptitude que nous aurions désirée non moins que le Gouvernement de Sa Majesté Britannique. De là les retards que signale la dépêche de lord Granville.

Toutefois nous avons déjà fait observer que ces retards provenaient de l'attention sérieuse vouée par le Cabinet impérial à cette affaire. Il eût été facile de se borner à des notions recueillies à la légère et qui plus tard seraient devenues la source de malentendus. Nous avons préféré étudier consciencieusement la question, puisqu'il s'agissait de donner une base solide et durable à l'organisation politique de l'Asie centrale et aux bonnes

et amicales relations que, sur cette base, les deux gouvernements avaient en vue d'établir entre eux pour le présent et pour l'avenir.

Au commencement du mois d'octobre dernier, le Ministère impérial avait été dans le cas d'annoncer à lord A. Loftus et à Votre Excellence que le conseiller d'Etat actuel Struve, chargé de ces investigations, venait enfin d'arriver à Saint-Pétersbourg, et qu'aussitôt que les matériaux rassemblés par lui auraient été élaborés, le résultat en serait communiqué au cabinet de Londres.

C'est pendant que ce travail se poursuivait que nous avons reçu communication de la dépêche de lord Granville qui nous a fait connaître l'opinion à laquelle le Gouvernement de Sa Majesté Britannique a cru devoir s'arrêter sur les points en discussion.

Le Cabinet impérial, se maintenant dans l'esprit de l'accord établi en principe entre les deux Gouvernements, ne se croit pas moins en devoir de transmettre au Gouvernement de Sa Majesté Britannique les renseignements recueillis sur les lieux par ordre de M. le Gouverneur Général du Turkestan, et d'exposer en toute franchise les conclusions qui lui paraissent en découler.

Les unes et les autres sont consignées dans l'office ci-joint en copie que M. l'Aide de camp général de Kaufmann vient de m'adresser et dans le mémoire qui y sert d'annexe.

Je vais les résumer :

La question qu'il s'agissait de résoudre avait deux aspects.

1° Constater l'état de possession effectif actuel, autant qu'il est possible de l'établir dans ces contrées.

2° Rechercher, en se basant sur ce *statu quo*, la meilleure délimitation à tracer, afin de répondre au but des pourparlers actuels ; c'est-à-dire, d'écarter dans la mesure du possible les causes de conflits et d'empiètements mutuels entre les Khanats voisins, et, par conséquent, de garantir entre eux, autant que faire se peut, l'état de paix que de part et d'autre les deux Gouvernements devraient désormais s'attacher à faire respecter par tous les moyens d'influence dont ils disposent.

Dans ces deux ordres d'idées, il résulte de l'étude qui a été faite :

1° Qu'au Nord, l'Amou-Daria constitue en effet la frontière normale de l'Afghanistan à partir de son confluent avec la Kouktcha, jusqu'au point de Khodja Saleh.

Sous ce rapport nos données sont d'accord avec l'opinion du Gouvernement de Sa Majesté Britannique, et la frontière dont il s'agit semble d'autant plus rationnelle qu'elle n'offre pas matière à contestations de la part des riverains de l'Amou-Daria.

2° Au Nord-Est, les données de fait que nous avons recueillies assignent le confluent de cette rivière avec la Kouktcha comme la limite des territoires sur lesquels Shir-Ali-Khan exerce une souveraineté effective incontestable. Au-delà de cette limite, et notamment à l'égard du Badakchan et du Wakhan, il a été impossible de saisir les traces d'une semblable souveraineté, — l'ensemble des informations présente au contraire de nombreux indices qui doivent faire envisager ces contrées comme indépendantes. Dans la communication du Gouvernement de Sa Majesté Britannique, qui nous a été faite au mois de novembre dernier, on voit que d'après le témoignage du major Montgomery, l'Emir de Caboul a « une autorité considérable » dans le Badakchan, et que les Afghans ont « aidé Mahmood-

Shah à renverser le Mir ou chef de ce pays, Djehan-dar-Shah » ; mais ces faits eux-mêmes semblent indiquer l'indépendance réelle du Badakchan plutôt que sa sujétion effective à l'Emir de Caboul. Les informations recueillies par M. Struve et consignées dans son mémoire confirment cette conclusion. Elles mentionnent, il est vrai, des interventions de l'Emir afghan dans les querelles intérieures du Badakchan et des tentatives pour faire payer son assistance par une espèce de tribut ; mais on ne rencontre point les signes qui, en Asie, accompagnent l'exercice de la souveraineté, c'est-à-dire la présence dans le pays d'officiers afghans et d'employés pour collectionner l'impôt. Les chefs du Badakchan se sont considérés, et ont été considérés par leurs voisins comme des chefs indépendants.

Il résulte de là qu'on peut tout au plus admettre que l'Emir de Caboul a cherché à diverses reprises à faire entrer le Badakchan sous sa domination, qu'il a exercé plusieurs fois dans les affaires de ce pays, à la faveur de discordes intestines, une ingérence basée sur le voisinage et la supériorité de ses forces, mais qu'il est impossible d'en déduire l'existence d'une autorité souveraine, effective et incontestée.

Quant au Wakhan, ce pays paraît être resté jusqu'à présent encore plus en dehors de toute action directe des chefs de l'Afghanistan.

3° Il reste à examiner si, dans cet état de choses, et vu le but que nous poursuivons en commun, c'est-à-dire l'établissement dans ces contrées d'une paix solide sous la garantie des deux Gouvernements, il convient de reconnaître à l'Emir de Caboul les droits qu'il revendique sur le Badakchan et le Wakhan, et de faire entrer ces deux pays dans la délimitation territoriale de l'Afghanistan.

Tel n'est pas l'avis de M. l'Aide de camp général Kaufmann, et le Cabinet Impérial arrive aux mêmes conclusions.

Dans l'état actuel des choses il n'existe pas de conflits entre le Badakchan et ses voisins. Le Boukhara n'a aucune prétention sur ce pays. Les deux Etats sont d'ailleurs trop faibles, trop absorbés par leurs propres affaires, pour se chercher querelle. L'Angleterre et la Russie n'auraient donc à s'employer que pour maintenir cet état de paix aussi bien entre ces Khanats qu'entre l'Afghanistan et le Badakchan, et cette tâche ne semblerait pas au-dessus de leurs moyens. Il en serait tout autrement le jour où l'Emir de Caboul étendrait son autorité sur le Badakchan et le Wakhan. Il se trouverait en contact immédiat avec le Kaschgar, le Kokand et le Boukhara, dont il est séparé aujourd'hui par ces deux pays. Il serait dès lors bien plus difficile d'éviter des conflits provenant soit de son ambition et du sentiment de sa force, soit de la jalousie de ses voisins.

Ce serait fonder sur une base bien précaire la paix qu'il s'agit d'établir dans ces contrées, et compromettre la garantie que les deux Gouvernements seraient appelés à y donner.

Cette combinaison nous semblerait, par conséquent, aller directement contre le but qu'ils poursuivent en commun.

Il nous paraîtrait beaucoup plus conforme à ce but de laisser subsister l'état actuel des choses. Le Badakchan et le Wakhan formeraient ainsi une barrière interposée entre les Etats du Nord et ceux du Sud de l'Asie Centrale, et cette barrière, fortifiée par l'action combinée que l'Angleterre et la Russie sont en mesure d'exercer sur ceux de ces Etats accessibles à leur influence, empêcherait efficacement tout contact dangereux et assurerait à notre avis, dans la mesure du possible, la paix de ces contrées.

4° Quant aux limites à reconnaître à l'Afghanistan du côté du Nord-Ouest, à partir de Khodja-Saleh, nos informations signalent également des doutes sur les faits de la possession effective par l'Emir de Caboul des villes d'Aktchi, Seripoul, Meïmané, Chibirgan et Andkhoï, qu'il s'agit de faire entrer dans les limites reconnues de l'Afghanistan.

Toutefois, ces pays étant séparés du Boukhara par des déserts, leur annexion au territoire afghan n'établirait pas les contacts dangereux que nous avons signalés du côté Nord-Est. Elle ne présenterait, par conséquent, pas les mêmes inconvénients.

Si le Gouvernement de Sa Majesté Britannique persiste dans son opinion quant à l'opportunité de comprendre ces localités dans les limites du territoire afghan, nous n'insisterons pas sur le principe posé; c'est-à-dire de ne reconnaître comme faisant partie de l'Afghanistan que les territoires ayant été sous la domination de Dost-Mohammed-Khan et se trouvant aujourd'hui sous l'autorité effective de Shir-Ali-Khan.

Par déférence pour le Gouvernement de Sa Majesté Britannique, le Cabinet Impérial serait disposé à adhérer pour cette partie des frontières au tracé indiqué dans la dépêche de Lord Granville.

Tel est, Monsieur le Comte, le résumé des conclusions que nous croyons pouvoir tirer des données que nous possédons.

Veuillez les placer sous les yeux de M. le Principal Secrétaire d'Etat de Sa Majesté Britannique.

En les communiquant à Son Excellence, notre intention n'est pas seulement de dégager notre promesse. Nous croyons répondre à la pensée qui a présidé dès le début à l'échange amical d'idées établi entre les deux Gouvernements en cherchant à résoudre de la manière la plus rationnelle une question qui les intéresse également.

Recevez, etc.

GORTCHACOW.

ANNEXE A

Le Général Kaufmann au Prince Gortchacow

(Traduit du russe)

Saint-Pétersbourg, le 29 Novembre 1872.

J'ai l'honneur de soumettre ci-après à Votre Altesse un mémoire sur la question de la frontière septentrionale de l'Afghanistan. Ce mémoire a été élaboré sur la base des quelques données et matériaux que j'ai réussi à réunir, dans le courant des deux dernières années, au sujet de la situation des affaires sur la frontière de l'Afghanistan et du Boukhara et sur les Etats indépendants du cours supérieur de l'Amou-Daria.

Ces données, je l'avoue, sont loin d'être complètes.

L'investigation ou l'observation personnelle, exercée sur les lieux mêmes, est en Asie Centrale l'unique moyen d'obtenir des éclaircissements sur une question quelconque, soit de politique, soit de géographie. Je n'ai pas, jusqu'ici, eu recours à ce moyen. L'envoi d'un employé russe dans ces contrées, fût-ce même sous prétexte d'une mission scientifique, aurait pu jeter l'alarme dans l'Afghanistan et aurait éveillé des soupçons et des appréhensions de la part du Gouvernement des Indes. J'ai dû éviter tout ce qui aurait pu nuire, en quoi que ce fût, à l'état satisfaisant de nos relations établies à la suite de l'échange d'idées amical et sincère qui a eu lieu entre le Gouvernement Impérial et celui de Sa Majesté Britannique.

J'ai déjà eu l'honneur de communiquer à Votre Altesse mon opinion sur une

des causes de la fermentation des esprits dans les Khanats de l'Asie Centrale limitrophes et voisins de la Russie. C'est que tous nos voisins, et particulièrement les Afghans, sont pénétrés de la conviction qu'entre la Russie et l'Angleterre il y a une inimitié qui, tôt ou tard, nous amènera à une rencontre avec les Anglais en Asie.

En me conformant aux intentions et aux vues du Ministère des Affaires étrangères, je me suis attaché à faire disparaître ce spectre d'un conflit, soi-disant imminent, des deux grandes Puissances. Dans mes relations avec le Kokand et le Boukhara, et surtout dans mes lettres à Shir-Ali-Khan, j'ai toujours parlé de la conformité de vues et de l'amitié qui existe entre nous et l'Angleterre, et je me suis attaché à démontrer que ces deux Puissances, la Russie comme l'Angleterre, sont également soucieuses de la tranquillité des contrées et des populations qui se trouvent dans le rayon de leur influence et de leur protection. Voilà la raison qui, jusqu'ici, m'a déterminé à ne pas envoyer sur les lieux des employés dans le but d'obtenir des éclaircissements sur les questions qui m'étaient posées par le Ministère Impérial.

Cette situation est tout aussi avantageuse pour nous que pour l'Angleterre. Mais elle peut changer du moment où l'on garantirait à Shir-Ali-Khan ses possessions dans les limites proposées actuellement par Lord Granville dans sa dépêche à Lord A. Loftus, en date du 5 (17) octobre dernier. Une pareille garantie lui donnerait un prestige considérable, et il tâcherait immédiatement de s'emparer *de facto* des territoires qui lui auraient été ainsi concédés. Avant tout, son attention se tournerait du côté du Badakchan et du Wakhan, butin le plus facile et le plus abordable. Par l'acquisition de ces deux territoires il prolongerait sa ligne de contact avec le Boukhara, et il se trouverait côte à côte avec le Karatéguine, d'où le Kokand est à portée de main. Enfin, il toucherait, sur ses confins Nord-Est, aux possessions de Yakoub-Bek. Voilà un chemin qui mène tout droit à une collision avec la Russie.

Si le Gouvernement britannique est en effet animé du même désir que nous de maintenir la paix et la tranquillité intérieures dans les Khanats qui nous séparent des possessions anglaises dans l'Inde; si les Anglais veulent ajouter foi à nos sincères protestations que nous ne songeons même pas à entreprendre quoi que ce soit d'hostile contre leurs possessions de l'Inde, le simple bon sens devrait leur suggérer la nécessité de reconnaître l'indépendance du Badakchan et du Wakhan, tant par rapport à l'émir de Caboul que par rapport à celui du Boukhara.

J'ai, etc.

KAUFMANN.

ANNEXE B

Memorandum

(Traduit du russe)

Dans le sens rigoureux du mot, les possessions de l'Emir Shir-Ali-Khan ne s'étendent à l'Est que jusqu'au méridien du point de jonction de la rivière Koukhtcha avec l'Amon-Daria. Cette ligne sépare le Badakchan et le Wakhan de la province de Kunduz, qui fait incontestablement partie des domaines de Shir-Ali-Khan. Elle a été annexée à l'Afghanistan il y a une vingtaine d'années par le fils de Dost-Mohammed, Mohammed Afzal-Khan, qui était à cette époque gouverneur de Balkh. Afzal-Khan, comme nous l'apprend une communication anglaise, a fait une tentative infructueuse de s'emparer de Badakchan, qui a eu cependant pour conséquence que le Mir de Badakchan, pour assurer la sécurité de son domaine, s'est engagé à payer à Dost-Mohammed-Khan une contribution annuelle de deux roupies par feu et à lui livrer les gisements de rubis et de lapis-lazuli situés dans ses Etats. Cependant, cet engagement ne fut point rempli; la mort de Dost-Mohammed suggéra aux chefs du Badakchan, peu dési-

reux de se soumettre au Caboul, l'idée de rechercher la protection de Boukhara. L'Emir Seïd-Mouzaïffar déclina cependant toute immixtion dans les affaires du Badakchan, non point qu'il considérât ce pays comme une dépendance de l'Afghanistan, mais par la raison qu'à cette époque il suivait avec anxiété les progrès de nos armes dans l'Asie Centrale et se préparait à marcher contre le Kokand.

Djehandar-Shah, qui gouvernait à cette époque le Badakchan, était un souverain complètement indépendant et tous nos voisins le reconnaissaient comme tel. Il s'était mis en rapports d'amitié avec Mohanmed-Afzal-Khan et avec Abdourrahman-Khan son fils, et ne leur payait aucune redevance. Lorsque Shir-Ali-Khan, victorieux d'Abdourrahman-Khan, eût occupé Caboul et Balkh et se fût rendu maître de tout l'Afghanistan, il envoya une ambassade à Djehandar-Shah, en l'invitant à confirmer les engagements qu'il avait contractés autrefois. Djehandar-Shah répondit par un refus. Alors Mahmoud-Shah, son neveu, secondé par les troupes afghanes, renversa son oncle, se constitua maître de Faizabad, ville principale du Badakchan, tandis que son frère cadet Mizrab-Shah s'emparait de Tchaïab, chef-lieu de la province de Roustakh. Aujourd'hui les deux frères paient à Shir-Ali-Khan, comme par reconnaissance de la coopération qu'il leur avait accordée, une contribution annuelle de 15,000 roupies (9,000 roubles). Toutefois, à l'exception d'un très petit nombre d'aventuriers afghans, on ne rencontre dans le Badakchan ni employés ni troupes de l'Emir de Caboul, et le peuple lui-même déteste les Afghans.

Ces notions, fournies par Abdourrahman-Khan et recueillies en partie de la bouche des envoyés du serdar de Balkh qui vinrent à Tashkend, se trouvent confirmées par le récit d'Alif-Bek, ex-gouverneur de Sarikoul (province du Kachgar, limitrophe du Wakhan), qui se présenta à Tashkend au mois d'août de cette année. Il a ajouté que Djehandar-Shah, le maître légitime du Badakchan, qui s'était réfugié d'abord à Boukhara, était retourné dans la suite, par Samarkand et Kokand, à Schougnan.

Un semblable état de choses dans le Badakchan démontre en toute évidence que l'Emir Shir-Ali-Khan ne saurait prétendre à la possession du Badakchan, comme à un héritage qui lui aurait été légué par Dost-Mohammed-Khan, et que son autorité ne s'est pas encore établie à Badakchan : Mahmoud-Shah et Mizrab-Shah, les maîtres actuels du Badakchan, ne se considèrent point comme beks de l'Emir de Caboul, et s'ils lui paient une redevance, c'est dans l'intérêt de leur propre sécurité et pour se mettre à l'abri des coups de main des brigands de Kunduz. De plus, ils ont encore à redouter leur oncle Djehandar-Shah.

Rien ne porte à croire que la position des affaires à Badakchan puisse changer dans un proche avenir en faveur de Shir-Ali-Khan, et il est certain que l'état actuel des choses dans cette contrée répond, à peu de chose près, aux vues que nous poursuivons dans l'Asie centrale de commun accord et après une entente préalable et volontaire avec l'Angleterre. Rien ne présage non plus la possibilité d'une collision entre l'Afghanistan et le Boukhara du côté du Badakchan ; l'Emir Seïd-Mouzaïffar n'élève point de prétentions à la possession de ce pays. De même Shir-Ali-Khan, qui maintient à grand-peine un semblant d'autorité à Badakchan, n'est point en mesure aujourd'hui d'exercer une influence quelconque sur les affaires de Koulab et de Hissar, les villes de Boukhara les plus proches de Badakchan. La reconnaissance officielle par la Russie et par l'Angleterre des droits de Shir-Ali-Khan sur ce pays porterait aussitôt ce Souverain à employer tous ses efforts pour se fixer à Faizabad et dans le Roustakh, et au moment où il y parviendrait, une collision s'ensuivrait inmanquablement entre l'Afghanistan et le Boukhara. Il suffira de citer à l'appui de cette prévision que l'ancien bek de Hissar, Sary Bek, qui s'était révolté contre l'Emir Seïd-Mouzaïffar en 1869 et qui en 1870 s'est réfugié dans l'Afghanistan, a déjà fait des tentatives pour rentrer en possession de sa province avec l'aide des Afghans, auxquels il promettait l'entière soumission à l'Emir de Caboul de toute la province de Hissar et de Koulab. Si cette combinaison n'a pas été mise à

exécution, il faut l'attribuer à ce que l'autorité de Shir-Ali-Khan était nulle dans le Badakchan, et que l'Emir n'y disposait d'aucunes troupes.

A l'Est du Badakchan, dans le bassin supérieur de l'Amou-Daria, se trouve une contrée peu connue, nommée Wakhan. Ce pays, que l'on désigne parfois sous le nom de Daria-Pendj (les cinq fleuves), à cause des cinq principaux confluent donnant naissance à l'Amou-Daria, avoisine au Nord le Pamir, qui le sépare du Karatéguine; à l'Est il confine avec Sarikoul, qui fait partie des Etats de Yakoub-Bek; au Sud il est séparé du Tchitrar (pays complètement indépendant du Caboul) par les montagnes de Nouk-San, qui sont la prolongation orientale du Hindukusch.

Le Wakhan est administré, il est vrai, par un chef spécial, mais la pauvreté des habitants et la stérilité du sol de cette région montagneuse l'ont placée sous la dépendance du Badakchan, dont les beks s'abstiennent, cependant, de se mêler de ses affaires intérieures. Une fois par an le chef du Wakhan fait parvenir aux beks du Badakchan une certaine somme d'argent; mais il n'existe aucun rapport direct entre ce pays et l'Afghanistan.

Une route reliant Kunduz avec Sarikoul, Yarkend et Kaschgar traverse le Badakchan et le Wakhan. D'après certains renseignements qui sont en notre possession, cette route est plus longue que la route directe de Peschawer à Yarkend, suivie par M. Shaw.

Quant à l'Amou-Daria, ce fleuve sert de ligne de démarcation entre l'Afghanistan et le Boukhara sur une étendue approximative de 300 verstes, depuis l'embouchure de la Kouktcha à l'Est, jusqu'au point où les deux rives du fleuve deviennent boukhares, et notamment jusqu'au passage de Tehouchka-Gouzar, situé vis-à-vis du village boukhare Khodja-Saleh, qui se trouve sur la rive droite du fleuve.

Enfin, pour ce qui est de la limite Nord-Ouest de l'Afghanistan, bien qu'il existe des doutes quant au fait de la possession par l'Emir de Caboul des villes d'Aktcha, Saripoul, Maimané, Chibirgan et Andkhoï, situées à l'Ouest de Balkh, on pourrait prendre en considération que toute cette région est isolée des Etats de Boukhara par un désert peu praticable et même en partie par des sables, et que dès lors, de ce côté, une collision immédiate entre l'Afghanistan et le Boukhara serait moins à craindre.

N° 3. — Le Comte Granville à Lord A. Loftus.

Foreign-Office, 24 janvier 1873.

Le Gouvernement de Sa Majesté a examiné attentivement les déclarations et arguments contenus dans la dépêche du Prince Gortchacow, du 7/19 décembre, ainsi que les papiers l'accompagnant, qui m'ont été communiqués par l'Ambassadeur russe, le 17/29 décembre, et à Votre Excellence, par le Prince Gortchacow, le 29 de ce même mois.

Le Gouvernement de Sa Majesté reconnaît, avec joie, dans les termes de franchise et de sympathie de cette dépêche, le même esprit d'amitié que celui dans lequel j'ai désiré que Votre Excellence transmette au Gouvernement russe, les vues du Gouvernement de Sa Majesté, au sujet de la ligne de démarcation, réclamée par Shere-Ali, Gouverneur de Caboul, pour ses possessions de l'Afghanistan.

Le Gouvernement de Sa Majesté voit, avec grande satisfaction, que en ce qui concerne la partie principale de cette ligne, le Gouvernement Impérial acquiesce volontiers aux réclamations de Shere-Ali, et il compte sur l'amitié de l'Empereur, en renouvelant devant lui, comme j'invite maintenant Votre Excellence à le faire, l'exposé des motifs que lui font considérer, comme bien fondées, les réclamations de Shere-Ali, au sujet du reste de la ligne de frontière, exposé déjà fait dans ma dépêche du 17 octobre.

Les objections mentionnées dans la dépêche du Prince Gortchacow, s'appliquent à cette partie des prétentions de Shere-Ali, qui comprendrait la province de Badakchan avec sa dépendance de Wakhan dans l'Etat Afghan. Le Gouvernement Impérial prétend que cette province de Badakchan avec sa dépendance, n'ayant pas été formellement incorporée dans les territoires de Shere-Ali, ne fait pas légitimement partie de l'Etat Afghan.

A ceci, le Gouvernement de Sa Majesté répond que l'Emir de Caboul ayant, par conquête, obtenu la souveraineté de Badakchan, et ayant regu, de la façon la plus formelle, la soumission des chefs et du peuple de cette province, avait le droit de lui imposer telle forme de gouvernement qu'il jugerait le mieux appropriée aux circonstances. Dans l'exercice de ce droit, il nomma un gouverneur local, et consentit, à titre d'essai, à recevoir une portion fixe des revenus du pays, au lieu de prendre sur lui même l'administration générale des finances et autres affaires. Mais l'Emir s'est expressément réservé le droit de revenir sur cet arrangement qui, d'abord, n'était conclu que pour une année, d'assujettir Badakchan, quand bon lui semblerait, au Gouvernement de Caboul, et d'amalgamer ses revenus avec les revenus généraux de l'Etat Afghan.

Le Gouvernement de Sa Majesté ne peut rien voir, dans ces circonstances, qui soit de nature à affaiblir les prétentions de Shere-Ali à la souveraineté absolue de Badakchan. La conquête et la soumission de la province furent complètes, on ne peut donc raisonnablement soutenir qu'une forme expérimentale quelconque de gouvernement que l'Emir, avec son droit reconnu de souveraineté, jugerait à propos d'imposer sur Badakchan, puisse séparer cette province des territoires généraux, au sud de l'Oxus, dont la souveraineté a été, sans hésitation, reconnue par le Gouvernement russe comme appartenant à l'Emir de Caboul.

Le Gouvernement de Sa Majesté n'a pas manqué d'observer, dans certaines parties des déclarations du Gouvernement russe auxquelles maintenant je répons, que son refus d'admettre Badakchan et Wakhan comme pays relevant directement de la Souveraineté de Shere-Ali, repose en partie sur la crainte que leur incorporation avec le reste de l'Afghanistan ne tende à troubler la paix de l'Asie Centrale, et spécialement à encourager l'Emir à étendre ses possessions aux dépens des pays avoisinants. Dans ma dépêche du 17 octobre, j'ai fait allusion au succès des recommandations que le Gouvernement indien a faites à l'Emir, d'adopter la politique qui avait produit les résultats les plus heureux pour l'établissement de la paix dans ces pays où, depuis si longtemps, elle était inconnue ; le Gouvernement de Sa Majesté n'a aucune raison pour supposer que maintenant de semblables résultats ne suivraient pas des recommandations analogues. Le Gouvernement de Sa Majesté ne manquera pas de représenter à l'Emir, et cela dans les termes les plus énergiques, les avantages que lui donne la reconnaissance par la Grande-Bretagne et la Russie des frontières qu'il réclame ; il insistera également sur l'obligation qui s'impose, en conséquence, à lui de s'abstenir d'aucune agression, et le Gouvernement de Sa Majesté continuera à exercer son influence dans le même sens.

Le Gouvernement de Sa Majesté ne peut pas ne pas sentir cependant, que si Badakchan et Wakhan qu'il considère comme faisant légitimement partie des territoires de l'Emir, sont déclarés par l'Angleterre et la Russie, ou par l'une de ces deux puissances, comme étant indépendants de son autorité, l'Emir pourrait être tenté de soutenir ses prétentions par les

armes, que, peut être, dans ce cas, Bokhara chercherait une occasion d'acquérir des districts, trop faibles en eux-mêmes pour résister à l'Etat Afghan, et qu'ainsi la paix de l'Asie Centrale serait troublée, et une occasion donnée pour soulever entre la Grande-Bretagne et la Russie des questions qu'à tous égards, il est si désirable d'éviter, et qui, le Gouvernement de Sa Majesté en est convaincu, déplairaient autant au Gouvernement Impérial qu'à lui-même.

Le Gouvernement de Sa Majesté espère donc que le Gouvernement Impérial, après examen impartial de ces considérations, donnera son acquiescement à la reconnaissance qu'il a faite des droits de Shere-Ali, tels que les expose ma dépêche d'octobre, et en ce faisant, mettra fin aux calculs insensés propres à troubler les esprits des races asiatiques qui, voyant un désaccord marqué entre l'Angleterre et la Russie, bâteraient là-dessus des espérances d'agrandissement pour elles-mêmes.

Le Gouvernement de Sa Majesté se félicite de la perspective d'un arrangement définitif entre les deux Gouvernements sur cette question des frontières de l'Afghanistan, dont les détails ont été en discussion pendant si longtemps.

Votre Excellence lira et donnera copie de cette dépêche au Prince Gortchacow.

GRANVILLE.

N^o 4. — Le Prince Gortchacow au Comte Brunow.

St-Petersbourg, le 19/31 janvier 1873.

Lord Augustus Loftus m'a communiqué la réponse du Principal Secrétaire d'Etat de Sa Majesté Britannique à notre dépêche du 19 décembre sur l'Asie Centrale. Nous voyons, avec satisfaction, que le Cabinet anglais continue de suivre, dans ces régions, le même objet que nous, à savoir : assurer la paix et la tranquillité autant que possible.

La divergence existant entre nos vues aurait trait aux frontières assignées aux Etats de Shir-Ali. Le Cabinet britannique y comprend Badakchan et Wakhan, qui, suivant nous, jouissaient d'une certaine indépendance.

Considérant la difficulté d'établir les faits en tous leurs détails dans ces régions éloignées, et tenant compte des facilités plus grandes que possède le Gouvernement britannique pour recueillir des données précises, et surtout de notre désir de ne pas donner à cette question de détail plus d'importance qu'elle n'en doit avoir, nous ne refusons pas d'accepter la ligne frontière proposée par l'Angleterre.

Nous sommes d'autant plus portés à cet acte de courtoisie que le Gouvernement anglais s'engage à user de toute son influence auprès de Shir-Ali, afin de l'amener à conserver une attitude pacifique et à insister auprès de lui pour qu'il renonce à toutes mesures d'agression ou de conquête ultérieure. Cette influence ne saurait être contestée. Elle n'est pas basée seulement sur l'ascendant matériel et moral de l'Angleterre, mais encore sur les subsides que reçoit d'elle Shir-Ali. Dès lors, nous voyons dans cette assurance une garantie réelle du maintien de la paix.

Votre Excellence aura la bonté de faire la présente déclaration au principal Secrétaire d'Etat de Sa Majesté Britannique et de lui donner copie de cette dépêche. Nous sommes convaincus que Lord Granville y trouvera une nouvelle preuve de la valeur qu'attache Notre Auguste Maître au

maintien et à la consolidation des relations les plus amicales avec le Gouvernement de Sa Majesté la Reine Victoria.

Agréez, etc.

GORTCHACOW.

DOCUMENTS RELATIFS AUX NÉGOCIATIONS DE 1883-1885.

N° 1. — Mémoire remis par le Ministère Impérial des Affaires Etrangères à l'Ambassadeur d'Angleterre en date du 19 décembre 1883

A la fin du mois d'août dernier, le Cabinet Impérial de Russie a été informé par un télégramme de Tachkent que, d'après des bruits parvenus dans cette ville, le Khanat de Schougnan aurait été subitement envahi par les Afghans et que le chef héréditaire de Schougnan, Shah-Youssouf-Ali-Khan, ayant pris la fuite, était venu chercher un refuge dans le district de Marguelan.

Peu après un second télégramme de Tachkent apporta la nouvelle que Schah-Youssouf-Ali-Khan, ayant voulu rentrer dans son pays, aurait été arrêté par les Afghans et envoyé comme prisonnier à Caboul.

Ces informations furent suivies de près par des plaintes de l'Emir de Boukhara, qui, se croyant lésé dans ses intérêts par les entreprises militaires des Afghans, se voyait dans la nécessité de réclamer l'intervention des autorités russes du Turkestan pour le rétablissement du statu quo ante.

Avant de prendre une décision quelconque à cet égard, le Gouvernement Impérial crut devoir inviter le Lieutenant-Général Tcherniaïew, qui se trouvait à cette époque à St-Petersbourg, à recueillir, dès son retour à Tachkent, des informations plus précises sur les événements dont la principauté de Schougnan aurait été le théâtre.

Les rapports du Général Tcherniaïew viennent de confirmer l'exactitude des renseignements ci-dessus exposés. Il en résulte que les possessions de Schah-Youssouf-Khan ont en effet été envahies par un corps afghan venu du Badakhshan dont le chef a en outre envoyé à Schougnan un lieutenant chargé d'administrer cette principauté en son nom, et que les changements qui en sont résultés sur la frontière sud du Boukhara sont de nature à menacer la sécurité des Etats de l'Emir Mouzaffar-Eddin. Le Gouverneur Général du Turkestan ajoute à ce qui précède que les autorités de Badakhchan auraient pris depuis quelque temps une attitude menaçante à l'égard du Boukhara, que des barques armées afghanes circuleraient à l'heure qu'il est sur l'Amou-Daria, qu'un corps de cavalerie afghan aurait été réuni sur la rive gauche du fleuve, et que des cavaliers auraient même à plus d'une reprise franchi l'Amou-Daria. — Le Général Tcherniaïew est d'avis que cet état de choses ne saurait tarder à provoquer des complications regrettables dans ces parages, et il en conclut à la nécessité d'inviter le Khan de Badakhshan à faire retirer ses troupes de Schougnan et à couper court aux démonstrations hostiles dont le Khanat de Boukhara est l'objectif.

Le Cabinet Impérial se voit dans l'impossibilité de méconnaître la justesse de ces appréciations.

La principauté de Schougnan et de Roschan, qui est limitrophe non seulement du Boukhara, mais aussi de la province russe de Fergana, a de tout temps joui d'une existence indépendante et, bien qu'elle n'ait pu échapper aux conséquences des révolutions dont cette partie de l'Asie Centrale a été

autrefois le théâtre, elle n'a pas cessé d'être administrée par des chefs indigènes. Elle ne figure pas non plus au nombre des provinces qui, conformément à l'arrangement intervenu en 1873 entre la Russie et l'Angleterre, sont reconnues comme faisant partie des Etats de l'Emir de l'Afghanistan, et cette circonstance prouve mieux que tout le reste que l'envahissement de Schougnan par le Khan de Badakhshan constitue un acte arbitraire en contradiction flagrante avec les termes de l'arrangement en question et qui pourrait devenir le point de départ de malentendus et de complications entre le Boukhara et l'Afghanistan.

Animé du désir de prévenir ces complications, le Cabinet Impérial est fermement persuadé que, de son côté, la Grande-Bretagne ne saurait rester indifférente en présence de faits qui tendent à miner les bases de l'arrangement qui s'est établi en 1873 entre les deux Etats et qui a le plus contribué au maintien, durant une période de dix ans, de la tranquillité dans cette partie de l'Asie Centrale. Dans cet état de cause, le Cabinet Impérial se plaît à espérer que, conformément aux termes de l'arrangement en question, le Gouvernement de Sa Majesté la Reine s'empressera d'user de toute son influence sur l'Emir de Caboul afin de l'engager à faire retirer le plus tôt possible de Schougnan et de Roschan le lieutenant et la garnison afghans qui s'y trouvent actuellement et à renoncer à tout jamais à toute ingérence dans les affaires de la susdite principauté.

N^o 2. — **Sir Edward Thornton au Secrétaire d'Etat de Giers.**

St-Petersbourg, le 29 Février (12 Mars) 1884.

J'ai eu l'honneur, le 3/13 Février, de faire savoir au Comte Granville que Votre Excellence m'avait informé de la résolution de Sa Majesté Impériale d'accepter la soumission des Turcomans de Merv, et d'envoyer à Merv un officier russe, afin d'administrer le Gouvernement de cette région et d'y établir l'ordre ; que l'officier en question serait peut-être accompagné d'une petite escorte, probablement d'indigènes, mais que le Gouvernement Russe espérait qu'il ne serait pas nécessaire, maintenant tout au moins, d'envoyer dans cette direction des troupes russes.

Une note analogue parue dans les journaux Anglais a grandement occupé l'esprit public en Angleterre, et a été l'occasion d'un débat qui a eu lieu le 22 courant à la Chambre des Communes.

Les vues du Gouvernement actuel de Sa Majesté et celles du Gouvernement précédent au sujet de l'extension de la souveraineté russe sur Merv, sont si bien connues du Gouvernement Impérial qu'il est à peine nécessaire de les répéter ici. Il peut être utile cependant de faire une récapitulation des communications qui ont passé entre les Gouvernements de Russie et d'Angleterre sur ce sujet, depuis que la conclusion du traité avec Khiva en 1873 a appelé l'attention sur la possibilité d'une avance éventuelle de la Russie sur Merv.

Le 7 Janvier 1874, Lord Granville adressa une dépêche à Lord A. Loftus, exprimant les vues du Gouvernement de Sa Majesté sur les procédés des Russes en Asie Centrale. Son Excellence disait que les appréhensions de l'Emir avaient été surtout éveillées par les bruits qui prétaient à la Russie l'intention d'envoyer une expédition pour prendre Merv, et pour subjuguier les tribus Turcomanes dans ces régions. Des bruits de cette expédition

étaient arrivés au Gouvernement de Sa Majesté, et quoiqu'ils pussent être démentis et contredits par le Gouvernement de St-Petersbourg, ce serait peu sage, en face des événements antérieurs, de ne pas envisager la possibilité que des considérations de défense personnelle, ou la nécessité de punir des actes de pillage et d'hostilité, donnassent éventuellement occasion de faire une telle expédition. L'Emir, craignant que le résultat ne fût de pousser les Turcomans à prendre refuge dans le voisinage d'Hérat, ce qui amènerait pour lui une collision avec les autorités russes, avait demandé conseil au Gouvernement de l'Inde. Le vice-roi s'était efforcé de le rassurer quant à la sécurité de ses territoires. Mais le Gouvernement de Sa Majesté pensa qu'il valait mieux porter les craintes de l'Emir à la connaissance du Gouvernement Russe, et exprimer son ardent espoir que la question d'une expédition ultérieure contre les Turcomans pût être soigneusement considérée, ainsi que les résultats dont l'Emir craignait que cette expédition pût être suivie.

La réponse du Prince Gortchakow sur ce point, contenue dans une dépêche du 21 Janvier au Comte Brunnow, fut la suivante :

« En ce qui concerne le danger éventuel que nous signale Lord Granville, et sur lequel Shere-Ali paraît avoir déjà attiré l'attention du Gouvernement de l'Inde, savoir, que des tribus nomades de Turcomans repoussées par nos troupes retournent demander aide ou refuge sur le territoire d'Hérat, et amènent un conflit entre l'Afghanistan et nous, j'ai dit à Lord A. Loftus que nous n'avions pas l'intention d'entreprendre une expédition contre les Turcomans ; qu'il dépendait entièrement d'eux de vivre en bons termes avec nous, et même de tirer profit de notre proximité et des débouchés que nous nous efforçons de faire pour un commerce paisible ; mais si ces tribus turbulentes devaient nous attaquer ou nous piller, nous serions obligés de les punir. Ceci est une nécessité que le Gouvernement de Sa Majesté connaît par sa propre expérience, et qu'aucun Gouvernement en contact avec des populations sauvages ne peut éviter. En tous les cas nous sommes les premiers à vouloir que cette punition, si elle devient nécessaire, soit infligée aussi près que possible de notre propre frontière.

« Lord A. Loftus avait reçu les mêmes assurances de la bouche de notre Auguste maître, et les a sans doute rapportées à son Gouvernement.

« J'ai ajouté que, quoique l'éventualité indiquée par Shere-Ali ne soit guère probable, l'Emir de Caboul peut aider à enlever sa possibilité même, en faisant comprendre clairement aux Turcomans auparavant que si par des actes de déprédation contre nous, ils provoquent des mesures de rigueur, ils ne pourront compter sur aucune aide ni protection de sa part. »

Un changement de gouvernement eut lieu en Angleterre au mois de février 1874, et le 13 avril de cette même année le comte Brunow communiquait à lord Derby une lettre du prince Gortchakow lui annonçant que les ordres donnés par l'Empereur qu'aucune expédition ne fût entreprise contre les Teké-Turcomans, c'est-à-dire dans la direction de Merv, avaient été donnés dans des termes si péremptaires qu'aucune ambition locale n'oserait prendre la liberté de les transgresser.

Le 12 mars 1875, le comte Schouvalow, qui demanda s'il y avait de la part de l'Angleterre aucune disposition d'avancer plus loin dans la direction des possessions russes, fut informé par lord Derby que le seul cas où il pourrait concevoir une telle marche en avant serait celui d'un mouvement russe tendant à l'occupation de Merv ; il rappela à Son Excellence la

grande importance qu'attachait à cette place le gouvernement indien, et le danger qui menacerait les bonnes relations si l'on y touchait.

Le 11 mai, le comte Schouvalow communiqua une note du prince Gortchakow, datée du 5 avril, laquelle contenait une assurance positive que l'Empereur n'avait aucune intention d'étendre les frontières de la Russie, telles qu'elles existaient à ce moment dans l'Asie centrale, ni du côté de Bokhara, ni du côté de Krasnowodsk et de l'Atrek.

Cette note cependant était accompagnée d'un mémoire récapitulant la correspondance échangée à ce sujet avec le Gouvernement de Sa Majesté, expliquant les marches en avant successives des Russes, et réclamant liberté d'action complète sur le territoire situé entre les frontières de la Russie et l'Afghanistan.

Dans un mémorandum en réponse envoyé au Chargé d'affaires de Sa Majesté à Saint-Petersbourg, le 23 octobre, lord Derby déclara que le Gouvernement de Sa Majesté acceptait pleinement les assurances du Cabinet impérial quant à l'extension des frontières sud du territoire russe, mais il admettait également la force des arguments qui avaient été mis en avant pour expliquer les annexions répétées qui en dépit de ces assurances avaient eu lieu.

Quelque sincère donc que fût le désir du gouvernement russe d'éviter à l'avenir l'extension de responsabilités territoriales, le gouvernement de Sa Majesté ne pouvait considérer la ligne de frontière russe comme fixée et inébranlable. Le retour de causes semblables pourrait amener des résultats semblables, et le gouvernement de Sa Majesté ne pourrait voir avec indifférence et comme chose qui ne le concerne point l'absorption et l'occupation ultérieures par la Russie des régions qui séparaient encore l'Afghanistan du territoire russe. Considérant le maintien de l'intégrité de l'Afghanistan comme un objet de la plus haute importance, il lui faut se réserver la plus complète liberté d'action pour toutes les occasions futures, et pour prendre telle mesure qu'il jugerait nécessaire pour le garantir. Il ne peut pas ne pas se rendre compte qu'un événement tel que l'occupation de Merv, qui mettrait la ligne du territoire russe en contact direct avec le territoire afghan, éveillerait au plus haut degré les susceptibilités de l'Emir et pourrait l'engager à faire cause commune pour la défense avec les tribus turcomanes de ses frontières. Cela pourrait amener des complications qui produiraient peut-être précisément le résultat que les deux gouvernements désiraient éviter, c'est-à-dire le contact des deux puissances dans l'Asie centrale. Le mémorandum exprimait, en concluant, la satisfaction avec laquelle le gouvernement de Sa Majesté avait reçu les assurances du prince Gortchakow relatives à cette conviction de l'Empereur que l'extension du territoire russe dans la direction des frontières afghanes était contraire aux intérêts russes, et que des ordres formels avaient été donnés pour que toute action future dans ces régions fût strictement bornée à la défense des limites existantes et à la protection de la propriété et du commerce contre le pillage et le brigandage.

Le gouvernement russe répondit officiellement à ce mémorandum par une dépêche au comte Schouvalow, le 3 février 1876 (vieux style), laquelle sans entrer dans des détails réitéra la déclaration que l'Afghanistan était au-delà de la sphère d'action russe, et fit observer que les deux Cabinets, tout en conservant leur entière liberté d'action, devaient être guidés par un désir mutuel de respecter leurs intérêts et besoins respectifs, en évitant,

autant que possible, tout contact immédiat l'un avec l'autre, et toute collision entre les Etats asiatiques placés dans le cercle de leur influence.

Pendant l'été de 1875, les mouvements du général Lomakine, qui dirigeait une reconnaissance militaire dans les steppes turcomanes, donnèrent naissance à de nouveaux bruits d'une expédition projetée sur Merv, et en conséquence, le 3 août, M. Doria, le Chargé d'affaires de Sa Majesté à Saint-Pétersbourg, mentionna la chose au baron Jomini, dont le langage fit croire à M. Doria que ce bruit n'avait aucun fondement, et Son Excellence fit allusion à la défense faite par l'Empereur de diriger aucune attaque sur Merv.

Dans l'automne de 1876, le général Lomakine quitta Khasnovodsk pour une nouvelle reconnaissance, et le bruit d'une expédition à Merv se répandit de nouveau ; mais l'Ambassadeur de Sa Majesté à Saint-Pétersbourg écrivit le 15 novembre que le prince Gortchakow l'avait chargé d'informer lord Derby qu'il n'était aucunement question d'une telle expédition ni de l'occupation de la place.

En présence cependant des opérations du général contre les Teké-Turcomans en 1877, lord Derby écrivit à lord A. Loftus, le 13 juin de cette année, que ces opérations pourraient finalement conduire à l'occupation de Merv, si des ordres positifs pour le contraire n'étaient de suite donnés par le gouvernement russe. Il donna donc pour instructions à Son Excellence de faire de nouvelles représentations au gouvernement russe au sujet des mouvements des troupes russes, de rappeler au prince Gortchakow son observation du 15 novembre, de démontrer clairement mais courtoisement que l'occupation de Merv, dans l'opinion générale des habitants des régions avoisinantes de l'Asie, annoncerait de la part de l'Empereur une intention d'étendre son influence, sinon sa domination, sur des territoires auxquels le gouvernement de Sa Majesté comprenait qu'il n'avait pas l'intention de toucher. Une telle impression pourrait imposer au gouvernement de Sa Majesté la nécessité de faire une marche en avant correspondante, il espéra donc que Sa Majesté donnerait à ses officiers dans ces contrées des injonctions énergiques pour qu'ils s'abstiennent de tout mouvement en avant dans les environs de Merv.

Le 18 juillet (vieux style), Votre Excellence répondit dans une dépêche au comte Schouvalow, laquelle cependant n'était communiquée qu'après un intervalle de plusieurs mois, que l'unique objet de l'expédition était de punir quelques hordes de Turcomans complètement distincts des Tekés de Merv ; que les ordres les plus formels avaient été donnés au commandant de la colonne de ne pas outrepasser ses instructions, qui étaient simplement de sauvegarder l'ordre sur la frontière, et qu'en présence de ces explications si franches toute inquiétude concernant Merv devait disparaître.

Au printemps de 1879, une expédition sous la direction du général Lazarew quitta la côte est de la mer Caspienne, expédition dont l'unique objet était, comme le comte Schouvalow l'assura à lord Salisbury le 16 mai, d'établir une communication par terre, au moyen de postes fortifiés entre Krasnovodok et Chikishlar. Lord Salisbury l'informa qu'à deux points de vue une telle expédition rencontrerait des objections de la part de l'Angleterre. Le gouvernement de Sa Majesté, dit-il, « trouverait reprehensible n'importe quelle opération qui menacerait Merv, et s'opposerait à tout empiètement sur territoire persan. » Le comte Schouvalow répliqua qu'on

n'avait aucunement l'intention de menacer Merv, ni de s'en approcher plus près qu'un point situé à 160 milles de distance, et que le gouvernement de Sa Majesté pouvait rester assuré qu'aucun empiètement des droits de la Perse n'était probable. Son Excellence ajouta toutefois que cette conversation était non officielle.

Mais, le 9 juillet, Votre Excellence assura lord Dufferin très positivement que le gouvernement russe n'avait aucune intention d'aller à Merv, et dans une conversation sur le même sujet avec le baron Jomini, ce dernier informa l'ambassadeur de Sa Majesté que la marche en avant des Russes devait s'arrêter à un point se trouvant à 150 milles au-deçà de Merv. Il ajouta : « quoique nous n'ayons pas l'intention d'aller à Merv, ou de faire quoi que ce soit qui puisse être interprété comme une menace pour l'Angleterre, il ne faut pas vous y tromper, car le résultat de notre conduite actuelle nous fournira une base d'opération contre l'Angleterre plus tard, si par l'occupation d'Hérat le Gouvernement britannique devait menacer notre position dans l'Asie centrale. »

Simultanément, lord Salisbury recevait de semblables assurances du comte Schouvalow, qui déclara avoir informé son gouvernement que le gouvernement de Sa Majesté ne pouvait voir sans déplaisir toute opération qui aurait pour effet de menacer Merv ou d'empiéter sur le territoire persan, et ne pouvait que répéter l'assurance qu'aucun dessein entraînant l'un ou l'autre de ces résultats n'était entretenu par le Gouvernement impérial.

Le 30 juillet, Lord Dufferin écrivit que Votre Excellence l'avait informé de l'approbation expresse de l'Empereur à la déclaration faite par vous que les troupes russes ne marchaient pas sur Merv, et le 12 août, l'Empereur, personnellement, confirma ce dire à Lord Dufferin.

Quand, cependant, M. Stanhope, Sous-Secrétaire d'Etat pour l'Inde, dit au Parlement que le Gouvernement de Sa Majesté tenait du Gouvernement russe la promesse solennelle qu'il n'avait pas l'intention de s'avancer jusqu'à Merv, Votre Excellence informa Lord Dufferin, le 15 août, que vous considériez ce langage comme allant un peu trop loin ; que, quoique vous ayez dit à l'Ambassadeur, et que vous ayez autorisé le Comte Schouvalow à assurer Lord Salisbury qu'une marche en avant sur Merv n'était pas projetée par le Gouvernement russe, et ne formait aucunement partie du programme existant, vous n'entendiez pas inférer de vos remarques précédentes que dans des circonstances autres, et en face d'événements non prévus, l'occupation de Merv ne pourrait pas devenir nécessaire ; qu'à la vérité, le Gouvernement russe n'avait jamais eu l'intention de donner une assurance solennelle qui l'empêcherait à tout jamais d'aller à Merv.

Lord Dufferin répliqua qu'il espérait que ces observations n'étaient pas de nature à altérer le caractère de bonne foi des assurances ministérielles antérieures, ou à impliquer une modification de celles données par l'Empereur. Votre Excellence dit que vous ne désiriez pas que vos remarques fussent ainsi interprétées, et que l'Ambassadeur pouvait rester assuré que Merv n'était aucunement l'objet de l'expédition du général Lazarew.

L'échec des Russes à Géok-Tépé, au mois de Septembre 1879, amena l'organisation, l'année suivante, d'une expédition sur une échelle encore plus considérable, dont le commandement fut confié au Général Skobelew.

Le 21 décembre 1879, Votre Excellence laissa entendre à Lord Dufferin

que des préparatifs pour cette expédition étaient sur pied, mais qu'elle était entreprise avec beaucoup de répugnance par la Russie. Incidemment, vous mentionnâtes certain bruit qui parlait de l'alliance des Turcomans de Merv avec les Tékés contre les troupes russes, et dites qu'il pourrait devenir nécessaire de détruire la place, tout en ajoutant qu'il ne pouvait y avoir aucune intention d'y établir des troupes russes.

Nonobstant, l'impression générale était que la destination finale de l'expédition était Merv; et au mois d'août 1880, Lord Dufferin signala encore cette question à Votre Excellence, c'est alors que vous répondîtes qu'en ce qui concernait les plans actuels du Général Skobelew, il n'y avait aucun changement d'intention, et, très fortement, vous niâtes que Merv fût l'objectif de l'expédition.

Après la victoire du Général Skobelew, à Géok-Tépé, au mois de janvier 1881, Votre Excellence fit observer à Lord Dufferin que le temps était venu pour le Gouvernement russe de montrer sa modération, et de prendre garde de ne pas se laisser mêler à d'autres opérations militaires dans cette partie et ces remarques furent plus tard expressément approuvées par l'Empereur.

Au sujet du bruit qui circula aussitôt, et qui se trouva ensuite être bien fondé, que le Général Skobelew pourrait faire un mouvement en avant, jusqu'à Askabad, à 50 milles au-delà de Géok-Tépé, Lord Dufferin fut assuré par vous-même et par le Général Miliutine que, même dans ce cas, la politique du Gouvernement russe se bornerait à la soumission de l'oasis Akhal-Teké, et qu'une attaque sur Merv était complètement en dehors d'aucun programme possible.

Le 7 février, l'Ambassadeur russe, le Prince Lobanow montra à Lord Granville une dépêche de son gouvernement, écrite au mois d'avril précédent, laquelle contenait quelques observations sur l'importance et les motifs de l'expédition contre les Turcomans. Elle exposait que, dans l'opinion du Gouvernement russe, l'importance de Merv avait été grandement exagérée; et qu'il ne pouvait rien promettre quant aux limites exactes dans lesquelles seraient confinées ses opérations militaires, qu'il n'avait aucun désir de les pousser jusqu'à Merv, mais que s'il se trouvait contraint de le faire, bien certainement il ne songeait pas à une occupation permanente, et se retirerait aussitôt que possible.

Sa Seigneurie répondit qu'il avait égard à la date de la dépêche, autrement, il aurait été frappé par le fait que l'information qui lui était donnée allait moins loin que la récente conversation de Votre Excellence avec Lord Dufferin, déjà citée.

Sur ce, Lord Dufferin écrivit, le 16 février, qu'il considérait l'assurance personnelle donnée par l'Empereur, que la Russie n'avait aucunement l'intention de marcher sur Merv, comme encore existante et pleinement valable et comme n'ayant jamais été depuis modifiée ou retirée par Sa Majesté, ou par aucun de ses Ministres. Il avait eu soin de rappeler à Votre Excellence, de temps en temps, que c'était en ce sens qu'il continuait à considérer la communication de Sa Majesté.

Peu de temps après, cependant, Votre Excellence, tout en contredisant un bruit rapporté par « The Taes of Indim » que la Russie allait occuper Merv, dit à Lord Dufferin que l'assassinat de deux Russes par des Turcomans de Merv, et les intrigues des Anglais dans la place même, rendaient incertaine la marche à suivre; et lorsque Lord Dufferin fit allusion aux

assurances qu'il avait récemment reçues, vous fîtes remarquer que ces assurances consistaient simplement en ce que le Gouvernement russe, au moment où ces assurances étaient données, n'avait pas l'intention d'aller à Merv.

Lord Dufferin répondit que quoique bien certainement, le mot « intention » se trouvât dans plusieurs des phrases dont on s'était servi, la teneur générale de ces conversations répétées avec vous-même et avec le Général Miliutine, équivalait cependant à une déclaration franche et nette du Gouvernement russe que Merv ne serait pas attaqué ; que, lorsqu'à deux reprises, l'Empereur avait daigné lui donner des assurances semblables, Sa Majesté s'était servie du langage le moins équivoque, et une assurance de cette sorte venant d'une source aussi auguste, possédait une force directe et durable qui, nécessairement, ne prenait fin que par une rétractation formelle. Encouragé par ces considérations, et impressionné par la sincérité et la franchise des assertions répétées de Votre Excellence sur ce point, il avait amené son gouvernement à considérer la chose comme hors de doute, et il ne voyait guère quel langage employer pour lui faire une déclaration contraire.

En tous les cas, si les affirmations qui lui avaient été si fréquemment prodiguées et qu'il avait été prié de répéter à Londres devaient être annulées, il avait droit de s'attendre à ce que le fait lui fût annoncé, non par des allusions et des avis douteux, mais en termes absolument clairs et explicites.

Sur ce, Votre Excellence affirma de nouveau son ardent désir de conformer la politique russe dans l'Asie Centrale avec le programme que vous aviez exposé à Lord Dufferin, comme celui qui se recommandait à votre propre jugement.

Quelques jours plus tard, Lord Dufferin alla voir Votre Excellence, et vous l'informâtes alors que l'Empereur vous avait de nouveau autorisé à dire qu'il n'était nullement question de marcher sur Merv. « Non-seulement nous n'avons pas envie d'y aller », dites-vous, mais heureusement il n'y a rien qui nécessite que nous y allions. Mais, ajoutâtes-vous, « l'Empereur espère que de votre côté vous rendrez possible pour nous une politique d'abstention et de modération, en empêchant les officiers anglais de fréquenter les oasis et de soulever contre nous la population turcomane. » Cette remarque faisait allusion à la conduite du capitaine Gill et du lieutenant-colonel Stewart, mais il n'y avait aucun fondement pour cette insinuation, car le Gouvernement de Sa Majesté avait empêché le capitaine Gill de visiter la contrée turcomane, et on savait que le colonel Stewart n'avait pas été au-delà du district persan de Dereghez.

L'arrivée à Askhabad d'une députation de Merv, et la nouvelle d'un envoi d'agents russes à cette place, formèrent le sujet de représentations de Lord Dufferin à Votre Excellence le 30 mars et le 15 avril : vos réponses furent qu'en tout état de cause il n'était aucunement question de l'acquisition du pays, le retour prochain du général Skobelew en était une preuve ; et encore une fois que les circonstances n'impliquaient certainement pas l'acquisition d'aucune souveraineté sur les Turcomans de Merv par le Tzar, et que la Russie n'avait aucun désir d'acquérir l'oasis de Merv.

Le 24 mai, un Ukase impérial annonça l'annexion à l'Empire, du territoire des Téké-Turcomans occupé par les troupes russes, mais le Gouver-

nement de Sa Majesté ne réussit pas à obtenir du Gouvernement russe pendant l'été un exposé explicite des frontières de ces territoires.

Au mois de décembre 1881, une convention fut signée entre la Russie et la Perse relative à la frontière turcomane jusqu'à Baba-Durmaz, et depuis cette date des communications ont été échangées entre le Gouvernement de Sa Majesté et la Russie, afin de fixer la frontière non encore définie entre la Perse et la contrée Turcomane au-delà de ce point jusqu'à la frontière de l'Afghanistan. Mais les propositions du Gouvernement de Sa Majesté ont eu pour réponse que la chose concernait la Russie et la Perse exclusivement.

Le Gouvernement russe s'est nonobstant exprimé en faveur de la définition de la frontière afghane jusqu'à celle de la Perse.

Pendant ces discussions, Votre Excellence m'assura que la Russie n'avait aucunement l'intention de marcher sur Merv quant à présent, ni d'occuper aucun territoire dans cette région au-delà de ce qu'elle a déjà dans sa possession. Votre Excellence, cependant, s'opposerait à la prétention de la Perse à des droits quelconques sur le district de Merv, une telle prétention pourrait obliger les autorités russes à adopter des mesures plus vigoureuses.

Au mois d'avril 1882, j'ai fait mention à Votre Excellence du bruit qui courait au sujet de cavaliers russes qui se seraient dirigés du côté de Merv. Vous répondîtes qu'ils y étaient allés simplement pour escorter des marchands russes, et que les ordres les plus sévères avaient été donnés au général Rohrberg pour éviter autant que possible l'envoi de troupes au-delà des limites du territoire occupé alors par les forces russes.

Au cours d'une conversation avec moi le 24 octobre dernier, Votre Excellence admit que le général Tchernaiëw exerçait une certaine influence morale sur les Turcomans indépendants dans l'intérêt de la paix. Vous dites qu'à Merv, les différentes tribus étaient constamment à se quereller entre elles, et avaient été engagées à se soumettre à l'autorité du Khan de Khiva; le plus grand nombre avait consenti à se laisser gouverner par la personne nommée par le Khan. C'était là, insistâtes-vous, les limites de l'intervention russe.

Le 10 novembre, une note parut au *Journal de Saint-Petersbourg* en réponse à un article de l'*Agence Havas* française, niant l'intention de la Russie d'aller à Merv, mais repoussant toutes les prétentions de la Perse à occuper ce territoire.

Le sommaire qui précède montre que jusqu'au 15 février dernier, jour où Votre Excellence m'annonça que l'Empereur avait résolu d'accepter la soumission des Turcomans de Merv, le Gouvernement de Sa Majesté avait toute raison de croire que le Gouvernement russe était tenu à ne pas prendre une telle mesure dans les circonstances existantes, quoique ses assurances plus récentes eussent été accompagnées de modifications réservant à la Russie sa liberté d'action dans l'éventualité de changements non prévus alors, ou considérés comme possibles, se produisant à une époque quelconque de l'avenir dans la situation.

Le Gouvernement de Sa Majesté n'a pas connaissance de circonstances nouvelles pouvant créer une nécessité pressante pour l'exécution du plan que l'on s'est décidé à suivre; même si tel était le cas, il semble complètement incompatible avec toute la teneur des explications mutuelles entre les deux Gouvernements, que l'un des deux prenne une mesure qui paraît

être en contradiction avec les assurances tant de fois données et par l'Empereur et par son Gouvernement, sans communication préalable de son changement de vues. Votre Excellence, en me les annonçant, exprima l'espoir que les mesures que l'on était sur le point de prendre, seraient à l'avantage du territoire Turcoman et des Etats voisins, la Perse et l'Afghanistan, et seraient vues par le Gouvernement de Sa Majesté comme ayant été adoptées seulement dans l'intérêt de la paix et du bon ordre.

Vous n'avez pas exposé en détail quelles seraient ces mesures, de sorte que le Gouvernement de Sa Majesté ne peut donner une opinion sur elles ; mais conformément aux instructions que j'ai reçues de Lord Granville, j'ai l'honneur de transmettre à Votre Excellence l'espoir de Sa Seigneurie qu'une occasion prochaine se présentera de communiquer au Gouvernement de Sa Majesté les propositions que le Gouvernement russe peut avoir à lui faire afin de pourvoir aux complications auxquelles cette nouvelle extension de la souveraineté russe dans la direction des frontières de l'Afghanistan pourrait donner lieu.

Je profite de cette occasion, etc., etc.

THORNTON.

N° 3. — Le Secrétaire d'Etat de Giers à Sir Edward Thornton.

St-Pétersbourg, le 17 Mars 1884.

La note que Votre Excellence m'a adressée en date du 29 février (12 mars) a été soumise à un examen attentif.

Je ne m'étendrai pas ici sur l'exposé historique qu'elle contient des communications échangées entre les deux Gouvernements au sujet de Merv. Je joins ci-après une notice renfermant les points de vue du Ministère Impérial à cet égard.

Je crois plus pratique de m'en tenir au principe qu'en dehors des arrangements écrits, conclus et signés entre eux concernant les frontières nord et nord-ouest de l'Afghanistan, tous deux conservent la pleine liberté d'apprécier ce que réclament leurs propres intérêts, tout en témoignant un égal respect pour leur dignité et leurs convenances réciproques.

Le Cabinet Impérial croit pour sa part ne s'être jamais écarté de ce respect vis-à-vis du Gouvernement de Sa Majesté Britannique. Il s'est abstenu de toute observation au sujet des transactions conclues à différentes époques par l'Angleterre avec les Etats limitrophes et qui ont considérablement étendu sa sphère d'action le long de sa frontière indienne.

Il est fondé à attendre les mêmes égards pour la liberté des déterminations que lui commandent les intérêts de la Russie.

Mais, en même temps, le prix qu'il attache au maintien de bonnes et cordiales relations avec le Cabinet de Londres l'a toujours engagé à se prêter à des explications amicales destinées à écarter toute cause de mésintelligence ou de malentendu entre les deux pays.

C'est pourquoi, lorsque le Gouvernement de Sa Majesté Britannique l'a interpellé sur ses intentions quant à certains points de l'Asie Centrale, et notamment au sujet de Merv, il n'a fait aucune difficulté pour répondre avec une entière franchise, sans pourtant attacher à ces réponses la valeur d'engagements qu'il ne pouvait, ni ne devait prendre.

La récente résolution des chefs merviens de demander la sujétion de la Russie a été subite. La notice ci-jointe expose la manière dont les choses

se sont passés. Cette éventualité devait être envisagée comme possible et désirable dans un avenir plus ou moins éloigné, du moment où les Merviens se trouvaient dans l'alternative de s'exposer à de sévères répressions, s'ils continuaient leurs brigandages, ou de perdre le plus clair de leurs moyens d'existence s'ils y renonçaient. Le Gouvernement Impérial ayant assumé dans son intérêt et dans celui de la Perse la tâche de mettre un terme à ces désordres et de pacifier la steppe, ne pouvait pas se dispenser d'imposer cette obligation aux Merviens s'ils voulaient vivre en paix avec nous. La résolution que leurs chefs ont prise de préférer la soumission à la lutte, aux châtimens qu'ils auraient encourus, et à l'anarchie où l'oasis aurait été plongée, est certainement l'issue la plus favorable qu'on puisse désirer pour nous, pour eux et pour tous leurs voisins. Il nous était impossible de nous y refuser. Mais je crois que les conditions dans lesquelles le fait s'est accompli suffit pour écarter toute pensée d'un manque de courtoisie ou de bon vouloir de notre part envers le Cabinet de Londres.

En terminant sa note, Votre Excellence nous demande quelles propositions nous comptons faire au Gouvernement de Sa Majesté Britannique, afin de prévenir les conséquences pouvant résulter du nouveau pas que nous venons de faire.

Le Cabinet Impérial n'a pas de propositions formelles à faire, et Votre Excellence trouvera certainement naturel qu'après l'interprétation qui a été donnée à nos précédentes assurances, nous devons, à l'avenir, être très circonspects au sujet des assurances nouvelles qui nous seraient demandées. Pour le moment nous ne saurions préciser la manière dont sera mis à exécution le passage des Merviens sous la sujétion Russe.

Il faudra s'enquérir sur place du mode le plus pratique d'organiser le gouvernement de l'oasis. Tout ce que nous pouvons dire, c'est que le Cabinet Impérial devra résoudre cette question conformément au but qu'il s'est tracé de pacifier ces contrées, d'y faire régner l'ordre et la sécurité et d'y introduire les germes de la civilisation.

Quant aux conséquences qui peuvent en résulter, nous croyons qu'elles seront profitables à tout le monde, et nous sommes persuadés que si les deux Gouvernements d'Angleterre et de Russie continuent à s'inspirer des égards que se doivent réciproquement des Etats voisins, sincèrement animés du désir de maintenir les liens d'amitié qui les unissent, ils pourront aisément prévenir toute complication.

Le Cabinet Impérial y est tout disposé, de même qu'il est déterminé à respecter, comme par le passé, les arrangements antérieurement conclus entre les deux Gouvernements.

Si le Cabinet de Londres trouvait utile et pratique de compléter ces arrangements par une définition plus exacte des conditions des contrées qui séparent la possession russe des confins de l'Afghanistan, nous ne pouvons que lui rappeler la proposition que l'Ambassadeur de Sa Majesté l'Empereur a été chargé de lui faire en 1882. Elle avait pour objet de continuer, à partir de Khodja-Saleh dans la direction de l'ouest, la ligne de démarcation convenue en 1872-73.

Le Gouvernement de Sa Majesté Britannique avait hésité à cette époque à émettre un avis sur cette proposition. S'il désire reprendre la négociation, le Cabinet Impérial s'y prêtera volontiers, et Votre Excellence peut réitérer à Lord Granville l'assurance qu'il pourra toujours compter sur notre franche

et amicale coopération dans la mission civilisatrice que les deux Empires ont à remplir en Asie Centrale.

Recevez, etc.

GIER.S.

ANNEXE-NOTICE

Dans sa note en date du 29 février (12 mars) M. l'Ambassadeur de Sa Majesté Britannique affirme que la manière de voir du Gouvernement Britannique actuel et de celui qui l'a précédé quant à l'éventualité de l'extension de la souveraineté de la Russie sur Merv est si bien connue du Gouvernement de Russie qu'il lui semblerait à peu près superflu d'en parler aujourd'hui. Son Excellence n'en donne pas moins un exposé historique des explications qui ont été échangées entre les deux Gouvernements depuis la conclusion du traité de 1873 avec le Khanat de Khiva.

Cet exposé porte l'Ambassadeur à conclure que son Gouvernement possédait des raisons suffisantes pour croire que le Gouvernement de Russie s'était engagé à ne point prendre possession de Merv, quoique les assurances plus récentes aient été accompagnées de réserves de nature à assurer à la Russie une liberté d'action en cas de changements imprévus ou bien s'il était à prévoir qu'un changement pouvait survenir dans l'avenir.

Le Gouvernement Britannique, ajoute M. Thornton, ignore l'existence de circonstances qui auraient placé la Russie dans la nécessité de prendre la décision qu'elle vient d'adopter; mais il lui semble que, même dans ce dernier cas, les explications échangées entre les deux Gouvernements auraient dû empêcher la Russie de s'engager dans une voie qui serait en contradiction avec les assurances reçues précédemment de l'Empereur et de Son Gouvernement avant d'avoir fait part au Gouvernement Britannique du changement qui s'était opéré dans la manière de voir du Cabinet Impérial.

A ces considérations nous sommes en mesure de répondre par les arguments suivants :

Le Gouvernement Britannique n'ignore point que la nature même des pays qui séparent les possessions russes des contrées comprises dans la sphère d'influence de l'Angleterre exclut très souvent la possibilité du maintien d'un état de choses stable. Cette vérité a été constatée à l'occasion des pourparlers qui ont eu lieu entre les deux Gouvernements en 1869. Il a été reconnu à cette époque que s'il était arrivé à la Russie et à l'Angleterre d'entreprendre des expéditions militaires dans l'une ou l'autre partie de l'Asie Centrale et d'adjoindre à leurs possessions de nouveaux territoires, cette conduite ne leur avait été dictée que par la force des circonstances et par une impossibilité absolue d'agir autrement; que, dans cet état de choses, les frontières russes et anglaises en Asie Centrale ne pouvaient être considérées comme immuables, et qu'un arrangement international sur ce point resterait sans effet. Ce furent ces considérations qui poussèrent les deux Gouvernements à abandonner le projet primitif d'une zone intermédiaire destinée à séparer leurs possessions en Asie, et à s'entendre sur une délimitation de leurs sphères d'action respectives en fixant les limites nord et nord-est de l'Afghanistan. C'est grâce à cette dernière combinaison que des complications ont pu être prévenues dans la zone qui est traversée par la ligne de démarcation convenue en 1872-1873, laquelle en partant du lac Sarikoul s'étend jusqu'à Khodja-Saleh sur l'Amou-Daria.

L'Angleterre pourrait d'autant moins contester aujourd'hui la valeur pratique des principes ci-dessus exposés que ses frontières en Asie ne sont non plus restées immuables depuis 1869, et que, pour assurer la sécurité de ses propres confins, elle a cru devoir ajouter à ses possessions de nouveaux territoires et établir sa suprématie sur d'autres.

Sans parler des circonstances tout à fait exceptionnelles qui ont été la suite de la dernière guerre d'Orient, ce sont des motifs analogues qui ont poussé la

Russie à étendre ses possessions, et qui ont amené à la fin la soumission de la population de Merv.

Le Gouvernement Impérial ne saurait admettre que les assurances qu'il s'est trouvé dans le cas d'adresser à différentes reprises au Cabinet Britannique puissent être considérées comme des engagements formels de sa part de ne jamais prendre possession de Merv. Aux interpellations qui lui ont été successivement adressées par la Grande-Bretagne au sujet de cette éventualité, le Cabinet Impérial s'était toujours borné à répondre par un exposé franc et loyal de sa manière de voir et de ses intentions. Celles-ci n'ont pu échapper à l'influence des changements qui se sont opérés dans l'état des possessions russes en Asie Centrale, surtout depuis la conquête de l'oasis d'Akhal-Téké, et il en a été de même du langage du Cabinet Impérial, comme, du reste, le constate la note de M. Thornton.

Amenés par la force des circonstances à nous mettre en contact avec la population turbulente de Merv, nous ne pouvions nous dissimuler qu'au cas où nos efforts tendant à adoucir les instincts farouches de cette population viendraient à manquer leur but, nous pourrions difficilement nous soustraire à la nécessité de recourir à la force. Nous n'avons jamais cherché à en faire un mystère au Gouvernement Britannique.

C'est ainsi qu'à l'occasion d'une déclaration faite en 1879 par le Sous-Secrétaire pour l'Inde à la Chambre des Communes au sujet d'une promesse formelle qui aurait été obtenue du Gouvernement Russe de ne point pousser ses opérations jusqu'à Merv, M. de Giers crut devoir faire observer à Lord Dufferin que M. Stanhope s'était trop avancé; que les assurances données à la Grande-Bretagne n'excluaient point la possibilité d'une occupation de Merv, en cas où les circonstances démontreraient l'urgence de cette mesure, et que le Cabinet Impérial n'a jamais entendu contracter des engagements solennels de nature à lui interdire pour toujours une marche sur Merv. Des réserves analogues ont été formulées depuis lors toutes les fois que le Cabinet de Londres croyait devoir s'enquérir sur nos intentions.

Le reproche que nous adresse M. Thornton de n'avoir pas prévenu le Gouvernement Britannique de notre résolution de prendre possession de Merv est loin d'être fondé.

Nous pourrions y objecter avec raison que jamais nous ne nous sommes engagés vis-à-vis du Gouvernement Britannique de le prévenir en cas où l'occupation de Merv nous semblerait indispensable; que, d'ailleurs, pour être menée à bonne fin, une opération aussi importante et délicate demandait à être tenue dans le plus grand secret, et que l'ébruiter d'avance eût été nous exposer à voir se compliquer les difficultés de notre tâche. Dans le cas présent nous n'avons aucun besoin de nous prévaloir de ces raisons, attendu que pour nous la soumission des Merviens a été un événement tout aussi inattendu que pour l'Angleterre.

Voici un exposé succinct des faits qui ont amené ce résultat et qui, en grande partie, sont de notoriété publique.

Désireux de ne point étendre sans une absolue nécessité nos possessions et de nous épargner autant que possible les lourds sacrifices qu'entraîne toute prise de possession en Asie Centrale, nous avons pris, dès le lendemain de la conquête de l'oasis d'Akhal, la résolution de ne point dépasser le Tedjen, et de nous borner à exercer une influence morale sur les Merviens dans le but de les astreindre au respect de l'ordre de choses établi par nous. Le chef de la province Transcaspienne fut invité en conséquence à ouvrir des négociations avec les chefs de la population de la vallée du Mourgab pour les amener à conclure avec nous des arrangements tendant à les obliger à protéger les caravanes et à empêcher leurs congénères de se livrer au brigandage. Sauf quelques exceptions d'une importance secondaire, ce dernier engagement a été observé jusqu'à l'automne dernier, lorsque des avis parvenus de Merv nous apprirent qu'un revirement était en train de s'opérer dans les dispositions des Turco-

mans, et que ce revirement n'était dû qu'à des émissaires venus de l'Afghanistan, et qui cherchaient à paralyser les effets de nos efforts pacifiques en encourageant les Merviens à la violence. Au nombre de ces émissaires figurait un certain Siabpouche, qui prétendait avoir été investi d'une mission divine, et qui se distinguait surtout par la violence de son langage. Les résultats de cette propagande ne tardèrent pas à se traduire en faits dont il nous était impossible de méconnaître la gravité. Des bandes composées de plusieurs centaines de Merviens vinrent fondre sur les confins du Khorassan et sur l'Aték, et nous ne tardâmes pas à être informés que d'autres bandes étaient en train de se former pour imiter l'exemple de celles-ci. Il nous était tout-à-fait impossible de nous renfermer dans l'inaction en présence d'une violation aussi flagrante du pacte conclu, et c'est pour prévenir de plus graves complications que le commandant des troupes de la province Transcaspienne reçut l'ordre de donner un avertissement aux Merviens en dirigeant un détachement sur Kary-Bend au bord du Tedjen. Ce fut cette démonstration, dont nous avons déjà eu précédemment l'occasion d'apprécier les effets salutaires, qui fit réfléchir les Merviens aux conséquences de leur conduite. S'étant réunis en conseil, leurs principaux chefs résolurent de se rendre en personne à Kary-Bend pour déclarer au commandant de notre détachement que les Merviens reconnaissaient leur impuissance à se gouverner par eux-mêmes, et qu'ils suppliaient le Gouvernement de l'Empereur d'envoyer à Merv un fonctionnaire russe pour y établir l'ordre et la sécurité.

Il nous était tout à fait impossible de ne pas nous rendre aux vœux des Merviens sans risquer de compromettre gravement notre prestige, ainsi que tous les résultats de nos laborieux efforts. La Perse, entre autres, dont les confins ont de tout temps été le théâtre des exploits des bandes de brigands Merviens, aurait pu nous reprocher à bon droit d'avoir laissé échapper une occasion favorable de la délivrer à tout jamais de ce fléau.

N° 4. — Notice remise par l'Ambassadeur d'Angleterre au Ministère Impérial des Affaires Etrangères en date du 13 (25) avril 1884.

Le Gouvernement de Sa Majesté a reçu la nouvelle que des Agents Russes ont été envoyés à Pendjé pour procurer la soumission des Turcomans Salors ; qu'un autre Agent a visité Maïmené, d'où il n'était pas encore de retour ; et que le Commandant en chef venait à Sarakhs pour prendre possession des terres sur la rive droite de la rivière vis-à-vis de cet endroit et pour en donner la possession aux Turcomans de Merv. On ajoutait qu'il irait vers le Sud dans la direction de Hérat jusqu'à Toman-Aga et Kafir-Kala.

Le Gouvernement de Sa Majesté exprime l'espoir qu'il n'est pas vrai que les Agents Russes aient été envoyés aux endroits susmentionnés, ou que ce soit l'intention du Commandant en chef de visiter des endroits comme Toman-Aga et Kafir-Kala, qui sont dans le territoire afghan ; il espère que le Gouvernement Impérial donnera des ordres aux Agents Russes de respecter les droits de l'Afghanistan et de s'abstenir de tout acte qui pourrait entraver des négociations amicales.

N° 5. — Notice remise par le Ministère Impérial des Affaires Etrangères à l'Ambassadeur Britannique, en date du 16 avril 1884.

M. l'Ambassadeur d'Angleterre a bien voulu remettre au Ministère Impérial des Affaires Etrangères une notice contenant un résumé des renseigne-

ments parvenus au Gouvernement de Sa Majesté la Reine au sujet de l'action des autorités russes de la province Transcaspienne dans les contrées contiguës à l'oasis de Merv. Ces renseignements offrant sous plus d'un rapport des inexactitudes, le Ministère Impérial se fait un devoir d'exposer l'état réel des choses dans ces parages, tel qu'il résulte des informations fournies par les susdites autorités.

Le Gouverneur de la province Transcaspienne s'est en effet vu dans la nécessité d'envoyer deux de ses Agents pour visiter les localités sises au sud de Merv et habitées par les tribus turcomanes connues sous le nom de Saryks et de Salors. Cette disposition a été motivée par un recours de ces mêmes Turcomans. Il n'est que trop bien connu que le groupement actuel des tribus turcomanes éparpillées dans les steppes s'étendant entre la mer Caspienne et l'Amou-Daria n'est dû qu'à l'animosité qui les sépare, et qui a sa source dans la différence d'origine. Les Saryks et les Salors, étant numériquement plus faibles que les Tékés, ont de tout temps eu à souffrir de la violence de ces derniers, ce qui les a obligés à plus d'une reprise de changer de résidence, et de se réfugier même quelquefois sur le territoire afghan. A l'heure qu'il est, ils habitent les oasis de Iolatan et de Pendjé, mais les terrains qu'ils y occupent n'étant pas suffisants pour leurs besoins, ils désireraient reprendre possession des terres sur le Mourgab dont ils ont été naguère refoulés par les Tékés. C'est pour obtenir l'autorisation des autorités russes à cet effet, ainsi que des garanties contre les violences de leurs voisins de Merv, qu'ils ont envoyé dernièrement une députation auprès du Lieutenant-Général Komarow, et c'est uniquement pour recueillir des informations qui pourraient servir de base à l'établissement de rapports pacifiques entre les différentes tribus que ce dernier a cru devoir charger les deux Agents en question de visiter Iolatan et, en cas de nécessité, Pendjé. Aucun projet d'annexion ne se rattache à cette mission, et le Gouvernement Impérial a tout lieu d'espérer que les Turcomans se soumettront de plein gré aux prescriptions du Gouverneur de la Province Transcaspienne, qui auront pour but de leur assurer une existence tranquille.

Le Ministère Impérial croit pouvoir affirmer, d'autre part, qu'aucun Agent n'a été envoyé à Maïmené. Aux termes de l'arrangement intervenu entre les deux Puissances, Maïmené fait partie des Etats de l'Emir de l'Afghanistan, et le Gouvernement de Sa Majesté l'Empereur est résolu à respecter scrupuleusement, comme par le passé, tous les engagements qu'il avait contractés en vertu de l'arrangement en question.

Le Général Komarow se proposait, en effet, à son retour à Askhabad, de visiter l'ancien Sarakhs, sur la rive droite du Tedjen, où les Turcomans de Merv venaient se fixer autrefois pour s'y livrer à l'agriculture. A l'heure qu'il est cette localité est complètement dépourvue de population, mais, vu la sécurité qui règne dans ces parages depuis la soumission de Merv à l'autorité russe, il n'est pas improbable que des familles turcomanes se trouvant dans l'impossibilité de se procurer ailleurs des moyens d'existence viendront de nouveau s'y établir.

Il est tout à fait inexact, d'autre part, que le Général Komarow ait jamais eu l'intention de visiter Kafir-Kalé. Pour ce qui est de Toman-Aga, le Ministère Impérial se voit dans le cas de déclarer que ce point n'est marqué sur aucune des cartes qui se trouvent à sa disposition. Il croit néanmoins pouvoir assurer le Gouvernement Britannique que les autorités rus-

ses s'abstiendront soigneusement d'intervenir dans cette localité s'il est constaté que celle-ci fait partie du territoire afghan.

Le Ministère Impérial se plaît à espérer que les explications ci-dessus exposées suffiront pour rassurer le Gouvernement de Sa Majesté la Reine sur les intentions loyales et pacifiques du Gouvernement de l'Empereur, et que les négociations engagées entre les deux Puissances à la suite de la soumission de Merv ne tarderont pas à amener dans cette partie de l'Asie Centrale l'établissement d'un ordre de choses basé sur le respect de leurs droits et intérêts réciproques.

N° 6. — Sir Edward Thornton au Secrétaire d'Etat de Giers.

Saint-Petersbourg, 24 avril (6 mars) 1884.

J'ai l'honneur d'informer Votre Excellence que j'ai transmis au principal Secrétaire d'Etat des affaires étrangères de Sa Majesté votre Note du 17 (29) mars dernier avec ce qui l'accompagnait au sujet de l'annexion de Merv à l'empire russe.

En réponse à cette Note, j'ai reçu pour instructions de lord Granville de dire à Votre Excellence que le Gouvernement de Sa Majesté est heureux que les représentations que l'on m'a prié de faire au Gouvernement impérial aient été reçues dans un esprit amical.

Il s'associe cordialement au désir exprimé par Votre Excellence d'éviter toutes complications par une entente amicale ; autant que le Gouvernement russe, il est résolu à respecter les arrangements qui ont été conclus préalablement entre les deux gouvernements au sujet des affaires de l'Asie centrale.

Il est d'avis que le mouvement en avant de la Russie vers les frontières de l'Afghanistan augmente l'importance de la question de la délimitation des frontières qui séparent cet Etat des territoires sous l'influence de la Russie, et le Gouvernement de Sa Majesté est prêt à accepter la proposition faite en 1882 et renouvelée maintenant par Votre Excellence pour la délimitation de la frontière de l'Afghanistan de Khodja Saleh à l'ouest.

En informant Votre Excellence de cette décision, j'ai ordre d'ajouter que le Gouvernement de Sa Majesté est d'avis qu'il serait désirable que les parties principales de la ligne de délimitation soient déterminées sur les lieux, et qu'une commission mixte comprenant un représentant afghan nommé à cet effet, en commençant les opérations à l'automne prochain.

Je profite de cette occasion, etc., etc.

THORNTON.

N° 7. — Le Secrétaire d'Etat de Giers à Sir Edward Thornton.

Saint-Petersbourg, le 3 mai 1884.

J'ai reçu la Note que Votre Excellence m'a fait l'honneur de m'adresser en date du 24 avril (6 mai) pour m'annoncer l'accueil que ma note du 17 (29 mars) dernier au sujet de l'annexion de Merv au territoire de l'Empire a trouvé auprès du Gouvernement de Sa Majesté la Reine.

C'est avec une vive satisfaction que j'ai constaté que le Cabinet de Londres étant, de son côté, résolu à respecter les arrangements conclus anté-

rieurement entre les deux gouvernements relativement à l'Asie centrale, considère une entente amicale comme le moyen le plus sûr de prévenir des complications, et qu'il partage entièrement l'avis du Cabinet de Sa Majesté l'Empereur quant à l'opportunité de la fixation d'une ligne de démarcation qui séparerait l'Afghanistan des territoires placés sous l'influence de la Russie.

Votre Excellence a bien voulu me faire savoir en même temps que le Cabinet de Londres serait d'avis que les parties principales de la ligne de démarcation devraient être fixées sur les lieux par une commission dont les opérations pourraient commencer l'automne prochain.

Je m'empresse de vous informer, Monsieur l'Ambassadeur, que le Cabinet impérial est tout disposé à nommer un commissaire qui aurait à visiter, avec son collègue de la Grande-Bretagne, les contrées qu'il s'agirait de délimiter, et à rechercher de concert avec lui les éléments du tracé d'une frontière de nature à satisfaire les intérêts respectifs des deux puissances. — Pour ce qui est du fonctionnaire afghan, dont il est fait mention dans votre Note du 24 avril (6 mai), je me fais un devoir de vous prévenir que, dans l'opinion du Cabinet impérial, ce fonctionnaire ne saurait être adjoint à la commission de délimitation qu'à titre d'expert pour fournir des éclaircissements sur des questions de détail et d'un caractère purement local, lorsque les commissaires des deux puissances se trouveraient dans le cas de le consulter. Il est, d'ailleurs, à prévoir que les commissaires pourront difficilement se dispenser de consulter aussi d'autres experts qui seraient choisis parmi les peuplades établies dans ces parages, et dont les intérêts ne sauraient être entièrement séparés des dispositions que les deux puissances seront appelées à prendre lors de la délimitation. Quant aux négociations qui auraient pour objet le tracé de la ligne de démarcation, il semblerait, vu la nature délicate de cette question, qu'il serait au plus haut point inopportun d'y admettre l'intervention d'individus qui ne sauraient, sans de graves inconvénients, être initiés aux intérêts politiques qui s'y rattachent. Le règlement d'intérêts de cette nature ne pourrait être confié qu'à des fonctionnaires possédant une grande expérience et qui jouiraient de l'entière confiance de leurs gouvernements respectifs.

Veuillez agréer, etc.

GIERs.

N° 8. — Mémoire remis par le Ministère impérial des Affaires étrangères à l'Ambassadeur d'Angleterre, en date du 9 juin 1884.

Le Ministère impérial des affaires étrangères vient d'être informé par les autorités de la province Transcaspienne que, suivant des bruits parvenus de Hérat, l'Emir Abdourrahman-Khan se proposerait d'envoyer quelques bataillons à Pendjé pour prendre possession de cette localité, habitée par des Turcomans Saryks. — Cette information est confirmée par un article paru dans le *Times* du 9 courant, lequel, tout en reconnaissant la nécessité d'une entente entre la Russie et l'Angleterre au sujet du tracé de la frontière afghane dans ces parages, n'en prétend pas moins que l'Emir Abdourrahman serait tenu de convertir préalablement Pendjé, ainsi que quelques autres localités, en points fortifiés afghans dans le but d'assurer l'exercice de son autorité dans la direction du nord-ouest.

Le Ministère impérial des affaires étrangères ne saurait considérer ce point de vue comme correct, et il se croit en conséquence en devoir de signaler à l'attention de M. l'Ambassadeur d'Angleterre les considérations suivantes.

Lors des négociations qui ont abouti à la fixation des frontières nord et nord-ouest de l'Afghanistan, il avait été convenu entre les Cabinets de Saint-Petersbourg et de Londres que l'on considérerait les territoires en la possession effective de Schir-Ali-Khan comme formant les limites de l'Afghanistan. Ce n'est que poussé par un sentiment de déférence envers la Grande-Bretagne et eu égard à l'engagement qu'avait pris cette puissance d'user de toute son influence pour empêcher l'Emir de l'Afghanistan de se livrer à des agressions et à des conquêtes ultérieures, que le Cabinet impérial a cru pouvoir se désister des objections qu'il avait formulées d'abord contre l'annexion aux possessions de l'Emir des provinces de Badakhshan et de Vakhan, lesquelles, à cette époque, jouissaient pourtant d'une certaine indépendance. L'entente qui vient de s'établir entre les deux puissances au sujet de la délimitation de la frontière depuis Khodja Saleh dans la direction de l'ouest est destinée à compléter l'arrangement conclu en 1872-1873. Le cabinet impérial a eu soin de préciser ce point de vue dans sa Note du 17 mars 1884, et il regretterait d'autant plus de voir l'Emir Abdhourrahman-Khan méconnaître les bases de l'arrangement en question, que ce n'est point dans une extension de ses propres possessions, mais bien plutôt dans une entente amicale entre les deux grandes puissances, basée sur une appréciation équitable de leurs intérêts respectifs, que l'Emir trouvera la meilleure garantie de la sécurité de ses Etats.

Le Ministère impérial des affaires étrangères ne saurait non plus laisser passer la présente occasion sans rappeler à M. l'Ambassadeur d'Angleterre le contenu du mémoire qui a été remis à Son Excellence au mois de décembre 1883, et qui a eu pour objet des entreprises dirigées par le Khan de Badakhshan contre l'intégrité et l'indépendance de Schougnan et de Roschan. Cette circonstance étant de nature à offrir une grande importance au point de vue des arrangements conclus entre ces deux puissances, le Ministère impérial désirerait vivement s'assurer que les considérations contenues dans le mémoire en question n'ont pas été perdues de vue par le gouvernement de Sa Majesté la Reine.

N^o 9. — Sir Edward Thornton, au Secrétaire d'Etat de Giers.

St-Petersbourg, 11 (23) Juin 1884.

J'ai l'honneur d'informer Votre Excellence que le Gouvernement de Sa Majesté a pris en considération votre note du 3¹⁵ courant, au sujet de la Commission proposée pour la démarcation de la frontière afghane.

Lord Granville me donne maintenant pour instructions d'informer Votre Excellence, que le Gouvernement de Sa Majesté partage les vues émises dans la note précédemment mentionnée, au sujet de la constitution de la Commission, et de proposer au Gouvernement Impérial que les membres de la Commission se réunissent le 1^{er} octobre prochain à Sarakhs, sur la rive gauche de l'Héri-Rud.

Je profite, etc.

THORNTON.

N° 10. — Sir Edward Thornton au Secrétaire d'Etat de Giers.

St-Pétersbourg, 13 (25) Juin 1884.

Votre Excellence m'a rappelé récemment un memorandum qui me fut remis par M. Vlangaly, en décembre 1883, relatif aux mesures prises par le Khan de Badakhshan contre Shougnan et Roschan, et a exprimé l'espoir que les observations contenues dans ce memorandum n'avaient pas été perdues de vue par le Gouvernement de Sa Majesté.

Je suis autorisé de répondre à Votre Excellence, que le Gouvernement de Sa Majesté est très désireux de répondre au Gouvernement Impérial, en maintenant la tranquillité sur la frontière des Schougnan-Darwaz, mais il paraît que l'Emir de l'Afghanistan considère que Shougnan et Roschan font partie de Badakhshan, lequel fut déclaré formellement, en 1872-1873, comme appartenant à l'Afghanistan. Les informations cependant, qui sont jusqu'à présent entre les mains du Gouvernement Indien, ne sont pas suffisantes pour lui permettre de prononcer un avis définitif sur ce sujet. Mais le Gouvernement de Sa Majesté serait heureux d'étudier la question de concert avec le Gouvernement Russe, et d'envoyer un commissaire faire une investigation sur les lieux, conjointement avec un membre russe et un membre afghan de cette Commission.

Je profite, etc.

THORNTON.

N° 11. — Le Secrétaire d'Etat de Giers à Sir Edward Thornton.

St-Pétersbourg, le 18 Juin 1884.

Par sa note en date du 11 (23) courant Votre Excellence a bien voulu m'annoncer que le Gouvernement de Sa Majesté la Reine est disposé à partager les vues du Cabinet Impérial consignées dans ma note du 3 (15) mai dernier quant à la composition de la commission qui aura à délimiter la frontière de l'Afghanistan.

Je ne puis que me féliciter de ce résultat qui me fait espérer que, grâce à l'entente qui vient de s'établir entre elles, les deux Puissances ne tarderont pas à arriver à une solution satisfaisante de cette importante question, ce qui contribuera à consolider les liens d'amitié qui les unissent et à assurer le succès de la mission humanitaire et civilisatrice que chacune d'elles est appelée à poursuivre dans sa sphère d'action respective.

Ainsi qu'il résulte de votre note précitée, Monsieur l'Ambassadeur, le Gouvernement de Sa Majesté la Reine est d'avis que les Commissaires respectifs devraient se trouver vers le 1^{er} du mois d'octobre prochain à Sarakhs, sur la rive gauche du Héiroud.

Le Cabinet Impérial ne voit aucun inconvénient à se ranger à cet avis ; mais, d'un autre côté, il lui semblerait utile que, préalablement à l'envoi des Commissaires sur les lieux, les deux Gouvernements procédassent à un échange de vues sur les bases générales de la prochaine délimitation, afin de prévenir autant que possible les divergences d'opinions et les malentendus qui pourraient surgir entre les Commissaires et entraver la marche de leurs travaux.

Ainsi que j'ai eu l'honneur de le constater dans ma note du 17 mars dernier, dans l'opinion du Cabinet Impérial, la prochaine délimitation est destinée à compléter l'arrangement antérieurement intervenu entre les deux Gouvernements, et dont les bases ont été consignées dans la dépêche adres-

sée par le Comte Granville à Lord Loftus en date du 17 octobre 1872, ainsi que dans la dépêche du Prince Gortchacow au Comte Brunnow du 12 janvier 1873. De votre côté, dans votre note du 24 avril (6 mai), vous avez bien voulu me donner l'assurance que le Gouvernement de Sa Majesté la Reine est également résolu à respecter tous les arrangements antérieurs.

La dépêche précitée du Comte Granville, qui contient une définition de la frontière nord et nord-ouest de l'Afghanistan, établit, entre autres, que c'est le poste de Khodja-Saleh qui forme l'extrémité des possessions de l'Emir de l'Afghanistan sur l'Amou-Daria et qu'en aval de cette localité l'Emir n'a rien à réclamer. Cette indication étant donnée, le Cabinet Impérial est d'avis que c'est Khodja-Saleh que la commission devrait adopter comme point de départ de la frontière de l'Afghanistan, et que, pour ce qui est du tracé ultérieur de cette frontière, les Commissaires auront à se conformer aux autres indications contenues dans la dépêche du Comte Granville, ainsi qu'aux données qui seraient recueillies par eux sur les lieux. Les Commissaires seraient entre autres tenus de signaler sans retard à leurs Gouvernements respectifs tous les points sur lesquels une divergence d'opinions se produirait entre eux.

En me faisant un devoir de signaler ces observations à l'attention de Votre Excellence, je viens La prier de vouloir bien les porter à la connaissance du Gouvernement de Sa Majesté la Reine. Je vous serais sincèrement reconnaissant, Monsieur l'Ambassadeur, si vous voudriez avoir l'obligeance de me faire connaître un moment plus tôt l'avis du Cabinet de Londres quant aux points ci-dessus exposés, ainsi qu'à d'autres, sur lesquels une entente préalable serait d'une grande utilité pratique et contribuerait efficacement à prévenir les retards que, dans le cas contraire, pourraient subir les travaux de délimitation.

Veuillez, etc.

GIERs.

N° 12. — Sir Edward Thornton au Secrétaire d'Etat de Giers.

St-Pétersbourg, 29^e Juin (4 juillet) 1884.

Je n'ai pas manqué de transmettre au Comte Granville par la première occasion la note que j'eus l'honneur de recevoir de Votre Excellence, du 18/30 Juin, relative à la délimitation de la frontière nord-ouest de l'Afghanistan.

Après une sérieuse considération du contenu de cette note, Sa Seigneurie m'a donné pour instructions d'informer Votre Excellence, que le Gouvernement de Sa Majesté préférerait beaucoup que la démarcation de la frontière commençât à l'ouest, cela pour les raisons suivantes :

Premièrement, les Commissaires britanniques passeraient nécessairement par Sarakhs, pour arriver à Khodja-Saleh, et ce serait pour eux une perte de temps que de passer deux fois sur le même terrain.

Secondement, la portion ouest de la frontière est celle où les intérêts les plus importants sont en jeu, et où il y a le plus de chance que des complications qui pourraient retarder l'arrangement satisfaisant des affaires surviennent, donc il faudrait qu'elle soit traitée en premier.

Le Gouvernement de Sa Majesté pense donc que la Commission devrait commencer par déterminer le point où la frontière afghane rejoint le Héridud et, ensuite procéder à fixer la frontière depuis ce point jusqu'à Khodja-Saleh.

Le Gouvernement de Sa Majesté partage l'opinion du Gouvernement Impérial, exprimée par Votre Excellence dans la note ci-dessus mentionnée, à savoir que tous les points sur lesquels la Commission ne pourra s'accorder, devront être remis à la décision des deux Gouvernements.

Je profite, etc.

THORNTON.

N° 13. — Sir Edward Thornton au Secrétaire d'Etat de Giers.

St-Petersbourg, 5/17 juillet 1884.

Conformément aux instructions que j'ai reçues du Comte Granville, j'ai l'honneur d'informer Votre Excellence, que le Major Général Sir Peter S. Lumsden, K. T. B. membre du Conseil de l'Inde, aide de camp de la Reine, et autrefois adjudant général dans l'Inde, sera nommé Commissaire de Sa Majesté pour la délimitation de la frontière nord-ouest de l'Afghanistan.

Le Gouvernement de Sa Majesté sera heureux d'être informé, aussitôt que possible, du nom du Commissaire qu'il plaira à Sa Majesté Impériale de désigner de la part du Gouvernement Russe.

D'après mes instructions, j'ajoute que les préparatifs pour l'envoi d'une escorte sont en train, et l'on s'occupe des autres détails nécessaires.

Je profite, etc.

THORNTON.

N° 14. — Le Secrétaire d'Etat de Giers à Sir Edward Thornton.

St-Petersbourg, le 6 juillet 1884.

J'ai reçu la note que Votre Excellence m'a fait l'honneur de m'adresser en date du 29 juin (11 juillet) en réponse à la mienne du 18 juin au sujet de la délimitation de la frontière nord-ouest de l'Afghanistan.

Le Gouvernement de Sa Majesté la Reine, ainsi que vous me le mandez, préférerait que les travaux de délimitation commençassent à l'extrémité occidentale de la frontière, et non à Khodja-Saleh. Cette préférence est motivée, d'une part, par le désir de prévenir une perte de temps, qui serait inévitable si les Commissaires anglais, qui doivent arriver d'abord à Sarakhs, étaient obligés d'y retourner plus tard, et, de l'autre, par la considération que c'est à la partie occidentale de la frontière que se rattachent les plus graves intérêts, et que c'est là que des complications de nature à entraver une solution satisfaisante sont le plus à craindre.

Quelque disposé que soit le Cabinet Impérial à se conformer aux désirs du Gouvernement de Sa Majesté la Reine, je me vois pourtant dans la nécessité de faire observer à Votre Excellence que les considérations ci-dessus exposées ne lui semblent pas suffisantes pour le faire renoncer au point de vue exposé dans ma note du 18 juin, et selon lequel le poste de Khodja-Saleh devrait être adopté comme point de départ des travaux de délimitation.

Pour ce qui est de la perte de temps, qu'appréhende le Gouvernement de Sa Majesté la Reine, elle ne saurait être qu'insignifiante vu l'absence complète de sérieux obstacles qu'offre aujourd'hui le voyage dans ces contrées. Elle sera en outre largement compensée par les facilités que trouveront les Commissaires, s'ils sont appelés à commencer la délimitation à un point désigné d'avance et sur lequel aucune divergence d'opinions ne saurait se produire.

Quant aux difficultés inhérentes au tracé de la partie occidentale de

la frontière afghane, cette circonstance me semblerait plutôt de nature à militer en faveur du point de vue du Cabinet Impérial, c'est-à-dire en faveur du choix du poste de Khodja-Saleh comme point de départ de la délimitation.

Voici les considérations sur lesquelles je crois de mon devoir d'appeler l'attention de Votre Excellence.

C'est pour la première fois qu'une Commission russo-anglaise va être chargée du tracé d'une frontière en Asie Centrale. Bien que la nouveauté du fait et l'insuffisance d'informations positives sur les contrées que cette Commission aura à visiter soient de nature à faire prévoir qu'il ne sera pas facile d'écarter des divergences d'opinions entre les Commissaires respectifs sur les conditions dans lesquelles ils auront à remplir leur mandat, ces aspérités, comme il y a tout lieu de le supposer, ne manqueront pas de s'aplanir plus tard, lorsque les Commissaires se seront familiarisés avec les questions qu'ils auront à traiter, et surtout lorsqu'ils auront appris à mieux se connaître. Mais, jusque-là, il semblerait peu pratique de les placer en face de la partie la plus difficile de leur tâche. Ce serait s'exposer à voir surgir entre eux, dès le début, des malentendus dont leurs rapports mutuels pourraient peut-être se ressentir et qui ne sauraient en tous cas exercer qu'une influence défavorable sur la marche de leurs travaux.

Il est au contraire à présumer qu'une entente sur quelques-unes des questions à régler, ne fût-ce que de moindre importance, ne manquerait pas de servir d'encouragement aux Commissaires et contribuerait, jusqu'à un certain point, à faciliter la solution des difficultés qui pourraient se présenter plus tard.

En admettant, ainsi que le pense le Gouvernement de Sa Majesté la Reine, que les plus grandes difficultés se rattacheront au tracé de la partie occidentale de la frontière afghane, c'est à l'occasion de la désignation du point où devrait commencer cette frontière que des divergences d'opinions sont surtout à prévoir. Dans cet état de cause, l'on ne saurait s'empêcher de poser dès à présent la question de savoir : qu'auront à faire les Commissaires dans le cas où ils ne parviendraient pas à s'entendre sur le point en question? Devront-ils suspendre les travaux jusqu'à ce que le litige ait été examiné et résolu par les deux Gouvernements, ou bien seront-ils tenus de passer outre et de procéder au choix d'un autre point où la délimitation pourrait être reprise avec plus de succès? — Dans le premier de ces deux cas, les travaux de délimitation subiraient infailliblement un temps d'arrêt, dont il est impossible de calculer d'avance la durée, et, quant au second, il y a tout lieu de supposer que les mêmes difficultés ne tarderaient pas à se représenter lorsqu'il faudrait s'entendre sur le choix d'un nouveau point. L'œuvre de délimitation sera également entravée, et les résultats d'un tel état de choses seraient d'autant moins conformes aux intentions des deux Puissances que les populations de l'Asie Centrale, qui sont loin d'être initiées à la nature des rapports qui unissent la Russie et la Grande-Bretagne, ne tarderaient pas à y voir l'indice de graves malentendus. Il ne saurait être de l'intérêt d'aucune des deux Puissances de voir se propager de telles erreurs.

D'autre part, il est permis de croire qu'en adoptant Khodja-Saleh comme point de départ de la future frontière afghane, les deux Gouvernements parviendraient d'autant plus facilement à se soustraire à la plupart des inconvénients ci-dessus exposés que la dépêche adressée par Lord Granville à

Lord Loftus en date du 17 octobre 1872 renferme, de l'avis du Cabinet Impérial, des éléments de délimitation de la partie orientale de la frontière, auxquels les Commissaires auront à se conformer.

Toutes ces considérations suffiront pour démontrer à Votre Excellence qu'en se prononçant pour Khodja-Saleh le Cabinet Impérial n'a eu en vue que de faciliter la tâche qui incombe aux Commissaires et de contribuer au succès de l'œuvre de la délimitation. Je me plais à espérer, Monsieur l'Ambassadeur, que le Gouvernement de Sa Majesté la Reine ne refusera pas de reconnaître l'importance de ces mêmes considérations, et qu'il n'hésitera pas non plus à donner son adhésion à la proposition du Cabinet Impérial, dans quel cas les deux Gouvernements pourraient procéder sans retard à la nomination de leurs Commissaires respectifs, ainsi qu'à l'élaboration des instructions auxquelles ceux-ci auront à se conformer dans l'accomplissement de leur tâche.

Veillez, etc.

GIERS.

N° 15. — Le Secrétaire d'Etat de Giers au Conseiller Privé de Staal.

St-Petersbourg, le 6 juillet 1884.

Je me fais un devoir de transmettre ci-après à Votre Excellence copie de deux notes que je viens d'échanger avec l'Ambassadeur Britannique au sujet de la délimitation de la frontière afghane (1).

Dans ma réponse à Sir E. Thornton vous trouverez un exposé circonstancié des arguments qui nous placent dans l'impossibilité d'accéder au désir du Cabinet de Londres de commencer la délimitation à l'extrémité occidentale de la susdite frontière.

Adopter cette proposition, vu la divergence de vues, qui existe entre nous et l'Angleterre au sujet de l'étendue des possessions afghanes de ce côté, c'eût été exposer l'œuvre de la délimitation à un échec presque certain. Nos relations avec la Grande-Bretagne s'en ressentiraient infailliblement, et ce résultat contribuerait en outre à créer un état de choses anormal en Asie Centrale, où nous voudrions voir s'établir un moment plus tôt l'ordre et la stabilité.

Vu l'importance de la question qui fait l'objet de ma correspondance avec Sir E. Thornton, je viens vous prier, Monsieur l'Ambassadeur, de vouloir bien vous en expliquer avec Lord Granville. Nous aimons à espérer que le Principal Secrétaire d'Etat pour les Affaires Etrangères ne manquera pas d'apprécier la gravité des motifs qui nous défendent de nous écarter du point de vue exposé dans notre correspondance antérieure.

Veillez, etc.

GIERS.

N° 16. — Le Secrétaire d'Etat de Giers à Sir Edward Thornton.

St-Petersbourg, le 23 juin 1884.

En réponse au mémoire qui lui a été remis par M. de Vlangaly en décembre 1883, Votre Excellence a bien voulu m'informer, par sa note en date du 13/23 courant, que l'Emir de l'Afghanistan considère Schougnan et Roschian comme faisant partie de la province de Badakhschan, laquelle, en

(1) V. les documents N°s 12 et 14.

vertu de l'arrangement de 1872-1873, a été reconnue comme possession afghane. Le Gouvernement des Indes, ainsi qu'il résulte de la même note, ne possède pas de informations suffisantes pour pouvoir se prononcer définitivement sur cette question, et, dans cet état de cause, le Gouvernement de Sa Majesté la Reine serait d'avis qu'il y aurait lieu d'envoyer à Schougnan et à Roschan un commissaire anglais, lequel, conjointement avec des commissaires nommés par la Russie et l'Afghanistan, serait chargé de recueillir des informations sur les lieux.

Je ne puis m'empêcher de vous faire observer, Monsieur l'Ambassadeur, que l'hésitation du Gouvernement de Sa Majesté la Reine à se prononcer sur la question qui fait l'objet du mémorandum précité du Ministère Impérial, me fait supposer que les arguments contenus dans cette dernière pièce n'ont pas été appréciés à leur juste valeur, attendu que, dans le cas contraire, le Gouvernement de la Reine n'aurait pas tardé à se persuader que les prétentions de l'Emir Abdourrahman-Khan ne sauraient être conciliées avec l'arrangement intervenu entre la Russie et la Grande-Bretagne en 1872-1873.

Aux termes de la dépêche qui a été adressée par Lord Granville à Lord Loftus en date du 17 octobre 1872, la frontière nord du Badakhshan et du Wakhan, qui est également celle de l'Afghanistan, est formée par le cours de l'Oxus (Penjah) depuis le lac de Sarikoul à l'est jusqu'au point de sa jonction avec la rivière de Koktcha. Les provinces de Schougnan et de Roschan, dont il n'est pas fait mention dans la susdite dépêche, se trouvent en dehors de cette ligne de frontière, et cette circonstance suffit amplement pour démontrer que les prétentions de l'Emir Abdourrahman-Khan à la possession des deux localités ci-dessus mentionnées et leur envahissement par le gouverneur du Badakhshan se trouvent en contradiction avec l'arrangement de 1872-1873.

Je ne crois, d'ailleurs, pas superflu de vous rappeler, Monsieur l'Ambassadeur, que, lors des négociations qui ont précédé cet arrangement, des doutes avaient été élevés par le Gouvernement Impérial sur la validité des droits de l'Emir Schir-Ali-Khan sur le Badakhshan et le Wakhan même ; que les informations recueillies à ce sujet par le Gouverneur général du Turkestan étaient loin de s'accorder avec les résultats des investigations effectuées d'ordre du Gouvernement Britannique, et que de nombreux indices étaient de nature à faire considérer ces deux contrées comme entièrement indépendantes de l'Afghanistan. Ce n'est que poussé par un sentiment de déférence pour la Grande-Bretagne que le Cabinet Impérial avait consenti à se désister de ses objections.

L'insistance du Gouvernement de Sa Majesté la Reine à obtenir la reconnaissance par la Russie des droits de Schir-Ali-Khan sur le district de Wakhan aurait été sans objet, si Schougnan et Roschan, qui séparent ce district de Darvaz et de l'erghana, constituaient des possessions afghanes, attendu que, dans ce dernier cas, le Wakhan ne pourrait être considéré que comme une province intérieure de l'Afghanistan.

En portant ces considérations à votre connaissance, je viens vous prier, Monsieur l'Ambassadeur, de vouloir bien les signaler à l'attention du Gouvernement de Sa Majesté la Reine qui, comme je me plais à l'espérer, n'hésitera plus à reconnaître le mal-fondé des réclamations de l'Emir Abdourrahman-Khan et à le rappeler au respect de l'arrangement intervenu entre les deux Puissances.

Pour ce qui est de la Commission que le Gouvernement de Sa Majesté la Reine propose d'envoyer sur les lieux, je ne manquerai pas de consulter le Gouverneur général du Turkestan sur les conditions dans lesquelles il croirait pouvoir contribuer à la réalisation de cette proposition. Mais je me fais en attendant un devoir de vous faire observer que, vu les considérations ci-dessus exposées, la Commission projetée ne saurait être chargée de l'examen des prétentions de l'Emir de l'Afghanistan, et que sa tâche devrait se borner au tracé sur les lieux de la ligne de démarcation convenue en 1872-1873, ainsi qu'à l'étude des modifications partielles qui pourraient y être apportées dans l'intérêt commun des Puissances contractantes, sans porter atteinte aux principes qui ont servi de base à la délimitation. Je ne crois pas non plus superflu d'y ajouter que l'envoi des Commissaires sur les lieux devrait être précédé du rétablissement du statu quo ante dans ces contrées, en vertu de quoi l'Emir est tenu de rappeler de Schougnan et de Roschan les fonctionnaires et les soldats afghans qui se trouvent dans ces localités.

Veuillez, etc.

GIER.S.

N^o 17. — Sir Edward Thornton au Secrétaire d'État de Giers.

St-Petersbourg 15/27 juillet 1884.

Je n'ai pas manqué de transmettre au Comte Granville une copie de la note de Votre Excellence, du 6/18 de ce mois, au sujet de la frontière Nord-Ouest de l'Afghanistan, et je viens de recevoir de Sa Seigneurie des instructions pour vous assurer que le Gouvernement de Sa Majesté reconnaît le ton amical des explications données dans cette note, mais ne peut trouver sage de commencer la démarcation de la frontière à Khodja-Saleh.

Il considère que, vu la distance que la Commission aurait à parcourir avant d'arriver à Khodja-Saleh, et la rigueur de l'hiver, l'arrangement proposé par le Gouvernement Impérial équivaudrait à l'ajournement du commencement des opérations jusqu'à l'année prochaine. De plus, il n'y a pas un besoin pressant que la frontière de Khodja-Saleh soit tracée, car elle est déjà fixée par la convention de 1872-73 entre les deux Gouvernements.

Actuellement, l'annexion récente de Merv a causé grande anxiété et agitation dans l'Afghanistan au sujet de la partie de la frontière qui se trouve entre les rivières Mourgab et Hériroud, et le seul moyen de faire disparaître cette anxiété est de fixer définitivement les points où la frontière touche ces deux rivières. Un ajournement de cette opération n'aurait aucun avantage, mais aggraverait au contraire les difficultés qui existent déjà.

Le Gouvernement de Sa Majesté est très persuadé que si les négociations sont une fois commencées, l'on pourra arriver à un résultat satisfaisant, mais il pense qu'il y aurait grand danger à remettre. En conséquence, le Comte Granville m'a chargé de transmettre à Votre Excellence l'ardent désir du Gouvernement de Sa Majesté que le Gouvernement Impérial pèse sérieusement les importantes considérations ci-dessus exposées, en vue de fournir aux Membres de la Commission les instructions nécessaires pour qu'ils commencent leurs opérations à partir du Hériroud.

Je profite, etc.,

THORNTON.

N° 18. — Mémoire remis par l'Ambassadeur d'Angleterre au Ministère Impérial des Affaires Etrangères.

S - Pétersbourg, 23 juillet (6 août) 1884.

Jusqu'ici, le Gouvernement de Sa Majesté a considéré le territoire d'Afghanistan comme s'étendant à un point dans le voisinage de Serakhs ; mais il est d'avis qu'il n'est pas désirable de chercher à arriver à l'avance à une entente précise sur une question qui est un des objets des études de la Commission.

Selon les vues du Gouvernement de Sa Majesté, le premier devoir de la Commission sera d'établir les véritables limites du territoire Afghan ; il faut donc qu'il soit guidé dans la délimitation de la juridiction de l'Emir, par les relations politiques des tribus qui occupent ces contrées ; mais, tout en reconnaissant tous les droits légitimes de l'Emir, la Commission ne doit pas perdre de vue l'importance, afin de réduire au minimum la risque de complications futures, qu'il y aurait à ne pas lui imposer des obligations, qu'il n'assumerait qu'à contre-cœur, ou qu'en fait, il ne pourrait remplir.

C'est, selon ces principes, que le Gouvernement de Sa Majesté se propose de formuler les instructions qu'il fournira au Commissaire britannique.

N° 19. — Le Secrétaire d'Etat de Giers à Sir Edward Thornton.

St-Pétersbourg, le 30 juillet 1884.

Par sa note, en date du 15 (27) juillet, Votre Excellence a bien voulu informer le Ministère Impérial des Affaires Etrangères que le Gouvernement de Sa Majesté la Reine ne saurait s'associer à l'avis du Cabinet Impérial quant à l'opportunité d'adopter Khodja-Saleh comme point de départ de la frontière nord-ouest de l'Afghanistan, et que pour couper court à l'agitation qui s'est produite dans les Etats de l'Emir Abdourrahman-Khan à la suite de l'annexion de Merv il lui semblerait urgent de procéder d'abord à la délimitation du territoire compris entre le Héiroud et le Mourgab. Le Gouvernement de Sa Majesté la Reine, ainsi qu'il résulte de la même note, est convaincu que les négociations au sujet du territoire en question pourraient aboutir aujourd'hui à un résultat satisfaisant, et qu'il serait au contraire dangereux d'ajourner le tracé de cette partie de la frontière.

Etant fermement résolu à ne point s'écarter de la ligne de conduite qui lui est indiquée par ses arrangements antérieurs avec la Grande-Bretagne, le Cabinet Impérial est loin de partager les craintes du Gouvernement de Sa Majesté la Reine, et il persiste, d'un autre côté, à croire qu'une délimitation poursuivie dans les conditions précisées dans la note du Ministère des Affaires Etrangères du 6 (18) juillet pourrait mener plus facilement à une entente entre les deux Etats sur une ligne de démarcation à tracer entre les sphères d'influence respectives. Poussez, toutefois, par le désir de donner une nouvelle preuve des dispositions conciliantes qui l'animent, le Cabinet Impérial s'est fait un devoir de soumettre à un examen minutieux la proposition que vous avez été chargée de lui faire, et il a dû reconnaître que l'adoption de cette proposition ne pourrait aboutir à des résultats satisfaisants que dans le cas où une entente préalable s'établirait entre les deux Puissances sur les principes auxquels les Commissaires respectifs auront à se conformer dans l'accomplissement de leur tâche.

Le mémorandum en date des 25 juillet et 6 août, que Votre Excellence a bien voulu me remettre, prouve que le Gouvernement de Sa Majesté la Reine reconnaît, de son côté, l'utilité d'une telle entente, et cette circonstance me fait supposer qu'un échange ultérieur de vues entre les deux Cabinets ne saurait tarder à amener entre eux un accord sur la nature des instructions dont il y aurait lieu de munir les Commissaires démarcateurs.

Ainsi qu'il résulte du mémorandum ci-dessus mentionné, le Gouvernement de Sa Majesté Britannique trouve qu'il serait peu pratique de chercher à arriver d'avance à une définition précise des limites de la juridiction de l'Emir afghan dans les contrées qu'il s'agit de délimiter, et que ce soin devrait être abandonné aux Commissaires démarcateurs. Pour ce qui est de ces derniers, ils seraient tenus de se laisser guider dans l'accomplissement de leur tâche par les relations politiques des tribus habitant ces contrées. Ils ne devraient pas non plus perdre de vue la nécessité de réduire au minimum les risques de futures complications et de ne point imposer à l'Emir des obligations qu'il ne voudrait point assumer ou qu'il serait hors d'état de remplir.

Le Cabinet Impérial est loin de méconnaître les difficultés auxquelles ne tarderait pas à se heurter toute tentative prématurée ayant pour objet d'établir un accord sur une exacte définition de l'étendue du territoire afghan. Toutefois, eu égard à l'état actuel des choses dans ces contrées, il est d'avis qu'il serait de la plus haute importance de donner plus de développement aux principes généraux exposés dans le mémoire des 25 juillet et 6 août.

Vous n'ignorez peut-être pas, Monsieur l'Ambassadeur, qu'aussitôt après la soumission des Merviens le Gouvernement Impérial s'est vu obligé de recueillir des informations sur les contrées contigües aux états de l'Emir de l'Afghanistan. Je crois avoir à peine besoin de vous dire que cette disposition a été motivée tout autant par la nécessité d'aviser à la sécurité des confins de l'oasis de Merv, que par le désir de prévenir tout ce qui serait de nature à donner lieu à des interprétations erronées sur les projets de la Russie.

Il appert des investigations effectuées par le soin des autorités de la province Transcaspienne que le territoire au sud de Merv est occupé par la tribu des Turcomans Saryks dont les campements s'étendent depuis Iolatan, sur le Mourgab, jusqu'à proximité des postes-frontières afghans. Cette tribu, qui s'est de tout temps distinguée par ses instincts pillards, se trouvait en état d'hostilité permanente avec les Merviens, mais depuis la soumission de ces derniers les Saryks sont venus solliciter à leur tour la protection des autorités russes. Celle-ci leur a été promise à condition qu'ils renoncassent eux-mêmes à troubler le repos de leurs voisins.

Etant résolu à faire respecter les engagements contractés par les Turcomans, le Cabinet Impérial ne saurait perdre de vue que l'efficacité de ses efforts ne serait assurée que dans le cas où la tribu des Saryks tout entière serait placée sous l'influence des autorités russes, et que l'action de ces autorités se heurterait à des difficultés insurmontables, si la ligne de démarcation projetée venait à partager cette tribu et à en placer une partie sous la domination de l'Afghanistan. Eu égard à cette considération, le Cabinet Impérial croit devoir exprimer dès à présent le désir que l'Emir Abdourrahman-Khan soit mis en demeure de renoncer à toute velléité d'agrandissement aux dépens des contrées habitées par les Saryks qui n'ont

jamais été sujets de l'Afghanistan. Un tel engagement serait entièrement conforme aux bases de l'arrangement de 1872-1873.

D'autre part, ayant réussi à réprimer le brigandage qui a été la principale ressource des Turcomans, la Russie est tenue d'encourager ces derniers à chercher leurs moyens d'existence dans le travail, et surtout dans l'agriculture. Ce dernier but pourrait difficilement être atteint, si, pour accroître le territoire de l'Afghanistan, l'on évinçait les Turcomans des terres susceptibles de culture, qui sont très restreintes dans ces contrées, et dont la population afghane ne saurait tirer parti. D'ailleurs, le Cabinet Impérial a déjà eu précédemment l'occasion de faire observer que ce n'est point dans une extension de son territoire, mais bien plutôt dans une entente sincère entre les deux grandes Puissances que l'Emir Abdourrhaman-Khan trouverait la garantie de sécurité qu'il semble rechercher pour ses Etats.

Telles sont, Monsieur l'Ambassadeur, les considérations auxquelles le Cabinet Impérial croit devoir attacher la plus haute importance et qu'il voudrait voir insérer dans les instructions dont les deux Gouvernements auront à munir les Commissaires démarcateurs. Loin de porter atteinte aux intérêts de l'Emir Abdourrhaman-Khan, ces considérations ne tendent qu'à écarter tout motif de malentendu et de complication et à assurer la stabilité des arrangements à intervenir. A ce point de vue elles semblent entièrement conformes aux vues du Gouvernement de Sa Majesté Britannique telles qu'elles ressortent du mémorandum du 2^e juillet (6 août).

Je me plais, en conséquence, à espérer que le Gouvernement de Sa Majesté voudra bien accueillir les observations ci-dessus exposées comme une nouvelle preuve de la valeur que le Cabinet Impérial attache à la consolidation des relations amicales entre les deux Puissances, et qu'il ne refusera pas d'y donner suite.

Veillez, etc.

GIERs.

N° 20. Sir Edward Thornton au Secrétaire d'Etat de Giers.

Saint-Petersbourg, 1^{er} août (13) 1887.

J'ai l'honneur d'informer Votre Excellence que j'ai expédié sur le champ à lord Granville une copie de votre note du 25 juin et 15 juillet de cette année, relative à la prétention de l'Emir d'Afghanistan de voir Schouguan et Roschan faire partie de la province de Badaskhan.

Son Excellence vient de me charger de vous annoncer que le gouvernement de Sa Majesté est absolument d'accord avec le gouvernement russe pour que la commission proposée, en traçant la ligne de démarcation, adhère aux principes qui formaient la base du traité de 1872-73. Il lui semble impossible, sans investigations sur les lieux, de décider jusqu'à quel point les prétentions de l'Emir sont d'accord avec ces principes, et il considère, par conséquent, qu'une pareille investigation faite par une commission mixte serait le seul moyen satisfaisant de traiter les différentes questions qui se rattachent à la frontière septentrionale de l'Afghanistan, questions qui peuvent être facilement résolues maintenant, mais qui, si elles ne le sont pas, pourront donner naissance, tôt ou tard, à des malentendus entre les deux gouvernements.

Quant au paragraphe final de la note de Votre Excellence disant que le *statu quo ante* doit être rétabli au Schouguan et au Roschan avant l'envoi de la commission proposée, le comte Granville me charge de dire que la question de savoir si le « *statu quo ante* » a été abandonné en ce qui concerne la juridiction afghane sur ces territoires est une de celles sur lesquelles le gouvernement de Sa Majesté ne peut se prononcer définitivement sans l'enquête locale qu'il désire.

Je suis, etc.

THORNTON.

N° 21. Sir Edward Thornton au Secrétaire d'Etat de Giers.

Saint-Petersbourg, 9/21 août 1884.

Au reçu de la note de Votre Excellence du 30 juillet et 11 août de cette année, j'ai expédié au comte Granville un télégramme l'informant du désir exprimé par le gouvernement impérial que toute la tribu des Turcomans Saryks habitant depuis Iolatan sur le Mourghab au sud jusqu'aux postes frontières de l'Afghanistan fût placée sous l'influence des autorités russes, et que ce principe formât une partie des instructions dont seraient munis les commissaires.

J'ai en conséquence transmis à Sa Seigneurie copie de la note de Votre Excellence, et j'ai maintenant l'honneur de vous informer que j'ai reçu d'elle, hier au soir, un télégramme en réponse au mien ci-dessus mentionné, dans lequel Sa Seigneurie déclare qu'il n'est pas au pouvoir du gouvernement de Sa Majesté d'anticiper sur la décision à laquelle la commission pourra arriver au sujet de la ligne exacte de la frontière, et qu'il ne se croirait pas justifié à donner des instructions qui impliqueraient l'aliénation, sans le consentement de l'Emir d'Afghanistan, des territoires réclamés par Sa Hautesse.

Je suis, etc.

THORNTON.

N° 22. Sir Edward Thornton au Secrétaire d'Etat de Giers.

Saint-Petersbourg, 13/25 août 1884.

J'ai l'honneur de vous annoncer que j'ai reçu hier un télégramme du comte Granville, m'enjoignant d'informer Votre Excellence que le gouvernement de Sa Majesté a rédigé les instructions dont sera muni le commissaire anglais chargé de fixer la frontière nord-ouest de l'Afghanistan, d'après les principes indiqués dans la note que, conformément aux instructions de Sa Seigneurie, j'ai adressée à Votre Excellence le 23 juillet et 6 août de cette année.

Le comte Granville a aussi désiré que j'exprimasse l'espoir conçu par le gouvernement de Sa Majesté, que le gouvernement impérial donnera des instructions dans le même sens au commissaire russe, qui sera désigné, et que j'ajoutasse que le commissaire anglais, général Sir Peter Lumsden, partira d'Angleterre pour Téhéran au commencement de septembre, par la voie de Poti et Bakou.

Je suis, etc.

THORNTON.

N° 23. Le Secrétaire d'Etat de Giers à Sir Edward Thornton.

Saint-Petersbourg, le 25 août 1884.

J'ai reçu les notes que Votre Excellence m'a fait l'honneur de m'adresser en date du 9 (21) et du 13 (25) courant au sujet de la délimitation de la frontière nord-ouest de l'Afghanistan.

Dans la première de ces deux notes, vous me signalez les motifs qui empêchent le gouvernement de Sa Majesté la Reine d'adopter pour base des instructions devant guider les commissaires délimitateurs dans l'accomplissement de leur tâche la proposition contenue dans ma note du 30 juillet dernier, et qui impliquerait de la part de l'Emir de l'Afghanistan une renonciation à toute velléité d'agrandissement de ses Etats aux dépens des terres habitées par les Turcomans Saryks.

Quant à la seconde note de Votre Excellence, il en résulte que le gouvernement de la Reine vient de munir son commissaire d'instructions conformes aux principes exposés dans son memorandum du 23 juillet (6 août), et selon lesquels la Commission de délimitation serait tenue de se régler sur les relations politiques des tribus habitant les contrées qu'il s'agit de délimiter, de rechercher les moyens de réduire à un minimum possible les chances de futures complications, et de ne point imposer à l'Emir de l'Afghanistan des obligations qu'il ne voudrait point assumer, ou qu'il serait hors d'état de remplir.

Nonobstant la divergence de vues qui vient de se produire entre les deux Cabinets, mais qui pourrait n'avoir sa source que dans l'insuffisance des informations que l'on possède sur les contrées qu'il est question de délimiter, le Cabinet Impérial tient à ne point laisser échapper l'occasion qui s'offre aux deux puissances d'écarter à tout jamais tout motif de malentendus ou de rivalité entre elles sur le terrain de l'Asie centrale, et de compléter l'œuvre de conciliation heureusement inaugurée en 1872-1873.

Des dispositions viennent d'être prises pour que le commissaire russe, M. le général-major Zélenoi, puisse rejoindre M. le général Sir Peter Lumsden vers le 1^{er} octobre à Serakhs, où il aura à s'entendre avec son collègue britannique sur la marche des travaux de délimitation.

En conformité des instructions dont vient d'être muni Sir Peter Lumsden, le général Zélenoi sera invité à rechercher conjointement avec lui les éléments d'un arrangement qui serait de nature à écarter autant que possible les motifs de malentendus et de complications. Pour ce qui est des bases d'un tel arrangement, je ne puis que vous répéter, M. l'ambassadeur, que, suivant une conviction intime du Cabinet Impérial, qui est le résultat d'une étude consciencieuse des renseignements recueillis par ses agents, celles-ci ne sauraient être trouvées que dans une combinaison qui aurait pour objet d'établir entre les sphères d'influence respectives une ligne de démarcation aussi conforme que possible aux conditions géographiques et ethnographiques des contrées formant la zone de la future délimitation. Le projet du Cabinet Impérial, qui a fait l'objet de ma note du 30 juillet dernier, répond, à tous les points de vue, à ces exigences, et je me plais à espérer qu'après s'être rendu compte des conditions locales, le commissaire britannique ne manquera pas d'en apprécier les avantages incontestables.

Je ne puis non plus m'empêcher de profiter de la présente occasion pour rappeler à Votre Excellence qu'il est urgent d'empêcher, en attendant, les autorités afghanes de se livrer à des empiètements territoriaux, lesquels ne sauraient manquer de neutraliser les effets des intentions

conciliantes des deux Puissances et de créer de graves obstacles à la délimitation.

Veuillez, etc.

Giers.

N° 24. — Memorandum remis par le Ministère impérial des Affaires Etrangères à l'Ambassadeur d'Angleterre.

St-Petersbourg, le 25 août 1884.

Dans Sa note en date du 9 (21) août, Son Excellence M. l'Ambassadeur Britannique a bien voulu annoncer au Ministère Impérial des Affaires Etrangères que le Cabinet de Londres ne saurait munir son Commissaire pour la délimitation de l'Afghanistan d'instructions impliquant une aliénation, sans le consentement de l'Emir Abdourrahman-Khan, de territoires sur lesquels ce dernier élèverait des prétentions.

Dans le but de prévenir tout malentendu à ce sujet, le Ministère des Affaires Etrangères croit de son devoir de rappeler à Mr l'Ambassadeur qu'il a déjà été convenu entre les deux Gouvernements qu'aucun délégué afghan ne sera admis dans la Commission de délimitation, et que les deux Gouvernements, ainsi que leurs commissaires respectifs, auront seuls le droit de se prononcer sur les différents points se rattachant au tracé de la frontière.

Eu égard à cette circonstance, le Ministre des Affaires Etrangères se fait un devoir de prévenir l'Ambassadeur que le Cabinet Impérial se propose de se borner à l'examen des opinions qui seront émises par les Commissaires des deux Puissances, et que, pour sa part, il ne saurait reconnaître aucune valeur obligatoire aux avis des autorités afghanes.

N° 25. — Sir Edward Thornton au Secrétaire d'Etat de Giers.

St-Petersbourg, 18/30 septembre 1884.

Je n'ai pas manqué de transmettre au Comte Granville une copie de la note de Votre Excellence du 25 août et 6 septembre dernier, ainsi que le memorandum qui l'accompagnait, développant complètement les vues du Gouvernement Impérial au sujet de la Commission des frontières afghanes, et j'ai l'honneur d'informer Votre Excellence que Sa Seigneurie m'a chargé de vous exprimer la satisfaction que causent au Gouvernement de Sa Majesté les arrangements pris par le Gouvernement russe et d'assurer Votre Excellence que le Commissaire anglais agira dans un esprit de conciliation et fera tous ses efforts pour arriver à un arrangement satisfaisant pour les deux pays.

Je suis, etc.

THORNTON.

N° 26. — Memorandum remis par le Ministère Impérial des Affaires Etrangères à l'Ambassadeur d'Angleterre.

St-Petersbourg, le 19 septembre 1884.

Le Ministère Impérial des Affaires Etrangères a été informé que Mr le Général Sir Peter Lumsden, chargé de représenter le Gouvernement britannique au sein de la Commission russo-anglaise, qui aura à définir la frontière nord-ouest de l'Afghanistan, vient d'arriver à Téhéran, et qu'il

se propose de se rendre prochainement à Serakhs, où, conformément à une entente préalablement intervenue entre les deux Cabinets, les Commissaires respectifs devraient se rencontrer vers le 25 octobre.

Le Ministère se voit aujourd'hui dans la nécessité d'informer Son Excellence Monsieur l'Ambassadeur d'Angleterre que le Commissaire russe, M. le Général Zélénoi, ne saurait rejoindre son collègue britannique à la date convenue.

Ce retard n'est dû qu'à des circonstances complètement indépendantes de la volonté du Cabinet Impérial, et notamment à une maladie de Mr le Général Zélénoi, qui l'a obligé de prolonger son séjour à l'étranger.

N'étant arrivé que tout récemment à St-Petersbourg, Mr Zélénoi est tenu de se rendre à Tiflis et ensuite à Askhabad pour se concerter avec les autorités locales sur les détails de l'organisation de la section russe de la Commission de délimitation. Les préparatifs se rattachant à cette organisation ne pouvant être terminés que vers le mois de décembre, il résulte des informations fournies au Cabinet Impérial que, vu les conditions climatiques des contrées que la Commission aura à parcourir, les travaux de délimitation ne sauraient être commencés à une époque aussi avancée de l'année, et qu'ils devront être ajournés jusqu'au mois de février. Ce n'est qu'alors que la Commission pourra s'aventurer dans ces contrées sans crainte de se voir brusquement arrêtée par des intempéries, et sans y exposer les chameaux du train, qui, comme l'ont prouvé de nombreuses expériences, sont complètement incapables de résister au froid.

Une entente préalable entre les Commissaires respectifs devant précéder l'ouverture des travaux, il semblerait opportun, vu les circonstances ci-dessus exposées, d'ajourner leur rencontre jusqu'au 15 janvier prochain.

En dehors de ces considérations, le Ministre Impérial des Affaires Etrangères croit devoir signaler à l'attention de M. l'Ambassadeur d'Angleterre les points suivants :

1. Malgré les divergences d'opinions qui pourraient se produire au sujet de la définition de l'extrémité occidentale de la frontière de l'Afghanistan, comprise entre le Héiroud et le Mourgab, il demeure incontestable que ce n'est point à Serakhs que pourrait être commencé le tracé, et que le point de départ de la frontière devrait être recherché plus au sud. En égard à cette considération, le Cabinet Impérial est loin de penser que Serakhs soit l'endroit le mieux approprié à la rencontre des Commissaires, et il lui semblerait d'autant plus urgent d'adopter à cet effet une autre localité que le passage de l'escorte militaire anglaise jusqu'à Serakhs pourrait rencontrer de sérieux obstacles, attendu que la rive gauche du Tedjen fait partie du territoire persan, et que sa rive droite est occupée par des Turcomans Salors qui depuis peu de temps sont venus s'y réfugier au nombre de plus de 2,000 familles, et à l'établissement desquels les autorités de la province Transcapienne sont tenues de veiller actuellement. Toute autre localité, comme par exemple Pouli-Khatoun, serait exempte des inconvénients ci-dessus exposés, et le Cabinet Impérial serait vivement désireux de voir le Gouvernement de Sa Majesté Britannique adopter ce point pour la réunion des Commissaires.

2. La contrée s'étendant à l'est du Tedjen étant complètement déserte, le Cabinet Impérial pense qu'il y aurait lieu de prendre des dispositions pour que les escortes militaires des Commissaires respectifs soient réduites au minimum possible dans le but de prévenir les retards et les difficultés

qu'éprouveraient infailliblement le mouvement et le ravitaillement de corps considérables. Suivant l'avis du Cabinet Impérial, la force numérique des deux escortes devrait être entièrement égale, et les Commissaires respectifs pourraient être autorisés à s'entendre à ce sujet.

3. Ainsi qu'il a déjà été convenu entre les deux Gouvernements, les Commissaires seront tenus, dans le cas où des divergences d'opinions se produiraient entre eux, d'en référer sans retard à leurs Gouvernements respectifs, et de continuer en attendant leurs travaux. Ces travaux devraient avoir pour objet principal le levé et la description de la zone dans les limites de laquelle la ligne de démarcation devra être tracée, afin que les deux Gouvernements soient en mesure de disposer de tous les renseignements dont ils pourraient avoir besoin pour procéder en connaissance de cause à la solution des points litigieux qui leur seraient soumis.

Le Ministère des Affaires Etrangères a l'honneur de prier M. l'Ambassadeur de vouloir bien signaler par la voie télégraphique les points ci-dessus exposés à l'attention du Gouvernement de Sa Majesté Britannique, et de faire connaître un moment plus tôt au Ministère les dispositions que le Gouvernement de Sa Majesté aura jugées nécessaires d'adopter en conséquence.

N° 27. — Le Secrétaire d'Etat de Giers au conseiller Privé de Staal.

St-Petersbourg, le 26 septembre 1884.

Vous trouverez ci-joint une nouvelle série de pièces échangées entre le Ministère Impérial et l'Ambassadeur d'Angleterre au sujet de la délimitation de l'Afghanistan.

La lecture de ces pièces Vous mettra au courant de la divergence de vues qui s'est produite entre les deux Cabinets au sujet des bases de la délimitation.

Convaincus que les motifs de malentendus et de complications ne sauraient être écartés dans l'avenir que dans le cas où la ligne de démarcation répondrait aux conditions géographiques et ethnographiques du territoire compris entre le Héritoud et le Mourgab, nous avons cru devoir proposer à Sir Edward Thornton de rattacher à notre sphère d'action la tribu tout entière de Turcomans Saryks, dont une partie considérable a déjà fait sa soumission aux autorités de la province Transcaspienne.

Tout en se déclarant non moins que nous désireux d'empêcher le retour des mêmes difficultés, le Gouvernement Britannique n'a pourtant pas cru possible d'adopter notre proposition.

Le Cabinet de Londres, ainsi qu'il résulte des communications de Sir Edward Thornton, ne croit pas opportun, ni de préjuger les décisions de la Commission quant au tracé de la frontière de l'Afghanistan, ni de munir son Commissaire d'instructions qui impliqueraient une aliénation, sans l'assentiment de l'Emir Abdourrahman-Khan, de territoires sur lesquels celui-ci pourrait élever des réclamations. Il est d'avis que le soin de définir les limites de la juridiction de l'Emir devrait être abandonné aux Commissaires respectifs, qui auraient à se régler, dans l'accomplissement de leur tâche, sur les relations politiques des tribus habitant le territoire en question. Les Commissaires seraient en outre tenus de ne point imposer à l'Emir des obligations que ce souverain ne voudrait pas assumer ou qu'il serait hors d'état de remplir.

L'insuffisance des informations que l'on possède à Londres sur le territoire compris entre le Hériroud et le Mourgab pouvant jusqu'à un certain point expliquer la divergence d'opinions, que je viens de signaler, nous n'avons pas cru devoir nous laisser rebuter par cette circonstance, et nous nous sommes déclarés prêts à procéder à la délimitation dans l'espoir qu'après s'être rendu compte des conditions locales, le Commissaire britannique ne manquera pas de reconnaître les avantages du tracé d'une ligne de démarcation, conforme aux bases que nous avions proposées.

Notre memorandum en date du 19 de ce mois Vous mettra au courant des circonstances qui viennent de placer M. le Général Zélenoi dans l'impossibilité de rejoindre le Général Lumsden avant le mois de janvier prochain. — Vous y trouverez également un exposé des motifs qui nous font désirer que la rencontre des Commissaires ait lieu non à Serakhs, sur le territoire persan, ainsi que cela avait été convenu précédemment, mais plus au sud, comme par exemple à Pouli-Khatoun.

A ce propos je crois devoir Vous signaler les faits suivants.

Au début des négociations, l'ancien Serakhs, sis sur la rive droite du Tedjen, en face du fort persan portant le même nom, était complètement désert, et nous n'avions, par conséquent, aucune objection à faire valoir contre le passage de l'escorte du Commissaire anglais par cette localité. Mais, depuis lors, 2,300 familles de Turcomans Salors, soit en tout plus de 10,000 âmes, sont venues s'y établir, et, pour empêcher que des troubles ne se produisissent au milieu de cette masse de Turcomans et que des conflits n'éclatassent entre elle et la population de la rive gauche, nous nous sommes vus obligés d'y envoyer 200 cosaques, et de procéder à l'organisation de la nouvelle colonie. — Le Cabinet de Londres n'hésitera certainement pas à reconnaître avec nous que, dans ces circonstances, l'apparition d'un corps de troupes étrangères dans l'Ancien Serakhs ne pourrait exercer qu'une influence défavorable au point de vue du maintien de l'ordre de choses, que nous venons d'y établir. Nous ignorons, d'autre part, si le Gouvernement Persan ne verra pas d'inconvénient à admettre la présence sur la rive gauche du Tedjen des escortes militaires des deux Commissaires, dont le chiffre dépassera probablement celui de quatre cents hommes. L'adoption de Pouli-Khatoun pour la réunion des Commissaires délimitateurs suffirait pour écarter tous ces inconvénients, et le Cabinet de Londres aurait, selon notre avis, d'autant moins de motifs de s'opposer à notre proposition que ce n'est certainement pas à Serakhs que pourrait être commencé le tracé de la ligne de démarcation.

Tout en ayant lieu de supposer que le Gouvernement Britannique ne voudra point compliquer la situation en s'opposant à une solution équitable des questions préalables, qui ne sauraient d'ailleurs influer sur l'intérêt principal que les deux Puissances ont en vue, nous ne pouvons pourtant pas nous dissimuler les nombreuses difficultés auxquelles se heurteront probablement plus tard les Commissaires délimitateurs.

C'est pour faire face à cette éventualité, et pour ne point prolonger outre mesure le séjour de la Commission sur les lieux que nous avons cru devoir proposer au Cabinet de Londres, dans notre memorandum du 19 courant, d'enjoindre aux Commissaires de consacrer surtout leurs soins au levé et à la description de la zone dans laquelle la ligne de démarcation devra être tracée. Un travail de ce genre ne laisserait pas que de faciliter considérablement la tâche des deux Cabinets, lorsque ceux-ci seront appelés à pro-

céder à l'examen des points sur lesquels les Commissaires ne parviendraient pas à s'entendre.

Vous voudrez bien, M. l'Ambassadeur, appuyer, le cas échéant, les considérations ci-dessus exposées auprès de Lord Granville.

Veuillez, etc.

GIER.S.

**N° 28. — Memorandum remis par Sir Edward Thornton
au ministère impérial des affaires étrangères.**

Saint-Petersbourg, 30 septembre, 12 octobre 1886.

L'ambassadeur de Sa Majesté Britannique a envoyé par télégraphe au comte Granville, la substance du mémorandum qu'il a eu l'honneur de recevoir du ministère des affaires étrangères de Russie, le 10 septembre, 1^{er} octobre, relativement aux questions qui se rapportent à la Commission de délimitation de la frontière nord-ouest de l'Afghanistan.

Il a reçu hier au soir de Sa Seigneurie, un télégramme dans lequel elle déclare qu'il est maintenant trop tard pour changer quoi que ce soit aux arrangements pris pour l'escorte du Commissaire anglais, laquelle escorte ne comprend que 200 cavaliers et 200 fantassins, et qui est déjà en marche pour Helmund.

Quant à l'endroit où se rencontrera la Commission, Lord Granville a donné pour instructions à Sir Edward Thornton de déclarer que, le gouvernement impérial ayant formellement accepté le pays des Serakhs, le gouvernement de Sa Majesté ne peut pas accepter un autre endroit.

Sa Seigneurie a reçu avis que le Commissaire de Sa Majesté a quitté déjà Téhéran pour Meshed ; le gouvernement de Sa Majesté espère donc sincèrement que le gouvernement russe adhèrera à l'accord intervenu entre les deux gouvernements, et donnera pour instructions à son Commissaire de se rendre au pays des Sarakhs assez à temps pour commencer les opérations avant l'hiver.

**N° 29. — Rapport adressé par le Chef du Département Asiatique
au Secrétaire d'Etat de Giers.**

Saint-Petersbourg, le 1^{er} octobre 1884.

Pour remplir la mission dont Votre Excellence m'avait chargé, je me suis rendu aujourd'hui chez l'Ambassadeur d'Angleterre et lui ai présenté notre Commissaire pour la délimitation de la frontière de l'Afghanistan.

Nous voulions, le Général Zélenoï et moi, profiter de notre visite pour traiter avec Sir E. Thornton des questions, non résolues encore, que j'avais seulement effleurées pendant la visite que l'Ambassadeur de Sa Majesté Britannique m'avait faite la veille. Sir E. Thornton manifesta, de son côté, le désir de s'expliquer avec nous.

Il a été question avant tout de la rencontre des Commissaires.

L'Ambassadeur a exprimé l'espoir que le Général Zélenoï se hâterait de quitter St-Petersbourg, afin de ne pas faire attendre trop longtemps le Général Lumsden et de profiter de ce qui restait de temps jusqu'à l'hiver pour commencer les travaux de délimitation. Ayant déclaré qu'il était prêt à faire tout ce qui dépendait de lui pour éviter des délais inutiles, le général Zélenoï a rappelé à Sir E. Thornton qu'il n'avait tardé à se rendre à St-Petersbourg qu'à la suite d'une maladie dont il n'était pas encore

entièrement remis; qu'avant de se rendre sur les lieux, il lui était nécessaire de consacrer quelques jours au moins à l'étude de la question, et qu'enfin, il serait obligé de passer un certain temps à Tiflis et à Askhabad pour y organiser la section russe de la Commission et la pourvoir de tout le nécessaire. Toutes ces circonstances, d'après le général Zélenoï, le mettaient dans l'impossibilité de se rencontrer avec le général Lumsden avant le commencement de l'année prochaine.

L'Ambassadeur d'Angleterre a abordé ensuite la question de la frontière.

Il s'est appliqué à nous démontrer que, tout récemment encore, nous considérions nous-mêmes Serakhs, ou ses environs les plus immédiats, comme le point de départ de la frontière septentrionale de l'Afghanistan, ce dont les cartes publiées chez nous fourniraient la preuve. J'ai fait observer à l'Ambassadeur que les cartes auxquelles il faisait allusion n'étaient au fond qu'une reproduction des cartes anglaises, qui jouissaient de notre confiance tant que le pays à l'est du Héiroud n'avait pas été étudié par nos soins. Les résultats des investigations faites par nos voyageurs nous ont obligés de modifier notre manière de voir à ce sujet. De son côté, le général Zélenoï a fait remarquer qu'en Angleterre même l'idée que l'on se faisait de la frontière septentrionale de l'Afghanistan avait graduellement changé, comme le prouvent les éditions successives de la carte du général Walker. La frontière en question, telle qu'elle est indiquée dans la dernière édition de cette carte, est tracée beaucoup plus au sud que dans les éditions précédentes.

La partie la plus essentielle de notre entretien a été consacrée à la nécessité de fixer les bases générales de la délimitation, afin de prévenir des divergences d'opinions et des malentendus entre les Commissaires. Le Général Zélenoï a expliqué à l'Ambassadeur qu'ayant déjà pris plus d'une fois une part active à des questions de délimitation, il se croyait tenu de chercher à écarter tout ce qui pouvait nuire au succès de la mission qu'il avait à remplir, et considérait comme absolument nécessaire de compléter l'entente intervenue entre les deux Gouvernements. Avant d'envoyer les Commissaires sur les lieux mêmes pour procéder au tracé d'une ligne frontière, on détermine d'abord les principaux points de cette ligne, et le devoir des Commissaires se borne généralement à régler les détails. L'application de cette méthode a été reconnue impossible dans le cas présent, et il est nécessaire dès lors de déterminer au moins le territoire dont la ligne frontière ne doit pas dépasser les limites. Il faut charger les Commissaires d'explorer avec soin tout ce territoire, en vue d'y découvrir la ligne de démarcation la plus rationnelle, mais à condition de ne pousser, sous aucun prétexte, leurs investigations au-delà de ses limites.

Après avoir exposé en termes généraux les considérations qu'il y avait lieu d'adopter pour base de la définition de la zone de délimitation, ainsi que des limites de cette zone, — conformément aux données que nous avions déjà élaborées, — le Général Zélenoï a ajouté qu'il attribuait à cette question une importance toute particulière, parce qu'elle est exclusivement destinée à prévenir des divergences de vues entre lui et le Commissaire anglais pendant l'accomplissement de la mission qu'ils ont à remplir. Il peut se faire que, dans le but d'éclaircir des détails, on se trouve obligé d'étudier des régions immédiatement limitrophes de l'Afghanistan, et sur lesquelles s'étendent peut-être les prétentions des autorités afghanes ;

l'exclusion de ces contrées de la zone de délimitation pourrait entraver la solution de la question de la frontière, et c'est pourquoi il est de la plus haute importance pour nous d'être sûrs d'avance que les autorités précitées ne s'opposent pas aux investigations des Commissaires. L'urgence de cette garantie est d'autant plus essentielle que les Afghans ont occupé tout récemment l'oasis de Pendjé, laquelle, à notre avis, ne devrait pas être exclue du domaine des investigations.

Sir E. Thornton a répondu à ces considérations du Général Zélenoï qu'une entente entre les deux Gouvernements sur la question de la zone de délimitation lui paraissait inutile, vu que cette question devait être résolue par voie de pourparlers entre les Commissaires. Cette solution devait rencontrer d'autant moins d'obstacles que, pour sa part, le Gouvernement anglais était animé du désir sincère d'arriver au plus tôt à une entente équitable avec la Russie au sujet de la frontière afghane, et que le Général Lumsden, Commissaire de la Grande-Bretagne, était muni de pleins-pouvoirs étendus lui accordant le droit de résoudre sur place, avec le concours du Commissaire russe, toutes les questions ayant trait à la délimitation. On ne serait donc nullement fondé à prévoir du côté du Général Lumsden des empêchements à l'investigation des contrées dont l'étude serait d'une importance essentielle pour atteindre le but poursuivi par les deux Gouvernements, et, d'autre part, par les autorités afghanes.

Quelque catégoriques qu'aient été les objections opposées par Sir E. Thornton au Général Zélenoï, il nous a pourtant été impossible de perdre de vue que ses paroles n'étaient que l'expression de son opinion personnelle sur l'affaire. C'est pourquoi notre Commissaire a cru devoir insister encore sur les propositions et les appréhensions qu'il avait déjà formulées, en exprimant l'espoir que ses représentations, qui ont exclusivement eu vue d'écarter toute espèce de malentendus entre les deux Gouvernements et leurs Commissaires, seraient prises en sérieuse considération par le Cabinet de Londres.

La réponse de l'Ambassadeur nous a permis, au Général Zélenoï et à moi, de conclure qu'il ne manquerait pas de porter à la connaissance de son Gouvernement l'entretien d'aujourd'hui, et qu'il demanderait des instructions par rapport à la question soulevée par notre Commissaire.

ZINOVIEV.

N° 30. — **Memorandum remis par le Ministère Impérial des Affaires Etrangères à l'Ambassadeur d'Angleterre.**

St-Petersbourg, le 9 octobre 1884.

Ayant pris connaissance du contenu du memorandum en date des 30 septembre et 12 octobre, qui lui a été remis par Monsieur l'Ambassadeur de Sa Majesté Britannique, le Ministère Impérial des Affaires Etrangères se fait un devoir de communiquer à son Excellence ses conclusions au sujet des points exposés dans ce document.

Malgré le vif désir dont est animé le Cabinet Impérial de hâter la solution de la question qui fait l'objet des négociations entre les deux Gouvernements, il a été constaté que les préparatifs qu'exige l'organisation de la section russe de la Commission de délimitation ne sauraient, dans aucun cas, être terminés avant le mois de décembre, et M. le Général Zélenoï se verra, par conséquent, dans l'impossibilité de rejoindre son Collègue britan-

nique avant le 15 janvier (nouveau style). Pour ce qui est des motifs de ce retard, le Ministère des Affaires Etrangères ne peut que se référer à son memorandum du 19 septembre dernier.

Les observations du Ministère Impérial quant à la force numérique des escortes dont seront munis les Commissaires délimitateurs n'avaient été motivées que par la crainte des difficultés que ne manqueraient pas d'éprouver dans des contrées désertes le mouvement et le ravitaillement de corps tant soit peu considérables. Le Gouvernement de Sa Majesté Britannique ayant jugé nécessaire de porter l'escorte anglaise à 400 hommes, des dispositions ont été prises pour que l'escorte russe soit portée au même chiffre.

Le Gouvernement de Sa Majesté Britannique s'étant trouvé dans l'impossibilité d'accéder à la proposition du Cabinet Impérial quant au choix de la localité où les Commissaires respectifs devront se rencontrer, le Ministère des Affaires Etrangères ne voit pas d'inconvénient à inviter le Commissaire russe à se rendre à Serakhs. Le Ministère n'en croit pas moins de son devoir d'insister sur les considérations contenues dans son memorandum du 19 septembre quant aux inconvénients qu'offrirait le passage de l'escorte anglaise par les localités de la rive droite du Héiroud (Tedjen), occupées par les Turcomans Salors, — inconvénients qui ne manqueraient pas de neutraliser l'effet des dispositions prises par les autorités russes dans le but d'assurer la tranquillité dans les steppes.

Le memorandum en date du 30 septembre (12 octobre) ne contenant aucune information sur ce que le Gouvernement de Sa Majesté Britannique a cru devoir décider au sujet des travaux de levé et de description que la Commission aura à exécuter, le Ministère Impérial des Affaires Etrangères croit de son devoir de rappeler de nouveau l'attention de M. l'Ambassadeur d'Angleterre sur la nécessité de préciser d'avance les devoirs des Commissaires délimitateurs à cet égard, et de définir l'étendue de la zone qui fera l'objet de leurs investigations. Vu la nature des contrées que la Commission aura à visiter, il est à prévoir que ce n'est qu'à cette condition que les deux Gouvernements réussiront à prévenir les divergences d'opinions qui, dans le cas contraire, ne tarderaient pas à surgir entre les Commissaires, et qui auraient pour résultat inévitable de retarder indéfiniment la marche de leurs travaux.

L'entente préalable sur la zone à étudier ne préjugerait en rien la direction finale du tracé à convenir, mais elle circonscrirait la discussion des points à fixer dans des limites pratiques qui, seules, peuvent la faire aboutir à une issue satisfaisante.

N^o 34. — Le Secrétaire d'Etat de Giers au Conseiller privé de Staal.

St-Petersbourg, le 16 octobre 1884.

Pour faire suite à la correspondance au sujet de la délimitation de l'Afghanistan, jointe à ma lettre du 26 septembre dernier, je m'empresse de Vous transmettre ci-près les copies d'un nouveau memorandum de l'Ambassadeur Britannique et de celui que j'ai cru devoir lui remettre.

Vous voudrez bien relever dans cette dernière pièce que nous venons de fournir au Gouvernement Anglais une nouvelle preuve de l'esprit de conciliation, qui nous anime. Pour nous conformer à ses désirs et

pour écarter tout motif de discussion, nous n'avons pas hésité à nous désister de nos observations précédentes au sujet de la force numérique des escortes dont seront munis les Commissaires délimitateurs, et des inconvénients qu'offrirait leur rencontre à Serakhs, sur la rive gauche du Héiroud (Tedjen). Nous nous sommes bornés à maintenir nos réserves quant à l'impossibilité où nous nous verrions de laisser l'escorte anglaise traverser les campements des Turcomans Salors établis sur la rive droite de cette rivière.

Ainsi que le prouve le memorandum anglais, le Cabinet de Londres est loin d'imiter notre exemple.

Sans tenir compte des circonstances de force majeure, qui empêchent notre Commissaire de rejoindre son Collègue britannique à la date convenue précédemment (les 26 octobre/7 novembre), le Gouvernement Anglais vient de charger son Ambassadeur d'insister auprès de nous pour qu'il soit procédé aux travaux de délimitation avant le commencement de l'hiver. Dans un entretien qu'il a eu ces jours derniers avec le Chef du Département Asiatique, Sir E. Thornton n'a même pas hésité à faire entendre à M. Zinoview qu'il craignait que le retard apporté au commencement des travaux ne fit échouer les négociations.

D'autre part, le Cabinet de Londres n'a pas répondu jusqu'à présent à nos observations quant à la nécessité d'une entente préalable entre les deux Gouvernements sur l'étendue de la zone qui fera l'objet des investigations des Commissaires délimitateurs. Cette entente constitue, selon notre avis, une garantie essentielle du succès des négociations, tandis que le langage de Sir E. Thornton nous fait supposer qu'à Londres l'on serait résolu à repousser notre proposition.

La gravité de cette divergence de vues n'échappera certainement pas à votre attention.

Les négociations précédentes ayant démontré l'impossibilité d'une entente préalable entre les deux Gouvernements sur les bases de la délimitation, l'on a dû se borner à convenir que les Commissaires délimitateurs seraient chargés de rechercher les éléments d'une combinaison qui serait de nature à écarter autant que possible l'éventualité de futures complications. Ce principe nous paraît trop vague pour ne pas être susceptible d'interprétations contradictoires. En partant de ce point de vue, la mission des Commissaires risquerait de se heurter à des difficultés analogues à celles qui ont empêché un accord préalable entre les Cabinets. Dans ces conditions, il nous semblerait urgent d'aviser à ce que les Commissaires soient en mesure de remplir avec succès ne fût-ce que la partie préparatoire de leur tâche, qui consiste à fournir à leurs Gouvernements respectifs le plus de données possible sur les contrées qu'ils auront visitées, et dans les limites desquelles la ligne de démarcation devra être tracée, ainsi que sur les moyens de concilier les intérêts des deux parties. Ce but pourrait difficilement être atteint dans le cas où les Gouvernements négligeraient de préciser, dans les instructions dont seront munis les Commissaires délimitateurs, les limites du territoire qui fera l'objet des investigations de ces derniers, et il nous est d'autant plus difficile d'apprécier les motifs de la répugnance qu'inspire au Cabinet de Londres notre proposition qu'une entente sur ce point ne préjugerait en rien la direction à donner à la ligne de démarcation. Le tracé de celle-ci dépendra d'une entente ultérieure, soit entre les Commissaires, soit entre leurs Gouvernements respectifs.

L'importance des considérations ci-dessus exposées m'impose le devoir de vous engager, Monsieur l'Ambassadeur, à vous expliquer sans retard à ce sujet avec Lord Granville, et à lui faire entendre qu'à notre avis la marche ultérieure des négociations dépendra principalement de la solution que le Cabinet de Londres aura jugé à propos de donner à la question qui nous préoccupe. Ayant consenti à faire toutes les concessions compatibles avec nos intérêts et notre dignité, nous ne saurions transiger aujourd'hui sur un point qui constitue la condition principale du succès de la mission des Commissaires délimitateurs.

Il nous semblerait non moins important de signaler à l'attention du Principal Secrétaire d'Etat pour les Affaires Etrangères les considérations suivantes :

En ce qui regarde la délimitation, notre proposition n'est pas entièrement analogue à celle de l'Angleterre.

La ligne de démarcation une fois tracée, il nous sera tout-à-fait impossible de nous maintenir dans une attitude de complète abstention vis-à-vis des contrées qui seront rattachées à notre sphère d'influence. Une telle attitude ne saurait s'accorder avec les conditions particulières où se trouvent placées ces contrées. C'est sur nous que retombera directement le devoir d'y veiller à l'établissement de l'ordre et de la tranquillité, et cette considération nous oblige à vouer à la délimitation la même attention qu'exigerait le tracé d'une frontière de l'Empire.

Il n'en est pas de même de l'Angleterre. La tâche que s'est imposée cette Puissance a pour objet la définition de la frontière de l'Afghanistan, qui, tout en subissant l'influence de la Grande-Bretagne, ne forme pourtant pas une partie intégrante de son territoire. D'ailleurs, l'Afghanistan a constamment été exposé à des bouleversements ; ses frontières et l'étendue de son territoire ont subi jusqu'à ces derniers temps de fréquentes variations, et il en est résulté un état de choses tel que, peu auparavant, l'Emir Abdourahman Khan s'est vu dans la nécessité d'interpeller le Gouvernement Indien sur les limites de ses possessions.

L'ensemble de ces considérations tend à démontrer que, quoique les deux Grandes Puissances soient au même degré intéressées à s'entendre sur une ligne de démarcation, les intérêts et la dignité de la Russie sont pourtant plus directement engagés dans cette question que ne le sont ceux de la Grande-Bretagne. Cette circonstance suffira, comme nous l'espérons, pour expliquer le soin particulier que nous croyons devoir apporter au règlement des questions se rattachant à la délimitation, telles que la définition préalable de la zone.

Le langage de Sir E. Thornton nous fait supposer que, dans le cas où le Commissaire russe ne se rendrait pas à Serakhs à la date convenue préalablement, le Général Sir Peter Lumsden pourrait se décider à entreprendre à lui seul l'exploration du territoire que les deux Commissaires seraient tenus de visiter ensemble. Nous aimons à espérer que le Cabinet de Londres voudra bien user de son influence pour empêcher toute démarche qui ne saurait s'accorder avec le but que les deux Puissances sont convenues de poursuivre, et qui nous obligerait de prendre, de notre côté, telles mesures qui seraient jugées nécessaires pour sauvegarder notre position dans ces contrées.

Veuillez, etc.

GIERs.

N° 32. — Le Secrétaire d'Etat de Giers au Conseiller Privé de Staal.

(Télégramme.)

St-Pétersbourg, le 21 octobre 1884.

Vous avez été informé par ma lettre du 16 courant de la divergence de vues survenue entre nous et le Cabinet de Londres quant à la définition préalable de la zone qui fera l'objet des investigations des Commissaires. Vu le silence que le Cabinet de Londres continue à garder sur ce point, le Général Zélenoï se voit dans l'impossibilité de se rendre à Tiflis et à Askhabad pour y veiller à l'organisation de la section russe de la Commission, et cette circonstance ne saurait manquer de retarder le commencement des travaux. Les deux Cabinets ayant à se prononcer ultérieurement sur les points sur lesquels les Commissaires ne parviendraient pas à s'entendre, il est évident qu'ils ne sauraient remplir cette tâche que dans le cas où ils seraient munis d'un levé et d'une description détaillée du territoire dans les limites duquel la frontière devra être comprise. Considérons ce point comme condition essentielle du succès des négociations. Veuillez faire démarches auprès du Comte Granville pour obtenir une réponse catégorique. GIERS.

N° 33. — Le Conseiller Privé de Staal au Secrétaire d'Etat de Giers.

(Télégramme.)

Londres, le 23 octobre 1884.

Je me suis acquitté auprès de Lord Granville des ordres contenus dans la lettre du 16 courant et le télégramme du 21. Lord Granville trouve question si importante qu'il préfère différer quelque peu sa réponse définitive. Il se propose de consulter Lord Kimberley à ce sujet. STAAL.

N° 34. — Le Conseiller Privé de Staal au Secrétaire d'Etat de Giers.

(Télégramme.)

Londres, le 25 octobre 1884.

Ayant appris la présence de M. de Vlangaly à Londres, Lord Granville a tenu faire sa connaissance, et l'a mis en rapport avec Lord Kimberley. Ai pris part à leur entretien sur la question de délimitation afghane. Lord Kimberley a donné à M. de Vlangaly les assurances les plus formelles quant au désir très sincère du Gouvernement Britannique d'arriver à arrangement. Choix de toute la Commission fait dans cette pensée. Le Gouvernement ne s'oppose pas à désignation préalable de zone pour les travaux des Commissaires. Seulement, il ne possède pas des données suffisantes. Elles devraient être fournies par les Commissaires aux deux Gouvernements respectifs, qui s'entendraient alors entre eux. Pour Cabinet Anglais serait impossible procéder autrement. STAAL.

N° 35. — Le Secrétaire d'Etat de Giers au Conseiller Privé de Staal.

(Télégramme.)

St-Petersbourg, le 28 octobre 1884.

Reçu votre télégramme du 25. Nous voyons avec plaisir que Lord Kimberley reconnaît le bien-fondé de notre demande, mais nous ne pouvons partager son avis relativement au mode de procéder. Les divergences de vues entre les Commissaires ne sauraient être prévenues que par une définition préalable de la zone d'investigation, qui devra précéder le commencement des travaux. Une entente entre les Commissaires à ce sujet ne pourrait, par conséquent, avoir lieu que sur les bases d'informations antérieures figurant sur les cartes. Les deux Cabinets possèdent ces données, et un échange de vues à ce sujet nous paraît d'autant plus possible qu'il n'est pas question d'une définition mathématique de la zone, mais d'en indiquer les limites en traits généraux.

Si ce mode était adopté, les Commissaires pourraient procéder aux travaux aussitôt qu'ils se seraient réunis, tandis que, au cas contraire, le commencement des travaux subirait d'incalculables retards. GIER.

N° 36. — Le Conseiller Privé de Staal au Secrétaire d'Etat de Giers.

(Télégramme.)

Londres, le 28 octobre 1884.

La réponse officielle de Lord Granville ne sera communiquée demain. Elle reconnaît l'opportunité de fixation préalable de zone pour travaux de Commission, mais le Gouvernement anglais ne pourrait y concourir que sur base de renseignements fournis par Commissaires, données locales nécessaires faisant absolument défaut ici. Le Cabinet Anglais adhérerait à tout arrangement concerté à ce sujet par les Commissaires respectifs.

STAAL.

N° 37. — Le Conseiller Privé de Staal au Secrétaire d'Etat de Giers.

(Télégramme.)

Londres, le 29 octobre 1884.

Je viens de voir Lord Granville. Sa réponse officielle sera adressée à Sir E. Thornton sous forme de memorandum dont aurai copie ce soir. Article principal conforme à mon télégramme d'hier. En outre, instructions seront données au Général Lumsden d'observer la plus grande circonspection quant à mouvement de son escorte durant absence du Commissaire russe. Le Cabinet Anglais partage notre idée quant à levés et descriptions dans région d'investigations pour faciliter au Gouvernement décision en cas de divergences de vues entre Commissaires. Enfin, le Général Lumsden recevra instructions d'éloigner une partie de son escorte, et de se concerter avec le Général Zélenoï sur la force numérique des escortes respectives, qui seraient nécessaires pour le service de la Commission. STAAL.

N° 38. — Sir Edward Thornton au Secrétaire d'État de Giers.

St-Petersbourg, 5/17 novembre 1884.

J'ai l'honneur d'informer Votre Excellence que j'ai dûment rapporté au Comte Granville les questions soulevées par M. Zinovieff et le Général Zélenoï dans la conversation que j'ai eue avec ces Messieurs, le 1^{er} (13) octobre dernier, au sujet de la Commission des frontières afghanes, et que j'ai transmis à sa Seigneurie une copie du memorandum que j'ai reçu du Département de Votre Excellence, les 9 (21) octobre, se rapportant à la délimitation proposée de cette frontière.

Le Gouvernement de Sa Majesté a soigneusement étudié les questions qui lui ont été soumises, aussi bien que les représentations faites à sa Seigneurie, le 4 courant, sur le même sujet par Son Excellence l'Ambassadeur russe à la Cour de Saint-James, et il ne peut qu'exprimer son grand désappointement de l'issue malheureuse de leurs efforts pour assurer la réunion de la Commission en temps utile dans la bonne saison. Il considère comme regrettable, qu'une opération dont l'avantage a été reconnu par les deux Gouvernements, il y a plusieurs mois, doive être retardée jusqu'au printemps prochain, le climat rendant impossible tout travail entre décembre et mars.

Le Gouvernement russe a exprimé son grand désir d'arriver à une entente préliminaire avec le Gouvernement de Sa Majesté au sujet des limites d'une zone dans laquelle courrait la ligne frontière, et en dehors de laquelle la Commission ne devrait pas pouvoir étendre ses explorations. Le Gouvernement de Sa Majesté convient qu'il serait désirable qu'une zone fût fixée, dont les limites ne devraient pas être dépassées dans la délimitation d'une ligne frontière, mais il continue à penser que c'est aux Commissaires seuls à décider quelle sera la région de leurs enquêtes. Le Commissaire anglais sera en communication avec un fonctionnaire afghan envoyé par l'Emir pour lui fournir des informations, et il ne conviendrait pas de ne pas consulter cet officier avant de fixer la zone des opérations de la Commission.

Sa Seigneurie m'a cependant chargé d'assurer Votre Excellence que le Gouvernement de Sa Majesté sera prêt à acquiescer à tous arrangements de la nature désirée par le Gouvernement Impérial, sur lesquels pourront naturellement se trouver d'accord les Commissaires quand ils se rencontreront, et que le Gouvernement de Sa Majesté adressera au Commissaire anglais des instructions spéciales dans ce sens.

Quant aux craintes que m'a exprimées le général Zélenoï au sujet de l'attitude probable de l'Emir d'Afghanistan, le Gouvernement de Sa Majesté n'a aucune raison de prévoir que Son Altesse apportera des obstacles au voyage des Commissaires, pendant leurs enquêtes sur divers points de l'Afghanistan, qu'ils peuvent considérer comme nécessaires pour l'accomplissement de la mission qui leur est confiée.

Votre Excellence a aussi appelé l'attention du Gouvernement de Sa Majesté sur les inconvénients qui peuvent naître du passage de l'escorte anglaise à travers les campements des Turcomans Salors, et a indiqué la nécessité d'empêcher une action isolée du Commissaire anglais. Le Gouvernement de Sa Majesté a la plus grande confiance dans la discrétion de Sir Peter Lumsden, mais, pour se conformer aux désirs du Gouvernement Impérial, il lui a donné pour instructions de faire extrêmement attention à

ses mouvements et à sa conduite pendant l'absence de son collègue russe. Le Gouvernement de Sa Majesté a confiance que les mêmes instructions seront données par le Gouvernement russe à leurs autorités locales dans les districts transcaspiens.

Il se propose, en outre, d'enjoindre à Sir Peter Lumsden de faire arrêter la plus grande partie de son escorte dans quelque endroit convenable de l'Afghanistan, assez loin pour ne pas causer d'alarmes sur la frontière, et de s'accorder avec le général Zélenoï sur le nombre de ceux qui devraient accompagner les Commissaires quand ils se mettront en marche pour procéder à leurs opérations.

Le Gouvernement de Sa Majesté partage absolument l'opinion exprimée par M. de Staal que les Commissaires devraient envoyer dans leurs pays des personnes ayant pris part à leurs travaux, qui permettraient aux deux Gouvernements de bien comprendre leurs observations, ou les différences quelconques qui pourront s'élever pendant leurs discussions, et c'est dans cette intention que des officiers ont été attachés par le Gouvernement des Indes à la suite de Sir Peter Lumsden.

Je suis, etc.,

THORNTON.

**N° 39. — L'Aide de Camp Général Prince Dondoukow Korsakow
au Ministre de la Guerre.**

(Télégramme.)

Tiflis, le 6 novembre 1884.

Le Général Komarow télégraphie, à la date du 28 octobre, de Serakhs, que le 27, est arrivé au Serakhs persan le Général Lumsden avec une partie de son escorte ; le 28, il envoya M. Stephen pour demander au Général Komarow, sur l'ordre de qui et dans quel but un poste de Cosaques venait d'être établi en face de Pouli-Khatoun. Le Général Komarow lui répondit que c'était de moi qu'il avait reçu un ordre à ce sujet, et qu'en outre, il jugeait nécessaire de garder des Cosaques à Pouli-Khatoun comme avant-poste du détachement de Serakhs. Le topographe Klementiew, arrivé à Serakhs, a rencontré à 8 verstes en amont de Sary-iazy, sur le Mourgab, une patrouille afghane qui ne l'a pas laissé avancer au-delà.

Prince DONDOUKOW.

**N° 40. — L'Aide de Camp Général Prince Dondoukow Korsakow
au Secrétaire d'Etat de Giers.**

(Télégramme.)

Tiflis, le 8 novembre 1884.

Le Général Komarow rapporte, à la date du 2 novembre, qu'il avait envoyé le lieutenant-colonel Alikhanow auprès du Général Lumsden pour s'informer de quel droit les Afghans avançaient le long du Mourgab. Le Général Lumsden a répondu que ce fait lui était inconnu, et il a exprimé l'espoir qu'aussitôt après l'arrivée du Général Zélenoï tous les malentendus seraient écartés. La Commission anglaise est partie pour Hérat, où elle attendra l'arrivée de notre Commission.

Prince DONDOUKOW.

N° 41. — Le Secrétaire d'Etat de Giers à Sir Edward Thornton.

St-Pétersbourg, le 14 novembre 1884.

J'ai reçu la note que Votre Excellence m'a fait l'honneur de m'adresser, en date du 5 (17) courant, et qui contient un exposé des vues du Gouvernement de Sa Majesté Britannique, relativement aux questions qui ont fait l'objet de Votre entretien avec MM. Zinoview et Zélenoi, ainsi que du memorandum du Ministère Impérial des Affaires Etrangères du 9 (21) octobre, et au sujet desquelles l'Ambassadeur de l'Empereur, à Londres, a été également chargé de s'expliquer avec M. le Comte Granville.

Le Cabinet Impérial s'est fait un devoir d'examiner avec la plus scrupuleuse attention les considérations contenues dans la susdite note.

Le Gouvernement de Sa Majesté Britannique Vous a chargé, M. l'Ambassadeur, d'exprimer au Cabinet Impérial les regrets que lui fait éprouver le retard inattendu qu'a subi la rencontre des Commissaires respectifs.

Le Ministère Impérial s'étant déjà fait un devoir de Vous exposer avec une entière franchise les motifs de ce retard, je crois pouvoir me borner à y ajouter que, suivant les dernières informations reçues des autorités de la province Transcaspienne, les conditions climatiques s'opposent dès à présent au commencement des travaux aux environs de Serakhs où la température descend pendant la nuit jusqu'à 14° Réaumur au-dessous de zéro.

Je ne saurais en outre m'abstenir de Vous faire observer qu'en dehors des circonstances imprévues qui ont empêché la rencontre des Commissaires à l'époque convenue, il y en a d'autres qui sont également de nature à entraver la marche des négociations, et que le Cabinet Impérial ne pourrait écarter qu'avec le concours du Gouvernement de Sa Majesté Britannique. Ces circonstances, comme Vous le savez déjà, M. l'Ambassadeur, se rattachent à la divergence de vues, qui s'est produite entre les deux Gouvernements quant au mode de fixation des limites de la zone qui doit faire l'objet des investigations des Commissaires respectifs.

Persuadé qu'une entente directe à ce sujet entre les deux Gouvernements serait le moyen le plus pratique pour prévenir des contestations éventuelles entre les Commissaires, c'est déjà à la date du 19 septembre dernier que le Ministère des Affaires Etrangères s'est fait un devoir d'attirer Votre attention sur cette grave question et de réclamer Votre intervention auprès du Gouvernement Britannique dans le but d'en activer la solution. Or, ce n'est que depuis la réception de Votre note du 5 (17) courant que le Ministère s'est trouvé en mesure d'apprécier les conclusions du Cabinet de Londres.

Le Gouvernement de Sa Majesté la Reine, ainsi qu'il résulte de la susdite note, reconnaît, de son côté, l'utilité d'une entente sur la zone, mais en même temps il est d'avis que c'est aux Commissaires respectifs qu'il appartiendrait d'en fixer les limites, et que le Commissaire britannique serait en outre tenu de consulter préalablement à ce sujet le fonctionnaire afghan qui a été désigné par l'Emir Abdourrahman-Khan pour lui fournir des informations.

Le Commissaire russe n'ayant point à intervenir dans les rapports du Général Lumsden avec les autorités afghanes, le Cabinet Impérial ne pense pas non plus que la nécessité de consulter préalablement le délégué d'Abdourrahman-Khan puisse servir d'obstacle à l'adoption de la proposi-

tion exposée dans les memorandums du Ministère des Affaires Etrangères des 19 septembre et 9 octobre. La note de Votre Excellence du 5 (17) courant ne contenant, en outre, aucune autre objection de nature à expliquer les inconvénients qui pourraient résulter de l'application de ce mode de solution, je me fais un devoir d'appeler encore une fois l'attention la plus sérieuse de Votre Excellence sur les considérations qui portent le Gouvernement Impérial à penser qu'une entente préalable et immédiate des Cabinets serait de la plus haute importance pour assurer le succès des négociations, et que, dans le cas contraire, les Commissaires risqueraient de se heurter à des difficultés inextricables.

Ces considérations sont les suivantes :

La définition préalable d'une zone d'investigation ne saurait préjuger la direction de la ligne frontière, dont le tracé devra faire l'objet d'une entente ultérieure, soit entre les Commissaires, soit entre les deux cabinets, dans le cas où les Commissaires ne parviendraient pas à tomber d'accord à ce sujet. Elle ne saurait, en conséquence, porter la moindre atteinte aux intérêts légitimes des parties en cause.

La définition de la zone est nécessaire pour prévenir des contestations éventuelles entre les Commissaires au sujet de l'étendue du territoire qu'ils seront tenus d'étudier, afin d'être en mesure de fournir à leurs Gouvernements respectifs des données aussi complètes que possible sur les conditions géographiques et ethnographiques de ce territoire dans son ensemble, et qui pourraient servir de base solide au tracé d'une ligne de démarcation répondant aux intérêts des parties en cause, ainsi qu'à l'établissement d'un ordre de choses stable.

Une entente sur les limites de la zone devant précéder le commencement des travaux, ces limites ne sauraient être désignées que sur la base de donnée recueillies précédemment, et qui figurent déjà sur les cartes existantes. Les imperfections et les erreurs qu'offrent ces cartes ne pourraient, dans aucun cas, servir d'obstacle à une entente entre les deux Cabinets, attendu qu'il serait tout à fait superflu de rechercher une définition mathématique de la zone, et qu'il suffirait d'en préciser les limites en traits généraux.

Les Commissaires délimitateurs eux-mêmes, dans le cas où ils seraient autorisés à fixer d'un commun accord les limites de la zone, ne pourraient prendre pour base de leur travail que ces mêmes cartes, et le Gouvernement Impérial se croit en droit d'en conclure qu'il ne saurait y avoir d'obstacle à ce que les deux cabinets procédassent dès à présent à un échange d'idées en vue de hâter la solution de cette importante question, afin que les Commissaires puissent commencer leurs investigations aussitôt après leur réunion à Serakhs.

Tout autre mode de procéder ne manquerait pas d'exercer une influence défavorable sur la marche ultérieure des négociations. Les Commissaires délimitateurs, dans le cas où des divergences d'opinions se produiraient entre eux sur les limites à assigner à la zone d'investigation, se trouveraient dans la nécessité d'en référer tout de même à leurs Gouvernements respectifs, et de se condamner à l'inaction jusqu'au moment où le différend aurait été réglé. Sans parler du retard qui en résulterait pour les travaux de délimitation — retard dont il est difficile de prévoir la durée, — une telle situation ne serait pas non plus exempte d'autres inconvénients,

non moins graves, sur lesquels je crois tout à fait superflu de m'étendre, mais qui ne sauraient échapper à la perspicacité des deux Gouvernements.

Persuadé qu'il ne saurait être conforme aux intentions du Gouvernement Britannique de laisser les négociations s'engager dans une impasse, et étant en même temps animé du désir de hâter autant que possible la solution des questions pendantes, le Cabinet Impérial a cru devoir profiter de la présence à St-Petersbourg de son Commissaire pour le charger de la rédaction d'un projet de zone d'investigation sur la base des données existantes.

En vous transmettant ci-après une copie du travail du Général Zélenoï, je viens Vous prier, M. l'Ambassadeur, de vouloir bien la soumettre à l'appréciation de Votre Gouvernement.

Dans le cas où le Cabinet de Sa Majesté la Reine jugerait nécessaire de lui faire parvenir ses observations sur les détails de ce travail, le Cabinet Impérial se fera un devoir de les examiner et de les discuter dans un esprit de conciliation. Mais, se trouvant dans l'impossibilité d'exercer une action quelconque sur les dispositions des autorités afghanes, il se plaint, d'autre part, à espérer que le Cabinet de Sa Majesté la Reine ne refusera pas de lui fournir des garanties qui permettraient au Commissaire russe de procéder, conjointement avec son Collègue britannique, aux investigations nécessaires avec la certitude qu'aucun obstacle ne serait opposé à une étude consciencieuse de la zone, dans les limites qui sont indiquées en traits généraux dans le travail du Général Zélenoï.

Veuillez, etc.

GIERs.

ANNEXE

Notice du Général-Major Zélenoï.

Pour assurer une base solide au tracé définitif d'une frontière stable, il est nécessaire de donner à la zone d'investigation une configuration telle que ses limites puissent autant que possible coïncider avec les limites géographiques du territoire qui fera l'objet des études des Commissaires. Pour satisfaire aux conditions ci-dessus exposées, la zone d'investigation doit embrasser toutes les localités comprises dans les limites géographiques, et dont les conditions topographiques et ethnographiques sont peu ou point connues, et surtout celles où les populations turcomanes se trouvent en contact avec les populations afghanes.

Vu l'impossibilité de faire aboutir la limite septentrionale de la zone à des frontières naturelles, le Gouvernement Impérial de Russie pourrait admettre que la limite en question aboutisse aux localités où se sont arrêtés les travaux de levé, exécutés par ordre des autorités de la Province Transcaspienne. Conformément à ce point de vue, la limite septentrionale de la zone partirait du point sis sur la rive droite du Hériroud, vis-à-vis de Daouletabad, se dirigerait, en ligne droite, vers le Mourghab qu'elle franchirait en amont d'Imam-bakhsch pour aboutir ensuite au fort afghan Khodja-Saleh, sur l'Amou-Daria.

Le cours du Hériroud formerait la limite occidentale de la zone d'investigation.

Quant à sa limite méridionale, elle partirait également de la rive droite du Hériroud, suivrait la ligne naturelle de la chaîne de montagnes, qui ferme au nord la vallée de Hérat (1), dans la direction des sources de la rivière Kouschk

(1) En 1875, à l'époque du voyage du colonel Mac Gregor, cette même chaîne de montagnes formait aussi, suivant le témoignage de cet officier, la ligne des postes-frontières afghans, lesquels cependant n'étaient pas occupés par des gardes-frontières. (Narrative of a journey through the province of Khorassan and of the N. W. frontier of Afghanistan in 1875, by C-I Mac Gregor. London, 1879 v. t. p. 241).

dont elle descendrait le cours jusqu'à Thihil-Doukhter. A partir de ce point la limite méridionale longerait les confins des établissements des Djemchidis et Firouz-Kouhis jusqu'au fort afghan de Bala-Mourghab, d'où elle suivrait le cours du Kaïssor et du Sankalag et les confins du district d'Andkhoï pour aboutir également à Khodja Saleh.

En admettant même que quelques parties des territoires non contestés de l'un ou de l'autre Etat limitrophe seraient comprises dans la zone d'investigation, cette circonstance ne saurait porter la moindre atteinte aux droits desdits Etats, tandis que la description et le levé des parties de territoires en question profiteraient à la science.

Il serait nécessaire de hâter autant que possible une entente sur les limites de la zone, afin que le Gouvernement impérial puisse préciser le personnel et les moyens topographiques qu'il aura à mettre à la disposition de son Commissaire, en vue des travaux de levé et de description, que le Commissaire aura à faire exécuter.

N^o. 42. — Le Secrétaire d'Etat de Giers au Conseiller Privé de Staal.

St-Pétersbourg, le 17 novembre 1884.

Je m'empresse de Vous transmettre ci-près les copies des deux notes que je viens d'échanger avec l'Ambassadeur d'Angleterre (1).

Vous voudrez bien relever de ma réponse à Sir Edward Thornton qu'en dehors des motifs qui ont empêché le Général Zélenoï de se rendre à Serakhs à l'époque convenue, les circonstances locales sont également de nature à s'opposer au commencement des travaux de la Commission de délimitation. Ces travaux devront forcément être ajournés jusqu'à la belle saison qui ne commence dans ces contrées qu'à la fin du mois de février.

Pour ce qui est de la divergence de vues, qui s'est produite entre les deux Cabinets quant au mode de procéder pour arriver à une entente sur les limites de la zone d'investigation, nous n'avons pas cru pouvoir nous départir de la manière de voir exposée dans mon télégramme du 28 octobre. Les arguments que le Cabinet de Londres a fait valoir pour nous convaincre de la nécessité d'abandonner aux Commissaires respectifs le soin de fixer d'un commun accord les limites de la zone sont loin de nous paraître concluants. Ne nous trouvant pas en rapport avec les autorités afghanes, nous ne pouvons pas nous croire tenus de changer d'avis pour la raison que le Général Lumsden aurait besoin de consulter préalablement le délégué afghan qui lui a été adjoint par l'Emir Abdourrahman-Khan, et nous avons surtout à cœur d'empêcher les complications qui ne tarderaient pas à surgir, si les Commissaires ne parvenaient pas à s'entendre entre eux. Dans le but de faciliter la solution de la difficulté, nous avons cru devoir charger notre Commissaire de la rédaction d'un projet de zone, et nous nous sommes empressés de transmettre le travail du Général Zélenoï à Sir E. Thornton avec prière de le soumettre à l'appréciation de son Gouvernement. Le Cabinet de Londres pourrait profiter du délai de près de trois mois, qui nous sépare de l'époque à laquelle les Commissaires pourront se rencontrer, pour consulter le Général Lumsden sur le projet en question, pour nous faire connaître ses conclusions. Nous sommes tout disposés à examiner ses observations éventuelles dans un esprit de conciliation, quoique, d'un autre côté, nous ne saurions perdre de vue que le travail du

(1) Voir les documents n^{os} 38 et 41.

Général Zélenoï est basé sur des appréciations dont l'impartialité ne saurait être mise en doute, ce qui nous placera, sans doute, dans la nécessité d'insister sur l'adoption du projet de zone dans ses traits principaux.

Sir E. Thornton a été chargé de m'entretenir entre autres de l'envoi d'un petit corps de Cosaques à Pouli-Khatoun, sur la rive droite du Hériroud, en amont de Serakhs. Les empiètements commis par les Afghans sur le Mourgab n'auraient été, selon l'Ambassadeur britannique, qu'une conséquence directe et inévitable de l'occupation de Pouli-Khatoun par nos troupes, qui jusqu'au tracé de la frontière définitive auraient dû ne pas franchir les limites des localités occupées précédemment.

J'ai répondu à Sir E. Thornton que nous nous trouvions dans l'impossibilité de partager cette manière de voir.

Ayant réussi à établir la tranquillité dans les steppes turcomanes, nous étions tenus d'aviser aux moyens de consolider l'ordre de choses créé par nous, et de l'assurer contre des troubles que nous avions tout lieu d'appréhender vu les armements considérables poursuivis par les Afghans sur les confins nord de Hérat et l'approche de l'escorte anglaise dont le chiffre dépassait de beaucoup celui dont nous étions convenus d'abord avec Sir E. Thornton. — L'établissement d'un avant-poste russe à Pouli-Khatoun n'a pas eu d'autre motif. Cette localité, qui n'a jamais fait partie du territoire de l'Afghanistan, est, d'ailleurs, trop éloignée des confins nord de ce pays pour que son occupation puisse préjuger la direction de la future frontière afghane, dont le tracé, conformément aux principes qui ont servi de base à l'arrangement de 1872, 1873, devra être réglé sur l'état des possessions de l'Emir Schir-Ali-Khan. Le témoignage du Colonel Mac-Gregor, auquel le Général Zélenoï se réfère dans son travail, indique avec une grande précision la limite extrême jusqu'à laquelle s'étendaient ces possessions.

Il n'en est pas de même des empiètements commis récemment par les Afghans.

En admettant même, ainsi que le prétendent les agents anglais, que les Turcomans Saryks, établis à Pendjdé, aient été précédemment astreints au paiement d'une redevance annuelle aux autorités afghanes, cette circonstance ne pouvait à elle seule constituer un titre de possession en faveur de l'Emir Addourrahman-Khan, attendu que la localité en question n'a jamais été occupée par des troupes afghanes, et que sa population a de tout temps joui d'une complète indépendance. Les incursions et les actes de brigandage auxquels les Saryks de Pendjdé n'ont cessé de se livrer à l'égard de leurs voisins jusqu'au moment où l'oasis de Merv a été occupée par nous en sont une preuve éclatante.

Dès le début de nos présentes négociations avec le Gouvernement Britannique, nous avons cru devoir lui signaler les projets que l'on semblait nourrir à Hérat contre l'indépendance du Pendjdé, mais nos représentations n'ont point empêché l'occupation de cette localité par les Afghans, qui, conformément à nos récentes informations, ont même fait avancer leurs avant-postes jusqu'au delà de Sary—iazy.

Cet état de choses étant de nature à susciter de graves obstacles au succès des négociations, je me vois dans la nécessité de Vous prier, Monsieur l'Ambassadeur, de vouloir bien appeler l'attention la plus sérieuse du Gouvernement Britannique sur les faits ci-dessus exposés.

Veillez, etc.

GIERs.

N° 43. — Le Conseiller Privé de Staal au Secrétaire d'Etat de Giers.

Londres, le 28 novembre (10 décembre) 1884.

Je me suis empressé de me rendre chez Lord Granville pour m'acquitter des ordres contenus dans la lettre que Vous avez bien voulu m'écrire sous la date du 17 de ce mois.

Le Principal Secrétaire d'Etat pour les affaires étrangères se trouvait déjà en possession de la note adressée par Votre Excellence à Sir E. Thornton en date du 14 novembre, ainsi que du projet dressé par le général Zélenoï quant à la fixation de la zone d'investigation.

Lord Granville m'a assuré qu'il se trouvait dans l'impossibilité d'émettre dès à présent un avis sur ce dernier travail, mais qu'il avait déjà pris les dispositions nécessaires pour en transmettre, sans retard, les détails à Sir P. Lumsden; que dès que la réponse du Commissaire Britannique lui serait parvenue, il se hâterait d'en faire l'objet d'une communication tant à St-Petersbourg qu'à l'Ambassade. Le Ministre ajouta qu'ayant à cœur de voir s'engager le plus tôt possible les négociations sur cette importante question, il ne négligerait rien de ce qui pouvait dépendre de lui pour en accélérer la marche.

J'appelai ensuite la sérieuse attention du principal Secrétaire d'Etat de Sa Majesté Britannique sur les entraves que devaient susciter à cette négociation les récents empiètements de l'Emir de l'Afghanistan, et notamment l'occupation par ses troupes d'une localité située bien au-delà de Pendjé. Lord Granville m'ayant répondu que selon les renseignements parvenus au Foreign Office cette expédition n'aurait été que la conséquence de l'occupation de Pouli-Khatoun par nos troupes, je répliquai, en me basant sur les données renfermées dans la lettre de Votre Excellence, que les deux cas ne semblaient avoir rien de commun. Pouli-Khatoun était situé à une distance considérable de la frontière afghane, tandis que Sary-i-azy se trouvait en plein pays turcoman. Ensuite nous ne nous étions avancés jusqu'à Pouli-Khatoun que pour y maintenir la tranquillité, menacée, d'une part, par les armements guerriers de l'Emir, et, de l'autre, par l'attente de la Commission Britannique avec sa nombreuse escorte militaire.

Lord Granville ne se trouvait pas en mesure d'entrer dans l'examen de ces détails. Il lui fallait recueillir des renseignements plus précis que ceux dont il disposait pour pouvoir formuler une opinion motivée. Mais il me promit de me la communiquer à la première possibilité.

Veillez, etc.

STAAL.

N° 44. — Le Conseiller Privé de Staal au Secrétaire d'Etat de Giers.

(Télégramme)

Londres, le 13 décembre 1884.

Lord Granville vient de m'adresser une note qui sert de réponse à la démarche qui m'a été prescrite par votre lettre du 17 novembre relativement à la question de la zone. — Le Gouvernement Anglais accepte la ligne formant le tracé nord de la zone d'investigation, proposée par le général Zélenoï, mais il ne croit pas désirable de définir préalablement les

limites méridionales de cette zone. — Lord Granville ajoute que tout en ne partageant pas notre avis que Pouli-Khatoun et Pendjé se trouvent en dehors de la frontière afghane, le Cabinet de Londres estime que ces questions doivent être décidées par les Commissaires respectifs sur les lieux.

STAAL.

N° 45. — Le Conseiller Privé de Staal au Secrétaire d'Etat de Giers.

Londres, le 18 (30) décembre 1884.

Pour compléter mon télégramme du 13/25 décembre, je me fais un devoir de transmettre ci-joint à Votre Excellence la copie de la note que Lord Granville m'a adressée en date du 23 décembre au sujet de la zone d'investigation destinée à fixer le rayon d'activité de la Commission de délimitation afghane.

Cette note sert de réponse à la communication que j'ai eu ordre de faire au Gouvernement Britannique sur la base de Votre lettre du 17 novembre.

Ainsi que Votre Excellence voudra bien le reléver de la lecture de cette pièce, le Cabinet Anglais accepte le tracé nord de la zone en question, tel qu'il a été proposé par M. le général Zélenoi. Quant à la limite méridionale, tout en étant d'avis qu'elle empiéterait sur le territoire afghan, le premier Secrétaire d'Etat de Sa Majesté Britannique pour les Affaires Etrangères ne la repousse pas d'une manière péremptoire, mais il estime qu'il vaudrait mieux en abandonner la discussion aux Commissaires respectifs.

Veuillez, etc.

STAAL.

ANNEXE

Le Comte de Granville au Conseiller privé de Staal.

Foreign-Office, 23 décembre 1884.

J'ai consulté le Secrétaire d'Etat de Sa Majesté pour les Indes, à propos de la communication que Votre Excellence m'a faite le 9 courant au sujet de la proposition de fixation d'une zone dans les limites de laquelle serait borné le travail de la Commission des frontières afghanes; et j'ai l'honneur devons faire savoir que le Gouvernement de Sa Majesté, désireux de répondre autant que possible aux désirs du Gouvernement russe à ce sujet, est tout prêt à tomber d'accord sur ce point qu'on enjoigne aux Commissaires de ne pas étendre leurs enquêtes au-delà de la ligne qui a été proposée par Votre Excellence comme limite septentrionale de la zone, et qui trait depuis un point de la rive droite du Heri-Roud, en face de Dewlet-Abod, directement jusqu'au Murghab, en traversant le fleuve au-dessus d'Imasim Bakhah, et de là jusqu'à Khoja-Saleh. A l'avis, cependant, du Gouvernement de Sa Majesté, il serait peu désirable de tenter une délimitation préliminaire de la limite méridionale de la zone.

Je crois bon d'ajouter que le Gouvernement de Sa Majesté n'est pas d'accord avec celui de Russie pour que Pouli-Khatoun et Pendjeh soient en dehors des limites de l'Afghanistan, mais il considère que ces questions doivent être résolues sur place par les Commissaires.

J'ai l'honneur, etc.

GRANVILLE.

N° 46. -- Le Secrétaire d'Etat de Giers au Conseiller privé de Staal.

Saint-Petersbourg, le 16 janvier 1885.

J'ai reçu la dépêche en date du 18/30 décembre, par laquelle Votre Excellence a bien voulu me transmettre une copie de la note qui Lui a été adressée par le Comte Granville au sujet de la délimitation de l'Afghanistan.

C'est avec regret que nous avons constaté que le Cabinet de Londres persiste à repousser notre proposition relative à une entente préalable entre les deux Gouvernements sur les limites de la zone de délimitation, sans même préciser les motifs de son refus. Vous avez été à même d'apprécier les circonstances qui nous ont placés dans la nécessité d'insister sur cette condition, laquelle, sans porter la moindre atteinte aux intérêts de la Grande-Bretagne, n'est destinée qu'à nous procurer des garanties indispensables contre une déviation des principes qui ont servi de base aux négociations. Nous ne saurions renoncer à ces garanties en présence des empiètements territoriaux des Afghans, et la réponse de Lord Granville tend à nous en frustrer. Toutes ces considérations sont développées dans la notice ci-jointe, qui résume la marche des négociations.

Dans ces conditions, il est à prévoir que l'envoi de notre Commissaire sur les lieux n'aboutirait qu'à un échec. L'intérêt que nous attachons à une solution favorable de la présente question nous impose le devoir d'éviter cette éventualité.

Vous aurez soin de relever ces considérations aux yeux de Lord Granville.

La notice ci-jointe contient également l'exposé d'une nouvelle proposition que vous êtes autorisé à faire au Cabinet de Londres, pour faire sortir les négociations de l'impasse dans laquelle elles viennent de s'engager. Cette proposition a pour objet une entente entre les deux Cabinets sur la ligne de démarcation dont le tracé, indiqué dans la notice, a été combiné en vue des préventions qu'inspirerait à l'Angleterre la proximité de nos établissements de la ville de Hérat. Moyennant ce tracé, un espace de 120 kilomètres environ séparerait cette ville des points les plus rapprochés de la future frontière.

Si les deux Cabinets se mettaient d'accord en principe sur cette direction de la ligne, la tâche des Commissaires respectifs serait simplifiée. Ceux-ci pourraient se rendre sans retard sur les lieux, pour procéder au tracé de la frontière.

Je n'ai pas besoin de réitérer à Votre Excellence combien nous désirons voir s'établir un accord qui écarterait à l'avenir toute complication et tout malentendu entre les deux Gouvernements, et leur permettrait de placer sur des bases solides les bonnes et amicales relations qui doivent subsister entre eux dans leur propre intérêt, comme dans celui de la tranquillité, de l'ordre et de la civilisation dans ces contrées.

C'est parce que nous y attachons le plus grand prix que nous invitons le Gouvernement de Sa Majesté Britannique à entrer avec nous dans un échange d'idées direct, et que nous lui indiquons avec une entière franchise le terrain sur lequel l'entente que nous souhaitons pourrait s'établir.

Vous êtes autorisé à donner lecture et copie de la présente dépêche et de l'annexe à Lord Granville, lorsque Vous le jugerez opportun.

Veuillez, etc.

GIER.

ANNEXE-NOTICE

Le Cabinet Impérial a pris connaissance de la note en date du 23 décembre 1884, que M. le Comte Granville a cru devoir adresser à l'Ambassadeur de Russie à Londres au sujet de la délimitation de l'Afghanistan.

Le Cabinet Impérial s'étant trouvé dans la nécessité de proposer à celui de Londres de s'entendre d'avance sur une zone de délimitation, le Gouvernement Britannique, ainsi qu'il résulte de la note ci-dessus mentionnée, est tout disposé à admettre que les investigations des Commissaires délimitateurs ne dépassent pas la ligne qui, suivant l'avis du Cabinet Impérial, pourrait être adoptée comme limite septentrionale de la zone en question; mais, d'un autre côté, il ne croit pas possible de procéder à une définition préalable de la limite sud de la même zone. Le Cabinet Britannique ne saurait non plus admettre que Poulî-Khatoun et Pendjé se trouveraient en dehors des limites de l'Afghanistan, ainsi que le pense le Cabinet Impérial, et il est d'avis que ces questions devraient être résolues par les Commissaires sur les lieux.

La note précitée de M. le Comte Granville garde le silence sur les raisons qui empêchent le Gouvernement Britannique d'adopter la proposition du Cabinet Impérial, et elle ne fait pas la moindre allusion aux circonstances et aux considérations qui ont motivé la susdite proposition, et qui ont été exposées en détail dans la note adressée par M. de Giers à l'Ambassadeur d'Angleterre en date du 14 novembre 1884.

Vu la gravité qui s'attache à ces considérations, le Cabinet Impérial ne saurait s'empêcher d'appeler encore une fois l'attention la plus sérieuse du Gouvernement Britannique sur les motifs qui lui font craindre que, dans les conditions actuelles et à défaut d'une entente préalable sur l'étendue de la zone de délimitation, l'envoi des Commissaires sur les lieux n'aboutisse à un malentendu ou même à un échec dont les conséquences ne sauraient manquer d'exercer une influence défavorable sur la marche ultérieure des négociations.

Dès le début de ces négociations, il avait été convenu entre les deux Gouvernements que tous les arrangements antérieurement conclus au sujet de l'Asie Centrale resteraient en vigueur; dans sa note du 17 juin 1884, le Cabinet Impérial s'était fait un devoir de signaler à l'Ambassadeur Britannique que, dans sa pensée, la prochaine délimitation était destinée à compléter celle de 1872-1873. Les deux Cabinets convinrent en outre que la direction de la ligne de démarcation entre l'Amou-Daria et le Hériroud serait combinée de façon à prévenir autant que possible tout motif de malentendus et de complications dans l'avenir. L'état des possessions de l'Emir Schir Ali-Khan ayant servi de base à l'arrangement de 1872-1873, c'est cette même base qui devait être adoptée pour la prochaine délimitation, et le Cabinet Impérial a eu soin de préciser dans sa note du 30 juillet 1884 que, selon son avis, les complications ne pourraient être écartées que dans le cas où la frontière à tracer serait conforme aux conditions géographiques et ethnographiques du territoire à délimiter.

En partant de ce point de vue, le Cabinet Impérial s'est fait un devoir de prévenir l'Ambassadeur Britannique qu'il se voyait dans la nécessité de demander que la tribu des Turcomans-Saryks, dont une partie avait déjà fait sa soumission aux autorités russes, soit comprise tout entière dans la sphère d'action de la Russie, et que l'Emir Abdourrahman-Khan renonçât à toute velléité d'extension de son territoire aux dépens des terres habitées par les Turcomans en question.

Quoique le Gouvernement Britannique n'eût pas jugé possible de donner son adhésion à cette proposition, M. de Giers ne crut pas moins de son devoir de prévenir Sir Edward Thornton que le Cabinet Impérial se réservait d'insister sur l'application du programme ci-dessus exposé.

La réalisation de ce programme n'étant possible qu'à condition que l'oasis de Pendjé, habitée par les Saryks, ne fût pas envahie par les Afghans, le Cabinet Impérial n'avait pas manqué de signaler dès le mois de juin 1884, à l'attention du Gouvernement Britannique, les bruits qui prétaient à l'Emir Abdourrahman-

Khan l'intention de s'emparer de cette localité. En donnant plus tard son consentement définitif à l'envoi de son Commissaire sur les lieux, il n'a pas cru pouvoir s'empêcher de rappeler à l'Ambassadeur Britannique que les empiètements territoriaux des Afghans ne sauraient manquer de neutraliser les effets des intentions conciliantes des deux Puissances, et de créer de graves obstacles à la délimitation (Note du 25 août 1884).

Au commencement du mois de septembre, le Cabinet Impérial eut le regret de constater que les représentations amicales dont il avait usé auprès du Gouvernement Britannique n'avaient pu prévenir l'envahissement du Pendjé par les Afghans, et pour empêcher que la délimitation ne s'écartât des principes consacrés en 1872-1873, il se vit obligé de proposer à l'Ambassadeur d'Angleterre de s'entendre d'avance sur les limites de la zone qui ferait l'objet des investigations des Commissaires respectifs.

La réponse du Foreign Office ne fut reçue au Ministère des Affaires Etrangères que le 5 du mois de novembre ; tout en reconnaissant l'utilité de la définition d'une zone de délimitation, le Gouvernement Britannique prétendait pourtant que c'était aux Commissaires respectifs qu'il fallait abandonner le soin de régler cette question, et qu'avant de s'entendre à ce sujet avec son Collègue de Russie, le Commissaire anglais était tenu de consulter le délégué de l'Emir Abdourrahman-Khan.

Cette réponse n'était point de nature à satisfaire le Cabinet Impérial. N'ayant point à intervenir dans les rapports du Commissaire anglais avec les autorités afghanes, le Cabinet Impérial se voyait dans l'impossibilité d'admettre que la nécessité d'explications préalables entre le Général Lumsden et le délégué de l'Emir puisse servir d'obstacle à une entente directe entre les deux Gouvernements. Cette entente pouvait, selon son avis, éprouver d'autant moins de difficultés qu'il suffisait de définir les limites de la zone en traits généraux, et que cette définition, qui devait évidemment précéder le commencement des travaux de délimitation, ne pouvait s'effectuer que sur la base d'informations recueillies précédemment et qui figuraient déjà sur les cartes existantes.

Dans le but de hâter la solution de la question et persuadé que le bien-fondé des considérations ci-dessus exposées ne pouvait échapper à l'attention du Gouvernement Britannique, le Cabinet Impérial crut devoir transmettre à Sir Edward Thornton un projet de zone, dressé par le Général Zélenoi. Ayant pris pour point de départ de la limite nord de la zone Daouletabad, situé à une grande distance des possessions afghanes, le Commissaire russe était, d'autre part, d'avis que la limite méridionale de la zone devait suivre la chaîne des hauteurs, qui borde au nord la vallée de Hérat, et qui, conformément au témoignage du Colonel Mac Gregor, formait en 1875 la frontière réelle de l'Afghanistan. L'oasis de Pendjé n'ayant été que tout récemment occupée par les Afghans, cette localité fut comprise dans la zone. Dans la pensée du Cabinet Impérial, le travail du Général Zélenoi ne préjugait point la direction de la future ligne de démarcation, dont le tracé devrait faire l'objet d'une entente ultérieure, soit entre les Commissaires respectifs, soit entre les deux Gouvernements. Ce travail n'était destiné qu'à écarter des contestations éventuelles entre les Commissaires sur l'extension à donner aux travaux de levé et de description, et à fournir, en même temps, au Gouvernement Impérial, une garantie que le tracé de la future frontière ne subirait point l'influence des changements territoriaux survenus à la suite des empiètements des Afghans, et que le Commissaire russe ne serait point empêché de visiter les localités dont l'investigation préalable constituerait un élément essentiel de la future délimitation.

La réponse de M. le Comte Granville, contenue dans sa note du 23 décembre dernier, tend à nous frustrer des garanties ci-dessus spécifiées, et à démontrer que, dans les conditions actuelles, la rencontre des Commissaires à Serakhs ne saurait plus répondre au but que les deux Puissances étaient convenues de poursuivre. Le Commissaire russe ne pourrait que renouveler auprès de son Collègue d'Angleterre la proposition qui vient d'être rejetée par le Gouvernement Britannique, et il y a tout lieu de supposer que les circonstances

qui ont empêché les deux Gouvernements de s'entendre sur les limites de la zone de délimitation, ne manqueraient pas de susciter des obstacles insurmontables à un arrangement à ce sujet entre les Commissaires respectifs; ces derniers ne tarderaient pas, en conséquence, à se voir placés dans l'alternative, soit de rompre les négociations et de se séparer, soit d'attendre dans une complète inaction le résultat des négociations ultérieures entre les deux Gouvernements. Loin de faciliter la solution des difficultés, de telles éventualités ne contribueraient qu'à compliquer la situation.

Pour ce qui est de Pouli-Khatoun et de Pendjé, le Cabinet Impérial se trouve dans l'impossibilité de s'associer aux appréciations contenues dans la note de M. le Comte Granville du 23 décembre dernier. La première de ces deux localités est séparée par une distance de 80 kilomètres environ de la frontière réelle de l'Afghanistan, laquelle, suivant le témoignage du Colonel C. M. Mac Gregor, est formée par la chaîne des hauteurs qui borde, au Nord, la route conduisant de Hérat à Kehriz (1). Le détachement russe qui vient d'être installé à Pouli-Khatoun n'y a pas trouvé la moindre trace d'habitations afghanes. Et, quant à l'oasis de Pendjé, qui, dans le courant de l'année passée, a été à deux reprises visitée par des voyageurs russes, le fait tout récent de son occupation par les Afghans ne saurait, conformément aux principes de l'arrangement de 1872-1873, constituer un titre de possession en faveur de ceux-ci.

Dans cet état de cause, et dans le cas où le Gouvernement Britannique persisterait dans sa résolution de repousser notre proposition relative à l'entente préalable sur les limites de la zone de délimitation, le Cabinet Impérial serait d'avis que, pour empêcher les négociations d'aboutir à une impasse, les deux Gouvernements pourraient essayer de s'entendre sur la ligne même de démarcation à tracer entre leurs sphères d'action respectives. Suivant l'opinion d'hommes compétents russes, cette ligne pourrait être tracée de la façon suivante :

En partant du point de la rive droite du Hériroud, sis à une distance de 10 verstes environ au sud de Zoulgafar, la ligne se dirigerait par Kehrizi-Elias et Kehrizi-Soumé jusqu'au ruisseau de Iegri-Gueuk, suivrait la crête des hauteurs qui bordent la rive droite de ce ruisseau jusqu'aux ruines de Tchemeni-bid, et, ensuite, la chaîne de collines de la rive droite du Kousch jusqu'à Haouzi-Khan, d'où elle irait rejoindre un point sis au nord de Meroutchak, qui resterait à l'Afghanistan. A partir de ce point la ligne de démarcation suivrait la crête des hauteurs qui bordent au nord la vallée du Kaissor, et à l'ouest celle du Sangalak, et, en laissant Andkhoï à l'est, elle rejoindrait Khodja-Saleh sur l'Amoudaria.

Conformément à ce tracé, tout le territoire compris entre la ligne de démarcation ci-dessus décrite et celle dont parle le Colonel Mac Gregor, serait annexé à l'Afghanistan, mais à la condition que l'Emir Abdourrahman-Khan s'engage à ne point faire élever dans les limites de ce territoire des fortifications qui pourraient devenir une menace pour les populations de l'autre côté de la frontière. Par contre, l'oasis de Pendjé serait comprise dans la sphère d'action de la Russie. Ainsi qu'il a été expliqué plus haut, le Cabinet Impérial croit devoir insister sur ce point pour la raison que Pendjé est exclusivement habité par les Turcomans-Saryks, dont les congénères, établis à Iolatan et à Tcharbagh, ont déjà fait leur soumission aux autorités russes. Par le fait de l'annexion du Pendjé à l'Afghanistan, la tribu des Saryks serait partagée en deux, et ce partage, vu surtout les habitudes nomades et les instincts pillards des Turcomans,

(1) Narrative of a journey through the province of Khorassan and on the N. W. frontier of Afghanistan in 1875 by Colonel C. M. Mac Gregor. London, 1879. « Tout le long de cette route la chaîne des hauteurs peu élevées, qui ferme la vue dans la direction du Nord, est garnie d'une ligne de tours d'observation (karaouls), qui sont censées être occupées par des gardes-frontières, mais qui, comme de raison, ne le sont jamais. Dans le cas où elles seraient occupées, ainsi que l'on en avait l'intention, ces tours auraient pu constituer une défense effective... » (V. I, p. 241).

ne manquerait pas de devenir la source de complications qu'il est de l'intérêt commun des deux grandes Puissances de conjurer.

N° 47 — Le Secrétaire d'Etat de Giers au Conseiller Privé de Staal.

(Télégramme).

St-Pétersbourg, le 27 janvier 1885.

Un télégramme d'Askhabad nous annonce qu'un corps afghan de 150 cavaliers a occupé Zoulfagar et qu'un poste afghan a été établi à Sary-iazzy. Ces empiètements étant contraires aux bases de l'arrangement de 1872-1873, veuillez les signaler à l'attention particulière du Gouvernement Britannique.

GIER.

N° 48 — Le Conseiller Privé de Staal au Secrétaire d'Etat de Giers.

(Télégramme).

Londres, le 29 janvier 1885.

Reçu télégramme du 27. Me suis empressé de signaler à Lord Granville empiètements des Afghans en contradiction flagrante avec nos arrangements antérieurs. Occupation de Zoulfagar et de Sary-iazzy par les Afghans pas connue encore au Foreign Office.

STAAL.

N° 49 — Notice remise au Ministère Impérial des Affaires Etrangères par l'Ambassadeur d'Angleterre.

Reçue le 8 (20) février 1885.

Le 10 courant, le baron de Staal fit savoir au comte Granville que le Gouvernement Russe avait reçu d'Askhabad l'information que des troupes Afghanes avaient pris position à Sary-iazzy, et à la Passe Zulfikar. Ceci, déclara Son Excellence, constituerait une violation complète des arrangements conclus en 1872 et 1873. Jusqu'à présent la dépêche de Sa Seigneurie à Sir P. Lumsden s'enquérant de la vérité de ce dire, n'a pas eu de réponse.

D'autre côté cependant, le 9 courant, Sir P. Lumsden fit savoir de Bala Murghab, qu'un corps de cavalerie russe, comptant 100 hommes, avait poussé au-delà des avant-postes Afghanes, et s'était établi à Aimak-Jarra, à trois milles au sud du Sari-Yazi.

De plus, le 12 courant, l'agent britannique à Turbet-i-Sheikh-Jam, fit savoir que la Passe de Zulfikar avait été occupée, disait-on, par un officier russe, et un corps de cavalerie Téké, et que le Gouverneur de Kusan partait avec une escorte pour s'assurer de la vérité de ce bruit, et s'il était vrai, pour les faire se retirer.

En conséquence, Lord Granville a donné des instructions à l'Ambassadeur de Sa Majesté pour qu'il attire l'attention du Gouvernement Russe sur la communication faite à Monsieur de Giers le 21^r novembre dernier, et qu'il fasse remarquer à Son Excellence que non seulement les forces russes continuent à tenir Pouli-Khatun, en dépit des remontrances faites par le

Gouvernement de Sa Majesté, mais encore se sont avancées jusqu'à Sari-Yari, et que cette conduite, si elle n'est pas immédiatement arrêtée, aura pour résultat des collisions qui peuvent avoir les conséquences les plus graves.

Quoique le Gouvernement de Sa Majesté ne puisse pas conseiller le renvoi des troupes afghanes du territoire qu'elles réclament comme le leur, cependant si des instructions pour se retirer de Sari-Yazi, et pour ne faire aucun mouvement en avant en attendant la décision de la Commission mixte, étaient transmises aux autorités militaires russes, le Gouvernement de Sa Majesté inviterait les autorités afghanes à empêcher leurs troupes d'occuper aucun point au-delà du territoire actuellement tenu par elles.

N° 50 — Le Conseiller Privé de Staal au Secrétaire d'Etat de Giers.

(Télégramme).

Londres, le 8 février 1885.

Le Cabinet Anglais a reçu nouvelles d'occupation par nos troupes de plusieurs points avancés sur la frontière afghane. Prie m'informer si ces données sont exactes.

STAAL.

N° 51 — Le Secrétaire d'Etat de Giers au Conseiller Privé de Staal.

(Télégramme).

St-Petersbourg, le 9 février 1885.

Reçu télégramme du 8. Pour empêcher empiètements ultérieurs des Afghans au-delà de la ligne qu'avons proposée pour frontière, avons en effet occupé Zoulfagar et un point près de Sary-iazzy où se trouve un poste afghan. Ne tarderons pas à répondre à la communication qu'avons reçue de Sir E. Thornton à ce sujet.

GIER.

N° 52 — Memorandum remis par le Ministère Impérial des Affaires Etrangères à l'Ambassadeur d'Angleterre.

St-Petersbourg, le 12 février 1885.

Le Ministère Impérial des Affaires Etrangères a pris connaissance de la communication que Monsieur l'Ambassadeur de Sa Majesté Britannique a cru devoir lui remettre à la date du 8 (20) courant, et qui a pour objet l'occupation du défilé de Zoulfagar par la milice turcomane, ainsi que l'apparition d'un détachement de cavalerie russe à Aïmak-Djar.

Ces procédés pouvant, conformément à l'opinion du gouvernement Britannique, donner lieu à des conflits et amener les plus graves complications, Monsieur l'Ambassadeur a été chargé d'insister auprès du Cabinet Impérial pour que le détachement de cavalerie ci-dessus mentionné reçoive l'ordre de se retirer au-delà de Sary-iazzy, et pour qu'il soit défendu aux troupes russes d'avancer jusqu'à ce que la Commission mixte n'ait pris une décision quelconque. De son côté, le Gouvernement Britannique serait prêt

à employer ses efforts pour empêcher les troupes afghanes d'avancer au-delà des points occupés aujourd'hui par elles.

Le Ministère Impérial des Affaires Etrangères a d'autant plus lieu d'être surpris de l'insistance déployée par Monsieur l'Ambassadeur dans sa communication que toutes les représentations qui ont été adressées à Son Excellence par le Cabinet Impérial dans le but de prévenir des empiètements de la part des autorités afghanes sont restées complètement infructueuses.

C'est à la date du 9 juin dernier que le Ministre des Affaires Etrangères s'était fait un devoir de signaler à l'attention de Monsieur l'Ambassadeur les bruits qui prêtaient aux autorités afghanes l'intention de s'emparer du Pendjé. L'occupation de cette localité par les Afghans n'ayant pu être empêchée, le Cabinet Impérial s'était flatté de l'espoir que les effets de cet envahissement auraient pu être neutralisés, si les deux Cabinets parvenaient à s'entendre sur les limites d'une zone de délimitation, laquelle comprendrait entre autres le territoire de Pendjé. L'accueil qui a été fait à Londres à cette proposition conciliante n'a pas répondu à nos attentes, et, en présence de ce fait, ainsi que des armements poursuivis par les autorités afghanes, le Cabinet Impérial s'est vu placé dans la nécessité d'aviser aux moyens de sauvegarder ses droits. L'envoi d'un détachement russe à Pouli-Khatoun n'a été qu'une conséquence directe et inévitable de cet état de choses ; mais il ne devait point préjuger les décisions de la Commission de délimitation dans le cas où les deux Gouvernements parviendraient à tomber d'accord sur les moyens propres à écarter les obstacles qui s'étaient opposés à la réunion des Commissaires respectifs.

La position relative de la zone de délimitation ayant été déclinée par M. le Comte Granville dans sa note du 11 (23) décembre 1884, l'Ambassadeur de l'Empereur fut invité à faire une nouvelle démarche conciliante auprès de Son Excellence, et à lui proposer une entente sur une ligne de démarcation définitive. A peine M. de Staal s'était-il acquitté de cet ordre que le Cabinet Impérial recevait d'Askhabad la nouvelle que les troupes afghanes s'étaient avancées, d'un côté, jusqu'à Zoulfagar et, de l'autre, jusqu'à Sary-iazy. C'est pour empêcher des envahissements ultérieurs propres à porter une atteinte irréparable aux intérêts de la Russie se rattachant à la délimitation que le Commandant des troupes de la province Transcaspienne fut invité à faire avancer les avant-postes russes.

Monsieur l'Ambassadeur de Sa Majesté Britannique voudra bien relever de ce qui précède que les derniers mouvements militaires dans la province Transcaspienne n'ont été motivés que par la nécessité qui incombe à la Russie de sauvegarder contre des empiètements des Afghans les droits qu'elle a acquis au prix de lourds sacrifices, et qu'en présence des intentions hostiles dont semblent animées les autorités afghanes le Cabinet Impérial se trouve dans une complète impossibilité d'obtempérer à la demande formulée dans la communication ci-dessus mentionnée de Son Excellence.

Le Cabinet Impérial se fait, d'ailleurs, un devoir d'assurer Monsieur l'Ambassadeur que, dans le but de prévenir des complications, les commandants des postes russes ont reçu l'ordre d'éviter soigneusement des conflits avec les troupes afghanes, et que des complications ne seraient, en conséquence, à craindre que dans le cas où les troupes afghanes se porteraient à des actes d'hostilité à l'égard des postes russes.

N° 53 — Le Secrétaire d'Etat de Giers au Conseiller Privé de Staal.

St-Petersbourg, le 12 février 1885.

Je me fais un devoir de transmettre ci-près à Votre Excellence les copies des deux communications (1) qui viennent d'être échangées entre l'Ambassadeur d'Angleterre et le Ministère Impérial.

Cette correspondance a trait aux derniers mouvements de troupes russes sur les confins sud de la province Transcaspienne.

Veuillez, etc.

GIER.

N° 54 — Memorandum remis au Ministère Impérial des Affaires Etrangères par l'Ambassadeur d'Angleterre.

Reçu le 20 février 1885.

Des rapports de Sir Peter Lumsden ont été reçus par le Gouvernement de Sa Majesté, lesquels lui permettront de répondre très prochainement aux propositions faites par l'Ambassadeur russe le 3 courant à la Cour de Saint-James.

Mais, en attendant qu'on soit arrivé à un arrangement, il est de la plus grande importance qu'aucun mouvement de troupes n'ait lieu sur le territoire contesté. C'est en considération de ceci que le Gouvernement de Sa Majesté a fait dire aux Afghans qu'il ne faudrait pas attaquer les troupes russes en vue de les déloger des positions qu'elles occupent actuellement, mais qu'un mouvement en avant de ces dernières devra être repoussé d'après des considérations militaires. Les Afghans ont été informés que le *statu quo* doit être maintenu pendant les négociations.

Le Gouvernement de Sa Majesté a désiré que Sir Edward Thornton exprimât au Gouvernement russe son ardent désir que les instructions des officiers russes fussent des plus sévères, et qu'il démontrât que provoquer une collision avec les troupes afghanes en portant les avant-postes russes à une ligne que les Russes seulement prétendent être une frontière convenable, et qui n'a été en aucune façon admise par le Gouvernement de Sa Majesté au nom de l'Afghanistan, est tout à fait incompatible avec une négociation amicale, et qu'on ne peut pas s'attendre à ce que le Gouvernement de Sa Majesté prenne sur lui la responsabilité de conseiller aux Afghans de céder indéfiniment et sans enquête sur les droits des deux parties, un territoire qui n'a jamais appartenu à la Russie.

N° 55 — Memorandum remis au Ministère Impérial des Affaires Etrangères par l'Ambassadeur d'Angleterre.

St-Petersbourg, le 21 février (3 mars) 1885.

Le Gouvernement de Sa Majesté a reçu de Sir Peter Lumsden une dépêche datée du 1^{er} mars, l'informant que le colonel Ridgeway a fait savoir de Pendjeh que le bruit court que le Général russe avec quatre pièces d'artillerie, et de l'infanterie est à Yulatan et se propose de marcher sur Pulikisti où il y a un avant-poste russe.

(1) V. les documents 49 et 51.

Les Russes disent qu'ils ont l'intention de tourner la position afghane à Atkuppa.

Le Colonel Ridgeway ajoute que le Colonel Alikhanoff enlève des moutons appartenant aux habitants de Pendjeh, et qu'il menace d'en prendre 60 mille.

Sir Peter Lumsden dit que des troupes Afghanes se mettent en mouvement pour soutenir l'avant-poste à Pendjeh parce qu'évidemment les commandants russes se proposent de forcer les hostilités quoique les Afghans soient disposés à la paix. Il ajoute que le Colonel Alikhanoff l'a nettement informé, en réponse à ses remontrances que quoique les troupes russes eussent l'ordre d'occuper Pulikisti, une fois établies là, elles n'avanceraient plus, ni ne se battraient.

(A suivre)

TROISIÈME PARTIE

LOIS ET DOCUMENTS DIVERS

FRANCE

Décret relatif à des modifications au tarif des douanes appliqué dans la Cochinchine française, au Tonkin, à l'Annam et au Cambodge.

8 septembre 1887 (1).

Rapport au Président de la République française.

Monsieur le Président,

Dans la séance du 11 février 1887, la Chambre des députés, sur la proposition de MM. Thomson, Richard Waddington et Dautresme, a adopté la proposition suivante :

« Les produits étrangers importés dans la Cochinchine, le Cambodge, l'Annam et le Tonkin, seront soumis, à partir du 1^{er} juin 1887, aux droits inscrits au tarif général de la métropole.

« Des règlements d'administration publique détermineront les produits qui, par exception à la présente disposition, seront l'objet d'une tarification spéciale et les localités où les entrepôts pourront être établis. »

Cette disposition, votée par le Sénat dans sa séance du 23 février 1887, est devenue l'article 47 de la loi du 26 février 1887, portant fixation du budget des recettes et des dépenses de l'exercice 1887.

Immédiatement après le vote de la Chambre, le département de la marine et des colonies invitait le gouverneur de la Cochinchine à examiner quelles modifications il conviendrait d'apporter au tarif général métropolitain et à convoquer d'urgence le Conseil colonial, appelé, aux termes de l'article 35 du décret du 8 février 1880, à donner son avis sur les tarifs douaniers.

Le département des affaires étrangères demandait en même temps au résident général de l'Annam et du Tonkin de préparer d'urgence les mesures qui devaient permettre d'appliquer, à partir du 1^{er} juin, la disposition votée par le Parlement.

En conformité de ces instructions, M. Bihourd, par lettre du 28 mars 1887, transmettait au ministre des affaires étrangères un rapport sur ces questions et une liste des produits à comprendre dans le tarif d'exception. Le département de la marine et des colonies était saisi, par lettre du gouverneur de la Cochinchine, en date du 1^{er} mai, du projet adopté par le Conseil colonial dans sa séance du 29 avril.

(1) Promulgué dans le *Journal Officiel de la République française* du 10 septembre 1887.

Il résulte des explications fournies par le gouverneur et le résident général qu'une entente presque complète s'est établie entre les administrations du Tonkin et de la Cochinchine pour la présentation d'un tarif commun.

Sur la proposition du département de la marine et des colonies, le soin de résoudre les questions restées pendantes et d'arrêter le texte définitif du projet de décret fut confié à une Commission composée de représentants du ministère du commerce et de l'industrie, du ministère des affaires étrangères, de la direction générale des douanes et de l'administration centrale des colonies.

Le travail de cette Commission a été soumis à l'examen du Conseil d'Etat, qui a formulé son avis dans sa séance du 4 août dernier.

Le projet que nous avons l'honneur de vous présenter réalise le vœu de la loi, en assurant l'application du tarif général à toutes les marchandises étrangères qui ont des similaires en France; il tient compte, en même temps, dans la plus large mesure, des desiderata exprimés par les hauts fonctionnaires chargés de l'administration des pays qui formeront l'union douanière indo-chinoise.

Nous avons l'honneur, en conséquence, de vous prier, monsieur le Président, de vouloir bien revêtir de votre signature le projet de décret ci-joint.

Veuillez agréer, monsieur le Président, l'hommage de notre profond respect.

Le ministre des affaires étrangères,
FLOURENS.

Le ministre de la marine et des colonies,
E. BARBEY.

Le Président de la République française,

Sur le rapport du ministre des affaires étrangères et du ministre de la marine et des colonies,

Vu l'article 47 de la loi du 26 février 1887, relatif au régime douanier de l'Indo-Chine française et qui est ainsi conçu :

« Les produits étrangers importés dans la Cochinchine, le Cambodge, l'Annam et le Tonkin, seront soumis, à partir du 1^{er} juin 1887, aux droits inscrits au tarif général de la métropole.

« Des règlements d'administration publique détermineront les produits qui, par exception à la présente disposition, seront l'objet d'une tarification spéciale et les localités où les entrepôts pourront être établis »;

Vu l'avis du ministre du commerce et de l'industrie, en date du 28 mai 1887;

Vu l'avis du Conseil colonial de la Cochinchine, en date du 28 avril 1887;

Vu l'article 3 de la loi du 7 mai 1881;

Vu la loi du 15 juin 1885 approuvant le traité passé, le 6 juin 1884, à Hué, entre le gouvernement de la République française et celui de Sa Majesté le roi d'Annam;

Vu la loi du 17 juillet 1885, ratifiant la convention conclue entre la France et le Cambodge, le 17 juin 1884, pour régler les rapports respectifs des deux pays;

Le Conseil d'Etat entendu,

Décète :

Article premier. — Le tarif général des douanes de France est appliqué dans la Cochinchine française et dans les pays protégés du Tonkin, de l'Annam et du Cambodge, avec les modifications suivantes.

Art. 2. — Les taxes applicables sont celles inscrites dans la colonne du tarif général qui a pour titre : « Produits d'origine extra-européenne importés directement d'un pays hors d'Europe », sauf en ce qui concerne les marchandises énumérées au tableau annexé au présent décret et soumises à des droits spéciaux.

Art. 3. — Les marchandises importées de France, d'Algérie et des colonies françaises, soumises au tarif général des douanes dans des conditions analogues à celles adoptées pour l'Indo-Chine, ne sont assujetties à aucune taxe, à la condition d'avoir été transportées directement et par un même navire des ports d'embarquement en France, en Algérie ou dans les colonies jusqu'à un port en Indo-Chine.

Des décrets du Président de la République, rendus après avis du Conseil d'Etat, détermineront les colonies assimilées à la métropole au point de vue des introductions en Indo-Chine.

Art. 4. — Les marchandises importées d'une colonie française non soumises au tarif général des douanes ne sont assujetties à aucune taxe, aux conditions suivantes :

1° D'avoir été transportées directement et par un même navire des ports d'embarquement dans la colonie jusqu'au port en Indo-Chine ;

2° D'être accompagnées d'un certificat délivré par les autorités coloniales dans les formes prescrites pour l'expédition des mêmes produits en France et attestant que la marchandise est originaire de la colonie.

Art. 5. — Dans les cas prévus aux articles 3 et 4, le transport est considéré comme effectué par le même navire si la marchandise est transbordée d'un navire à vapeur sur un autre navire à vapeur appartenant à une même ligne à services réguliers.

Art. 6. — Les produits spéciaux taxés à un taux supérieur à celui du tarif général payent intégralement les droits prévus par le tarif spécial, déduction faite des droits qu'ils ont acquittés en France, en Algérie ou dans les colonies assimilées.

Art. 7. — Les produits étrangers sortant des entrepôts de la métropole, de l'Algérie et des colonies, sont considérés comme importés de l'étranger.

Art. 8. — Il est accordé une détaxe de 80 p. 100 sur les droits d'importation pour les marchandises étrangères transitant à travers l'Indo-Chine française. Le mode de perception des droits de transit est réglé par arrêté du résident général, en ce qui concerne l'Annam et le Tonkin, et par arrêté pris par le gouverneur de la Cochinchine, de concert avec le résident général au Cambodge, en ce qui concerne la Cochinchine et le Cambodge.

Art. 9. — Les produits étrangers débarquant à Saigon, à Quinhone, à Tourane, à Hai-Phong, Quang-Yen et à Hong-gay, peuvent être admis au bénéfice de l'entrepôt fictif dans des locaux agréés par la douane.

Les mouvements dans les entrepôts ne sont autorisés que pour les quantités d'une même marchandise comportant un droit minimum de 150 fr. à l'entrée ou de 50 fr. à la sortie.

Des arrêtés du gouverneur ou du résident général, suivant le cas, déterminent les garanties à exiger des entrepositaires. La durée de l'entrepôt fictif ne peut excéder une année.

Des entrepôts réels peuvent être établis par l'administration locale. Il

sera pourvu à leur réglementation par des décrets ultérieurs, et provisoirement par des arrêtés du gouverneur ou du résident général.

Art. 10. — Le ministre des affaires étrangères et le ministre de la marine et des colonies sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret, qui sera inséré au *Bulletin des lois*, au *Bulletin officiel* de l'administration des colonies et aux journaux officiels de la métropole et des colonies ou protectorats.

Tarif douanier de l'Indo-Chine française.

Modifications au tarif général métropolitain. (Annexe au décret du 3 septembre 1887.)

CHAPITRE II. — *Produits et dépouilles d'animaux.*

Viandes, jambons chinois.....	100 kilog.	14 »
Peaux brutes.....	—	5 25
Peaux de lièvres et de lapins.....	—	3 60
Peaux d'écureuils.....	—	3 00
Plumes.....	Ad valorem.	5 p. 100
Cire jaune, brune ou blanche.....	100 kilog.	18 »
Cire du Japon.....	—	7 80
Œufs conservés.....	100 pièces.	» 30
Lait concentré.....	Exempt.	Exempt.
Nids d'hirondelles, première qualité.....	100 kilog.	800 »
Nids d'hirondelles, 2 ^e qualité.....	—	600 »
Nids d'hirondelles, 3 ^e qualité.....	—	300 »
Poudrette.....	—	» 08

CHAPITRE III. — *Produits de pêche.*

Poisson salé.....	100 kilog.	2 15
Poisson sec.....	—	6 »
Crevettes sèches.....	—	6 »
Biche de mer, noire.....	—	20 »
Biche de mer, blanche.....	—	10 »
Ailerons de requins non préparés, noirs.....	—	8 50
Ailerons de requins non préparés, blancs.....	—	21 50
Ailerons de requins préparés, 1 ^{re} qualité.....	—	85 »
Ailerons de requins préparés, 2 ^e qualité.....	—	65 »
Moules et coquillages frais.....	Ad valorem.	5 p. 100
Peaux de requins.....	100 kilog.	14 50
Peaux de loutres de mer.....	Pièce.	12 »
Peaux de poissons.....	100 kilog.	2 40
Perles fines.....	Ad valorem.	5 p. 100
Algues marines comestibles.....	100 kilog.	18 »

CHAPITRE IV. — *Substances animales brutes, propres à la médecine ou à la parfumerie.*

Cantharides.....	100 kilog.	30 »
Musc.....	—	1.200 »

CHAPITRE V. — *Matières dures à tailler.*

Dents d'éléphants entières.....	100 kilog.	46 »
Dents d'éléphants brisées.....	—	36 »
Dents d'hippopotames.....	—	24 »
Défenses d'éléphants entières ou brisées.....	—	300 »
Corail.....	Ad valorem.	5 p. 40°
Ecailles d'huîtres.....	100 kilog.	1 100
Ecailles de tortues entières.....	—	300 »
Ecailles de tortues brisées.....	—	84 »
Cornes de chevreuils jeunes.....	Paire	6 50
Cornes de chevreuils vieux.....	100 kilog.	17 »
Cornes de buffles noires.....	—	3 »
Cornes de buffles blanches.....	—	5 »
Cornes de cerfs.....	—	3 »
Cornes de rhinocéros.....	Ad valorem.	10 p. 100

CHAPITRE VI. — *Farineux alimentaires.*

Riz et paddys.....	100 kilog.	6 35
Fèves et pois.....	—	0 70
Châtaignes, marrons et leurs farines.....	—	4 »
Vermicelle chinois.....	—	4 »

CHAPITRE VII. — *Fruits et graines.*

Fruits frais.....	Ad valorem.	5 p. 100
Lungan.....	100 kilog.	4 »
Noix d'areck.....	Ad valorem.	10 p. 100
Fruits à distiller, anis étoilé.....	100 kilog.	10 »
Fruits à distiller, anis brisé.....	—	5 »
Noyaux d'abricots et d'amandes.....	—	5 40
Noyaux d'olives chinoises.....	—	3 60
Noyaux d'olives de lucraban.....	—	0 45
Graine de sésame.....	—	1 65
Graine de lotus et de lys.....	—	6 »
Graine de melon.....	—	2 20
Arachides.....	—	1 25
Arachides (Gâteaux et résidus d').....	—	1 35

CHAPITRE VIII. — *Denrées coloniales de consommation.*

Sucre.....	Prohibé.	Prohibé.
Café.....	100 kilog.	50 »
Clous de girofles mères.....	—	2 20
Cardamomes du Yunnan, 1 ^{re} qualité.....	—	12 »
Cardamomes du Yunnan, 2 ^e qualité.....	—	6 »
Cardamomes du Yunnan, 3 ^e qualité.....	—	2 50
Muscades et macis.....	—	25 »
Thé.....	—	30 »
Agar-agar.....	—	1 85
Bétel.....	—	15 »
Tabac, cigares, cigarettes de la Havane.....	—	800 »

Tabac, cigares, cigarettes, autres.....	—	250 »
Tabacs à fumer et à priser autres que chinois.	—	160 »
Tabac chinois en feuilles préparé vert pour pipe à eau.....	—	6 20
Tabac chinois préparé brun pour pipe à eau.	—	4 20
Tabacs à priser étrangers, à l'usage des Chinois.....	—	90 »

CHAPITRE IX. — *Huiles et sucs végétaux.*

Huile de gomme benjoin.....	100 kilog.	720 »
Huile de menthe poivrée.....	—	350 »
Gomme gutte	—	12 »
Gomme sang de dragon.....	—	720 »
Gomme sang de myrrhe.....	—	540 »
Gomme sang d'olibanum.....	—	540 »
Gomme benjoin.....	—	35 »
Camphre en paillettes <i>dit</i> barrow.....	—	1.000 »
Camphre en paillettes <i>dit</i> barrow (Déchet de).	—	600 »
Opium de Bénarès brut.....	—	1.300 »
Opium de Bénarès, bouilli ou préparé.....	—	2.600 »
Opium du Yunnan, brut.....	—	916 66
Opium du Yunnan, bouilli ou préparé sans mélange.....	—	1.833 33
Opium du Yunnan, bouilli ou préparé et mélangé de Bénarès.....	—	2.600 »

CHAPITRE X. — *Espèces médicinales.*

Menthe poivrée.....	100 kilog.	12 »
Passeroses (mauves de jardin).....	—	12 »
Liquorie (réglisse).....	—	1 65
Galanga.....	—	1 20
Amadou.....	—	4 20
Ginseng américain, cru.....	—	72 »
Ginseng américain, clarifié.....	—	95 »
Ginseng chinois.....	Ad valorem.	5 p. 100
Ginseng de Corée ou du Japon, 1 ^{re} qualité..	100 kilog.	600 »
Ginseng de Corée ou du Japon, 2 ^e qualité....	—	420 »

CHAPITRE XI. — *Bois.*

Charbon de bois.....	100 kilog.	0 25
Racine de putchuck.....	—	7 20

CHAPITRE XII. — *Filaments, tiges et fruits à ouvrer.*

Coton vieux.....	100 kilog.	0 60
Chanvre.....	—	4 25
Bambous.....	1,000 pièces.	3 60
Rotins entiers.....	—	1 80
Rotins fendus.....	—	3 »

CHAPITRE XIII. — *Teintures et tanins.*

Ecorces de manglier.....	100 kilog.	0 35
Gambier brut.....	—	2 »
Gambier préparé.....	—	25 »

CHAPITRE XIV. — *Produits et déchets divers.*

Ail.....	100 kilog.	4 80
Champignons, fungus et agarics.....	—	8 »
Pousse de bambous.....	Ad valorem.	5 p. 100
Peau d'oranges.....	—	3 60
Peau de pample mousses, 1 ^{re} qualité.....	—	5 40
Peau de pample mousses, 2 ^e qualité.....	—	1 80

CHAPITRE XV. — *Pierres, terres et combustibles minéraux.*

Plâtres.....	100 kilog.	0 08
Chaux.....	—	1 »
Ciments.....	Ad valorem.	10 p. 100
Soufres, sublimé et autres.....	100 kilog.	10 »
Cornaline brute.....	—	2 25
Silex, pierres à fusil.....	—	0 40
Huiles minérales.....	—	5 »

CHAPITRE XVI. — *Métaux.*

Arsenic.....	—	6 »
Plomb en lingots.....	—	3 60
Minerais de cuivre.....	—	6 »
Zinc en saumons.....	—	3 60
Mercure natif.....	—	24 »

CHAPITRE XVII. — *Produits chimiques.*

Oxyde jaune de plomb (Massicot).....	100 kilog.	4 20
Cinabre naturel.....	—	9 »
Sel marin.....	—	1 66
Salpêtre.....	—	10 »

CHAPITRE XVIII. — *Teintures préparées.*

Cochenille.....	100 kilog.	60 »
Laque.....	—	3 60
Indigo liquide.....	—	2 50

CHAPITRE XIX. — *Couleurs.*

Peintures vertes (produit chinois).....	100 kilog.	5 50
---	------------	------

CHAPITRE XX. — *Compositions diverses.*

Bézoard.....	100 kilog.	1.700 »
Rhubarbe.....	—	15 »

Médicaments ne figurant pas dans une pharmacopée officielle et non dénommés au présent tarif.....	Ad valorem.	10 p. 100
Sauces chinoises et autres préparations alimentaires non dénommées.....	100 kilog.	0 50
Joss sticks (bougies de culte).....	—	15 »
Colle forte.....	—	6 »

CHAPITRE XXI. — *Boissons.*

Alcools, eaux-de-vie en bouteilles.....	Hect. de liq.	50 »
Alcools, eaux-de-vie autrement qu'en bouteilles.....	H. d'alc. pr	50 »
Alcools autres.....	—	50 »
Alcools, liqueurs.....	Hect. de liq.	50 »
Eaux minérales.....	Ad valorem.	5 p. 100

CHAPITRE XXII. — *Poteries.*

Poterie en terre cuite, commune, non vernie.....	100 kilog.	3 25
--	------------	------

CHAPITRE XXIII. — *Verres et cristaux.*

Verre cassé.....	100 kilog.	0 25
------------------	------------	------

CHAPITRE XXV. — *Tissus.*

Gunnies.....	Exemptes.	Exemptes.
Tissus, foulards, crêpes, tulle, bonneterie, passementerie et dentelles de soie pure, d'origine chinoise.....	Ad valorem.	10 p. 100
Tissus, foulards, crêpes, tulle, bonneterie, passementerie et dentelles de soie pure, d'autre origine.....	—	20 p. 100
Couvertures chinoises.....	100 kilog.	30 »

CHAPITRE XXVI. — *Papier et ses applications.*

Papier chinois, livres chinois, 1 ^{re} qualité...	100 kilog.	8 60
Papier chinois, livres chinois, 2 ^e qualité...	—	3 40
Papier chinois, livres chinois, 3 ^e qualité...	—	5 40
Cartes à jouer, y compris les cartes asiatiques.....	—	60 »
Eventails en papier.....	—	0 33
Parapluies, parasols et ombrelles en papier.....	—	3 60

CHAPITRE XXVII. — *Peaux et pelleteries ouvrées.*

Malles de Canton en peau.....	100 kilog.	18 »
-------------------------------	------------	------

CHAPITRE XXVIII. — *Ouvrages et métaux.*

Ciseaux chinois.....	Ad valorem.	5 p. 100
Montres émaillées et à perles.....	Paire.	32 50
Instruments d'optique.....	100 kilog.	200 »

CHAPITRE XXIX. — *Armes, poudres et munitions.*

Poudre à tirer et cartouches chargées.....	Ad valorem.	10 p. 100
Artifices et pétards d'origine asiatique.....	—	10 p. 100

CHAPITRE XXXI. — *Ouvrages en bois.*

Articles en bambous.....	Ad valorem.	10 p. 100
Articles en racines.....	—	10 p. 100

CHAPITRE XXXIII. — *Ouvrages de sparterie, de vannerie et de corderie.*

Bottes et souliers chinois en paille.....	100 paires.	1 30
Nattes en rouleaux de 40 mètres.....	Le rouleau.	2 40
Articles en rotins.....	Ad valorem.	5 p. 100

CHAPITRE XXXIV. — *Ouvrages en matières diverses.*

Peintures à l'huile, chinoises ou asiatiques, sur papier de riz.....	Le cent.	1 20
Peintures à l'huile, chinoises ou asiatiques, autres.....	Pièce.	1 20
Bottes et souliers chinois en peau de satin..	100 paires.	21 »
Allumettes chimiques en bois.....	100 kilog.	12 »
Allumettes chimiques autres.....	—	20 »
Eventails en plumes.....	—	5 40
Eventails en feuilles de palmier préparées..	—	2 60
Eventails en feuilles de palmier non pré- parées.....	—	0 70
Boutons en cuivre pour vêtements chinois..	Grosse.	0 50
Boutons chinois.....	100 kilog.	36 »
Curiosités.....	Ad valorem.	5 p. 100
Fleurs artificielles.....	100 kilog.	100 »

FRANCE

Décret réglant l'immigration à la Réunion.

27 août 1887 (1).

Le Président de la République française,
 Sur le rapport du ministre de la marine et des colonies,
 Vu les décrets des 13 février et 27 mars 1852 concernant l'immigration
 et le régime du travail des colonies ;
 Vu le sénatus-consulte du 3 mai 1854, qui règle la constitution des
 colonies de la Martinique, de la Guadeloupe et de la Réunion ;

(1) *Journal officiel* du 12 septembre 1887. Ce décret était accompagné du rapport suivant
 du ministre de la marine et des colonies :

Monsieur le Président,

En 1882, à la suite de plaintes formulées par le consul anglais à la Réunion, sur la
 manière dont les Indiens étaient traités, le gouvernement général de l'Inde suspendit le
 recrutement pour cette colonie et déclara, après de longues négociations, qu'il ne lèverait
 cette interdiction que sous les conditions suivantes, savoir :

1° Les dépenses d'immigration seraient inscrites parmi les dépenses obligatoires ;

Vu la convention conclue le 1^{er} juillet 1861, entre la France et la Grande-Bretagne, pour régler l'immigration des travailleurs indiens dans les colonies françaises (1) ;

Vu le sénatus-consulte du 4 juillet 1866, portant modification du sénatus-consulte du 3 mai 1854 ;

Vu le décret du 11 août 1866, déterminant le mode d'approbation des délibérations prises par les conseils généraux des colonies de la Martinique, de la Guadeloupe et de la Réunion ;

Vu la délibération du conseil général de la Réunion, en date du 14 juillet 1880 ;

Vu le décret du 30 mars 1881, réglementant le service de l'immigration à la Réunion ;

Le conseil d'Etat entendu,

Décète :

CHAPITRE PREMIER.

De l'introduction des travailleurs immigrants dans la colonie. — De leur arrivée. — De leur immatriculation, du livret, de la carte d'identité.

Article premier. — Les opérations de recrutement ne peuvent se faire que dans les lieux désignés par le gouvernement.

Art. 2. — Aucun bâtiment ne peut être expédié de la colonie pour des opérations de recrutement, sans qu'au préalable le capitaine ait obtenu l'autorisation du gouverneur.

Art. 3. — Les navires affectés à ces sortes d'opérations sont soumis aux visites, aux constatations et à toutes les dispositions prescrites par les règlements spéciaux en vigueur concernant l'immigration, et notamment à celles édictées au titre II du décret du 27 mars 1852.

Art. 4. — A leur arrivée dans la colonie, les immigrants sont remis au service de l'immigration, qui est chargé de toutes les mesures à prendre à leur égard.

Art. 5. — A l'arrivée d'un navire chargé d'immigrants, aussitôt après l'accomplissement des formalités prescrites par les règlements sanitaires et avant le débarquement des immigrants, une commission composée du protecteur ou d'un agent de son service délégué par lui, président, d'un médecin sanitaire et du capitaine de port ou, à défaut, d'un des membres de la commission d'arrivauté, se rend à bord et vérifie le nombre des passagers et leur identité d'après la liste adressée au gouverneur par l'autorité chargée d'assurer ou de contrôler le recrutement des immigrants passagers.

2° Les contrats de réengagement ne pourront être conclus avant l'expiration du premier contrat et seraient soumis à la ratification ou au visa du consul anglais ;

3° Le consul aurait le droit de visiter et d'inspecter toutes les propriétés de la colonie sur lesquelles sont employés des immigrants.

La première de ces réformes devant modifier le sénatus-consulte du 4 juillet 1866 ne peut être réalisée que par une loi. Il ne semble pas utile de prendre une mesure aussi radicale. Il est également impossible d'accueillir les prétentions du gouvernement du vice-roi sur le troisième point, car il est contraire aux lois françaises sur la propriété.

Quant au droit de visa, cette formalité est pratiquée à la Réunion depuis 1877, les contrats de réengagement ne deviennent définitifs qu'après le visa du consul ; ce fonctionnaire peut toujours présenter ses observations à l'administration locale à qui il appartient d'autoriser ou non le réengagement des travailleurs.

Mais, dans un but de conciliation, l'administration des colonies a pensé qu'on pourrait obtenir du gouvernement indien la reprise de l'immigration en lui donnant l'assurance, en échange des conditions qu'il est impossible d'accueillir, que les immigrants seront efficacement protégés par l'administration française.

C'est dans ce but qu'a été préparé le projet de décret ci-joint, adopté dans ses grandes lignes par le conseil d'Etat, et dans lequel ont été insérées toutes les clauses susceptibles d'assurer la condition des travailleurs.

(1) V. cette convention, *Archives*, 1861, IV, p. 39.

Si des naissances ou des décès ont eu lieu pendant le voyage, la commission le constate et le service de l'immigration envoie au port d'embarquement une expédition des actes de décès et fait transcrire sur les registres de l'état-civil les actes de naissances.

La commission interroge les immigrants, reçoit leurs déclarations, et, s'il y a lieu, leurs plaintes sur la manière dont ils ont été traités à bord du navire et s'assure si toutes les prescriptions édictées au titre II du décret du 27 mars 1852 ou par les conventions internationales ont été observées.

En cas de contraventions, elle en dresse un procès-verbal qu'elle transmet au gouverneur.

Dans le cas où aucune contravention n'est relevée à la charge du capitaine, celui-ci peut s'en faire délivrer attestation par le protecteur des immigrants.

Art. 6. — La commission rend compte de ses opérations au gouverneur.

Le service de l'immigration remet au consul de la nation à laquelle appartiennent les immigrants arrivés au port de débarquement : 1° un état nominatif de ces immigrants ; 2° un état des décès et des naissances survenus parmi eux pendant le voyage.

Art. 7. — Aussitôt après la visite de la commission, les immigrants sont conduits au lazaret et soumis à un internement dont la durée, qui ne peut être inférieure à cinq jours, est déterminée par le directeur de l'intérieur.

Le médecin du lazaret est tenu d'adresser au gouverneur et au directeur de l'intérieur un rapport quotidien constatant l'effectif des malades, les cas et la nature des maladies et ses observations au sujet des immigrants qui seraient atteints de maladies qui les rendraient, soit momentanément, soit d'une façon permanente, impropres au travail. Il ajoute ses observations sur les conditions matérielles dans lesquelles se trouvent les lazarets.

Les immigrants sont vaccinés pendant leur séjour au lazaret.

La levée de l'internement est prononcée par le directeur de l'intérieur, sur l'avis du médecin en chef.

Art. 8. — Si un cas de force majeure empêche la commission instituée par l'article 5 de se rendre à bord avant le débarquement des immigrants, elle s'assure, aussitôt après ce débarquement, que les dispositions du titre II du décret du 27 mars 1852 et des traités internationaux ont été observées au point de vue des vivres et des aménagements. Elle procède au surplus de son enquête au lazaret, au moment de la levée de l'internement, conformément aux prescriptions de l'article 5.

Art. 9. — Il est interdit à tout capitaine, maître ou patron de navire, de laisser descendre à terre aucun immigrant, avant d'y avoir été autorisé par le protecteur des immigrants ou, en son absence, par son délégué.

Art. 10. — Le service de l'immigration peut, pendant la période d'internement prévue par l'article 7, procéder au lazaret, sur l'autorisation du directeur de l'intérieur, à l'immatriculation des immigrants internés.

Si cette opération ne peut être faite pendant la période d'internement, il y est procédé immédiatement après.

Les introduceurs d'immigrants ont la faculté de suivre personnellement, ou de faire suivre par un mandataire les opérations sus-indiquées.

Art. 11. — Au sortir du lazaret, les immigrants sont conduits au dépôt colonial et examinés par une commission de trois membres, dont un médecin, désignés par le gouverneur.

Les valides sont remis immédiatement à leurs engagistes, ou, si l'opération a été faite pour le compte du capitaine ou de l'armement du navire introduceur avec un simple engagement conditionnel de travailler dans la colonie pendant un temps déterminé, ils demeurent en subsistance au dépôt colonial, aux frais de l'introduceur, jusqu'à leur remise à un engagiste.

Les non-valides sont envoyés à l'hôpital colonial pour y être soignés aux frais des introduceurs. S'ils sont reconnus définitivement impropres au travail, ils sont rapatriés d'office, également aux frais des introduceurs.

Art. 12. — Le protecteur des immigrants répartit par groupes, dont il détermine le chiffre, les immigrants reconnus valides.

Aucun mari n'est séparé de sa femme, aucun père ni aucune mère de ses enfants âgés de moins de quinze ans,

Les immigrants sont, autant que possible, groupés par familles et par individus ayant le même lieu d'origine.

Dans la mesure où les circonstances et le respect des liens de famille le permettent, le nombre proportionnel des femmes est le même pour tous les groupes.

Une copie de l'état de distribution est remise aux consuls des nations auxquelles les immigrants appartiennent.

Art. 13. — Il est tenu au bureau central de l'immigration un registre spécial dit « Matricule général des immigrants », sur lequel sont immatriculés tous les immigrants.

Ce registre relate sous un numéro d'ordre général dit « Numéro de matricule générale », le nom de l'immigrant, celui de ses père et mère, celui de ses héritiers et leur domicile, son signalement, l'indication de son lieu de naissance ou d'origine, celui du lieu où son contrat d'engagement a été passé, le nom du navire sur lequel il a été amené, le nom du capitaine de ce navire, la date de son arrivée dans la colonie, le nom et le domicile de son engagiste et les conditions de son contrat d'engagement.

Les transferts, les cessions d'engagement, les réengagements, les permis de séjour, les départs, les mariages, les naissances et les décès sont portés sur ce registre.

Art. 14. — Avant l'entrée en service de l'immigrant, le service de l'immigration lui délivre sans frais une carte dite d'identité qu'il est tenu de porter sur lui et de présenter à toute réquisition des agents du service de l'immigration, de la gendarmerie, de la police, des gardes-forestiers et des gardes-champêtres.

Cette carte porte le nom de l'immigrant, son numéro de matricule générale, le nom de ses père et mère, son signalement, l'indication de son lieu de naissance ou d'origine et celle du nom et du domicile de son engagiste. Elle est tenue au courant des changements qui peuvent survenir dans la position de l'immigrant.

Au cas où cette carte viendrait à être retirée à l'immigrant pour être mise au courant, ou en cas de perte ou de détérioration, le syndic du lieu de la résidence de l'immigrant, après s'être assuré de son identité et de sa position, lui délivre un permis de circulation provisoire, qui, dans la quinzaine au plus tard, est échangé contre l'ancienne carte mise à jour ou contre une carte nouvelle.

Dans le cas où, par la faute de l'immigrant, il y aurait nécessité de lui délivrer une nouvelle carte, il est tenu d'en payer la valeur.

Art. 15. — Dans le délai de dix jours après l'inscription de l'immigrant sur le registre de la matricule générale, le bureau central de l'immigration transmet au syndic du lieu de sa résidence copie *in-extenso* des indications portées sur ce registre. Le syndic les reporte à son tour et avec un numéro d'ordre particulier sur un registre spécial dit « matricule syndicale ».

Art. 16. — Au moment où les immigrants sont remis à l'engagiste, le service de l'immigration délivre à celui-ci un état général portant les noms, les numéros de matricules générales et l'indication du lieu de naissance ou d'origine des engagés.

Dans le mois de l'immatriculation, le service délivre à l'engagiste, par l'intermédiaire du syndic, d'après un type officiel, une copie de la matricule générale qui porte le nom du livret.

Ce livret contient les énonciations énumérées en l'article 24.

L'engagiste donne au syndic reçu du livret qui lui est remis.

Art. 17. — Toutes les fois qu'un engagiste remet un livret à un agent de l'administration, celui-ci en donne récépissé.

CHAPITRE II

Des contrats d'engagement. — De leur réception. — De leur renouvellement. — De leur transfert et de leur résiliation.

Art. 18. — Les travailleurs immigrants des deux sexes sont, pendant toute la durée de leur séjour dans la colonie, soumis à l'obligation de l'engagement. Ils ne peuvent en être dispensés que dans les conditions indiquées au chapitre 11.

Art. 19. — La durée de l'engagement des immigrants est réglée de gré à gré entre les parties. Elle ne peut excéder cinq ans.

Art. 20. — L'obligation de l'engagement s'étend aux enfants d'immigrants dès qu'ils ont atteint l'âge de dix ans ; cette limite d'âge peut être reculée jusqu'à quinze ans pour les enfants d'immigrants qui justifient de la fréquentation habituelle d'une école publique.

Art. 21. — Quant une immigrante contracte mariage, son contrat d'engagement est rompu de plein droit, à dater du jour de son mariage, sous la condition du paiement à l'engagiste, s'il y a lieu, d'une indemnité qui, en cas de désaccord, est fixée par le juge de paix.

Si c'est avec un immigrant qu'elle contracte mariage, la durée du nouvel engagement auquel elle est astreinte ne peut dépasser le temps d'engagement restant à faire par son mari.

Art. 22. — Les contrats d'engagement et de réengagement des mineurs enfants d'immigrants ne peuvent être passés qu'avec le consentement de leurs père et mère, ou de celui d'entre eux sous l'autorité duquel l'enfant se trouve légalement placé.

Ils doivent être passés avec un engagiste habitant la commune où résident les parents et, autant que possible, avec l'engagiste des parents.

Les immigrants doivent subvenir aux besoins de leurs enfants âgés de moins de dix ans ou dispensés de l'obligation de l'engagement par la fréquentation d'une école aux termes de l'article 20.

Les orphelins, enfants d'immigrants, sont confiés par le protecteur des immigrants à des personnes qui prennent l'engagement de pourvoir à tous leurs besoins, jusqu'au moment où ils seront en âge de contracter un engagement. Ils sont engagés de préférence aux personnes à qui ils ont été confiés.

Il en est tenu au bureau central une matricule spéciale, et, dans leur rapport trimestriel, les syndics doivent faire connaître la situation de ces orphelins.

Art. 23. — Les contrats d'engagement passés au lieu de recrutement des travailleurs contiennent, de la part de l'immigrant, l'obligation de servir soit une personne nommée ou désignée, soit toute autre à laquelle il sera remis à son arrivée dans la colonie.

Les contrats d'engagement passés dans la colonie contiennent, de la part de l'immigrant, l'obligation de servir une personne nommée ou désignée.

Aucun travailleur, sans son consentement, n'est tenu de changer d'engagiste, à moins que son contrat d'engagement ne soit transféré à l'acquéreur à titre gratuit ou onéreux, ou, en cas de sequestre, à l'administrateur de la propriété sur laquelle il est occupé. Si le transfert a lieu sans le consentement de l'engagé, il n'est valable qu'avec l'approbation du protecteur, sauf le recours des parties intéressées devant le gouverneur en conseil privé.

Art. 24. — Les contrats d'engagement ou de renouvellement d'engagement constatent que l'engagiste et l'engagé ont eu connaissance des chapitres 13, 14 et 15 du présent décret, notamment des articles 141, 150, 153 et 172, dont le texte y sera intégralement reproduit. Ils énoncent, sous peine de nullité :

1° La durée de l'engagement de l'immigrant ;

2° Son droit de rapatriement aux frais de l'engagiste, à l'expiration du contrat, ou les conditions auxquelles il renonce à ce droit ;

3° Le nombre des jours de travail par semaine, par mois ou par an et le nombre d'heures de travail par jour ;

4° Les gages, les vêtements, les rations, les suppléments dus en cas de travail supplémentaire et tous les autres avantages particuliers qui pourraient être consentis à l'immigrant ;

5° Son droit à l'assistance médicale gratuite, aux frais de l'engagiste ;

6° Le droit à l'inhumation aux frais de l'engagiste ;

7° La prime convenue ou la renonciation à la prime ;

8° Les avances consenties par l'engagiste.

Art. 25. — Les contrats d'engagement et les contrats de réengagement ne peuvent déroger aux prescriptions du présent décret en ce qui concerne le logement, la nourriture, les vêtements, le montant et le mode de paiement des salaires, les conditions de retenue sur les salaires, les jours de repos, les soins médicaux et les frais d'inhumation.

Art. 26. — Le minimum des salaires mensuels des immigrants est arrêté comme suit, indépendamment des autres avantages stipulés à leur profit :

Hommes adultes de 16 ans et au-dessus, 12 fr. 50.

Femmes adultes de 14 ans et au-dessus, 7 fr. 50.

Garçons de 10 à 16 ans, 5 fr.

Filles de 10 à 14 ans, 5 fr.

Art. 27. — Les contrats d'engagement ou de réengagement passés dans la colonie sont reçus par les syndic.

Art. 28. — Préalablement à la passation dans la colonie de tout contrat d'engagement, les parties contractantes sont tenues de se présenter au syndic du domicile de l'engagiste.

L'engagiste a la faculté de se faire représenter par un fondé de pouvoirs, dont le mandat peut être conféré par simple lettre indiquant les conditions du contrat. Cette lettre demeure déposée au syndicat. Le futur engagé a le droit de se faire communiquer par le syndic le livret de l'immigrant qu'il désire engager et l'extrait de la matricule générale le concernant.

Art. 29. — Le syndic vérifie l'identité de l'engagé et sa situation. Il apprécie les conditions et les garanties offertes par l'engagiste et s'assure de la sincérité du contrat.

S'il estime qu'il y ait lieu de faire droit à la demande des parties, il reçoit le contrat et en donne avis au protecteur.

Quand il s'agit d'un immigrant non précédemment engagé, le syndic adresse au bureau central son signalement détaillé et toutes les indications qu'il juge utiles sur son identité et ses antécédents.

Si le syndic refuse de passer le contrat, il délivre par écrit acte motivé de son refus à celle des parties qui le requiert.

Art. 30. — Aussitôt après la passation du contrat, s'il s'agit d'un immigrant non précédemment engagé, il lui est fait remise de sa carte d'identité.

Il est également fait remise du livret à l'engagiste dans les délais prévus par l'article 16.

Art. 31. — Le syndic ne peut passer, sans un ordre de l'autorité supérieure, aucun contrat au profit :

1° Des personnes précédemment condamnées pour sévices envers leurs engagés, pour inexécution des conditions du contrat d'engagement, ou pour engagement fictif ;

2° De celles qui n'auraient pas acquitté la cote personnelle de leurs engagés à l'expiration de l'exercice ;

3° De celles qui, en raison de leurs taxes personnelles, seraient inscrites sur les états de dégrèvement.

Art. 32. — En cas de refus du syndic de dresser le contrat, et en cas du maintien du refus par le protecteur des immigrants, les parties intéressées peuvent se pourvoir devant le gouverneur en conseil privé.

Art. 33. — Dans les quarante-huit heures qui suivent l'expiration du contrat d'engagement ou de réengagement, l'engagiste est tenu d'adresser au syndic de sa circonscription le livret de l'immigrant avec une déclaration portant que

le contrat est définitivement expiré, en donnant le relevé des journées de remploi qui peuvent être dues en vertu des dispositions ci-dessus édictées.

Dans ce dernier cas, le syndic vérifie si la réclamation produite pour les journées de remploi concorde avec ses propres écritures, et constate le nombre de ces journées sur le livret qu'il rend à l'engagiste.

S'il survient des contestations au sujet des journées de remploi, le juge de paix statue en premier ressort sur le vu des pièces produites par l'engagiste et des registres du syndicat.

Quand les journées supplémentaires ont été fournies, le livret est de nouveau remis au syndic dans le délai de quarante-huit heures déjà fixé.

Lorsque l'engagement est définitivement terminé et réglé, le syndic en fait mention sur le livret et sur la carte d'identité. Il procède ensuite à l'égard de l'immigrant, conformément à l'article 35 ci-après.

Art. 34. — Au cas où, après règlement définitif des gages, l'engagé resterait débiteur de l'engagiste, pour l'une des causes énumérées en l'article 37, excepté pour cause d'avances faites par l'engagiste ou de dettes contractées envers des tiers, il n'est considéré comme libre d'engagement qu'après paiement intégral de la somme due ou remboursement en journées de travail, la valeur de la journée restant fixée conformément au taux des salaires convenus au dernier contrat.

Le remboursement des sommes dues en journées de travail ne peut avoir pour effet de prolonger l'engagement de l'immigrant au-delà de cinq ans, si ce n'est en cas d'interruption volontaire du travail et à raison d'une seule journée de travail pour chaque jour d'interruption.

Sont considérées comme interruptions volontaires : l'absence légale dans le cas du 1^o et du 7^o de l'article 111, l'absence illégale et la cessation de travail par suite de condamnation judiciaire ou de maladie due à l'inconduite de l'immigrant.

Art. 35. — L'immigrant dont le contrat d'engagement est terminé est, après l'accomplissement des formalités prévues par l'article 33, mis en demeure par le syndic d'opter entre son rapatriement ou son réengagement, à moins qu'il n'ait obtenu un permis de séjour, conformément à l'article 123.

Si l'immigrant opte pour son rapatriement, il est immédiatement dressé acte de sa déclaration par le syndic.

Il en est donné avis, sans délai, au protecteur, qui prend les mesures prescrites par les articles 91 et suivants.

Si l'immigrant opte pour son réengagement, et si ce réengagement doit être consenti au profit de son ancien engagiste, le syndic passe immédiatement le contrat.

Si l'immigrant qui opte pour son réengagement n'a pas en vue un engagement déterminé, il lui est accordé par le syndic les facilités nécessaires pour chercher un nouvel engagiste.

Art. 36. — Les contrats de réengagement doivent stipuler, en faveur de l'immigrant qui se réengage, des conditions au moins égales à celles du contrat passé dans l'Inde, sous la réserve des cas prévus en l'article 37.

Tout immigrant qui passe un contrat de réengagement a droit à une prime.

Il peut accepter le remplacement de la prime en argent par la stipulation d'avantages particuliers.

Dans ce cas, mention détaillée est faite sur la matricule générale, sur la matricule syndicale et sur le livret, des avantages consentis en remplacement de la prime.

Art. 37. — En cas de réengagement, il peut être apporté dérogation au taux minimum des salaires indiqués ci-dessus et au taux des salaires fixés par le contrat primitif dans des circonstances exceptionnelles, en vertu d'une décision du protecteur des immigrants. Cette décision doit être mentionnée dans le contrat. L'âge de l'immigrant et son état physique sont au nombre des circons-

tances exceptionnelles qui peuvent motiver la dérogation prévue au présent article.

Art. 38. — En principe, les immigrants ne peuvent, au cours de leur contrat de service, contracter aucun réengagement avec leurs engagistes.

Toutefois, il est facultatif à l'engagiste et à l'engagé d'annuler d'un commun accord le contrat en cours d'exécution.

Après que cette annulation a été régulièrement et définitivement consacrée, conformément à l'article 39, l'immigrant se trouvant libéré de son premier contrat peut contracter un nouvel engagement avec le même engagiste, quarante-huit heures après cette rupture, sans que la durée de ce contrat puisse excéder cinq ans.

Le syndic qui reçoit la résiliation du premier contrat et la conclusion du nouveau doit rappeler à l'immigrant qu'il est libre de s'engager ou de ne pas s'engager, à son gré.

Art. 39. — Tout contrat d'engagement ou de réengagement peut être résilié soit à l'amiable, du consentement mutuel des parties exprimé devant le syndic, soit sur la poursuite d'office du protecteur dans le cas d'engagement fictif, soit sur la demande de l'engagé au cas de mauvais traitements ou de manquements graves aux obligations du contrat, soit sur la demande de l'engagiste quand l'état physique de l'engagé le rend impropre au travail.

Les cas d'infirmités physiques pouvant rendre l'immigrant impropre au travail sont constatés par un certificat de médecin, et le contrat ne peut être rompu que sur le vu de ce certificat.

Le contrat est également résilié si l'engagé verse au préalable, entre les mains de l'engagiste, une somme jugée suffisante par les tribunaux compétents pour indemniser complètement l'engagiste des pertes et de la privation de bénéfices que la résiliation lui impose.

L'immigrant ainsi libéré ne peut être admis à contracter un nouvel engagement.

Art. 40. — Au cas où le rapatriement d'office d'un immigrant dangereux viendrait à être ordonné par l'administration, son contrat est résilié de plein droit à partir du jour de la notification à l'engagiste de la décision administrative intervenue.

L'immigrant rapatrié d'office subit, sur la totalité des gages qui peuvent lui être dus au moment de la résiliation de son contrat, la retenue de toutes les sommes dont il peut être déclaré débiteur aux termes de l'article 37.

Art. 41. — Les engagistes ne peuvent sous-louer, d'une manière permanente, le travail de leurs engagés, à moins que ceux-ci n'y consentent au moment même de leur sous-location.

L'engagé peut consentir par un seul acte à une série de sous-locations successives, pourvu que ces sous-locations n'embrassent pas une période de plus d'un an.

Dans le cas de consentement de l'immigrant à la sous-location de son travail, il est procédé conformément à l'article 37.

Toute sous-location de service d'un immigrant faite contrairement aux dispositions du présent article est réputée constituer, à la charge de l'engagiste et de l'engagé, un engagement fictif.

Art. 42. — Aucune approbation de sous-location ne peut être accordée par le protecteur des immigrants si l'engagiste ne justifie pas de l'engagement pris par le ou les sous-locataires de subvenir, le cas échéant, à toutes les prestations réglementaires et aux salaires dus aux engagés; dans tous les cas, l'engagiste demeure toujours responsable des salaires et des prestations jusqu'à l'expiration du contrat d'engagement.

Art. 43. — Les engagistes sont tenus de remettre au bureau central de l'immigration, du 1^{er} au 3 de chaque mois, un état portant les noms des immigrants dont ils ont sous-loué les services pendant le mois précédent et indiquant le nom et le domicile des propriétaires qui les emploient.

S'ils envoient leurs engagés hors du lieu de leur résidence, ils doivent se conformer aux prescriptions des paragraphes 2 et 3 de l'article 12.

En ce cas, ils leur remettent une autorisation indiquant leurs noms, leur numéro de matricule générale, le nom des propriétaires chez qui ils doivent travailler et le laps de temps pendant lequel ils doivent être employés chez eux. Cette autorisation est visée par le syndic de leur résidence, qui en transmet copie au syndic du lieu où les engagés sont provisoirement employés.

Si le contrat de sous-location se conclut pendant que les engagés sont déjà hors du lieu de leur résidence, l'autorisation ci-dessus prescrite est visée par le syndic du lieu où les engagés sont employés, et copie en est adressée par lui au syndic du lieu de leur résidence et au syndic du lieu où ils doivent aller travailler.

Art. 44. — Si les engagistes ne remplissent pas vis-à-vis de leurs engagés les conditions auxquelles ils sont tenus, les sous-locataires ont le droit de requérir le protecteur des immigrants de provoquer la résiliation des contrats.

En attendant, les engagés peuvent être placés provisoirement, par décision du protecteur des immigrants, en subsistance chez les sous-locataires.

CHAPITRE III.

Du logement des immigrants. — Des rations. — Des rechanges. — Du payement des salaires. — Des retenues. — Des jours et des heures de travail. — De la corvée. — Des jours de repos. — Des travaux et des salaires supplémentaires.

Art. 45. — L'engagiste est tenu de fournir aux immigrants, par sexe et par famille, des logements convenablement construits, aménagés et distribués au point de vue de la décence et de la salubrité. Ces logements comportent tous des installations de couchage élevées d'au moins cinquante centimètres au-dessus du sol.

Art. 46. — Si le logement affecté à l'immigrant est déclaré insuffisant ou insalubre par le protecteur, une commission composée du protecteur, président, du maire et d'un médecin désigné par le gouverneur, statue, et l'engagiste est mis en demeure de fournir un logement convenable dans un délai qui ne peut être moindre d'un mois, ni excéder deux mois.

Art. 17. — La ration quotidienne de chaque immigrant, qui doit être fournie par l'engagiste en denrées de bonne qualité, ne peut être au-dessous des quantités ci-après déterminées :

- 1° Riz décortiqué, 800 grammes ;
- 2° Kari-poisson salé ou viande salée, 100 grammes ;
- 3° Légumes secs, 100 grammes ;
- 4° Sel, 20 grammes.

Art. 48. — En cas de disette de riz ou d'impossibilité de se procurer les denrées alimentaires ci-dessus indiquées, la ration peut, par décision du gouverneur, être remplacée, pour un temps et dans des proportions déterminés, par des légumes frais, du maïs, ou des racines alimentaires du pays.

Art. 49. — La ration des immigrants engagés de 10 à 14 ans est des trois quarts des quantités ci-dessus indiquées.

La ration des malades est de la moitié des rations réglementaires, sauf les modifications résultant de l'ordonnance du médecin ; les blessés reçoivent la ration entière jusqu'à prescription contraire du médecin.

Art. 50. — Les rations peuvent être délivrées soit quotidiennement, soit d'avance et par semaine.

En cas d'absence de l'engagé dans les cas prévus par les articles 111 (1°, 4° et 7°), 112 et 113, la valeur des rations avancées est retenue sur ses salaires, conformément à un tarif arrêté chaque année par le gouverneur.

Art. 51. — Si le contrat stipule qu'il sera fourni des vêtements à l'engagé, sans spécifier leur nature et leur quantité, ils consistent en deux rechanges composés ainsi qu'il suit :

Pour les hommes : deux chemises, deux pantalons en tissu de coton et un mouchoir de tête, par an ;

Pour les femmes : deux chemises, deux robes ou jupes et quatre mouchoirs en tissu de coton.

Art. 52. — L'engagiste peut verser d'avance à son engagé la valeur en argent des rechanges auxquels il a droit. Ce versement, pour être valable, doit être fait du consentement de l'engagé et en présence du syndic.

Il n'est admis que pour les rechanges de chaque semestre courant.

Art. 53. — Tout engagiste est astreint à la tenue d'un registre sur lequel il doit inscrire les gages dus, payés ou retranchés, les journées d'absence et de maladie.

Art. 54. — Les salaires sont décomptés par trentième du salaire mensuel.

Art. 55. — Les salaires doivent être payés tous les mois. Toutefois, en cas de circonstances exceptionnelles, le protecteur des immigrants peut autoriser l'engagiste à retarder d'un mois le paiement, sans que ce délai puisse être dépassé.

Le paiement s'effectue le samedi.

Sur les établissements comptant cent immigrants et au-dessus, il commence au plus tard à cinq heures du soir ; s'il est continué le dimanche, il recommence à neuf heures du matin au plus tard.

Art. 56. — Les syndics doivent, aussi souvent qu'ils le peuvent, assister au paiement des salaires sur les établissements ou les exploitations agricoles ou industrielles.

Les propriétaires sont tenus de leur donner avis vingt-quatre heures d'avance du jour et de l'heure où s'effectue le paiement de leur atelier.

Le registre de décompte tenu en exécution de l'article 53 doit être visé par le syndic.

Quand le syndic n'a pas assisté au paiement, il peut se transporter chez l'engagiste pour se faire représenter le registre de décompte.

Art. 57. — Aucune retenue ne peut être opérée sur les salaires des engagés, si ce n'est dans les cas suivants et dans les proportions indiquées ci-dessous :

1° Pour le paiement de la cote personnelle, à raison d'un douzième par mois ;

2° Pour le remboursement des amendes ou frais de justice mis à la charge des engagés et acquittés en leur lieu et place par les engagistes, ou pour remboursement des amendes ou frais de justice encourus par les engagés et dont les engagistes auraient été déclarés civilement responsables, à raison du tiers des salaires mensuels ;

3° Pour les journées d'hôpital, à raison d'un trentième des salaires mensuels pour chaque jour de maladie ;

Si la maladie est due à l'inconduite de l'immigrant, il lui est retenu, indépendamment du trentième des salaires prévus au paragraphe précédent, le montant de ses frais de maladie tels qu'ils sont certifiés par le médecin de l'établissement, et ce, jusqu'à parfait paiement, à raison du tiers de ses salaires ;

4° Pour les journées d'absence, sauf le cas prévu par le 6° de l'article 111, à raison d'un trentième des salaires mensuels par journée d'absence et d'un soixantième par demi-journée ;

5° Pour le remboursement des avances en argent faites à l'engagé au moment de la passation de son contrat, à raison du tiers des salaires mensuels ;

6° Pour le remboursement des rations reçues en avance par les immigrants, dans les cas prévus par le 1°, le 4° et le 7° de l'article 111, par l'article 112 et l'article 113, pour leur valeur, d'après le tarif fixé par le gouverneur ;

7° Pour le paiement des dommages-intérêts auxquels l'immigrant peut avoir été condamné vis-à-vis de son engagiste, jusqu'à concurrence d'un tiers sur son salaire mensuel ;

8° Pour le paiement des sommes dues au précédent engagiste au moment de la passation ou de la rupture du contrat, comme pour le remboursement de

la quotité proportionnelle de la prime payée par l'engagiste, quand l'engagement est résilié par le fait de l'engagé.

Le montant de ces sommes est porté au livret, et le nouvel engagiste en demeure responsable.

Les retenues opérées à ce titre ne peuvent excéder le tiers des salaires mensuels.

Art. 58. — Aucune dette contractée par un immigrant dans une boutique sise sur la propriété de l'engagiste ou tenue par l'engagiste ou un de ses employés ne peut être retenue sur les gages des engagés.

Art. 59. — Les retenues prévues en l'article 57 ne peuvent être opérées :

En ce qui concerne le 2^e et le 7^e, que sur la justification par l'engagiste des condamnations encourues par l'engagé et de leur montant. En ce qui concerne le 3^e, que sur la reconnaissance de la dette par l'engagé en présence du syndic. ou sur la justification par l'engagiste de la maladie de l'engagé. Cette justification résultera exclusivement de la production du livre d'hôpital, en tant qu'il sera régulièrement tenu.

En ce qui concerne le 5^e, que sur le vu de la mention portée au livret par le syndic.

Art. 60. — Si les retenues à opérer sur les gages mensuels nets arrivent à former un total dépassant la moitié de ces gages, elles sont réduites proportionnellement et opérées au prorata des sommes dues.

Les gages mensuels nets sont les gages qui restent dus après déduction des retenues autorisées par les articles 111 et suivants pour interruptions de travail survenues dans le courant du mois dont le compte est réglé.

Art. 61. — Si les salaires des immigrants ne sont pas payés aux époques auxquelles ils sont exigibles, le protecteur met l'engagiste en demeure de payer dans un délai qu'il lui impartit et qui ne peut excéder un mois. Ce délai écoulé sans que le paiement ait eu lieu, le protecteur poursuit, sur la demande de l'immigrant, la résiliation du contrat.

Il peut, s'il y a lieu, provoquer, même avant l'expiration du délai impartit, toutes les mesures nécessaires pour assurer, par les voies de droit, le paiement des gages dus aux immigrants.

Art. 62. — Si l'engagiste ne fournit pas, soit en temps utile, soit en quantité ou en qualités convenables, les prestations dues à l'immigrant, le syndic, sur la demande de l'immigrant, se pourvoit devant le juge de paix, qui prononce contre l'engagiste, au profit de l'engagé, condamnation à une indemnité équivalente à la valeur desdites prestations, sans préjudice des dommages-intérêts qui pourraient être dus.

Art. 63. — Les immigrants engagés jouissent, en cette qualité, pour leurs salaires, du privilège établi par le 4^e de l'article 2101 du code civil en faveur des gens de service.

Art. 64. — L'immigrant ne peut être tenu de travailler plus de six jours sur sept, ni plus de neuf heures et demie par jour, sauf les cas spécifiés ci-après.

Art. 65. — Les jours de repos dus aux immigrants engagés sont : le 1^{er} juillet, jour de la fête nationale, les dimanches et quatre journées de congé au commencement du mois de janvier de chaque année.

Les jours spécifiés au présent article sont comptés comme journées de travail effectives et complètes dans le décompte du travail fourni par l'immigrant.

Art. 66. — N'est pas considérée comme travail l'obligation pour les immigrants employés aux travaux agricoles ou industriels de pourvoir, les jours de repos, par une corvée spéciale, aux soins que nécessitent la bonne tenue et la propreté des établissements, l'entretien des animaux et le service de la vie habituelle.

Cette corvée ne doit pas excéder trois heures et doit se terminer au plus tard à neuf heures du matin.

L'immigrant qui ne la fournit pas est soumis à la retenue d'un soixantième prévue par le 4^e de l'article 57.

Art. 67. — Les immigrants engagés pour le service de la domesticité doivent

tout leur temps à leurs engagistes sans distinction de jours de repos et de jours ordinaires.

Art. 68. — Le travail s'exécute, soit à la journée, soit à la tâche, suivant les besoins de l'exploitation. L'engagé en est prévenu au moment de la passation du contrat, et fait connaître son acquiescement, dont mention est inscrite au livret.

La tâche imposée ne doit jamais excéder la somme de travail représentée par les neuf heures et demie de travail à la journée. L'engagé qui a exécuté, dans un temps moindre, la tâche donnée, dispose librement du reste de sa journée.

L'engagé travaillant à la tâche, qui ne fournit que la moitié ou moins de la moitié de sa tâche donnée, subit la retenue d'une journée de salaire ; celui qui fournit plus de la moitié et moins des deux tiers de ladite tâche subit la retenue d'une demi-journée de salaire.

Art. 69. — Tout travail supplémentaire excédant la durée fixée par l'article 64 ou par le contrat d'engagement donne à l'engagé droit à un salaire supplémentaire qui lui est payé en même temps que son salaire mensuel ; mention en est faite au livret.

La durée du travail supplémentaire ne peut dépasser trois heures.

Le minimum du salaire pour le travail supplémentaire des hommes adultes est de cinq centimes la première heure, six centimes la seconde et sept centimes la troisième ; pour le travail supplémentaire des femmes adultes, il est de trois centimes la première heure, quatre centimes la seconde et cinq centimes la troisième ; pour le travail supplémentaire des enfants, deux centimes la première heure, trois centimes la seconde et quatre centimes la troisième.

Le travail supplémentaire peut avoir lieu, en cas d'urgence, sans préjudice de la corvée spéciale prévue par l'article 68, les jours fériés, pourvu que sa durée n'excède pas neuf heures et demie. Les trois premières heures sont payées conformément au tarif fixé au troisième paragraphe du présent article. La quatrième heure et les heures suivantes sont payées d'après le taux établi pour la troisième heure.

Art. 70. — Aucun travail supplémentaire, soit les jours ouvrables, soit les jours fériés, ne peut être exigé de l'immigrant, si ce n'est en vertu d'une convention particulière.

L'engagement résultant de cette convention ne peut avoir d'effet pendant plus de six mois. Il peut être renouvelé.

Les salaires supplémentaires sont soumis aux mêmes retenues que les salaires ordinaires.

CHAPITRE IV.

De l'hôpital et de sa tenue, des visites de médecin et des soins médicaux.

Art. 71. — Tout engagiste ayant vingt immigrants engagés et au-dessus, résidant dans la même commune, est tenu d'établir sur sa propriété ou sur son établissement, ou, s'il en a plusieurs, sur l'un d'eux, un hôpital installé dans les conditions déterminées par les articles ci-après.

Art. 72. — Les hôpitaux doivent être établis dans des bâtiments complètement isolés et construits de manière à laisser quinze mètres cubes d'air pour chaque lit, avec des ouvertures qui permettent une aération complète. Ils doivent être pourvus d'une cuisine spéciale, d'une quantité d'eau suffisante, et comprendre dans leur enceinte un préau destiné à permettre aux malades de prendre l'air sans sortir de l'hôpital. Ils sont divisés en deux compartiments convenablement clos et couverts.

L'un de ces compartiments est affecté aux hommes et aux enfants du sexe masculin âgés de plus de dix ans, l'autre est réservé aux femmes et aux enfants des deux sexes âgés de moins de dix ans.

Chaque établissement doit avoir une pharmacie contenant les médicaments indiqués par le médecin en chef de la colonie.

Art. 73. — Chaque hôpital doit être pourvu d'un lit par vingt immigrants engagés.

Les lits sont en fer ou en bois. Ils doivent avoir un minimum de 1 m. 85 de longueur et 0 m. 80 de largeur, et être garnis d'une paillasse, d'un traversin et d'une couverture de laine.

Art. 74. — Chaque hôpital doit avoir un infirmier ou une infirmière exclusivement affectés à la tenue de l'hôpital et aux soins à donner aux malades.

Il est adjoint à l'infirmier autant d'aides-infirmiers que l'hôpital contient de fois vingt lits occupés.

Si le compartiment réservé aux femmes et aux enfants âgés de moins de dix ans comprend plus de vingt lits occupés, il doit être spécialement affecté à son service une infirmière à laquelle, en tant que de besoin, il est adjoint des aides-infirmières dans la proportion sus-indiquée.

L'infirmier et l'infirmière peuvent être choisis parmi les engagés de l'établissement.

Ils sont logés dans l'enceinte ou à proximité de l'hôpital.

Art. 75. — Si une épidémie ou une maladie contagieuse vient à éclater sur une habitation ou sur un établissement, l'engagiste est tenu, sur la réquisition qui lui est adressée par le protecteur des immigrants, sur le rapport du médecin en chef ou de son délégué, de faire établir des ambulances et de pourvoir aux mesures exceptionnelles qui peuvent être ordonnées.

Art. 76. — Aucun hôpital n'est réputé réunir les conditions réglementaires s'il n'a pas été, au moment de son installation, inspecté et reçu par le protecteur des immigrants ou son délégué. En cas de contestation, la question est résolue par une commission composée du protecteur, président, du maire et d'un médecin désigné par le gouverneur.

Certificat de cette réception est délivré à l'engagiste.

Tout changement notable dans l'installation ou l'aménagement de l'hôpital entraîne l'annulation du certificat délivré et donne lieu à une nouvelle inspection et à la délivrance d'un nouveau certificat, sous les mêmes garanties qu'au paragraphe précédent.

Les hôpitaux ne peuvent, sous aucun prétexte, être affectés à d'autres destinations que celle qui leur est réservée.

Art. 77. — Tout engagiste astreint à avoir un hôpital est tenu de justifier d'un abonnement avec un médecin pour les visites à faire à l'hôpital et les soins à donner aux malades. Les abonnements faits avec un médecin doivent stipuler au moins une visite par semaine, sans préjudice de celles que des circonstances extraordinaires rendraient nécessaires.

Sur toute habitation employant plus de deux cents travailleurs, le médecin est tenu à deux visites par semaine.

L'engagiste est tenu de veiller à l'exécution des prescriptions du médecin et de fournir, sans délai, tout médicament ou objet nécessaire aux malades prescrit par le médecin visiteur.

Tous les engagés malades doivent être présentés à la visite du médecin.

Art. 78. — Il est tenu dans chaque hôpital un registre portant : 1° le nom et le numéro matricule de chaque malade ; 2° la date de son entrée ; 3° celle de sa sortie, avec indication en regard du nombre total des journées passées à l'hôpital ; 4° la nature de la maladie, les prescriptions et les observations du médecin.

Ce registre est visé à chaque visite par le médecin.

Art. 79. — Les hôpitaux actuellement existants, qui, bien que ne remplissant pas toutes les conditions exigées au présent chapitre, sont, après inspection du protecteur des immigrants, reconnus suffisants, peuvent être provisoirement maintenus, sauf à être remplacés, quand ils seront hors d'usage, par des bâtiments réunissant les conditions réglementaires.

Cette tolérance ne peut s'étendre au delà d'un délai de trois ans.

Art. 80. — Il est fourni à toute femme enceinte qui en fait la demande et dont l'état de grossesse est constaté par le médecin de l'établissement, un lit d'hôpital muni de sa literie réglementaire.

Ce lit et sa literie ne peuvent être retirés qu'avec l'autorisation du médecin.

CHAPITRE V.

Des actes de l'état civil concernant les immigrants. — De leurs successions.

Art. 81. — Les officiers de l'état civil doivent faire mention, dans les actes de naissance, du numéro matricule général du père et de la mère de l'enfant, s'il s'agit d'un enfant légitime ou reconnu ; de la mère, s'il s'agit d'un enfant naturel non reconnu.

Ils doivent également faire mention dans les actes de mariage et de décès, du numéro matricule général des époux ou de l'immigrant décédé.

Toute contravention au présent article est poursuivie et punie conformément à l'art. 50 du code civil.

Art. 82. — Les engagistes ou les personnes qui ont mandat de les représenter sont tenus de donner avis au syndic de leur circonscription des déclarations des naissances d'enfants survenues chez eux, et ce, dans un délai qui ne peut excéder huit jours.

Ils indiquent dans leur lettre d'avis le nom et le numéro matricule général du père et de la mère ou de la mère seulement s'il s'agit d'un enfant naturel non reconnu. Le syndic s'assure que la déclaration de naissance a été faite dans les délais impartis par l'article 8 de l'arrêté supplémentaire du Code civil du 1^{er} brumaire an XIV.

Si elle n'a pas été faite dans ce délai, il la fait lui-même dans les cinq jours qui suivent.

Art. 83. — Les formalités à remplir pour les mariages des immigrants d'origine inconnue ou appartenant à des pays dans lesquels la famille civile n'est pas constituée, continuent à être réglées par les dispositions du sénatus-consulte du 20 juillet 1867.

Art. 84. — Aussitôt qu'un immigrant décèdera, son engagiste ou représentant est tenu d'en donner avis au syndic de sa résidence qui se fait remettre le livret du défunt, établit sa situation financière et se fait verser, contre décharge, les gages qui peuvent lui être dus.

Si les objets mobiliers et les effets trouvés en la possession du défunt ont une valeur moindre de 200 francs, le syndic les vend immédiatement sur l'habitation.

Il adresse au bureau central de l'immigration le produit de la vente en le faisant suivre d'un bordereau, d'un inventaire des objets vendus et d'un procès-verbal de vente.

Les sommes ainsi obtenues sont remises par le bureau central aux héritiers du défunt, s'ils sont présents, au consul de la nation à laquelle les héritiers appartiennent, s'ils sont étrangers et hors de la colonie, et, à défaut d'héritiers connus, au curateur aux biens vacants.

Si l'immigrant décédé possède des objets mobiliers ou des effets d'une valeur supérieure à 200 francs, le syndic prend immédiatement les mesures conservatoires prescrites par la loi, et en avise sans retard le protecteur. Si, enfin, l'immigrant est possesseur d'immeubles, le syndic recueille tous les renseignements utiles sur leur situation, consistance et valeur approximative, et recherche les titres d'acquisition, qui sont transmis par lui au bureau central. Remise est faite à qui de droit par le protecteur des immigrants, conformément au paragraphe 4 du présent article.

CHAPITRE VI.

Du Rapatriement.

Art. 85. — Les travailleurs immigrants ont droit à leur rapatriement gratuit à l'expiration de leur engagement ou de leur réengagement.

Les frais de rapatriement font partie des dépenses obligatoires du budget de la colonie, sauf le recours de la colonie contre les introducteurs et les engagistes dans les cas prévus par les articles 86, 87 et 88.

L'administration a toujours la faculté de rapatrier d'office les engagés, dans l'intérêt de l'ordre public, et sans indemnité pour l'engagiste.

Le rapatriement d'office ne peut être ordonné que par décision spéciale du gouverneur.

Art. 86. — Le recours de la colonie pour les frais de rapatriement s'exerce contre l'introducteur en cas de non placement de un ou plusieurs convois ou de un ou plusieurs immigrants d'un convoi, et contre le dernier engagiste une fois l'immigrant placé, à moins que le rapatriement ne soit ordonné d'office, conformément au paragraphe 3 de l'article 85.

Art. 87. — Le droit de l'immigrant au rapatriement gratuit s'étend à sa femme et à ses enfants. La femme et les enfants mineurs sont rapatriés avec le mari ou le père, aux frais de son engagiste, s'ils ne sont pas engagés, et aux frais de leur engagiste s'ils sont engagés.

Les enfants de l'immigrant majeurs sont rapatriés aux frais de leur engagiste, avec ou sans leurs parents, au choix de l'engagiste.

Art. 88. — L'immigrant qui contracte un réengagement dans la colonie n'a droit au rapatriement qu'à l'expiration de son nouvel engagement et aux frais de son dernier engagiste.

Art. 89. — L'immigrant qui obtient une dispense d'engagement, renonce, par ce seul fait, à tout droit au rapatriement gratuit, tant pour lui que pour sa femme et pour ses enfants. Il ne recouvre le droit au rapatriement, tant pour lui que pour sa femme et ses enfants, qu'après l'accomplissement d'un nouvel engagement.

Art. 90. — L'immigrant a la faculté de renoncer au rapatriement gratuit pour lui, pour sa femme et pour ses enfants mineurs, en vue d'autres avantages qui pourraient lui être faits. Cette renonciation n'est valable que si elle est faite devant le syndic de la circonscription et soumise à l'approbation du protecteur, après avoir été communiquée au consul de la nation à laquelle l'immigrant appartient.

Mention est faite à la matricule syndicale et sur le livret de la renonciation régulièrement approuvée.

Art. 91. — L'immigrant dont le contrat d'engagement est expiré et qui a opté pour son rapatriement est immédiatement mis à la disposition du protecteur des immigrants, qui, suivant le cas, autorise l'immigrant à demeurer provisoirement chez son ancien engagiste jusqu'au jour où avis lui est donné de se rendre au dépôt central pour y être procédé aux formalités qui précèdent son embarquement, ou ordonne son placement immédiat au dépôt.

Art. 92. — Les immigrants autorisés à résider provisoirement chez leur engagiste sont considérés, pendant ce laps de temps, comme régulièrement engagés. Ils sont astreints aux obligations et ont droit aux avantages stipulés dans leur ancien contrat.

Art. 93. — Les immigrants exclus de la colonie par mesure d'ordre public sont placés par le protecteur au dépôt colonial jusqu'au moment de leur embarquement. Ils peuvent même, par décision spéciale du gouverneur, être internés à la prison centrale, quartier des prévenus.

Art. 93. — Lorsqu'un navire susceptible de prendre à son bord des immigrants en voie de retour est sur le point de quitter la colonie, le protecteur des immigrants en donne avis aux syndics ; ceux-ci préviennent les immigrants ayant droit au rapatriement, ainsi que leurs engagistes, cinq jours au moins avant l'ordre de départ pour le port d'embarquement. Les immigrants placés dans les dépôts communaux sont dirigés sur le dépôt colonial par les soins des syndics.

Les immigrants laissés chez leurs anciens engagistes en expectative de départ doivent être rendus au dépôt colonial vingt-quatre heures au moins avant le jour du départ.

Art. 95. — Avant le départ, le protecteur des immigrants ou son délégué, assisté du médecin de marine en partance ou d'un médecin désigné par le chef

du service de santé, passe l'inspection des individus composant le convoi, et ajourné le départ de ceux qui ne sont pas en état de supporter le voyage.

Il les interroge sur les réclamations qu'ils pourraient avoir à faire; il dresse l'état de ceux auxquels il y a lieu de délivrer un secours de route et des rechanges au départ et à l'arrivée; il constate l'identité des immigrants rapatriés et surveille leur embarquement.

Après l'embarquement, il fait établir la liste des immigrants embarqués en autant d'expéditions qu'il est nécessaire; une de ces expéditions certifiée par lui est remise au capitaine du navire pour être annexée au rôle d'équipage. Cette expédition contient toutes les indications utiles relatives aux immigrants, et fait connaître, s'il y a lieu, toutes les condamnations encourues par eux et les motifs de ces condamnations.

Après le départ du navire, le protecteur ou son délégué adresse, dans le plus bref délai, au gouverneur un rapport détaillé.

Ce rapport est transmis au ministre de la marine et des colonies avec les observations qu'il comporte.

Art. 96. — Les immigrants qui ne sont pas rendus au dépôt colonial vingt-quatre heures au moins avant le départ du navire ou qui ne se rendent pas à bord du navire au jour fixé pour le départ, perdent, par ce seul fait, sauf le cas de force majeure, leur droit au rapatriement par cette occasion.

Art. 97. — Aucun navire affecté au transport des immigrants ne peut être expédié de la colonie s'il n'est préalablement constaté par le protecteur ou son délégué que les formalités prescrites par les articles 19, 26, 27 et 32 du décret du 27 mars 1852 ont été remplies.

CHAPITRE VII.

Des actions judiciaires relatives aux intérêts civils des immigrants.

Art. 98. — Les immigrants peuvent exercer personnellement toutes les actions judiciaires que leur ouvrent le droit commun et la législation spéciale relative à l'immigration.

Pour les actions judiciaires qui ont trait à leur condition d'engagés, ils sont, sur leur demande, représentés en justice par le protecteur des immigrants, si celui-ci le juge convenable.

Art. 99. — Les immigrants qui justifient d'un engagement régulier jouissent pendant toute la durée de leur engagement du bénéfice de l'assistance judiciaire, telle qu'elle est organisée par le décret du 16 janvier 1854 et ce, tant pour les actions exercées dans leur intérêt, sur leur demande, par le protecteur des immigrants, que pour celles qu'ils exercent personnellement, soit à l'occasion de leurs contrats de travail, soit pour des causes étrangères à leur condition d'engagés.

S'ils sont représentés par le protecteur, le bénéfice de l'assistance judiciaire leur est acquis par le seul fait de cette représentation sans autre formalité. S'ils exercent personnellement leurs actions, toutes les dispositions du décret du 16 janvier 1854 leur sont applicables, sauf celles qui concernent la constatation de l'indigence : leur qualité d'immigrant engagé suffit pour établir leur indigence.

Art. 100. — Les immigrants régulièrement engagés jouissent de plein droit pendant toute la durée de leur engagement du bénéfice de la loi du 10 décembre 1850 sur les mariages d'indigents.

Ils sont également dispensés de l'obligation de consigner les amendes d'appel aux termes de l'article 71 de l'ordonnance du 19 juillet 1829 sur l'enregistrement dans la colonie.

Art. 101. — Les juges de paix connaissent, soit en dernier ressort, soit à la charge d'appel, dans les limites déterminées par la loi, de toutes les contestations relatives aux obligations respectives des engagistes et des engagés et de toutes les actions en annulation et en résiliation des contrats, en dommages et intérêts et en indemnités qui peuvent en résulter.

Ils connaissent également, dans les mêmes limites, des contestations qui peuvent s'élever :

1° Sur la tenue et l'entretien du cheptel, des cases et des jardins en dépendant ;

2° Sur la répartition des produits dont les immigrants ont à rendre compte comme cultivateurs engagés à la part ;

3° Sur le défaut de contenance ou sur l'état d'inculture du terrain dont la jouissance a été accordée aux cultivateurs immigrants engagés à la part des produits ;

4° Sur l'insuffisance ou le défaut de fournitures des plants ou semences, des outils ou machines nécessaires à l'exploitation de la terre ou à l'exercice de l'industrie.

Art. 102. — Dans toutes les causes mentionnées en l'article précédent, le défendeur peut être assigné devant le juge de paix du domicile du demandeur. Dans ces mêmes causes, excepté celles où il y aurait péril en la demeure, le juge de paix peut interdire aux huissiers de sa résidence de donner aucune citation en justice sans qu'au préalable il ait appelé les parties devant lui.

Art. 103. — Les mentions portées sur le registre de paiement, visé comme il est dit dans les articles 53 et 56, font foi entre les parties jusqu'à preuve contraire.

Art. 104. — Le protecteur des immigrants est chargé de provoquer et de surveiller l'application aux immigrants, s'il y a lieu, de toutes les mesures de protection établies par les lois et les règlements en faveur des mineurs et des aliénés.

CHAPITRE VIII.

Des autorisations d'absence ou permis de circulation et laissez-passer.

Art. 105. — Si un immigrant engagé quitte provisoirement la commune de sa résidence, il est tenu de se munir d'une autorisation signée de son engagiste, indiquant son nom et son numéro de matricule générale, son domicile, le lieu où il se rend et la durée de l'autorisation qui lui est accordée.

Art. 106. — Dans le cas où l'immigrant quitte sa commune pour se rendre auprès du consul de la nation à laquelle il appartient, il est tenu de se présenter au syndic de sa résidence qui lui délivre l'autorisation exigée ci-dessus et qui vise celle qui lui aura été donnée par son engagiste.

Art. 107. — Tout immigrant qui, ayant terminé son engagement, déclare vouloir contracter un nouvel engagement reçoit du syndic du lieu de sa résidence un permis de circulation dans sa commune valable pour cinq jours.

Lorsque, par suite de circonstances que le syndic apprécie, l'immigrant n'a pu, dans ces cinq jours, se mettre en règle, le permis peut être visé pour une nouvelle période de cinq jours.

Art. 108. — Si, soit au moment de l'expiration de son engagement, soit à l'expiration des délais prévus en l'article précédent, l'immigrant désire chercher un réengagement hors de sa commune, il reçoit du syndic un laissez-passer dont la durée est calculée à raison de un jour par deux myriamètres parcourus. Dans le délai fixé, le travailleur doit se présenter devant le syndic de la circonscription qui lui délivre le permis de cinq jours pour trouver un engagiste. Ce permis peut être renouvelé pour un nouveau délai de cinq jours, et le syndic peut même, si l'immigrant le demande, lui délivrer un nouveau laissez-passer pour une commune où il reçoit un nouveau permis également renouvelable.

L'immigrant qui, à l'expiration du dernier délai qui lui aura été imparti, n'a pas contracté d'engagement, est réputé en état de vagabondage et signalé à la police par le service de l'immigration.

Art. 109. — Les permis et les laissez-passer délivrés par les syndics sont détachés d'un registre à souche et doivent être visés par la police.

La police tient de ces visas un registre spécial.

CHAPITRE IX.

De l'absence, de l'absence légale, de la désertion, du vagabondage.

Art. 110. — Tout immigrant engagé qui ne prend pas son travail, ou qui l'abandonne après l'avoir commencé, est en état d'absence.

L'absence est, suivant le cas, réputée légale ou illégale.

Art. 111. — L'absence légale est celle qui se produit :

- 1° Avec l'autorisation de l'engagiste ;
- 2° En cas de force majeure constatée par le syndic ;
- 3° Pour cause de maladie régulièrement constatée ;
- 4° Pour obéir aux ordres, citations ou mandements de la justice ;
- 5° Pour se rendre au syndicat sur l'appel du syndic ;
- 6° Pour se rendre au syndicat ou au consulat y porter des plaintes ou des réclamations reconnues légitimes par décision de justice ou décision administrative ;
- 7° Pour se rendre au syndicat ou au consulat y porter des plaintes ou des réclamations reconnues sérieuses par décision administrative.

Chaque journée d'absence légale entraîne pour l'engagé la perte du salaire et des vivres de la journée, si l'engagé est dans le cas du 1°, du 4° et du 7° ; s'il est dans le cas du 2°, du 3° et du 5°, la perte du salaire seulement. Si l'engagé est dans le cas du 6°, il n'est soumis à aucune retenue de salaires ou de vivres.

Art. 112. — L'absence illégale est celle qui se produit en dehors des conditions prévues pour l'absence légale.

Chaque journée d'absence illégale entraîne pour l'engagé, outre la perte du salaire et des vivres de cette journée, l'obligation de fournir une journée de travail avec vivres et salaire, à l'expiration du contrat.

Les retenues de salaire pour absence illégale sont arrêtées et réglées à la fin de chaque mois, sans qu'il soit permis de les reporter sur le mois suivant.

Art. 113. — Si l'engagé, par suite d'une condamnation, interrompt son travail, l'exécution du contrat d'engagement est suspendue. Le contrat ne reprend ses effets qu'à l'expiration de la peine encourue ; il est alors prolongé de plein droit pour une durée égale à celle de l'interruption résultant de la condamnation.

Cette disposition est aussi applicable pour une durée égale à celle de l'interruption résultant de maladies dues à l'inconduite de l'engagé, constatées par le registre de l'hôpital.

Art. 114. — Dans la première semaine de chaque mois, l'engagiste transmet au syndic de sa circonscription les états des journées supplémentaires qu'il aura à réclamer de ses engagés, et il ne pourra être accordé de remploi de journées que pour celles reconnues réellement dues après vérification.

Tout engagé est tenu d'indiquer sur son livre de paiement, en regard du nom et du numéro de chaque engagé absent, la nature de son absence, sa date et la reprise de son travail.

Art. 115. — Aucune retenue sur les salaires nets ni aucune prolongation d'engagement ne peuvent être opérées pour cause d'absence si les salaires dus à l'engagé pour les mois précédents ne lui ont pas été préalablement versés.

Art. 116. — L'immigrant dont l'engagement est prolongé pour cause d'absence ou pour tous autres motifs a, pendant cette prolongation, droit aux avantages et est tenu aux obligations stipulées dans son contrat, sous la réserve contenue en l'article 112.

Art. 117. — Tout immigrant qui s'absente pendant plus de trois jours de chez son engagiste est réputé en état de désertion. Tout engagiste dont l'engagé est en état de désertion est tenu d'en donner avis, dans les cinq jours, au syndic de sa circonscription.

Celui-ci avise immédiatement la police et lui transmet le signalement du déserteur et toutes indications utiles.

Il est tenu dans chaque bureau de police un registre des communications faites par le syndic.

Art. 118. — Tout immigrant qui ne justifie pas d'un engagement régulier ou d'une dispense d'engagement est réputé être en état de vagabondage.

Est réputé en état de vagabondage tout immigrant qui, bien que régulièrement engagé, est en état de désertion depuis plus d'un mois.

CHAPITRE X.

Des immigrants inconnus et des immigrants sans engagement.

Art. 119. — Tout immigrant dont l'identité n'a pu être établie est dirigé, par les soins du syndicat, sur le bureau central de l'immigration.

Si les recherches faites au bureau central demeurent infructueuses, l'immigrant est placé au dépôt colonial pendant un laps de temps qui ne peut excéder quinze jours.

Pendant ce temps, il est procédé, concurremment par le syndicat et la police, à toutes les recherches propres à établir son identité. Le nom qu'il s'attribue et son signalement sont insérés au *Journal officiel* et affichés à la porte du bureau central d'immigration, du syndicat et du dépôt colonial.

Art. 120. — Si, à l'expiration de l'enquête, l'identité de l'immigrant n'a pu être établie, il est déferé au tribunal compétent comme étant en état de vagabondage.

Si son identité est établie, le bureau central de l'immigration le remet ou le fait conduire à son engagiste, sans préjudice des poursuites qu'il peut encourir comme vagabond ou pour désertion.

Art. 121. — Tout immigrant inconnu ou sans engagement qui a été condamné comme vagabond est, à l'expiration de sa peine, conduit au dépôt colonial, où il est placé pendant six mois au plus, pour contracter un engagement ou faire établir définitivement son identité.

En cas d'engagement, il est immatriculé, sous le nom qu'il s'attribue, sur un registre spécial tenu au bureau central.

L'engagement ainsi contracté est de plein droit rompu si le véritable engagiste de l'immigrant demande l'exécution du contrat passé en son nom.

Si, à l'expiration des six mois prévus par le premier paragraphe du présent article, l'immigrant n'a pas contracté d'engagement ou fait connaître son véritable nom, il est rapatrié d'office.

Art. 122. — L'immigrant inconnu ou sans engagement qui, bien que poursuivi comme vagabond, n'a pas été condamné, est placé au dépôt communal conformément au 2^e de l'article 132. Toutes les dispositions de l'article 121 lui sont applicables, sauf celle qui concerne le lieu du dépôt.

CHAPITRE XI.

Des immigrants demandant à être dispensés d'engagement.

Des permis de séjour qui peuvent leur être accordés.

Art. 123. — Tout immigrant qui, à l'expiration de son engagement, désire obtenir l'autorisation de séjourner librement dans la colonie doit adresser à cet effet une requête au directeur de l'intérieur, et, à l'appui de cette requête, les pièces suivantes :

1^o Un certificat du syndic de son canton, constatant que le requérant est libre d'engagement et qu'il est de bonnes vie et mœurs ;

2^o Une attestation du maire de sa commune établissant que ses revenus ou son travail lui assurent des moyens d'existence suffisants et réguliers.

Sur le vu de ces pièces et sur le rapport qui lui est fait par le directeur de l'intérieur, après avis du protecteur des immigrants, le gouvernement accorde ou refuse le permis de séjour demandé.

Art. 124. — Le permis de séjour entraîne de plein droit, pour le titulaire, la

dispense de l'obligation de l'engagement et lui confère, pendant sa durée, le bénéfice des dispositions de l'article 13 du code civil.

La dispense de l'obligation de l'engagement et la jouissance des droits civils accordés par le présent article au titulaire du permis de séjour s'étendent de droit à sa femme et à ses enfants mineurs, légitimes ou reconnus. Le permis de séjour peut toujours être révoqué par le gouverneur.

CHAPITRE XII.

Du dépôt colonial et des dépôts communaux.

Art. 125. — Il est établi à Saint-Denis un dépôt colonial, et dans chacune des communes de l'île un dépôt communal des immigrants.

Art. 126. — Le dépôt colonial est destiné à recevoir :

1° Les immigrants à leur arrivée dans la colonie, du jour de leur sortie du lazaret jusqu'à celui de leur remise à leurs engagistes;

2° Les immigrants à rapatrier et qui se trouvent sur le point de leur départ;

3° Les immigrants retirés d'une propriété par ordre du gouverneur, conformément aux art. 172, 173 et 174;

4° Les immigrants condamnés libérés qui, étant sans engagement, ont opté pour le rapatriement;

5° Les immigrants à rapatrier d'office par les ordres du gouverneur.

Art. 127. — Le dépôt colonial est divisé en deux sections :

La première section contient les individus appartenant aux trois premières catégories indiquées ci-dessus; la deuxième, les individus appartenant aux autres catégories.

Chaque section est divisée en deux quartiers séparés.

Le premier est affecté aux hommes et aux enfants du sexe masculin âgés de plus de dix ans; le deuxième aux femmes et aux enfants des deux sexes âgés de moins de dix ans.

Art. 128. — Les immigrants placés au dépôt ont droit aux prestations en nature déterminées par le présent décret pour les immigrants engagés.

Art. 129. — Les frais occasionnés par le séjour au dépôt des immigrants sont à la charge de leur introducteur si les immigrants se trouvent dans les cas prévus par le 1° de l'article 126; ils sont à la charge de l'engagiste si les immigrants se trouvent dans les cas prévus par le 2° et le 3° de l'art. 126, mais seulement pour la part afférente à un séjour de cinq jours.

Dans tous les autres cas, les frais de dépôt sont à la charge de la colonie.

Art. 130. — Les immigrants appartenant à la première section du dépôt colonial ne sont pas astreints au travail. S'ils demandent à travailler, ils reçoivent une solde qui est de 30 centimes pour les hommes adultes, 25 centimes pour les femmes et 15 centimes pour les enfants par journée de travail effectif.

Les immigrants de la seconde section sont astreints au travail. Ils ne reçoivent aucune solde. Ils ne peuvent être employés à des travaux extérieurs.

Les immigrants invalides ou malades sont dispensés de travail; ils reçoivent les soins médicaux qui leur sont nécessaires.

Art. 131. — Le dépôt colonial est ouvert tous les jours de dix heures à cinq heures aux personnes qui se présentent munies d'un permis du protecteur des immigrants ou du syndic.

Toutes facilités sont données aux engagistes pour reconnaître leurs engagés.

Art. 132. — Les dépôts communaux sont destinés à recevoir :

1° Les immigrants à rapatrier non autorisés à demeurer chez leur ancien engagiste, conformément à l'art. 92, et pour lesquels le moment d'être dirigés sur le dépôt colonial n'est pas arrivé;

2° Ceux dont l'engagement a été rompu pour infirmités physiques, conformément à l'art. 39, et généralement tous ceux qui se trouvent sans engagement ou dans une position irrégulière, sans qu'il y ait cependant lieu de les considérer comme vagabonds ;

3° Ceux dans le maintien à la disposition du syndic, du commissaire de police ou de l'autorité judiciaire, est nécessaire à l'instruction d'une plainte ou d'une réclamation, sans que ce délai puisse excéder 48 heures.

Art. 133. — Les dispositions des articles 127 paragraphe dernier, 128, 129, 130, paragraphes 1 et 3, et 131, sont applicables aux dépôts communaux avec cette distinction que les immigrants valides y sont employés, sur leur demande, à des travaux communaux et que leur solde et leur entretien sont à la charge des communes.

CHAPITRE XIII.

Des procès-verbaux dressés par les fonctionnaires et agents du service de l'immigration. — De la poursuite des délits et contraventions spéciaux à l'immigration. — Des juridictions appelées à en connaître et particulièrement des tribunaux de police. — De la conversion des amendes en journées de travail. — Du casier des immigrants établi au bureau central de l'immigration.

Art. 134. — Les procès-verbaux dressés par les fonctionnaires et agents du service de l'immigration sont remis dans le mois de leur date, par le procureur des immigrants, au procureur de la République ou aux commissaires de police, pour recevoir la suite qu'ils comportent.

Art. 135. — Les infractions spéciales à l'immigration constituent, d'après les distinctions spécifiées dans les articles suivants du présent décret, des délits ou des contraventions.

Art. 136. — Les délits sont poursuivis devant les tribunaux de police correctionnelle, les contraventions de police devant les tribunaux de simple police.

Les poursuites sont exercées devant les tribunaux correctionnels à la requête du procureur de la République, et devant les tribunaux de simple police à la requête du commissaire de police, le syndic entendu.

Art. 137. — Dans les communes et sections de communes où n'existent pas de juges de paix, le tribunal de simple police est constitué par le maire et l'un de ses adjoints. A défaut du commissaire de police, un adjoint ou un conseiller municipal désigné par le procureur de la République remplit le rôle du ministère public. Les fonctions de greffier sont confiées à un secrétaire de mairie, qui prête serment à cet effet entre les mains du maire ou de l'adjoint.

Art. 138. — Les syndics des immigrants assistent aux audiences des justices de paix, conformément à l'art. 9 du décret du 30 mars 1881 et présentent les observations qu'ils jugent utiles.

Art. 139. — Dans les cas prévus par les art. 164 et suivants, les parties sont appelées devant le tribunal par un simple avertissement.

Cet avertissement est donné sans frais par la personne exerçant les fonctions de ministère public près du tribunal, conformément aux art. 136 et 137.

Art. 140. — Les décisions des tribunaux de simple police sont transcrites sur un registre spécial dont un extrait est adressé mensuellement au procureur général et au syndic de la localité ; elles indiquent toujours le motif et la nature de la condamnation.

Art. 141. — Les amendes et les condamnations aux frais et dépens prononcées par les juges de paix sont de droit, en cas de non paiement, converties en journées de travail, pour le compte de la colonie ou des communes, à raison de 1 fr. la journée.

Les travaux résultant de conversions d'amendes, frais ou dépens, en journées de travail s'exécutent dans l'intérieur des ateliers de discipline, sauf dans les cas suivants, où ils s'exécutent en dehors :

1° Si l'agglomération des travailleurs dans les ateliers de discipline est de nature à compromettre la santé des immigrants qui sont employés ou la santé publique ;

2° Si l'immigrant a manifesté le désir d'être employé aux travaux extérieurs ; il doit être à cet effet interpellé par le juge ; mention est faite de sa réponse dans l'extrait du jugement.

Art. 142. — Le juge, après chaque décision rendue, interpelle le condamné de déclarer s'il entend s'acquitter et le prévient que, faute de ce faire, sa condamnation sera convertie en journées de travail, à moins que l'engagiste ne s'oblige à payer au lieu et place de l'engagé, conformément au 2° de l'article 57.

Art. 143. — Si le condamné déclare vouloir s'acquitter, il verse immédiatement, ou dans un délai que lui impartit le juge et qui ne peut être moindre de cinq jours, le montant de sa condamnation entre les mains du receveur de l'enregistrement et des domaines, qui lui délivre reçu.

Dans le cas contraire, extrait de la décision rendue, visé par le juge, est immédiatement remis au commissaire de police.

Le condamné aura toujours la faculté de se libérer, dans le cours de l'exécution de la peine, du surplus de sa condamnation.

Art. 144. — Les dispositions des art 141, 142 et 143 sont applicables en cas de condamnation prononcée par un tribunal de police correctionnelle sur appel d'un jugement de simple police.

Art. 145. — Les greffiers de la cour d'appel, des cours d'assises et des tribunaux correctionnels sont tenus, dans les dix jours du prononcé de tout arrêt ou jugement de condamnation rendu contre un immigrant ou un engagiste, de délivrer au protecteur des immigrants un bulletin de condamnation dans la forme des bulletins n° 1, prescrits par la circulaire du garde des sceaux du 6 novembre 1850 ; ces bulletins mentionnent le numéro de matricule générale du condamné, s'il est immigrant.

Il leur est alloué pour chaque bulletin fourni et sur la production d'un état visé par le protecteur des immigrants un droit de 25 centimes.

Les greffiers des tribunaux de simple police sont tenus d'adresser au syndic des immigrants, du 1^{er} au 5 de chaque mois, le relevé des condamnations prononcées pendant le mois précédent contre les immigrants et les engagistes.

Il est alloué au greffier des justices de paix, pour chacun des articles qui y sont portés, un droit de dix centimes.

Art. 146. — Les manquements des dispositions des articles précédents entraînent contre les greffiers une amende de cinq francs par manquement constaté.

Art. 147. — Il est établi au bureau central de l'immigration, au moyen des extraits et des états délivrés par les greffiers au protecteur et aux syndics, un casier dit « casier des renseignements » tenu de la même manière que les casiers judiciaires.

Toutes les condamnations criminelles ou correctionnelles prononcées contre les immigrants sont portées à la matricule générale et avis en est donné par le bureau central au syndic du lieu de leur résidence.

Le syndic les mentionne sur la matricule syndicale.

Les condamnations prononcées contre les immigrants ne doivent pas être portées sur les livrets. Communication peut en être donnée par les syndics aux personnes qui désirent passer avec eux des contrats de service.

CHAPITRE XIV.

Des infractions au présent décret.

Art. 148. — Sont qualifiés délits, les faits prévus par les articles suivants :

Art. 149. — Tout immigrant qui ne justifie pas d'un engagement régulier ou d'une dispense d'engagement, ou qui, étant régulièrement engagé, est en

état de désertion de chez son engagiste depuis plus d'un mois, est réputé en état de vagabondage et passible d'un emprisonnement de trois mois à six mois.

Est également réputé en état de vagabondage et puni des mêmes peines tout immigrant dont l'identité après l'enquête prescrite et le délai imparti par les art. 119 et 120 du présent décret, n'a pas été établie.

Art. 150. — Tout engagement dont, par suite d'un accord frauduleux entre les parties contractantes, les conditions ne seront pas remplies particulièrement en ce qui concerne l'emploi effectif de l'engagé par l'engagiste, toute sous-location de travail faite contrairement aux dispositions de l'article 42 du présent décret constitue un engagement fictif.

Les parties contractantes sont punies d'un emprisonnement d'un mois à un an et d'une amende de 100 à 500 fr., l'engagement est nul.

Art. 151. — Quiconque, à l'aide de violences, voies de fait, menaces, manœuvres frauduleuses, dons ou promesses, a déterminé des gens de travail à abandonner, pendant le cours de leur engagement, l'exploitation ou l'atelier auquel ils sont attachés, est puni d'un emprisonnement d'un mois au moins à deux ans au plus, et peut être condamné à une amende de 100 à 500 fr.

Art. 152. — Tout immigrant qui s'est introduit dans une habitation ou dans un atelier, contrairement à la volonté du propriétaire, de son représentant ou du chef d'atelier, est puni d'une amende de 5 fr. à 100 fr. et d'un emprisonnement de 5 à 15 jours, s'il se trouvait dans l'un des cas ci-après :

1° S'il était porteur d'armes ;

2° S'il a provoqué au désordre ou à l'abandon du travail ;

3° S'il a adressé des injures au propriétaire, à sa famille ou à ses préposés.

L'amendement est de 101 à 400 francs et l'emprisonnement de 16 jours à deux ans :

1° Si l'introduction a eu lieu en présence de plusieurs personnes ;

2° S'il a fait usage d'armes ;

3° Ou s'il y a eu menace de s'en servir ;

4° Ou si les provocations ont été suivies d'effet.

Le tout sans préjudice des peines plus graves qui, en raison des circonstances de fait, seraient prononcées par le code pénal.

Art. 153. — Tout obstacle apporté par un engagiste ou par ses représentants ou employés, aux visites, aux vérifications et inspections prévues par le présent décret est puni d'une amende de 25 à 300 fr., sans préjudice des peines plus graves édictées par le code, à raison des circonstances du fait.

Art. 154. — Tout immigrant qui s'est fait délivrer, soit en donnant un faux nom soit à l'aide de toute autre manœuvre frauduleuse, une carte d'identité, un laissez-passer, un permis de circulation ou un permis de séjour, est puni d'un emprisonnement de trois mois à un an.

Est puni des mêmes peines :

1° Tout individu qui a aidé l'immigrant à obtenir ou à se faire remettre les pièces énoncées ci-dessus ou les lui a procurées ;

2° Tout immigrant qui a fait usage sciemment d'une desdites pièces frauduleusement obtenues ou d'une de ces pièces délivrées à un autre que lui.

Art. 155. — Tout capitaine, maître ou patron de navire introducteur, qui a laissé descendre à terre un immigrant avant d'y avoir été autorisé par le protecteur des immigrants, est puni d'une amende de 25 à 100 fr. pour chaque individu débarqué. Il peut, en outre, être condamné à un emprisonnement de six à quinze jours.

Art. 156. — Tout immigrant qui, à l'occasion des faits ayant trait à sa condition d'engagé, porte de mauvaise foi contre son engagiste, soit directement, soit par l'intermédiaire d'une autorité étrangère, une plainte qui, après information judiciaire ou enquête administrative, est reconnue fausse ou mal fondée

par l'autorité judiciaire, est puni d'un emprisonnement de six jours à un mois et d'une amende de 16 à 25 fr., ou de l'une de ces deux peines seulement.

La même peine est encourue par tout engagiste qui, dans les mêmes conditions, porte contre son engagé une plainte reconnue fausse ou mal fondée.

Art. 157. — Sont qualifiées contraventions de police les faits prévus par les articles suivants :

Art. 158. — Quiconque engage ou emploie sciemment à son service des immigrants qui ne sont pas libres de tout engagement est puni d'une amende de 50 à 100 fr., et, en cas de récidive, d'un emprisonnement de cinq jours au plus, outre l'amende.

Art. 159. — Tout immigrant qui s'est introduit dans une habitation ou dans un atelier contrairement à la volonté du propriétaire, de son représentant ou du chef d'atelier, si son introduction n'a été accompagnée d'aucune des circonstances aggravantes prévues par l'article 152, est puni d'une amende de 5 à 100 francs.

Art. 160. — Tout engagiste qui ne se conforme pas aux prescriptions du présent décret, en ce qui touche l'établissement, l'installation des hôpitaux, le nombre des infirmiers et la quantité des médicaments, les mesures extraordinaires nécessitées par les épidémies ou les maladies contagieuses, l'abonnement avec un médecin et les soins médicaux à donner aux engagés, est passible d'une amende de 16 à 100 fr.

Tout engagiste qui ne se conforme pas aux dispositions de l'art. 80 est puni d'une amende de 5 à 15 fr.

Art. 161. — Tout engagiste qui, mis en demeure par le protecteur des immigrants, conformément aux dispositions des articles 45 et 46, de fournir à ses engagés un logement convenable, ne s'est pas mis en règle dans le délai qui lui a été imparti, est puni d'une amende de 16 à 100 fr.

Art. 162. — Tout engagiste qui ne se conforme pas aux prescriptions du présent décret, aux stipulations du contrat d'engagement en ce qui touche la qualité et la quantité des rations, la fourniture des rechanges, le paiement des salaires, la durée du travail et les journées de repos, et qui persiste, après avoir été averti officiellement par le protecteur des immigrants, à ne pas s'y conformer, est puni d'une amende de 16 à 100 fr.

Art. 163. — 1° Tout engagiste qui dans les huit jours qui précéderont la fin de l'engagement d'un de ses engagés, n'adresse pas au syndic de sa circonscription le livret primata et la déclaration prescrite par l'art. 33 ;

2° Tout engagiste qui, sous-louant le travail de ses engagés, néglige de remettre au bureau central d'immigration l'état prescrit par l'art. 43 ;

3° Tout engagiste qui ne remet pas à ceux de ses engagés dont il sous-loue le travail l'autorisation prescrite par l'art. 43 ou omet de la faire viser par le syndic, ainsi qu'il est dit dans le même article ;

4° Tout engagiste qui ne tient pas ou qui tient d'une manière incomplète les registres prescrits par l'art. 53 ;

5° Tout engagiste qui ne donne pas au syndic l'avis prescrit par l'article 56, § 2, ou qui ne se conforme pas aux prescriptions dudit article ;

6° Tout engagiste qui ne tient pas ou qui tient d'une manière incomplète le registre d'hôpital prescrit par l'art. 78 ;

7° Tout engagiste ou représentant qui n'a pas donné au syndic l'avis prescrit par l'art. 82 ;

8° Tout engagiste qui n'a pas donné au syndic l'avis de désertion prescrit par l'art. 117 § 2, est puni d'une amende de 5 à 15 fr.

Art. 164. — Tout fait tendant à troubler l'ordre ou le travail dans les ateliers, chantiers, fabriques ou magasins, tout manquement grave des ouvriers ou travailleurs envers ceux qui emploient ou de ces derniers envers ceux qu'ils emploient, est puni d'une amende de 5 à 25 fr. sans préjudice des peines plus fortes encourues en raison des circonstances du fait.

Art. 165. — Tout immigrant non dispensé d'engagement, qui ne peut représenter sa carte d'identité aux agents du service de l'immigration, à la police,

à la gendarmerie, aux gardes-forestiers ou aux gardes-champêtres, quand il en est requis, est puni d'une amende de 1 à 5 fr.

Tout domestique qui ne réside pas chez son engagiste est passible de la même peine, à moins qu'il n'ait été autorisé par l'engagiste.

Art. 166. — Tout immigrant qui est trouvé hors de la résidence de sa commune, et qui ne représente pas l'autorisation prescrite par l'article 103 ou par l'art. 106, ou les permis de circulation et les laissez-passer prévus par les articles 107 et 108, est puni d'une amende de 1 à 15 fr.

Art. 167. — Tout immigrant qui, ayant obtenu un permis de circulation ou un laissez-passer, ne le soumet pas aux visas exigés par les art. 107, 108 et 109 ou se trouve hors de la commune à lui indiquée, est puni d'une amende de un à quinze francs.

Art. 168. — Tout immigrant qui est absent de chez son engagiste sans motif légal depuis plus de trois jours et depuis moins d'un mois est réputé en état de désertion et puni d'une amende de dix à cinquante francs.

Il peut être également puni d'un emprisonnement de un à quinze jours.

Art. 169. — Tout immigrant qui tient son logement dans un état de malpropreté ou d'insalubrité habituelle, ou qui a laissé divaguer des animaux lui appartenant et occasionné ainsi un dommage sur la propriété de son engagiste, est puni d'une amende de un à quinze francs.

Art. 170. — Les dispositions de l'art. 463 du code pénal sont applicables aux délits et contraventions de police prévus par le présent décret.

CHAPITRE XV.

Droit de veto en matière d'engagement et droit de retrait des engagés.

Art. 171. — Le gouverneur de la colonie, en conseil privé, peut, par l'exercice d'un droit de veto qui lui est spécialement réservé, donner ordre qu'aucun contrat d'engagement ou de réengagement ne soit passé avec l'engagiste qui a subi, dans le cours des deux années précédentes, une condamnation pour mauvais traitements envers ses engagés ou manquement grave aux obligations résultant du contrat, ou pour avoir commis le délit d'engagement fictif, tel qu'il est défini à l'art. 150.

La durée de cette interdiction est fixée dans l'ordre du gouverneur, mais celui-ci a la faculté de la restreindre ultérieurement. Elle ne peut excéder trois ans.

Art. 172. — Le gouverneur, en conseil privé, a de plus le droit de retirer de la propriété de l'engagiste visé dans l'article précédent la totalité ou une partie de ses engagés.

Art. 173. — L'exercice du droit de veto et du droit de retrait est expressément limité aux cas indiqués dans l'art. 171.

Il est, en outre, soumis aux conditions suivantes :

1° Avant de se prononcer sur le retrait des engagés, le gouverneur fait mettre l'engagiste en demeure de fournir par écrit, dans un délai de quinze jours, les raisons qu'il a à faire valoir contre cette mesure ;

2° L'ordre du retrait est révoqué sur la demande de toute personne intéressée si, avant la mise à exécution, ou à ce moment même, l'engagiste condamné a cessé d'habiter et de gérer la propriété sur laquelle se trouvent les immigrants ;

3° L'ordre de retrait est publié dans tous les journaux de la colonie ou moins vingt jours avant qu'il s'exécute ;

4° Le gouverneur rend compte au ministre de la marine et des colonies des mesures qu'il a prises en vertu des art. 171 et 172, sans toutefois que l'exécution en soit ajournée.

Art. 174. — Les immigrants retirés d'une propriété sont placés au dépôt colonial pour être rapatriés, ou pour contracter, s'ils le préfèrent, un nouvel engagement.

CHAPITRE XVI.

Dispositions générales.

Art. 175. — Sont et demeurent abrogées toutes les dispositions contraires au présent décret.

Art. 176. — Le Ministre de la marine et des colonies est chargé de l'exécution du présent décret, qui sera inséré au *Bulletin des lois*, au *Bulletin officiel* de l'administration des colonies et aux *Journaux officiels* de la Métropole et des Colonies.

Fait à Mont-sous-Vaudrey, le 27 août 1887.

Jules GRÉVY.

Le Sénateur, Ministre de la marine et des colonies,

E. BARBEY.

FRANCE

Décret relatif à la naturalisation en Tunisie.

29 juillet 1887 (1).

Le Président de la République française,
Sur le rapport du garde des sceaux, ministre de la justice,
Décrète :

Article premier. — Peuvent, après l'âge de vingt-et-un ans accomplis, être admis à jouir des droits de citoyens français :

1^o L'étranger qui justifie de trois années de résidence, soit en Tunisie, soit en France ou en Algérie et, en dernier lieu, en Tunisie ;

2^o Le sujet tunisien qui, pendant le même temps, aura servi dans les armées françaises de terre ou de mer ou qui aura rempli des fonctions ou emplois civils rétribués par le Trésor français.

Art. 2. — Le délai de trois ans est réduit à une seule année en faveur des individus mentionnés en l'article précédent qui auraient rendu à la France des services exceptionnels.

Art. 3. — Pourront également être admis à jouir des droits de citoyen français les sujets tunisiens qui, sans avoir servi dans les armées françaises de terre ou de mer ou rempli des fonctions ou emplois civils rétribués par le Trésor français, auront rendu à la France des services exceptionnels.

Art. 4. — La demande en naturalisation est présentée au contrôleur civil dans l'arrondissement duquel l'impétrant a fixé sa résidence.

Le contrôleur civil procède d'office à une enquête sur les antécédents et la moralité du demandeur.

Si le demandeur est sous les drapeaux, la demande est adressée au chef de corps, qui la transmet au général commandant supérieur, chargé de diriger l'enquête et d'émettre son avis.

Dans chaque affaire, le résultat de l'enquête, avec la demande et les pièces à l'appui, sont envoyés au résident général, qui transmet le dossier, avec son avis motivé, au ministre des affaires étrangères.

Art. 5. — Il est statué par un décret du Président de la République

(1) Promulgué dans le *Journal officiel de la République française* du 25 août 1887.

française, le Conseil d'Etat entendu, sur la proposition collective du ministre des affaires étrangères et du garde des sceaux, ministre de la justice.

Art. 6. — Aucun droit de sceau ne sera perçu pour la naturalisation des individus attachés au service de la France.

Pour les autres, le droit est fixé à 50 fr. La perception de ce droit sera faite au profit du protectorat.

Art. 7. — Le ministre des affaires étrangères et le garde des sceaux, ministre de la justice, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret.

Fait à Mont-sous-Vaudrey, le 29 juillet 1887.

Jules GRÉVY.

— Ce décret est accompagné du rapport suivant signé par le ministre de la justice et le ministre des affaires étrangères :

Monsieur le Président,

Les autorités françaises en Tunisie ont, à plusieurs reprises, appelé l'attention du Gouvernement sur l'avantage qu'offrirait la naturalisation des étrangers établis dans le pays. Le département de la justice est d'accord avec le département des affaires étrangères sur l'utilité d'un décret qui permettrait d'admettre à la jouissance des droits de citoyen français les étrangers fixés en Tunisie, dont l'honorabilité et la sympathie pour nos institutions seraient démontrées.

Il a paru que cette mesure pouvait être étendue, à titre exceptionnel, à ceux des sujets du bey qui rempliraient des conditions spéciales et auraient rendu des services à la France.

Tel est le but du décret que, de concert avec M. le ministre des affaires étrangères, j'ai l'honneur de soumettre à votre signature.

FRANCE

Décret relatif à la naturalisation en Annam et au Tonkin.

29 juillet 1887 (1)

Le Président de la République française,

Sur le rapport du garde des sceaux, ministre de la justice,

Décrète :

Article premier. — Peuvent, après l'âge de vingt-et-un ans accomplis, être admis à jouir des droits de citoyen français :

1^o L'étranger qui justifie de trois années de résidence, soit en Annam ou au Tonkin, soit en Cochinchine, et, en, dernier lieu, en Annam ou au Tonkin;

2^o L'indigène annamite ou tonkinois qui, pendant trois ans, aura servi

(1) *Journal officiel de la République française* du 25 août 1887. — Cf. le décret du 25 mai 1881, qui règle les conditions dans lesquelles les Annamites nés et domiciliés en Cochinchine et les étrangers fixés dans le pays peuvent être admis à jouir des droits de citoyen français.

la France, soit dans ses armées de terre ou de mer, soit dans les fonctions ou emplois civils rétribués par le Trésor français.

Art. 2. — Le délai de trois ans est réduit à une seule année en faveur des individus mentionnés en l'article précédent qui auraient rendu à la France des services exceptionnels.

Art. 3. — Pourront être également admis à jouir des droits de citoyen français les sujets annamites qui, sans avoir servi dans les armées françaises de terre ou de mer, ou rempli des fonctions ou emplois civils rétribués par le Trésor français, auraient rendu à la France des services exceptionnels.

Art. 4. — La demande en naturalisation est présentée au résident ou vice-résident, chef de poste dans le ressort duquel est domicilié l'impétrant.

Le résident ou vice-résident procède d'office à une enquête sur les antécédents et la moralité du demandeur.

Si le demandeur est sous les drapeaux, la demande est adressée au chef de corps, qui la transmet au général commandant supérieur, chargé de diriger l'enquête et d'émettre son avis.

Pour chaque affaire, le résultat de l'enquête, avec la demande, et les pièces à l'appui, sont envoyés au résident général, qui transmet le dossier, avec son avis motivé, au ministre des affaires étrangères.

Art. 5. — Il est statué par un décret du Président de la République, le Conseil d'Etat entendu, sur la proposition collective du ministre des affaires étrangères et du garde des sceaux, ministre de la justice.

Art. 6. — Aucun droit de sceau ne sera perçu pour la naturalisation des individus attachés au service de la France.

Pour les autres, le droit est fixé à 50 fr. La perception sera faite au profit du protectorat.

Art. 7. — Le ministre des affaires étrangères et le garde des sceaux, ministre de la justice, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret.

Fait à Mont-sous-Vaudrey, le 29 juillet 1887.

Jules GRÉVY.

FRANCE

Décret déterminant les pouvoirs répressifs des administrateurs coloniaux au Sénégal vis-à-vis des indigènes non citoyens français.

30 septembre 1887 (1).

Le Président de la République française,

Sur le rapport du ministre de la marine et des colonies et du garde des sceaux, ministre de la justice,

Vu l'article 18 du sénatus-consulte du 3 mai 1854;

Vu l'ordonnance du 7 septembre 1840, concernant le gouvernement de la colonie du Sénégal et dépendances;

Vu les décrets du 9 août 1854 et du 1^{er} avril 1863, relatifs à l'organisation de l'administration de la justice au Sénégal;

(1) *Journal Officiel* du 8 octobre 1887.

Vu le décret du 6 mars 1877, portant application du Code pénal au Sénégal ;

Vu le décret du 2 septembre 1887, organisant le corps des administrateurs coloniaux,

Décrète :

Article premier. — Les administrateurs coloniaux statuent au Sénégal et dépendances, par voie disciplinaire, sur les infractions commises par les indigènes non citoyens français contre les arrêtés du gouverneur rendus en exécution de l'article 3 du décret du 6 mars 1877.

Art. 2. — Les arrêtés pris par le gouverneur en ce qui concerne les indigènes pourront être sanctionnés par des pénalités allant jusqu'à quinze jours de prison et 100 fr. d'amende au maximum.

Les dispositions de l'article 3 du décret du 6 mars 1877, qui ordonnent la conversion en décrets des arrêtés édictant des pénalités supérieures à celles qui sont prévues au tarif du livre IV du Code pénal, ne sont pas applicables à ces arrêtés.

Art. 3. — Les décisions des administrateurs coloniaux en matière disciplinaire pourront être déférées au gouverneur en conseil privé.

Art. 4. — L'internement des indigènes non citoyens français et de ceux qui leur sont assimilés, ainsi que le séquestre de leurs biens, peuvent être ordonnés par le gouverneur en conseil privé.

Les arrêtés rendus à cet effet sont soumis à l'approbation du ministre de la marine et des colonies. Ils sont provisoirement exécutoires.

Art. 5. — Le ministre de la marine et des colonies et le garde des sceaux, ministre de la justice, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret, qui sera inséré au *Journal officiel* de la République française, au *Bulletin des lois* et au *Bulletin officiel* de l'administration des colonies.

Fait à Mont-sous-Vaudrey, le 30 septembre 1887.

Jules GRÉVY.

Par le Président de la République :

Le ministre de la marine et des colonies,

E. BARBEY.

Le garde des sceaux, ministre de la justice,

C. MAZEAU.

— Voici le rapport adressé au Président de la République par le ministre de la marine et des colonies pour motiver le décret qui précède :

Monsieur le Président,

Les gouverneurs et les administrateurs des affaires indigènes en Cochinchine exercent, en ce qui concerne les Annamites non citoyens français, des pouvoirs répressifs déterminés par un décret du 25 mai 1881.

Les résultats satisfaisants donnés par l'application de cet acte m'ont déjà conduit à en proposer, après entente avec M. le garde des sceaux, l'extension aux indigènes de la Nouvelle-Calédonie.

Depuis, mon intention a été appelée sur les difficultés que rencontre l'administration du Sénégal et qui proviennent de ce que les représentants de l'autorité métropolitaine n'ont aucun pouvoir disciplinaire à l'égard des indigènes non citoyens français.

En vue de remédier à cette situation, j'ai fait préparer et j'ai l'honneur de

soumettre ci-joint à votre signature un projet de décret analogue à ceux qui règlent la matière en Cochinchine et à la Nouvelle-Calédonie.

FRANCE

Décret déterminant les attributions des administrateurs coloniaux au Sénégal.

22 septembre 1887 (1).

Le Président de la République française,
Sur le rapport du ministre de la marine et des colonies,
Vu l'article 18 du sénatus-consulte du 3 mai 1854 ;
Vu l'ordonnance du 7 septembre 1840, concernant le gouvernement du Sénégal ;

Vu le décret du 9 août 1854, concernant l'organisation judiciaire du Sénégal et dépendances ;

Vu le décret du 4 août 1860, relatif à l'établissement, au Sénégal, de l'impôt personnel, de l'enregistrement et du timbre ;

Vu le décret du 1^{er} avril 1863, organisant la justice dans les arrondissements du Sénégal ;

Vu le décret du 6 juillet 1865, créant un Tribunal à Sedhiou ;

Vu les décrets du 12 octobre 1882, portant création d'un lieutenant-gouverneur au Sénégal et déterminant les attributions des directeurs de l'intérieur dans ladite colonie ;

Vu le décret du 22 octobre 1883 sur le service dans les places de guerre et les villes de garnison ;

Vu le décret du 7 septembre 1887, organisant le corps des administrateurs coloniaux,

Décète :

Article premier. — Les administrateurs coloniaux sont placés, dans la colonie du Sénégal et dépendances, sous la haute autorité du gouverneur ou de ses délégués ; ils sont les représentants du Pouvoir exécutif, ils sont chargés de la direction politique et de la surveillance de tous les services civils et financiers.

Ils sont les agents d'exécution des chefs d'administration et de service qui n'ont pas de délégués dans le lieu de leur résidence et s'acquittent de ces fonctions en se conformant aux instructions qui leur sont adressées par ces chefs de service.

Art. 2. — Les administrateurs coloniaux ont le droit de requérir la force armée dans les formes déterminées par l'article 67 du décret du 23 octobre 1883, mais ils ne peuvent, en aucun cas, donner d'ordre aux chefs de détachements militaires. Cette interdiction est réciproque. Le salut des hommes de troupe et les honneurs militaires leur sont dus quand ils sont en uniforme.

Art. 3. — Les administrateurs coloniaux sont officiers de police judiciaire, auxiliaires du procureur de la République.

Art. 4. — Ils peuvent, en vertu d'une délégation expresse des juges

(1) *Journal officiel* du 1^{er} octobre 1887.

compétents, procéder à des enquêtes et interrogatoires, tant en matière civile et commerciale qu'en matière correctionnelle et criminelle, et faire tous autres actes auxquels le juge pourrait procéder lui-même.

Art. 5. — Ils peuvent, même d'office, apposer et lever les scellés, recevoir les avis de parents, dresser les actes de notoriété et tous autres actes dans l'intérêt des familles.

Art. 6. — Ils remplissent les fonctions de magistrats conciliateurs. Ils dressent, sur un registre *ad hoc*, des procès-verbaux qui relatent les conditions des arrangements, s'il y a lieu, ou qui, dans le cas contraire, constatent sommairement que les parties n'ont pu s'accorder.

Les conventions des parties consignées dans ces procès-verbaux ont force d'obligation privée.

Dans les instances soumises au préliminaire de conciliation, l'accomplissement de cette formalité est obligatoire, sous peine, pour les parties, de se voir refuser toute audience.

Art. 7. — Ils procèdent sans assistance de greffier.

Toutefois, en cas de nécessité, ils choisissent un greffier *ad hoc* qu'ils assermentent avant le commencement de ses opérations.

Art. 8. — Ils transmettent sans délai tous les actes dressés par eux au juge mandant, qui les dépose immédiatement, s'il y a lieu, au rang des minutes du greffe, sans qu'il soit nécessaire de dresser acte de ce dépôt.

Ils transmettent directement au greffier du Tribunal de leur arrondissement les actes dressés en vertu de l'article ci-dessus et de l'article ci-après.

Mention du jour du dépôt est faite sur ces actes sans frais par le greffier, qui les soumet, quand il y a lieu, à la formalité du timbre et de l'enregistrement. Le délai accordé pour l'accomplissement de la double formalité du timbre et de l'enregistrement commencera à courir du jour du dépôt effectué au greffe.

Lorsqu'il y aura lieu de procéder à des saisies, l'administrateur, en vertu d'une délégation du juge compétent, commettra un employé civil ou militaire pour remplir l'office d'huissier *ad hoc*; celui-ci instrumentera conformément à la loi.

Art. 9. — En cas de nécessité absolue, et lorsque le greffier-notaire de l'arrondissement ne pourra pas se transporter sur les lieux, l'administrateur recevra les testaments et les procurations en brevet et procédera aux inventaires, en se conformant à la législation existante dans la colonie.

Les testaments seront adressés sans délai, sous pli cacheté et scellé, au greffier-notaire qui procédera à leur égard comme s'il avait reçu directement ces actes.

Il en est de même des inventaires.

Art. 10. — En matière de simple police, l'administrateur se saisit directement des affaires de simple police, il statue sur les contraventions et juge, sans l'assistance de greffier ni de ministère public.

Art. 11. — L'administrateur remplit les fonctions d'officier de l'état-civil, conformément à la législation de la colonie, en ce qui concerne tous les actes de l'état-civil.

Art. 12. — Les chefs de poste sont également officiers de police judiciaire auxiliaires du procureur de la République.

En cas de flagrant délit, ils peuvent procéder à l'arrestation des délinquants.

Ils dressent des procès-verbaux pour constater les crimes et les délits et peuvent procéder à des enquêtes par délégation du procureur de la République ou du juge d'instruction.

Ils remplissent, comme les administrateurs, les fonctions d'officier de l'état-civil, à l'exception des mariages.

Art. 13. — Les administrateurs sont placés, en ce qui concerne les attributions judiciaires, sous les ordres immédiats du chef du service judiciaire.

Ils sont tenus de déférer à ses ordres et de se conformer à ses instructions pour tout ce qui concerne cette partie de leurs attributions.

Ils devront, par exception, porter directement à la connaissance du gouverneur les crimes ou délits qui seraient de nature à troubler la paix publique, ou qui pourraient influencer sur nos rapports avec les pays voisins.

Art. 14. — Avant d'entrer en fonctions, les administrateurs prêtent devant le Tribunal civil de première instance de leur arrondissement le serment prescrit pour les magistrats de l'ordre judiciaire.

Ce serment ne sera pas renouvelé en cas de mutation ou de changement de résidence.

Les administrateurs actuellement en fonctions enverront leur serment par écrit au procureur de la République compétent, qui fera transcrire cet acte sur le registre du greffe à ce destiné.

Art. 15. — Lorsqu'un administrateur aura connaissance d'un décès, autre que celui d'un fonctionnaire ou agent civil ou militaire, s'il ne se présente ni héritier, ni légataire universel, ni exécuteur testamentaire, ni conjoint survivant, il apposera immédiatement les scellés sur les biens du défunt et donnera sans délai avis du décès au curateur de l'arrondissement.

Le curateur, après avoir accompli les formalités édictées par le décret du 27 janvier 1885 et l'édit du 24 novembre 1781, pourra déléguer l'administrateur pour faire procéder à la vente des biens meubles. Néanmoins, l'administrateur pourra faire procéder d'office, et avant toute délégation, à la vente des biens meubles susceptibles d'une prompte détérioration ou de déperissement, à charge d'en rendre compte immédiatement au curateur.

Art. 16. — Sont abrogés les articles 3, paragraphe 3, et 25 du décret du 12 octobre 1882 déterminant les attributions du directeur de l'intérieur, ainsi que toutes les dispositions contraires à celles du présent décret.

Art. 17. — Le ministre de la marine et des colonies est chargé de l'exécution du présent décret, qui sera inséré au *Journal officiel*, au *Bulletin des lois* et au *Bulletin officiel* des colonies.

Fait à Mont-sous-Vaudrey, le 22 septembre 1887.

Jules GRÉVY.

— Voici le *Rapport* adressé au Président de la République par le ministre de la marine et des colonies au sujet du décret qui précède :

Monsieur le Président,

L'étendue considérable de nos possessions du Sénégal et dépendances, et la

difficulté des communications avec le chef-lieu ont nécessité depuis longtemps l'installation sur divers points de chefs de circonscriptions appelés d'abord commandants de cercle, commandants particuliers, résidents, et désignés depuis le décret du 7 septembre courant sous le nom d'administrateurs coloniaux.

Les attributions et la situation de ces fonctionnaires n'ont été déterminées jusqu'à présent que par des arrêtés locaux. Tous relevaient directement à l'origine du chef de la colonie, mais lorsque les décrets du 12 octobre 1882 organisèrent la direction de l'intérieur du Sénégal, le gouvernement local plaça sous les ordres du chef de cette administration les commandants de cercle des communes de plein exercice et ceux des pays dits annexés, en laissant sous l'action immédiate du gouverneur ou des délégués (lieutenant-gouverneur et commandant supérieur du Haut-Fléuve) les commandants des pays simplement protégés. Cette distinction paraissait résulter des dispositions de l'article 33, paragraphe 3, du décret du 12 octobre précité, qui confie au directeur de l'intérieur certaines attributions spéciales à l'égard des indigènes, notamment la nomination et la révocation des chefs indigènes de canton et de village, la correspondance avec les commandants de cercle, les chefs de poste, les chefs indigènes français de canton, de districts et de communes, la préparation des projets d'annexion des villages aux communes de plein exercice.

Cette situation présente de nombreux inconvénients. En effet, quelle que soit la portion du territoire sur laquelle s'exerce leur autorité, les administrateurs coloniaux ont forcément des attributions à la fois politiques et administratives. Or, si les premières doivent, d'après l'esprit de la constitution coloniale, relever directement du gouverneur, les affaires administratives sont plus spécialement de la compétence du directeur de l'intérieur qui les règle en se conformant aux ordres généraux du gouverneur.

L'oubli momentané de ce principe est la cause principale des difficultés qu'a présentées la mise en application du décret du 12 octobre 1882.

L'action du gouverneur et celle du directeur de l'intérieur ne doivent pas être exclusives l'une de l'autre, suivant des localités déterminées, mais s'exercer parallèlement sur tous les points des territoires placés sous la souveraineté ou le protectorat de la France.

Les administrateurs coloniaux doivent par suite recevoir l'impulsion directe du chef de la colonie pour les questions politiques, celle du directeur de l'intérieur et des divers chefs d'administration et de service du chef-lieu pour les affaires administratives, judiciaires, financières, etc.

C'est dans ce sens que j'ai fait préparer le projet de décret ci-joint.

Il place tous les administrateurs sous les ordres directs du gouverneur, mais en faisant les agents d'exécution du directeur de l'intérieur et de tous les chefs de service ou d'administration.

Il abroge d'autre part d'une manière expresse les articles 3, paragraphe 3, et 25 du décret du 12 octobre 1882.

Le premier de ces articles donnait au directeur de l'intérieur, en ce qui concerne les affaires indigènes, des attributions administratives qu'il n'est pas besoin de lui reconnaître par un texte spécial puisqu'elles lui appartiennent toutes : telles sont le recouvrement de l'impôt, l'instruction des demandes de dégrèvement, l'extension du territoire des communes de plein exercice, la nomination des agents inférieurs. Ce même article lui donnait par contre la nomination et la révocation des chefs indigènes de canton et de village; or c'est là une attribution essentiellement politique qui doit être réservée au gouverneur.

L'article 25, en déclarant que les dispositions du décret n'étaient pas applicables aux dépendances du Sénégal placées sous l'autorité du lieutenant-gouverneur des rivières du Sud et du commandant supérieur du Haut-Fléuve, était contraire aux principes rappelés plus haut, puisque ces régions ne sont pas organisées administrativement en colonies distinctes ayant leur budget propre, leur ordonnateur spécial. Il était en opposition formelle avec le décret financier

du 20 novembre 1882, et notamment avec les articles 55 et 65 qui stipulent que les directeurs de l'intérieur disposent seuls et sous leur responsabilité des crédits ouverts par le budget local, et qu'aucune créance ne peut être définitivement liquidée à la charge du service local que par leurs soins.

Enfin, il a paru nécessaire d'instituer les administrateurs coloniaux, officiers de police judiciaire, officiers de l'état-civil, et de leur donner la plupart des attributions des juges de paix.

J'ai la conviction que ce décret apportera une amélioration notable dans l'organisation de nos possessions du Sénégal et dépendances.

FRANCE

Décret organisant l'Administration de la Justice sur le territoire de Diégo-Suarez.

22 août 1887 (1).

Le Président de la République française,

Sur le rapport du ministre de la marine et des colonies, et du garde des sceaux, ministre de la justice,

Vu l'article 18 du sénatus-consulte du 3 mai 1854;

Vu l'ordonnance du 30 septembre 1827, concernant l'organisation judiciaire et l'administration de la justice à l'île de la Réunion;

Vu les lois, ordonnances et décrets qui ont successivement promulgué ou modifié à l'île de la Réunion la législation civile, commerciale et criminelle en vigueur dans la métropole;

Vu la loi du 6 mars 1886, ratifiant le traité intervenu le 17 décembre 1885 entre le gouvernement de la République et Sa Majesté la Reine de Madagascar;

Décrète :

Article premier. — Il est institué à Diégo-Suarez (île de Madagascar) une justice de paix à compétence étendue.

Son ressort comprend tout le territoire dépendant de cet établissement et sa juridiction s'étend sur toutes les personnes qui l'habitent et qui ne sont pas soumises à la juridiction militaire.

Art. 2. — Le Tribunal institué à l'article précédent se compose :

D'un juge de paix dont les fonctions seront remplies par un officier du grade de capitaine ou de lieutenant, désigné par le commandant;

D'un greffier, qui remplira en même temps les fonctions d'huissier, de notaire et de commissaire-priseur;

Et d'un officier du ministère public.

Le greffier et l'officier du ministère public sont choisis par le commandant parmi les officiers ou agents en service dans cet établissement.

Art. 3. — Le Tribunal de paix de Diégo-Suarez connaît, en matière civile et commerciale : 1^{re} en premier et dernier ressort, de toutes actions personnelles et mobilières jusqu'à la valeur de 3,000 fr. en principal, et des actions immobilières jusqu'à 150 fr. de revenu déterminé soit en rente, soit par prix de bail;

(1) *Journal Officiel* du 28 août 1887.

2° En premier ressort seulement et à charge d'appel devant la Cour d'appel de la Réunion, de toutes les autres affaires.

Art. 4. — Le Tribunal de paix de Diégo-Suarez connaît en matière criminelle :

1° En premier et dernier ressort, de toutes les contraventions déferées aux juges de simple police par la législation en vigueur à l'île de la Réunion, et des délits, lorsque la peine consistera seulement en une amende ou, s'il y a condamnation à l'emprisonnement, lorsque le temps pour lequel cette peine aura été prononcée n'excédera pas deux mois.

2° En premier ressort seulement et à charge d'appel devant la Cour d'appel de la Réunion, des délits à l'occasion desquels aura été prononcée une peine supérieure à celle que prévoit le paragraphe précédent.

Art. 5. — Les jugements en dernier ressort, rendus en toutes matières par le Tribunal de Diégo-Suarez, pourront être attaqués par la voie de l'annulation devant la Cour d'appel de la Réunion dans les formes et dans les conditions déterminées par la législation en vigueur dans cette colonie.

Lorsque la Cour annulera un jugement, rendu par le Tribunal de Diégo-Suarez, elle prononcera le renvoi de l'affaire devant le même Tribunal, qui devra se conformer à sa décision sur le point de droit jugé par elle.

Art. 6. — Les affaires de la compétence de la Cour d'assises seront déferées à la Cour criminelle spécialement chargée du jugement des crimes commis à Madagascar.

Art. 7. — Le Tribunal de paix de Diégo-Suarez se conformera, en matière civile et criminelle, à la procédure suivie devant les Justices de paix et les Tribunaux de simple police à l'île de la Réunion.

Art. 8. — Le juge de paix de Diégo-Suarez remplira les fonctions de juge d'instruction et celles d'officier de police judiciaire.

Art. 9. — Sont déclarés applicables dans toute l'étendue du territoire de l'établissement de Diégo-Suarez les lois, décrets, ordonnances qui ont promulgué ou modifié à l'île de la Réunion la législation civile, commerciale et criminelle de la métropole.

Art. 10. — Le ministre de la marine et des colonies et le garde des sceaux, ministre de la justice, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret, qui sera inséré au *Journal officiel* de la République française, au *Bulletin des lois* et au *Bulletin officiel* des colonies.

Fait à Mont-sous-Vaudrey, le 22 août 1887.

Jules GRÉVY.

Par le Président de la République :

Le ministre de la marine et des colonies,

E. BARBEY.

Le garde des sceaux, ministre de la justice,
C. MAZEAU.

— Voici le *Rapport* adressé au Président de la République par le ministre de la marine et des colonies pour motiver le décret qui précède :

Le traité intervenu le 17 décembre 1885 (1) entre le gouvernement de la République française et celui de S. M. la reine de Madagascar reconnaît à la France le droit d'occuper la baie de Diégo-Suarez et d'y installer des établissements que l'art. 6 du décret du 7 mars 1886 (2) a placés sous mon autorité.

Il résulte de ces dispositions que ces établissements constituent un véritable territoire colonial sur lequel j'ai reconnu la nécessité d'organiser dès maintenant l'administration de la justice.

Le décret qui fait suite au présent rapport a été préparé dans ce but.

J'estime que le service sera convenablement assuré par une justice de paix à compétence étendue qui relèverait de la Cour d'appel de la Réunion et aurait juridiction, au point de vue criminel, sur tous ceux des habitants qui ne sont pas soumis à l'action de la justice militaire. Jusqu'à nouvel ordre, les fonctions de juge de paix pourraient être confiées à un officier du grade de capitaine ou de lieutenant, désigné par le commandant de Diégo-Suarez. Les pouvoirs du ministère public et les fonctions de greffier seraient attribués dans la même forme à des officiers ou agents en service dans la colonie.

Le Tribunal aurait, en matière civile et commerciale, la compétence déterminée par le décret du 7 mars 1886 pour les Tribunaux des résidents à Madagascar, et en matière criminelle celle que le décret du 1^{er} juin 1878 a attribuée au Tribunal du Gabon.

FRANCE

Décret réglant l'administration de la justice sur le territoire d'Obock.

2 septembre 1887 (3)

Le Président de la République française,

Sur le rapport du ministre de la marine et des colonies et du garde des sceaux, ministre de la justice,

Vu l'article 18 du sénatus-consulte du 3 mai 1854,

Décète :

Article premier. — Une justice de paix à compétence étendue est instituée à Obock.

Art. 2. — Les fonctions de juge de paix sont remplies par l'officier du commissariat chargé du service administratif, ou, à son défaut, par un officier ou fonctionnaire désigné par le commandant.

Les fonctions du ministère public, de greffier, de notaire et d'huissier sont remplies par des officiers, agents ou fonctionnaires désignés par le commandant.

Art. 3. — Le tribunal de paix connaît de toutes les affaires attribuées aux juges de paix en France, de toutes les actions personnelles ou mobilières dont la valeur n'excède pas 1,500 fr., et des demandes immobilières jusqu'à 100 fr. de revenu, déterminé soit en rente, soit par prix de bail, à charge d'appel devant le conseil d'appel dont il sera parlé plus loin.

Art. 4. — La procédure suivie dans les affaires énumérées à l'article précédent est celle déterminée pour les tribunaux de paix en France.

Ar. 5. — Indépendamment des fonctions départies aux juges de paix

(1) V. *Archives*, 1886, II, p. 7.

(2) V. *Archives*, 1886, II, p. 95.

(3) *Journal officiel* du 9 septembre 1887.

par le code civil, le code de procédure civile et le code de commerce, le juge de paix à compétence étendue d'Obock a les attributions dévolues aux présidents des tribunaux de première instance. Il surveille spécialement l'administration des successions vacantes.

Art. 6. — Les affaires civiles portées au tribunal de paix sont dispensées du préliminaire de conciliation. Toutefois, dans toutes les causes, excepté dans les cas prévus à l'article 49 du code de procédure civile et lorsque le défendeur est domicilié hors de la colonie d'Obock et de ses dépendances, aucune citation ne peut être donnée sans qu'au préalable le juge de paix n'ait appelé devant lui les parties, par un avertissement, conformément aux dispositions de l'article 1^{er} de la loi du 2 mai 1855.

Art. 7. — Le juge de paix connaît, en matière de simple police et de police correctionnelle, en premier ressort, de toutes les contraventions déferées par les lois et règlements aux tribunaux de simple police et des délits.

Art. 8. — Le juge de paix suivra, en matière correctionnelle et de simple police, la procédure des tribunaux de simple police en France.

Toutefois, il sera investi des pouvoirs conférés par les articles 268 et 269 du code d'instruction criminelle, et les jugements contradictoires seront exécutés sans signification préalable.

Il sera saisi par le ministère public ou directement par la citation donnée au prévenu à la requête de la partie civile.

Art. 9. — L'appel des jugements rendus en premier ressort par le tribunal de paix d'Obock est porté devant un conseil d'appel composé du commandant et de deux assesseurs.

Art. 10. — Le conseil d'appel, constitué en tribunal criminel spécial, connaît des crimes commis sur le territoire d'Obock et dépendances.

Art. 11. — Les fonctions du ministère public et de greffier sont exercées par les titulaires de ces emplois prévus à l'article 2 du présent décret.

Le juge de paix d'Obock remplit les fonctions de magistrat instructeur.

Le tribunal criminel spécial est saisi par le ministère public.

Art. 12. — Les formes de la procédure, ainsi que celles de l'opposition devant le tribunal criminel spécial, sont celles qui sont suivies en matière correctionnelle.

Les décisions du tribunal criminel spécial ne sont pas sujettes à appel. Elles sont susceptibles du recours en cassation, dans l'intérêt de la loi et conformément aux articles 441 et 442 du code d'instruction criminelle.

Art. 13. — En toute matière, les tribunaux d'Obock se conformeront à la législation française en tout ce qui n'est pas contraire au présent décret.

Art. 14. — Avant d'entrer en fonctions, l'officier investi des attributions de juge de paix prête serment devant le commandant.

Il reçoit celui du greffier.

Le conseil d'appel reçoit le serment de ses membres.

Art. 15. — Sont maintenues, en matière civile, les juridictions indigènes actuellement existantes.

Art. 16. — Le ministre de la marine et des colonies et le garde des sceaux, ministre de la justice, sont chargés, chacun en ce qui le con-

cerne, de l'exécution du présent décret, qui sera inséré au *Journal officiel* de la République française, au *Bulletin des lois* et au *Bulletin officiel* de l'administration des colonies.

Fait à Mont-sous-Vaudrey, le 2 septembre 1887.

JULES GRÉVY.

— Ce décret était accompagné du Rapport suivant, de M. Barbey, ministre de la marine et des colonies :

Monsieur le Président,

M. le commandant d'Obock a appelé l'attention de l'administration des colonies sur la nécessité d'organiser la justice dans notre colonie de la Mer Rouge.

Jusqu'à présent, en raison du petit nombre d'habitants européens, l'autorité judiciaire n'était pas représentée ; le développement des relations commerciales de la colonie avec la métropole ou les populations de l'intérieur me fait penser que le moment est venu de combler cette lacune.

J'estime, cependant, que le nombre des affaires ne sera pas assez important pour motiver la présence d'un magistrat dans la colonie et qu'il suffirait, ainsi que cela a eu lieu, au début de la plupart de nos colonies, d'attribuer les fonctions judiciaires à des officiers ou fonctionnaires choisis dans le personnel en service dans la colonie.

Le projet de décret ci-joint a été préparé dans cet ordre d'idées et a reçu l'adhésion de M. le garde des sceaux.

QUATRIÈME PARTIE

CHRONIQUE

BELGIQUE

Le 15 août, à Bruges, à l'occasion de l'érection de deux statues en l'honneur de Conink et de Jean Breydel, le roi a prononcé le discours suivant :

Messieurs,

J'ai répondu bien volontiers à votre demande de me joindre à vous pour inaugurer ces statues qui rappellent de si grands souvenirs.

Il y a près de 600 ans, la Flandre traversait une des plus dures épreuves dont ses annales fassent mention. Envahie par l'étranger, déchirée par les factions, abandonnée de tous, séparée de ses princes retenus en captivité et mis dans l'impossibilité de rien tenter pour lui être utiles, elle semblait vouée sans retour à la ruine, à la servitude. C'est alors que Pierre de Conink et Jean Breydel apparaissent comme une protestation vivante contre les discordes qui énervent, contre les défaillances qui sont des suicides aux heures les plus sombres. Ils ne doutèrent ni du droit de leur pays ni de sa force.

Puissants par le courage et la foi, ils firent passer dans l'âme de leurs concitoyens le souffle héroïque qui les animait.

Ouvriers et bourgeois de Bruges et d'Ypres, de Gand et de Courtrai allèrent fièrement affronter sous leur conduite, un contre trois, le choc d'une des plus formidables armées de la féodalité et remportèrent sur elle cette belle victoire des Eperons d'Or qui, en même temps qu'elle sauva l'indépendance et la liberté de la Flandre, retentit au loin en Europe comme un signal d'affranchissement.

Inclinons-nous avec respect devant l'image de ces grands citoyens. Rendons hommage en eux aux vertus civiques et guerrières de nos vaillants ancêtres. En érigeant ce bronze expressif, en glorifiant les sentiments et les actes dont il est le symbole, les Flamands proclament que les mêmes sentiments les animent, qu'ils seraient capables des mêmes actes; qu'aujourd'hui ni jamais, ils ne cesseront d'être les dignes fils des Flamands de 1302.

Quelles réflexions, messieurs, envahissent ici l'esprit! Quel contraste le frappe de toutes parts! Les rudes et énergiques luttours du quatorzième siècle, dans ces lieux pleins encore de leur mémoire, auraient-ils jamais prévu le sort réservé à leur lointaine postérité? Aux agitations ardentes, mais fécondes de cette époque tourmentée, à des guerres continuelles sur terre et sur mer, à l'intérieur et au dehors, ont succédé l'indépendance la plus entière, la liberté la plus étendue, une paix qui dure depuis plus de cinquante ans. Nos cités se sont réconciliées, nos provinces se sont unies. Après le morcellement et les divisions du moyen-âge, après de longs siècles de domination étrangère, le peuple belge a reconquis son individualité historique. Dans le plein exercice de sa souveraineté, il a choisi en 1830 les institutions qu'il a voulues; depuis il n'a plus cessé un jour d'être le maître de ses libres destinées. Jamais la Belgique n'a connu de situation comparable à celle qu'elle possède.

Mais le bonheur entraîne de graves responsabilités. La prospérité a ses écueils. Les jouissances prolongées de la paix ont leurs périls. L'excès de sécurité qu'elles engendrent a souvent coûté cher à ceux qui s'y sont abandonnés.

La vie des nations est un combat, c'est le décret divin. Les dangers qui menaçaient jadis, dans leur sein comme autour d'elles, vos puissantes communes, qui compromirent si souvent leur existence ou leur grandeur, n'ont pas tous disparu. La civilisation générale a fait un pas considérable. Elle a transformé l'état des choses, mais ses agents sont restés les mêmes. Les oscillations politiques du monde moderne, distribuées sur de plus vastes surfaces, rendues plus lentes et plus régulières, sont d'autant plus irrésistibles dans leurs effets redoutables, dans leurs conséquences. Les guerres sont devenues foudroyantes, ceux qu'elles surprennent sont perdus.

Souffrez donc, messieurs, que je répète en face de ce monument le pressant appel du chroniqueur, qui a chanté les exploits de nos aïeux.

Le Lion de Flandre ne doit pas sommeiller. Le noble héritage, dont vous êtes justement fiers, subsistera et il ne cessera pas de s'accroître, en cultivant toujours les sentiments virils, en entretenant le feu sacré du patriotisme, dont j'ai sous les yeux de si généreux modèles.

Toute liberté naît et périt avec l'indépendance. C'est la leçon écrite à chaque page de notre histoire.

Les grandes causes sont solidaires. Aux jours mémorables où vos intrépides milices combattaient sous les murs de Courtrai, nobles, bourgeois, travailleurs se confondaient dans les mêmes rangs, joignant leurs bras, versant leur sang dans un élan sublime, et leurs prêtres étaient à côté d'eux pour soutenir les vivants et bénir les morts.

Élevons nos âmes, messieurs, à la hauteur de ces grands exemples; prenons tous ici envers nous-mêmes l'engagement solennel de ne reculer comme ces héros devant aucun sacrifice pour maintenir en tout temps les droits de la patrie et lui assurer des destinées dignes de son glorieux passé.

FRANCE

Le *Journal officiel* du 29 août contient un long rapport adressé au ministre des affaires étrangères par la *commission technique des chemins de fer du Tonkin*.

Des tentatives sont faites actuellement par quelques personnes en vue de créer une république indépendante à Counani, localité située dans le vaste territoire dont la France et le Brésil revendiquent également la possession depuis le traité d'Utrecht.

Une pareille entreprise est en contradiction flagrante avec les revendications des deux États et avec le *modus vivendi* établi entre eux, en 1862, pour régler l'exercice de la police dans un territoire à la souveraineté duquel des tiers ne pourraient prétendre sans usurpation.

Dans ces conditions, ni le gouvernement de la République française, ni celui du Brésil ne sauraient autoriser l'établissement de la soi-disant « République counanienne ».

(Note insérée au *Journal officiel* du 11 septembre 1887.)

Voici, d'après le *Times* du 2 août, la circulaire que M. Flourens, ministre des affaires étrangères, aurait adressée aux agents de la République française à l'étranger à propos de la convention anglo-turque du 22 mai dernier. (V. *Archives* 1887, III, p. 232).

Soit par la propagation de nouvelles ou fausses ou exagérées, soit par la

publication de documents dépourvus de tout caractère propre à en établir la sincérité et l'authenticité, la presse a pu dans ces derniers temps faire naître, dans l'esprit du gouvernement auprès duquel vous êtes accrédité, une appréciation inexacte de l'attitude observée par la France dans les négociations poursuivies à Constantinople en vue du règlement de la question égyptienne.

La France n'a cessé de souhaiter que les négociations relatives à l'Egypte aboutissent à un résultat positif. Si ce but n'a pas été atteint dans la phase que nous venons de traverser, ce n'est pas assurément de notre faute. Nous avons voulu éviter l'apparence d'une immixtion personnelle dans les longs pourparlers d'où est sorti le projet de convention. Notre réserve a été absolue. Nous avons laissé en présence les négociateurs anglais et ottomans, sans nous mêler du débat. Il est vrai que nous n'avons jamais dissimulé quel était, depuis le début même de l'affaire, notre point de vue, et que nul n'ignorait que nous ne pourrions nous en écarter.

Il est vrai aussi que M. Dr. Wolff, d'une part, et les ministres ottomans, de l'autre, nous avaient promis de nous tenir au courant de la négociation, et de ne rien arrêter sans être assurés de nos dispositions. Cette résolution, scrupuleusement observée au début, a été abandonnée à la fin. Les dernières déterminations ont été prises à notre insu.

On nous a mis subitement en présence d'un projet, qui nous a paru contraire aux intérêts de l'empire ottoman, comme aux nôtres, comme à ceux de l'Europe, s'ils étaient bien compris. Ce projet ne nous ayant pas été communiqué à Londres, nous n'avons pas eu à nous en expliquer auprès du cabinet britannique.

A Constantinople, au contraire, on nous en a donné connaissance, et l'on a manifesté le désir d'avoir notre opinion à son sujet. Nous avons exprimé l'avis qu'on nous demandait. Comme nous l'avons fait loyalement dans les limites de notre droit et sans intention de blesser personne, nous l'avons fait connaître à toutes les chancelleries intéressées.

On objecte que la convention projetée ne pouvant entrer en vigueur qu'après avoir reçu l'adhésion de toutes les puissances intéressées, nous pouvions attendre, pour former notre opposition, que cette adhésion nous fût officiellement demandée. Ceux qui raisonnent ainsi oublient que la France a dans le monde musulman des intérêts primordiaux, et que ces intérêts seraient gravement compromis par le fait de la ratification donnée par le Commandeur des Croyants à un abandon d'une part de sa suzeraineté sur le califat d'Egypte. Des manifestations non équivoques de ce danger nous parvenaient de divers côtés.

Le projet de convention avait en effet deux torts. Le premier est qu'il partageait entre le Commandeur des Croyants et une puissance chrétienne la suzeraineté de l'Egypte; et c'est le point qui a frappé avec le plus de vivacité non seulement S. M. le Sultan, mais le monde ottoman tout entier. En qualité de puissance musulmane dans la Méditerranée, nous ne pourrions, je le répète, voir avec indifférence une atteinte portée à l'intégrité des pouvoirs du Sultan, atteinte qui devait, ainsi que je l'ai démontré, avoir nécessairement un contre-coup redoutable.

Le second défaut du projet est qu'on n'y apercevait pas une date certaine où l'Angleterre, ayant terminé l'œuvre de réorganisation qu'elle poursuit, rentrerait dans le droit commun européen. Dans la convention la date d'évacuation était indiquée sous condition potestative, au gré de l'Angleterre seule : ce qui rendait le contrat nul en fait et en droit.

Il serait absolument facile, si les négociations étaient renouées à Constantinople, de les conduire de manière à éviter les inconvénients que j'ai signalés. Nous n'avons pas en ce moment d'initiative à prendre; mais nous ne formerons aucune opposition, nous nous prêterons même volontiers à celle que le gouvernement anglais jugera à propos de prendre lui-même, et je désire que lord Salisbury ne puisse se tromper ni sur les sentiments qui nous ont animés jusqu'ici et qui n'avaient rien d'hostile à sa politique, ni sur ceux avec lesquels nous

continuerons de chercher, relativement à l'Égypte, une solution à laquelle toute l'Europe est intéressée, mais qui touche particulièrement l'Angleterre et la France dans leurs rapports avec l'empire ottoman et dans leurs rapports entre elles.

Le *Journal Officiel* du 23 septembre contient la lettre suivante adressée par le sous-secrétaire d'Etat aux colonies à M. le Président de la Chambre de commerce de Paris :

Paris, le 22 septembre 1887.

Monsieur le Président,

Dans ces dernières années la Chambre de commerce de Paris a fait les plus louables efforts en vue de favoriser le développement des relations commerciales de la France avec l'étranger et les pays d'outre-mer.

Diverses créations d'une utilité incontestable sont dues à l'initiative des représentants les plus autorisés du haut commerce parisien ; telles sont la Société d'encouragement au commerce d'exportation et l'Institut commercial, dont il est permis déjà d'attendre les plus féconds résultats.

Mon administration s'est associée, dès le principe, dans la mesure où elle le pouvait, à l'œuvre créée par la Chambre de commerce de Paris. J'estime que l'action gouvernementale ne peut ni ne doit se substituer à l'initiative privée, mais que les pouvoirs publics ont le devoir d'encourager les efforts des particuliers ou des associations quand l'intérêt général est en cause.

J'ai pour ma part la conviction qu'en ce qui concerne les colonies françaises, il y aurait beaucoup à espérer de l'initiative individuelle pour la mise en valeur des pays soumis à la domination de la France, si l'on pouvait grouper les bonnes volontés qui s'ignorent, et réunir en faisceau les forces aujourd'hui disséminées et annihilées par leur propre dispersion. C'est à une œuvre de cette nature que je voudrais intéresser la Chambre de commerce de Paris, et je vous demande la permission d'entrer, à ce sujet, dans quelques développements, tant sur la situation économique de nos diverses possessions d'outre-mer que sur les projets dont mon administration poursuit la réalisation.

Les colonies françaises, ainsi que vous le savez, Monsieur le Président, se divisent tout naturellement, au point de vue économique et social, en groupes très distincts et très inégaux comme importance. Il y a, d'une part, ce qu'on a appelé les colonies d'exploitation, c'est-à-dire celles où l'Européen peut importer ses capitaux, son industrie, où la population indigène est très dense et la main-d'œuvre généralement abondante et à bon marché. Dans cette catégorie il faut ranger d'abord les pays qui constituent notre empire Indo-Chinois : la Cochinchine, le Cambodge, l'Annam et le Tonkin ; puis le Sénégal et toutes nos possessions de la côte occidentale d'Afrique ; ce sont de vastes champs d'exploitation ouverts à l'activité de nos commerçants et de nos industriels, qui ne manqueront pas d'y trouver, avec le temps, des éléments considérables de trafic et des débouchés importants pour les produits du travail national, dès qu'ils se rendront un compte plus exact des ressources et des besoins de ces vastes marchés de plus de vingt millions d'âmes.

La Chambre de commerce de Paris a déjà dirigé, je le sais, ses investigations vers ces pays restés longtemps tributaires presque exclusivement de l'industrie étrangère ; le Gouvernement a fait ce qui était en son pouvoir pour frayer la route aux produits français. Notre prépondérance commerciale ne tardera pas à s'établir dans l'Indo-Chine et dans l'Afrique occidentale, si nos commerçants savent montrer autant d'énergie et de persévérance que nos soldats ont mis de vigueur à leur préparer les voies.

Je ne parle que pour mémoire de nos plus anciennes possessions, la Martinique, la Guadeloupe et la Réunion, qui font, avec la France, des échanges réguliers, dont les habitants ont les lois, les mœurs de la métropole, parlent notre langue et tendent, chaque jour un peu plus, à venir s'approvisionner sur les marchés français des objets de consommation usuelle. De ce côté, la voie est

toute tracée à notre commerce. Vous savez mieux que moi, Monsieur le Président, quels moyens il faut employer pour lutter contre la concurrence étrangère et ramener l'importation française au chiffre qu'elle a atteint jadis.

Il y a enfin un troisième groupe de colonies, dites de peuplement : Taïti, la Nouvelle-Calédonie et la Guyane. Ces trois colonies sont dans une situation économique toute spéciale, sur laquelle je crois utile d'appeler l'attention de la Chambre de commerce de Paris.

Taïti, par la douceur de son climat, se prête admirablement à la colonisation européenne et aux exploitations agricoles ; la main-d'œuvre indigène est insuffisante et irrégulière. L'assemblée locale, préoccupée de cet état de choses, a voté dans sa dernière session un crédit de dix mille francs destiné à favoriser l'émigration de cultivateurs français et leur établissement à Taïti et dans les îles voisines. Des terres pourront être mises à leur disposition, dès que la propriété aura été reconstituée sur de nouvelles bases, en exécution du décret du 24 août 1887 qui vient d'être rendu sur la proposition de M. le ministre de la marine et des colonies. J'ajoute que, dès à présent, les cultivateurs français sont assurés de trouver à acquérir, à Taïti même, aux conditions les plus avantageuses, de bonnes terres à culture, avec les plus grandes facilités de paiement. Jusqu'à ce jour, aucune tentative sérieuse de colonisation n'a été faite à Taïti, où l'élément français est en minorité, et où le trafic est presque en totalité aux mains de maisons étrangères. Il y aurait une raison politique de premier ordre à ce que cette situation fût modifiée à notre profit. J'estime, et vous êtes certainement de cet avis, Monsieur le Président, que, en prévision des événements qui peuvent se produire dans l'Océan pacifique à une époque plus ou moins prochaine, la France doit prendre à Taïti une situation commerciale en rapport avec la prépondérance politique qu'elle exerce dans les îles de la Société.

Il n'importe pas moins, et pour d'autres raisons, que notre colonie de la Nouvelle-Calédonie reçoive de la métropole un contingent plus nombreux, plus régulier et mieux choisi que par le passé, de travailleurs français. Jusqu'ici les essais de colonisation libre n'y ont pas donné d'aussi bons résultats que pouvaient le faire espérer la fertilité du sol de la Nouvelle-Calédonie et les conditions climatiques du pays. La Nouvelle-Calédonie n'est qu'une colonie pénitentiaire ; l'élément pénal y domine et tend à éliminer par la force des choses l'élément libre et honnête. Le moment me paraît venu de réagir contre ces tendances, et il est dans les intentions de mon administration de modifier un état de choses que je considère comme funeste au développement normal de la Nouvelle-Calédonie et contraire même à l'esprit de la loi de 1854 sur la transportation. Par une circulaire du 27 août, dont vous trouverez ci-joint copie, adressée au Gouverneur de la Nouvelle-Calédonie ainsi qu'à celui de la Guyane, — notre seconde colonie pénitentiaire à qui les mêmes règles pourraient être appliquées dans une certaine mesure — j'ai fixé les grandes lignes d'un nouveau programme de colonisation pour la réalisation duquel l'élément pénitentiaire et l'élément libre se prêteraient un mutuel appui. Il entre dans nos projets de créer en Nouvelle-Calédonie et aussi en Guyane des centres agricoles pouvant recevoir une agglomération de 5 à 600 colons judicieusement choisis, à qui des terres et des allocations en nature pourraient être fournies, à charge de remboursement par annuités, tant des avances faites que du prix de la terre. Les travaux préparatoires de défrichement, d'aménagement, de viabilité, la construction des édifices publics, mairies, écoles, incomberaient à l'administration pénitentiaire, qui utiliserait les forces pénales dont elle dispose à cette œuvre d'intérêt général, d'après un plan d'ensemble mûrement étudié.

Chaque agglomération agricole de 5 à 600 feux pourrait recevoir, d'autre part, des concessionnaires de la transportation dans la proportion du 1/5^e ou du 1/4^e. Les concessionnaires seraient recrutés avec un soin tout particulier, et ne seraient admis à cette faveur qu'après une série d'épreuves ne laissant aucun doute sur les aptitudes morales et physiques de chacun d'eux. Les colons pénitentiaires, noyés pour ainsi dire dans ce milieu de cultivateurs honnêtes, fortifiés par l'exemple salubre de voisins laborieux, soumis aux mêmes règles de la

vie commune, seront placés dans les conditions les plus favorables pour revenir au bien, s'ils ont le désir sincère de se créer une famille, de faire oublier un passé criminel et enfin d'obtenir un jour leur réhabilitation.

Tel est, je crois, le but que le législateur de 1834 s'est proposé; tel est l'esprit de la loi sur la transportation. Le système que mon administration veut mettre en vigueur satisfait à la double condition inscrite dans la loi : punir et amender.

Il ne vous échappera pas, Monsieur le Président, que si la pratique de ce système a des avantages sérieux au point de vue moral, l'émigration régulière et nombreuse de Français dans nos colonies de peuplement aura aussi pour effet immédiat le développement des relations commerciales de la métropole avec les colonies. Cette émigration des individus dans les pays français d'outre-mer entraîne comme conséquence nécessaire l'importation des produits qui entrent dans la consommation habituelle de nos nationaux, importation rendue aujourd'hui d'autant plus facile que des voies de navigation régulières relient directement, à l'heure actuelle, la métropole avec les colonies dont il s'agit. Là où un colon français s'établit et fait souche avec ses habitudes, ses goûts, ses besoins, naissent des consommateurs pour le commerce métropolitain.

Il en sera ainsi le jour où les colonies du Pacifique et la Guyane verront se fonder et se développer, sur leur territoire mal exploité, des familles d'origine française.

Il s'est créé à Paris, depuis quatre ans, une association qui a parfaitement compris l'intérêt politique et social de l'émigration ainsi comprise, je veux parler de la Société française de colonisation dont votre prédécesseur immédiat, l'honorable M. Dietz-Monnin, est un des fondateurs et un des vice-présidents. Sous l'impulsion d'hommes intelligents, cette Société, essentiellement philanthropique, a pris un rapide essor : malgré l'insuffisance de ses ressources, grâce au bienveillant appui de l'Etat, elle a déjà marqué sa place en faisant de la colonisation un agent d'assistance raisonnée; elle a substitué aux secours distribués jusqu'ici par la charité publique — secours toujours précaires pour qui les reçoit et onéreux pour qui les donne — un mode plus efficace et aussi plus digne des malheureux à qui elle accorde son patronage. Elle a fourni des terres à culture et des instruments de travail à quelques centaines d'ouvriers que la crise agricole a réduits à la gêne et le chômage de quelques-unes de nos industries à la misère.

C'est beaucoup et ce n'est pas assez. J'estime qu'il faut entrer hardiment dans la voie ouverte par la Société française de colonisation, et que, dans ces ordres d'idées, l'initiative privée a une occasion excellente de se manifester par un appel à la bienfaisance publique et à la solidarité sociale. Cet appel sera entendu, j'en ai la ferme espoir, et l'appui de l'Etat, je vous en donne l'assurance, ne fera pas défaut aux bons citoyens qui se mettront à la tête d'une œuvre aussi patriotique.

Il m'a paru, Monsieur le Président, que la Chambre de commerce de Paris avait toute autorité pour provoquer un mouvement d'opinion publique dans le sens que je viens d'indiquer. Je m'estimerai heureux que le programme que j'ai eu l'honneur de vous développer reçut la haute approbation de vos collègues. J'ai confiance que vous en approuverez la partie morale et les conséquences économiques : s'il en était ainsi, vous n'hésiteriez pas sans doute à faire de la présente lettre l'objet d'une communication spéciale aux diverses Chambres de commerce de la République française.

Pour être même jugiez-vous nécessaire de proposer à ces divers corps constitués l'honneur à Paris de délégués qui se réuniraient en une sorte de congrès commercial et colonial pour discuter la question de haut intérêt qui nous occupe et trouver la solution pratique des difficultés matérielles que peut rencontrer la mise en œuvre du programme dont il s'agit.

Je n'ai pas besoin d'ajouter, Monsieur le Président, que, dans cette éventualité, mon administration sera toute disposé à vous prêter le concours le plus sympathique et le plus dévoué.

En m'associant aux efforts des Chambres de commerce de Paris et des départements, j'ai la certitude de servir utilement les intérêts dont j'ai la charge et de collaborer à une œuvre profitable au bien public.

Agrezé, etc.

Signé : Eug. ÉTIENNE.

Le 14 juillet dernier, une statue a été élevée par souscription nationale, à Francis Garnier, dans la ville de Saïgon. M. Filippini, gouverneur de la Cochinchine, a prononcé, à cette occasion, un intéressant discours dont voici les principaux passages qui se réfèrent à l'histoire de l'établissement de la France dans l'Indo-Chine :

Le 5 juin 1862, le contre-amiral Bonnard signait à Saïgon, avec le représentant de l'Espagne et les ministres du roi d'Annam, un traité par lequel nous étions cédées, en toute souveraineté, les provinces de Bien-hoa, de Giadinh et de Mytho, ainsi que l'île de Poulo-Condore. C'était la prise de possession par la France, la consécration des victoires de l'amiral Charner.

C'est à ce moment qu'arrive à Saïgon Francis Garnier, jeune officier de la marine dont on avait déjà pu, pendant la guerre de Chine, apprécier les rares aptitudes et les brillantes qualités. Nommé inspecteur des affaires indigènes et quoique à peine âgé de vingt-quatre ans, on lui confie l'administration de Cholon, c'est-à-dire du centre le plus populeux et le plus important de nos nouvelles possessions. Garnier se met résolument à l'œuvre, il perce des rues, creuse des canaux, construit des quais et des ponts. Il est à la fois l'ingénieur et le conducteur des travaux qu'il fait exécuter. Par les heureuses dispositions du nouveau plan qu'il trace, il fait pénétrer partout l'air et la lumière, et l'infect borbier de Cholon se transforme bientôt, comme par enchantement, en une véritable ruche de travailleurs, saine et si bien installée, que de toutes les agglomérations de populations chinoises, on n'en trouve nulle part aucune dans de meilleures conditions de salubrité et d'intelligente régularité.

J'ai déjà eu l'occasion de le dire, mais je suis heureux de le répéter aujourd'hui dans cette solennelle circonstance, nous ne rendrons jamais suffisamment hommage à la valeur des vaillants soldats, des braves marins qui ont fait la conquête d'abord, et ont su la conserver ensuite au milieu des difficultés et des périls dont nous garderons toujours le reconnaissant souvenir. Nous ne rendrons jamais suffisamment hommage à la sagesse des mesures prises par les amiraux nos premiers gouverneurs, et aux services rendus par les administrateurs dont ils s'étaient entourés. Si, plus tard, des améliorations ont été introduites, si des modifications nécessaires et venues à propos ont progressivement transformé et rendu plus régulière l'organisation administrative de notre riche colonie, nous n'oublions pas pour cela les ouvriers de la première heure, et nous leur rendons la justice qui leur est due.

Lorsqu'en 1864, en présence des difficultés que nous rencontrions en Cochinchine, en présence des sacrifices de toute nature que le maintien de notre occupation imposait à la métropole, se posait, avec la plus dangereuse insistance, la question de l'abandon de nos possessions, pour ne conserver que quelques points sur la côte d'Annam, Francis Garnier fut le premier à protester avec une forte et patriotique indignation contre de pareils conseils. Non seulement, disait-il à cette époque dans une brochure qui produisit en France la plus profonde impression, non seulement la France ne peut ni ne doit reculer en renonçant à ses premières conquêtes, mais, dès à présent, toute la Cochinchine doit lui appartenir. A nous Hatien, Chaudoc et Vinhlong ! Et sa voix était écoutée. A nous de montrer le pavillon français en reconnaissant les rives et le cours du fleuve majestueux dont les apports ont formé la Cochinchine ! Et l'exploration du Mékong était décidée.

Il faudrait pouvoir tout citer dans la relation de ce merveilleux voyage : les observations si justes et si vraies sur le Cambodge, ses mœurs, ses besoins, son avenir au point de vue de notre protectorat, la description de ces dangereux rapides de Krattîé et de Préapatang que Garnier reconnaît et remonte au milieu de dangers et de difficultés que seuls pouvaient affronter des hommes de la trempe de Garnier et de ses compagnons. Cette route sur laquelle ils se sont aventurés les premiers a été suivie et étudiée plus tard par nos marins toujours si dévoués, et il y a quelques mois à peine, M. de Fésigny en arrêtait définitivement le parcours, débarrassait les rapides des obstacles dangereux qui en rendaient la navigation impossible, et commençait le balisage de toute cette partie du cours de la rivière. Le moment n'est plus éloigné maintenant où nos commerçants pourront sans difficulté pénétrer au cœur même du Laos et explorer les riches contrées que traversent le fleuve et ses principaux affluents. Ils trouveront certainement la route à suivre et les moyens à employer pour diriger les produits de ces vastes territoires sur le Tonkin d'une part, et sur la Cochinchine de l'autre. Ces résultats que nous avons la certitude de pouvoir atteindre, c'est la mission d'exploration du Mékong qui nous aura permis de les réaliser.

Depuis Krattîé jusqu'à Shanghai, la Commission avait parcouru 9,960 kilomètres, dont 5,870 en barque et 3,990 à pied. Les positions relevées astronomiquement étaient au nombre de 58, dont 50 absolument nouvelles. Au point de vue de l'histoire et de l'archéologie, les recherches sur les ruines cambodgiennes constituent des renseignements d'un prix inestimable. Au point de vue de la philologie, la Commission avait réuni les éléments d'un vocabulaire de 26 dialectes. Elle avait pu, d'autre part, signaler un grand nombre de gisements de la plus grande richesse. Le règne végétal de l'Indo-Chine était reconstitué, et plus de 1,500 espèces nouvelles étaient classées. Cette exploration, en un mot, avait été si féconde en résultats, que l'ancien président de la Société de géographie de Londres ne craignait pas d'affirmer qu'elle avait été la plus heureuse et la plus importante du XIX^e siècle. « Aucun voyage, ajoutait-il, « depuis bien des années ne s'était accompli sur une aussi grande étendue de « pays absolument nouveaux, l'expédition française ayant frayé la route sur un « sol vierge depuis l'embouchure du Mékong jusqu'à Gang-Tsen-Kiang, en « Chine. »

Attiré par d'irrésistibles appels, ce chercheur de routes, cet affamé de découvertes, cet amoureux de l'Asie ne tardait pas à y revenir. Vainement le gouverneur de l'Inde britannique lui faisait savoir qu'il serait heureux de mettre à sa disposition, pour l'exploration du Thibet, toutes les ressources et toute l'influence dont il disposait. Guidé par un noble sentiment de fierté nationale, Garnier repoussait ces offres si séduisantes et écrivait à sa famille : « Quel « malheur que je ne sois pas Anglais, je serais un homme puissant et consi- « dérable ; le guignon veut que je ne puisse me résoudre à n'être plus Français. »

Et, quelques lignes plus bas, il ajoutait : « Je sens que si l'on m'aide, l'Indo- « Chine est française ; mais je ne suis qu'un pauvre aventurier ! »

Aussi avec quel bonheur s'empresse-t-il d'accepter la mission dont l'amiral Dupré le charge au Tonkin, qui va devenir maintenant le théâtre de ses explorations et de ses entreprises hardies.

C'est d'abord une mission ayant un caractère pacifique et commercial ; mais l'hostilité toujours croissante de la Cour de Hué, les menaces qu'on lui adresse, les pièges qu'on lui tend l'obligent, dans l'intérêt même de sa sécurité et de celle des 150 braves qui l'accompagnent, à redresser fièrement la tête et à répondre aux insolences et aux défis injurieux par une attaque qui semble emprunter à la foudre sa rapidité et ses terribles effets. En moins d'une heure, 180 Français s'emparent de l'ancienne capitale de l'Annam. Nous n'avons pas un mort, pas même un blessé. 80 morts, 300 blessés, 2,000 prisonniers, au nombre desquels plusieurs grands mandarins : telles sont les pertes de l'ennemi.

Après avoir frappé ce grand coup, Garnier organise les provinces d'Hanoi, il appelle à lui les honnêtes gens, leur distribue des armes et rétablit en quelques

jours la tranquillité compromise par les bandes de brigands qui avaient livré le pays au pillage. Il remplace les mandarins hostiles à la France et chasse de leurs sièges ceux qui lui résistent. Hung-Yen, Ninh-Binh, Hai-dzuong et Nam-dinh sont successivement enlevées d'assaut. En vingt jours, tout le delta du Tonkin est entièrement conquis !

Après ces prodiges de valeur et au moment même où il était en conférence avec les ambassadeurs de Tu-Duc, la citadelle est subitement attaquée par l'armée de Sontay : les Pavillons-Noirs sont à l'avant-garde. L'ennemi est d'abord refoulé ; mais, emporté par son ardeur, Garnier veut poursuivre ses avantages : il fait une sortie avec une quinzaine d'hommes. Arrivé à deux kilomètres de la citadelle, il fait un faux pas et tombe. Aussitôt les Chinois, qui n'avaient pas osé le regarder en face jusqu'à ce moment, sortent du fourré dans lequel ils étaient cachés et le percent de coups de lance. Quelques instants après, lorsqu'arrivait le reste de l'escorte, les lâches brigands fuyaient déjà, emportant comme un sanglant trophée la tête du commandant Garnier. « Fatale journée, source de tous les désastres qui ont suivi une intervention dont les débuts avaient été si glorieux. » Fatale journée venant subitement arrêter, et pour de longues années encore, l'œuvre à laquelle Garnier avait sacrifié sa vie. Rien ne semblait devoir manquer à la gloire si pure du jeune héros.

GRANDE-BRETAGNE

Le Parlement a été prorogé le 16^e septembre. Voici le texte du discours royal lu à cette occasion :

« Milords et Messieurs,

« Les relations avec les puissances étrangères continuent à être amicales.

« Les longues communications qui ont eu lieu entre le Gouvernement du Czar et le mien pour déterminer la ligne-frontière à reconnaître comme limite septentrionale de l'Afghanistan, ont été closes d'une manière satisfaisante, et l'Emir a accepté de plein gré la frontière fixée par les deux puissances. J'espère que cette convention contribuera fortement au maintien d'une paix durable dans l'Asie centrale.

« Le Traité conclu entre la Grande-Bretagne et la Chine, au sujet des relations du Céleste-Empire avec la Birmanie, a été ratifié. Les vœux que j'avais formés pour la pacification générale de la Birmanie pendant l'année courante ont été pleinement exaucés, et le Gouvernement stable établi produira même dans les districts les plus éloignés un salutaire effet.

« Une convention a été conclue entre la Turquie et mon Gouvernement pour définir les conditions auxquelles il serait possible pour moi de m'engager au retrait des troupes d'Egypte à une date déterminée, mais elle n'a pas été toutefois ratifiée par le Sultan, de sorte que l'action qui m'est imposée par mes obligations envers le Khédive et le peuple d'Egypte reste la même. La présence de mes troupes a assuré la tranquillité et m'a mise à même d'aider le Khédive dans ses efforts pour assurer la prospérité de son peuple.

« Je me suis mis d'accord avec le Président des États-Unis pour renvoyer à une Commission les questions difficiles relatives aux pêcheries de l'Amérique septentrionale qui ont donné lieu récemment à un débat entre les deux pays.

« C'est avec une satisfaction particulière que je fais mention de la réunion de la première conférence des représentants de mes colonies qui ait jamais été tenue dans ma capitale. Leurs délibérations consacrées à de nombreuses questions d'un intérêt pratique pour leurs peuples respectifs et conduites dans un esprit de coopération cordiale ajouteront, j'en suis sûre, la puissance à l'affection par laquelle sont unies les différentes parties de mon empire.

« Messieurs de la Chambre des communes, je vous remercie de la manière libérale dont vous avez géré les affaires publiques.

« Milords et Messieurs, j'ai quelque motif d'espérer que la sérieuse crise dont souffrent depuis longtemps tous les intérêts commerciaux et industriels de notre pays va prendre un caractère moins grave. Je regrette cependant profondément d'avoir à ajouter qu'il n'y a pas de soulagement, malheureusement possible, à apporter dans les souffrances qui pèsent sur une grande partie de notre population agricole.

« Quant à l'Irlande, ses besoins et ses difficultés ont appelé votre sérieuse attention pendant une longue session, et j'ai la profonde conviction que les mesures que votre sagesse a votées amèneront promptement le rétablissement de l'ordre dans ce pays et donneront un nouvel encouragement à l'industrie pacifique.

« Afin de pouvoir les voter, il a été nécessaire d'ajourner l'examen d'un grand nombre de mesures importantes concernant d'autres parties du royaume, mesures que vous serez en état de reprendre sans empêchement, j'en suis certaine, dans le courant de la session prochaine. J'ai cependant donné avec plaisir mon assentiment à la législation grâce à laquelle a été réglée la répartition des terres dans les districts où elle sera demandée. Elle se trouvera facilitée. La sécurité et le bien-être de la nombreuse population minière seront mieux garantis, et les fraudes et pratiques frauduleuses concernant les marques de fabrique, fraudes très nuisibles aux affaires et à la réputation commerciale de ce pays, seront désormais prévenues.

« En ce qui concerne l'Ecosse, la législation relative à la procédure civile sera simplifiée et améliorée. Les hautes fonctions du secrétaire d'Etat pour l'Ecosse acquerront plus d'importance et plus d'efficacité.

« Cette année, qui est la cinquantième de mon règne, a permis à mes sujets de tous les points de l'empire de m'exprimer leurs vifs sentiments de fidélité dont j'ai été profondément touchée. Je leur suis vraiment reconnaissante des sincères témoignages d'affection qui m'ont été adressés par toutes les classes de la nation, et je remercie Dieu des bienfaits qu'il m'a accordés à moi-même et à mon pays. J'espère qu'il me sera donné de continuer à régner sur un peuple dévoué, fidèle et uni. »

BULLETIN BIBLIOGRAPHIQUE.

Revue des Deux-Mondes.

1^{er} août. — *La seconde lutte de Frédéric II et de Marie-Thérèse; suites de la bataille de Fontenoy; l'armée française quitte l'Allemagne*, par le duc de Broglie. — *Etudes d'histoire religieuse: l'Edit de Milan et les premiers essais de tolérance*, par G. Boissier. — *L'Océanie moderne: Îles Banks, Api, Tanna*, par C. de Varigny. — *La situation monétaire en 1886: au dehors de l'Union latine*, par André Cochut. — *Lettres intimes de l'Impératrice Marie-Louise*, par G. Valbert. — *Etude sur Montesquieu*, par F. Brunetière (à propos de livres récents, notamment du remarquable travail de M. Albert Sorel).

15. — *La religion en Russie: le culte extérieur, les rites, les fêtes, les images, l'art religieux*, par An. Leroy-Beaulieu. — *L'armée royale en 1789: l'administration, la discipline, le Code, la tactique*, par Albert Duruy. — *L'Océanie moderne: îles Pomotou, îles Marquises, Nouvelle-Calédonie, Australie et Nouvelle-Zélande*, par C. de Varigny.

1^{er} septembre. — *La seconde lutte de Frédéric II et de Marie-Thérèse: Frédéric II traite avec l'Angleterre sans le concours de la France*, par le duc de Broglie. — *Les historiens anglais: J.-A. Froude*, par A. Filon. — *L'Océanie moderne (suite)*, par C. de Varigny. — *Frédéric-Guillaume IV et Léopold de Ranke*, par G. Valbert.

15. — *Villars diplomate: la fin de la guerre de la succession d'Espagne, les traités de Rastadt et de Bade*, par le marquis de Vogüé. — *Madame de Staël*, par Emile Faguet. (L'auteur s'est proposé de faire non une biographie de M^{me} de Staël, mais « un essai de définition de sa pensée littéraire, politique et philosophique ». Voici le jugement résumé qu'il porte sur elle: « Personne, tout en gardant l'amour de ce que sa patrie avait pensé et avait fait de grand, n'a eu plus qu'elle l'intelligence ouverte à tout le travail de la pensée européenne. Elle élargissait la patrie bien plus qu'elle ne l'oubliait. C'était un esprit européen dans une âme française ».)

1^{er} octobre. — *Marie-Thérèse, impératrice*, par le duc de Broglie. — *Les cinq combats de la Sémillante*, par l'amiral Jurien de la Gravière. — *Le livre du prince Napoléon*, par F. Brunetière.

La Nouvelle Revue.

1^{er} août. — *Rodolphe de Habsbourg*, par J. Zeller. — *L'ordre des avocats*, par Ed. Fuzier-Herman (régime actuel, projets de suppression, projets de réforme). — *Les races vivaces*, par F. Hémon (la Bretagne). — *Les relations diplomatiques de l'Angleterre et de la Papauté*, par G.-D. Weill (fin de cet intéressant travail). — *Etude sur Clausewitz* (1^{re} partie de cette étude consacrée au grand théoricien de l'art de la guerre).

15. — *Paul et Bonaparte: Etude historique d'après des documents inédits*, par Tatistcheff. — *Etude sur Clausewitz* (fin).

1^{er} septembre. — *Paul 1^{er} et Bonaparte* (2^e partie). — *M. Parnell et le « Home Rule »*, par F. de Pressensé. — *Le mouvement historique*, par R. Jalliffier (Compte-rendu de divers ouvrages récents notamment de MM. Vandal, d'Hérisson). — *Revue des Périodiques anglais*, par G. Sarrazin.

15. — *Un roman royal, Marie Mancini*, par Arvède Barine. — *M. Parnell et le « Home Rule »* (suite). — *Croquis malgaches: Tamatave*.

1^{er} octobre. — *Le Saint-Siège et l'Italie*, par Henri des Houx. (Exposé servant de préliminaire à ce que l'auteur appelle la renaissance inattendue de la question romaine.) — *Lettres inédites de Benjamin Constant* (elles sont de 1809 et com-

plètent la publication faite par la *Revue internationale de Rome*). — *M. Parnelli et le « Home Rule »* (fin). — *Napoléon I^{er} et ses détracteurs*, par M. Peyrot (à propos de l'ouvrage du prince Napoléon).

Le Correspondant.

10 août. — *Les Emigrés et la Société française sous le règne de Napoléon I^{er}*, par H. Forneron. — *La nouvelle guerre maritime*, par A. de Chenclos. — *Alexandre I^{er} et le prince Adam Czartoryski*, par Louis Régis (à propos de la publication récente des mémoires du prince).

23. — *La création du royaume de Belgique et l'élection de son premier roi*, par P. Thureau-Dangin. (L'auteur revient avec de nouveaux détails sur un sujet qu'il a déjà traité dans son *Histoire du gouvernement de juillet*.) — *Emilio Castelar, l'historien et l'orateur*, par A. de Treverret. — *Souvenirs d'Oxford et de Cambridge*, par le baron de Coubertin. (Impressions de voyage). — *Les questions du travail en Belgique*, par A. Béchaux. (D'après l'enquête de la Commission royale.)

10 septembre. — *La création du royaume de Belgique* (fin), par Thureau-Dangin. — *La nouvelle guerre maritime, canons et cuirassés*, par A. de Chenclos. — *Les Emigrés et la Société française sous Napoléon I^{er}* (suite), par H. Forneron.

23. — *Malplaquet et Denain*, par le marquis de Vogüé. — *Emilio Castelar, l'homme politique et l'orateur*, par A. de Treverret. — *Les antécédents de la question d'Alsace-Lorraine : un curieux manifeste de Frédéric II*, par F. Combes.

Revue internationale.

25 août. — *M. de Bismarck dans la vie privée*, par G. Boglietti. (Détails intéressants empruntés à diverses publications récentes.) — *Une négociation à faire*, par un diplomate. (Considérations sur la situation des grandes puissances européennes, spécialement sur la situation respective de la France et de l'Italie; l'auteur conseille à celle-ci de s'entendre avec la France pour la garde de la Méditerranée.)

10 septembre. — *Une ville sainte de l'Inde*, par A. de Gubernatis (impressions de voyage)

23. — *L'Italie en Afrique*, par Carlo de D. Levi. (Examen des trois questions suivantes : Pourquoi a-t-on occupé Massouah? Qu'y fait-on maintenant? Qu'y prépare-t-on pour l'avenir?)

10 octobre. — *La mobilisation de l'armée française*, par A. Veuglaire. — *Napoléon I^{er} et la campagne de Russie*, par le comte Léon Tolstoï (extrait d'un ouvrage récent). — *M. Taine et le livre du prince Napoléon*, par D. Melagari.

23. — *En route pour le Cachemire*, par A. de Gubernatis. — *Kraszewski*, par Wileika.

Revue politique et littéraire.

6 août. — *La Guyane et l'Amazonie*, par Léo Quesnel.

13. — *L'alarme de 1875, Etude historique*, par Edmond Scherer.

20. — *Les conseils de préfecture*, par J. de Crisenoy (à propos du projet de loi soumis récemment à la Chambre des députés).

27. — *Légendes japonaises : les Ainos* (d'après une publication faite récemment à Tokio).

3 septembre. — *Littérature australienne*, par Léo Quesnel.

10. — *La démocratie et le catholicisme*, par E. de Pressensé (à propos de diverses publications récentes).

17. — *Le projet de fédération des colonies anglaises*, par A. Gervais.

24. -- *Une Anglaise sur le lac Tanganyika*, par Léo Quesnel (d'après son journal).

Revue de géographie.

Août. — *Mémoire sur le commerce présenté en 1784 au maréchal de Castries, ministre de la marine. — Les sources du Mississipi, leurs explorateurs réels ou prétendus*, par Bellet.

Septembre. — *Les forces productives de l'Australasie britannique*, par E. Levasseur. (Voies et moyens de communication, commerce.) — *Les colonies allemandes dans l'Afrique occidentale : Organisation administrative*, par Gaudefroy-Demombynes (Kameroun, Togo). — *Le mouvement géographique*, par L. Delavaud (l'Indo-Chine française). — *L'enseignement géographique en Allemagne*, par Camena d'Almeida.

Revue maritime et coloniale.

Août. — *Inventaire des archives de Marseille (suite).* — *Chronique : la route du Cap de Bonne-Espérance et le Canal de Suez.*

Septembre. — *Voyage en Sénégambie*, par le Dr Bayol, lieutenant-gouverneur du Sénégal. — *L'Etablissement naval de Colbert*, par le capitaine Chabaud-Arnault.

Octobre. — *Voyage en Sénégambie (suite)*, par le Dr Bayol. — *Deux années au Tonkin (1884-1886)*, par M. Baudens, lieutenant de vaisseau. — *Chronique : les manœuvres navales en Angleterre et en Italie.*

Revue française de l'étranger et des colonies.

Août. — *Pékin et ses environs*, par le Dr Anger. — *Les Indiens aux Etats-Unis*, par H. Douchet. — *Zanzibar*, par Robert Le Cesne.

Septembre. — *La Nouvelle-Zélande*, par Ernest Michel (Notes de voyage). — *Canada : colonisation, conseils aux émigrants*, par Ed. Marbeau.

Bulletin de la Société de législation comparée.

Juillet. -- *Etude sur les débats du Parlement italien relatifs à la représentation proportionnelle*, par Pierre Sarraute. — *Etude sur la représentation proportionnelle en Espagne*, par Fernand Daguin.

La Propriété industrielle.

(Organe du bureau international de Berne.)

Août. — *La propriété industrielle devant le peuple Suisse* (à propos du vote du 10 juillet, par lequel la Confédération est autorisée à légiférer sur la protection des dessins et modèles industriels et des inventions; aperçu des lois futures). — *Statistique de la propriété industrielle en Italie pour les années 1885 et 1886.* — *Décisions diverses sur des questions relatives aux brevets d'invention.*

Septembre. — *La Commission d'enquête allemande et les brevets pour les produits chimiques.* — *La protection des marques de fabrique aux Etats-Unis* (suite d'une polémique sur le caractère de la loi américaine du 3 mars 1881). — *Statistique : brevets d'invention en France et marques de fabrique en Allemagne pendant l'année 1886.*

Octobre. — *La Commission d'enquête allemande et les brevets pour produits chimiques* (résolutions de la Commission). — *Statistique : marques de fabrique*

et de commerce déposées en France pendant l'année 1886 (5,268 pour des établissements situés en France et 252 pour des établissements hors de France); analyse du rapport du contrôleur général britannique des brevets, dessins et marques de fabrique pour 1886 (plus de 17,000 demandes de brevets, de 23,000 dessins enregistrés, de 10,000 marques déposées).

Revue Algérienne et Tunisienne.

Août-Septembre. — *De la loi applicable au taux de l'intérêt légal en Tunisie pour les créanciers français*, par J. Jacquet, professeur agrégé à la Faculté de droit de Douai (discussion approfondie de diverses décisions du Tribunal de Tunis). — *Le statut réel français en Algérie (suite)*, par Eyssautier.

Revue du Cercle militaire.

21 août. — L'œuvre internationale de la jonction géodésique et astronomique de l'Afrique et de l'Europe : Espagne-France (1878-1886).

28. — Réorganisation de l'armée turque. — Le tunnel de la Manche (analyse de divers journaux anglais).

4 septembre. — Sur les pertes des armées qui ont pris part aux campagnes de 1813 et de 1814. — Dans l'attente de la guerre.

11. — Moyens à employer pour améliorer l'éducation du soldat. — Défense de la Hollande.

18. — Le Grand-Duché de Luxembourg vis-à-vis de la France et de l'Allemagne, avec une carte (importance stratégique de la place et du grand-duché). — Notice sur le maréchal Mac-Donald.

Le Mémorial diplomatique.

6 août. — *La politique extérieure de la Russie. — Les conventions internationales pour la neutralisation de territoires*, par sir Travers Twiss (Mémoire lu à l'Association pour la réforme et la codification du droit des gens).

13. — *La politique française en Egypte. — Discours de lord Salisbury sur la politique extérieure de l'Angleterre. — Lettre de l'Empereur d'Annam au Président de la République française.*

20. — *L'imbroglia bulgare. — La Prusse et la France de 1793 à 1807* (d'après des correspondances diplomatiques publiées récemment en Allemagne).

27. — *L'intervention européenne en Bulgarie.*

3 septembre. — *L'action européenne en Bulgarie. — Lettre du Pape au Congrès des Catholiques allemands* (18 août 1887).

10. — L'échiquier diplomatique et la question bulgare. — *Traité anglo-chinois concernant la Birmanie et le Thibet* (24 juillet 1887). — *Rescrit de l'Empereur d'Autriche-Hongrie lu à l'ouverture de la Diète de Croatie* (1^{er} septembre 1887).

17. — *Les erreurs du prince de Cobourg. — L'Institut de droit international (résumé des travaux de la session de Heidelberg).*

24. — *L'Angleterre en Egypte.*

L'Économiste français.

13 août. — *La situation financière et politique de la Russie*, par P. Leroy-Beaulieu. — *Des caisses de prêts agricoles en Alsace-Lorraine*, par Paul Muller. — *Le mouvement économique et social aux Etats-Unis*, par J. Chailley (les finances publiques, le résultat des clearings, les grèves, les chevaliers du travail). — *Eloge de Rossi*, par Courtois. — *Le régime douanier et nos posses-*

sions d'Extrême-Orient. — Les pêches maritimes en France et en Algérie pendant 1885.

20. — *La valeur de la terre et des constructions en France*, par P. Leroy-Beaulieu. — *Les revendications ouvrières*, par G. Michel. — *Haiti : sa décadence et ses chances d'avenir*, par J. Chailley. — *Les Etats-Unis et l'immigration* (lettre établissant le fait du renvoi par le Gouvernement américain d'ouvriers lyonnais qui étaient arrivés sur le sol américain avec un engagement préalable envers le propriétaire d'une fabrique de soieries).

27. — *Le programme financier gouvernemental*, par P. Leroy-Beaulieu. — *La situation financière et économique des Indes néerlandaises depuis 1873*, par A. Raffalovich. — *Lettre d'Autriche* (les traités de commerce avec l'Allemagne, l'Italie et la Roumanie).

3 septembre. — *Quelques considérations sur les prix des marchandises depuis deux siècles*, par P. Leroy-Beaulieu. — *La situation commerciale des colonies françaises*, par H. de Beaumont. — *Les taxes de transports sur les chemins de fer français et étrangers*, par G. Michel. — *Les colonies anglaises de l'Afrique du Sud*, par J. Chailley. — *Le chemin de fer sous-marin entre la France et l'Angleterre*.

10. — *Le phylloxéra et l'avenir de la vigne en France et à l'étranger*, par P. Leroy-Beaulieu. — *Le mouvement économique au Canada et aux Etats-Unis*, par J. Chailley (le chemin de fer du Manitoba et les chances de sécession). — *Les finances de la Prusse depuis dix ans*, par A. Raffalovich.

17. — *La République Argentine, ses ressources, ses progrès, ses chances d'avenir*, par J. Chailley.

24. — *La situation financière, emprunt et conversion*, par P. Leroy-Beaulieu. — *Le mouvement corporatif en Europe : ses conséquences et ses dangers*, par G. Michel. — *Le mouvement économique aux Etats-Unis*, par J. Chailley. (Programme démocratique, sentiment du pays au sujet de l'immigration).

Bulletin de statistique et de législation comparée.

Août. — *France* : organisation de l'administration des postes et des télégraphes; les produits de l'enregistrement, des domaines et du timbre en 1886; les faillites en 1883; le projet de budget du protectorat de l'Annam pour 1887. — *Suisse* : le régime des spiritueux. — *Angleterre* : l'enquête monétaire. — *Russie* : le régime des spiritueux. — *Etats-Unis* : le commerce extérieur (1881-1887); la baisse des prix et la hausse des salaires (traduction d'un mémoire d'un statisticien américain).

Septembre. — *France* : le tarif douanier de l'Indo-Chine. — Les dettes publiques en Europe. (Tableau dressé par un statisticien allemand; le total dépasse 117 milliards; les dépenses militaires annuelles sont d'environ 4 milliards et demi.) — *Belgique* : le régime des tabacs, des bières et des vinaigres; la répression de l'ivresse publique (loi du 16 août 1887). — *Angleterre* : les faillites (résultats de la réforme opérée par la loi de 1883); le ralentissement du progrès matériel (analyse d'un mémoire de M. Robert Giffen). — *Egypte* : le commerce extérieur en 1886. — *Chine* : la circulation monétaire depuis l'antiquité jusqu'à nos jours.

Bulletin consulaire français.

Juillet 1887. — Séance annuelle de la chambre de commerce de Yokohama. — La production manufacturière en Russie. — Commerce et navigation du Royaume-Uni en 1886. — Situation industrielle dans les Etats-Unis du Sud. — Industries métallurgiques et minières espagnoles.

Août. — Commerce et navigation des îles Philippines. — Mouvement commercial de Melbourne et de la colonie de Victoria en 1886. — Mouvement

commercial et maritime de la Vera-Cruz en 1886. — Le Caucase et la province transcaspienne. — Commerce et navigation de Tripoli de Barbarie en 1886.

Septembre. — La marine marchande austro-hongroise. — Situation économique du Vénézuéla en 1886. — Commerce et navigation de Malaga en 1885 et 1886. — Commerce des tissus à Singapore. — Commerce extérieur de l'Allemagne en 1886. — Les douanes égyptiennes en 1886.

Octobre. — Mouvement de la navigation de la Vistule en 1885 et 1886. — Commerce du Japon en 1886. — Commerce et industrie de la Bavière en 1886. — Rapport de la chambre de commerce de Francfort pour 1886. — Commerce et navigation du Canada en 1885. — Commerce et navigation de Salonique en 1886. — Mouvement commercial de Malte en 1886.

Bulletin consulaire italien.

Juillet-août. — Mouvement du commerce et de la navigation d'Amsterdam. — Culture et commerce du tabac en Algérie. — Cabotage des bâtiments austro-hongrois en Italie. — Rapport sur l'émigration à Madagascar. — Mouvement général de l'émigration aux Etats-Unis en 1885-1886 et dans les dix mois suivants jusqu'au 30 avril 1887. — Mouvement commercial du port de Philadelphie en 1886. — Importation et exportation de l'île de Malte en 1886.

Septembre. — Rapport sur la situation économique et commerciale du Mexique en 1886. — De la pêche des poissons dans la Régence de Tunis. — Statistique du commerce de la Norvège en 1886. — Mouvement économique du port de Guayaquil en 1886. — Mouvement commercial du port de Batoum pendant le premier semestre de 1887.

Octobre. — Exposition de Manchester en 1887 à l'occasion du jubilé de la Reine. — Statistique commerciale des Pays-Bas. — Commerce et navigation des ports de la Birmanie pendant la période du 1^{er} avril 1886-31 mars 1887. — La viticulture en Espagne. — Tableau statistique du commerce du port de Syra en 1886.

Le Gérant : FÉCHOZ.

ARCHIVES DIPLOMATIQUES

PREMIÈRE PARTIE

TRAITÉS, CONVENTIONS, PROTOCOLES.

ALLEMAGNE — BELGIQUE — ESPAGNE — FRANCE — GRANDE-BRETAGNE — HAÏTI — ITALIE — SUISSE — TUNISIE.

Convention concernant la création d'une Union internationale pour la protection des œuvres littéraires et artistiques.

9 septembre 1886 (1).

Sa Majesté l'Empereur d'Allemagne, Roi de Prusse, Sa Majesté le Roi des Belges, Sa Majesté Catholique le Roi d'Espagne, en son nom Sa Majesté la Reine Régente du Royaume, le Président de la République française, Sa Majesté la Reine du Royaume-Uni de la Grande-Bretagne et d'Irlande, Impératrice des Indes, le Président de la République d'Haïti, Sa Majesté le Roi d'Italie, le Président de la République de Libéria (2), le Conseil fédéral de la Confédération Suisse, Son Altesse le Bey de Tunis, également animés du désir de protéger d'une manière efficace et aussi uniforme que possible les droits des auteurs sur leurs œuvres littéraires et artistiques, ont résolu de conclure une convention à cet effet, et ont nommé pour leurs plénipotentiaires, savoir :

Le Conseil fédéral de la Confédération Suisse :

Le sieur Numa Droz, vice-président du Conseil fédéral, chef du département du commerce et de l'agriculture ;

Le sieur Louis Ruchonnet, conseiller fédéral, chef du département de justice et police ;

Le sieur A. d'Orelli, professeur de droit à l'Université de Zurich.

(1) Les ratifications ont été échangées à Berne, le 5 septembre 1887.

Nous avons publié les procès-verbaux des Conférences ou a été élaborée la présente convention, V. *Archives*, 1885, II, p. 23-85, 259-319 ; 1886, I, p. 61-67, IV, p. 157-170.

(2) Le Traité a été signé par le représentant de la République de Libéria, mais celui-ci n'a pas pris part à l'échange des ratifications.

Sa Majesté l'Empereur d'Allemagne, Roi de Prusse :

Le sieur Otto von Bülow, conseiller intime actuel de légation et chambellan de Sa Majesté, son envoyé extraordinaire et ministre plénipotentiaire près la Confédération suisse.

Sa Majesté le Roi des Belges :

Le sieur Maurice Delfosse, son envoyé extraordinaire et ministre plénipotentiaire près la Confédération suisse.

Sa Majesté Catholique le Roi d'Espagne, en Son nom Sa Majesté la Reine Régente du Royaume :

Le sieur comte de La Almina, sénateur, envoyé extraordinaire et ministre plénipotentiaire près la Confédération suisse ;

Le sieur don José Villa-Amil y Castro, chef de section de la propriété intellectuelle au ministère de l'instruction publique, docteur en droit civil et canonique, membre du Corps facultatif des archivistes, bibliothécaires et archéologues, ainsi que des Académies de l'histoire, des beaux-arts de Saint-Ferdinand, et de celle des sciences de Lisbonne.

Le Président de la République française :

Le sieur François-Victor-Emmanuel Arago, sénateur, ambassadeur de la République française près la Confédération suisse.

Sa Majesté la Reine du Royaume-Uni de la Grande-Bretagne et d'Irlande, Impératrice des Indes :

Sir Francis Ottiwell Adams, chevalier commandeur de l'ordre très distingué de Saint-Michel et Saint-George, compagnon du très honorable ordre du Bain, son envoyé extraordinaire et ministre plénipotentiaire à Berne ;

Et le sieur John Henry Gibbs Bergne, compagnon de l'ordre très distingué de Saint-Michel et Saint-George, directeur au département des affaires étrangères à Londres.

Le Président de la République d'Haïti :

Le sieur Louis-Joseph Janvier, docteur en médecine de la Faculté de Paris, lauréat de la Faculté de médecine de Paris, diplômé de l'Ecole des sciences politiques de Paris (section administrative), diplômé de l'Ecole des sciences politiques de Paris (section diplomatique), médaille décorative d'Haïti de troisième classe.

Sa Majesté le Roi d'Italie :

Le sieur Charles-Emmanuel Beccaria des marquis d'Incisa, chevalier des ordres des S. S. Maurice et Lazare et de la Couronne d'Italie, son chargé d'affaires près la Confédération suisse.

Le Président de la République de Libéria :

Le sieur Guillaume Kœntzer, conseiller impérial, consul général, membre de la chambre de commerce de Vienne.

Son Altesse le Bey de Tunis :

Le sieur Louis Renault, professeur à la Faculté de droit de Paris et à l'Ecole libre des sciences politiques, chevalier de l'ordre de la Légion d'honneur, chevalier de l'ordre de la Couronne d'Italie.

Lesquels, après s'être communiqué leurs pleins pouvoirs respectifs, trouvés en bonne et due forme, sont convenus des articles suivants :

Article premier. — Les pays contractants sont constitués à l'état d'Union pour la protection des droits des auteurs sur leurs œuvres littéraires et artistiques.

Art. 2. — Les auteurs ressortissant à l'un des pays de l'Union ou

leurs ayants-cause, jouissent dans les autres pays, pour leurs œuvres, soit publiées dans un de ces pays, soit non publiées, des droits que les lois respectives accordent actuellement ou accorderont par la suite aux nationaux.

La jouissance de ces droits est subordonnée à l'accomplissement des conditions et formalités prescrites par la législation du pays d'origine de l'œuvre; elle ne peut excéder, dans les autres pays, la durée de la protection accordée dans ledit pays d'origine.

Est considéré comme pays d'origine de l'œuvre, celui de la première publication, ou, si cette publication a lieu simultanément dans plusieurs pays de l'Union, celui d'entre eux dont la législation accorde la durée de protection la plus courte.

Pour les œuvres non publiées, le pays auquel appartient l'auteur est considéré comme pays d'origine de l'œuvre.

Art. 3. — Les stipulations de la présente convention s'appliquent également aux éditeurs d'œuvres littéraires ou artistiques publiées dans un des pays de l'Union, et dont l'auteur appartient à un des pays qui n'en fait pas partie.

Art. 4. — L'expression « œuvres littéraires et artistiques » comprend les livres, brochures ou tous autres écrits; les œuvres dramatiques ou dramatico-musicales, les compositions musicales avec ou sans paroles; les œuvres de dessin, de peinture, de sculpture, de gravure; les lithographies, les illustrations, les cartes géographiques; les plans, croquis et ouvrages plastiques, relatifs à la géographie, à la topographie, à l'architecture ou aux sciences en général; enfin toute production quelconque du domaine littéraire, scientifique ou artistique, qui pourrait être publiée par n'importe quel mode d'impression ou de reproduction.

Art. 5. — Les auteurs ressortissant à l'un des pays de l'Union, ou leurs ayants-cause, jouissent, dans les autres pays, du droit exclusif de faire ou d'autoriser la traduction de leurs ouvrages jusqu'à l'expiration de dix années à partir de la publication de l'œuvre originale dans l'un des pays de l'Union.

Pour les ouvrages publiés par livraisons, le délai de dix années ne compte qu'à dater de la publication de la dernière livraison de l'œuvre originale.

Pour les œuvres composées de plusieurs volumes publiés par intervalles, ainsi que pour les bulletins ou cahiers publiés par des Sociétés littéraires ou savantes ou par des particuliers, chaque volume, bulletin ou cahier, est, en ce qui concerne le délai de dix années, considéré comme ouvrage séparé.

Dans les cas prévus au présent article, est admis comme date de publication, pour le calcul des délais de protection, le 31 décembre de l'année dans laquelle l'ouvrage a été publié.

Art. 6. — Les traductions licites sont protégées comme des ouvrages originaux. Elles jouissent, en conséquence, de la protection stipulée aux articles 2 et 3 en ce qui concerne leur reproduction non autorisée dans les pays de l'Union.

Il est entendu que, s'il s'agit d'une œuvre pour laquelle le droit de traduction est dans le domaine public, le traducteur ne peut pas s'opposer à ce que la même œuvre soit traduite par d'autres écrivains.

Art. 7. — Les articles de journaux ou de recueils périodiques publiés

dans l'un des pays de l'Union peuvent être reproduits, en original ou en traduction, dans les autres pays de l'Union, à moins que les auteurs ou éditeurs ne l'aient expressément interdit. Pour les recueils, il peut suffire que l'interdiction soit faite d'une manière générale en tête de chaque numéro du recueil.

En aucun cas, cette interdiction ne peut s'appliquer aux articles de discussion politique ou à la reproduction des nouvelles du jour et des faits-divers.

Art. 8. — En ce qui concerne la faculté de faire licitement des emprunts à des œuvres littéraires ou artistiques pour des publications destinées à l'enseignement ou ayant un caractère scientifique, ou pour des chrestomaties, est réservé l'effet de la législation des pays de l'Union et des arrangements particuliers existants ou à conclure entre eux.

Art. 9. — Les stipulations de l'article 2 s'appliquent à la représentation publique des œuvres dramatiques ou dramatico-musicales, que ces œuvres soient publiées ou non.

Les auteurs d'œuvres dramatiques ou dramatico-musicales, ou leurs ayants-cause, sont, pendant la durée de leur droit exclusif de traduction, réciproquement protégés contre la représentation publique non autorisée de la traduction de leurs ouvrages.

Les stipulations de l'article 2 s'appliquent également à l'exécution publique des œuvres musicales non publiées ou de celles qui ont été publiées, mais dont l'auteur a expressément déclaré sur le titre ou en tête de l'ouvrage qu'il en interdit l'exécution publique.

Art. 10. — Sont spécialement comprises parmi les reproductions illicites auxquelles s'applique la présente convention, les appropriations indirectes non autorisées d'un ouvrage littéraire ou artistique, désignées sous des noms divers tels que : *adaptations, arrangements de musique*, etc., lorsqu'elles ne sont que la reproduction d'un tel ouvrage, dans la même forme ou sous une autre forme, avec des changements, additions ou retranchements, non essentiels, sans présenter d'ailleurs le caractère d'une nouvelle œuvre originale.

Il est entendu que, dans l'application du présent article, les Tribunaux des divers pays de l'Union tiendront compte, s'il y a lieu, des réserves de leurs lois respectives.

Art. 11. — Pour que les auteurs des ouvrages protégés par la présente convention soient, jusqu'à preuve contraire, considérés comme tels et admis, en conséquence, devant les Tribunaux des divers pays de l'Union à exercer des poursuites contre les contrefaçons, il suffit que leur nom soit indiqué sur l'ouvrage en la manière usitée.

Pour les œuvres anonymes ou pseudonymes, l'éditeur dont le nom est indiqué sur l'ouvrage est fondé à sauvegarder les droits appartenant à l'auteur. Il est, sans autres preuves, réputé ayant-cause de l'auteur anonyme ou pseudonyme.

Il est entendu, toutefois, que les Tribunaux peuvent exiger, le cas échéant, la production d'un certificat délivré par l'autorité compétente, constatant que les formalités prescrites, dans le sens de l'article 2, par la législation du pays d'origine ont été remplies.

Art. 12. — Toute œuvre contrefaite peut être saisie à l'importation

dans ceux des pays de l'Union où l'œuvre originale a droit à la protection légale.

La saisie a lieu conformément à la législation intérieure de chaque pays.

Art. 13. — Il est entendu que les dispositions de la présente convention ne peuvent porter préjudice, en quoi que ce soit, au droit qui appartient au gouvernement de chacun des pays de l'Union de permettre, de surveiller, d'interdire, par des mesures de législation ou de police intérieure, la circulation, la représentation, l'exposition de tout ouvrage ou production à l'égard desquels l'autorité compétente aurait à exercer ce droit.

Art. 14. — La présente convention, sous les réserves et conditions à déterminer d'un commun accord, s'applique à toutes les œuvres qui, au moment de son entrée en vigueur, ne sont pas encore tombées dans le domaine public de leur pays d'origine.

Art. 15. — Il est entendu que les gouvernements des pays de l'Union se réservent respectivement le droit de prendre séparément, entre eux, des arrangements particuliers, en tant que ces arrangements confèreraient aux auteurs ou à leurs ayants-cause des droits plus étendus que ceux accordés par l'Union, ou qu'ils renfermeraient d'autres stipulations non contraires à la présente convention.

Art. 16. — Un office international est institué sous le nom de *Bureau de l'Union internationale pour la protection des œuvres littéraires et artistiques*.

Ce bureau, dont les frais sont supportés par les administrations de tous les pays de l'Union, est placé sous la haute autorité de l'administration supérieure de la Confédération suisse, et fonctionne sous sa surveillance. Les attributions en sont déterminées d'un commun accord entre les pays de l'Union.

Art. 17. — La présente convention peut être soumise à des révisions en vue d'y introduire les améliorations de nature à perfectionner le système de l'Union.

Les questions de cette nature, ainsi que celles qui intéressent à d'autres points de vue le développement de l'Union, seront traitées dans des Conférences qui auront lieu successivement dans les pays de l'Union entre les délégués desdits pays.

Il est entendu qu'aucun changement à la présente convention ne sera valable pour l'Union que moyennant l'assentiment unanime des pays qui la composent.

Art. 18. — Les pays qui n'ont point pris part à la présente convention et qui assurent chez eux la protection légale des droits faisant l'objet de cette convention, seront admis à y accéder sur leur demande.

Cette accession sera notifiée par écrit au gouvernement de la Confédération suisse, et par celui-ci à tous les autres.

Elle emportera, de plein droit, adhésion à toutes les clauses et adhésion à tous les avantages stipulés dans la présente convention.

Art. 19. — Les pays accédant à la présente convention ont aussi le droit d'y accéder en tout temps pour leurs colonies ou possessions étrangères.

Ils peuvent, à cet effet, soit faire une déclaration générale par laquelle toutes les colonies ou possessions sont comprises dans l'accession, soit

nommer expressément celles qui y sont comprises, soit se borner à indiquer celles qui en sont exclues.

Art. 20. — La présente convention sera mise à exécution trois mois après l'échange des ratifications, et demeurera en vigueur pendant un temps indéterminé, jusqu'à l'expiration d'une année à partir du jour où la dénonciation en aura été faite.

Cette dénonciation sera adressée au gouvernement chargé de recevoir les accessions. Elle ne produira son effet qu'à l'égard du pays qui l'aura faite, la convention restant exécutoire pour les autres pays de l'Union.

Art. 21. — La présente convention sera ratifiée, et les ratifications en seront échangées à Berne, dans le délai d'un an au plus tard.

En foi de quoi, les plénipotentiaires respectifs l'ont signée et y ont apposé le cachet de leurs armes.

Fait à Berne, le neuvième jour du mois de septembre de l'an mil huit cent quatre-vingt-six.

Pour la Suisse : (L. S.) DROZ, L. RUCHONNET, A. d'ORELLI.

Pour l'Allemagne : (L. S.) OTTO VON BÜLOW.

Pour la Belgique : (L. S.) MAURICE DELFOSSE.

Pour l'Espagne : (L. S.) COMTE DE LA ALMINA, JOSÉ VILLA-AMIL Y CASTRO.

Pour la France : (L. S.) EMM. ARAGO.

Pour la Grande-Bretagne : (L. S.) F.-O. ADAMS, J.-H.-G. BERGNE.

Pour Haïti : (L. S.) LOUIS-JOSEPH JANVIER.

Pour l'Italie : (L. S.) E. DI BECCARIA.

Pour Libéria : (L. S.) KENTZER.

Pour la Tunisie : (L. S.) L. RENAULT.

Article additionnel.

Les plénipotentiaires réunis pour signer la convention concernant la création d'une Union internationale pour la protection des œuvres littéraires et artistiques, sont convenus de l'article additionnel suivant, qui sera ratifié en même temps que l'acte auquel il se rapporte :

La convention conclue à la date de ce jour n'affecte en rien le maintien des conventions actuellement existantes entre les pays contractants, en tant que ces conventions confèrent aux auteurs ou à leurs ayants-cause des droits plus étendus que ceux accordés par l'Union, ou qu'elles renferment d'autres stipulations qui ne sont pas contraires à cette convention.

En foi de quoi, les plénipotentiaires respectifs ont signé le présent article additionnel.

Fait à Berne, le neuvième jour du mois de septembre de l'an mil huit cent quatre-vingt-six.

Pour la Suisse : DROZ, L. RUCHONNET, A. d'ORELLI.

Pour l'Allemagne : OTTO VON BÜLOW.

Pour la Belgique : MAURICE DELFOSSE.

Pour l'Espagne : ALMINA, VILLA-AMIL.

Pour la France : EMM. ARAGO.

Pour la Grande-Bretagne : F.-O. ADAMS, J.-H.-G. BERGNE.

Pour Haïti : LOUIS-JOSEPH JANVIER.

Pour l'Italie : E. DI BECCARIA.

Pour Libéria : KENTZER.

Pour la Tunisie : L. RENAULT.

Protocole de clôture.

Au moment de procéder à la signature de la convention conclue à la date de ce jour, les plénipotentiaires soussignés ont déclaré et stipulé ce qui suit :

1. Au sujet de l'article 4, il est convenu que ceux des pays de l'Union où le caractère d'œuvres artistiques n'est pas refusé aux œuvres photographiques s'engagent à les admettre, à partir de la mise en vigueur de la convention conclue en date de ce jour, au bénéfice de ses dispositions. Ils ne sont, d'ailleurs, tenus de protéger les auteurs desdites œuvres, sauf les arrangements internationaux existants ou à conclure, que dans la mesure où leur législation permet de le faire.

Il est entendu que la photographie autorisée d'une œuvre d'art protégée jouit, dans tous les pays de l'Union, de la protection légale, au sens de ladite convention, aussi longtemps que dure le droit principal de reproduction de cette œuvre même, et dans les limites des conventions privées entre les ayants-droit.

2. Au sujet de l'article 9, il est convenu que ceux des pays de l'Union dont la législation comprend implicitement, parmi les œuvres dramatico-musicales, les œuvres chorégraphiques, admettent expressément lesdites œuvres au bénéfice des dispositions de la convention conclue en date de ce jour.

Il est d'ailleurs entendu que les contestations qui s'élèveraient sur l'application de cette clause demeurent réservées à l'appréciation des Tribunaux respectifs.

3. Il est entendu que la fabrication et la vente des instruments servant à reproduire mécaniquement des airs de musique empruntés au domaine privé ne sont pas considérées comme constituant le fait de contrefaçon musicale.

4. L'accord commun prévu à l'article 14 de la convention est déterminé ainsi qu'il suit :

L'application de la convention aux œuvres non tombées dans le domaine public au moment de sa mise en vigueur aura lieu suivant les stipulations y relatives contenues dans les conventions spéciales existantes ou à conclure à cet effet.

A défaut de semblables stipulations entre pays de l'Union, les pays respectifs régleront, chacun pour ce qui le concerne, par la législation intérieure, les modalités relatives à l'application du principe contenu à l'article 14.

5. L'organisation du bureau international prévu à l'article 16 de la convention sera fixée par un règlement que le gouvernement de la Confédération suisse est chargé d'élaborer.

La langue officielle du bureau international sera la langue française.

Le bureau international centralisera les renseignements de toute nature relatifs à la protection des droits des auteurs sur leurs œuvres littéraires et artistiques. Il les coordonnera et les publiera. Il procédera aux études d'utilité commune intéressant l'Union et rédigera, à l'aide des documents qui seront mis à sa disposition par les diverses administrations, une feuille périodique, en langue française, sur les questions concernant l'objet de l'Union. Les gouvernements des pays de l'Union se réservent d'autoriser, d'un commun accord, le bureau à

publier une édition dans une ou plusieurs autres langues, pour le cas où l'expérience en aurait démontré le besoin.

Le bureau international devra se tenir en tout temps à la disposition des membres de l'Union pour leur fournir, sur les questions relatives à la protection des œuvres littéraires et artistiques, les renseignements spéciaux dont ils pourraient avoir besoin.

L'administration du pays où doit siéger une conférence, préparera, avec le concours du bureau international, les travaux de cette conférence.

Le directeur du bureau international assistera aux séances des conférences et prendra part aux discussions sans voix délibérative. Il fera sur sa gestion un rapport annuel qui sera communiqué à tous les membres de l'Union.

Les dépenses du bureau de l'Union internationale seront supportées en commun par les pays contractants. Jusqu'à nouvelle décision, elles ne pourront pas dépasser la somme de soixante mille francs par année. Cette somme pourra être augmentée au besoin par simple décision d'une des conférences prévues à l'article 17.

Pour déterminer la part contributive de chacun des pays dans cette somme totale des frais, les pays contractants et ceux qui adhèreraient ultérieurement à l'Union seront divisés en six classes contribuant chacune dans la proportion d'un certain nombre d'unités, savoir :

1 ^{re} classe.	25 unités.
2 ^{me} »	20 »
3 ^{me} »	15 »
4 ^{me} »	10 »
5 ^{me} »	5 »
6 ^{me} »	3 »

Ces coefficients seront multipliés par le nombre des pays de chaque classe, et la somme des produits ainsi obtenus fournira le nombre d'unités par lequel la dépense totale doit être divisée. Le quotient donnera le montant de l'unité de dépense.

Chaque pays déclarera, au moment de son accession, dans laquelle des susdites classes il demande à être rangé.

L'administration suisse préparera le budget du bureau et en surveillera les dépenses, fera les avances nécessaires et établira le compte annuel qui sera communiqué à toutes les autres administrations.

6. La prochaine conférence aura lieu à Paris, dans le délai de quatre à six ans à partir de l'entrée en vigueur de la convention.

Le gouvernement français en fixera la date dans ces limites, après avoir pris l'avis du bureau international.

7. Il est convenu que, pour l'échange les ratifications prévu à l'article 21, chaque partie contractante remettra un seul instrument, qui sera déposé, avec ceux des autres pays, aux archives du gouvernement de la Confédération suisse. Chaque partie recevra en retour un exemplaire du procès-verbal d'échange des ratifications, signé par les plénipotentiaires qui y auront pris part.

Le présent protocole de clôture, qui sera ratifié en même temps que la convention conclue à la date de ce jour, sera considéré comme faisant partie intégrante de cette convention, et aura même force, valeur et durée.

En foi de quoi, les plénipotentiaires respectifs l'ont revêtu de leur signature.

Fait à Berne, le neuvième jour du mois de septembre mil huit cent quatre-vingt-six.

Pour la Suisse : DROZ, L. RUCHONNET, A. D'ORELLI.

Pour l'Allemagne : OTTO VON BÜLOW.

Pour la Belgique : MAURICE DELFOSSE.

Pour l'Espagne : ALMINA, VILLA-AMIL.

Pour la France : EMM. ARAGO.

Pour la Grande-Bretagne : F.-O. ADAMS, J.-H.-G. BERGNE.

Pour Haïti : LOUIS-JOSEPH JANVIER.

Pour l'Italie : E. DI BECCARIA.

Pour Libéria : KENTZER.

Pour la Tunisie : L. RENAULT.

Procès-verbal de signature.

Les plénipotentiaires soussignés, réunis ce jour à l'effet de procéder à la signature de la convention concernant la création d'une Union internationale pour la protection des œuvres littéraires et artistiques, ont échangé les déclarations suivantes :

1° En ce qui concerne l'accession des colonies ou possessions étrangères prévue à l'article 19 de la convention :

Les plénipotentiaires de Sa Majesté Catholique le Roi d'Espagne réservent pour leur gouvernement la faculté de faire connaître sa détermination au moment de l'échange des ratifications.

Le plénipotentiaire de la République française déclare que l'accession de son pays emporte celle de toutes les colonies de la France.

Les plénipotentiaires de Sa Majesté Britannique déclarent que l'accession de la Grande-Bretagne à la convention pour la protection des œuvres littéraires et artistiques comprend le Royaume-Uni de la Grande-Bretagne et d'Irlande et toutes les colonies et possessions étrangères de Sa Majesté Britannique.

Ils réservent toutefois au Gouvernement de Sa Majesté Britannique la faculté d'en annoncer en tout temps la dénonciation séparément pour une ou plusieurs des colonies ou possessions suivantes, en la manière prévue par l'article 20 de la convention, savoir : les Indes, le Dominion du Canada, Terre-Neuve, le Cap, Natal, la Nouvelle-Galles du Sud, Victoria, Queensland, l'A Tasmanie, l'Australie méridionale, l'Australie occidentale et la Nouvelle-Zélande.

2° En ce qui concerne la classification des pays de l'Union au point de vue de leur part contributive aux frais du bureau international (chiffre 5 du protocole de clôture),

Les plénipotentiaires déclarent que leurs pays respectifs doivent être rangés dans les classes suivantes, savoir :

Allemagne.	dans la 1 ^{re} classe.
Belgique	» » 3 ^{me} »
Espagne.	» » 2 ^{me} »
France	» » 1 ^{re} »
Grande-Bretagne.	» » 1 ^{re} »
Haïti	» » 3 ^{me} »

Italie	» » 1 ^{re} »
Suisse	» » 3 ^{me} »
Tunisie	» » 6 ^{me} »

Le plénipotentiaire de la République de Libéria déclare que les pouvoirs qu'il a reçus de son Gouvernement l'autorisent à signer la convention, mais qu'il n'a pas reçu d'instructions quant à la classe où ce pays entend se ranger au point de vue de sa part contributive aux frais du bureau international. En conséquence, il réserve sur cette question la détermination de son gouvernement, qui la fera connaître lors de l'échange des ratifications.

En foi de quoi, les plénipotentiaires respectifs ont signé le présent procès-verbal.

Fait à Berne, le neuvième jour du mois de septembre de l'an mil huit cent quatre-vingt-six.

Pour la Suisse : DROZ, L. RUCHONNET, A. D'ORELLI.

Pour l'Allemagne : Otto von BÜLOW.

Pour la Belgique : Maurice DELFOSSE.

Pour l'Espagne : ALMINA, VILLA-AMIL.

Pour la France : Emmanuel ARAGO.

Pour la Grande-Bretagne : F.-O. ADAMS, J.-H.-G. BERGNE.

• Pour Haïti : Louis-Joseph JANVIER.

Pour l'Italie : E. DI BECCARIA.

Pour Libéria : KENTZER.

Pour la Tunisie : L. RENAULT.

PROTOCOLE

Dressé lors de l'échange des ratifications.

5 septembre 1887.

Au moment de procéder à la signature du procès-verbal, constatant le dépôt des actes de ratifications délivrés par les Hautes Parties signataires de la Convention, en date du 9 septembre 1886, concernant la création d'une Union internationale pour la protection des œuvres littéraires et artistiques,

S. Exc. M. le Ministre d'Espagne a renouvelé, au nom de son Gouvernement, la déclaration consignée dans le procès-verbal de la Conférence du 9 septembre 1886, et suivant laquelle l'accession de l'Espagne à la Convention emporte celle de tous les territoires dépendant de la Couronne espagnole.

Les soussignés ont pris acte de cette déclaration.

En foi de quoi, ils ont signé le présent Protocole fait à Berne en neuf expéditions, le 5 septembre 1887.

Pour la France : Emmanuel ARAGO.

Pour l'Allemagne : O. de BÜLOW.

Pour la Belgique : Henry LOUMYER.

Pour l'Espagne : Comte de la ALMINA.

Pour la Grande-Bretagne : F.-O. ADAMS.

Pour Haïti : L.-J. JANVIER.

Pour l'Italie : FÉ.

Pour la Suisse : DROZ.

Pour la Tunisie : H. MARCHAND.

Nous publions divers documents parlementaires concernant la convention qui précède :

ALLEMAGNE

Exposé des motifs présenté au Reichstag.

Sur l'invitation du Conseil Fédéral Suisse, invitation que ce Conseil avait, à la sollicitation de l'*Association littéraire internationale*, adressée aux Gouvernements d'Europe et hors d'Europe, il s'est tenu à Berne, en 1884, 1885 et 1886, des réunions auxquelles l'Empire a pris part, en vue d'une convention générale organisant la protection des œuvres de littérature et d'art. Cette convention devait — à l'imitation de l'*Union postale universelle*, — établir, par des règles de droit international, entre les Etats y adhérents, un minimum de garantie à accorder aux auteurs, sans préjudice des clauses des conventions littéraires entre les Etats pris individuellement.

A la première Conférence, du 8 au 19 septembre 1884, en dehors de l'Empire et de la Suisse, étaient représentés les Etats suivants : la France, l'Autriche-Hongrie, la Belgique, la Hollande, la Suède, la Norvège, Costa-Rica, Haïti et — à titre d'auditeur seulement — la Grande-Bretagne.

Le programme, soumis par le Conseil Fédéral Suisse, posait comme principe fondamental de la convention à intervenir, l'égalité de traitement des auteurs nationaux et étrangers. Ce principe forme, en général, la base des conventions littéraires existantes. La simple acceptation de ce principe ne garantit d'abord, du moins quand la législation sur la protection du droit des auteurs, en vigueur dans les différents Etats, n'établit pas la réciprocité, qu'une réciprocité formelle.

Une codification internationale unique du droit des auteurs semblait à cet égard éminemment désirable ; mais en même temps le but apparaissait comme encore si éloigné, que les différents Etats, plutôt que d'attendre cet état de choses, s'accordèrent, en face de la diversité des lois, les unes récentes et les autres même toutes nouvelles, à établir par traité, au lieu ou à côté de ces lois, un règlement international essentiellement différent.

D'ailleurs on ne pouvait pas, sans prendre garde aux difficultés qui en naîtraient, ne pas s'efforcer de remédier à certaines différences essentielles que présentent les législations particulières, particulièrement en ce qui concerne l'objet, l'étendue, la durée, les formalités et autres modalités de la protection du droit des auteurs et d'amener, sur ces points matériels, comme on l'a fait quand s'est étendu le domaine des conventions littéraires en vigueur, des dispositions législatives semblables. De plus, il allait de soi que l'accession à la convention à intervenir ne serait accordée qu'aux nations chez lesquelles le droit des auteurs est protégé législativement.

Les divers projets (projet de convention, projet d'un article additionnel, projet d'un protocole de clôture), sortis des délibérations de la première conférence, furent, avec les nouvelles propositions de modifications, soumis, dans la deuxième conférence, du 7 au 18 septembre 1885, à une deuxième épreuve. A cette deuxième conférence s'étaient fait représenter de nouveaux pays : l'Italie, l'Espagne, Tunis, Honduras et — à titre d'auditeurs, — les Etats-Unis d'Amérique, la République Argentine et le Paraguay, tandis que l'Autriche-Hongrie et Costa-Rica cessaient d'y prendre part. Les Délégués de la Grande-Bretagne s'associaient cette fois aux décisions finales.

On vit, dans cette conférence, se dessiner deux tendances opposées. D'un côté, furent renouvelés certains vœux pour qu'il fût donné un caractère obligatoire à la décision prise en 1884, sur l'égalité du terme de la protection du droit de traduction avec le terme de la protection contre la contrefaçon et sur la protection contre ce qu'on appelle *adaptations*. D'autre part, on désirait, pour ne pas gêner la législation intérieure des Etats de

l'Union, voir reprendre et rendre le plus pratiques possible les dispositions acceptées dans les projets et réserver, suivant les cas, à des conventions spéciales le règlement des questions intéressant la législation intérieure des Etats adhérents au traité. Le résultat fut un compromis entre ces différents points de vue, grâce auquel les dispositions essentielles du projet primitif restèrent sans changements. La Conférence recommanda aux Gouvernements ceux des projets qui étaient transformés pour être adoptés et mis à exécution sans autre changement.

A la suite de cela, eut lieu une troisième conférence, du 6 au 9 septembre 1886, dans laquelle, sans autres changements importants des projets et après entente sur quelques points secondaires, laissés en suspens, s'effectua l'adoption et la perfection de la convention avec l'article additionnel, le protocole de clôture et le protocole d'exécution, signés des plénipotentiaires de l'Empire, de la France avec ses colonies, de la Grande-Bretagne avec ses colonies, de l'Italie, de la Belgique, de l'Espagne, d'Haiti, de Libéria, de la Suisse et de Tunis. Les Etats-Unis d'Amérique, comme aussi le Japon, avaient envoyé des délégués avec mission de leur faire un rapport. La Suède et la Norvège ont fait entrevoir leur adhésion après revision de leur législation intérieure sur la matière. D'autres Etats encore ont été, par l'état de leur législation, empêchés d'adhérer au traité, mais ont témoigné de leur intérêt aux travaux qui l'ont préparé.

Si la ratification de cette convention intervient de la part de tous les Gouvernements signataires, comme le Conseil Fédéral Suisse le laisse pressentir dans une circulaire, la protection du droit d'auteur sera, par le moyen d'un traité unique, garanti sur un territoire habité par près de cinq cent millions d'hommes.

Pour l'Allemagne, elle sera, par ce traité unique, mise en rapport, dans des conditions répondant au développement le plus récent du droit, avec des pays avec lesquels, comme avec la Grande-Bretagne et la Suisse, ses conventions littéraires spéciales remontent à des dates un peu anciennes ; et, d'autre part, avec d'autres Etats avec lesquels, comme avec l'Espagne, Haiti, Libéria, Tunis, l'objet de cette convention n'est pas encore réglé par traité, elle inaugurera des rapports conventionnels.

Le rapport de la convention générale avec les conventions spéciales déjà existantes ou qui seront conclues à l'avenir est réglé dans l'article additionnel, conformément à l'article 13 de la convention.

Article premier. — Les expressions *protection des œuvres littéraires et artistiques, relativement aux droits des auteurs sur leurs œuvres littéraires et artistiques* ont été choisies en vue d'éviter de prendre parti pour l'une ou l'autre des théories sur la nature juridique du droit des auteurs.

Art. 2. — Dans le projet qui figurait au programme de la première conférence, l'auteur d'un ouvrage, quelle que fût sa nationalité, en quelque lieu que l'ouvrage eût paru, devait, dans chacun des Etats de l'union, jouir des mêmes droits que cet Etat garantit à ses nationaux. Mais on s'aperçut que dans ces conditions on arriverait à faire jouir de cette protection conventionnelle même des auteurs de pays qui n'auraient pas adhéré à l'union. Cela ne pourrait qu'encourager ces pays à persévérer dans leur attitude d'abstention. Aussi adopta-t-on la proposition suivante : sans se préoccuper de la protection organisée par chaque législation, ne garantir la protection conventionnelle qu'aux auteurs des pays appartenant à l'union, et cela en supposant que la publication de leurs ouvrages ait eu lieu dans un de ces pays de l'union.

Avec les auteurs, on protège aussi leurs ayants-cause. La mention spéciale, jusqu'ici habituelle, des mandataires légaux, a été considérée comme non indispensable, parce que ceux-ci ne possèdent à la protection aucun droit propre,

mais profitent seulement de ceux qui appartiennent aux personnes qu'ils représentent.

2. — D'après la phrase 2, le droit de protection, garanti par le traité, doit dépendre de ceci que les conditions et formalités que prescrit le pays d'origine de l'ouvrage ont été remplies. Accepter le principe de l'égalité de traitement des étrangers et des nationaux, même en ce qui concerne l'accomplissement des formalités et des modalités prescrites à ces derniers, et vouloir que les lois nationales à cet égard fussent obligatoires ; c'eût été faire un traité absolument inexécutable dans les relations entre un grand nombre d'Etats. L'auteur, dépendant d'un des pays de l'union, aurait, d'après cela, été forcé de remplir l'ensemble des formalités prescrites dans les divers pays de l'union, et cela, non seulement supposait, chez les différents intéressés, la connaissance des législations des divers pays de l'union, mais cela pouvait conduire à une foule de difficultés et d'ennuis et même mettre en question la valeur pratique de la protection dans l'union.

L'expression *conditions et formalités* embrasse toutes les prescriptions formelles et matérielles dont l'existence donne droit à la protection. Il est inutile d'arriver à une discussion plus serrée de la limite de ces deux expressions qui se touchent de trop près, puisque des prescriptions matérielles n'ont pas été subordonnées à cette séparation.

3. — En ce qui concerne le terme pendant lequel le droit de l'auteur doit être protégé, il existe entre les diverses législations des différences considérables, notamment sur le point de savoir si le délai de protection de l'auteur doit être considéré comme accordé aux ayants-cause de l'auteur. Aussi, à la première conférence de Berne, les commissaires allemands avaient-ils proposé d'admettre un terme uniforme international pour cette protection. Cette proposition fut adoptée pour ce motif que les différences à cet égard n'avaient aucune base sérieuse, mais étaient purement arbitraires. On s'entendit cependant pour admettre que la conférence se contenterait d'adresser aux Gouvernements, sous forme de vœu, la proposition de fixer un délai unique qui serait d'au moins trente ans après la mort de l'auteur.

Sur cette question il ne restait plus qu'à admettre dans le traité en discussion le principe, déjà reconnu dans des conventions antérieures, de l'égalité de délai, cela fut combattu de divers côtés ; on voulait se raccrocher au principe de l'égalité de traitement des auteurs étrangers ou nationaux. Finalement on arriva à admettre cette proposition que l'ouvrage qui, dans son pays d'origine, n'était plus protégé, ne pourrait plus, dans un pays étranger, prétendre aucun droit à la protection.

4. — On a admis pour l'égalité de délai, en ce qui concerne les œuvres publiées, non pas comme on l'avait d'abord proposé, le droit du pays d'origine de l'auteur, mais le droit du pays de publication de l'ouvrage. Le premier, au cas de doute sur la nationalité de l'auteur, comme aussi au cas de double nationalité, aurait pu conduire à des difficultés considérables et à une absence de sécurité. Pour les œuvres non publiées, au contraire, c'est le droit du pays d'origine de l'auteur qui a été admis.

Art. 3. — Le texte de l'article exprime que, relativement à la protection directe de l'éditeur, non seulement l'article 2, mais, d'après son esprit, le contenu tout entier de la convention trouve application. Le droit direct de protection de l'éditeur appartient aussi aux ayants-cause de cet éditeur. Cela ressort de l'article 2.

Art. 5. — En ce qui concerne le droit de traduction, le projet avait proposé d'assimiler la durée de sa protection à celle de la protection contre les contrefaçons ; le contre-projet, au contraire, voulait qu'on laissât ce point à la décision de la législation de chaque pays. La disposition adoptée dans la convention a été une transaction entre ces points de vue opposés. On a adopté le délai de

dix ans qui figure déjà dans différentes conventions passées par des Etats allemands. Il faut toutefois observer que ce délai ne crée pas un droit uniforme pour les pays de l'Union, mais forme un minimum que tous doivent garantir, sans préjudice d'une durée plus longue que leurs législations respectives pourraient accorder, notamment par des conventions en vigueur ou non encore conclues.

On s'est écarté sur ce point d'une disposition de la loi allemande du 11 juin 1870 (§ 6), d'après laquelle la traduction doit être commencée dans le délai d'un an après l'apparition de l'œuvre originale et finie dans celui de trois ans. Le délai d'un an pour commencer la traduction avait déjà, dans les récentes conventions de l'Empire, été omis comme apportant une limitation inutile à la protection du droit des auteurs. Car il ne faut pas oublier que, dans certains cas, pour l'auteur d'un ouvrage important et particulièrement d'un ouvrage scientifique, il peut être difficile de faire, en trois ans, paraître la traduction ; mais justement, pour ces ouvrages importants, il paraît bien dur d'enlever à l'auteur la protection de la traduction, parce qu'il n'a pu faire cette traduction en trois ans. Et, d'autre part, si l'absence d'une telle disposition donne à un auteur la possibilité pendant les dix ans que dure pour lui le droit de traduction de priver l'étranger de son ouvrage, c'est là un cas qui arrivera si rarement que, pour la conclusion d'une convention littéraire générale, il ne devait pas avoir une importance déterminante. La différence qui en résulte avec la loi allemande paraît sans inconvénient, puisque la protection de leur traduction dans les relations des Allemands entre eux n'a actuellement aucune importance pratique. Les dispositions des phrases 2 et 3 répondent à celles des plus récentes conventions littéraires allemandes ; la façon de fixer le point de départ du terme de dix ans, d'après la phrase 4, est d'accord avec la base adoptée dans le § 6, 1 c., de la loi de l'Empire du 11 juin 1870.

Art. 7. — L'article 7 fixe les limitations apportées au droit de l'auteur dans l'intérêt des emprunts mutuels que se font les journaux et écrits périodiques.

D'après les conventions littéraires récentes conclues par l'Allemagne, sont exclus de ce droit libre d'utilisation :

1° Sans restriction : les feuilletons-romans comme aussi les articles d'art et de science ;

2° Sous condition d'interdiction formelle de reproduction : les articles de quelque étendue, pourvu qu'ils ne traitent pas de politique.

Tous les autres, c'est-à-dire les articles de moindre étendue et les articles politiques, sont abandonnés, sans restriction, à l'utilisation libre.

Les dispositions de la présente convention s'écartent de celles-ci à deux points de vue : en principe, l'auteur ou l'éditeur a le droit d'interdire la reproduction non seulement des articles de quelque étendue, mais de tous les articles, et, d'autre part, la protection des feuilletons-romans, comme des articles de science et d'art, n'existe qu'autant que l'interdiction de reproduction a été formellement faite.

Ainsi, il ressort de là que les articles abandonnés à l'utilisation libre sont d'abord les articles politiques, parmi lesquels ne figurent d'ailleurs que ceux qui traitent de la politique courante et non pas les essais ou études de politique ou de questions sociales, et ensuite les nouvelles du jour et les nouvelles diverses.

La différence entre les articles de quelque importance et ceux de moindre étendue a paru trop vague pour être conservée.

Contre ces dispositions qui donnent la préférence au système le plus simple, il n'y avait du côté de l'Allemagne aucune objection à élever, puisque l'interdiction formelle exigée par la convention en ce qui concerne les feuilletons-romans et les articles de science et d'art est, en fait, le plus habituellement formulée pour ces sortes d'ouvrages et que, d'autre part, le droit de faire une interdiction de ce genre pour les autres articles, même pour les articles les plus

courts, a trouvé dans la liberté de disposer des « nouvelles du jour » et des « nouvelles diverses » une limitation conforme.

Du reste, l'article 7, en tant qu'il apporte des limitations à la protection du droit de l'auteur, n'est pas — et cela ressort aussi de l'article 15 et de l'article additionnel, — destiné à créer entre les adhérents au traité une législation unique et exclusive. Tout au contraire, les conventions spéciales, en tant qu'elles apportent, comme les conventions allemandes, des limites plus étroites à la libre utilisation des journaux et des écrits périodiques, restent en vigueur, et rien ne s'oppose à la conclusion à l'avenir de semblables conventions spéciales.

Art. 8. — Le projet soumis à la première conférence contenait, dans l'intérêt de l'enseignement, l'autorisation d'utiliser les ouvrages étrangers dans un but scientifique et pour l'amélioration des Chrestomathies. Cette autorisation a été critiquée dans la conférence et il a été convenu de laisser le règlement des questions traitées dans le présent article, à la législation des Etats individuels et notamment aux arrangements séparés intervenus ou à intervenir entre ces Etats. Une réserve formelle de ce genre a paru nécessaire, eu égard à la disposition que l'on rencontre dans l'article 15 de la convention, comme aussi dans l'article additionnel, sur la faculté de conclure ces arrangements spéciaux.

Art. 10. — L'interdiction de ce qu'on appelle « appropriation indirecte » a été admise dans la convention sur le désir des délégués français. En ce qui concerne les arrangements d'ouvrages musicaux qui tombent sous le coup de cette disposition, il y a déjà des dispositions dans le § 46 de la loi de l'Empire du 11 juin 1870; au contraire, la catégorie des « adaptations » est quelque chose de nouveau dans le droit allemand. Il appartiendra à la jurisprudence, pour l'application de l'art. 10, de décider, dans chaque espèce, si les faits de la cause révèlent une reproduction non autorisée ou une création artistique indépendante.

Art. 11. — En vue de tenir compte des pratiques différentes des différents pays, les modalités relatives à la déclaration du nom de l'auteur et de ses droits sur son ouvrage, comme donnant, jusqu'à preuve du contraire, une base légitime au procès, n'ont pas été spécialement décrites d'avance.

Le certificat prévu dans la dernière phrase devra, en ce qui concerne l'Allemagne — et sous réserve des causes prévues au § 6, phrase 4, et au § 11, phrase 4 de la loi de l'Empire du 11 juin 1870, — exprimer clairement que d'après les lois et dispositions réglementaires sur la protection du droit des auteurs en vigueur en Allemagne, d'autres formalités n'ont pas à être remplies. (V. l'*Exposé des motifs* de la convention allemande-hollandaise, page 12, Impressions du Reichstag, n° 126, IV, Session 1884.)

Art. 14. — L'article contient le principe que la convention s'applique à tous les ouvrages qui, lors de son entrée en vigueur, s'il s'agit d'ouvrages qui sont publiés, sont encore protégés dans le pays, suivant les cas, soit de la publication, soit d'origine de l'auteur.

La diversité des rapports des Etats, parties au traité, — car il existe déjà entre les divers Etats un traité en vigueur avec ou sans effet rétroactif, — et le compte qu'il fallait tenir des diverses dispositions contenues dans les conventions en vigueur, ne permettaient pas, pour la présente convention, de s'entendre unanimement sur les dispositions transitoires. Il parut possible et suffisant de régler ce point par une clause générale, celle du n° 4 du protocole de clôture, d'après laquelle le règlement des dispositions transitoires entre les différents Etats, en tant qu'il n'y existe pas déjà à ce sujet de dispositions dans les conventions littéraires en vigueur, se fera par des arrangements séparés, et si

ces arrangements n'intervenaient pas, par la législation intérieure des pays intéressés.

Art 15. — L'article 15 déclare en premier lieu que les conventions spéciales, ayant pour objet d'accorder à l'auteur ou à ses ayants-cause des droits plus étendus que ceux qu'ils tiennent de la convention générale, sont licites; et en second lieu, pour écarter tous les doutes en certains cas, que la conclusion des arrangements quelconques ne contredisant pas les dispositions de la convention générale sont également licites. L'extension du principe contenu dans l'article 15 aux conventions spéciales déjà existantes est reproduite par l'article additionnel.

Art. 16. — L'organisation d'un bureau international a été prévue par analogie des dispositions semblables prises par la convention internationale du Mètre, du traité postal universel, du traité télégraphique international. Le siège de ce bureau a été, comme pour les autres, fixé à Berne, et la direction et la surveillance en ont été confiées au Conseil fédéral suisse.

L'organisation du bureau est fixée par le protocole de clôture, n° 5.

Art. 17. — La dernière phrase de cet article doit s'entendre, quant à ses conséquences, en ce sens que, si l'unanimité entre les adhérents ne se produit pas, les changements apportés à la convention peuvent, toujours sous les réserves de l'article 15, être mis en vigueur à titre de conventions spéciales entre les Etats de l'Union qui auront adhéré à ces changements.

II. Sur l'article additionnel.

Des conventions spéciales ont été conclues par l'Empire allemand : avec la France, le 19 avril 1883; avec l'Italie, le 20 juin 1884; avec la Belgique, le 12 décembre 1883; avec la Suisse, les 13 mai 1869 — 13 mai 1881; avec la Grande-Bretagne, il existe certains traités antérieurs conclus par divers Etats allemands, dont le traité anglo-prussien, étendu par arrangement du 2 juin 1886 aux parties de l'Empire qui n'avaient pas encore conclu de traités.

III. Sur le protocole de clôture.

N° 1. — Les dispositions de la convention doivent, en ce qui concerne les œuvres photographiques, n'être applicables que dans les pays où les photographies sont rangées parmi les œuvres artistiques et protégées à ce titre. Les dispositions de la convention qui s'y rapportent n'ont donc à l'intérieur de l'Empire, étant donnée la législation allemande et le point de vue auquel elle se place, aucune importance.

N° 2. — En ce qui concerne les ouvrages chorégraphiques mentionnés au protocole de clôture sur le désir de l'Italie, il faut se reporter à l'exposé des motifs de la convention littéraire allemande-italienne (V. Impressions du Reichstag du 1884, n° 169, page 13). D'après cet exposé, la question de savoir si, d'après la législation allemande, un ballet est comme tel admis à la protection, est laissée, dans chaque espèce, à l'appréciation des Tribunaux.

N° 5. — La langue française a été désignée comme la langue officielle du Bureau, celui-ci ayant à agir comme organe, non pas d'un seul Etat, mais de l'ensemble des Etats contractants.

Cette disposition s'entend seulement des écrits qui émanent du Bureau, et non des communications et documents qui lui sont adressés par les différents Etats.

La manière de répartir les dépenses adoptée par la convention est la même que celle qu'a adoptée l'Union postale universelle.

— Dans la séance du Reichstag, du 17 mai 1887, la Convention est venue en délibération et a donné lieu à un échange d'observations intéressantes :

M. Klemm. — Messieurs, je dois dire que j'ai accueilli avec joie et avec reconnaissance la Convention à laquelle nous devons donner force de loi. Il m'a été donné d'étudier le développement pendant de longues périodes, jusqu'à la période actuelle, de ce que l'on appelle « la propriété littéraire » ou, comme on dit aujourd'hui plus exactement, du droit des auteurs sur les œuvres littéraires et artistiques ; je l'ai étudié, non-seulement théoriquement, mais aussi pratiquement et, il y a déjà longtemps que je me suis fait cette conviction (que je ne suis pas seul à avoir), que justement ce droit a en lui-même un caractère international et exige une législation internationale. Et cela, surtout de nos jours, où les différents peuples ont entre eux un mouvement d'échange des plus animés. Je me suis donc beaucoup réjoui de voir dix grands Etats, comme ceux qui se sont entendus pour cette convention, s'unir pour assurer au droit des auteurs une protection qui porte évidemment un caractère international.

Je n'ai, contre les dispositions de cette convention, aucune objection au moins essentielle, et je déclare désirer vivement que cette affaire puisse, dans la haute assemblée, être expédiée immédiatement, et sans renvoi à une Commission.

Mais, en me plaçant à ce point de vue, je soulèverai immédiatement une question qui, dans l'intérêt du commerce de musique allemand, me semble être de quelque importance. Il s'agit de l'article 10 de la convention qui traite de ce qu'on appelle « l'appropriation indirecte et sans droit » et, en ce qui concerne plus particulièrement l'Allemagne, de ce qu'on appelle « les arrangements musicaux. » Notre loi d'Empire, du 11 juin 1870, s'explique déjà dans son paragraphe 46, ainsi que le mentionne l'exposé des motifs, sur ces mêmes droits ; elle les définit et elle déclare qu'ils ne jouissent pas de la protection de la loi. La présente convention s'occupe aussi de ces « imitations » (lesquelles sont faites sans le consentement de l'auteur, et là, apparaît le caractère illégal) et elle déclare qu'elles ne sont pas non plus protégées.

Maintenant, le critérium d'une telle appropriation indirecte, d'un de ces arrangements musicaux sans droit, consiste en ce que ces arrangements reproduisent le motif ou les mélodies d'une composition originale, avec quelques variations non essentielles, abréviations, additions qui, au point de vue de la chose elle-même, de la composition musicale, de la pensée musicale, ne changent assurément rien. C'est là, à proprement parler, qu'on trouve, ce qu'on peut appeler une *évasion* de la loi.

Parfois cependant, ces reproductions présentent ce caractère qu'on y a ajouté une valeur artistique indépendante, et, tout en utilisant un motif ou des mélodies dues à autrui, produit une œuvre d'une véritable originalité artistique. Il n'y a pas alors une appropriation sans droit et la caractéristique de cette œuvre est d'être une œuvre originale.

D'après la nature des observations qui précèdent, il est bien évident que toutes les question qui peuvent ainsi surgir, varieront d'une espèce à l'autre, et c'est ce qu'indique l'exposé des motifs.

Comme on dit en termes de droit, ce sera une question de fait de savoir si, oui ou non, l'appropriation de la mélodie ou du motif d'autrui a, entre les mains de l'arrangeur, conquis le caractère d'une œuvre originale. En conséquence, il arrive ceci : c'est que dans ces affaires, le juge à qui elles sont soumises, est obligé d'emprunter les éléments de sa décision les plus importants et les plus essentiels, à l'appréciation d'un expert. Et ainsi, il se produit « et je parle par expérience », que ce n'est pas seulement la lettre écrite de la loi qui est consultée pour fournir au juge sa décision. Plus que partout ailleurs, l'expérience de la magistrature, sa pratique, cet art particulier

d'interpréter des principes; en un mot, la jurisprudence exerce ici, et doit exercer son empire, parce que justement dans cette branche de l'activité humaine, dans ces sortes de créations, les formes extérieures des transactions journalières changent continuellement, se renouvellent continuellement, et ainsi la lettre écrite de la loi ne peut jamais être fixée d'une façon immuable. La jurisprudence forme ainsi un complément des lois absolument indispensable, d'après lequel le juge doit décider.

Or, l'article 10, dans sa dernière phrase, dit qu'il « est entendu que dans l'application du présent article, les Tribunaux des divers pays de l'Union tiendront compte, s'il y a lieu, des réserves de leurs lois respectives ». Dans ces conditions, il peut, dans plusieurs occasions, se produire un malentendu. Or, Messieurs, il est presque inévitable ce que, dans les procès pour contrefaçons, il est produit et allégué de versions et d'objections. Le procès de contrefaçon appartient aux procès les plus inextricables que nous ayons et j'éprouve quelque inquiétude qui est — et cela est très important — exprimée dans la convention même, qu'il devienne entendu que les juges auront à appliquer selon les circonstances les diverses dispositions de leur loi nationale; que l'on puisse dire : jusqu'à aujourd'hui la jurisprudence, c'est-à-dire les principes qui s'appuient, non pas sur le droit écrit, mais sur l'interprétation des Tribunaux, peut encore être mise en doute; elle peut encore être discutée, elle peut encore être un objet de discussion. Dans mon opinion, cela ne doit pas être, et j'entends la phrase en question de l'article 10, en ce sens que sous l'empire des lois écrites suivantes, la jurisprudence jusqu'ici adoptée doit continuer à être, sans discussion, maintenue par les Tribunaux aussi longtemps que les Tribunaux eux-mêmes restent fermes sur ce point. Je ne veux pas non plus qu'on remette en discussion ce que la jurisprudence tient pour constant. Messieurs, il ne s'agit pas ici de la jurisprudence et de sa situation en général, mais de ceci en particulier, que dans les cas spéciaux, la jurisprudence jusqu'ici constante soit maintenue et qu'elle ne soit pas, qu'elle ne puisse pas, qu'elle ne doive pas être remise en discussion à propos de ces faits concrets, tant que les Tribunaux n'estiment pas eux-mêmes qu'elle ait besoin d'une révision. Il me serait très agréable que mon interprétation fût exacte.

Le conseiller de légation Reichardt. — Messieurs, je puis écarter l'objection de l'honorable préopinant par cette très courte observation, que l'alinéa 2 de l'art. 10 n'a nullement la portée qu'il redoute. Cet alinéa a été, dans la conférence de Berne, spécialement introduit dans la convention sur la proposition des représentants allemands. Et cela, en dehors des bases expressément établies dans la Conférence. Leur but était de sauvegarder le principe qui se trouve établi dans le paragraphe 46 de la loi allemande sur les droits des auteurs, principe sur lequel le préopinant a aussi appuyé, à savoir que, quand un arrangement musical a tout en empruntant quelque chose à un ouvrage étranger, le caractère d'une œuvre musicale indépendante, et quand ce caractère lui aura été reconnu par l'expert désigné par le juge, alors aucune contrefaçon possible de la loi ne peut être alléguée. Pour sauvegarder ce principe qui est inscrit dans nos lois nationales, nous avons attaché au prix à exprimer particulièrement dans le deuxième alinéa de l'article 10 ce point de vue qui, même sans cet alinéa, serait déjà résulté de l'article premier de la convention.

BELGIQUE

Exposé des motifs présenté par le Gouvernement.

Messieurs,

Une convention concernant la création d'une union internationale pour la protection des œuvres littéraires et artistiques a été signée à Berne, le 9 septembre dernier, par les plénipotentiaires de l'Allemagne, de la Belgique, de l'Espagne, de la France, de la Grande-Bretagne, d'Haiti, de l'Italie, de Libéria, de la Suisse et de la Tunisie.

D'après les ordres du Roi, j'ai l'honneur, Messieurs, de soumettre cet acte diplomatique à vos délibérations.

Il a pris son origine dans un Congrès qui s'est tenu en 1883, à Berne, sous les auspices de l'Association littéraire internationale, Association qui s'était fondée, en 1876, dans le but de travailler à obtenir la reconnaissance universelle du droit d'auteur et l'unification des législations relatives à la propriété littéraire et artistique.

Le Congrès de 1883 élaborait un projet de convention internationale que le Conseil fédéral suisse soumit aux Gouvernements de tous les pays civilisés.

Dans des conférences diplomatiques qui se réunirent en 1884 et en 1885, sur l'initiative du Conseil fédéral, le projet de 1883 fut examiné, amendé, et reçut enfin la forme sous laquelle il a été signé le 9 septembre 1886.

Je crois inutile, Messieurs, de passer en revue les vingt-et-un articles de cette convention.

Dans une œuvre de ce genre, à cause des différences qui existent entre les législations particulières, on a dû nécessairement se borner à établir quelques principes généraux, et à déterminer un minimum de droits sur lequel il fût possible à tous les contractants de s'entendre.

Mais, même avec ces proportions restreintes, l'acte diplomatique du 9 septembre 1886 réalise un progrès important dans l'ordre des relations internationales.

Il consacre des droits plus étendus que la plupart des arrangements spéciaux actuellement en vigueur, et marque une étape en avant vers l'unification des législations relatives au droit d'auteur.

Les révisions périodiques, prévues par l'article 17, permettront d'ailleurs d'apporter au système établi par la convention toutes les améliorations dont l'expérience aura démontré l'utilité. Et, d'autre part, de nouvelles adhésions étendront encore, sans nul doute, le domaine, déjà vaste, de l'Union littéraire internationale.

J'ai la confiance, Messieurs, que le Parlement belge, qui a récemment affirmé les tendances les plus généreuses en matière de propriété littéraire et artistique (1), approuvera l'acte signé le 9 septembre 1886.

Rapport fait à la Chambre des représentants par M. Jules de Borchgrave.

Messieurs,

Le Gouvernement propose à notre approbation une convention ayant pour objet la création d'une Union internationale pour la protection des œuvres artistiques et littéraires.

Cette convention, conclue à Berne le 9 septembre 1886, a été signée par les plénipotentiaires de l'Allemagne, de la Belgique, de l'Espagne, de la France,

(1) Voir la loi belge du 22 mars 1886 sur le droit d'auteur, *Archives*, 1886, II, p. 359.

de la Grande-Bretagne, d'Haïti, de l'Italie, de Libéria, de la Suisse et de la Tunisie.

Comme le rappelle l'exposé des motifs, l'acte diplomatique soumis à nos délibérations a pris son origine dans une conférence privée, convoquée à Berne en 1883 sur l'initiative de l'*Association littéraire et artistique internationale*.

À la suite de cette conférence, le Conseil fédéral suisse soumit à l'examen des diverses puissances, un projet d'arrangement destiné à servir de base aux délibérations de leurs délégués pour la conclusion d'une convention d'Union.

Douze Etats acceptèrent l'invitation fédérale et prirent part à une première conférence officielle qui se réunit à Berne du 8 au 19 septembre 1884. Un avant-projet fut élaboré dans cette première réunion et l'année suivante, du 7 au 18 septembre 1885, il fut soumis à l'examen et aux discussions d'une nouvelle conférence dans laquelle seize Gouvernements étaient représentés.

À qui savait le comprendre, écrivait récemment M. René Lavollée dans le *Journal des Economistes*, l'aspect de cette assemblée offrait un remarquable enseignement. « Il y avait là des délégués de seize pays, de presque toutes les parties du monde, et l'on pourrait dire de toutes les couleurs, car Haïti lui-même avait son représentant. Plusieurs autres Républiques américaines avaient tenu à témoigner de leurs sympathies pour l'œuvre de la conférence, et parmi elles, au premier rang, les États-Unis, dont la présence était des plus significatives. La vieille Asie n'était pas absente, car l'Angleterre siégeait, et ses aimables délégués, qui ont tant fait pour le succès de l'œuvre commune, Sir Francis Adams, ministre à Berne, et M. Bergne, directeur au *Foreign Office*, stipulaient au nom de l'Impératrice des Indes, aussi bien que de la souveraine du Royaume-Uni. L'Afrique était présente; la Tunisie avait confié le soin de ses intérêts littéraires à l'un des plus brillants professeurs de l'École de droit de Paris, M. Louis Renault. Quant à l'Europe, elle a, soit dans la première, soit dans la seconde conférence, répondu presque tout entière à la convocation du Conseil fédéral; outre la France et la Suisse, l'Allemagne, l'Autriche-Hongrie, la Belgique, l'Espagne, la Grande-Bretagne, l'Italie, les Pays-Bas, la Suède et la Norvège avaient envoyé un ou plusieurs délégués. La Russie, seule, laissait un vide unanimement regretté (1) ».

Cependant, il faut le reconnaître, si le but poursuivi était grand, les difficultés à vaincre ne l'étaient pas moins. Assurément les délégués de certains pays ont déployé d'énergiques et remarquables efforts pour faire consacrer d'une façon complète toutes les prérogatives que comporte nécessairement la pleine reconnaissance du droit d'auteur; mais il est impossible de ne pas tenir compte des hésitations, des préjugés, des erreurs et des résistances de toute espèce que soulève encore malheureusement dans certains pays la protection des œuvres de l'esprit. Vouloir triompher d'emblée de toutes ces résistances, c'eût été peut-être compromettre d'une façon irrémédiable le succès de l'œuvre. Voilà pourquoi on ne peut qu'applaudir à l'esprit élevé de conciliation qui a présidé à la conférence de Berne et qui seul pouvait produire un résultat fécond.

« Une convention idéale, disait avec raison M. Droz à la séance d'ouverture du Congrès de Genève, signée par deux ou trois Etats seulement, aurait été un but placé beaucoup trop loin pour qu'on eût pu espérer le voir atteint de longtemps par les autres Etats. Il valait incontestablement mieux prendre la moyenne des législations existantes, faire arriver jusqu'à ce point les Etats encore en arrière, sans obliger d'ailleurs les autres à rétrograder, ni empêcher qui que ce soit d'aller de l'avant, dans le sens d'une protection plus grande du droit d'auteur. Notre convention est donc un *minimum* qui n'exclut aucun progrès, qui respecte les arrangements internationaux dont la teneur est plus libérale pour les auteurs, qui en provoque même la conclusion, qui laisse à la

(1) *La propriété littéraire et la convention de Berne*, Journal des Economistes, 15 mars 1887.

législation intérieure de chaque pays la faculté de se développer, qui réserve enfin la possibilité d'apporter au régime de l'Union des perfectionnements successifs (1) ».

I

La convention de Berne comprend :

- 1° Vingt-et-un articles;
- 2° Un article additionnel;
- 3° Un protocole de clôture comportant sept articles;
- 4° Un procès-verbal de signature, contenant diverses déclarations échangées entre les signataires.

L'article premier déclare constitués à l'état d'Union les pays signataires de l'acte. Ces États comptent, avec les colonies françaises et anglaises admises dans l'Union en vertu de l'article 19 et du procès-verbal de signature, une population d'environ 450 millions d'habitants.

Les articles 2 et 11 combinés déterminent l'étendue des droits reconnus aux auteurs ressortissant à l'un des pays de l'Union, la durée de ces droits et les conditions auxquelles leur exercice est subordonné.

Les droits reconnus aux auteurs sont ceux que « les lois respectives accordent actuellement ou accorderont dans la suite aux nationaux » de chacun des pays de l'Union. En d'autres termes, dans chacun de ces pays, les auteurs étrangers qui appartiennent à l'Union seront traités comme les nationaux. C'est la consécration du principe général admis par les conventions littéraires existantes.

Le droit d'auteur s'applique indistinctement aux œuvres publiées comme aux œuvres non publiées, à celles qui sont anonymes ou pseudonymes comme à celles qui portent le nom de leur auteur. L'éditeur des œuvres anonymes et pseudonymes est considéré comme le prête-nom et le mandataire de l'auteur et il en exerce les droits. La durée de ces droits ne peut excéder dans les autres pays de l'Union la durée fixée dans le pays d'origine.

Pour l'exercice du droit, aucune formalité spéciale n'est plus exigée des auteurs : il suffit qu'ils soient en règle avec la loi « du pays d'origine de l'œuvre. » Plus de dépôt, plus d'enregistrement préalable, plus de réserves à inscrire sur le titre ou la couverture de l'ouvrage. Celui qui poursuit une contrefaçon devant les Tribunaux de l'un des pays de l'Union n'a même plus à faire la preuve de sa qualité d'auteur. « Pour être présumé tel, il suffit que son nom soit indiqué sur l'ouvrage en la manière usitée. » Cette présomption ne peut être détruite que par la preuve contraire et la charge en incombe au contrefacteur poursuivi. Il est entendu toutefois que les Tribunaux peuvent exiger, le cas échéant, la production d'un certificat délivré par l'autorité compétente, constatant que les formalités prescrites par la législation du pays d'origine « de l'œuvre » ont été remplies.

Est considéré comme pays d'origine de l'œuvre, celui de la première publication, ou, si cette publication a lieu simultanément dans plusieurs pays de l'Union, celui d'entre eux dont la législation accorde la durée de protection la plus courte. Pour les œuvres non publiées, le pays auquel appartient l'auteur est considéré comme pays d'origine de l'œuvre.

L'article 3 étend le bénéfice de la convention aux éditeurs d'œuvres littéraires ou artistiques publiées dans un des pays de l'Union et dont l'auteur appartient à un pays qui n'en fait pas partie.

L'article 4 détermine l'objet du droit d'auteur : « Toute production quelconque, du domaine littéraire, scientifique ou artistique qui pourrait être publiée par n'importe quel mode d'impression ou de reproduction. »

La législation de l'Union protège donc notamment :

Les livres, brochures ou tous autres écrits;

Les œuvres dramatiques ou dramatico-musicales;

(1) *Bulletin de l'Association littéraire et artistique internationale*, décembre 1886.

Les compositions musicales avec ou sans paroles;

Les œuvres de dessin, de peinture, de gravure, de sculpture;

Les lithographies, les illustrations, les cartes géographiques;

Les plans, croquis ou ouvrages plastiques relatifs à la géographie, à la topographie, à l'architecture ou aux sciences en général.

L'article 4 ne mentionne expressément ni les œuvres photographiques, ni les œuvres chorégraphiques. Il en est question dans les articles 1 et 2 du protocole de clôture. Sans trancher expressément les controverses relatives au caractère de ces premières œuvres, les plénipotentiaires se sont bornés à déclarer que ceux des pays de l'Union où le caractère d'œuvres artistiques n'est pas refusé aux œuvres photographiques, les admettraient, à partir de la mise en vigueur de la convention, au bénéfice de ses dispositions. Ces pays ne sont d'ailleurs tenus de protéger ces œuvres, sauf les arrangements internationaux existants ou à conclure, que dans la mesure où leur législation permet de le faire.

Toutefois il a été expressément entendu que la photographie autorisée d'une œuvre d'art protégée jouit, dans tous les pays de l'Union, de la protection légale, au sens de la convention, aussi longtemps que dure le droit principal de reproduction de cette œuvre même et dans les limites des conventions privées entre les ayants-droit.

Quant aux œuvres chorégraphiques, il a été convenu qu'elles seraient admises au bénéfice des dispositions de la convention par ceux des pays unis dont la législation les comprenait implicitement parmi les œuvres dramatico-musicales. Les Tribunaux respectifs sont, au surplus, chargés de trancher les contestations qui pourraient s'élever sur l'application de cette clause.

Les articles 5 et 6 s'occupent du droit de traduction.

Le droit exclusif de faire ou d'autoriser des traductions est un attribut essentiel et inséparable du droit d'auteur. Le droit d'auteur consiste en effet dans le droit absolu, souverain, sans contrôle, d'autoriser ou de défendre la reproduction de l'œuvre sous quelque forme que ce soit.

Ce principe a été admis sans contradiction par nos deux Chambres; et, la première parmi les législations modernes, la loi du 22 mars 1886 l'a inscrit d'une façon expresse et générale dans son texte en proclamant à l'article 12 que « le droit de l'auteur sur une œuvre littéraire comprend le droit exclusif d'en faire ou d'en autoriser la traduction. » La jurisprudence française, il est vrai, consacre le même principe. La loi suisse l'adopte également; mais avec cette restriction cependant que l'auteur est déchu de son droit s'il n'en fait point usage dans les cinq ans à dater de l'apparition de l'œuvre originale. Les lois espagnole et portugaise ne le méconnaissent pas davantage, mais elles ne l'appliquent qu'aux écrivains nationaux (1). A part ces législations, toutes les autres ne reconnaissent à l'auteur le droit exclusif de traduction que pendant un nombre fort restreint d'années; quelques-unes même en subordonnent l'exercice à toute espèce de conditions et de réserves, et rien ne prouve mieux les erreurs et les équivoques qui enveloppent encore le principe du droit d'auteur que cette diversité de dispositions dans une matière qui, somme toute, n'est qu'une des formes de l'exercice du droit d'auteur.

Dans ces conditions, il eût été téméraire d'oser espérer que les pays unis parviendraient du premier coup à se mettre d'accord sur la nécessité de reconnaître que le droit de traduction n'est qu'un mode de reproduction et que par conséquent la jouissance de ce droit doit être garantie à l'auteur et à ses ayants-cause aussi longtemps que ceux-ci conservent leurs droits sur l'œuvre même. C'est à titre de transaction que le délai de dix ans a été inscrit dans la convention.

Ce délai compte à partir de la publication de l'œuvre originale dans l'un des pays de l'Union. Pour les ouvrages publiés par tiraisons, les dix années courent

(1) Toutefois les dernières conventions faites avec l'Espagne reconnaissent aux auteurs des pays contractants le droit exclusif de traduction pendant toute la durée du droit sur l'œuvre originale elle-même.

à partir de la date de la dernière livraison. Pour les œuvres composées de plusieurs volumes publiés par intervalles, ainsi que pour les bulletins ou cahiers publiés par des Sociétés littéraires ou savantes ou par des particuliers, chaque volume, bulletin ou cahier, est, en ce qui concerne le délai de dix années, considéré comme ouvrage séparé.

« Les défenseurs de la propriété littéraire, disait récemment M. Bozérien dans son rapport au Sénat français, ont fait de vains efforts pour obtenir des conditions meilleures; mais, ainsi que l'a déclaré l'un des délégués de la Suisse, M. Numa Droz, dans la séance d'ouverture du Congrès de Genève, le 18 septembre 1886, il n'a pas été possible de faire davantage pour le moment. »

Tel qu'il est, cependant, l'article 5 de la convention marque un progrès considérable. Dans la plupart de nos conventions, le terme de dix ans n'est accordé qu'à la condition que la traduction paraisse dans le délai de trois ans à partir de la publication de l'original. Il en résultait que parfois des éditeurs de mauvaise foi, en perdant du temps, en traînant les pourparlers en longueur, en retardant l'impression de la traduction, dépassaient le terme de trois ans et parvenaient ainsi à frustrer l'auteur de tous ses droits.

Cette condition fâcheuse n'existera donc plus pour les pays de l'Union. D'autre part, l'article 6 portant que la traduction donne lieu au droit d'auteur dans les mêmes conditions que l'œuvre originale elle-même, les formalités multiples que les auteurs ont à remplir dans chaque pays étranger pour la protection des traductions de leurs œuvres disparaîtront du même coup.

L'article 7 accorde aux journaux et recueils périodiques la faculté de reproduire, soit en original, soit en traduction, des articles d'autres journaux ou recueils périodiques publiés dans l'un des pays de l'Union à moins que les auteurs ou éditeurs ne l'aient expressément interdit. Pour les recueils, il suffit que l'interdiction soit faite d'une manière générale en tête de chaque numéro. Toutefois cette interdiction ne peut, en aucun cas, s'appliquer aux articles de discussion politique ou à la reproduction des nouvelles du jour ou des faits divers. Il paraît regrettable que cet article n'ait pas reproduit la disposition de l'article 14 de notre loi du 22 mars 1836 en vertu duquel les reproductions ne sont permises qu'à la condition d'en indiquer la source.

Aux termes de l'article 8, la faculté de faire des emprunts à des œuvres littéraires ou artistiques pour des publications destinées à l'enseignement ou ayant un caractère scientifique ou pour des chreslomathies, sera réglé par la législation de chacun des pays de l'Union et par des arrangements particuliers existants ou à conclure. Cet article n'introduit donc aucune modification dans notre régime conventionnel actuel.

L'article 9 proclame expressément en faveur des auteurs dramatiques et des compositeurs de musique le droit exclusif de reproduire leurs œuvres par des représentations publiques. Pendant la durée de leur droit exclusif de traduction les auteurs dramatiques et les compositeurs de musique sont protégés contre la représentation publique non autorisée de la traduction de leurs ouvrages.

Les stipulations de l'article 2 s'appliquent également à l'exécution des œuvres musicales, mais à la condition qu'elles ne soient pas publiées ou, si elles sont publiées, que l'auteur ait expressément déclaré sur le titre ou en tête de l'ouvrage qu'il en interdit l'exécution publique.

La question des « adaptations » et des « arrangements », après avoir fait l'objet de longs et vifs débats, a été résolue par une transaction proposée par le délégué de la Suède. D'après l'article 10, « sont spécialement comprises parmi les reproductions illicites auxquelles s'applique cette convention, les appropriations indirectes non autorisées d'un ouvrage littéraire ou artistique, désignées sous des noms divers, tels que : adaptations, arrangements de musique, etc., lorsqu'elles ne sont que la reproduction d'un tel ouvrage, dans la même forme ou sous une autre forme, avec des arrangements, additions ou retranchements non essentiels sans présenter d'ailleurs le caractère d'une nouvelle œuvre originale. » L'article ajoute d'ailleurs que, dans l'application, les Tribunaux auront à tenir compte éventuellement des réserves de

leurs lois respectives. « Cet article, disait l'exposé des motifs du projet de loi portant approbation de la convention dont s'agit par les Chambres françaises, aurait eu plus de clarté s'il avait également spécifié les dramatisations tirées de romans ou les romans tirés de pièces dramatiques. » L'observation ne manque pas de fondement. Il serait cependant plus exact de reconnaître que l'article 10, comme bien d'autres articles de la convention, se ressent surtout de l'absence d'un principe dominant de la matière nettement défini. Les doutes et les appréciations diverses que soulève cet article ne pourraient, en effet, se produire dans une législation qui, comme la loi belge, porterait en vedette cette définition du droit d'auteur : « le droit exclusif de reproduire l'œuvre ou d'en autoriser la reproduction de quelque manière et sous quelque forme que ce soit. »

D'après l'article 12, toute œuvre contrefaite peut être saisie à l'importation dans ceux des pays de l'Union où l'œuvre originale a droit à la protection légale. L'article 13 sauvegarde les droits de la censure dans les pays où elle existe. Enfin, aux termes de l'article 15 et de l'article additionnel, il est entendu, d'une part, que les Etats signataires se réservent le droit de conclure entre eux des arrangements particuliers garantissant aux auteurs une protection plus complète; d'autre part, que les conventions déjà existantes entre les Etats de l'Union sont maintenues dans celles de leurs dispositions compatibles avec l'acte d'Union.

Dans ses dispositions finales, la convention s'occupe de la création à Berne d'un « bureau international pour la protection des œuvres artistiques et littéraires. » Ce bureau sera placé sous l'autorité de l'administration supérieure de la Confédération suisse et fonctionnera sous sa surveillance. Il centralisera, coordonnera et publiera les renseignements de toute nature relatifs au droit d'auteur. Il procédera aux études d'utilité commune intéressant l'Union et en fera connaître les résultats dans une publication périodique. Il se tiendra en tout temps à la disposition des membres de l'Union pour fournir à ceux-ci les renseignements spéciaux dont ils pourraient avoir besoin et préparera, d'accord avec l'administration du pays où une des conférences prévues à l'article 17 devra avoir lieu, les travaux de cette conférence. Il sera représenté par son directeur aux séances de ces conférences et fera un rapport annuel qui sera communiqué à tous les membres de l'Union. La langue française sera la langue officielle du bureau et des documents qu'il publiera.

L'Union reste d'ailleurs ouverte à toutes les nations dont la législation intérieure assure aux auteurs « la protection légale des droits faisant l'objet de la convention »; il leur suffira, à cet effet, de notifier par écrit leur accession au Gouvernement de la Confédération suisse. D'autre part, les pays accédant à la convention conservent le droit d'y accéder en tout temps pour leurs colonies ou possessions étrangères.

D'après l'article 1^{er} du procès-verbal de signature, l'Espagne s'est réservé la faculté de faire connaître sa détermination au moment de l'échange des ratifications. La France a déclaré que son accession emportait celle de toutes ses colonies; l'Angleterre enfin a déclaré que son accession comprenait celle du Royaume-Uni de la Grande-Bretagne et d'Irlande et de toutes les colonies et possessions étrangères, sous réserve de pouvoir dénoncer en tout temps la convention pour les Indes, le Dominion du Canada, Terre-Neuve, le Cap, Natal, la Nouvelle-Galles du Sud, Victoria, Queensland, la Tasmanie, l'Australie méridionale, l'Australie occidentale et la Nouvelle-Zélande. L'Union enfin est conclue pour une période indéterminée, chaque Etat pouvant au surplus en sortir moyennant une dénonciation signifiée à l'avance au bureau international.

II

Telle est, Messieurs, dans les dispositions essentielles, la convention internationale que le Gouvernement propose à votre ratification.

Assurément la charte de la nouvelle Union n'est pas parfaite. Elle repose sur

des transactions et des concessions mutuelles bien plus que sur un principe nettement défini et expressément reconnu par les pays unis. Le pacte d'union vaut moins, peut-être, par ce qu'il donne actuellement que par la commune volonté des parties contractantes d'améliorer et de compléter dans un prochain avenir l'œuvre commencée.

Tel qu'il est cependant, il constitue un indéniable progrès et votre Commission, à l'unanimité de ses membres, vous propose de lui donner votre adhésion. « Ce qu'il y a lieu de constater hautement, disait dans son discours d'adieu le Président de la conférence de Berne, M. Droz, c'est que notre convention est destinée à réaliser des progrès sur toute la ligne; elle est un minimum à atteindre pour les pays qui n'accordent pas encore tous les droits qu'elle consacre, mais qui ne manqueront pas, nous le savons à n'en pas douter, de réformer sans retard leur législation pour la mettre en harmonie avec les principes proclamés par l'Union. Elle donne aux autres pays le gage certain que leurs auteurs seront protégés sur un terrain beaucoup plus vaste et dans une mesure en partie plus grande qu'en vertu des conventions existantes. Ainsi pour eux, aucun recul, mais au contraire, sous le rapport international, progrès sensible. Les lois et les conventions qui sont les plus libérales pour l'auteur seront maintenues, les autres seront améliorées par le fait même de la convention. N'est-ce pas là un résultat dont les plus difficiles peuvent se réjouir? »

Ce résultat, en effet, est considérable : il améliore et consolide le présent; il est surtout plein de promesses pour l'avenir. Et si nous avons un vœu à émettre à cet égard, nous souhaiterions ardemment de voir les conférences prochaines s'attacher surtout à scruter la nature spéciale du droit d'auteur, à reconnaître à celui-ci son caractère propre, à lui restituer son indépendance et sa libre allure en l'arrachant à des règles qui lui sont absolument étrangères et qui n'ont jamais servi qu'à perpétuer les équivoques et à accroître les confusions. » C'est parce qu'on se laisse aller à éluder la discussion des principes fondamentaux, a dit justement Renouard, que les questions restent confuses. » Le jour où les Etats se seront mis d'accord sur le principe fondamental qui domine le droit d'auteur, l'accord sera bientôt fait sur l'étendue des prérogatives que ce droit comporte et, dès ce moment, il n'est plus de pays qui puisse ne pas s'empresse de proclamer que la loi n'a à distinguer ni nationaux, ni étrangers, qu'elle ne doit connaître que des auteurs.

Rapport fait au Sénat par le comte Thierry de Limburg Stirum.

Messieurs,

Le projet de convention que le Gouvernement soumet à votre approbation a pour objet la création d'une Union internationale pour la protection des œuvres littéraires et artistiques.

Cette convention a été signée à Berne, le 9 septembre 1886, par les envoyés de diverses puissances parmi lesquelles figure la Belgique.

Une convention de cette nature avait été proposée dans un Congrès tenu à Berne, en 1883, sous les auspices de l'Association littéraire internationale; le projet qui y avait été élaboré fut soumis par le Conseil fédéral suisse aux Gouvernements de tous les pays civilisés; il reçut la forme sous laquelle il nous est proposé après des conférences diplomatiques tenues en 1884 et 1885.

Le but principal de cette convention est défini dans l'article 2 du projet; il tend à accorder aux auteurs ressortissant à l'un des pays de l'Union, les mêmes droits, pour la protection de leurs œuvres, que les lois respectives accordent ou accorderont à leurs nationaux.

Cette protection s'étend à toutes les œuvres littéraires et artistiques, qu'elles soient publiées ou non. L'article 4 de la convention détermine le sens qu'il faut attacher à ces expressions; cet article est complété par les stipulations des

articles 1, 2 et 3 du protocole de clôture, qui y ajoutent les œuvres photographiques et chorégraphiques.

Le droit de traduction est également réglé par la convention, mais le droit exclusif de traduction n'est réservé que pendant une période de dix années à partir de la publication de l'œuvre originale.

L'article 7 contient pour les journaux et les recueils périodiques quelques dispositions justifiées par les exigences de la publicité.

Mais il est stipulé (art. 13) que les dispositions de la convention ne peuvent porter atteinte au droit que chaque Gouvernement pourrait exercer pour la libre circulation et l'introduction des ouvrages imprimés.

L'article 12 autorise la saisie de toute œuvre contrefaite.

Telles sont les idées principales de la convention : elle constitue un progrès véritable, mais elle ne donne ni ne pouvait donner une législation complète sur une matière pour ainsi dire neuve : on a dû se borner à y émettre quelques principes généraux. Dans une première tentative de cette nature, on ne pouvait se flatter de concilier les législations si diverses des pays de l'Union, ni les intérêts différents qui étaient en jeu.

Les auteurs eux-mêmes de la convention ont senti que leur travail était incomplet ; pour y obvier dans une certaine mesure, ils ont cru devoir autoriser les conventions particulières que les pays de l'Union pourraient faire entre eux et celles qui existaient déjà ; ils ont aussi prévu le cas où elle pourrait recevoir des développements ou des améliorations et ils ont indiqué le mode de procéder en cette occurrence.

Les questions qui s'y rattacheront seront traitées dans des conférences qui se tiendront successivement dans les divers pays de l'Union ; la prochaine réunion aura lieu à Paris (art. 8 du protocole de clôture).

Un office international, institué sous le nom de Bureau de l'Union internationale pour la protection des œuvres artistiques et littéraires, sera chargé de préparer les matières qui seront soumises à la conférence ; il sera en outre chargé de centraliser les renseignements et les documents qui intéressent l'œuvre.

Ce Bureau est composé de délégués des divers pays de l'Union, d'après le mode réglé par la convention ; celle-ci détermine également la part d'intervention de chaque pays dans le paiement des frais que nécessiteront les travaux du Bureau.

La convention est un acheminement vers une réglementation uniforme de la législation sur la propriété littéraire ; elle a été accueillie avec faveur par la Chambre des Représentants et n'a rencontré aucune opposition dans le sein de votre Commission des Affaires étrangères, qui a l'honneur de vous en proposer l'adoption.

FRANCE

Exposé des motifs présenté aux Chambres par le Gouvernement.

Messieurs, nous avons l'honneur de soumettre à votre approbation une convention signée à Berne, le 2 septembre dernier, entre la France et diverses autres puissances, concernant la création d'une Union internationale pour la protection des œuvres littéraires et artistiques. C'est la première fois qu'une union semblable se forme, et nous avons lieu d'espérer qu'elle contribuera efficacement à rendre plus générale et plus facile la protection, à l'étranger, des œuvres de l'esprit qui, depuis bientôt un siècle, ont trouvé en France la garantie de la loi.

Longtemps cette protection légale ne s'étendit qu'aux ouvrages publiés en France par des auteurs français ou étrangers. Le décret-loi du 28 mars 1892 est venu assurer en toutouement le même avantage à toutes les œuvres publiées hors de France, même par des auteurs étrangers ; mais les auteurs français étaient

loin de pouvoir, dès cette époque, revendiquer, en échange, à l'étranger, les mêmes garanties pour le respect de leurs droits. C'est à l'aide de Conventions successives que nous avons pu, dans une mesure d'abord restreinte, puis plus large, obtenir, en faveur de nos écrivains et de nos artistes, la réciprocité que nous étions fondés à réclamer. De 1852 à 1884, nous avons pu conclure avec douze Etats des traités qui tous, sauf le Traité avec la Russie qui a été dénoncé par le Gouvernement russe et doit prendre fin le 14 juillet 1887, continuent d'être en vigueur. Parmi ces actes internationaux, la Convention du 16 juin 1880 avec l'Espagne est certainement celle qui nous donne satisfaction de la manière la plus complète, puisqu'elle assure aux auteurs français dans ce pays un traitement identique à celui que les auteurs espagnols obtiennent en France.

Les autres Conventions contiennent, en ce qui concerne la définition des œuvres à protéger, la durée du droit de l'auteur sur la reproduction ou sur la traduction de l'œuvre, les formalités à remplir dans certains délais pour la conservation des droits d'auteur, des dispositions plus ou moins libérales; en tout cas, elles offrent d'Etat à Etat des divergences qui ne sont pas sans rendre difficiles aux auteurs la connaissance et l'accomplissement des mesures qu'ils ont à prendre pour la défense de leurs intérêts.

Unifier ces dispositions, les simplifier, autant que possible, ou même les supprimer lorsqu'elles ne présentent pas un caractère de nécessité absolue, tel est le but visé par la Convention d'union que nous présentons aujourd'hui à votre approbation.

C'est à la suite d'une conférence privée convoquée à Berne sur l'initiative de l'Association littéraire internationale, que le Conseil fédéral suisse crut devoir soumettre, au mois de décembre 1883, à l'examen des diverses puissances, un projet d'arrangement devant servir de base aux délégués pour la conclusion d'une Convention d'union en cette matière. Douze Etats acceptèrent l'invitation fédérale et prirent part à une première conférence officielle qui se réunit, à Berne, du 8 au 19 septembre 1884. Un avant-projet fut élaboré dans cette première réunion, et l'année suivante, du 7 au 18 septembre 1885, une seconde conférence dans laquelle seize Gouvernements étaient représentés, arrêtait définitivement les termes de la Convention telle qu'elle a été signée, le 9 septembre dernier, par les représentants de la France, de l'Allemagne, de la Belgique, de l'Espagne, de la Grande-Bretagne, de Haiti, de l'Italie, de Libéria et de la Tunisie.

L'article 1^{er} de cette Convention, dont nous allons mentionner les clauses principales, déclare constitués à l'état d'union les pays signataires de l'acte. Ces Etats comptent, avec les colonies françaises et anglaises admises dans l'Union en vertu de l'article 20 et du procès-verbal de signature, une population d'environ 450 millions d'habitants.

Aux termes de l'article 2, chaque Etat accorde aux auteurs ressortissants de l'Union le traitement national sans, toutefois, garantir une protection de plus de durée que celle qui est accordée dans le pays d'origine de l'œuvre ou de l'auteur. Cette protection s'obtient désormais sans autres formalités à remplir que celles du pays d'origine de l'œuvre. Les formalités de déclaration, d'enregistrement, de dépôt à accomplir dans certains délais à l'étranger, pour la sauvegarde des droits d'auteur, ne sont plus exigées. Le droit de l'auteur est reconnu, jusqu'à preuve contraire, par le seul fait de l'indication du nom sur l'ouvrage (art. 11); toutefois les tribunaux pourront exiger, le cas échéant, la production d'un certificat établissant que les formalités prescrites dans le pays d'origine ont été remplies.

Par une disposition libérale, l'article 3 permet aux éditeurs ressortissants de l'Union de réclamer le bénéfice de la Convention lorsque l'auteur se trouve privé de ce droit parce qu'il n'appartient pas à un des pays unis.

Les œuvres à protéger comprennent, art. 4, toutes les productions littéraires, artistiques ou scientifiques, d'après les définitions les plus larges données jusqu'à ce jour : les œuvres photographiques et les œuvres chorégraphiques

sont protégées dans les Etats de l'Union où on ne leur refuse pas le caractère d'œuvres artistiques (Protocole de clôture, paragraphes 1 et 2).

L'art. 5 accorde pour dix ans aux auteurs le droit exclusif d'autoriser la traduction de leurs ouvrages. Le principe que nous avons cherché à faire prévaloir assimilait le droit de traduction au droit de reproduction et en garantissait la jouissance à l'auteur et à ses ayants cause aussi longtemps que ceux-ci conservaient leurs droits sur l'œuvre même; mais ce principe n'est pas admis par la plupart des législations étrangères, et c'est à titre de transaction que le délai de dix ans a été inscrit dans la convention actuelle. Tel qu'il est, le terme ferme de dix ans marque un progrès sérieux, puisque dans la plupart de nos Conventions cette période n'est accordée que sous la condition d'avoir, dans un délai de un à trois ans après la publication de l'original, fait publier la traduction dont il s'agit. Cette condition gênante n'existe plus, et comme la traduction est assimilée à l'original (art. 6), les auteurs se trouvent dispensés en même temps des formalités multiples qu'ils devaient remplir dans chaque pays étranger pour la protection des traductions qui se publient de leurs œuvres.

L'article 7, relatif aux articles de revues qui doivent, pour être protégés, faire l'objet d'une défense expresse de reproduction, et l'article 8, relatif à la liberté de publier des recueils et manuels d'enseignement composés d'extraits d'auteurs, n'introduisent aucune modification dans notre régime conventionnel actuel.

L'article 9 assimile le droit de représenter les œuvres dramatiques et lyriques au droit de reproduction des autres œuvres de l'esprit, dans les conditions des législations nationales respectives sur la matière. La représentation des traductions de ces œuvres est également interdite sans l'assentiment de l'auteur pendant les dix ans qui suivent la publication de la pièce originale.

L'article 10 déclare illicites les usurpations indirectes des ouvrages d'autrui, telles que les adaptations, les arrangements et autres. L'article aurait eu plus de clarté s'il avait également spécifié les dramatisations tirées de romans ou les romans tirés des pièces dramatiques; il n'a pas dépendu de nous qu'il fût complété dans ce sens; mais tel qu'il est, il suffira pour la protection des auteurs dans la limite permise par les législations intérieures des Etats de l'Union.

Dans ses dispositions finales, la Convention s'occupe de la création, à Berne, d'un bureau international qui centralisera, coordonnera et publiera les renseignements de toute nature relatifs à la protection des droits des auteurs, qui procédera aux études d'utilité commune et intéressant l'Union et en fera connaître les résultats dans une publication périodique. La langue française sera la langue officielle du bureau et des documents qu'il publiera. La part contributive de la France aux dépenses d'entretien de ce bureau, établie sur des bases analogues à celles qui ont été adoptées pour l'Union postale, ne doit s'élever qu'à un chiffre peu élevé.

L'Union reste, d'ailleurs, ouverte à toutes les nations dont la législation intérieure assure aux auteurs une protection au moins égale à celle qui est garantie par la Convention actuelle; elles n'ont, à cet effet, qu'à notifier au bureau de Berne leur demande d'accession. L'Union est conclue pour une période indéterminée, chaque Etat pouvant, d'ailleurs, en sortir moyennant avis de cette résolution donné un an à l'avance au bureau international. La Convention laisse, en outre, les pays contractants libres de s'entendre séparément avec telles autres puissances comprises ou non dans l'Union au sujet d'engagements internationaux donnant à la propriété littéraire et artistique une consécration plus forte; elle maintient, dans celles de leurs dispositions compatibles avec l'acte d'union, les Conventions particulières déjà existantes.

Comme vous le voyez, Messieurs, la Convention que nous soumettons aujourd'hui à votre examen et les actes qui l'accompagnent ne font qu'améliorer le régime conventionnel qui protège nos auteurs à l'étranger; ils ne nous donnent pas une satisfaction aussi complète que nous l'aurions voulu; mais les dispositions adoptées dans le pacte d'union sont essentiellement révisables et ne représentent en quelque sorte, pour le moment, qu'un minimum de garanties et de

facilités dont le développement devra faire l'objet de réunions ultérieures prévues dans le protocole de clôture signé en même temps que l'acte principal. Telle qu'elle a été conclue, cette convention n'en constitue pas moins un notable progrès en étendant, dès à présent, le domaine de la protection littéraire et artistique. Ainsi, du reste, que cela s'est passé pour l'Union postale et pour l'Union du mètre, l'Union littéraire ne tardera pas, nous en avons la confiance, à voir sa sphère d'action s'élargir par d'importantes accessions.

Rapport fait à la Chambre des députés par M. Noël Parfait.

§ 1^{er}

Messieurs, le 11 novembre 1886, le Gouvernement soumit à l'examen du Sénat un projet de loi portant approbation d'une Convention conclue à Berne, le 9 septembre précédent, entre la France et neuf autres puissances, à l'effet de créer une « Union internationale pour la protection des œuvres littéraires et artistiques. »

Ce projet de loi a été adopté par le Sénat, dans sa séance du 28 janvier dernier, et la Chambre des députés s'en trouve aujourd'hui saisie. Il a pour objet d'unifier et de simplifier les traités disparates qui protègent plus ou moins, à l'étranger, les œuvres de nos auteurs ; enfin, de rendre les bases de ces Traités aussi larges que possible et l'application de leur texte sérieusement efficace, par le groupement de tous les intérêts dans une grande union des nations contractantes.

C'est assurément là une idée qui doit être féconde, et la France, il faut le dire à son honneur, en a, depuis bientôt un siècle, incessamment poursuivi la réalisation ; mais, jusqu'à présent, elle n'avait réussi à la faire accepter que dans les traités internationaux concernant le commerce et l'industrie.

Heureusement, les défenseurs de la propriété littéraire et artistique ne se sont jamais découragés ; sous tous les régimes, ils ont continué à tenir la campagne, et, dans une des séances du Congrès qu'ils avaient convoqué à Paris, pendant l'Exposition universelle de 1878, la motion suivante fut adoptée à l'unanimité :

« Il est à désirer qu'il se constitue, entre les divers Etats de l'Europe et d'outre-mer, une Union générale qui adopte une législation uniforme, en matière de propriété littéraire et artistique. Le Congrès émet le vœu que la Convention qui établira cette Union s'inspire des résolutions qu'il a acceptées, et leur donne une sanction définitive. »

Le bureau du Congrès reçut, en outre, la mission de faire une démarche auprès de M. le Ministre de l'Instruction publique et des Beaux-Arts, pour faire appel à son entremise et le prier de vouloir bien instituer près de son département une Commission internationale, dans le but d'établir l'Union projetée. Ce Ministre, qui était alors l'honorable M. Bardoux, s'empressa de nommer ladite Commission, qui se mit en rapports permanents avec le bureau du Congrès.

Enfin, à la suite d'une conférence privée qui fut organisée à Berne par l'Association littéraire internationale, le Conseil fédéral suisse crut devoir soumettre, au mois de décembre 1883, à l'examen des diverses puissances, un projet d'arrangement devant servir de base aux délibérations de leurs délégués, pour la conclusion d'une Convention d'union en cette matière.

Douze Etats acceptèrent l'invitation fédérale, et prirent part à une première conférence officielle, qui se réunit à Berne le 8 septembre 1884. Un avant-projet fut élaboré dans cette union, et, l'année suivante, une seconde conférence, où seize Gouvernements étaient représentés, et dont les délibérations, ouvertes le 7 septembre 1885, se prolongèrent jusqu'au 18 du même mois, arrêta définitivement les termes de la Convention, telle qu'elle a été signée, le 9 septembre dernier, par les représentants des puissances dont voici les noms :

France, Allemagne, Belgique, Espagne, Grande-Bretagne, Italie, Libéria, Haiti, Tunisie.

§ 2

La Convention comporte :

1^o Vingt-et-un articles ;

2^o Un article additionnel ;

3^o Un protocole de clôture composé de sept articles ;

4^o Un procès-verbal de signature, contenant diverses déclarations échangées entre les signataires.

L'article 1^{er} de la Convention déclare les nations contractantes constituées à l'état d'Union pour la protection des droits des auteurs sur leurs œuvres littéraires et artistiques.

Ces nations sont au nombre de douze, y compris les colonies françaises et les colonies anglaises, admises dans l'Union en vertu de l'article 19 de la Convention et du paragraphe 3 du procès-verbal de signature. Elles représentent une population d'environ 450 millions d'habitants.

Le très érudit rapporteur du Sénat, l'honorable M. Bozérian, fait remarquer que, bien qu'il s'agisse d'œuvres intellectuelles, on peut néanmoins, en cette matière comme en tant d'autres, diviser ces habitants en producteurs et en consommateurs.

« La France, à elle seule, dit-il, forme la majorité des producteurs ; c'est ce qui explique pourquoi celles des nations qui se composent surtout de consommateurs ne se sont pas toujours montrées favorables à des Conventions qui profitent à des étrangers, sans profiter à leurs nationaux.

« Il faut savoir un véritable gré à celles de ces nations qui se sont décidées à conclure des Traités, de ne pas s'être exclusivement cantonnées sur le terrain étroit des intérêts matériels, de s'être élevées à des conceptions plus larges, de s'être laissées inspirer par des sentiments de haute justice et de haute probité, et d'avoir, par une promesse de protection, quelquefois désintéressée, consenti à servir la noble cause de la littérature et de l'art. »

Aux termes de l'article 2, les auteurs ressortissant à l'un des pays de l'Union, ou leurs ayants cause jouissent, dans les autres pays, pour leurs œuvres, soit publiées dans un de ces pays, soit non publiées, des droits que les législations respectives accordent actuellement ou accorderont par la suite aux nationaux. Seulement, la durée de la protection ne pourra être plus longue que celle qui est accordée par la loi dans le pays d'origine de l'œuvre ou de l'auteur.

Cette protection s'obtiendra désormais sans autre formalité à remplir que celle qui est exigée dans le pays d'origine de l'œuvre. Sont supprimées les nombreuses et gênantes formalités de déclaration, d'enregistrement, de dépôt à accomplir, dans certains délais, à l'étranger pour la sauvegarde du droit d'auteur. Ce droit est reconnu, jusqu'à preuve contraire, par le seul fait de l'indication, sur l'ouvrage, du nom de l'auteur ou de l'éditeur (Disposition de l'article 11). Toutefois les tribunaux peuvent, au besoin, demander la production d'un certificat établissant que les formalités prescrites dans le pays d'origine ont été remplies. C'est là une simplification que les intéressés réclamaient depuis longtemps.

Par une disposition non moins libérale que pour l'article 2, l'article 3 s'applique également aux éditeurs d'œuvres littéraires ou artistiques publiées dans un des pays de l'Union, et dont l'auteur appartient à une nation qui n'en fait pas partie.

Les œuvres à protéger, énumérées par l'article 4, comprennent toutes les publications littéraires, artistiques ou scientifiques, d'après les définitions les plus larges données jusqu'à ce jour, savoir :

Les livres, brochures ou tous autres écrits ;

Les œuvres dramatiques ou dramatico-musicales, avec ou sans paroles ;

Les œuvres de poésie, de peinture, de sculpture, de gravure ;

Les lithographies, les illustrations ;

Les cartes géographiques, les plans, croquis et ouvrages plastiques relatifs à la géographie, à la topographie, à l'architecture ou aux sciences en général ;

Enfin, toute production quelconque du domaine littéraire, scientifique ou artistique.

Dans le protocole de clôture, paragraphe premier, il est disposé, en outre, que les pays de l'Union où le caractère artistique n'est pas refusé aux œuvres photographiques doivent admettre lesdites œuvres à profiter du bénéfice de la Convention. Il en est de même pour les œuvres chorégraphiques, paragraphe 2.

En vertu de l'article 5, il est accordé pendant dix ans aux auteurs le droit exclusif d'autoriser la traduction de leurs ouvrages.

Le principe que le Gouvernement français eût désiré faire prévaloir au Congrès de Berne, et qui est appliqué entre l'Espagne et la France par le Traité du 16 juin 1880, assimile le droit de traduction au droit de reproduction, et garantit la jouissance à l'auteur ou à ses ayants-cause aussi longtemps que ceux-ci conservent leurs droits sur l'œuvre même. Mais ce principe n'est pas admis par la plupart des législations étrangères ; et c'est à titre de transaction que le délai de dix ans a été inscrit dans la Convention actuelle.

Quoi qu'il en soit, le terme de dix ans constitue une très notable amélioration, puisque, dans le plus grand nombre de nos Traités, le droit de traduction n'est accordé aux auteurs que sous la condition d'avoir, dans un délai de un à trois ans, après la publication de l'original, fait paraître la traduction dont il s'agit.

Cette condition, beaucoup trop restrictive, n'existe plus ; et, comme la traduction est assimilée à l'original (article 6), les auteurs se trouvent par là dispensés des formalités multiples qu'ils devaient remplir dans chaque pays étranger pour rester maîtres de la traduction de leurs œuvres.

L'article 7, concernant les articles de revues ou recueils périodiques qui, pour être protégés, doivent faire l'objet d'une défense expresse de reproduction — et l'article 8, relatif à la liberté de publier des recueils et manuels d'enseignement, n'introduisent aucun changement dans notre régime conventionnel actuel.

L'article 9 établit aussi l'égalité entre le droit de représentation des œuvres dramatiques ou lyriques et le droit de reproduction des autres œuvres de l'esprit, dans les conditions des législations nationales respectives sur cet objet. La représentation des traductions de ces œuvres est pareillement interdite, sans l'autorisation de l'auteur, pendant les dix ans qui suivent la représentation de la pièce originale.

L'article 10 met spécialement au rang des « reproductions illicites auxquelles s'applique la Convention, les appropriations indirectes non autorisées d'un ouvrage littéraire ou artistique désignées sous des noms divers : *imitation*, *adaptation*, *arrangement*, lorsqu'elles ne sont que la reproduction d'un tel ouvrage, dans la même forme ou sous une autre forme, avec des changements, additions ou retranchements non essentiels, sans présenter d'ailleurs le caractère d'une nouvelle œuvre originale. »

C'est, en effet, par ces moyens frauduleux que les plagiaires étrangers ont constamment éludé les dispositions légales protectrices du droit des auteurs ; et nous regrettons, avec le Gouvernement, que le texte de l'article ne soit pas plus explicite : s'il avait spécifié, par exemple, « les drames tirés de romans » et « les romans tirés de pièces de théâtre », les usurpations eussent été plus faciles à démontrer devant les tribunaux étrangers. Espérons cependant que la formule adoptée suffira pour que la propriété des œuvres théâtrales soit plus efficacement protégée que par le passé.

Pour l'article 11, nous nous en référons à l'article 2, où nous en avons indiqué la disposition concernant la formalité, désormais aussi simple que peu coûteuse, par laquelle les auteurs pourront assurer leurs droits.

Une des sanctions les plus importantes de la protection garantie aux écrivains et aux artistes, c'est le droit de saisir les œuvres contrefaites. D'après l'article

12, cette saisie pourra être opérée à l'importation dans tout pays de l'Union où l'œuvre originale se trouve placée sous la protection légale.

L'article 13 réserve au Gouvernement de chaque pays le droit de permettre, de surveiller, d'interdire la circulation, la représentation ou l'exposition de tous les ouvrages et productions, à l'égard desquels l'autorité compétente aurait à exercer ce droit.

Dans ses dispositions finales, la Convention porte notamment ce qui suit :

Un bureau international sera créé à Berne. Il centralisera, coordonnera et publiera les renseignements de toute nature relatifs à la protection des droits des auteurs ; il procédera aux études d'utilité commune et en fera connaître les résultats dans un recueil périodique.

La langue française sera la langue officielle du bureau et des documents qu'il livrera à la publicité.

Ce Bureau est placé sous l'autorité de l'administration supérieure de la Confédération suisse et fonctionne sous sa surveillance. Les attributions en sont déterminées, d'un commun accord, entre les pays de l'Union.

La part contributive de la France aux dépenses d'entretien de ce Bureau, établies sur des bases analogues à celles qui ont été adoptées par l'Union postale, sera d'un chiffre très peu élevé.

L'Union reste ouverte à toutes les nations dont la législation intérieure assure aux auteurs une protection au moins égale à celle qui est assurée par la présente Convention.

Enfin, l'article 6 du protocole de clôture décide que la prochaine Conférence aura lieu à Paris, dans le délai de quatre à six ans, à partir de l'entrée en vigueur de la Convention. Le Gouvernement français en fixera la date après avoir pris l'avis du bureau international.

Comme vous le voyez, Messieurs, cette Convention, si elle laisse à regretter certaines lacunes, n'offre pas moins de nouveaux et précieux avantages à nos écrivains, à nos artistes, à nos savants.

Les lacunes pourront être comblées, et en moins de temps qu'on ne pense peut-être. Il ne faut pas oublier que les dispositions adoptées dans le pacte d'Union sont essentiellement revisables et ne représentent, comparativement aux espérances permises, qu'un minimum de garantie et de facilité, dont le développement devra faire l'objet des réunions prévues dans le protocole de clôture.

En somme, la création d'une « Union internationale » ayant pour but d'élargir le domaine littéraire et artistique, et ralliant, tout d'abord, neuf puissances diverses et leurs colonies, — la création de cette « Union », à elle seule, c'est déjà un grand pas fait dans la voie de progrès que la France a indiquée la première. A notre avis, une pareille entente entre nations civilisées ne peut donner que d'excellents résultats, et les bienfaits en seront tout particulièrement sentis dans un pays de grande production littéraire et artistique comme le nôtre.

C'est pourquoi nous espérons que vous voudrez bien, Messieurs, donner votre approbation à la Convention mentionnée dans le projet de loi que nous vous présentons.

Rapport fait au Sénat par M. J. Bozérian.

§ 1^{er}

Messieurs, le Gouvernement soumet à l'approbation du Sénat une convention conclue à Berne, le 9 septembre 1886, entre la France et neuf autres Etats, et relative à la création d'une union internationale pour la protection des œuvres littéraires et artistiques.

Il est dit dans l'exposé des motifs que c'est la première fois qu'une union semblable est fondée.

Au point de vue spécial de la présente union, l'affirmation est exacte; mais à un point de vue plus général, elle cesse de l'être.

Sans parler, en effet, de diverses unions internationales formées dans le domaine des intérêts purement matériels, telles que l'union métrique, l'union monétaire, l'union des postes et télégraphes, il a été formé, le 20 mars 1883, dans le domaine des intérêts intellectuels, une union pour la protection de la propriété industrielle.

Sur plusieurs points, cette union a servi de modèle pour la présente.

Ce n'est donc point, à proprement parler, une œuvre nouvelle; ce serait plutôt une réédition d'une œuvre déjà connue.

§ 2

Ce n'est pas qu'antérieurement à la formation de ces unions les droits respectifs, soit des Français à l'étranger, soit des étrangers en France, ne fussent protégés d'une façon plus ou moins efficace.

Pour ne parler que de la propriété littéraire et artistique, indépendamment de la protection dont les étrangers jouissaient chez nous, en vertu, soit de la loi du 17 juillet 1793, que la jurisprudence leur avait déclarée applicable, soit du décret-loi du 28 mars 1852, il existait entre la France et un certain nombre de pays des traités destinés à assurer expressément aux étrangers, sous condition de réciprocité, bien entendu, le même traitement qu'aux nationaux.

Des traités de ce genre avaient été conclus avec douze Etats, parmi lesquels l'Angleterre (conventions des 3 novembre 1850 et 11 avril 1875), l'Allemagne (traité de paix du 10 mai 1871 et convention du 11 janvier 1872), l'Espagne (convention du 16 juin 1880), l'Italie (conventions des 29 juin 1862 et 9 juillet 1884), les Pays-Bas (conventions du 20 mars 1855 et du 27 avril 1860), le Portugal (convention du 14 juillet 1867), la Russie (la convention du 6 avril 1861 a été dénoncée et prendra fin le 14 juillet 1887), la Suisse (conventions des 30 juin 1861 et 23 février 1882).

§ 3

La multiplicité de ces traités, dont le nombre peut toujours s'accroître, a inspiré des doutes sur l'utilité de constituer à l'état d'union des Etats déjà rattachés les uns aux autres par des conventions diplomatiques.

Mais quand on examine les choses de près, on ne tarde pas à se convaincre que le régime des unions ne fait pas double emploi avec celui des traités, que chacun de ces régimes a sa raison d'être et que, si le but principal des traités est la sécurité du présent, celui des unions est la préparation de l'avenir.

Cet avenir, c'est, dans les limites du possible, l'unification des législations, l'effacement des dissemblances, l'adoption commune des réformes conseillées par la raison et consacrées par l'expérience; c'est la marche constante vers le mieux, c'est le progrès incessant vers l'unité.

Ces idées ont été fort bien mises en lumière à la conférence internationale qui s'est réunie à Paris, au mois de novembre 1880, pour préparer un projet d'union pour la protection de la propriété industrielle.

« Ce qui se passe pour la propriété industrielle, a dit le président de cette conférence à la séance d'inauguration (1), est arrivé pour toutes les législations. On commence par faire des lois nationales sans se préoccuper de ce qui se passe chez les autres. Puis, quand on a fixé sa jurisprudence, l'horizon s'agrandit nécessairement. On étudie, on compare les législations des pays voisins, et l'on arrive à l'étude du droit international. Depuis vingt ans on se livre à ces études, qui ont pour résultat, non-seulement un intérêt purement

(1) Procès-verbaux, p. 19.

spéculatif, mais un rapprochement entre les peuples; c'est une œuvre de paix et de conciliation.

« Dans la plupart des pays on a fait des lois sur la propriété industrielle; de cette comparaison est né le besoin de s'entendre. »

Le besoin d'entente a reçu satisfaction, dans le domaine de la propriété industrielle, par la conclusion de la convention internationale du 20 mars 1883.

§ 4

Tandis que cette campagne était menée à heureuse fin par les défenseurs de cette propriété, une campagne semblable était engagée par les défenseurs de la propriété littéraire et artistique.

Dans l'une des séances du congrès de la propriété artistique (1), qui a eu lieu au Trocadéro lors de l'Exposition universelle, la motion suivante fut adoptée :

« Il est à désirer qu'il se constitue entre les divers Etats de l'Europe et d'outre-mer une union générale qui adopte une législation uniforme en matière de propriété artistique. Le congrès émet le vœu que la convention qui établira cette union s'inspire des résolutions qu'il a adoptées et leur donne une sanction définitive. »

Ce congrès donna en outre mission à son bureau de demander à M. le ministre de l'Instruction publique et des beaux-arts de prendre l'initiative de provoquer la réunion d'une commission internationale dans le but de constituer cette union.

Ce ministre, qui était notre honorable collègue M. Bardoux, fit le meilleur accueil à la députation du congrès et s'empessa de nommer une commission qui fut chargée de réaliser les résolutions du congrès.

De son côté, l'association littéraire et artistique internationale, qui s'était fondée, à la suite du congrès de 1878, sous la présidence de notre illustre et regretté collègue Victor Hugo, ne demeurait pas inactive.

Grâce à ses efforts, une conférence privée se réunit à Berne en 1883, et l'exposé des motifs nous fait savoir qu'au mois de décembre de cette année « le Conseil fédéral suisse crut devoir soumettre à l'examen des diverses puissances un projet d'arrangement devant servir de base aux délibérations de leurs délégués pour la conclusion d'une convention d'union en cette matière. Douze Etats acceptèrent l'initiative fédérale et prirent part à une première conférence officielle, qui se réunit à Berne, du 8 au 9 septembre 1884. Un avant-projet fut élaboré dans cette première réunion, et l'année suivante, du 7 au 18 septembre 1885, une seconde conférence, dans laquelle seize gouvernements étaient représentés, arrêtait définitivement les termes de la convention, » qui est présentement soumise à votre ratification et qui a été signée, le 9 septembre dernier, par les représentants de la France, de l'Allemagne, de la Belgique, de l'Espagne, de la Grande-Bretagne, de Haïti, de l'Italie, de la république de Libéria et de la Tunisie.

§ 5

L'union constituée par la présente convention est intitulée « Union internationale pour la protection des œuvres littéraires et artistiques. »

Le syndicat des sociétés littéraires et artistiques françaises a vivement regretté (2) que le mot de « propriété » n'ait pas été inscrit dans ce titre, comme il l'avait été dans celui de l'union formée pour la protection de la propriété industrielle; il aurait voulu qu'à l'exemple de celle-là, celle-ci eût été appelée l'union pour la protection de la propriété littéraire et artistique.

Si nous convenons à nous associer à ces regrets, nous ne saurions en parler la vivacité.

(1) Séance du 21 septembre 1878, procès-verbaux, p. 110.

(2) Communiqué au Journal général de l'Imprimerie et de la Librairie (numéro du 2 octobre 1885).

Voilà près d'un siècle que l'on discute, sans l'avoir encore résolue, la question de savoir si la propriété intellectuelle est la propriété, comme le disait un peu aventurément peut-être Alphonse Karr, c'est-à-dire une propriété comme la propriété ordinaire de droit commun. ou bien si, comme beaucoup le soutiennent, elle est, non pas la propriété, mais une propriété d'un genre particulier, jouissant de certains avantages et ayant droit à la protection de la loi dans les limites et sous les conditions tracées par elle.

Sans tenter une définition qui eût peut-être été trop périlleuse si elle eût été trop précise, le congrès de la propriété littéraire de 1878 a voté la résolution suivante : « Le droit de l'auteur sur son œuvre constituée, non une concession de la loi, mais une des formes de la propriété que la loi doit garantir. »

De leur côté, les congrès de la propriété industrielle et de la propriété artistique avaient dit :

« Le droit des auteurs et des inventeurs sur leurs œuvres (ou de l'artiste sur son œuvre) est un droit de propriété. La loi civile ne le crée pas; elle ne fait que le réglementer. »

Bien avant ces congrès, en 1804, le code civil avait déclaré dans son art. 544, que la propriété est le droit de jouir et de disposer des choses d'une façon absolue, pourvu qu'on n'en fasse pas un usage prohibé par les lois et par les règlements.

Si le législateur s'est reconnu le pouvoir de limiter les facultés de jouissance et de disposition qui sont les attributs de la propriété et si, par suite, la propriété n'est que la collection des droits ainsi limités, il en résulte que, lorsqu'il a parlé des droits des auteurs sur leurs œuvres, et lorsque ces droits sont, comme les autres, des droits de jouissance et de disposition, il a reconnu virtuellement par cela même, au profit de ces auteurs, un véritable droit de propriété qu'il a pu d'ailleurs réglementer comme il a réglementé la propriété de droit commun.

Ceux qui continuent à soutenir que la propriété intellectuelle est, non une propriété, mais la propriété, sont surtout préoccupés du désir de faire reconnaître aux auteurs un droit perpétuel sur leurs œuvres. Si cette propriété est, en effet, pareille à celle du droit commun, il est naturel qu'elle prétende à cette perpétuité. Mais prenons-y garde; si les deux propriétés sont pareilles, elles doivent être traitées de la même façon.

Dès lors, à quel titre la propriété intellectuelle prétendrait-elle être protégée contre le droit d'imitation? Est-ce que cette protection existe pour la propriété de droit commun? Et si la reconnaissance d'un droit de propriété perpétuelle au profit des auteurs avait pour corollaire un refus de protection contre l'imitation, la compensation serait-elle profitable aux intéressés? Que feraient-ils d'une propriété qui pourrait devenir une propriété dans le néant?

Laissons de côté ces controverses et ces regrets, et puisque la convention soumise à l'approbation du Sénat reconnaît expressément aux auteurs des droits sur leurs œuvres littéraires et artistiques, puisqu'elle est faite pour protéger ces droits, examinons en quoi consiste cette protection.

§ 6

La convention se compose :

- 1° De vingt-et-un articles ;
- 2° D'un article additionnel ;
- 3° D'un protocole de clôture composé de sept articles ;
- 4° D'un procès-verbal de signature, qui contient diverses déclarations échangées entre les plénipotentiaires.

§ 7

L'article 1^{er} de la convention déclare les pays contractants constitués à l'état

d'Union pour la protection des droits des auteurs sur leurs œuvres littéraires et artistiques.

L'exposé des motifs nous apprend que ces Etats comptent, avec les colonies françaises et anglaises admises dans l'Union en vertu de l'art. 20 de la convention et du procès-verbal de signature, une population d'environ 450 millions d'habitants.

Bien qu'il s'agisse d'œuvres intellectuelles, on peut cependant, en cette matière comme en d'autres, diviser ces habitants en producteurs et en consommateurs.

La France à elle seule représente la majorité des producteurs; c'est ce qui explique pourquoi celles des nations qui se composent surtout de consommateurs ne se sont pas toujours montrées favorables à des conventions qui profitent aux étrangers sans profiter à leurs nationaux.

Il faut savoir un véritable gré à celles de ces nations qui se sont décidées à conclure des traités de ne pas s'être exclusivement cantonnées sur le terrain étroit des intérêts matériels, de s'être élevées à des conceptions plus larges, de s'être laissées inspirer par des sentiments de haute justice et de haute probité et d'avoir, par une promesse de protection quelquefois désintéressée, consenti à servir la noble cause de la littérature et de l'art.

Dans son discours de réception à l'Académie française, notre honorable collègue M. Léon Say parlait, avec une fierté qu'il avait peine à contenir, de tous les points du globe où l'on parle, où on lit, où l'on traduit notre langue. Sur tous ces points les Français produisent, les autres nationaux consomment. Ce sont donc nos littérateurs et nos artistes qui sont appelés à recueillir les principaux avantages de ces traités et de ces unions. C'est grâce à eux qu'ils agrandiront progressivement le marché dont ils sont les grands pourvoyeurs, qu'ils arriveront à avoir la plus grande partie du monde pour tributaire, qu'ils parviendront à percevoir les tributs dont le droit, si longtemps contesté, est maintenant presque universellement reconnu.

L'article 2, dont il convient de rapprocher l'article 11, reconnaît aux auteurs ressortissant à l'un des pays de l'union ou à leurs ayants cause la jouissance dans les autres pays, pour leurs œuvres, publiées ou non publiées dans ces pays, des droits que les lois respectives accordent actuellement ou accorderont par la suite aux nationaux.

En d'autres termes, dans chacun des pays de l'union, les auteurs ressortissants des autres pays seront traités comme les nationaux de ce pays.

La jouissance de ces droits ne pourra excéder dans les autres pays la durée de la protection accordée dans le pays d'origine.

Est considéré comme pays d'origine de l'œuvre celui de la première publication ou, si cette publication a eu lieu simultanément dans plusieurs pays de l'union, celui d'entre eux dont la législation accorde la durée de protection la plus courte.

Pour les œuvres non publiées, le pays auquel appartient l'auteur est considéré comme pays d'origine.

Dans la plupart des pays, la protection légale accordée aux littérateurs et aux artistes est subordonnée à l'obligation d'un dépôt effectué par eux conformément aux prescriptions de la législation de chaque pays. Ces formalités ont été réglées chez nous, soit par la loi du 19 juillet 1793 (art. 6), soit par celle du 29 juillet 1881 (art. 3 et 4) sur la presse.

Ces formalités n'auront pas besoin d'être accomplies dans tous les pays de l'union; il suffira qu'elles le soient dans le pays d'origine, conformément à la législation de ce pays; c'est une des heureuses modifications apportées à l'état de choses qui résultait des traités actuels.

Une modification non moins heureuse a été apportée par l'art. 11.

Pour que les auteurs des œuvres protégées par la convention soient, jusqu'à preuve contraire, considérés comme tels et admis, en conséquence, devant les tribunaux des divers pays de l'union, à exercer des poursuites contre les con-

trefaçons, il suffira que leur nom soit indiqué sur l'ouvrage en la manière usitée.

Pour les œuvres anonymes et pseudonymes, l'éditeur dont le nom sera indiqué sur l'ouvrage pourra sauvegarder les droits appartenant à l'auteur. Il sera, sans autres preuves, réputé ayant-cause de l'auteur anonyme ou pseudonyme.

Ce ne seront là toutefois que des présomptions, et les tribunaux pourront toujours, le cas échéant, exiger la production d'un certificat délivré par l'autorité compétente et constatant que les formalités prescrites, dans le sens de l'art. 2, par la législation du pays d'origine ont été remplies.

L'art. 3 étend le bénéfice de la convention aux éditeurs d'œuvres littéraires ou artistiques publiées dans un des pays de l'union et dont l'auteur appartient à un pays qui n'en ferait pas partie.

L'art. 4 définit ce qu'on doit entendre par des œuvres littéraires et artistiques. Ce sont : les livres, brochures ou tous autres écrits; les œuvres dramatiques ou dramatico-musicales, les compositions musicales avec ou sans paroles; les œuvres de dessin, de peinture, de sculpture, de gravure; les lithographies, les illustrations, les cartes géographiques; les plans, croquis et ouvrages plastiques relatifs à la géographie, à la topographie, à l'architecture ou aux sciences en général; enfin, toute production quelconque du domaine littéraire, scientifique ou artistique, qui pourrait être publiée par n'importe quel mode d'impression ou de reproduction.

Cet article n'a pas parlé des œuvres photographiques; elles n'ont cependant pas été oubliées; il en est question dans l'art. 1^{er} du protocole.

A leur égard, la difficulté provenait de ce que ces œuvres ne jouissent pas encore du droit de cité dans l'universalité du monde artistique : elles ont dans beaucoup de pays une situation mal définie.

Sans trancher d'une façon expresse la question relative au caractère de ces œuvres, on s'est borné à déclarer dans l'art. 1^{er} du protocole que ceux des pays de l'union où le caractère d'œuvres artistiques n'est pas refusé aux œuvres photographiques, devraient les admettre, à partir de la mise en vigueur de la convention, au bénéfice de ses dispositions. Ces pays ne seront d'ailleurs tenus de protéger ces œuvres, sauf les arrangements internationaux existants ou à conclure, que dans la mesure où leur législation permet de le faire.

Il a été expliqué que la photographie autorisée d'une œuvre d'art protégée jouirait, dans tous les pays de l'union, de la protection légale au sens de ladite convention, aussi longtemps que durerait le droit principal de reproduction de cette œuvre même et dans les limites des conventions privées entre les ayants droit.

Les art. 5 et 6 s'occupent du droit de traduction.

Il eût été désirable que le principe qui a été inscrit pour la première fois dans l'art. 6 du traité conclu, le 16 juin 1880, entre la France et l'Espagne, fût inscrit de nouveau dans la convention; qu'en conséquence on eût reconnu aux auteurs ressortissant des pays de l'Union le droit exclusif de traduction sur leurs ouvrages pendant toute la durée de la propriété de l'œuvre originale, et qu'on eût assimilé, ainsi que l'a fait cette convention, la publication d'une traduction non autorisée à une réimpression illicite de l'ouvrage.

Malheureusement, la diversité des législations et des traités sur la matière n'a pas permis d'obtenir ce résultat.

Actuellement, beaucoup de législations ne protègent pas les auteurs au point de vue de la traduction. La plupart des conventions restreignent considérablement cette protection; le maximum de protection internationale est de dix années; il faut en outre que la traduction ait paru dans les trois années après la publication de l'œuvre originale.

Cette durée de dix années de protection a été consacrée par l'art. 3 de la présente convention.

Ces dix années courent à partir de la publication de l'œuvre originale dans l'un des pays de l'Union. Pour les œuvres publiées par livraisons, le délai de

dix années ne comptera qu'à dater de la publication de la dernière livraison de l'œuvre originale. Pour les œuvres composées de plusieurs volumes publiés par intervalles, ainsi que pour les bulletins ou cahiers publiés par des sociétés littéraires ou savantes ou par des particuliers, chaque volume, bulletin ou cahier sera, en ce qui concerne le délai de dix années, considéré comme ouvrage séparé.

Si l'on n'a pas pu obtenir une plus longue durée de protection, en revanche on a pu obtenir la suppression de l'obligation pour l'auteur de faire paraître la traduction dans les trois années après la publication de l'œuvre originale.

Les défenseurs de la propriété littéraire ont fait de vains efforts pour obtenir des conditions meilleures; mais, ainsi que l'a déclaré l'un des délégués de la Suisse, M. Numa Droz, dans la séance d'ouverture du congrès de Genève, le 18 septembre 1886, il n'a pas été possible de faire davantage pour le moment.

Comme conséquence de l'art. 5 de la convention, l'art. 6 déclare que les traductions licites sont protégées comme les ouvrages originaux.

S'il s'agit d'une œuvre pour laquelle le droit de traduction est dans le domaine public, le traducteur ne peut pas s'opposer à ce que la même œuvre soit traduite par d'autres écrivains.

Dans les art. 7 et 8, il est parlé des emprunts qui peuvent être faits licitement à des œuvres littéraires.

Aux termes de l'article 7, les articles de journaux ou de recueils périodiques publiés dans l'un des pays de l'union pourront être reproduits en original ou en traduction dans les autres pays de l'union, à moins que les auteurs ou éditeurs ne l'aient expressément interdit. Pour les recueils, l'interdiction peut être faite d'une manière générale en tête de chaque numéro du recueil.

En aucun cas, cette interdiction ne peut s'appliquer aux articles de discussion politique ou à la reproduction des nouvelles du jour ou des faits divers.

Aux termes de l'art. 8, la faculté de faire des emprunts à des œuvres littéraires ou artistiques pour des publications destinées à l'enseignement ou ayant un caractère scientifique, ou pour des chrestomathies, sera réglée par la législation de chacun des pays de l'union et par des arrangements particuliers existants ou à conclure entre eux.

On a vu dans l'art. 2 quel genre de protection est assuré aux auteurs d'œuvres artistiques et littéraires : la définition de ces œuvres a été donnée dans l'article 4.

L'art. 9 ajoute que les stipulations de l'art. 2 s'appliquent à la représentation publique des œuvres dramatiques ou dramatico-musicales, que ces œuvres soient publiées ou non.

Les auteurs de semblables œuvres ou leurs ayants-cause seront, pendant la durée de leur droit exclusif de traduction, protégés contre la représentation publique non autorisée de la traduction de leurs ouvrages.

Les stipulations de l'art. 2 s'appliquent également à l'exécution publique des œuvres musicales non publiées ou de celles qui auraient été publiées, mais dont l'auteur aurait expressément déclaré sur le titre ou en tête de l'ouvrage qu'il en interdit l'exécution publique.

Cet article est complété par l'art. 2 du protocole de clôture, dans lequel il a été convenu que ceux des pays de l'union dont la législation comprend implicitement parmi les œuvres dramatico-musicales les œuvres chorégraphiques, admettraient expressément lesdites œuvres au bénéfice de la convention.

Les contestations qui pourront s'élever sur l'application de cette clause sont réservées à l'appréciation des tribunaux respectifs.

Sont réservées à la même appréciation les difficultés pouvant naître de l'application de l'article 10, qui déclare spécialement comprises parmi les reproductions illicites auxquelles s'applique la convention, les appropriations indirectes non autorisées d'un ouvrage littéraire ou artistique désignées sous des noms divers, tels que : adaptation, arrangements de musique, etc., lorsqu'elles ne sont que la reproduction d'un tel ouvrage, dans la même forme ou sous une

autre forme, avec des changements, additions ou retranchements non essentiels, sans présenter d'ailleurs le caractère d'une nouvelle œuvre originale.

Ainsi que l'exposé des motifs le fait justement remarquer, l'article 10 aurait été plus clair s'il avait également spécifié les dramatisations, tirées de romans ou les romans tirés de pièces dramatiques. A défaut du grand jour il a fallu se contenter du crépuscule.

L'une des plus importantes sanctions des droits ainsi accordés aux littérateurs et aux artistes est le droit de saisie des œuvres contrefaites. D'après l'article 12, cette saisie pourra être opérée à l'importation dans ceux des pays de l'union où l'œuvre originale a droit à la protection légale; elle aura lieu conformément à la législation intérieure de chaque pays.

L'article 13 réserve au gouvernement de chaque pays le droit de permettre, de surveiller, d'interdire par des mesures de législation ou de police intérieure la circulation, la représentation ou l'exposition de tout ouvrage ou production à l'égard duquel l'autorité compétente aurait à exercer ce droit.

Il y avait lieu de se préoccuper de la situation des ouvrages publiés au moment de la mise en vigueur de la convention.

Cette situation est réglée par l'article 14 de cette convention et par l'art. 4 du protocole.

D'après l'article 14, la Convention s'appliquera, sous les réserves et conditions à déterminer d'un commun accord, à toutes les œuvres qui, au moment de son entrée en vigueur, ne seront pas encore tombées dans le domaine public dans leur pays d'origine.

Cet accord commun a été déterminé ainsi qu'il suit par l'article 4 du protocole.

D'après cet article, l'application de la convention aux œuvres non tombées dans le domaine public au moment de sa mise en vigueur aura lieu, conformément aux stipulations existantes ou à conclure à cet effet.

A défaut de semblables stipulations entre pays de l'union, les pays respectifs, chacun en ce qui le concerne, régleront les modalités relatives à l'application du principe contenu à l'article 14.

L'article 3 du protocole s'occupe d'une question spéciale qui intéressait particulièrement la Suisse; c'est celle de la fabrication et de la vente des instruments servant à reproduire mécaniquement des airs de musique empruntés au domaine privé. Conformément aux dispositions du traité précédemment conclu entre la Suisse et la France, ces actes ne seront pas considérés comme constituant le fait de contrefaçon musicale.

Les derniers articles de la convention s'occupent :

1^o Du droit que se sont respectivement réservé les gouvernements des pays de l'union de prendre séparément entre eux des arrangements particuliers; ces arrangements seront valables, pourvu qu'ils confèrent aux auteurs ou à leurs ayants cause des droits plus étendus que ceux accordés par l'union ou que leurs stipulations n'aient rien de contraire à la présente convention (art. 13);

2^o A l'institution d'un bureau de l'union internationale pour la protection des œuvres littéraires et artistiques (art. 16); nous y reviendrons tout à l'heure;

3^o A la possibilité de soumettre la présente convention à des révisions en vue d'y introduire les améliorations de nature à perfectionner le système de l'union et de réunir des conférences qui auront lieu successivement dans tous les pays de l'union entre les délégués desdits pays (art. 17).

C'est ce qui a déjà été fait pour l'union de la propriété industrielle; c'est une des principales raisons d'être de ces unions; c'est grâce à ces révisions qu'on peut aspirer à l'uniformité dans le mieux, à l'unité dans le progrès.

4^o A l'impossibilité d'apporter un changement à la convention sans l'assentiment unanime des pays qui composent l'union (art. 17);

5^o A la faculté pour les pays qui n'ont pas pris part à la convention et qui assurent chez eux la protection légale des droits faisant l'objet de cette convention, d'être admis dans l'union sur leur demande (art. 18);

6° A la faculté pour les pays adhérents d'accéder à la convention pour leurs colonies et possessions étrangères (art. 19).

D'après l'article premier du procès-verbal, l'Espagne s'est réservé la faculté de faire connaître sa détermination, au moment de l'échange des ratifications ; la France a déclaré que son accession emportait celle de toutes ses colonies ; le gouvernement britannique a déclaré que son accession comprenait celle du Royaume-Uni de la Grande-Bretagne et d'Irlande et celle de toutes les colonies et possessions étrangères, sous réserve de pouvoir dénoncer en tout temps la convention pour les colonies énumérées dans cet article ;

7° A l'époque de la mise à exécution de la convention (art. 20) ; au délai d'échange des ratifications qui devra avoir lieu à Berne, dans le délai d'un an au plus tard, à partir du 9 novembre 1886, date de la signature de la convention (art. 21).

Un article additionnel a heureusement comblé une lacune qui se trouvait dans la convention relative à l'union internationale pour la protection de la propriété industrielle.

La plupart des pays qui font partie de cette union étaient auparavant liés les uns aux autres par des traités. Quelle devait être l'influence de la convention d'union sur ces traités ? Ces traités allaient-ils se trouver abrogés ? En cas de dénonciation de la convention d'union, revivraient-ils ou y aurait-il lieu de procéder à la conclusion de nouveaux traités ?

Ces diverses questions, qui, comme nous l'avons dit, n'avaient pas été résolues dans la convention relative à la propriété industrielle, l'ont été par l'article additionnel de la présente convention.

Il a été déclaré par cet article que cette convention n'affecterait en rien le maintien des conventions existantes entre les pays contractants, en tant que ces conventions confèrent aux auteurs ou à leurs ayants-cause des droits plus étendus que ceux accordés par l'union, ou qu'elles renfermeraient d'autres stipulations qui ne seraient pas contraires à cette convention.

D'après cet article et dans les limites par lui tracées, les conventions existantes entre les pays de l'union ne sont point abrogées, et la rupture de l'union n'entraînerait pas la rupture de ces conventions.

Nous avons parlé précédemment de la création d'un bureau de l'union internationale pour la protection des œuvres littéraires et artistiques.

Cette création, qui est la reproduction d'une création semblable organisée par le traité d'union relatif à la protection de la propriété industrielle, a été décidée par l'article 16.

Comme le précédent, ce bureau sera placé sous l'autorité de l'administration supérieure de la Confédération suisse et fonctionnera sous sa surveillance. (*Ibid.*)

Ses attributions, qui seront déterminées d'un commun accord entre les pays de l'union, consisteront principalement, d'après l'article 5 du protocole, à centraliser les renseignements de toute nature relatifs à la protection des droits des auteurs sur leurs œuvres littéraires et artistiques ; à les coordonner et les publier ; à procéder aux études d'utilité commune intéressant l'union et à rédiger à l'aide des documents qui seront mis à sa disposition par les diverses administrations, une feuille périodique en langue française, sur les questions concernant l'objet de l'union ; à se tenir à la disposition des membres de l'union pour leur fournir, sur les questions relatives à la protection des œuvres littéraires et artistiques, les renseignements spéciaux dont ils pourraient avoir besoin ; à préparer, d'accord avec l'administration du pays où une conférence devra avoir lieu, les travaux de cette conférence ; à assister par son directeur aux séances de ces conférences ; à prendre part aux discussions sans voix délibérative, et à faire un rapport annuel qui sera communiqué à tous les membres de l'union.

Les dépenses de ce bureau, qui, jusqu'à nouvelle décision, ne pourront excéder 60,000 francs, seront supportées par chacun des pays contractants, dans les proportions déterminées par l'article 5 du protocole.

Nous le répétons, la création de ce bureau, qui sera un véritable laboratoire de législation, n'est point une nouveauté : l'expérience en a été faite en matière de propriété industrielle ; elle a donné de bons résultats.

§ 8

Telle est, messieurs, la convention internationale que le Gouvernement propose à la ratification du Parlement.

Votre commission vous propose d'accorder la vôtre.

A coup sûr, l'œuvre n'est pas parfaite ; mais, malgré son imperfection, elle constitue un incontestable progrès.

Si elle laisse place à des regrets, elle laisse aussi place à des espérances.

Telle qu'elle est, elle peut rendre d'importants services à cette grande cause à laquelle la France s'est dévouée la première, la cause de la littérature et de l'art ; elle groupe et réunit pour la première fois dans un faisceau, qui, nous l'espérons, ne sera jamais brisé, les efforts des nations auxquelles cette cause est chère ; elle consolide les assises du présent, elle ouvre les portes de l'avenir.

On peut dire, d'ailleurs, à propos de cette convention ce que disait le président de la conférence qui a préparé le traité d'union pour la propriété industrielle : « Son œuvre est pour ainsi dire préparatoire. C'est la préface d'un livre qui va s'ouvrir et qui ne sera peut-être fermé que dans de longues années. C'est d'ailleurs un livre profondément honnête et dont on n'aura à cacher aucune page. »

Le Gouvernement, qui a signé la préface de ce nouveau livre, vous demande de joindre votre signature à la sienne ; vous n'hésitez pas à faire droit à sa demande.

SUISSE

Message du Conseil fédéral à l'Assemblée fédérale.

Monsieur le Président et Messieurs,

A l'époque où nous vivons, l'homme ne se contente plus de jouir des œuvres littéraires et artistiques qui éclosent dans son pays. Son horizon s'est étendu : il veut connaître et comprendre ce qui se fait sous d'autres cieux, par d'autres races, et enrichir son domaine intellectuel de tout ce que l'humanité produit de mieux sous ce rapport. Il est résulté de cette tendance que les œuvres de l'esprit sont actuellement appelées à satisfaire les jouissances esthétiques des classes cultivées sur une étendue beaucoup plus vaste que celle où elles sont protégées par les lois nationales. Tenant compte de ce fait, les pays où la production littéraire est la plus active ont conclu des conventions assurant à leurs ressortissants réciproques une protection plus ou moins complète par delà la frontière de leur pays. Mais la protection ainsi obtenue variait d'une convention à l'autre ; elle était généralement fort restreinte en ce qui concerne le droit de traduction, matière de la plus grande importance au point de vue international, — et elle était subordonnée à l'accomplissement de certaines formalités gênantes pour l'auteur. En outre, plusieurs de ces conventions étaient annexées à des traités de commerce, dont elles partageaient l'instabilité. Tout cela faisait désirer aux auteurs la conclusion d'une convention générale d'un caractère permanent, simplifiant dans la mesure du possible les formalités à remplir et accordant une protection plus étendue que celle qui résultait des conventions particulières.

Les premiers efforts tendant à la réalisation de ce désir sont dûs à l'*Association littéraire internationale*. Dans le Congrès qu'elle a tenu à Rome en 1882, elle décida qu'une conférence se réunirait à Berne l'année suivante, pour poser les bases d'un programme pouvant servir de formule à une convention univer-

selle. Cette conférence devait être composée de délégués des Sociétés littéraires, Universités, Académies, Associations, Cercles de littérateurs, artistes, écrivains et éditeurs appartenant aux diverses nations, et avoir pour programme :

1° L'étude de la situation de la législation sur la propriété littéraire dans les divers pays;

2° L'étude des points importants sur lesquels il est possible d'arriver à une unification en vue d'une union de propriété littéraire;

3° La rédaction d'articles clairs et concis, résumant les principes acceptables pour toutes les nations et devant constituer le texte d'une convention universelle.

Sur la demande d'un Comité composé de littérateurs, artistes, juristes et éditeurs suisses, le Conseil fédéral offrit la salle du Conseil des Etats pour les séances de la conférence et se fit représenter à cette dernière par un de ses membres.

La conférence dura du 10 au 13 septembre 1883. Son travail est résumé dans le projet de convention voté par elle dans sa séance du 13 septembre. Ce projet n'était, dans sa pensée, qu'une base de discussion qu'elle proposait au Conseil fédéral pour l'étude d'un projet de convention destiné à être soumis à l'examen d'une conférence diplomatique. Il comprenait dix articles, dont le premier assurait le traitement national dans chaque pays aux ressortissants des autres pays contractants, et dont les autres réglaient d'une manière générale le droit de traduction, de publication, de représentation et d'exécution, ainsi que l'établissement d'un bureau international.

Le Conseil fédéral accepta la mission, qui lui avait été confiée par la conférence, de chercher à constituer entre les nations, pour la protection des œuvres littéraires et artistiques, une union basée sur les principes exprimés dans le projet de convention qui venait d'être élaboré. A cet effet, il adressa aux gouvernements de tous les pays civilisés, en date du 3 décembre 1883, une note circulaire leur communiquant le texte dudit projet ainsi que les procès-verbaux de la conférence, et les informant que, si son initiative était favorablement accueillie, il se ferait un plaisir de convoquer une conférence diplomatique, pour examiner les dispositions communes que l'état, soit de la législation intérieure de chaque pays, soit du droit international, permettrait actuellement d'adopter.

La démarche du Conseil fédéral fut couronnée de succès. Dès l'abord, les pays de première importance en matière de production littéraire et artistique déclarèrent qu'ils se feraient représenter à la Conférence projetée. Encouragé par l'accueil fait à ses avances, le Conseil fédéral décida de convoquer une conférence diplomatique pour le 8 septembre 1884, à Berne, et adressa dans ce but aux divers gouvernements une invitation suivie d'un projet de programme destiné à servir de base aux délibérations.

La conférence s'ouvrit au jour fixé. Elle se composait de délégués des pays suivants, savoir : l'Allemagne, l'Autriche-Hongrie, la Belgique, Costa-Rica, la France, la Grande-Bretagne, Haiti, les Pays-Bas, la Suède et Norvège et la Suisse. Le représentant de la Grande-Bretagne était délégué seulement *ad audiendum et referendum*. L'épidémie de choléra qui sévissait alors en Italie et en Espagne avait empêché les gouvernements de ces deux pays de se faire représenter à la conférence.

Les délégués de la Suisse à la conférence de 1884 et aux deux conférences suivantes étaient : MM. les conseillers fédéraux Ruchonnet et Droz, et M. A. d'Orelli, professeur de droit à l'Université de Zurich.

Après douze jours d'un travail soutenu, la conférence signa un procès-verbal final, par lequel elle soumettait à l'examen des gouvernements représentés un projet de convention stipulant le minimum de droits qu'à son avis, les pays contractants pourraient réciproquement garantir aux auteurs d'œuvres littéraires ou artistiques. Ce projet allait beaucoup plus loin que le programme du Conseil fédéral, lequel ne faisait que reproduire, sous la forme usitée dans les conventions diplomatiques, les principes formulés par la conférence de 1883.

Au lieu de se borner à stipuler l'application du régime national aux ressortissants des pays contractants, la conférence avait codifié la législation internationale en matière de droits d'auteur sur divers points importants, tels que la durée du droit exclusif de traduction; les emprunts licites faits, en vue de l'enseignement, aux ouvrages littéraires et artistiques, la reproduction des articles de journaux; les présomptions légales permettant aux auteurs d'ester en jugement, etc.

Le Conseil fédéral soumit ce projet de convention aux divers pays, et convoqua immédiatement, pour le 7 septembre 1883, une seconde conférence, destinée à élaborer le texte définitif de l'instrument diplomatique devant servir de base à la nouvelle union internationale.

L'Autriche-Hongrie et Rica-Costa ne prirent pas part à cette seconde conférence; en revanche, il s'y trouvait des délégués de pays qui ne s'étaient pas fait représenter à la première, parmi lesquels nous citerons l'Espagne, les Etats-Unis d'Amérique et l'Italie.

La présence de ces derniers, et le fait que la délégation anglaise pouvait cette fois prendre une part active aux délibérations, eurent pour conséquence un remaniement considérable du texte adopté l'année précédente. Comme la Grande-Bretagne devait modifier sa législation sur les droits d'auteur avant de pouvoir entrer dans une convention internationale sur la matière, ses représentants cherchaient à écarter du projet de convention toutes les dispositions tendant à une unification trop complète, qui auraient pu faire obstacle à la réussite de la révision législative au sein du Parlement de leur pays. D'autres délégations demandaient que l'on élargit le cadre des œuvres protégées par la convention; l'Italie voulait y faire entrer les œuvres chorégraphiques; la France, les photographies. Ce dernier pays demandait en outre avec instance que l'on fixât une durée plus longue pour le droit exclusif de traduction.

Le travail que s'imposa la conférence pour concilier les vues contraires des divers pays et pour faciliter au plus grand nombre d'entre eux l'accession à l'union, fut encore plus ardu que l'année précédente. Il aboutit enfin à l'élaboration d'un nouveau projet de convention tenant compte autant que possible des vœux de chacun. On avait renoncé, sur certains points, à l'unification introduite dans le premier projet, tout en la maintenant sur les points les plus essentiels. Tel qu'il était, ce projet constituait un minimum à atteindre pour les pays qui n'accordaient pas encore tous les droits consacrés par lui, et donnait aux autres pays le gage certain que leurs auteurs seraient protégés sur un territoire beaucoup plus vaste et dans une mesure en partie plus grande que ce n'était le cas en vertu des conventions existantes. Même pour les pays les plus avancés, il n'y avait aucun recul, mais au contraire progrès sensible sous le rapport international. Vu le caractère de transaction de ce second projet, il fut entendu que la conférence qui serait convoquée pour signer la convention ne devrait plus en revoir le texte, mais n'aurait d'autre but que de procéder à la signature de l'instrument diplomatique.

Cette conférence se réunit à Berne, le 6 septembre dernier, et signa, le 9 du même mois, la convention préparée l'année dernière, après y avoir apporté une modification de pure forme.

Les pays signataires étaient : la Suisse, l'Allemagne, la Belgique, l'Espagne, la France (pour elle et pour ses colonies), la Grande-Bretagne (pour elle et pour ses colonies), Haiti, l'Italie, Libéria et la Tunisie. Les délégués de l'Espagne ont reçu, trop tard pour pouvoir le faire consigner au procès-verbal de signature, l'autorisation d'adhérer à la convention pour tous les territoires dépendant de la couronne espagnole.

La Belgique et la Grande-Bretagne avaient dû remanier leur législation pour être à même d'accéder à la convention: la Suède et la Norvège avaient entrepris dans le même but un travail semblable, mais n'avaient pu le mener à terme en temps utile pour prendre part à la signature. L'état de la législation d'autres pays les oblige à se tenir actuellement à l'écart de l'union, mais il n'est pas douteux qu'ils ne s'y joignent avant qu'il soit longtemps. Le représentant des

Etats-Unis, délégué seulement *ad audiendum*, a en particulier exprimé les sympathies de son gouvernement pour les principes énoncés dans la convention, ainsi que son espoir de pouvoir bientôt y adhérer. Dans son extension actuelle, l'union internationale pour la protection des œuvres littéraires et artistiques comprend environ cinq cents millions d'âmes, soit le tiers de toute l'humanité.

Le texte de la convention, qui fait suite au présent message, exige les quelques explications suivantes :

Art. 2. — Pour être au bénéfice de la convention, l'auteur doit ressortir à l'un des pays contractants et publier son œuvre dans l'union (s'il s'agit d'une œuvre publiée, en remplissant les conditions et formalités prescrites par la législation du pays où la publication a lieu. Ainsi, les ouvrages parus en Suisse et en Allemagne, — où les lois accordent la protection sans dépôt ni autre formalité préalable, — seront protégés dans toute l'union par le seul fait qu'ils auront paru dans un de ces pays.

Cette disposition constitue une amélioration importante sur les traités conclus par la Suisse avec la Belgique, la France et l'Italie, et d'après lesquels la protection n'est accordée dans ces pays que si l'auteur y a fait enregistrer son œuvre dans les trois mois qui ont suivi la publication en Suisse.

Art. 3. — Si la convention ne doit protéger que les auteurs ressortissant à un pays de l'union (art. 2), — pour ne pas accorder aux pays de l'union non contractants les avantages de cette dernière sans qu'ils en supportent les charges. — l'article 3 accorde la même protection aux éditeurs de l'Union, pour les œuvres qu'ils publient d'auteurs d'autres pays. Cette disposition est importante en ce qu'elle engagera à entrer dans l'Union les pays qui craindraient de perdre, par leur abstention, une partie de leur commerce de librairie.

Art. 4. — Outre les divers objets indiqués comme rentrant dans l'expression « œuvres littéraires et artistiques », le chiffre 1 du protocole de clôture stipule que les pays de l'Union où le caractère d'œuvres artistiques n'est pas refusé aux photographies, s'engagent à mettre ces dernières au bénéfice de la convention. De même, par le chiffre 2 du même protocole, les œuvres chorégraphiques sont admises à la protection dans ceux des pays de l'Union dont la législation comprend implicitement ces œuvres parmi les œuvres dramatico-musicales.

Art. 5. — La fixation de la durée du droit exclusif de traduction à dix ans, sans aucune restriction ni formalité, est un des plus grands avantages qui résultent de la convention.

D'après toutes les conventions littéraires conclues par la Suisse, l'auteur doit, pour s'assurer son droit exclusif de traduction :

1° Faire enregistrer son œuvre à l'étranger dans les trois mois à partir du jour de la première publication en Suisse;

2° Indiquer, en tête de son ouvrage, l'intention de réserver le droit de traduction;

3° Dans tous les pays, sauf en France, faire paraître au moins une partie de la traduction dans le délai d'un an;

4° Faire paraître la totalité de la traduction dans le délai de trois ans;

5° Dans tous les pays, sauf en Allemagne, faire enregistrer la traduction dans les trois mois de sa publication.

En ce qui concerne les œuvres dramatiques, l'auteur suisse qui veut se réserver le droit exclusif de traduction en Allemagne, en Belgique et en Italie, doit y faire paraître ou représenter la traduction dans les trois mois à partir de l'enregistrement de l'ouvrage original.

Il n'est pas besoin d'entrer dans des détails pour faire comprendre que des conditions aussi multiples entravent singulièrement les auteurs dans l'exercice de leur droit exclusif de traduction.

Un autre avantage de l'article 5 de la convention internationale sur les con-

ventions particulières conclues avec l'Allemagne et la Belgique, c'est qu'il double la durée du droit dont il s'agit, en le portant à dix ans au lieu de cinq.

Art. 8. — Pour tenir compte du désir instant de divers pays, la conférence de 1883 a dû renoncer à une disposition contenue dans le projet de 1884, et qui consacrait la faculté de faire licitement des emprunts à des œuvres littéraires ou artistiques pour des publications destinées à l'enseignement ou ayant un caractère scientifique. Cette disposition a été remplacée par celle de l'article 8, qui laisse à la législation des pays de l'Union toute latitude à cet égard. La Suisse pourra donc, après comme avant, autoriser chez elle les emprunts dont il s'agit, qui sont prévus dans sa loi sur la propriété littéraire et artistique.

Art. 11. — Cette disposition est le corollaire de celle de l'article 2, d'après laquelle l'auteur qui a accompli les formalités et conditions exigées par la législation du pays d'origine, jouit par cela même de la protection des lois dans tous les autres pays de l'Union. Dans l'impossibilité de faire la preuve de ses droits par l'enregistrement ou le dépôt qui est peut-être exigé par la loi intérieure du pays où il poursuit une contrefaçon, l'auteur étranger pourra, grâce à l'art. 11, s'appuyer sur une présomption juridique lui permettant d'ester en jugement.

Art. 16. — La conférence de 1883 a adopté à l'unanimité la disposition plaçant l'office international de l'Union sous la surveillance de l'administration supérieure de la Confédération suisse. Le chiffre 5 du protocole de clôture détermine les fonctions du bureau international, et fixe à 60,000 francs le maximum de ses dépenses, maximum qui pourra être élevé par simple décision d'une des conférences prévues à l'article 17.

Les articles 1, 6, 7, 9, 10, 12 à 15 et 17 à 21 ne donnent lieu à aucune observation.

Après avoir ainsi exposé l'historique de la convention et la portée de ses principales dispositions, il nous reste à examiner la convenance qu'il peut y avoir pour la Suisse à y adhérer.

La protection des œuvres littéraires et artistiques est consacrée dans notre pays par l'article 64 de la constitution fédérale, et réglée par la loi fédérale du 23 avril 1883. Cette loi est en parfaite harmonie avec les principes admis dans la convention internationale, sauf un point de détail en ce qui concerne le droit exclusif de traduction, point sur lequel nous nous réservons de revenir si la convention est adoptée. L'entrée de la Suisse dans l'Union n'exigerait donc le sacrifice d'aucun de nos principes législatifs, ni l'élaboration d'aucune loi nouvelle.

Proportionnellement à sa population, notre pays est peut-être celui où la production d'œuvres de littérature et d'art est la plus grande. De plus, il est sans contredit le plus grand consommateur d'œuvres de ce genre. Son commerce de librairie est très important, particulièrement en ouvrages scolaires et scientifiques, dont bon nombre sont traduits en plusieurs langues étrangères. Ce commerce a besoin d'être protégé par delà nos frontières, et c'est dans ce but que nous aurions voulu pouvoir conclure précédemment un grand nombre de conventions avec d'autres pays, ainsi que le Conseil national nous y a invités par son postulat du 21 avril 1883, concernant la réciprocité en matière de propriété littéraire et artistique, motion Benziger (1). Nous n'avons toutefois réussi à conclure de ces conventions qu'avec l'Allemagne, la Belgique, la France et l'Italie. Des pourparlers ont été entamés avec l'Angleterre; mais ils ont dû être abandonnés, vu que, jusqu'à cette année, la législation de ce pays n'offrait pas une base suffisante pour un arrangement utile à la Suisse. Pour le moment, l'Union comprend deux grands pays avec lesquels nous n'avons pas de con-

(1) Voici le texte de ce postulat : « Le Conseil fédéral est invité à donner une portée extensive à la nouvelle loi sur la propriété littéraire et artistique, en s'efforçant d'obtenir la réciprocité de la part d'autres États, en particulier de l'Autriche-Hongrie et de l'Espagne, ainsi que nous l'avons obtenue de la France, de l'Allemagne, de l'Italie et de la Belgique. »

vention : ce sont l'Espagne et la Grande-Bretagne. Les deux pays scandinaves, — qui ont exprimé l'intention d'accéder à la convention avant l'échange des ratifications, — consomment beaucoup de productions littéraires et artistiques étrangères, lesquelles étaient sans protection jusqu'ici, vu que la législation intérieure protégeait à peine le droit de traduction. Voilà donc quatre pays importants où les auteurs et libraires suisses seront protégés dès l'entrée en vigueur de la convention. Mais cette dernière confère de tels avantages aux pays contractants, que nous ne doutons pas d'y voir adhérer sous peu tous les Etats ayant une importance quelconque en matière de production littéraire ou artistique.

Si la convention a pour effet d'augmenter le territoire où nos ressortissants jouiront de la protection légale, il ne faut pas oublier non plus qu'elle augmente de beaucoup les droits qu'ils tenaient jusqu'ici des conventions particulières, et qu'elle leur facilite dans une grande mesure l'exercice de ces droits. Nous ne pouvons citer toutes celles de ses dispositions sur lesquelles nous pourrions appuyer notre dire : nous nous bornerons à rappeler qu'elle accorde la protection dans tous les pays à la seule condition d'avoir rempli les formalités exigées par la législation du pays d'origine, et qu'elle reconnaît le droit exclusif de traduction, sans condition ni restriction quelconque, pendant la longue durée de dix ans. Les personnes qui ont eu à faire valoir leurs droits d'auteur à l'étranger peuvent seules comprendre ce qu'il y a dans ces quelques mots.

Quant aux frais résultant pour la Suisse de l'entrée dans la convention, ils seront insignifiants, surtout si l'on tient compte des avantages qu'en retireront nos auteurs et notre commerce de librairie.

Les pays contractants ont fait à notre pays l'honneur de le désigner comme siège du bureau international créé par l'article 16 de la convention. Ce bureau fonctionnera sous le contrôle de l'administration suisse comme le font déjà les bureaux internationaux des administrations télégraphiques, de l'union postale universelle et de la propriété industrielle. La présence, dans notre petit pays, de ces organes centraux d'Unions destinées à amener de l'unité et de la régularité dans des domaines si divers des transactions internationales, accentue le rôle international de la Suisse, et contribue pour sa part à faire apprécier les avantages résultant pour le monde entier de la neutralité qui lui est garantie par les traités.

Nous nous permettons, en conséquence, de vous recommander l'adoption de la convention internationale pour la protection des œuvres littéraires et artistiques, et vous soumettons, à cet effet, le projet d'arrêté dont la teneur suit.

Agréez, monsieur le président et messieurs, l'assurance de notre haute considération.

Berne, le 19 novembre 1886.

Au nom du Conseil fédéral suisse :

Le président de la Confédération,

DEUCHER.

Le chancelier de la Confédération,

RINGIER.

ÉTATS-UNIS D'AMÉRIQUE — JAPON

Traité concernant l'extradition des criminels.

29 avril 1886 (1).

Le Président des Etats-Unis d'Amérique et Sa Majesté l'Empereur du Japon, dans le but d'assurer une meilleure administration de la justice

(1) Le traité a été signé à Tokio, et les ratifications y ont été échangées le 27 septembre 1886. Le Président des Etats-Unis l'a promulgué le 3 novembre suivant.

et de prévenir les crimes dans les pays soumis à leur juridiction, ayant jugé convenable que les personnes accusées ou convaincues des crimes ou délits ci-après énumérés, et fuyant la justice, fussent, dans certains cas, réciproquement extradés, ont nommé comme plénipotentiaires, pour conclure un traité dans cette intention, savoir :

Le Président des Etats-Unis d'Amérique, Richard B. Hubbard, envoyé extraordinaire et ministre plénipotentiaire près Sa Majesté Impériale ; et Sa Majesté l'Empereur du Japon, le Comte Juorge Kaoru, Jinsamnie, ministre d'Etat des affaires étrangères de Sa Majesté Impériale, première classe de l'ordre du Soleil Levant, etc., etc., etc ;

Lesquels, après s'être communiqué leurs pleins pouvoirs respectifs, trouvés en bonne et due forme, se sont mis d'accord pour arrêter les articles suivants :

Article premier. — Les Hautes Parties contractantes s'engagent à se remettre l'une à l'autre, dans les circonstances et aux conditions déterminées par le présent traité, toutes les personnes qui, accusées ou convaincues d'un des crimes ou délits énumérés ci-dessous dans l'article 2 et commis dans la juridiction de l'une des parties, seront trouvées dans la juridiction de l'autre.

Art. 2. — 1. Meurtre, et attaque avec intention de commettre un meurtre.

2. Contrefaçon ou altération de monnaie ou émission, ou mise en circulation de monnaie contrefaite ou altérée ; contrefaçon de certificats ou de coupons de dette publique, de billets de banque, ou autres instruments de crédit public de l'une ou l'autre des Parties, et émission ou mise en circulation desdits.

3. Contrefaçon, ou altération et mise en circulation d'objets contrefaits ou altérés.

4. Détournement ou malversation criminelle des fonds publics, commis dans la juridiction de l'une des Parties, par les fonctionnaires ou dépositaires publics.

5. Brigandage.

6. Vol avec effraction, (ce mot est pris dans le sens de fait de forcer la maison d'une autre personne et d'y entrer la nuit dans l'intention d'y commettre un crime) ; et le fait de forcer la maison d'une autre personne et d'y entrer le jour ou la nuit, dans l'intention d'y commettre un crime.

7. Le fait d'entrer dans ou de briser et d'entrer dans les bureaux du Gouvernement et des autorités publiques, ou les bureaux de banques, les maisons de banque, les caisses d'épargne, les *trust companies*, les compagnies d'assurances ou autres, dans l'intention d'y commettre un crime.

8. Parjure, ou subornation de parjure.

9. Rapt.

10. Incendie.

11. Piraterie, telle que la définit le droit des gens.

12. Meurtre, attaque avec intention de meurtre, assassinat, commis en pleine mer à bord d'un vaisseau portant le pavillon de la nation demanderesse.

13. Destruction malveillante, ou tentative de destruction de chemins

de fer, tramways, vaisseaux, ponts, habitations, édifices publics ou autres constructions, quand cet acte met en danger la vie humaine.

Art. 3. — Si la personne réclamée est retenue pour être jugée dans le pays auquel est faite la demande, il sera loisible à celui-ci d'accorder l'extradition ou de procéder au jugement : pourvu que, sauf dans le cas où cette personne sera jugée pour le crime à raison duquel elle est réclamée, le retard n'empêche pas l'extradition définitive.

Art. 4. — S'il apparaît que l'extradition est réclamée pour juger ou punir la personne réclamée pour un délit d'un caractère politique, la livraison n'aura pas lieu ; et aucune personne livrée ne pourra être accusée ou punie pour une offense politique commise avant son extradition, ou pour toute offense autre que celle en vue de laquelle l'extradition est réclamée.

Art. 5. — La demande d'extradition devra être faite par l'intermédiaire des agents diplomatiques des Parties contractantes, ou, au cas où ces agents seraient absents du Pays ou du siège du Gouvernement, par l'entremise des officiers consulaires les plus élevés.

Si la personne dont l'extradition est réclamée a été condamnée pour un crime, une copie de la sentence de la cour devant laquelle elle a été condamnée, dont l'apposition du sceau de cette cour garantit l'authenticité, et une attestation du caractère officiel du juge par l'autorité exécutive convenable, et de cette dernière par le Ministre ou Consul des Etats-Unis ou du Japon, selon le cas, accompagneront la demande. Si le fugitif est simplement accusé de crime, une copie dûment certifiée authentique du mandat d'arrêt dans le pays qui fait la demande et des dépositions qui auront pu faire lancer ce mandat, devra accompagner la réquisition.

Le fugitif ne sera remis que sur des preuves de culpabilité qui, d'après les lois du pays où on trouvera le fugitif ou la personne ainsi accusée, justifieraient son arrestation et sa mise en jugement, si le crime avait été commis en ce pays.

Art. 6. — Au cas où il serait informé par le télégraphe ou par une autre communication écrite transmise par les agents diplomatiques, que l'autorité compétente a lancé, pour des motifs valables, un mandat légal pour l'arrestation d'un criminel fugitif accusé de l'un des crimes énumérés à l'article 2 du présent traité, et où il serait assuré, par la même voie, qu'une demande de la livraison de ce criminel va être faite conformément aux dispositions du présent traité, chaque Gouvernement essaiera d'effectuer, dans la mesure où ce sera légal, l'arrestation provisoire de ce criminel, et de le maintenir sous bonne garde, pendant un temps convenable ne dépassant pas deux mois, pour attendre la production des documents sur lesquels se base la demande d'extradition.

Art. 7. — Ni l'une ni l'autre des Parties contractantes ne sera obligée de livrer ses propres citoyens ou sujets conformément aux stipulations de la présente convention, mais elles pourront les livrer, si, à leur avis, il est à propos de le faire.

Art. 8. — Les frais de l'arrestation, de la détention, de l'instruction et du transport des accusés seront payés par le Gouvernement qui en a demandé l'extradition.

Art. 9. — Le présent traité entrera en vigueur, soixante jours après l'échange de ses ratifications. L'une ou l'autre des Parties pourra y met-

tre fin, mais il restera en vigueur pendant six mois après notification donnée de sa dénonciation.

Le traité sera ratifié, et les ratifications en seront échangées le plus tôt possible, à Washington.

En foi de quoi, les Plénipotentiaires respectifs ont signé le présent traité, et y ont apposé leurs sceaux.

Fait dans la ville de Tokio, le 29 avril de l'an 1886, de l'ère chrétienne, qui correspond au vingt-neuvième jour du quatrième mois de l'an de Meiji. (L. S.) RICHARD B. HUBBARD, INOUC KAORU (Sceau).

ALLEMAGNE — BELGIQUE — FRANCE

Déclaration pour régler les époques et la durée des chômages des canaux et rivières canalisées qui mettent ces trois pays en communication.

8 octobre 1887 (1)

Le gouvernement de la République française, le gouvernement de Sa Majesté l'Empereur d'Allemagne, et le gouvernement de Sa Majesté le roi des Belges, ayant jugé utile de s'entendre pour régler à l'avenir, d'un commun accord, dans l'intérêt du commerce et de l'industrie, les époques et la durée des chômages des canaux et rivières canalisées qui mettent en communication la France, l'Allemagne (Alsace-Lorraine et région de la Sarre prussienne) et la Belgique, les soussignés, dûment autorisés à cet effet, sont convenus des dispositions suivantes :

1° Les chômages des voies navigables ci-dessus mentionnées auront lieu, à l'avenir, après une entente préalable, d'après le principe de la simultanéité, avec date initiale au 15 juin, sauf les dérogations commandées par les situations particulières ou des besoins exceptionnels.

On aura soin de réserver le plus grand nombre de garages possible dont les tirants d'eau seront indiqués.

2° Le chômage de la section du canal du Rhône au Rhin, entre Mulhouse et Vaujan-court, sera fixé, dans chaque cas spécial, d'un commun accord entre les administrations française et allemande.

Les chômages de la Meuse canalisée, et des canaux de Liège vers Maëstricht et vers Anvers se rapprocheront, autant que possible, des époques désignées ci-dessus, de façon à réduire l'interruption de la navigation entre l'Allemagne et Anvers au moins de temps possible.

3° Les gouvernements respectifs se donneront avis, le plus tôt possible, des dispositions qu'ils auront arrêtées, concernant la durée des chômages et leur commencement.

4° En cas d'interruption de navigation résultant de force majeure, les ingénieurs, chefs de service limitrophes, s'en donneront immédiatement avis, en indiquant la durée probable du chômage.

Ils se notifieront de même la date de la reprise de la navigation.

(1) *Journal officiel de la République française*, du 29 octobre 1887.

5° Toute disposition contraire à la présente déclaration est et demeure abrogée.

En foi de quoi, les soussignés ont arrêté la présente déclaration et y ont apposé leurs cachets.

Fait en triple exemplaire, à Paris, le 8 octobre 1887.

(L. S.) Signé : FLOURENS.

(L. S.) — MUNSTER.

(L. S.) — BEYENS.

DEUXIÈME PARTIE

CORRESPONDANCES, DÉPÊCHES, NOTES

CONFÉRENCE INTERNATIONALE

Ayant pour objet de remédier aux abus qu'engendre le trafic des Spiritueux dans la mer du Nord

(10-25 juin 1886)

Première séance. — 10 juin 1886.

Messieurs les Délégués de l'Allemagne, de la Belgique, du Danemark, de la France, de la Grande Bretagne et des Pays-Bas, se sont réunis en conférence à la Haye le 10 Juin 1886, à 2 heures, au Palais de la Première Chambre des États-Généraux.

Sont présents :

Pour l'Allemagne : MM. Weymann, Conseiller intime supérieur de Gouvernement ; — Donner, Conseiller intime de Gouvernement, capitaine de vaisseau en retraite.

Pour la Belgique : M. Léopold Orban, Envoyé extraordinaire et Ministre plénipotentiaire, directeur général des affaires politiques au Ministère des Affaires Etrangères.

Pour le Danemark : M. Bruun, capitaine de vaisseau de la marine Royale.

Pour la France : M. Mancel, Commissaire général de la marine, chef du service dans le sous-arrondissement maritime du Havre.

Pour la Grande-Bretagne : MM. Kennedy, C. B., Directeur des affaires commerciales au Ministère des Affaires Etrangères ; — Trevor, C. B., Secrétaire-adjoint au Board of Trade.

Pour les Pays-Bas : MM. Rahusen, Président du Collège des pêcheries maritimes ; — Buys, Conseiller d'Etat en service extraordinaire, secrétaire du Collège des pêcheries maritimes ; — Verkerk Pistorius, Directeur général des contributions directes, douanes et accises au Ministère des Finances.

Sont également présents : L.L.E.E. le Jonkheer Van Karnebeek, Ministre des Affaires Etrangères et M. Van den Bergh, Ministre du Waterstaat, du Commerce et de l'Industrie.

M. le Ministre des Affaires Etrangères déclare la séance ouverte et prononce le discours suivant :

« Messieurs,

« Il y a plus de quatre ans dans cette même salle se réunit une Conférence dans le but d'aviser aux moyens de mettre un terme aux déprédations, volontaires ou non, mais donnant souvent lieu à des rixes déplorables entre les pêcheurs des différentes nations dans les eaux libres de la Mer du Nord. Cette conférence eut pour résultat une convention internationale sur la police de la pêche dans la Mer du Nord qui a déjà porté des fruits appréciables. Elle réserva cependant à une entente ultérieure des Gouvernements intéressés deux questions : d'abord celle de la protection des câbles télégraphiques sous-marins et ensuite celle des cabarets flottants. La première qui n'a avec la police de la pêche dans la Mer du Nord qu'un rapport indirect, a été résolue depuis par un traité, on peut dire presque universel, qui est en voie de recevoir la sanction définitive. La seconde regarde directement les mêmes intérêts que visait la Conférence dont les Pays-Bas ont eu l'honneur de voir la réunion à La Haye en 1881. Aussi est-il naturel que les mêmes gouvernements qui ont adhéré à la convention signée alors, se mettent à l'œuvre de commun accord pour donner, si c'est possible, à cette convention son complément logique et nécessaire sur un point qui a une importance capitale pour atteindre le but qu'on s'est proposé et qui n'est autre, que de faire régner l'ordre et la justice dans les mœurs et les rapports mutuels de ces rudes pêcheurs qui passent une grande partie de leur vie sur les vagues menaçantes, occupés de l'exercice de leur dur métier, du reste aussi honorable qu'estimé parmi tous les peuples maritimes. Lors du règlement de la police de la pêche en 1881, ce point ne fut laissé de côté que parce qu'on ne se trouvait pas suffisamment préparé pour l'aborder.

« Je suis heureux, Messieurs, de vous voir maintenant réunis pour accomplir cette tâche restée inachevée et je vous souhaite cordialement la bienvenue au nom des Pays-Bas. La plupart d'entre vous ont déjà pris part à l'œuvre de 1881, ils trouveront d'autant plus facilement dans les délibérations actuelles les points de contact désirables pour les faire aboutir.

« Vous avez pour mission, au nom des gouvernements que vous représentez, d'aviser aux moyens de mettre un terme aux abus qu'engendre le trafic des spiritueux dans la Mer du Nord, exercé surtout par ces cabarets flottants qui souvent sont pour les pêcheurs des antres de perdition où s'abîment malheureusement leurs sentiments d'honnêteté et de moralité. Pour réussir malgré les difficultés inhérentes à une solution de la question, il faudra évidemment que le désir d'atteindre le but soit assez fort pour amener de part et d'autre quelques concessions sur des points de divergence législative et administrative. Vos connaissances de ces matières, votre expérience de négociateur et votre esprit conciliant sont des garants que vous saurez mener à bonne fin cette Conférence que j'ai l'honneur d'inaugurer en me félicitant qu'elle me procure l'avantage d'entrer avec vous dans des relations personnelles que j'apprécie à un haut degré. Je vous invite, Messieurs, à vouloir bien vous constituer pour commencer vos travaux ».

M. Kennedy prend la parole et s'exprime en ces termes :

« J'ai l'honneur, de la part de MM. les Députés des Puissances étrangères, d'exprimer nos remerciements empreints à Leurs Excellences MM. le Ministre des Affaires Étrangères et le Ministre du Waterstaat pour l'accueil

sympathique qu'ils ont bien voulu nous faire aujourd'hui au nom du Gouvernement Néerlandais. Nous partageons entièrement avec Elles le désir que les travaux de la Conférence aboutissent à l'adoption de mesures qui fourniront un remède aux grands maux que soulève le débit des spiritueux dans la Mer du Nord, — maux qui ont attiré l'attention sérieuse des Gouvernements représentés à la Conférence.

« La plupart des Délégués qui se trouvent ici en ce moment sont du nombre de ceux qui se rendirent à la Conférence de l'année 1881. C'est de leur part plus spécialement que je compte qu'il me sera permis d'exprimer à Leurs Excellences le regret profond que fait sentir la perte que le Royaume des Pays-Bas a éprouvée en la personne des deux Ministres qui ont honoré de leur présence la séance d'ouverture de la dite Conférence, je veux parler de MM. le Comte Van Lynden van Sandenburg et le Jonkheer Klerck. Les Délégués qui se sont réunis à cette Conférence gardent un souvenir très vif des traits personnels et des hautes qualités de ces anciens Ministres de Sa Majesté le Roi des Pays-Bas.

« Permettez-moi d'ajouter que nous espérons que le travail auquel nous allons nous livrer complètera l'œuvre de la réunion d'où sortit la Convention de 1882 ; et que la Néerlande comptera bientôt, au nombre de ses exploits maritimes, un second engagement international conclu sous les auspices de son gouvernement et aussi profitable au bonheur des travailleurs de la mer qu'aux intérêts du progrès et de la paix ».

Sur la proposition de M. Orban, la Présidence est attribuée à M. Rahusen, premier Délégué des Pays-Bas, et la Vice-Présidence à M. Kennedy, premier Délégué de la Grande-Bretagne.

MM. les Ministres se retirent.

M. Rahusen, après avoir pris place au fauteuil, dit qu'il est heureux d'accepter le mandat que MM. les Délégués ont bien voulu lui confier, parce qu'il a gardé le précieux souvenir du concours bienveillant qui a tant contribué à la réussite de la Conférence d'octobre 1881, dont, comme le Ministre des Affaires Etrangères vient de le rappeler, la présente réunion n'est que le complément.

Il constate que, lors de cette Conférence, tous les Délégués étaient unanimes à exprimer le vœu de voir établir une entente internationale pour remédier aux abus causés par le débit de spiritueux aux pêcheurs. M. Rahusen se félicite de voir autour de lui presque tous les membres qui assistaient à la conférence de 1881, parce qu'il trouve dans cette circonstance une garantie de la possibilité de mener à bonne fin l'œuvre de cette nouvelle réunion. M. Rahusen termine en faisant un appel chaleureux à l'obligeant appui de ses collègues.

Le Président présente à la Conférence comme secrétaires MM. E. R. van Welderen, Baron Rengers, sous-chef de division au Ministère du Waterstaat, etc. et le Jonkheer Testa, attaché de légation au Ministère des Affaires Etrangères.

Il est décidé que la langue officielle de la Conférence sera la langue française, et que les Délégués auront néanmoins la faculté de s'exprimer dans les langues anglaise et allemande.

Le Président propose d'ouvrir la discussion générale sur le projet com-

muniqué par le gouvernement Néerlandais aux autres Puissances et dont le texte sera annexé au procès verbal de la séance de ce jour (annexe I); si, comme il l'espère, l'accord se fait sur les principes, il y aurait lieu de nommer ensuite une commission de rédaction et de soumettre le travail de cette commission à la Conférence plénière.

Cette marche est adoptée.

Dans l'opinion du Président, il y a deux ordres d'idées à envisager, savoir les mesures prohibitives et les mesures douanières.

La parole étant donnée au Délégué de la Belgique, M. Orban déclare qu'à son avis le nœud de la question est de savoir si le commerce des spiritueux est ou non un commerce blâmable. Quant à lui, il n'hésite pas à le déclarer tel. Le besoin de se procurer en mer des spiritueux n'existe pas pour les pêcheurs, car ils en ont à bord une provision suffisante. En outre leurs moyens pécuniaires ne leur permettant guère d'en acheter, ils sont obligés pour s'en procurer de les payer souvent avec du poisson ou des engins de pêche, c'est-à-dire au détriment de l'armateur.

Il s'agit donc, avant tout, de statuer sur la première question posée dans la note néerlandaise. Si cette question n'est pas résolue affirmativement, M. Orban craint que toute mesure douanière soit absolument inefficace.

M. Mancel, avant de suivre l'ordre d'idées que vient d'indiquer M. Orban, désire être éclairé sur l'étendue du mal signalé. Jusqu'ici les abus résultant du trafic des spiritueux dans la mer du Nord ne lui sont connus que par l'enquête officielle faite par M. Higgin en Angleterre en 1880, ainsi que par l'intéressant mémoire lu par M. Buys, délégué des Pays-Bas, dans la première conférence internationale (séance du 14 octobre 1881). M. Mancel qui a suivi le mouvement d'opinion qui s'est produit à ce sujet, soit dans les journaux anglais, soit dans les conférences faites à Londres à l'occasion de l'Exposition des Pêcheries de 1883, est d'avis qu'il y a tout d'abord des points importants à élucider. Les coupables sont-ils des pêcheurs ou bien des gens armant spécialement des bateaux qui se transforment en cabarets flottants? Sont-ce des chalutiers ou des harenguiers qui ont à souffrir du trafic des spiritueux? A quelles nations appartiennent les individus que la Conférence appellera probablement des délinquants? Quelle est l'importance des faits relevés par les enquêtes ordonnées par les Puissances représentées à La Haye? M. Mancel demande, sur les abus dont il s'agit, des renseignements plus complets que ceux produits jusqu'à présent.

M. Trevor attache moins d'importance aux distinctions faites par M. Mancel qu'à la conviction que le mal existe, mal auquel il est urgent de remédier.

Le Président fait observer que les rapports de M. Higgin et le mémoire de MM. les Délégués des Pays-Bas dont M. Mancel a parlé en premier lieu ne laissent aucun doute sur le mal existant. En ce qui regarde les Pays-Bas, ce ne sont pas les pêcheurs qui se livrent au commerce des spiritueux, mais des négociants, armateurs de cabarets flottants.

M. Mancel ne croit pas devoir retirer le vœu qu'il a formulé. Il ne connaît que par des extraits de journaux le détail des procès dirigés contre des pêcheurs anglais pour pillage des cutters allemands Diedrich et Anna. Cet

acte mauvais était-il un cas de piraterie ou faut-il l'attribuer à un abus dans le trafic des spiritueux ?

M. le Président dit que les affaires du Diedrich et de l'Anna touchaient aux deux questions.

M. Mancel déclare qu'à sa connaissance la France n'abrite aucun cabaret flottant sous son pavillon. S'il n'obtient pas satisfaction sur les autres points, il serait heureux d'apprendre de la bouche des Délégués des autres Puissances le chiffre exact des bateaux réputés cabarets flottants.

M. Verkerk Pistorius croit pouvoir répondre au désir exprimé par son collègue de France en produisant une statistique détaillée de l'administration des douanes Néerlandaises à ce sujet (1), d'où il résulte que huit des bateaux débitant des spiritueux ont leur port d'attache dans les Pays-Bas. Il désire aussi fixer l'attention sur les gains considérables qu'offre ce trafic. Le prix d'achat d'un litre de genièvre, exempté d'accise, revient à 8 cents Hollandais le litre, tandis que le prix de vente en mer est de 80 cents le litre, ce qui fait une différence de 72 cents.

M. Mancel demande si les spiritueux dont il vient d'être question ont été payés en argent ou troqués en échange de poissons ou d'objets d'armement et de pêche. Dans le premier cas, il y aurait un commerce licite, dans le second, soit un vol, soit un abus de confiance.

M. Verkerk Pistorius dit que l'enquête n'a pas démontré que les spiritueux soient toujours échangés contre du poisson ou des objets au détriment de l'armateur. Les opérations paraissent se faire souvent argent comptant.

M. Orban lit une note de l'administration de la marine Belge d'où il résulte que le trafic des « coopers » est un trafic absolument immoral; cette note conclut qu'il serait hautement désirable de voir établir entre les diverses puissances une entente pour proscrire ce commerce.

M. Kennedy, au nom des Délégués Britanniques, désire accorder un ample appui à la proposition que M. le Délégué de la Belgique vient de faire à l'effet que la Conférence se prononce pour la suppression du trafic des spiritueux dans la Mer du Nord.

M. Trevor remet une note relative aux pratiques des cabarets flottants (2).

M. Bruun déclare que le Danemark se trouve dans la même position que la France, qu'il n'existe pas de cabarets flottants Danois.

M. Weymann, le premier Délégué d'Allemagne, dit que son Gouvernement n'a pas ou guère d'intérêt dans l'objet de la Conférence; qu'une enquête minutieuse établie par les autorités allemandes le long des côtes a démontré que les bateaux allemands faisant le commerce de spiritueux, qui, du reste, est un commerce légal, ne dépasse pas le nombre de 3 ou 4.

Les pêcheurs Allemands font d'ailleurs de petits voyages, et le prix des boissons alcooliques étant très bon marché en Allemagne, ils n'ont pas besoin d'en acheter des cabarets flottants. Pour ces motifs, son collègue et lui ne se borneront à suivre les discussions et soumettront les résolutions à l'examen de leur Gouvernement, mais pour le moment, ils devront s'abstenir d'un vote quelconque.

(1) Nous ne croyons pas utile de reproduire ce document annexé au procès-verbal.

(2) Nous ne croyons pas devoir reproduire cette note.

Sur l'observation de M. Trévor, que les Anglais ne sont pas signalés comme prenant part aux pratiques des cabarets flottants, M. Pistorius croit pouvoir émettre un avis contraire. Le « Thorn » ayant d'abord son port d'attache à Ymuiden, était inscrit en 1884 à Colchester et était pourvu d'une lettre de mer anglaise et d'un « fishing act » en sorte que ce navire pouvait selon les occasions se présenter comme bateau pêcheur ou comme bateau de commerce ; il s'approvisionnait de spiritueux à Amsterdam.

M. Donner ajoute quelques détails à l'appui des assertions de son collègue M. Weymann, pour démontrer que le commerce des « coopers » allemands comparé avec le grand nombre des bateaux pratiquant la pêche dans la mer du Nord est insignifiant et n'est en aucune manière nuisible aux pêcheurs de leur nation. Ces derniers travaillent en majorité pour leur propre compte et sont propriétaires des engins et des produits de pêche, en sorte qu'il ne peut être question d'un achat de spiritueux au détriment de l'armateur.

M. Mancel constate que, d'après les renseignements que ses collègues viennent de donner à la Conférence, le nombre des cabarets flottants exerçant leur trafic dans la mer du Nord semble se réduire à 14. Même en admettant un chiffre de 20 pour éviter tout mécompte, il est permis de se demander si ce chiffre est assez important pour autoriser des mesures de répression. Il exprime le regret que la Suède et la Norvège ne soient pas représentées à la Conférence actuelle. Les nationaux de ces pays resteraient par ce fait libres de se livrer au fâcheux trafic que la présente commission a pour objet de faire disparaître.

Le Président partage les regrets de M. Mancel quant à l'absence des délégués de la Suède et de la Norvège, mais il fait observer que ces gouvernements pourront plus tard notifier leur adhésion aux résultats de la Conférence.

M. Kennedy estime qu'il serait très désirable que les procès-verbaux de la présente Conférence soient communiqués par le gouvernement Néerlandais au gouvernement de la Suède et de la Norvège.

M. Orban ne voit pas, dans l'abstention de ces États, une raison de ne rien faire ; si le mal ne peut être supprimé complètement pour le moment, ce sera déjà un grand progrès de le supprimer en partie.

M. Trevor trouve dans les déclarations de la Délégation allemande un argument décisif pour se rallier à l'opinion de M. le Délégué de la Belgique. Si les pêcheurs allemands n'achètent pas de boissons aux cabarets de leurs nations, il est évident que ces cabarets vendent leurs provisions aux pêcheurs étrangers. Si les Allemands ne souffrent pas du mal, ils ont pourtant leur part au mal causé aux autres.

M. Orban ne conteste pas que le commerce des spiritueux en pleine mer soit aujourd'hui un commerce légal puisqu'il n'est pas défendu, mais il croit que, s'il devait conserver ce caractère, la Conférence ne pourrait aboutir à rien de sérieux.

M. Weymann dit avoir qualifié ce commerce de légal, pour autant qu'il s'abstienne d'abus et que notamment les boissons alcooliques soient vendues pour de l'argent et à un prix convenable. Les accises sont insignifiantes en Allemagne et si les « coopers » achètent leurs provisions dans les ports libres de Hambourg ou de Brême, ils jouissent d'une exemption d'accises complète.

La séance est levée à 4 heures et ajournée au lendemain à 10 heures et demie.

Le Président.
E. N. RAHUSEN.

Les Secrétaires,
E. R. VAN WELDEREN RENGERS.
H. C. J. TESTA.

ANNEXE I

Points soumis aux délibérations de MM. les délégués à la Conférence internationale sur les mesures à prendre contre le débit de spiritueux dans la Mer du Nord.

Afin d'atteindre le but que se propose la Conférence, il semble opportun :

I. De s'entendre sur les mesures législatives à prendre par chacune des Hautes Puissances représentées à la Conférence, dans le but d'établir des peines contre le débit des spiritueux aux bateaux pêcheurs dans la Mer du Nord, dans les limites déterminées par l'article 4 de la Convention du 6 mai 1882;

II. D'examiner s'il y a lieu d'aggraver ces peines dans le cas où les spiritueux sont *échangés* contre des produits de pêche, ou autres objets appartenant à l'armateur du bateau;

III. De faire surveiller l'exécution des mesures législatives :

1. *Dans les eaux territoriales*, par les bâtiments croiseurs de la nation à laquelle ces eaux appartiennent,

2. *En dehors des eaux territoriales*, par les bâtiments croiseurs de toutes les Hautes Puissances contractantes, conformément aux règles établies par les articles 28-32 de la convention du 6 mai 1882;

IV. Dans le cas où l'on croirait devoir garantir par des dispositions douanières la stricte exécution desdites mesures législatives, les Hautes Puissances contractantes pourraient s'engager :

1. A refuser toute décharge ou franchise de droit pour l'exportation de spiritueux par un bâtiment dont le propriétaire ou le patron *aurait subi une condamnation du chef de contravention aux mesures législatives en question.*

2. A autoriser l'administration des douanes à exiger une caution spéciale des bâtiments suspects du trafic dont il s'agit;

V. Pour autant que les bateaux pêcheurs jouissent d'une exemption des taxes sur les spiritueux, il faudrait fixer le maximum de la quantité de spiritueux qu'il sera permis d'embarquer sur ces bateaux;

VI. On pourrait appliquer les dispositions des articles 34, 36 et 37 de la convention du 6 mai 1882 à la poursuite des contraventions visées par la convention à conclure.

(A suivre.)

TROISIÈME PARTIE

LOIS ET DOCUMENTS DIVERS

FRANCE

Décret déclarant applicables aux colonies les dispositions législatives qui règlent en France la propriété littéraire et artistique.

29 octobre 1887 (1)

Le Président de la République française,

Sur le rapport du ministre de la marine et des colonies, et du garde des sceaux, ministre de la justice,

Vu les articles 7, 8 et 18 du sénatus-consulte, du 3 mai 1854 ;

Vu le décret du 9 décembre 1857, relatif à la propriété littéraire et artistique aux colonies,

Décète :

Article premier. — Les dispositions législatives qui règlent en France la propriété littéraire et artistique ont rendues applicables aux colonies.

Art. 2. — Le ministre de la marine et des colonies et le garde des sceaux, ministre de la justice, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret, qui sera inséré au *Journal officiel* de la République française et au *Bulletin officiel* de l'administration des colonies.

Fait à Paris, le 29 octobre 1887.

JULES GRÉVY.

FRANCE

Décret réglant la délimitation de la propriété dans les établissements français de l'Océanie.

24 août 1887 (2)

Le Président de la République française,

Sur le rapport du ministre de la marine et des colonies,

Vu le décret du 18 août 1868 sur l'administration de la justice dans les établissements français de l'Océanie ;

(1) *Journal officiel*, du 4 novembre 1887.

(2) *Journal officiel* du 3 septembre 1887.

Vu le décret du 6 mars 1877, rendant applicables dans les établissements français de l'Océanie les dispositions du code pénal métropolitain ;

Vu la loi du 30 décembre 1880, déclarant colonies françaises l'île de Taïti et les archipels qui en dépendent (1) ;

Vu l'article 18 du sénatus-consulte du 3 mai 1854 ;

Vu l'avis exprimé par le conseil colonial de Taïti dans sa session ordinaire de 1883 ; ensemble l'avis du conseil privé dans ses séances des 7 et 8 janvier 1887,

Décrète :

Article premier. — Tout Français indigène ou toute personne issue d'indigène se prétendant propriétaire d'une terre non encore inscrite, en conformité des lois tahitiennes et des arrêtés antérieurs ou ne reposant sur aucun titre authentique ou sous seing privé, sera tenu, dans le délai d'un an, à compter de la date de la promulgation du présent décret, d'en faire en personne ou par fondé de pouvoirs la déclaration au conseil du district de la situation de la terre, s'il est majeur et jouissant de ses droits.

S'il est civilement incapable, la déclaration est faite par ses père, mère, tuteur ou curateur.

Art. 2. — La déclaration prescrite par l'article 1^{er} devra indiquer :

1^o Le nom du revendiquant, conforme à son acte de notoriété ou de naissance, qu'il devra présenter en faisant sa déclaration. Dans le cas d'une déclaration au profit d'un incapable, l'acte de naissance de ce dernier devra également être produit ;

2^o Le nom de la terre revendiquée ;

3^o Le nom du district de la situation ;

4^o Le nom des terres limitrophes : 1^o du côté de la mer ; 2^o du côté de l'intérieur ; 3^o du côté des deux districts voisins ; 4^o les longueurs exprimées en mètres, sur chaque terre limitrophe ou sur le rivage, si la mer sert de limite.

Art. 3. — La déclaration sera reçue par le conseil du district réuni en séance publique, à tels jours et heures de la semaine à déterminer par l'administration locale.

Elle sera recueillie en double expédition sur imprimé *ad hoc*. Elle sera signée par le déclarant du nom porté sur son acte de naissance ou de notoriété et, dans tous les cas, par tous les membres du conseil qui l'auront reçue et qui, si le déclarant est illettré ou impotent, devront faire mention que, requis de signer, il a déclaré ne savoir ou ne pouvoir le faire.

Les déclarations seront gratuites.

Art. 4. — Un des originaux de la déclaration sera remis à l'intéressé, l'autre adressé au receveur du domaine à Papeete.

Art. 5. — Dès la réception des déclarations, faites en vertu des articles précédents, le receveur du domaine les rendra publiques par extrait circonstancié inséré au *Journal officiel* de la colonie.

Art. 6. — Un délai est accordé aux tiers pour frapper d'opposition les déclarations de propriété faites en vertu des articles précédents. Ce

(1) V. *Archives*, 1884, I, p. 280.

délai emportera déchéance. Il courra du jour de la publication de la déclaration de propriété au *Journal officiel* de la colonie.

Il sera de un mois franc pour Taïti, de deux mois pour Moorea, de six mois pour le reste des établissements.

L'opposition sera faite et reçue au bureau du domaine à Papeete et entre les mains des Administrateurs dans les autres archipels.

Il en sera délivré récépissé par le receveur du domaine.

Art. 7. — A l'expiration des délais d'opposition, le domaine délivrera, sur leur demande, un certificat de propriété à tous les revendiquants dont les déclarations n'auront pas été frappées d'opposition dans le délai imparti par l'article 6 ci-dessus.

Ce certificat de propriété, dressé en deux originaux, dont un sera conservé dans les archives du domaine, relatera *in extenso* la déclaration du propriétaire et présentera la constatation par le receveur du domaine qu'aucune opposition n'a été formée devant lui, dans le délai fixé par ledit article 6.

Il sera remis au propriétaire, enregistré et revêtu des formalités hypothécaires sur le paiement des frais et droits y afférents.

Les porteurs de titres provenant d'inscriptions antérieures pourront profiter des dispositions du présent article et sans que leur abstention puisse infirmer la validité de ces titres. Sur la présentation au domaine des anciens titres, il leur en sera délivré de nouveaux, sur le modèle adopté pour ces derniers.

Art. 8. — Le receveur du domaine fait statuer à bref délai et d'office par les conseils des districts sur les oppositions formées entre ses mains. A cet effet, il prépare le rôle des oppositions à juger par lesdits conseils au fur et à mesure qu'elles se produisent et avec indication du jour du jugement de chaque affaire.

Ce rôle est soumis au contrôle du procureur de la République, qui le vise pour exécution, et il est inséré par les soins du receveur du domaine au plus prochain numéro du *Journal officiel* de la colonie.

Art. 9. — L'arrêt devenu définitif (contradictoirement, par défaut ou par homologation) devra être revêtu de la formalité de la transcription à la requête de la partie intéressée et lui tiendra lieu du certificat de propriété dont il est parlé à l'article 7. La prescription quinquennale courra du jour de cette transcription.

Le pourvoi en cassation ne sera pas suspensif.

Art. 10. — Les déclarations et oppositions relatives à la propriété des terres d'apanage dites « Faru hau », constituées en vertu de la loi tahitienne du 24 mars 1852, auront lieu dans les mêmes formes que celles précédemment indiquées.

Les titres de propriété de ces terres aux ayants-droits seront également établis dans les conditions déterminées ci-dessous.

Toutefois, vu l'usage auquel les lois tahitiennes ont, de tout temps, destiné ces terres, les portions de terrains sur lesquelles sont présentement construits des bâtiments appartenant à la colonie ou aux districts, tels que : chefferie, temple, église, maisons d'école, etc., ainsi qu'une zone environnante, égale au double de la superficie occupée par les bâtiments, restent la propriété de la colonie ou des districts.

Art. 11. — A l'expiration du délai de cinq années comptées du jour

de la promulgation du présent acte, la preuve de la propriété ne pourra plus être faite que d'après les règles du droit civil français.

Tout le territoire non réclamé dans le délai fixé par l'article 1^{er} sera réputé domaine du district (*faufaa mataeinaa*).

Il n'est pas dérogé par les dispositions ci-dessus à la prescription quinquennale créée par l'ordonnance du 22 novembre 1858, modifiée par celle du 6 octobre 1868.

Cette prescription couvrira les titres de propriété délivrés en vertu de l'acte à intervenir, ainsi que la propriété domaniale des communes ou des districts.

Art. 12. — Des arrêtés du gouverneur, en conseil privé, régleront l'exécution du présent décret, notamment en ce qui concerne les jours, heures et forme des déclarations à faire devant les conseils du district, le bornage des propriétés délimitées par ces conseils, le lever cadastral de la colonie, enfin, la forme des actes de déclaration ou d'opposition et celle des titres de propriété prévus au présent acte.

Art. 13. — Les membres des conseils de district, les agents de l'administration préposés aux diverses opérations nécessitées par la délimitation de la propriété dans les établissements français de l'Océanie, auront le droit de se transporter, ainsi que les personnes appelées par eux en témoignage, sur tous les terrains sans exception et d'y procéder aux opérations de leur ministère.

En cas d'opposition des propriétaires, locataires ou usufruitiers, ils dressent procès-verbal.

Tout contrevenant aux dispositions qui précèdent sera traduit devant le tribunal correctionnel et puni d'une amende de 50 à 100 fr.

En cas de récidive, l'amende sera double; il pourra également, dans ce cas, être prononcé un emprisonnement de 1 à 15 jours.

Art. 14. — Le présent décret est applicable à tous les établissements français de l'Océanie où fonctionne l'état-civil.

Des arrêtés du gouverneur, en conseil privé, fixeront l'époque de son application dans les archipels où l'état-civil n'existe pas encore, dès que ces établissements seront rentrés dans les conditions du présent article.

Art. 15. — Le ministre de la marine et des colonies est chargé de l'exécution du présent décret.

Fait à Mont-sous-Vaudrey, le 24 août 1887.

JULES GRÉVY.

Par le Président de la République,

Le ministre de la marine et des colonies,
E. BARBEY.

— Voici le rapport adressé au Président de la République par le Ministre de la Marine au sujet du Décret qui précède :

Monsieur le Président,

Aucun acte du pouvoir métropolitain n'a réglementé jusqu'ici la constitution de la propriété foncière et du domaine dans les établissements français de l'Océanie.

Au lieu de reposer sur des titres réguliers, cette propriété ne s'appuie le plus souvent que sur la tradition, au grand préjudice de la population, en butte à

des discussions et à des procès continuels, et qui est, en outre, privée des avantages de la transcription hypothécaire.

Préoccupé de cette situation, mon département a prescrit au gouverneur de lui faire parvenir, en tenant compte des précédentes études auxquelles la question a été soumise dans la colonie, ses propositions en vue de réglementer la matière et de satisfaire à tous les intérêts en cause.

S'inspirant d'un travail élaboré par le conseil colonial en 1883, l'administration de Taïti a jeté les bases d'un projet de décret dont chaque disposition a été soumise, en conseil privé, à une discussion approfondie, et qui a reçu, dans son ensemble, l'entière approbation de l'assemblée.

D'après ce projet, l'administration opérerait comme si le service du domaine avait pris possession de tout le territoire de la colonie ; elle ferait rétrocéder par ce service à chaque indigène sa propriété sur une simple déclaration non contestée, ou, après que les contestations, s'il s'en produit, seront vidées, mais en entourant cette rétrocession de toutes les garanties légales en matière de transactions immobilières. Les terres non réclamées ou dont la possession ne serait pas justifiée formeraient le domaine des districts.

Si ce mode de procédé était adopté, la propriété individuelle serait solidement constituée dans nos établissements de l'Océanie et le domaine communal, qui n'existe pas, serait créé. Je n'ai donc pas hésité à résumer, dans le projet de décret ci-joint, l'ensemble des mesures proposées par le gouverneur d'accord avec son conseil privé, et dont la mise en application présente, au point de vue du régime politique et social de notre colonie, un intérêt de premier ordre.

QUATRIÈME PARTIE

CHRONIQUE

ALLEMAGNE

Le 24 septembre, quelques personnes chassaient en territoire français, à peu de distance de la frontière allemande ; parmi elles se trouvaient M. Brignon et M. de Wangen. Un soldat allemand, du nom de Kauffmann, chargé d'assister les gardes-forestiers allemands, tira sur eux du territoire allemand, tua raide M. Brignon et blessa grièvement M. de Wangen. Il a été procédé sans retard à une enquête judiciaire qui a été transmise au ministre des affaires étrangères. M. Flourens a communiqué cette enquête au gouvernement allemand.

— Le 7 octobre, l'ambassadeur d'Allemagne à Paris a remis la note suivante M. Flourens.

Le gouvernement impérial, ayant exprimé ses vifs regrets au sujet de l'incident du Donon et s'étant déclaré prêt à accorder une indemnité aux personnes immédiatement atteintes par les conséquences de cet incident, je prends aujourd'hui la liberté de mettre à votre disposition la somme de 50,000 marks, montant de l'indemnité en question.

L'enquête qui a été ouverte immédiatement montrera si les militaires et fonctionnaires qui ont pris part à ce déplorable incident, ont eu des torts.

Il est, dans tous les cas, certain, dès à présent, que, d'un côté, ces faits regrettables ne sont pas le résultat du mauvais vouloir de nos fonctionnaires, mais que, d'un autre côté, ils sont une conséquence de nos institutions, dont les citoyens français ont eu à souffrir sans qu'il y eût faute de leur part.

C'est pourquoi nous croyons que l'empire allemand est moralement obligé de fournir une indemnité pour le dommage causé par ses représentants et ses lois aux intérêts de particuliers, et, comme on ne peut pas faire que ce qui a eu lieu ne soit pas arrivé, d'assurer du moins le sort des survivants.

A cet effet, l'ambassade impériale est autorisée à verser une somme dont les intérêts procurent aux survivants de M. Brignon le revenu que le défunt pouvait procurer de son vivant à sa famille.

M. de Wangen avait refusé toute indemnité.

AUTRICHE-HONGRIE

La session des Délégations a été ouverte à Vienne le 29 octobre. Voici la partie du discours de l'Empereur qui touche à la politique extérieure :

« Je peux constater avec satisfaction que les relations extérieures de la monarchie sont favorables et satisfaisantes, que la politique constamment suivie par le gouvernement et tendant au maintien de la paix et des droits basés sur les traités est généralement approuvée et rencontre des appuis solides.

« La question bulgare n'est pas encore vidée, mais on peut espérer qu'elle gardera dans la suite un caractère local et sera finalement résolue de façon à mettre les aspirations possibles des Bulgares en harmonie avec les traités et les intérêts de l'Europe.

« Comme l'Europe continue d'être dominée par l'esprit d'incertitude, il importe à la monarchie de ne point se laisser devancer dans le développement de ses forces militaires.

« Cependant, on peut légitimement supposer que ses efforts assidus et le rapprochement étroit des puissances, entrant pour beaucoup dans le maintien de la paix, empêcheront désormais qu'elle soit troublée. »

Le comte Kalnoky, ministre des affaires étrangères, a déposé le budget commun pour 1888. Les dépenses ordinaires prévues s'élèvent à 143.662.375 florins; les dépenses extraordinaires à 20,818,622 florins; soit au total 134,480,397 fl. Les ministères communs ont effectué des recettes diverses montant à la somme de 2,820,574 florins. Il reste donc à couvrir une dépense de 131,659,823 florins. Mais les recettes douanières, spécialement destinées à couvrir les dépenses communes, s'élèvent à 43,950,387 florins. Déduction faite, il reste une dépense de 87,699,436 florins. La quote-part afférente à l'Autriche est de 61,842,596 florins.

Dans la commission des affaires étrangères de la Délégation hongroise, des observations importantes ont été faites à la séance du 5 novembre.

M. Max Falk, rapporteur, constate que depuis de longues années notre situation politique n'a été plus claire qu'à l'heure actuelle et que notre cabinet a réalisé son programme formulé l'année dernière : la paix n'a pas été troublée, nos intérêts n'ont pas été lésés, et d'un protectorat russe en Bulgarie, il en est moins question que jamais. Le général Kaulbars n'est pas revenu; quant au prince de Mingrèlie, on n'en parle plus et la mission Ernroth est abandonnée.

L'espoir que nous ne serions pas seuls, est réalisé; notre alliance avec l'Allemagne est plus intime que jamais, l'Italie y a adhéré et l'Angleterre a une attitude bienveillante.

Le prince de Cobourg a été élu librement et légalement par une Assemblée dont la constitution est une affaire intérieure de la Bulgarie.

Le prince ayant occupé le trône sans attendre le consentement des puissances, notre cabinet s'est borné à la déclaration théorique que cet acte n'était point légal et nous ne ferons plus rien en Bulgarie, à moins qu'une autre puissance ne dépasse les limites posées par le traité de Berlin.

Notre cabinet a donc satisfait à toutes les exigences raisonnables et l'orateur propose une résolution par laquelle la Délégation approuverait la politique extérieure de notre cabinet et exprimerait sa reconnaissance à M. le ministre. (Approbation.)

M. le comte Jules Andrassy adhère avec plaisir à l'opinion de M. Falk, car il salue avec joie les récents événements. L'adhésion de l'Italie à la ligue des puissances centrales est un résultat qu'on ne saurait apprécier trop haut. Nous avons la tâche de mettre d'accord les désirs admissibles des Bulgares avec les traités. Mais la paix de l'Europe exige une solution définitive, faute de laquelle nous créons une paix armée pire que la guerre.

On devant donc penser à la solution finale, car la Bulgarie ne saurait vivre si l'on empêche sa formation légale.

L'élection du prince de Cobourg a été légale (l'idée d'une candidature posée par une puissance quelconque n'est pas basée sur les traités) et il faut la reconnaître.

L'orateur adresse au ministre la question de savoir s'il compte faire valoir son influence pour que le prince élu par le peuple bulgare soit reconnu. Si l'on tardait à le faire, ce serait un encouragement donné aux ennemis de la Bulgarie.

L'orateur avoue que, au congrès de Berlin, il n'avait pas osé espérer que les peuples balkaniques pourraient garder la liberté qu'il réclamait pour eux. La Serbie et la Bulgarie ont prouvé avec éclat que ses doutes n'étaient pas fondés.

Enfin l'orateur demande si, dans l'opinion de notre cabinet, l'assentiment de toutes les puissances était nécessaire pour que le prince de Bulgarie pût légalement occuper son trône.

M. le comte Kalnoky estime que la solution indiquée dans le discours du trône est conforme aux intentions des gouvernements avec lesquels nous avons des relations amicales et c'est important, car toute solution doit rester sur la base européenne et l'intervention d'une seule puissance doit être absolument exclue. Il est vrai que certains événements ont empêché le développement de la situation, mais le patriotisme et la confiance des Bulgares se sont affirmés en raison de cette situation, et sans ces entraves, le caractère des Bulgares n'aurait pas trouvé occasion de se manifester d'une façon si éclatante.

Comme l'intervention de toute puissance étrangère peut amener de graves dangers, la question est extrêmement délicate.

Mais le fait que le danger de l'intervention étrangère a été écarté et sera, on peut l'espérer, écarté à tout jamais, constitue un résultat considérable.

Le prince de Cobourg n'a pas été candidat de l'Autriche-Hongrie; le cabinet viennois lui a même indiqué les difficultés qui l'attendaient. Le prince a essayé d'obtenir l'assentiment des puissances; il est donc allé en Bulgarie comme le candidat de la Bulgarie et il se peut bien que cela lui assure une position plus forte que s'il avait été appuyé par une puissance quelconque.

Le peuple bulgare a pleine liberté pour l'élection de son prince et nous reconnaissons absolument ce droit du peuple bulgare, car nous ne sommes pas appelés à examiner la façon dont la Sobranie s'est constituée. Toutes les puissances reconnaissent en outre que l'assentiment de la Sublime-Porte est une condition de rigueur. L'assentiment de toutes les puissances est également nécessaire.

Il est difficile de répondre à la question de savoir ce qu'on aurait l'intention de faire dans l'avenir. On ne saurait y répondre d'une façon méritoire.

Nous reconnaissons le gouvernement bulgare comme un gouvernement de fait, mais nous ne pouvons reconnaître le prince comme un prince occupant le trône d'une façon légale.

Tout ce qui peut favoriser les intérêts des peuples balkaniques, nous l'appuyons sincèrement et nous faisons des efforts pour que les autres puissances deviennent aussi les amis de ces peuples.

Il est certain que la solution de la question bulgare améliorerait la situation générale. Mais ce n'est pas encore la question bulgare qui est la cause principale de l'incertitude actuelle.

Notre politique de paix a fait une propagande salutaire; l'adhésion de l'Italie qui date de loin, et l'identité des visées de l'Angleterre permettent d'espérer que notre politique pacifique en Orient sera appuyée et c'est un des facteurs les plus satisfaisants de la situation actuelle.

Nous cherchons à entretenir avec la Russie des relations amicales tant que c'est possible, et en effet nos rapports avec le gouvernement russe peuvent être *signifiés comme amicaux*; et nous ne renonçons pas à l'espoir que la Russie se rapprochera, mieux qu'elle ne l'a fait, des tendances pacifiques et conservatrices des puissances centrales.

L'orateur ne renoncera jamais aux efforts faits dans ce sens, car l'établissement de bonnes relations avec ce puissant voisin constitue la condition principale d'un état de paix durable.

M. Louis Csernatony pense que la question occidentale prime la question d'Orient et que ce sont les questions franço-allemandes qui dominent la situation.

Il est satisfaisant de voir que notre cabinet s'inspire de cette considération, comme le prouve l'adhésion de l'Italie qui signifie en outre celle de l'Angleterre. Cette dernière puissance ne serait jamais notre ennemie et son bon vouloir nous sera en tout cas très utile.

C'est la triple alliance qui nous a valu les sympathies des peuples balkaniques et les bonnes dispositions récentes de la Sublime Porte qui ne tarderont pas à être manifestes.

M. le comte Albert Apponyi. — La loyauté nous oblige de reconnaître que les prévisions de M. le comte Kalnoky se sont réalisées. L'Italie a un point de vue conforme à nos intérêts et exercera une influence bienfaisante sur l'attitude quelque peu hésitante de l'Allemagne.

Mais ce qu'il faut relever et louer tout particulièrement, c'est l'attitude de notre cabinet qui ne s'est pas départi de son programme lors de l'affaire Ernroth, lorsque l'Allemagne partageait l'avis opposé. Aussi l'orateur approuve-t-il parfaitement la résolution proposée par le rapporteur.

M. le comte Jules Andrassy voudrait qu'on s'entende sur l'interprétation à donner à l'article 3 du traité de Berlin, article emprunté mot à mot au traité de San-Stefano. Il avait été proposé par la Russie pour limiter les droits de la Turquie. C'est pourquoi on a adopté le mot « consentement », car il était impossible de dire moins.

Le *consentement des autres puissances* était pris dans le sens d'une *contresignature*, car les puissances devaient assister en *témoins* à l'acte d'une *puissance musulmane* dans un pays chrétien.

Le consentement de la Sublime-Porte était compris dans le sens d'une confirmation, sans que l'occupation du trône dépendit de cette confirmation.

Le congrès de Berlin voulait assurer l'autonomie de la Bulgarie et mettre ce pays en selle, mais il n'avait point l'intention de limiter la liberté de l'élection.

S'il fallait obtenir le consentement de *toutes* les puissances, la paix serait toujours en danger, car les autres puissances pourraient faire, chacune à son tour, ce que fait maintenant la Russie.

Le prince de Cobourg a, dit-on, essayé sur la base légale, mais, n'ayant pas réussi, il s'est placé sur un terrain illégal. Mais où aurait-on trouvé la base légale ?

La Sublime-Porte aurait dû dire immédiatement son avis. Elle ne l'a pas fait et elle a créé un cercle vicieux.

Notre cabinet devrait amener les puissances amies à proposer à la Sublime-Porte que celle-ci reconnaisse l'élection et qu'on rétablisse la vraie interprétation du traité de Berlin, d'après laquelle c'est l'élection libre des Bulgares et non pas le consentement des puissances qui constitue la base principale.

Le rapprochement entre la Russie et la France s'est opéré à la suite de la question bulgare, aussi est-il de notre devoir d'écarter ce point de départ du danger.

La guerre n'est pas dans l'intérêt de la Russie et l'orateur n'a jamais cru à une intervention militaire russe. Mais dans l'intérêt de nos bonnes relations avec la Russie, certes fort désirables, il faut chercher une solution à cette question qui crée des conflits entre cette puissance et notre monarchie.

Mais il est possible que cette solution pourra être obtenue ultérieurement dans des circonstances plus favorables.

M. le comte Kalnoky répond à ce discours comme suit :

Lors de la rédaction de l'article 3, il pouvait y avoir une autre intention, mais on ne saurait l'interpréter d'une autre façon, bien qu'il ne soit peut-être pas assez précis !

Dans les procès-verbaux du congrès, il est dit que l'Angleterre voulait interpréter cet article de façon à ce que le prince élu soit considéré comme reconnu, quand la majorité des puissances aura donné son consentement. La Russie a repoussé cette interprétation et le comte Andrassy a adhéré à l'opinion du plénipotentiaire russe que cette majorisation ne pourra pas être exécutée. En ce qui concerne la Sublime-Porte, elle n'a dit définitivement ni oui ni non, mais elle a formellement protesté contre l'entrée du prince de Cobourg en Bulgarie.

M. le comte Anjoine Széchen pense que le consentement doit être, non pas collectif, mais unanime. La question de savoir s'il faut le consentement simultané ou le consentement initié par une puissance est une question d'opportunité.

M. Jules Horvath. — Il faut certes tendre au maintien de la paix, mais à la condition que nos intérêts soient sauvegardés. Il serait à désirer que le ministre des affaires étrangères fasse des démarches en vue de faire cesser la guerre économique ruineuse qui se poursuit actuellement.

M. le comte Albert Apponyi partage l'opinion du comte Andrassy qu'il faut reconnaître le prince élu des Bulgares et que c'est le seul moyen de mettre d'accord les désirs admissibles des Bulgares avec les traités.

L'orateur désire aussi que nous ayons de bons rapports avec la Russie, mais il ne faut pas sacrifier notre programme si souvent développé.

M. le comte Kalnoky partage cette manière de voir du préopinant. Nous croyons qu'il est nécessaire d'établir des relations amicales avec la Russie, et nous suivons cette tendance, mais cela ne signifie point le changement de notre politique qui a été si puissamment favorisée par le sentiment d'indépendance qui s'est développé dans les peuples balkaniques.

La proposition du rapporteur M. Falk est adoptée à l'unanimité et la commission proposera à la Délégation d'approuver la politique de notre cabinet et d'exprimer sa reconnaissance à M. le comte Kalnoky.

Dans la séance du 8 novembre de la Commission budgétaire de la Délégation autrichienne, M. le comte Kalnoky, Ministre des affaires étrangères, a donné quelques nouvelles explications qui complètent celles qu'il avait faites à la Délégation hongroise.

Voici le résumé officiel de ces nouvelles déclarations.

La Commission reconnaît sans aucun doute que les rapports, qui l'année passée rendirent nécessaire un exposé détaillé, n'existent plus aujourd'hui. En ce moment la situation est plus simple et plus claire. Le but que nous avons exposé comme programme de notre politique l'année dernière a été avec esprit de suite conservé comme la base, sur laquelle on devait se maintenir dans chaque phase des événements, et cette base continue à être la même.

La question bulgare a subi beaucoup de vicissitudes et n'a pas encore trouvé de solution jusqu'à présent. Nous attendons avec confiance la solution et nous n'avons pas l'intention de changer la conception que nous nous sommes formée à ce sujet. On sait que plusieurs cabinets ont des idées divergentes concernant la situation présente de la Bulgarie. Nous devons compter avec eux, néanmoins nous espérons que le désir de toutes les puissances d'arriver à une solution pacifique de la question aboutira à coup sûr à ce résultat. A ce sujet, le Ministre croit devoir constater que tous les Cabinets, et suivant les assurances reçues le Cabinet russe compris, sont d'accord sur ce point que la question bulgare ne doit pas fournir l'occasion d'un conflit européen.

La situation européenne souffre sans doute encore beaucoup par le sentiment général d'incertitude et nous, en première ligne, nous ressentons cela par les

grands sacrifices que nous devons faire pour tenir prête dans toute sa plénitude la force militaire de la monarchie. Il faut cependant considérer si ces sacrifices, lorsqu'ils assurent la paix, ne sont pas relativement petits en comparaison de ce qu'il faudrait faire dans le cas de guerre, et qu'ils ne doivent pas être taxés trop haut vis-à-vis du fait qu'ils donnent à notre position comme grande puissance le poids nécessaire et que nous, par ce poids et par celui que peuvent mettre dans la balance les puissances avec lesquelles nous nous sommes alliés dans un but purement défensif et pacifique, nous pourrions écarter le danger d'une guerre peut-être de la manière la plus efficace.

Ce programme que nous poursuivons en accord étroit avec l'Allemagne a fait en Europe une propagande efficace et amené notamment la réjouissante adhésion de l'Italie, laquelle, manifestée il y a peu de temps avec la plus grande décision, est un agent sérieux pour l'avenir. En Angleterre aussi, presque toute l'opinion publique se meut dans cette direction, de sorte que j'ose espérer que l'appui si considérable de cette puissance, dont le but politique et les intérêts en Orient sont identiques aux nôtres et à ceux de l'Italie, ne nous manquera pas pour l'accomplissement de notre programme.

Par cette alliance avec les autres puissances, nous sommes en état d'agir pour la paix de façon à pouvoir endiguer efficacement les efforts contraires.

Si l'opinion publique et avec elle les délégations se sont livrées l'année dernière, dans l'appréciation de la situation politique, à un pessimisme qui paraissait dès lors non fondé au Ministre, il est pourtant en droit d'avertir que maintenant on ne doit pas tomber dans l'extrême opposé et se livrer dès aujourd'hui à un trop grand optimisme. Le Ministre ne veut pas répondre de la paix dans toutes les circonstances, car elle dépend d'agents incalculables, quoiqu'il exprime la plus haute confiance que les efforts réunis et continus dans ces rapports produiront enfin le succès vivement désiré de toute l'Europe.

A la fin de la séance de la Commission, M. le comte Thun, rapporteur, déclare qu'il est de son devoir d'exprimer la conviction que la Commission voit avec pleine confiance la direction de nos affaires étrangères dans les mains de Son Excellence. En comparant la situation politique actuelle avec celle de l'année dernière, on voit que si les craintes de guerre ne sont pas écartées pour une longue époque, la situation européenne peut être pourtant considérée comme de beaucoup plus rassurante ; et c'est à M. le comte Kalnoky qu'en revient le principal mérite. Si l'année dernière la délégation a été, en dépit de la situation défavorable, amenée à voter à Son Excellence sa pleine confiance, elle peut le faire maintenant avec d'autant plus de joie que les prévisions émises par Son Excellence se sont réalisées pour la grande partie. Cette confiance trouvera sa pleine expression dans le rapport de la Commission.

— Dans la Commission budgétaire de la Délégation autrichienne, M. le délégué de Demel a adressé au Ministre des affaires étrangères une question relative aux rapports de la monarchie avec le royaume de la Serbie.

Voici les questions posées par M. de Demel : Les rapports de notre monarchie avec la Serbie, quelle forme ont-ils prise depuis le changement de ministère dans ce royaume ? Sont-ils toujours amicaux comme ils l'ont été jusqu'ici ? N'ont-ils pas éprouvé des troubles et ne doit-on pas en craindre ? Le contact immédiat des frontières entre les deux pays particulièrement n'occasionne-t-il pas de semblables préoccupations ? Une réponse rassurante de Son Excellence à cette question, fait remarquer M. Dr. v. Demel, me paraît d'une valeur d'autant plus grande que jusqu'à ce jour, dans l'appréciation de la situation des Balkans et de l'Orient, on a toujours attribué la plus haute importance aux rapports d'amitié entre notre monarchie et le royaume de Serbie.

M. le comte Kalnoky déclare que l'influence exclusive dont le délégué Demel a parlé, ne saurait être interprétée que comme une influence que l'on peut exercer en général auprès d'une puissance indépendante et amie. Il a déjà, en

une occasion antérieure, défini nos relations avec la Serbie comme des relations entre amis, dans lesquelles, aussi souvent qu'il est désiré et nécessaire, on est prêt à donner des conseils et à aider, mais dans lesquelles on évite rigoureusement de s'immiscer dans les affaires intérieures. Ce programme a toujours été strictement maintenu par rapport à tous les Etats des Balkans et aussi dans les rapports avec la Serbie.

Le dernier changement de ministère en Serbie a été amené par des causes différentes et répond au fait que le parti qui avait gouverné jusqu'à ce jour, n'avait plus la majorité dans le pays. Nous avions déclaré déjà avant la crise ministérielle que tout ministère qui aurait la confiance du Roi nous convenait et que, tant qu'il garderait vis-à-vis de nous la même attitude amicale que le ministère antérieur, nous serions disposés à lui faire un accueil amical sans aucune prévention. La reprise du ministère par M. Ristitch a été accueillie par l'opinion publique avec beaucoup trop de méfiance et certainement avec plus de méfiance qu'il ne méritait. On n'a pas pris assez en considération que M. Ristitch qui est un politicien expérimenté et perspicace et un patriote serbe, devait avoir compris parfaitement que la situation de la Serbie comme royaume indépendant avait changé et exigeait une autre attitude et qu'il devait s'établir conformément à l'état de choses actuel. M. le Ministre croit aussi pouvoir constater que maintenant nous n'avons aucune raison de nous plaindre de M. Ristitch et de son Cabinet, que nos rapports avec lui sont constamment bons, qu'ils promettent de devenir encore plus amicaux et que nous ne voyons aucun symptôme duquel on puisse conclure que dans nos provinces limitrophes de la Serbie il y ait une influence hostile appréciable provenant de ce pays.

Le Ministre nourrit pourtant l'espoir que nos rapports amicaux avec la Serbie continueront à subsister dans l'avenir d'autant plus que la sagesse et l'expérience du Roi Milan et ses sympathies pour la monarchie nous offrent pour cela une précieuse garantie.

— Voici le discours prononcé, au sujet de la politique étrangère du comte Kalnoky, dans la séance plénière du 12 novembre de la Délégation hongroise, par le Dr Max Falk :

Messieurs,

Il y a un an, lorsque M. le Ministre des affaires étrangères parla de la situation politique devant la Commission des affaires étrangères de la Délégation hongroise, il disait dans l'ordre de son discours : « La situation est telle que s'il se trouvait en face d'un Parlement et non pas d'une délégation qui se réunit une fois par an pour quelques semaines, il prierait ce Parlement d'ajourner toute la discussion pour quelque temps, car le Ministre ne pouvait faire valoir ses meilleurs arguments ni donner aucun éclaircissement quant aux détails les plus importants ; son action étant encore en pleine marche, et peut-être la part la plus importante restant encore en arrière, on en attendrait encore quelque temps le résultat final. » Certes, même aujourd'hui, le résultat final n'est pas encore atteint, nous croyons pourtant connaître la plus grande partie des meilleurs arguments et des détails importants que M. le Ministre ne pouvait alors nous communiquer.

Et nous ne les connaissons pas seulement par de simples mots qu'on peut toujours révoquer en doute, quelque haute que soit la source dont ils dérivent, mais ils nous proviennent des faits qui se sont produits depuis une année avec une clarté qui ne laisse pas de doute.

Vous vous rappelez certainement encore qu'un peu avant la réunion de la délégation de l'année passée, un général russe qui avait été envoyé par son Gouvernement en Bulgarie, s'est conduit de façon à faire craindre à chaque instant que les Bulgares ne perdissent enfin la patience et ne maltraitassent quelque part cet envoyé du Gouvernement russe, ce qui aurait pu *volens volens* forcer le mandant à une revanche par la force.

Maintenant, je vous le demande, y a-t-il quelqu'un qui pourrait croire possible

une telle équipée de la part de quelque puissance que ce soit, ou que les Bulgares pourraient de nouveau être soumis à une épreuve pareille à celle qu'ils ont dû subir l'année dernière ?

Aussitôt que la mission Kaulbars eut échoué, une partie très considérable de l'opinion publique en Russie a cru que le moment de l'intervention armée était arrivé, et nous tous aussi nous n'avons point pensé que cette éventualité était exclue. Et aujourd'hui ? Parle-t-on encore aujourd'hui de la possibilité d'une pareille intervention ? Et je demande à ceux qui suivent attentivement les journaux russes s'ils peuvent se souvenir que, pendant les derniers mois, quelque journal russe important ait proposé une intervention armée ? Au contraire, un de ces jours, une feuille russe écrivait en faisant une variante de la sentence bien connue du Prince de Bismarck, mais faisant aussi en même temps allusion à la fable des raisins verts, que la Bulgarie ne valait pas les os d'un seul grenadier du régiment Preobrajensky.

De même, pendant la session de la Délégation de l'année passée, il fut mis en avant, de la part de la Russie, le prince de Mingrélie comme candidat au trône de Bulgarie, ce qui était tout à fait illégitime au point de vue des principes en question, puisque, aux termes du Traité de Berlin, aucune puissance n'a le droit de poser une candidature pour le trône de Bulgarie ; considérée au point de vue de la personne, c'était une vraie moquerie, attendu que le candidat en question ne possédait aucune de ces qualités qui auraient pu l'autoriser à régner en Bulgarie. La Russie a-t-elle encore la moindre intention d'octroyer aux Bulgares un prince quelconque ? ne doit-elle pas plutôt se borner tout simplement à un rôle négatif — auquel, du reste, elle a droit, d'après le Traité de Berlin — à celui de refuser son assentiment au prince librement élu par les Bulgares !

L'année dernière, on croyait dans des cercles politiques très notables, même hors de Russie, que la Russie avait en Bulgarie quelque droit à une place privilégiée, à des prérogatives, et moi-même j'ai été obligé, dans mon discours de cette époque, de combattre cette fausse croyance en prouvant par le Traité de Berlin même, que s'il y avait une puissance qui eût en effet un droit particulier conféré par ce Traité, comme par exemple celui de notre monarchie par rapport à la Bosnie et à l'Herzégovine, ce droit se trouve directement et clairement exprimé dans le Traité, tandis que ce traité non seulement n'a pas conféré un pareil droit particulier à la Russie à l'égard de la Bulgarie, mais bien au contraire a fixé tout-à-fait clairement le délai dans lequel les troupes russes devaient évacuer la Bulgarie.

Maintenant, parle-t-on encore de quelques droits particuliers que la Russie aurait à l'égard de la Bulgarie ? N'est-il pas plutôt reconnu que la Russie n'a à réclamer dans ce pays aucun droit qui ne soit conféré à toute autre puissance signataire du Traité ?

Il y a un an, même les politiciens les plus sobres croyaient possible que la question Bulgare amenât un conflit européen ; nous aussi, quelque douloureuse que cette nécessité eût été, nous dûmes faire des sacrifices considérables pour être à même de faire face à toutes les éventualités. Aujourd'hui nous ne pouvons, à la vérité, pas encore dire que le danger d'une rupture de la paix ait entièrement disparu, seulement, si ce danger existe, il trouve sa raison d'être dans la situation générale de l'Europe.

Que cependant la question bulgare seule puisse donner occasion à ce revirement fatal, c'est ce que personne ne croit plus aujourd'hui. L'amélioration de la situation, surtout celle de notre monarchie, éclate non seulement dans les conceptions de la diplomatie, mais aussi dans les sentiments généraux, et la Commission croit offrir un écho fidèle de l'opinion publique en donnant dans son rapport une expression générale à ce sentiment.

Mais ici, se pose aussi naturellement la question de savoir à qui sont dues ces améliorations, et surtout si la conduite de nos affaires étrangères en général en a quelque mérite et quel serait ce mérite ?

Il est incontestable que le premier mérite revient aux Bulgares (c'est vrai !)

qui ont fait face avec une habileté, une tenacité et une modération véritablement étonnantes, aux dangers qui les menaçaient. Cette jeune nation, à peine délivrée d'une oppression qui a duré des siècles, a donné tant de preuves éclatantes de ce qu'elle est aussi digne de la liberté et de l'indépendance qu'elle est capable de la pratiquer, qu'elle étonna toute l'Europe, et la Commission exprime encore en ceci l'opinion publique, en déclarant dans son rapport que les sympathies pour la nation Bulgare, manifestées déjà l'année passée dans le sein de la délégation hongroise par des paroles si chaleureuses, continuent à subsister encore aujourd'hui.

Seulement, celui qui est habitué à considérer les choses avec sobriété, ne pourra disconvenir que l'enthousiasme et la persévérance des Bulgares seuls n'auraient pas pu atteindre au résultat favorable dont nous venons de parler, si les Bulgares avaient dû craindre que les ennemis de leur liberté et de leur indépendance auraient pu recourir à la contrainte matérielle, pour vaincre les dits agents moraux, car sur le champ de la force matérielle la lutte de la Bulgarie, abandonnée à elle-même contre un adversaire d'une force si disproportionnée, eût été tout à fait vaine.

Mais dans ce cas il n'aurait pas été impossible, et on n'aurait même pas pu en faire un reproche aux Bulgares, s'ils avaient suivi avant tout l'instinct de la propre préservation, et s'ils étaient entrés en négociations avec l'adversaire pour sauver au moins une partie de leur indépendance et de leurs libertés, au lieu de s'exposer, par un combat sans espoir entre le géant et le nain, à l'anéantissement de toutes les deux : de la liberté et de l'indépendance.

Si les Bulgares n'ont pas fait cela, s'ils ne se sont pas fatigués dans la défense de leurs droits, on en trouve la raison non seulement dans la fermeté de leur caractère, mais aussi dans la certitude qu'ils avaient que les Traités qui protégeaient leurs droits se trouvaient aussi sous la protection de plusieurs puissances qui seraient prêtes et à même d'empêcher toute lésion violente de ce traité.

Parmi ces puissances, notre Monarchie prend sans contredit la première place, car c'est elle qui est touchée le plus près par les événements qui peuvent se produire dans la péninsule des Balkans. Les procédés de notre Ministre des affaires étrangères ont été, certes, fort prudents, il a évité soigneusement tout ce qui pouvait blesser la susceptibilité légitime de toute autre puissance, il s'est rigoureusement abstenu de faire un pas quelconque qui aurait pu faire paraître sa politique entachée d'égoïsme : il n'y a pourtant aucun doute que les Traités seuls forment la base de sa politique, qu'il est décidé à s'y attacher fidèlement, mais que dans toutes les circonstances il exigera aussi, de la façon la plus énergique, l'observation de ces Traités de la part des autres puissances.

L'esprit de suite dans la réalisation d'une telle politique n'était pas très facile. On pouvait supposer que nous allions utiliser à notre avantage les sentiments de sympathie et de confiance que les Bulgares manifestaient à notre égard en vue d'exercer une influence qui aurait été certainement avantageuse à nos intérêts, mais qui aurait franchi les limites du droit qui nous revient en vertu des Traités. Les Bulgares nous auraient certainement volontiers accordé une telle influence, seulement notre Ministre des affaires étrangères a résisté à cette tentation avec autant de loyauté que d'abnégation, et ne s'est laissé entraîner un seul instant à aucun acte qu'il aurait dû taxer d'usurpation impardonnable et intolérable, s'il avait été commis par une autre puissance. Cela a produit un effet bienfaisant sur la conduite des Bulgares.

Ils étaient assurés que, aussi longtemps qu'ils resteraient dans les limites des droits à eux octroyés dans le Traité de Berlin, aucun danger ne les menacerait et que si un danger devait pourtant se présenter, ils pourraient compter sur un puissant appui. Mais ils savaient aussi que cet appui leur échapperait du moment où ils voudraient franchir les limites des Traités.

Se plaçant à ce point de vue, la Commission se croit en droit d'affirmer et de

recommander à l'honorable délégation l'énonciation que la conduite de notre Ministre des affaires étrangères dans la question Bulgare a contribué essentiellement au maintien de la paix, qu'elle a été aussi logique qu'énergique et habile et que, pour cette raison, la direction de nos affaires étrangères a acquis un droit légitime à notre reconnaissance.

Seulement, la conduite correcte de notre Gouvernement dans la question Bulgare et son attachement fidèle au Traité n'auraient peut-être pas suffi pour empêcher toute tentative de troubler la paix. L'une ou l'autre des puissances qui poursuivent une politique opposée à la nôtre dans les questions orientales et surtout dans la question bulgare, se serait flattée peut-être de l'espoir que, si elle n'avait affaire qu'à nous, elle pourrait toujours essayer d'effectuer sa politique par la force matérielle.

Nous ne doutons pas que la vanité de cet espoir n'eût été entièrement prouvée.

Mais notre Ministère des affaires étrangères devait aux populations de la Monarchie, autant qu'il est possible, de prévenir même le simple essai de cette lutte ouverte et de prendre en considération que, comme il s'agit de la défense d'intérêts qui ne sont pas seulement les nôtres, mais aussi les intérêts de toute l'Europe, la charge de cette défense ne pesait pas exclusivement sur nos épaules.

Notre Ministère des affaires étrangères a fait son devoir dans ces deux sens, et dans les deux sens ses efforts ont été couronnés du succès désiré.

Dans le rapport, on énumère les puissances qui approuvent notre politique étrangère et qui se sont étroitement unies à nous pour l'exécuter.

De la part de l'Allemagne, notre vieille amie et alliée, ceci va de soi.

Nous trouvons tout d'abord un fait naturel que cette puissance, qui n'a aucun intérêt immédiat dans les affaires de l'Orient, ait pris soin de ses propres intérêts en première ligne, qu'elle n'ait suivi les pas de notre Ministère des affaires étrangères qu'avec circonspection et sans aucune précipitation; mais cependant, on peut aujourd'hui affirmer avec toute sûreté que ceux qui, malgré tout cela, n'ont jamais douté que, dans les moments critiques, cette alliance formerait un appui sûr et certain, sans réticence, n'en éprouveront aucune déception.

Nous avons accueilli avec une véritable joie et nous avons approuvé non seulement avec notre raison mais aussi de notre cœur, qu'on ait aussi réussi à obtenir l'adhésion de l'Italie à l'alliance des deux puissances de l'Europe centrale, et que ce fait réjouissant ait déjà pris une forme si déterminée, qu'on ait pu le dévoiler aux yeux de tout le monde.

Enfin, le but de notre politique en Orient est identique à celui de l'Angleterre, et cette identité des intérêts assure aux puissances de l'Europe centrale alliées pour la paix, l'appui de cette puissance aussi. Il lui serait assuré, quel que soit l'homme qui se trouve à la tête du Gouvernement anglais, parce que bien certainement, comme nous l'avons dit, il est ici question d'intérêts communs. Il nous paraît d'autant plus assuré en ce moment qu'à la tête de ce Gouvernement se trouve le même homme qui a déjà appuyé, à l'occasion du Congrès de Berlin, la politique de notre Monarchie, également au point de vue des intérêts communs.

Ce groupement des puissances, et la force morale et matérielle qu'il représente est tel, qu'il serait à peu près impossible, pour qui que ce soit, de lui faire opposition, même avec la moindre perspective de succès et par conséquent nous croyons et espérons que la connaissance de ce fait suffira pour qu'une telle tentative, qui n'a pas été entreprise jusqu'à ce jour, ne puisse pas plus se produire dans l'avenir.

Ceci est le tableau, ensermé dans un cadre étroit, de l'activité développée par notre Ministère des Affaires étrangères pendant l'année qui vient de s'écouler, et des résultats de cette activité, et partant, il devrait paraître parfaitement justifié si la Commission propose à l'honorable délégation d'exprimer sa satisfaction à l'égard de cette politique, et sa reconnaissance envers M. le Ministre des affaires étrangères comme représentant de cette politique (Approbations).

Quant à l'avenir, la direction favorable que la question bulgare a dernièrement prise, justifie l'espoir que le temps n'est pas loin où un état de choses définitif et durable pourra s'y établir. Si cette question a perdu beaucoup de son caractère aigu, il est pourtant très désirable qu'elle disparaisse du monde, quoiqu'elle ne soit pas la seule raison de l'inquiétude générale.

Cet espoir s'accomplira, comme nous l'espérons, si la nation bulgare, de concert avec son prince nouvellement élu, ne dévie pas du chemin tracé par les Traités, sur lequel elle s'est tenue jusqu'à présent, et si elle s'efforce en outre d'assurer de plus en plus la paix intérieure. Il n'en faudra pas davantage pour atteindre le but, car chacune des puissances signataires a le droit de refuser de reconnaître le prince élu par la nation bulgare, mais aucune d'entre elles n'a le droit d'empêcher le prince non reconnu par elle de gouverner de fait (Approbations).

J'ai terminé ce que j'avais le devoir de vous dire au nom de la Commission des affaires étrangères, en ma qualité de rapporteur. Que l'honorable délégation me permette pourtant de terminer par une observation à laquelle personne ne m'a autorisé, et dont personne aussi ne m'a chargé, mais qui trouvera, je m'en flatte, un vif écho auprès des honorables membres de cette délégation, j'ose dire sans exception (écoutez !)

Si nous jetons un coup d'œil sur la situation présente de notre Monarchie, notamment sur sa situation internationale, si nous tenons en vue le groupement des puissances dont je viens de parler et dans lequel notre Monarchie a pris une place si haute et si favorable, nous devons nous rappeler involontairement que ce groupement n'est nullement quelque chose d'entièrement nouveau, que ses germes, qui s'épanouissent maintenant d'une façon admirable, ont été déjà semés il y a quinze ans, et ont été ensuite soignés d'une main habile et tendre pendant des années. L'initiative par rapport à ce groupement n'a point été du tout facile, car il ne fallait pas seulement tenir compte des considérations politiques, mais aussi aller à l'encontre de sentiments qui ressortaient du passé et qui n'étaient peut-être pas illégitimes. Que si la sagesse politique et l'examen sobre des intérêts de notre Monarchie l'ont emporté sur ces sentiments, cela restera pour tous les temps un mérite impérissable de l'homme qui a eu le courage nécessaire de cette initiative, et qui possédait la sagesse et la persévérance voulues pour son fructueux développement. Et si nous exprimons aujourd'hui au Ministre actuel des affaires étrangères la reconnaissance qu'il a de son côté bien méritée, il y aurait ingratitude de la part de tout ami sincère de la Monarchie et surtout de la part de la délégation hongroise de ne pas consacrer en même temps une parole chaleureuse de reconnaissance à celui qui a préparé la situation présente et que peut-être je n'ai même pas besoin de nommer, car il est depuis de longues années l'ornement et l'orgueil de la délégation hongroise (Vive approbation; cris : Vive Andrássy !). Je prie l'honorable délégation de vouloir bien prendre acte de la partie générale du rapport de la Commission (Vifs applaudissements).

L'Alliance Austro-hongroise-Allemande-Italienne et le Saint-Siège.

Dans la délégation autrichienne, l'alliance austro-hongroise-allemande-italienne a formé aussi l'objet de la discussion et le député-professeur Ed. Suess, l'abbé Hauswirth et le délégué Demel ont aussi parlé des relations entre le Saint-Siège et l'Italie.

Le délégué Suess dit que la reconnaissance est en première ligne due aux hommes d'Etat qui ont obtenu que l'Italie donnât son adhésion à la grande ligne de paix du centre de l'Europe et aux hommes d'Etat italiens. C'est avec cordialité, Messieurs, avec orgueil et avec la sincérité la plus franche, que nous donnons la main à une nation aussi glorieuse, qui a été si souvent la lumière de l'humanité dans le domaine de l'art et dans le domaine de la liberté de l'esprit. Notre joie n'est obscurcie par aucune réserve. Le délégué Suess fait dans son discours l'honneur le plus grand et le plus mérité au comte

Jules Andrassy, qui a initié la nouvelle tendance de la politique orientale, après que nous n'avons pas eu du tout, depuis un siècle, une politique orientale. Le délégué Suess reconnaît tout particulièrement qu'il donne son vote d'adhésion, parce qu'il croit au retour définitif du comte Kalnoky vers la politique du comte Andrassy.

Le délégué abbé Hauswirth reconnaît aussi la haute valeur de l'alliance pacifique entre l'Autriche-Hongrie, l'Allemagne et l'Italie au point de vue du maintien et de la consolidation de la paix. D'autant plus de forces et d'éléments coopèrent, d'autant plus le bien précieux de la paix est assuré, dont tous les peuples et états ont besoin.

L'abbé Hauswirth parle, dans la continuation de son discours, aussi du troisième facteur, qui contribue au maintien de la paix.

Il dit que ce troisième facteur, qui est aussi conservateur pour la paix, est la puissance spirituelle de celui qui a reçu de la part du prince éternel de la paix la mission sainte de proclamer et de préparer la paix parmi les hommes. Je parle de la puissance spirituelle du chef suprême de la chrétienté, du chef suprême de l'Eglise catholique. Qui pourrait nier l'existence de cette puissance spirituelle ?

Cette puissance spirituelle a justement donné en ces derniers temps tant de preuves de son influence sur le bien et le salut des peuples et des nations, que personne ne peut plus douter de sa force. Et ce grand facteur moral, qui a fait tant de bien et qui a avec tant d'ardeur manifesté son désir et son attachement pour la paix de l'humanité, n'a plus de lieu de domicile assuré ni pacifique. Je ne veux pas maintenant discuter cette question, mais je veux prier qu'on me permette de suivre mon devoir et mon cœur en exprimant un désir chaleureux et sincère, qui sera appuyé par tous les vrais catholiques et aussi par tous les amis et représentants de la paix, de la justice et de l'amour : le désir chaleureux que les circonstances soient tellement changées et formulées, que le chef suprême de l'Eglise catholique, dont les enfants atteignent le chiffre de millions innombrables et qui se trouvent dans toutes les parties du monde, obtienne enfin un domicile tranquille, digne et assuré. J'exprime le désir qu'il possède une position autonome, indépendante et inattaquable, créée dans l'esprit de la vraie conciliation et du véritable amour, afin qu'il puisse faire justice à sa mission sublime de pacification, vis-à-vis de tout l'univers, et nullement abordable par les évolutions de la politique.

Le délégué Demel dit dans sa réponse que cette question n'est pas à l'ordre du jour et que la puissance et l'influence du pape actuel sont beaucoup plus grandes que celles des papes les plus puissants dans le passé.

Les traités de commerce de l'Autriche-Hongrie.

M. le comte Kalnoky, ministre des affaires étrangères de la monarchie austro-hongroise, a donné, dans la séance du 8 novembre de la commission budgétaire de la Délégation autrichienne, des éclaircissements se rapportant aux traités commerciaux de la monarchie avec l'Allemagne, l'Italie et la Roumanie.

M. le ministre a d'abord fait remarquer que dans ces affaires l'action du ministère des affaires étrangères n'était qu'une action médiatrice et que la décision se trouvait entièrement dans les mains des ministres du commerce d'Autriche et de Hongrie.

Pour ce qui concerne spécialement les relations commerciales avec l'Allemagne, le ministre ne peut pas s'empêcher de les considérer comme peu rassurantes, parce que, à la suite du courant économique entré en usage, on s'est embourbé, de part et d'autre, dans une position de laquelle aujourd'hui on peut à grand-peine sortir. Les mesures douanières introduites en Allemagne

ont en partie des raisons fiscales, elles répondent en partie aux désirs manifestés par de vastes classes de citoyens. Aussi n'y éprouve-t-on, jusqu'ici, aucun penchant à abandonner cette politique douanière. Il ne faut pas, par conséquent, penser à un changement pour le moment. Cependant, chez nous, à eu lieu une élévation essentielle de divers droits d'entrée qu'on serait aussi fort peu disposé à relâcher. Dans ces circonstances, c'est la prolongation de l'état actuel des traités qu'il est possible et désirable d'atteindre, parce que de cette sorte, on assurerait, pour un certain temps, une certaine *stabilité* dans les rapports économiques entre les deux Etats. On aurait ainsi en tout cas obvié à un état dépourvu de traités.

Avec l'Italie, les négociations au sujet de la conclusion d'un traité douanier sont en plein cours, et le ministre n'est pas en état de pouvoir donner des éclaircissements détaillés à cet égard. Il n'y a pas de doute que des deux côtés il existe un désir sincère de pouvoir arriver à conclure un traité. Les négociations ont été, pour le moment, interrompues parce qu'il a été nécessaire de donner sur quelques points de nouvelles instructions à nos négociateurs.

Quant à la Roumanie, il est survenu malheureusement un arrêt dans les négociations relatives à un nouveau traité de commerce. Comme MM. les délégués doivent déjà le savoir, des concessions importantes ont été faites de notre côté aux représentants roumains pendant les négociations qui ont eu lieu au printemps dernier, naturellement dans la supposition et à la condition que la Roumanie nous ferait des concessions correspondantes. Malheureusement, la réponse de la Roumanie n'a pas été de nature à contenir des concessions suffisantes et une base pour une continuation féconde des négociations. Ceci a été déclaré au gouvernement Roumain et jusqu'à présent nous n'avons aucune réponse à cet égard.

BOSNIE ET HERZÉGOVINE.

Les affaires de Bosnie ont été discutées dans la séance du 12 novembre des commissions réunies de la Délégation hongroise. Voici un résumé de cette importante discussion.

M. Etienne Rakovszky, rapporteur, a fait d'abord ressortir ce fait que les dépenses de l'occupation accusent une diminution de 595,000 fl., grâce à cette circonstance que l'effectif des garnisons a pu être diminué.

Dans les dépenses de l'administration, on constate des augmentations, notamment dans celles qui ont rapport à la mise en culture, à l'hygiène publique, à l'instruction publique ; néanmoins, les recettes de l'administration accusent un excédent de 70,311 fl. sur les dépenses ; excédent qui dépasse de 14,137 florins celui de l'année en cours.

Il ressort des différents titres du budget, que l'administration déploie un zèle digne de tous éloges pour activer le progrès des provinces. La gestion financière est sagement conduite et les provinces ont pu payer les intérêts du capital employé pour la construction des chemins de fer, soit 776,987 fl. au total et même commencer l'amortissement en payant à ce titre la somme de 296,517 florins.

M. B. de Kallay, ministre des finances communes, constate d'abord que les résultats de l'exercice 1886 sont plus favorables que les prévisions et que, en 1887, les recettes accusent également des chiffres supérieurs à ceux qui étaient prévus dans le budget, notamment pour la dime, les taxes sur le sel et le tabac, l'impôt sur les moutons.

Les dépenses prévues pour 1888 accusent une augmentation de 153,000 florins sur celles de l'année en cours : cela s'explique d'abord par le fait que les frais

des colonnes volantes sont, depuis 1886, à la charge des provinces (avant 1886, ils figuraient au budget de la guerre, les dépenses pour les troupes indigènes se sont accrues de 71,000 fl. et le service de la dette pour les chemins de fer s'est accru de 32,000 fl.; déduction faite de ces frais, on trouve que les dépenses de l'administration sont en diminution de 130,000 fl.

Il y a tout lieu de croire que les résultats de l'exercice 1888 seront absolument conformes aux prévisions, à moins qu'il ne surgisse des événements qui troubleraient la paix des deux provinces et, en même temps, celle des autres pays.

La dîme avait donné, en 1886 des plus-values, mais le gouvernement n'en a pas inscrit pour 1888, pour éviter les mécomptes qui pourraient être causés par la mauvaise récolte.

La question de la réforme de l'impôt foncier m'a certes préoccupé dès mes débuts, mais, avant d'y procéder, il faut terminer l'établissement du cadastre. Je ne crois point que le système de la dîme soit le meilleur ou même bon, mais je ne le crois pas assez mauvais au point de ne supporter aucune amélioration dans le système de la perception. Mais le système du contingent fixe m'inspire des inquiétudes. Chaque nouvel impôt suscite des méfiances à moins d'impliquer un dégrèvement notable, aussi faut-il procéder avec beaucoup de prudence. La dîme est payée en raison de la récolte effective et des prix actuels; même en prenant pour base les moyennes des récoltes et des prix de plusieurs années, il pourrait arriver que les contribuables fussent obligés de payer le total actuel, tout en ayant eu une mauvaise récolte et des prix fortement diminués. Mais le système préconisé aurait aussi des inconvénients pour le trésor, qui serait privé du bénéfice résultant des améliorations apportées à la culture et de l'accroissement des terres mises en culture. Pour le moment, il faut donc se borner à remédier, dans la mesure du possible, aux inconvénients du système actuel.

Je me permettrai maintenant de parler de la façon dont j'ai employé les excédents des exercices précédents.

J'en ai employé 183,000 fl. pour les colonnes volantes, 20,000 fl. pour la construction de casernes, 700,000 fl. pour le chemin de fer Doboj-Siminhan (les provinces ne doivent plus que 600,000 fl. pour cette ligne qui a coûté 1,300,000 florins, 163,000 fl. pour les écoles, 50,000 fl. pour les cultes, 285,000 fl. pour rembourser l'emprunt de chemin de fer de 1883, 380,000 fl. pour l'ouverture d'une saline à Siminhan qui a déjà rapporté 200,000 fl. et 200,000 fl. pour la construction de dépôts de tabac.

Le gouvernement s'est encore préoccupé de l'amélioration de la race chevaline et il a dépensé 150,000 florins pour l'établissement de haras. Les chevaux achetés à Babolna et les mulets importés de Chypre ont donné des résultats merveilleux, aussi la population apprécie-t-elle très vivement l'utilité de ces haras.

La prison centrale à Zenica a coûté 60,000 fl.; cette dépense était nécessaire, car les anciennes prisons étaient de véritables foyers de maladies contagieuses. Les frais d'entretien accusent une augmentation, mais celle-ci ne tardera pas à disparaître, le travail des prisonniers fournissant des résultats de plus en plus notables.

Le bâtiment du gouvernement a coûté 400,000 fl., dépense rendue nécessaire par les fréquents incendies qui se produisaient dans les maisons turques dans lesquelles on avait installé les bureaux; les loyers et les dégâts causés par le feu s'élevaient à une somme telle que la construction dudit bâtiment constitue une bonne affaire.

Sur les dépenses ci-dessus énumérées, on a employé la somme de 2,999,980 florins provenant des excédents des exercices précédents.

A cette somme, il convient d'ajouter quelques centaines de mille florins pour travaux de voirie.

En ce qui concerne la *sécurité publique*, il résulte des relevés officiels que le nombre des crimes diminue chaque année et que l'état actuel laisse peu à désirer.

Afin d'assurer l'existence des employés, il a été élaboré, en 1885, un règlement pour les pensions de retraite et les employés ont été invités à déclarer s'ils désiraient rester dans le pays ou reprendre leurs places antérieures. Sur 1670 employés et domestiques, 880 ont déclaré vouloir rester au service bosniaque. Les employés ont droit au tiers de leurs appointements après dix ans de service, à trois huitièmes après quinze ans et à la totalité de leurs appointements après un délai de trente-cinq ans.

Mais ce que je désirerais surtout, ce serait de *prendre une grande partie des employés parmi les indigènes*, ce qui constituerait un développement naturel. (Approbations.) Jusqu'ici, les indigènes n'avaient pas eu l'occasion d'acquérir les connaissances nécessaires ; les indigènes, qui acquièrent l'instruction voulue, sont nommés de préférence, aussi *le nombre des employés indigènes dépasse-t-il d'ores et déjà le chiffre de 300.*

Le capital qui a été avancé aux provinces, pour la construction de chemins de fer, s'élève à 3.331,000 fl., sur lequel il a été remboursé 296,000 fl.; les intérêts payés se montent à 766.000 florins.

M. Wahrmann exprime sa plus vive reconnaissance pour les résultats obtenus ; il désirerait qu'une partie des excédents fût affectée aux troupes indigènes.

M. le comte Albert Apponyi fait remarquer que la Bosnie ne couvre point ses frais, puisque les frais militaires sont à la charge des deux Etats de la monarchie.

M. Jules Horvath constate par contre qu'une partie des frais de l'occupation est couverte d'ores et déjà par les provinces.

M. B. de Kallay, ministre des finances, fait observer que le résultat désiré par M. Wahrmann demande du temps, vu l'état arriéré des deux provinces ; mais il y a lieu d'espérer qu'on y parviendra. L'union douanière n'est pas à l'avantage des finances de la Bosnie, mais plutôt à l'avantage de la monarchie. Les frais de l'occupation ne s'élèvent plus qu'à 4 millions et demi, tandis qu'ils exigeaient 9 millions en 1883. La diminution constante de ces frais dépend des circonstances.

En ce qui concerne les frais pour l'instruction publique qui accusent une augmentation de 165,000 fl., on a établi un *séminaire orthodoxe* qui coûtait 60,000 fl., et une *école normale* qui coûtait plus de 40,000 florins. Ce dernier établissement sert pour élever des *instituteurs indigènes* et il en fournit douze par an.

Quant aux dépenses pour les cultes, le gouvernement a, depuis trois ans, fourni à 62 églises orthodoxes les objets nécessaires pour le culte.

M. le comte Louis Tisza, président. — Avant de passer aux détails, je crois pouvoir dire que la commission exprime ses remerciements pour ces intéressantes explications et qu'elle en prend acte avec reconnaissance.

Tous les titres du budget de la Bosnie et de l'Herzégovine sont ensuite votés sans changement.

L'empereur François-Joseph a reçu, le 16 octobre, à Buda-Pest, une députation de Mahométans Bosniaques (du district de Bihač) qui étaient venus protester de leur loyauté et remercier de la protection accordée aux Mahométans des provinces occupées.

Sa Majesté leur a adressé la réponse suivante :

« Je suis content que vous soyez venus m'assurer de votre loyauté et de votre dévouement. Je ne connais pas de distinction entre les confessions, chacun peut s'attacher à sa religion et chacun est égal devant la loi. C'est avec une vive joie que j'apprends que vous vous trouvez bien sous mon gouvernement et que vous êtes contents. J'accueille les assurances de votre dévouement, j'espère

que vous garderez toujours ces sentiments, de même que je vous accorderai toujours ma pleine protection. »

(Revue de l'Orient de Buda-Pest.)

BELGIQUE

Le 17 novembre, à la Chambre des représentants, une interpellation a été adressée au ministre des affaires étrangères, M. le prince de Chimay, par un député catholique de Gand, M. de Hemptinne, au sujet des conflits qui se produisent entre pêcheurs belges et pêcheurs anglais, dans la mer du Nord. M. de Hemptinne a réclamé la dénonciation de la convention de 1882 (1), à laquelle il reproche de favoriser les harenguiers anglais au détriment des chalutiers belges; il voudrait que le ministre ouvrit en même temps des négociations pour la conclusion d'une convention nouvelle. Le député libéral d'Ostende s'est prononcé, au contraire, pour le maintien de la convention, dont il demande seulement une application rigoureuse. L'inégalité entre la sévérité des tribunaux en Belgique contre les pêcheurs belges coupables de contraventions et l'absence de poursuites en Angleterre contre les pêcheurs anglais à la charge desquels des infractions sont relevées étant la principale cause de l'irritation des pêcheurs belges, qui s'est manifestée par les troubles d'août à Ostende.

M. le prince de Chimay a répondu qu'il n'y avait pas lieu de dénoncer la convention, alors que l'Angleterre se prête de fort bonne grâce à la recherche des modifications pouvant concilier les divers intérêts engagés. La dénonciation par la Belgique seule, alors que les autres puissances contractantes resteraient liées par la convention, aurait pour effet de placer la Belgique dans un isolement préjudiciable aux pêcheurs belges eux-mêmes. En ce qui concerne l'application de la convention, le gouvernement belge s'étant plaint de l'inégalité dans la répression, le gouvernement anglais a répondu que, jusqu'à présent, l'administration anglaise n'avait poursuivi qu'au cas d'infraction méchante constatée des contrevenants, mais que, désormais, les infractions seraient toutes déferées aux tribunaux.

En ce qui concerne les troubles mêmes d'Ostende, ils n'ont pu faire l'objet d'une discussion à la Chambre, l'instruction judiciaire n'étant pas close.

FRANCE

Par un décret en date du 3 novembre, M. Coustans, membre de la Chambre des députés, est envoyé, en mission temporaire, en Indo-Chine française pour exercer provisoirement les fonctions de gouverneur général (2).

La commission de la Chambre des députés, chargée d'examiner les propositions tendantes à l'établissement d'une taxe de séjour sur les ouvriers étrangers résidant en France, a tenu, le 31 octobre, une séance, dont le *Journal des Débats* a rendu compte en ces termes :

Nous rappellerons en quelques mots quel est à l'heure actuelle l'état des travaux de cette commission. Au début, les propositions dont elle était saisie avaient pour objet d'établir purement et simplement une taxe de séjour sur les ouvriers étrangers résidant en France. On a reconnu, depuis, que cette dispo-

(1) V. cette convention, *Archives*, 1884, III, p. 129.

(2) Cette nomination a été faite par application d'un important décret du 17 octobre dernier, réglant le régime administratif de l'Indo-Chine française. Nous le publierons dans la prochaine livraison en y joignant la discussion qu'il a provoquée au Sénat (Séance du 27 octobre).

sition législative serait contraire aux traités qui nous lient avec les autres puissances et qui veulent que les étrangers soient soumis en France aux mêmes droits que les Français.

La commission, en présence de cette objection, a décidé alors d'appliquer aux étrangers résidant en France, lorsqu'elle serait en vigueur, la taxe militaire créée par le projet de loi organique actuellement soumis aux Chambres, taxe que devront acquitter tous les citoyens exempts de service à quelque titre que ce soit. Il y aurait de la sorte égalité de traitement entre Français et étrangers.

La commission a été, par la suite, saisie d'une proposition de M. Steenackers, tendant à imposer une taxe de séjour non aux ouvriers eux-mêmes, mais aux patrons qui emploient des ouvriers étrangers.

M. Flourens, dans une longue lettre qu'il vient d'adresser à la commission, a fait connaître que cette proposition est contraire à la législation internationale, comme ayant pour conséquence d'entraver le travail des ouvriers étrangers. Tous les traités que nous avons contractés avec les pays étrangers contiennent en effet une clause portant que les nationaux des pays contractants « ont la faculté de résider, de voyager, d'exercer toute espèce d'industrie ou de métier, de faire le commerce en France sans payer d'autres droits que ceux perçus sur nos nationaux ou sur les ressortissants des nations les plus favorisées ».

Après avoir cité ce texte, le ministre des affaires étrangères fait observer que les patrons s'empresseront de ne plus occuper d'ouvriers étrangers dès que cette taxe sera établie, et que la conséquence sera un obstacle mis au travail de ces ouvriers.

La commission a renvoyé sa décision à une prochaine séance.

Elle s'est ensuite occupée d'une autre question non moins intéressante : celle des colporteurs et des marchands forains étrangers, exerçant en France.

A l'heure actuelle, ces industriels échappent à toutes les charges fiscales qui incombent aux colporteurs français. La patente qu'ils doivent se diviser en deux parties : un droit fixe, et un droit proportionnel fondé sur l'habitation et variant suivant la classe à laquelle appartient la commune où réside le colporteur.

Le colporteur étranger qui ne réside pas en France échappe donc au droit proportionnel. Quant au droit fixe, il n'est presque jamais perçu, le contrôleur des contributions chargé de donner la patente ne disposant d'aucun pouvoir de police pour constater l'identité du colporteur.

Le rapporteur de la commission, M. Pradon, après avoir signalé cette inégalité de traitement, a montré que la législation établie en Suisse, dans le canton de Vaud, pare à tous ces inconvénients. Il a proposé à la commission un certain nombre de mesures propres à y obvier, en assurant la perception des droits dus par les colporteurs.

M. Pradon propose d'établir sur ceux-ci une patente calculée d'après la moyenne du droit proportionnel d'habitation perçu sur les colporteurs étrangers. D'autre part, le maire serait autorisé à décerner la patente, à charge d'en référer au contrôleur des contributions. En même temps, les pouvoirs de police de ce magistrat lui permettraient de constater l'identité du colporteur et de l'obliger à acquitter les droits dont il est redevable.

La commission statuera ultérieurement.

Le dernier courrier de Mayotte nous a apporté le texte d'un nouveau Traité passé avec le Sultan d'Anjouan, et qui aplanit définitivement toutes les difficultés qu'on avait pu craindre de voir surgir dans cette partie des Comores.

Le Sultan d'Anjouan s'est placé, ainsi qu'on le sait, sous le protectorat de la France par le Traité du 21 avril 1886. Mais l'accord n'avait pu s'établir sur l'in-

interprétation à donner à cet acte, en raison des divergences graves qui existaient entre la version française et le texte souahéli.

Le Gouverneur de Mayotte vient d'obtenir que le texte français ferait seul foi et qu'en outre tous les différends qui pourraient s'élever entre citoyens français et anjouanais seraient, à l'avenir, réglés par un tribunal composé du résident ou de son délégué, d'un assesseur français et d'un assesseur anjouanais.

Enfin une école française sera créée à Moutsamoudou, dans un local fourni et entretenu par le Sultan.

Ces résultats font le plus grand honneur à M. Troupel, résident de France à Anjouan, qui a conduit les négociations avec beaucoup d'énergie et d'habileté.

(*Le Temps* du 21 novembre.)

Le Sultan de Tadjourah vient d'adresser au Président de la République française une lettre par laquelle il lui fait connaître que, sur les instances du Gouverneur d'Obock, il a aboli le commerce des esclaves dans ses Etats.

De nouvelles études vont être faites par le Gouvernement et la Compagnie des Messageries maritimes dans le port d'Obock, de façon à faciliter dans cette nouvelle possession française l'escale des navires.

Loi du 23 novembre (*Journal Officiel* du 26) :

Article unique. — Les dispositions de la loi du 5 juillet 1887 (1), modifiant le tableau A du tarif général des douanes sur les alcools étrangers (eaux-de-vie en bouteilles, eaux-de-vie autrement qu'en bouteilles, alcools autres), continueront d'avoir leur effet jusqu'au 29 février 1888.

A cette époque, les droits antérieurs à la loi du 5 juillet 1887 rentreront en vigueur s'il n'en a été autrement ordonné.

Le sous-secrétaire d'Etat de la Marine et des Colonies a adressé à MM. les Présidents des Chambres de commerce et des Chambres consultatives d'art et manufactures la lettre ci-dessous :

Messieurs,

J'ai l'honneur de vous adresser ci-joint, deux exemplaires du décret du 3 septembre 1887, rendu en exécution de l'article 47 de la loi de finances du 26 février dernier et qui est relatif au régime douanier de l'Indo-Chine française (V. plus haut, p. 179).

Il m'a paru nécessaire d'appeler spécialement votre attention sur la portée du nouveau règlement douanier qui présente, vous le savez, un réel intérêt pour le commerce national.

En vertu de l'article 3 du décret, les marchandises importées de France sont admises en franchise dans les vastes territoires qui composent l'Union douanière, c'est-à-dire en Cochinchine, au Cambodge, en Annam et au Tonkin.

En vue de donner satisfaction au commerce de la métropole, la franchise est étendue aux produits étrangers nationalisés en France par le paiement des droits du tarif conventionnel, sauf pour certains produits particuliers, tels que l'opium, les nids d'hirondelles, etc., qui sont frappés en Indo-Chine par le tarif spécial de taxes supérieures à celles de notre tarif général.

Les seules conditions imposées aux marchandises exportées de France pour bénéficier de l'exemption des droits de douane consisteront :

1^o Dans la production d'une expédition de cabotage délivrée par la douane française;

(1) V. *Archives*, 1887, III, p. 284.

2° Dans l'obligation du transport en droiture, dans le sens indiqué par le paragraphe 2 de l'article 3 du décret ci-joint.

Vous remarquerez que certains produits portés au tarif spécial sont taxés à un taux peu élevé ; c'est qu'il s'agit, dans ce cas, de marchandises qui n'intéressent pas notre production et que des considérations d'ordre politique commandaient de frapper légèrement.

D'autres produits, au contraire, sont frappés plus fortement qu'au tarif général, ou sont même l'objet d'une prohibition absolue ; par exemple, d'une part, les tissus de soie pure, qui supportent un droit de 10 et 20 0/0, bien qu'en France ils soient exempts, et, d'autre part, les sucres étrangers qui sont prohibés. Il résulte de cette dernière mesure que le marché indo-chinois est uniquement réservé à nos sucres indigènes et coloniaux.

Telles sont, Messieurs, les principales dispositions du nouveau règlement douanier appliqué à la Cochinchine, au Cambodge, à l'Annam et au Tonkin : selon le vœu de la loi du 27 février 1887, cet acte assure les plus grands avantages à l'industrie et au commerce français, et, à ce titre, est de nature à donner satisfaction aux revendications depuis longtemps formulées par les Chambres de commerce.

Je vous serai obligé de vouloir bien donner à cette circulaire et aux documents y annexés toute la publicité que vous jugerez utile aux intérêts de votre circonscription.

J'attacherai du prix à ce que, en m'accusant réception de cet envoi, vous vouliez bien me faire connaître les observations que le nouveau règlement douanier pourrait suggérer à la Chambre de commerce que vous présidez.

Recevez, Messieurs, les assurances de ma considération la plus distinguée.

*Le sous-secrétaire d'Etat de la marine
et des colonies,*
E. ETIENNE.

Voici, d'après les recensements opérés par les consuls et les documents statistiques, comment sont répartis, dans les diverses contrées du globe, les émigrants français :

En Angleterre, il y a 12,989 Français, 132 en Irlande, 38 en Ecosse, 2,870 à Jersey, 35,500 en Belgique, 1,546 en Hollande, 116 en Danemark, 54 en Suède et Norvège, 2,479 en Russie, 2,814 dans les Etats autrichiens, 1,429 en Allemagne, 5,000 en Prusse, 45,000 en Suisse, 4,713 en Italie, 10,642 en Espagne, 1,817 en Portugal, 269 en Grèce, 507 en Turquie d'Europe, 76 à Tripoli, 14,204 en Egypte, 105 au Maroc, 31 au Cap, 173 dans la Russie transcaucasienne, 1,726 dans la Turquie d'Asie, 51 en Perse, 923 dans les Indes anglaises, 19 à Pointe-de-Galles, 15 à Siam, 148 en Chine, 43 au Japon, 34 aux Philippines, 3,173 au Canada, 109,870 aux Etats-Unis, 442 à Haiti, 839 à Santiago-de-Cuba, 125 à Saint-Thomas, 441 à la Nouvelle-Grenade, 604 au Costa-Rica, au Guatemala et San-Salvador ; 1,495 au Venezuela, 592 au Brésil, 23,196 dans les Etats Argentins, 23,000 dans l'Uruguay et 1,650 au Chili.

Il faut ajouter à ce nombre les Français établis dans nos propres colonies, et nous arrivons au chiffre de 662,186 de nos nationaux fixés au dehors.

Cette liste remonte à 1884-85. Le Ministre des affaires étrangères vient d'inviter nos représentants à l'étranger à introduire les modifications survenues depuis cette époque. Ce travail devra être terminé avant la fin de l'année.

CHAMBRE DES DÉPUTÉS (*Séance du 7 novembre*) — Des observations ont été échangées au sujet d'un abordage survenu l'année dernière dans le port de Lisbonne.

M. Félix Faure. — Messieurs, le 24 décembre 1886, l'escadre anglaise, composée des cuirassés le *Monarch*, le *Minotaur*, l'*Iron-Duke* et l'*Agimour*, un

petit croiseur, se trouvait avec le *Sultan*, dans les eaux de Lisbonne. A 4 heures 45 minutes du matin, un steamer français qui procédait à ses opérations d'embarquement, et qui avait à bord les officiers de la douane portugaise et ses passagers, a été abordé par un cuirassé anglais et coulé en dix minutes.

Cette collision a causé la mort de 22 hommes de l'équipage sur 45 et de 9 passagers sur 19.

Je ne parle que pour mémoire de la perte matérielle subie par les citoyens français qui étaient propriétaires du navire et en grande partie du chargement.

La responsabilité du gouvernement britannique n'est pas douteuse à mon sens.

Le cuirassé le *Sultan* était mouillé sur une seule ancre, et c'est parce que la chaîne de cette ancre s'est rompue que ce navire a été entraîné par le courant et a pu aborder la *Ville-de-Victoria*.

Le gouvernement français a, je crois, immédiatement formulé vis-à-vis du gouvernement britannique des réclamations pour indemniser les victimes de cet accident.

Au début, les différents départements ministériels anglais paraissaient être d'accord pour accepter cette responsabilité, si j'en crois du moins tous les articles de journaux publiés en Angleterre. Des journaux maritimes et des journaux militaires, notamment le *Shipping and Mercantile*, l'*Army and Navy Gazette* et la *Saint-James Gazette*, dont vous connaissez l'autorité, déclaraient que le gouvernement britannique ferait mieux de s'exécuter sans retard plutôt que de provoquer des contestations qui seraient de nature à amener un malentendu dans les relations des deux pays.

Cependant, depuis le mois de décembre 1886, c'est-à-dire depuis près de onze mois, les victimes de l'accident n'ont pu obtenir satisfaction, et à la date du 2 août, si je m'en rapporte à un extrait du *Times* que j'ai entre les mains, l'honorable M. Gourley, député de Sunderland, crut devoir questionner à ce sujet le premier lord de l'amirauté.

Lord Georges Hamilton a répondu qu'après une enquête attentive l'amirauté n'admettait plus la responsabilité du cuirassé anglais.

Ce langage surprenant modifia-t-il les sentiments de notre ministre des affaires étrangères, je ne le pense pas ; toujours est-il que la réclamation se trouva dès lors limitée à obtenir du gouvernement anglais qu'il voulût bien consentir à soumettre l'affaire à un arbitrage.

C'est là une procédure à laquelle une nation civilisée ne peut se soustraire.

L'enquête, faite immédiatement après le sinistre, établit suffisamment les conditions dans lesquelles l'accident s'est produit, et de plus la législation britannique fixe les règles de l'indemnité due par le navire abordeur.

Elle est de 8 livres sterling lorsqu'il n'y a pas de victimes, et elle peut s'élever jusqu'à 14 livres sterling lorsqu'il y a des victimes. Le cuirassé *Sultan* jaugeant 9,200 tonneaux, l'action de la responsabilité pourrait donc s'exercer jusqu'à 3,220,000 fr. Pourtant, à la date du 2 août, le premier lord de l'amirauté répondait à l'honorable M. Gourley qu'il n'acceptait pas l'arbitrage.

Dans ces conditions, je me permets de demander à M. le ministre des affaires étrangères où en est cette affaire ; il importe de montrer que, aussi bien dans le Parlement français que dans le Parlement anglais, on s'occupe de ces questions. Il ne s'agit pas seulement de pertes matérielles subies par des citoyens français, mais il y a là des veuves et des orphelins qui ont droit à des indemnités ou tout au moins à l'arbitrage qu'ils réclament.

Or, messieurs, jusqu'à ce jour, les familles des victimes qui ont péri n'ont reçu aucune réponse à leurs justes demandes, et en ce qui touche la question d'arbitrage, je prie monsieur le ministre des affaires étrangères de vouloir bien indiquer à la Chambre où en sont les négociations et comment le gouvernement britannique a répondu aux propositions qui lui ont été faites.

M. Flourens, ministre des affaires étrangères. — Messieurs, comme le rappelait tout à l'heure l'honorable M. Félix Faure, il y aura bientôt un an qu'un

navire de commerce français, dans le port de Lisbonne, était abordé et coulé à pic par un navire de la marine royale britannique.

Il y a un an que cette catastrophe s'est produite et, jusqu'à ce jour, le Gouvernement de la République n'a pu obtenir le règlement des indemnités qu'il considère comme dues aux héritiers des victimes qui ont trouvé la mort dans cette catastrophe ou à ceux qui y ont survécu.

Il y a là certainement un fait grave; je comprends qu'il ait préoccupé l'honorable M. Félix Faure, mais je le prie de croire qu'il ne préoccupe pas moins vivement le Gouvernement.

Cependant, j'ai la satisfaction de pouvoir annoncer à la Chambre que l'affaire me paraît aujourd'hui, — par suite d'une communication de notre ambassadeur à Londres que j'ai reçue à la date d'hier — sur le point d'entrer dans une nouvelle phase, dans une voie propre à conduire à une solution satisfaisante. Avant tout, je crois qu'il y a un intérêt sérieux à ce que, soit dans cette Chambre, soit au dehors, l'opinion publique ne se méprenne pas sur le caractère et sur la nature du débat qui s'est engagé entre les gouvernements anglais et français.

Dès que la nouvelle de la catastrophe dont a été victime le navire la *Ville-de-Victoria* est parvenue au gouvernement anglais, lord Salisbury a chargé l'ambassadeur de la Grande-Bretagne à Paris de venir, au nom de son Gouvernement, me porter l'expression de ses profonds regrets.

Un membre à gauche. — Cela ne suffit pas! c'est platonique!

M. le ministre des affaires étrangères. — Cela ne suffit pas, sans doute, mais il y a aussi les égards que deux grandes nations se doivent entre elles et qu'elles doivent à leurs nationaux. Je tiens à établir qu'il n'y a pas été manqué. (Interruptions à droite.)

Se plaçant sur le terrain de l'équité et de l'humanité, lord Salisbury a proposé au gouvernement français d'allouer, à titre de provision, aux victimes de cet accident, auxquelles leur état de pénurie ne permettait pas d'attendre le règlement des indemnités à allouer à l'amiable ou l'issue des procès à engager, des allocations alimentaires.

Les règles de l'humanité ont été ainsi observées.

Mais sur le terrain du droit, le gouvernement de la Grande-Bretagne nous a opposé une double objection.

Il a fait valoir d'une part que, d'après un avis du conseil d'amirauté, l'accident dont a été victime la *Ville-de-Victoria* était dû à un cas de force majeure, à une crue subite du Tage, dont la soudaineté et l'impétuosité auraient été telles qu'elles auraient dépassé la prévoyance humaine.

M. le baron de Soubeyran. — Cela est contesté absolument; l'enquête a constaté le contraire.

M. le ministre. — Je vais vous le dire tout à l'heure; mais je vous prie de me laisser exposer les faits.

D'autre part, le gouvernement de la Grande-Bretagne a soutenu que, d'après les usages qui ont force de loi de l'autre côté du détroit, en cas d'avaries causées par un abordage, et en cas d'accident de mer, l'action doit être intentée non contre le propriétaire, mais contre le commandant du navire. Il nous a dit que par conséquent ceux qui avaient à poursuivre des réparations civiles ou à réclamer des indemnités, devaient s'adresser au commandant du vaisseau de guerre britannique qui était prêt à soutenir l'instance.

Le Gouvernement français n'a pas accepté, et ne pouvait pas accepter cette thèse.

Il a fait observer, d'une part, que l'avis du conseil de l'amirauté, quelle que soit l'autorité qui puisse s'attacher à cette haute juridiction, n'était, en définitive qu'un avis administratif, qui ne pouvait pas avoir le caractère d'une décision contradictoire, d'une décision émanant d'une autorité judiciaire; qu'il n'était pas opposable aux tiers intéressés; qu'il n'était pas admissible qu'un avis du conseil d'amirauté pût être considéré comme un arrêt définitif rejetant les réclamations des victimes et des autres intéressés qui n'avaient été, devant lui,

ni appelés, ni entendus; que, du reste, les constatations du conseil d'amirauté se trouvaient, comme le disait tout-à-l'heure l'honorable M. de Soubeyran, en contradiction avec les constatations de l'enquête faite sur les lieux par les autorités compétentes, en présence des témoins mêmes de l'accident; que, par conséquent, l'avis du conseil d'amirauté, dans la pensée du Gouvernement français, ne pouvait pas nous être opposé.

En ce qui concerne l'action engagée contre le commandant du navire, nous avons objecté au Gouvernement anglais que cette action pouvait et devait être — étant données les circonstances de l'affaire — ou entièrement, ou du moins pour une notable partie complètement illusoire.

En effet, ce qui résulte des constatations relevées jusqu'à ce jour par l'enquête, c'est que l'accident est imputable surtout aux vices et aux défauts de l'outillage mis à la disposition du commandant du navire anglais. Les tribunaux anglais, dont je n'entends nullement suspecter ici l'impartialité, comme tous les tribunaux, en vertu des principes généraux du droit, en vertu de l'universelle équité, ne peuvent pas condamner un commandant pour des faits qui ne sont imputables ni à son fait, ni à sa faute, ni à sa négligence.

Si le navire qui a causé l'avarie avait été un navire de commerce, avons-nous fait observer au Gouvernement anglais, les autorités françaises auraient pu demander et obtenir que l'embargo fût mis sur le vaisseau, auteur de l'avarie, qu'il restât comme garant des indemnités à réclamer au profit des victimes et des réparations civiles dues aux propriétaires, armateurs et assureurs du bâtiment avarié. Alors la poursuite aurait été engagée immédiatement devant la juridiction portugaise, dont l'impartialité, puisqu'elle n'appartient ni à l'une ni à l'autre des nations en cause, ne pouvait être suspectée par personne; cette poursuite aurait eu lieu en présence des témoins de la catastrophe, sur le lieu même de l'accident, alors que le souvenir des faits était présent à tous les esprits, en un mot avec un ensemble de garanties que ne pourraient aucunement obtenir les demandeurs, si on les obligeait à poursuivre leur action devant la juridiction britannique. Par conséquent, le Gouvernement français se trouve moralement engagé à soutenir par la voie diplomatique les intérêts de ses nationaux si gravement compromis et à suppléer, par son appui et son énergie intervention, à l'insuffisance de garanties qui pourrait résulter pour eux de ce fait que l'auteur de l'accident, étant un navire de guerre, a profité des immunités dont peuvent seuls exciper les navires de guerre.

Voilà, messieurs, quelle a été l'attitude du Gouvernement français. Je crois que vous n'aurez pas de reproches à élever contre lui.

Maintenant, je dois ajouter que le Gouvernement anglais ayant cru devoir se maintenir sur le terrain que j'ai exposé tout à l'heure, par esprit de conciliation, le Gouvernement français a proposé de recourir à la voie de l'arbitrage. L'arbitrage entre de plus en plus dans les habitudes et dans les pratiques du droit international, et je crois que c'est la meilleure solution à donner aux conflits qui s'élèvent entre différentes nationalités, que c'est la plus propre à sauvegarder et les principes du droit et les susceptibilités légitimes des peuples.

Nous avons donc demandé au Gouvernement anglais de recourir à la voie de l'arbitrage, et les derniers renseignements que je viens d'obtenir me font espérer que le Gouvernement anglais va enfin consentir à entrer dans cette voie. Tout ce que je puis garantir pour le moment à la Chambre, c'est que je ne perdrai pas de vue cette affaire, et que je mettrai tout mon zèle à défendre les intérêts de nos nationaux gravement lésés. (Applaudissements sur un grand nombre de bancs.)

M. le président. — La parole est à M. Félix Faure.

M. Félix Faure. — Messieurs, je remercie M. le ministre des affaires étrangères des paroles qu'il a bien voulu prononcer à cette tribune et de l'énergie qu'il a apportée dans cette affaire. Je dois seulement rappeler à la Chambre que depuis dix mois les victimes attendent et je veux établir un parallèle entre le retard apporté par le Gouvernement britannique dans le règlement de l'acci-

dent causé par le cuirassé le *Sultan* et l'empressement mis par le Gouvernement de la République dans un fait de même nature. Au mois d'août dernier, c'est-à-dire il y a deux mois, dans le port du Havre, un navire anglais, *Port Gordon*, a été abordé par le transport de l'Etat français la *Caravane*. Le *Port Gordon* ayant subi des avaries, immédiatement et sans attendre même les réclamations, l'administration française a fait faire, à ses frais, toutes les réparations utiles, a attribué aux armateurs anglais une indemnité fort raisonnable, et a fait remorquer le navire anglais jusqu'à Cardiff, port où il devait être chargé pour la Californie.

M. Dureau de Vaulcomte. — C'est à l'honneur de notre Gouvernement.

M. Félix Faure. — Certainement, si je cite le fait, c'est pour établir une comparaison entre les délais qu'on nous oppose de l'autre côté du détroit et ce que nous avons fait nous-mêmes.

Et ces détails intéressent, non seulement les citoyens atteints dans leur fortune, mais encore des veuves et des orphelins, enfin il y a là une question de dignité nationale, puisqu'il s'agit en effet de savoir si un navire portant nos couleurs pourra être abordé et coulé sans obtenir la réparation à laquelle il a droit dans des délais raisonnables.

— L'incident est clos.

Conventions anglo-françaises concernant le Canal de Suez, les Nouvelles-Hébrides et les îles Sous-le-Vent.

Elles ont été signées, le 28 octobre, à Paris, par M. Flourens, ministre des affaires étrangères et par M. Egerton, chargé d'affaires de la Grande-Bretagne.

Neutralisation du Canal de Suez.

La Conférence, qui a siégé à Paris en 1885 et dont nous avons publié les travaux, avait arrêté un projet de traité (*Archives*, 1886, II, p. 48) qui est maintenu en grande partie.

Les trois premiers articles restent les mêmes; en voici le texte :

Article premier. — Le canal maritime de Suez sera toujours libre et ouvert, en temps de guerre comme en temps de paix, à tout navire de commerce ou de guerre, sans distinction de pavillon.

En conséquence, les Hautes Parties contractantes conviennent de ne porter aucune atteinte au libre usage du canal, en temps de guerre comme en temps de paix.

Le canal ne sera jamais assujéti à l'exercice du blocus.

Art. 2. — Les Hautes Parties contractantes, reconnaissant que le canal d'eau douce est indispensable au canal maritime, prennent acte des engagements de S. A. le Khédive envers la Compagnie du canal de Suez en ce qui concerne le canal d'eau douce.

Elles s'engagent à ne porter aucune atteinte à la sécurité de ce canal et de ses dérivations, dont le fonctionnement ne pourra être l'objet d'aucune tentative d'obstruction.

Art. 3. — Les Hautes Parties contractantes s'engagent de même à respecter le matériel, les établissements, constructions et travaux du canal maritime et du canal d'eau douce.

L'article 4 disparaît et est remplacé par le suivant rédigé en partie avec l'ancien article 5 :

Art. 4. — Le canal maritime restant ouvert en temps de guerre comme passage libre même aux navires de guerre des belligérants aux termes de l'article 1^{er} du présent traité, les Hautes Parties contractantes conviennent

qu'aucun droit de guerre, aucun acte d'hostilité ou aucun acte ayant pour but d'entraver la libre navigation du canal ne pourra être exercé dans le canal et ses ports d'accès, ainsi que dans un rayon de trois milles marins de ses ports, alors même que la Porte serait l'une des puissances belligérantes. Les bâtiments de guerre des belligérants ne pourront, dans le canal et ses ports d'accès, se ravitailler ou s'approvisionner que dans la limite strictement nécessaire. Le transit desdits bâtiments par le canal s'effectuera dans le plus bref délai d'après les règlements en vigueur et sans autre arrêt que celui qui résulterait des nécessités du service. Leur séjour à Port-Saïd et dans la rade de Suez ne pourra dépasser vingt-quatre heures, sauf le cas de relâche forcée. En pareil cas ils seront tenus de partir le plus tôt possible. Un intervalle de vingt-quatre heures devra toujours s'écouler entre la sortie d'un port d'accès d'un navire belligérant et le départ d'un navire appartenant à la puissance ennemie.

L'ancien article 6 devient l'article 5 et est ainsi modifié :

Art. 5. — En temps de guerre, les puissances belligérantes ne débarqueront et ne prendront, dans le canal et ses ports d'accès, ni troupes, ni munitions, ni matériel de guerre.

Mais dans le cas d'un empêchement accidentel dans le canal, ou pourra embarquer ou débarquer dans les ports d'accès des troupes fractionnées par groupe n'excédant pas 4,000 hommes avec le matériel de guerre correspondant.

Les articles 7, 8, 9, 10, 11, 12 deviennent les articles 6, 7, 8, 9, 10 et 11 et subissent quelques corrections :

Art. 6. — Les prises seront soumises, sous tous les rapports, au même régime que les navires de guerre des belligérants.

Art. 7. — Les puissances ne maintiendront dans les eaux du canal (y compris le lac de Timsah et les lacs Amers) aucun bâtiment de guerre.

Toutefois, dans les ports d'accès de Port-Saïd et de Suez, elles pourront faire stationner des bâtiments de guerre, dont le nombre ne devra pas excéder deux pour chaque puissance.

Ce droit ne pourra être exercé par les belligérants.

Art. 8. — Les représentants en Egypte des puissances signataires du présent traité seront chargés de veiller à son exécution. En toute circonstance qui menacerait la sécurité ou le libre passage du canal, ils se réuniront sur la convocation de leur doyen, pour procéder aux constatations nécessaires.

Ils feront connaître au gouvernement khédivial le danger qu'ils auront reconnu, afin que celui-ci prenne les mesures propres à assurer la protection et le libre usage du canal. En tout état de cause, ils se réuniront une fois par an, pour constater la bonne exécution du traité. Ils réclameront notamment la suppression de tout ouvrage ou la dispersion de tout rassemblement qui, sur l'une ou l'autre rive du canal, pourrait avoir pour but ou pour effet de porter atteinte à la liberté et à l'entière sécurité de la navigation.

Art. 9. — Le gouvernement égyptien prendra, dans la limite de ses pouvoirs, tels qu'ils résultent des firmans, et dans les conditions prévues par le présent traité, les mesures nécessaires pour faire respecter l'exécution dudit traité.

Dans le cas où le gouvernement égyptien ne disposerait pas de moyens suffisants, il devra faire appel à la Sublime Porte, laquelle se concertera avec les autres puissances signataires de la Déclaration de Londres du 17 mars 1885, en vue d'arrêter, d'un commun accord, les mesures à prendre pour répondre à cet appel.

Les prescriptions des articles 4, 5, 7 et 8 ne feront pas obstacle aux mesures qui seront prises en vertu du présent article.

Art. 10. — De même, les prescriptions des art. 4, 5, 7 et 8 ne feront pas

obstacle aux mesures que S. M. le Sultan et S. A. le Khédive, au nom de S. M. I. et dans la limite des firmans concédés, seraient dans la nécessité de prendre pour assurer la défense de l'Egypte et le maintien de l'ordre public.

Dans le cas où S. M. I. le Sultan ou S. A. le Khédive se trouverait dans la nécessité de se prévaloir des exceptions prévues par le présent article, les puissances signataires de la Déclaration de Londres en seraient avisées.

Art. 11. — Les mesures qui seront prises dans les cas prévus par les art. 8 et 10 du présent traité ne devront pas faire obstacle au libre usage du canal.

Dans ces mêmes cas, l'érection de fortifications permanentes, *élevées contrairement aux dispositions de l'art. 8*, demeure interdite.

Les art. 13, 14, 15, 16 et 17 restent les mêmes et deviennent les art. 12, 13, 14, 15 et 16.

Art. 12. — Les Hautes Parties contractantes conviennent, par application du principe d'égalité en ce qui concerne le libre usage du canal, principe qui forme l'une des bases du présent traité, qu'aucune d'elles ne recherchera, par rapport au canal, d'avantages territoriaux ou commerciaux, ni de privilèges dans les arrangements internationaux qui pourront intervenir.

Sont d'ailleurs réservés les droits de la Turquie comme puissance territoriale.

Art. 13. — En dehors des obligations prévues expressément par les clauses du présent traité, il n'est porté aucune atteinte aux droits souverains de S. M. I. le Sultan et aux droits et immunités de S. A. le Khédive, tels qu'ils résultent des firmans.

Art. 14. — Les Hautes Parties contractantes conviennent que les engagements résultant du présent traité ne seront pas limités par la durée des actes de concession de la Compagnie universelle du canal de Suez.

Art. 15. — Les stipulations du présent traité ne font pas obstacle aux mesures sanitaires en vigueur en Egypte.

Art. 16. — Les Hautes Parties contractantes s'engagent à porter le présent traité à la connaissance des Etats qui ne l'ont pas signé en les invitant à y accéder.

LES NOUVELLES-HÉBRIDES.

Quant aux Nouvelles-Hébrides, l'accord intervenu confirme les engagements pris en 1878 et en 1883 par la France et l'Angleterre. Le 15 janvier 1878, M. le duc d'Harcourt, ambassadeur de France à Londres, adressait à M. le comte de Derby une lettre dans laquelle il faisait allusion à l'émotion causée en Australie par la nouvelle donnée par les journaux de la Nouvelle-Calédonie que la France allait annexer les Nouvelles-Hébrides. La lettre de M. d'Harcourt se terminait ainsi :

« Sans attacher à ce mouvement de l'opinion une très grande importance, mon gouvernement tient toutefois à déclarer que, pour ce qui le concerne, il n'a pas le projet de porter atteinte à l'indépendance des Nouvelles-Hébrides, et il serait heureux de savoir que, de son côté, le gouvernement de Sa Majesté est également disposé à les respecter.

Signé : D'HARCOURT. »

Le 26 février suivant, le comte de Derby adressait la lettre suivante à M. d'Harcourt :

Foreign Office, 26 février 1878.

« Monsieur l'ambassadeur,

« En réponse à la note que Votre Excellence m'a fait l'honneur de m'adresser le 18 courant, disant, à propos de certains articles qui avaient paru dans les journaux d'Australie, que le gouvernement français n'avait aucunement l'intention de s'immiscer dans l'indépendance des Nouvelles-Hébrides et demandant une déclaration équivalente de la part du gouvernement de Sa Majesté

britannique, j'ai l'honneur d'informer Votre Excellence que le gouvernement de Sa Majesté n'a aucune intention de proposer une mesure au Parlement en vue de changer les conditions d'indépendance dont jouissent aujourd'hui les Nouvelles-Hébrides.
Signé : DERBY. »

Le 27 août 1883, le comte Granville prenait le même engagement, ainsi qu'il ressort du passage suivant d'une lettre qu'il adressait à lord Lyons :

Foreign Office, 27 août 1883.

« Enfin, je n'hésite pas à vous prier de déclarer au gouvernement français, de la part du gouvernement de Sa Majesté, que celui-ci considère les déclarations de 1873, concernant les Nouvelles-Hébrides, comme restant pleinement en vigueur. »

La nouvelle convention confirme ces engagements, elle est ainsi conçue :

Article premier. — Le gouvernement de Sa Majesté britannique consent à procéder à l'abrogation de la déclaration de 1847, relative au groupe des îles Sous-le-Vent de Taïti, aussitôt qu'aura été mis à exécution l'accord ci-après formulé pour la protection, à l'avenir, des personnes et des biens aux Nouvelles-Hébrides, au moyen d'une Commission mixte.

Art. 2. — Une Commission navale mixte, composée d'officiers de marine appartenant aux stations française et anglaise du Pacifique, sera immédiatement constituée; elle sera chargée de maintenir l'ordre et de protéger les personnes et les biens des sujets français et britanniques dans les Nouvelles-Hébrides.

Art. 3. — Une déclaration à cet effet sera signée par les deux gouvernements.

Art. 4. — Les règlements destinés à guider la Commission seront élaborés par les deux gouvernements, approuvés par eux et transmis aux commandants français et anglais des bâtiments de la station navale du Pacifique, dans un délai qui n'excédera pas quatre mois à partir de la signature de la présente convention, s'il n'est pas possible de le faire plus tôt.

Art. 5. — Dès que ces règlements auront été approuvés par les deux gouvernements et que les postes militaires français auront pu, par suite, être retirés des Nouvelles-Hébrides, le gouvernement de Sa Majesté britannique procédera à l'abrogation de la déclaration de 1847. Il est entendu que les assurances relatives au commerce et aux condamnés qui sont contenues dans la note verbale du 24 octobre 1883, communiquée par M. de Freycinet à lord Lyons, demeureront en pleine vigueur.

LES ÎLES SOUS-LE-VENT¹(Océanie).

La question des « îles Sous-le-Vent » est si peu connue que quelques mots d'explication nous paraissent utiles. Les groupes dont il s'agit sont incontestablement des dépendances de Taïti; mais lorsque, en 1842, la France a établi son protectorat sur les îles de l'archipel de la Société, l'Angleterre a assailli le gouvernement français de réclamations, et l'on avait signé, en 1847, avec elle, une convention dans les termes suivants :

« Sa Majesté la reine du Royaume-Uni de la Grande-Bretagne et d'Irlande et Sa Majesté le roi des Français, désirant mettre fin à une cause de discussion entre leurs gouvernements respectifs au sujet des îles de l'Océan Pacifique, mentionnées ci-dessous, ont jugé bon de prendre l'engagement réciproque :

« 1^o De reconnaître formellement l'indépendance des îles de Hu-Aheine, de Raiatea et de Bora-Bora, situées sous le vent de Taïti, et des petites îles adjacentes qui dépendent de cette dernière;

« 2^o De ne jamais prendre possession des susdites îles, de l'une ou de plusieurs

d'entre elles, soit d'une façon effective sous le titre de protectorat, soit sous quelque forme que ce soit ;

« 3° De ne jamais reconnaître que la souveraineté d'un chef ou d'un prince de Taïti puisse s'étendre en même temps sur une ou plusieurs des îles mentionnées ci-dessus, ou bien qu'un chef ou un prince régnant sur une ou plusieurs de ces dernières îles puisse en même temps régner à Taïti, l'indépendance réciproque des îles mentionnées ci-dessus et de l'île de Taïti et dépendance étant acceptée en principe. »

Cette convention fut signée, à Londres, le 19 juin 1847, par M. de Jarnac, alors ambassadeur de France, et lord Palmerston.

Par l'arrangement qui vient d'être conclu, cette convention est abrogée; l'Angleterre reconnaît la souveraineté de la France sur ces îles. Cet arrangement met fin à une situation anormale qui a soulevé de nombreuses difficultés.

GRANDE-BRETAGNE

La *Gazette de Londres* (journal officiel) annonce l'établissement du protectorat anglais sur les territoires situés entre Lagos et la rive occidentale du Rio del Rey ainsi que de tous les territoires du bassin du Niger et de ses affluents actuellement administrés par la Société royale du Niger.

Le 9 novembre, a eu lieu le banquet annuel du lord-maire. Voici les passages les plus importants du discours prononcé par le marquis de Salisbury, chef du cabinet et secrétaire d'Etat pour les affaires étrangères.

Lord Salisbury a commencé par rappeler qu'au banquet de l'année dernière, il avait prédit au lord-maire précédent que son année de service serait une période de paix.

Je suis heureux de constater — a dit ensuite l'orateur — que ma prophétie s'est réalisée. Pendant l'année qui vient de s'écouler, nous n'avons pas eu d'incidents sérieux ou menaçants en matière de politique extérieure.

En premier lieu, nous avons réglé la question des frontières afghanes par un arrangement conclu avec l'empereur de Russie, et cet arrangement est de nature à donner satisfaction aux deux parties contractantes. Je puis ajouter que l'arrangement a été accepté sans objections par notre allié, l'émir de l'Afghanistan.

Cette après-midi, je viens de recevoir une autre nouvelle qui écarte, elle aussi, tout danger d'un conflit dans l'Asie centrale. J'ai appris que le prétendant Ayoub-Khan, qui aurait pu produire ce conflit, vient de faire sa soumission au gouvernement des Indes.

Nous avons aussi réussi à arriver à une entente avec le gouvernement français au sujet du canal de Suez et des Nouvelles-Hébrides.

Je dois dire toutefois que, ni dans la question afghane, ni dans celles du canal de Suez et des Nouvelles-Hébrides, je n'attache une importance extrême aux stipulations mêmes que nous avons acceptées.

A mon avis, la seule chose importante dans le règlement de ces questions est que, grâce à lui, tout désaccord entre l'Angleterre et la Russie, d'une part, et la France de l'autre, se trouve aplani et le maintien de la paix assuré.

A part ces questions déjà réglées, nous avons aussi bon espoir d'arriver à une entente avec les Etats-Unis sur la vieille question des pêcheries. Le règlement de cette question a été confié à l'un des plus éminents hommes politiques de notre pays, à M. Chamberlain.

Lord Salisbury a constaté ensuite que, malgré le maintien de la paix euro-

péenne, il existe, aussi bien en Angleterre que dans les autres Etats de l'Europe, un certain malaise.

Je ne vois rien dans le domaine diplomatique qui puisse justifier ce malaise. Mais aussi longtemps que de grandes nations conserveront des armées énormes et dépenseront de plus en plus des sommes considérables, chaque année, pour payer des armes, dont elles se serviront, le cas échéant, aussi longtemps qu'existera cette lutte dans les armements, il est inutile d'espérer qu'une tranquillité parfaite règne sur le monde.

Mais cet état de choses offre une compensation. La puissance terrible que la science moderne a donnée aux armes de guerre, ainsi que la force redoutable que possèdent certains hommes puissants, doit faire hésiter ces derniers. Ils sentent que le pouvoir de destruction, qui dépend d'un seul mot prononcé par eux, est si grand, et la responsabilité qui leur incombe si grave, qu'à cause de cela même les garanties de la paix, j'en suis certain, ne sont pas moins sérieuses que dans les temps passés où les armes de guerre étaient peu dangereuses et la guerre un passe-temps que l'on pouvait se donner aisément à bon marché.

Je ne crois pas qu'il y ait une justification quelconque au malaise dont je viens de parler. On disait et on croyait autrefois qu'il n'y aurait de guerres qu'entre gouvernants et que les peuples vivraient toujours en paix. J'ai la conviction que le contraire est plutôt vrai aujourd'hui. Je crois que tout gouvernant dans le monde, tout premier ministre, tout souverain — et il faut placer au rang des souverains les présidents de républiques, tels que M. Grévy et M. Cleveland — je crois que tout souverain et tout premier ministre, aujourd'hui, est animé du désir sincère de maintenir la paix. S'il y a un danger possible à l'avenir, il provient d'une autre cause, il provient des passions et des sentiments populaires.

Quant à nous, nous n'avons pas de plus vif désir que celui de voir la paix maintenue.

Nous voulons maintenir tous les traités souscrits et acceptés par l'Europe, respecter l'indépendance de tous les peuples.

C'est là la politique traditionnelle de l'Angleterre ; cette politique ne changera pas, et je crois que l'Angleterre n'est pas seule à désirer son maintien.

Nous avons lu dernièrement les discours d'hommes distingués, les discours des ministres des affaires étrangères d'Autriche et d'Italie, deux pays auxquels nos sympathies sont profondément attachées et dont les intérêts sont, sous plusieurs rapports, étroitement liés aux nôtres.

Nous avons lu leurs discours qui ont encouragé l'Europe à espérer que la paix ne sera pas troublée, et je crois pouvoir affirmer qu'eux aussi partageant les vues que je viens d'exposer devant vous et qui sont celles de la politique anglaise.

Ils ont exprimé, non sans justesse et sans fondement, l'espoir et la croyance qu'ils auraient pour eux la sympathie de l'Angleterre. Cette sympathie, j'en suis sûr, ne leur fera pas défaut.

Toute l'influence dont dispose l'Angleterre sera consacrée aux nations dont les efforts sont dirigés vers le maintien de la liberté, de la légalité et de la paix.

A la fin de son discours, le chef du cabinet a parlé des affaires intérieures et notamment des mesures prises pour le rétablissement de l'ordre en Irlande.

En ce qui concerne les questions intérieures — a conclu l'orateur — nous avons fait tout notre possible pour faire triompher les mesures que nous avions promises et qu'il reste encore au Parlement à faire sortir de ses discussions.

Combien de temps faudra-t-il encore pour voir ces mesures adoptées ? C'est là une question de parlementarisme, et je ne doute pas que, lorsque les Chambres jugeront que leur activité est nécessaire au bien du pays, elles ne fassent tous leurs efforts pour être à la hauteur de la situation.

Déjà le Parlement a fait son devoir en ce qui concerne l'Irlande, où le gouvernement désire voir la paix, la liberté et la prospérité rétablies. Nous avons la conviction que nous aurons l'appui de toute l'Angleterre dans la tâche que nous nous sommes imposée.

ITALIE

Le Parlement italien a été ouvert, le 16 novembre, par un discours du roi Humbert, dont voici les principaux passages :

Messieurs les sénateurs,

Messieurs les députés,

La patrie, dont le nom nous unit tous, que tous nous aimons également, vous a appelés ici pour commencer un nouveau travail législatif qui la servira et vous honorera.

Mon cœur exulte. L'Italie, forte par les armes, sûre dans ses alliances, en bonnes relations avec tous les gouvernements, continue sa course ascendante. Dans la famille des grands Etats, elle va maintenant de pair avec les premiers, et elle ne craint plus de descendre.

Dans cette confiance, dans cette concorde des âmes, le Parlement peut, sans préoccupations, consacrer aux affaires intérieures de l'Etat tous ses soins et tout son zèle.

Le pays attend avec impatience un certain nombre de réformes qui ne pourraient être différées plus longtemps.

Suit l'exposé des réformes projetées :

Le gouvernement présentera des lois pour la réorganisation des ministères, pour la réforme de l'administration des communes et des provinces, pour un Code pénal uniforme dans toute l'Italie, pour la réforme radicale du système pénitentiaire, pour l'institution d'une cour de cassation-unique, pour l'amélioration de l'instruction des adolescents, pour un code sanitaire, pour des dispositions protégeant la spontanéité et, dans les limites du possible, le sort des émigrants, ainsi que d'autres projets pour la diffusion de l'épargne dans les classes ouvrière et agricole, et afin que le crédit, au moyen de la réorganisation des instituts d'émission et de la circulation fiduciaire, puisse anticiper sur la fortune de l'avenir sans compromettre la fortune présente.

Le discours continue ainsi :

Le dernier exercice s'est trouvé grevé d'une augmentation de dépenses pour l'armée et la marine, sans que néanmoins l'équilibre financier en ait été troublé. Quant à l'exercice courant, vous avez dû pourvoir à une nouvelle et transitoire augmentation de dépenses pour l'armée et pour les travaux publics.

Il faut liquider le passé et régler les mesures d'avenir, de façon que, lorsqu'on aura surmonté les difficultés actuelles, tout autre recours au crédit public pour de nouveaux chemins de fer puisse être restreint aux limites les plus étroites et les plus nettes.

Si, comme j'en ai la pleine confiance, la paix est maintenue, toutes les dépenses militaires extraordinaires ne figureront plus à l'exercice futur. Alors nous pourrions donner à nos finances une assiette inébranlable.

Armée et marine, grâce à vos soins assidus, deviennent toujours plus fortes et maintenant ne réclament plus qu'un petit nombre de lois, parmi lesquelles une sur l'avancement : elles vous seront prochainement présentées.

Toujours plus instruits dans leur métier, prêts à accourir où le prestige des armes nationales ou la charité envers leurs semblables les appellent, nos soldats et nos marins consolident et symbolisent l'unité de la patrie et sont un exemple d'abnégation, l'espoir des destins triomphants.

Je puis l'attester avec orgueil ; et c'est l'âme confiante, avec une sollicitude de chef et de père, que je vois en Afrique soldats et marins et que je leur envoie mon salut et celui de la patrie.

Voici enfin la conclusion très remarquée du discours royal :

Messieurs les sénateurs,
Messieurs les députés,

Tous les désirs, tous mes efforts et ceux de mon gouvernement ont aujourd'hui pour but la conservation de cette paix — paix du fort — qui nous est indispensable pour l'accomplissement de toute réforme civile et la réalisation de ce bien-être du peuple qui est notre vœu le plus cher. D'autres Etats d'Europe concordent sincèrement avec nous dans ce désir, dans ce besoin de paix ; et là aussi, hors d'Europe, où le soldat italien, même en tombant, a prouvé à l'ennemi la valeur italienne, là où nous nous préparons justement à la lutte, nous cherchons une paix conforme à notre droit.

Mais l'Italie n'est pas seulement dans le monde un élément de paix ; elle est aussi un élément de civilisation et de justice. Ce sont ces principes qui l'ont créée, qui constituent sa force et forment l'objet de sa mission. Victor-Emmanuel, en un jour solennel, a rappelé comment le Piémont, bien que n'ayant qu'un petit territoire, a été grand par les idées qu'il représentait. L'Italie d'aujourd'hui n'a, ne peut avoir un idéal moins élevé. C'est seulement en restant fidèle aux principes auxquels la nation doit sa vie et ma maison sa gloire, c'est seulement en restant unis dans la voie de la liberté, que les sympathies des peuples et les récompenses de la fortune ne manqueront jamais à l'Italie.

MEXIQUE

Le Congrès a été ouvert le 15 septembre. Le Président, le général Porfirio Diaz, lui a adressé un Message d'où nous extrayons la partie consacrée aux relations extérieures :

Messieurs les Députés,
Messieurs les Sénateurs,

Je suis grandement heureux de vous voir réunis pour reprendre vos augustes travaux, aujourd'hui que je me présente de nouveau devant vous pour vous rendre compte de l'état de la chose publique.

AFFAIRES ÉTRANGÈRES

En général, nos relations avec les gouvernements des autres nations n'ont pas cessé d'être amicales et se maintiennent dans l'heureuse situation dont j'ai parlé en avril dernier. La même harmonie règne dans nos rapports avec les Etats-Unis d'Amérique, et s'il surgit des plaintes diplomatiques au sujet d'intérêts de particuliers qui se croient lésés, cela provient du contact qui existe entre les deux pays, contact que resserre chaque jour davantage le trafic des chemins de fer, destiné d'ailleurs à procurer des avantages sérieux aux deux nations.

La convention télégraphique passée avec le Guatemala a été promulguée en son temps ; elle a commencé à s'exécuter, fournissant de sérieux avantages au commerce et au public en général.

Sur la demande du gouvernement de ce pays et comme une preuve de nos sentiments d'amitié, à son égard, on a interné à vingt lieues de la frontière plusieurs guatémaliens accusés de conspirer contre l'ordre public dans leur pays ; l'exécutif a dû en appeler à la menace de faire usage contre eux de la

aculté consignée dans l'art. 33 de la constitution, ne se croyant pas autorisé à agir d'une autre manière.

Le deuxième secrétaire de notre légation dans le Centre-Amérique a été victime d'une attaque criminelle de la part d'un citoyen du Guatemala. Le délinquant ayant été condamné à une peine très inférieure à celle marquée par les lois, notre ministre a reçu des instructions pour demander le châtimement des juges et magistrats responsables.

Sur ces entrefaites, vers la fin de juin dernier, le président de cette République a fait un coup d'Etat, supprimant l'ordre constitutionnel. Sans connaître les explications que le cas pouvait fournir, j'ai reçu un télégramme de M. le général Barillas, dans lequel il m'annonçait courtoisement le changement survenu. Je me suis borné à répondre que le gouvernement mexicain était disposé à reconnaître ce que le peuple du Guatemala, dans l'exercice de sa souveraineté, ferait ou confirmerait au sujet des institutions qui doivent le régir; et comme dans de telles circonstances on ne pouvait savoir quelle était la volonté du peuple guatémalien, des instructions ont été envoyées à notre ministre pour que, jusqu'à nouvel ordre, il ne reconnût pas officiellement l'administration qui s'inaugurerait de cette manière.

Survint alors un incident que l'on put croire avoir quelque rapport avec les événements politiques. Le deuxième secrétaire de notre légation fut de nouveau attaqué, cette fois, par un inconnu qui s'enfuit à la faveur de la nuit. Les efforts que fit notre représentant pour obtenir satisfaction de semblables outrages ne furent pas tout d'abord accueillis d'une façon amicale par le nouveau gouvernement du Guatemala. Toutefois, celui-ci, ces jours derniers, a pris à ce sujet quelques engagements, de l'accomplissement desquels dépendra la conduite que nous observerons vis-à-vis de ce pays pour la défense de nos intérêts.

Afin de donner protection aux marques de fabrique ou de commerce, les plénipotentiaires du Mexique et de l'Espagne ont signé à Mexico une convention qui sera bientôt soumise à la revision du Sénat.

Le traité de commerce et de navigation passé entre le Mexique et la France et approuvé par la Chambre des sénateurs, a été aussi confirmé par le Sénat français et il n'y manque plus que l'échange des ratifications.

ROUMANIE

Nous apprenons que le gouvernement de la République Française cessera, à partir du 1^{er} janvier (n. s.) 1888, à accorder, en Roumanie, sa protection à ceux des protégés français qui n'auraient pas fait, avant cette époque, les premières démarches nécessaires pour acquérir effectivement la nationalité française.

Jusqu'à l'expiration de ce délai, les protégés actuels de la France devront maintenir le traitement dont ils ont joui jusqu'à présent.

Ajoutons que le nombre actuel des protégés de la République en Roumanie s'est réduit à quelques familles qui habitent la Moldavie.

(L'Etoile roumaine du 6 septembre).

Le Roi a donné lecture du discours suivant à l'ouverture des Chambres législatives qui a eu lieu le 15/27 novembre :

Messieurs les Sénateurs,

Messieurs les Députés,

C'est avec une vive satisfaction que j'ouvre la quatrième session des Corps législatifs, la dernière de cette importante législature, édue après la modification de la loi électorale. Cette réforme a assuré le développement régulier et paisible de l'Etat roumain, et bientôt, quand le pays sera de nouveau appelé à envoyer ses mandataires, on constatera mieux encore qu'une représentation

plus complète de tous les intérêts et la protection efficace du libre exercice du vote ont accru les garanties constitutionnelles, ont ajouté à la stabilité et à la force du Royaume.

Nos bonnes relations avec toutes les puissances n'ont subi aucun changement.

La politique prudente dont Mon Gouvernement ne s'est point départi a donné les résultats les plus heureux et nous a attiré les sympathies de tous. Malgré les inquiétudes ressenties par suite des circonstances qui, dans les dernières années, se sont produites tout près de nos frontières, l'État roumain, demeuré en dehors de tout conflit, a gagné plus de force par la confiance générale qu'il s'est acquise.

Les négociations tendant à la conclusion de traités de commerce ont été poursuivies. Nous avons aujourd'hui la vive satisfaction de voir signé le traité de commerce avec l'Empire ottoman, traité par lequel sont assurées des dispositions favorables aux intérêts de notre commerce avec la Turquie. Mon Gouvernement s'efforce de parvenir à conclure également des traités avec les autres États.

Pour répondre à notre désir de vivre en rapports de bon voisinage et d'amitié avec les états qui nous entourent, Mon Gouvernement a mis tous ses soins à mener à bonne fin les négociations dès longtemps entamées avec le Gouvernement austro-hongrois pour fixer d'une façon stable la ligne frontière entre les deux pays. J'ai la satisfaction de vous annoncer que ces négociations ont abouti, et que la Convention conclue à cet effet avec l'Empire voisin doit être soumise à votre approbation.

Ma sollicitude et celle du pays pour l'armée ont puissamment développé cette institution. Les concentrations de l'automne n'ont prouvé que les sacrifices que tous font avec tant de cœur pour l'armée, ne manquent point de porter leurs fruits. Notre armement et les travaux de fortification se développent chaque année, et l'armée se trouvera ainsi de plus en plus à même de répondre à la légitime attente du pays.

Les travaux publics ont aidé à un développement considérable de la richesse nationale.

Durant ces dix dernières années, l'étendue de nos chaussées a presque triplé. La loi sur les routes fournit des moyens suffisants pour les compléter d'une façon rapide et systématique.

Le réseau des voies ferrées s'étend aujourd'hui sur une longueur régulièrement exploitée de deux mille cinq cents kilomètres. Les travaux préparatoires pour la ligne Dorohoi-Jassy, par la vallée de la Jijia, ceux des lignes Vasioui-Jassy et Craiova-Calafat sont terminés : et quant aux autres lignes que réclament encore des intérêts locaux, on en poursuit les études avec activité.

Le printemps prochain seront commencés les travaux du pont sur le Danube, de Fetești à Cernavoda, ainsi que les travaux du port de Constantza. Les bassins, les quais et les magasins d'entrepôts de Braïla et de Galatz, ainsi que les travaux du port de Giurgevo, sont en cours d'exécution. Ces travaux seront complétés par la construction des magasins et entrepôts de Bucarest et de Jassy, et le commerce pourra ainsi trouver partout les facilités dont il a besoin.

Il eût été impossible d'achever en si peu de temps tous ces grands travaux d'utilité publique sans une administration de nos finances consciencieuse et prévoyante.

Le crédit dont jouit aujourd'hui l'État roumain est dû au soin avec lequel nous nous sommes tous appliqués à proportionner graduellement les dépenses à l'augmentation des revenus, et à employer la majeure partie de nos emprunts à des dépenses utiles et productives. Les emprunts contractés sont payés avec les ressources budgétaires ordinaires, et de cette façon, en vingt-cinq ans, il a été remboursé un capital de deux cent trente-quatre millions.

Les revenus des impôts directs ont augmenté, bien que la quotité supportée par chaque contribuable ait été diminuée.

Les domaines qui ne produisaient, il y a dix ans, que quatorze millions, donnent aujourd'hui un revenu de vingt-deux millions, et cela bien qu'il ait été vendu pour vingt-sept millions de propriétés de l'Etat, et que deux cent trente-huit mille hectares aient été donnés aux *insouratzei*. Les améliorations introduites dans l'exploitation des forêts doivent encore augmenter ce revenu.

La rentrée des impôts se fait régulièrement et avec facilité. Les impôts directs arrivent aux limites budgétaires, la plupart des impôts indirects les dépassent. L'équilibre budgétaire de l'exercice clos et celui de l'exercice courant prouvent le bon état de nos finances; nous veillerons tous attentivement à le maintenir également dans l'avenir.

La loi actuelle de l'instruction publique ne répond plus aux progrès réalisés par la nation en un quart de siècle. La réforme en est devenue une nécessité urgente et je ne doute pas que vous n'appliquiez vos efforts à faire en sorte qu'elle réponde à l'attente du pays.

A Jassy, un nouvel édifice religieux a, dans le cours de l'année, ouvert ses portes aux fidèles. L'église métropolitaine de Jassy s'élève là comme un témoignage de la foi inébranlable du pays dans la religion des ancêtres.

Dans l'ordre judiciaire, vous avez pu, grâce à un travail assidu, combler plusieurs lacunes de notre législation, et vous avez doté le pays d'un nouveau code de commerce qui répond mieux à ses besoins. Mon ministre de la justice vous présentera dans la présente session le projet de loi pour la réforme judiciaire et je ne doute pas que les Corps législatifs ne lui consacrent toute leur attention afin de parvenir à assurer mieux encore l'indépendance de la magistrature.

La loi pour l'encouragement de l'industrie nationale a commencé à être appliquée, et, à la suite d'études détaillées et systématiques, plusieurs fabriques vont être créées. Elles deviendront plus nombreuses lorsque l'institution du Crédit industriel aura mis à leur disposition les ressources nécessaires.

Les Chambres de Commerce ont été constituées dans tout le pays d'après la loi nouvelle, et nous sommes en droit de compter que leur fonctionnement régulier et constant donnera une impulsion sérieuse à notre activité commerciale.

La loi pour la vente des biens de l'Etat en lots petits et moyens commence à produire des effets salutaires, et le nombre des ventes ne cesse de s'accroître.

Le rachat des droits emphytéotiques divers, sur les terres de l'Etat, sera bientôt achevé, et ainsi sera définitivement réglée une question qui a été jusqu'ici la source de bien des difficultés.

La caisse d'épargne, destinée à former de petits capitaux, a commencé à donner des résultats satisfaisants.

Le bien être de la population rurale a toujours été l'objet de Ma préoccupation.

Les caisses de crédit agricole ont pris une grande extension, et malgré les difficultés rencontrées au début, elles ont rendu des services signalés aux petits agriculteurs, auxquels elles ont procuré des ressources à des moments critiques.

Le stationnement des ambulances sanitaires dans tous les districts, l'établissement des hôpitaux ruraux qui ont commencé à fonctionner régulièrement et dont le nombre sera accru, ont été considérés par le pays comme les mesures les plus salutaires pour améliorer l'état sanitaire de la population rurale.

Chaque année contribue ainsi pour sa part et sans discontinuer à la consolidation de notre Etat, fondé par le travail constant et sans relâche du peuple tout entier.

Tous ces résultats heureux n'ont pu être obtenus que grâce au concours éclairé des Corps législatifs qui ont su, à temps et avec sagesse, donner l'impulsion qu'il fallait à la marche régulière et au développement sûr de l'Etat.

Je suis persuadé que vous complèterez avec la même énergie et le même patriotisme votre œuvre législative, et que vous accomplirez votre mission comme vous l'avez commencée, pour le bien et le bonheur de notre chère patrie.

Que Dieu veuille bénir vos travaux !

La session ordinaire des Corps législatifs est ouverte.

SAINT-SIÈGE

Les six cardinaux évêques d'Ostie et Velletri, de Porto et Sainte-Rufine, d'Albano, de Palestrine, de Sabine et Frascati, ont présenté au Souverain Pontife l'adresse suivante, le 8 septembre dernier :

« Très Saint-Père,

« Votre Sainteté, dans la lettre du 15 juin adressée au cardinal secrétaire d'Etat (1), déplore, de même qu'Elle l'avait déjà fait solennellement dans l'allocation consistoriale du 23 mai précédent, la condition à laquelle, depuis plusieurs années, est réduit le Pontificat romain et qui, par les violences et les outrages, est devenue indigne du Chef suprême de l'Eglise catholique et incompatible avec la liberté du ministère apostolique. En même temps, Votre Sainteté réclame un état de choses où le Pontife romain ne soit assujéti à personne et jouisse d'une liberté entière et non illusoire. Enfin Votre Sainteté déclare et montre à l'évidence, que la sauvegarde vraie et efficace de la dignité, de l'indépendance et de la liberté pontificales, dans l'ordre présent de la divine Providence ne peut être que la vraie et effective souveraineté temporelle, c'est-à-dire le principat civil dont le Siège Apostolique a été spolié et que Votre Sainteté a le devoir de défendre et de maintenir, devoir que le serment religieux rend encore plus sacré.

« Nous, cardinaux évêques suburbicaires, liés aussi par le même serment et constitués pour gouverner les diocèses voisins de Rome, nous trouvant auprès de Votre Sainteté, nous sentons le poids de la condition actuelle, qui devient de moins en moins tolérable à Rome pour le Siège Apostolique, parce qu'il est à la merci de ceux qui, selon leurs caprices, aggravent de plus en plus la situation où ils l'ont réduit. Aussi est-il de notre devoir d'adhérer pleinement aux plaintes, réclamations, remontrances et déclarations qu'il a émises, et nous aimons à publier notre humble adhésion en présence de toute l'Eglise. Toute notre gloire consiste à adopter de tout cœur les enseignements de Votre Sainteté, qui est Pierre vivant et régnant dans toute l'Eglise. C'est pourquoi nous nous glorifions d'adhérer entièrement à ce que Votre Sainteté enseigne sur la nécessité du pouvoir temporel du Saint-Siège. Et de même que nous nous réjouissons des joies et triomphes de Votre Sainteté dans le gouvernement de l'Eglise universelle, que Dieu ne manque pas de reconforter par ses grâces spéciales, surtout en temps de persécution, de même aussi nous partageons les peines et les épreuves de Votre Sainteté pour les outrages qui lui viennent de l'ingratitude de fils égarés.

« Une preuve éclatante de la bienveillance particulière de Dieu envers l'Eglise, aujourd'hui si éprouvée, est fournie par le concours des fidèles qui, en personne ou par leurs offrandes, affluent de toutes les contrées de la terre au centre de l'unité pour prendre part aux fêtes du jubilé sacerdotal de Votre Sainteté, et cela avec tant d'unanimité, que Dieu seul peut l'inspirer dans le cœur des hommes. Nous nous en réjouissons dans toute l'effusion de notre âme, avec la sainte Eglise et avec Votre Sainteté, et nous en rendons de très vives actions de grâces à la Bonté divine, dans laquelle nous plaçons notre confiance, et nous ne cessons jamais d'espérer que Jésus-Christ Notre-Sei-

(1) V. Archives, 1887, III, p. 236.

gneur exaucera les communes prières et secondera les justes désirs de Votre Béatitude, aux pieds de laquelle nous nous prosternons en demandant pour nous et pour nos diocèses respectifs la bénédiction apostolique. »

Rome, 8 septembre 1887.

(*Suivent les signatures.*)

SERBIE

Le ministre de Serbie à Constantinople, M. Novacovich, a remis à la Porte la note suivante, relative aux chemins de fer de jonction turco-serbes.

A S. E. Saïd Pacha, ministre des affaires étrangères, etc.

Votre Excellence sait, qu'en exécution des articles 10, 21 et 33 du traité de Berlin, la Turquie, l'Autriche-Hongrie, la Serbie et la Bulgarie ont conclu entre elles, à Vienne, le 9 mai 1883, une convention pour le raccordement de leurs chemins de fer (1). D'après le texte de l'art. 12 de cette convention, le gouvernement de S. M. I. le Sultan s'engageait à terminer jusqu'au 15 octobre 1886 la construction des lignes de jonction désignées dans ledit article, et le gouvernement serbe prenait l'obligation de terminer, dans le même délai, les lignes de jonction à établir sur son territoire.

Conformément à ces stipulations, une commission spéciale turco-serbe se réunit à Vranja et fixa par un protocole le point de raccordement des lignes serbes et ottomanes. Aussitôt après, les travaux furent poussés des deux côtés avec activité. En outre, la convention du 4 juin dernier, dont les ratifications devaient être échangées au plus tard le 4 juillet, a réglé les conditions du service des douanes, de la police, des postes et télégraphes dans nos stations-frontières. Nos deux gouvernements ont eu ainsi la satisfaction de voir terminés tous les travaux préliminaires qui étaient nécessaires pour l'exécution complète de toutes leurs obligations internationales. Indépendamment de cette action commune de nos deux Etats pour le raccordement de la ligne de Nich-Vranja avec celle de Mitrovitza-Salonique, la Serbie a aussi ouvert récemment à l'exploitation l'embranchement de Nich-Pirot. Elle a donc rempli entièrement tous les engagements que le traité de Berlin lui avait imposés.

Il est évident que la Serbie n'a pu exécuter loyalement et consciencieusement ses obligations qu'en grevant d'une manière sensible ses finances. Mais elle espérait, en construisant ses chemins de fer, qu'elle serait indemnisée de ses dépenses par les recettes du trafic international, et non par celles du trafic local qui est toujours insuffisant pour l'entretien de lignes pareilles. Or, diverses raisons qui sont connues de Votre Excellence ont fait que, jusqu'à ce jour, les jonctions n'ont pu encore avoir lieu, de sorte qu'il nous est impossible de faire fructifier nos lignes en les employant au service international, et cela au grand détriment de nos finances. La convention du 9 mai 1883 contient une garantie contre cette éventualité. En fixant une date pour l'achèvement simultané des lignes des quatre Etats, cet acte international entendait sans doute qu'aucun de ces quatre Etats ne serait exposé, une fois les travaux terminés, à se voir frustré, ne fût-ce qu'un seul jour, des avantages qu'il aurait le droit de retirer des jonctions en même temps que les autres. C'est là pourtant la situation dans laquelle la Serbie se trouve par suite de la non-exécution des engagements qui incombent à la Bulgarie, situation qui, par des circonstances indépendantes de notre volonté, dure déjà depuis trop longtemps, et que les signataires du traité de Berlin ne prévoyaient certainement pas, lorsqu'ils imposèrent à la Serbie la lourde charge du raccordement des chemins de fer ottomans avec le réseau européen. Dans leur esprit, des raccordements isolés

(1) V. cette Convention, *Archives*, 1884, I, p. 137.

étaient autorisés, puisque nulle part, dans la convention du 9 mai 1883, on ne rencontre d'obstacles contre cette manière de procéder. Au contraire, cet acte international a lié deux à deux les Etats dont les lignes de chemin de fer doivent être raccordées, et, comme conséquence de ce principe, l'Autriche-Hongrie et la Serbie ont déjà créé un précédent en reliant sans perte de temps leurs lignes entre Belgrade et Semlin.

Il nous semble donc qu'aucun obstacle ne s'oppose à ce que la Turquie et la Serbie relient également, dès à présent, leurs lignes entre Belgrade et Salonique, sans attendre la date absolument incertaine à laquelle la Bulgarie sera en mesure de remplir ses engagements envers la Serbie, d'une part, et envers la Turquie, de l'autre.

La parfaite communauté des intérêts serbes et ottomans dans cette question vitale pour les deux pays nous inspire la conviction que la Sublime-Porte n'hésitera pas à adhérer à ces vues et à répondre à un désir qui est non seulement basé sur les stipulations formelles d'un acte international, mais qui offre encore, et d'une manière évidente, de grands avantages aux deux Etats. Cette communauté d'intérêts, que la Sublime-Porte, dans sa sagesse bien connue, apprécie à sa valeur réelle, repose sur le fait patent que, lorsque la Serbie jouira des bienfaits du raccordement, les centres commerciaux les plus importants de l'empire ottoman se trouveront également, par l'entremise des lignes serbes, en communication avec l'Europe. D'autre part, si la Serbie a dû faire des sacrifices d'argent considérables pour remplir le devoir que lui imposait le traité de Berlin, l'empire ottoman a eu à supporter aussi de son côté des charges tout aussi lourdes, vu la longueur de ses lignes de jonction. Il est donc temps que nos lignes, qui sont complètement terminées, ne restent plus un seul moment improductives, mais que leur raccordement contribue à la prospérité de nos populations respectives et au développement des sources de revenus fiscaux des deux Etats, prospérité et développement qui seront la conséquence inmanquable de la jonction de nos chemins de fer.

En soumettant franchement et loyalement ces vues à l'appréciation de la Sublime-Porte, nous avons la ferme conviction qu'elle n'en méconnaîtra pas la valeur et qu'elle se persuadera vite, comme nous, que la réalisation immédiate du raccordement de nos lignes de Nich-Vranja-Salonique est une nécessité urgente, en attendant que la Bulgarie soit en état de remplir ses engagements. Ayant pleine confiance dans la sagesse de la Sublime-Porte et me conformant aux instructions formelles de mon gouvernement qui me charge d'attirer l'attention du gouvernement impérial sur les dispositions précitées de la convention du 9 mai 1883, je prie Votre Excellence d'intervenir auprès de qui de droit et de décider le gouvernement impérial en faveur du prompt raccordement desdites lignes de Nich-Vranja-Salonique.

Devant informer mon gouvernement le plus tôt possible de la décision prise par la Sublime-Porte, je prie Votre Excellence de vouloir bien m'honorer prochainement d'une réponse et d'agréer, etc.

Constantinople, le 10/22 août 1887.

Signé : STOYAN NOVACOVICH.

D'après les journaux de Constantinople, voici quel serait le sens de la réponse du gouvernement ottoman :

La Porte admet, comme la Serbie, la nécessité urgente qu'il y a de livrer ces lignes au trafic et abonde pleinement dans le sens de la note du cabinet serbe. Cependant elle n'est pas encore déterminée quant au choix de la société qui entreprendra cette exploitation, et c'est cette raison qui l'empêche d'accéder au désir de la Serbie. Aussitôt qu'elle aura trouvé la société d'exploitation de ses lignes de jonction, elle s'empressera de les raccorder aux lignes serbes en les ouvrant au trafic.

RENSEIGNEMENTS DIVERS

L'*Institut de droit international* a tenu sa session annuelle à Heidelberg du 5 au 10 septembre.

M. de Bulmerincq, professeur à l'université de Heidelberg, a été élu président, M. Rolin-Jaequemyns a été nommé secrétaire-général en remplacement de M. Rivier, démissionnaire.

Voici, d'après le *Journal des Débats* du 15 septembre, le résumé des travaux de la session :

L'Institut s'est occupé plus particulièrement, cette année, des tribunaux de prises et d'un projet de règlement international de navigation fluviale.

La question des tribunaux de prises est revenue souvent déjà devant l'Institut. C'est en 1875, à la session de La Haye, que M. Westlake demanda pour la première fois que ces tribunaux, au lieu de siéger dans le pays de celui qui a opéré la prise, fussent composés de juges appointés en même temps par les gouvernements neutres et par les belligérants. En 1883, à Munich, un vœu pour l'organisation de ces tribunaux de prises internationaux fut voté, ainsi que la procédure à suivre devant eux. Cependant, M. de Bulmerincq avait entrepris, de l'aveu de l'Institut, de composer un projet de *Code de prises* que pussent appliquer les tribunaux internationaux. Il consacra dix ans à cette œuvre.

La première partie de ce Code, relative aux biens susceptibles d'être capturés et généralement à la matière des prises, fut soumise à l'Institut, à Turin, en 1882. Entre autres nouveautés, on adopta l'abolition de la capture de propriétés privées sur mer. La suite de son projet de Code a été soumis, cette année, par M. de Bulmerincq à ses collègues. Après une vive discussion, on admit, contrairement aux vœux exprimés à Munich, que les tribunaux de prises de première instance pourraient être des tribunaux nationaux, et que les Cours d'appel seules seraient internationales. Ce caractère international des Cours d'appel fut voté par 14 voix contre 9 ; mais ces 14 voix étaient en partie celles de représentants des petites puissances et des moins intéressées dans la question. Les représentants des grandes puissances déclarèrent que jamais leurs gouvernements n'accepteraient de soumettre leurs nationaux à la juridiction de telles Cours. Mais la majorité avait décidé ; on passa outre, et tous les détails du Code de M. de Bulmerincq furent adoptés. Ce Code comprend 122 articles.

L'Institut s'est occupé ensuite d'un projet de règlement international de navigation fluviale, présenté par M. de Martens. M. Engelhardt, ministre plénipotentiaire, membre français de la Société, a déposé sur le même sujet un projet de convention. La discussion a porté principalement sur un amendement de M. Holland, dont l'objet était d'affirmer, en certains cas, la légitimité de l'intervention d'Etats non riverains dans la réglementation de la navigation des fleuves internationaux. La question de la navigation du Danube donnait à cet amendement une importance considérable. Il fut combattu énergiquement par M. de Martens et repoussé. Le projet de M. de Martens, en 41 articles, fut adopté par la majorité de l'Institut.

M. Rolin-Jaequemyns proposa alors d'examiner, au point de vue du droit international, dans quelle mesure et par quels moyens il serait possible de restreindre, dans les limites fixées par des traités entre les différents Etats de l'Europe, le nombre de leur troupe et la somme de leur budget militaire en temps de paix. Des objections nombreuses furent faites à M. Rolin : on observa que l'Institut n'avait à s'occuper que des questions juridiques et que ses statuts lui interdisaient d'en sortir, et qu'il ne fallait en aucune façon risquer de froisser certaines susceptibilités internationales. Devant ces marques de désapprobation, M. Rolin consentit à retirer jusqu'à nouvel ordre son projet.

On avait voté à la session de 1880 une série de résolutions concernant l'extradition, connues sous le nom d'« articles d'Oxford ». Certaines modifications à ces articles ont été adoptées sur la proposition de M. A. Rolin. Le projet de M.

Perels, conseiller intime de l'amirauté allemande, sur le blocus pacifique, a également reçu la sanction de l'Institut.

La dernière question, marquée à l'ordre du jour, était la discussion d'un rapport de M. Landa, sur un projet de tribunal international de police sanitaire; pour différentes raisons, ce rapport a été renvoyé aux comités compétents de l'Institut.

L'examen de propositions faites par M. de Stein, de Vienne, concernant le droit international des chemins de fer en temps de guerre, et les délibérations annoncées sur la théorie de l'occupation des territoires sans maîtres et sur le droit d'expulsion des étrangers ont été ajournées.

M. Nys, pour terminer, prononça un éloge éloquent de M. Laurent, un des membres décédés; puis le Congrès se transporta au cimetière de Heidelberg, où repose Bluntschli, qui, avec M. Rolin-Jaequemyns, eut la part principale dans la fondation de l'Institut. Plusieurs discours y furent prononcés.

La prochaine session aura lieu, en 1888, à Lausanne.

La quatrième session du Congrès international des Sociétés de la *Croix-Rouge* s'est tenue à Carlsruhe, du 22 au 27 septembre.

Voici un résumé succinct de ses principales délibérations :

Afin d'empêcher qu'on n'abuse du nom de la *Croix-Rouge*, le Congrès a adopté une proposition du Comité belge, avec un amendement de M. Knesebeck, qui en arrête ainsi la rédaction :

Le Congrès exprime le vœu que, dans chaque établissement adhérent à la convention de Genève, on désigne une société de la *Croix-Rouge* qui ait seule le droit de porter les insignes de l'association.

Le Congrès a rejeté une proposition de la Russie tendant à placer le Comité international de Genève sous la dépendance légale des Sociétés de la *Croix-Rouge*. Les représentants de la Bulgarie et de la Serbie ont voté pour les propositions de la Russie.

Ensuite le Congrès a adopté les résolutions prises par la majorité de la commission recommandant le maintien dans sa forme actuelle du comité international résidant à Genève.

Le principe des secours à fournir dans les guerres extra-européennes a été de nouveau présenté au Congrès et reconnu. Les propositions pour l'exécution pratique de cette résolution ont été ajournées au prochain Congrès.

En ce qui concerne les secours à fournir dans les guerres maritimes, la décision a été remise, faute de données.

Le Congrès a décidé de solliciter des Etats qui ont adhéré à la Convention de Genève la mise en vigueur du traitement antiseptique dès la ligne de combat.

Les propositions du Comité central suisse, en vue de répandre la connaissance de la Convention de Genève, ont été adoptées.

Au sujet de la création d'un musée pour le matériel des ambulances, le Congrès a chargé le Comité de Genève de faire une enquête et de présenter un rapport au prochain Congrès.

Le Congrès a voté des remerciements au Gouvernement et aux Compagnies de chemins de fer pour avoir rendu gratuit le transport des envois en nature dans l'intérêt des blessés, et il a exprimé le vœu que ces facilités et les allègements obtenus soient généralisés.

Le Congrès de la *Croix-Rouge* avait, dès son ouverture, présenté ses hommages, par télégraphe, à l'impératrice Augusta, qui réside en ce moment à Baden-Baden. Sa Majesté a répondu par la dépêche suivante :

Comme chrétienne, je remercie Dieu pour sa grâce en faveur de cette œuvre de l'amour du prochain; comme femme, je pense aux épouses et aux mères; comme membre de la *Croix-Rouge*, je souhaite à vos délibérations un succès béni de Dieu et l'union de toutes vos forces pour la guerre et pour la paix.

Bade, le 23 septembre 1887.

AUGUSTA.

L'ARBITRAGE INTERNATIONAL

Une députation a été nommée par la *Société de la Paix* de Londres, pour faire des démarches auprès du président Cleveland, en vue de la conclusion d'un traité entre l'Union et la Grande-Bretagne, stipulant qu'après l'épuisement des moyens diplomatiques tout différend entre les deux pays sera soumis à un arbitrage.

Le *Times* publie le texte de l'adresse qui doit être remise au président et au Congrès des Etats-Unis. Voici la traduction de ce document :

Nous, soussignés, membres du parlement britannique, avons appris avec satisfaction que le Congrès a été saisi de plusieurs propositions invitant le gouvernement des Etats-Unis à faire les démarches nécessaires pour la conclusion, avec le gouvernement de la Grande-Bretagne, d'un traité en vertu duquel tout différend et toute dispute qui pourraient surgir entre ces deux gouvernements, et qui ne pourraient être réglés par voie diplomatique, devraient être dorénavant soumis à un arbitrage.

Si le Congrès voulait prendre l'initiative d'un projet de ce genre, nous nous engageons à user de toute notre influence pour assurer son acceptation par le gouvernement de la Grande-Bretagne.

La conclusion d'un pareil traité serait un bel exemple pour toutes les nations qui gaspillent leurs ressources pour des institutions qui ne font que provoquer des idées belliqueuses, et pourrait aussi amener d'autres gouvernements à venir se joindre à notre idée pacifique.

L'adresse porte la signature de deux cent trente-deux membres du Parlement anglais, parmi lesquels figurent MM. John Bright, Chamberlain, John Morley, Labouchère, sir George Trevelyan, sir Wilfrid Lawson, etc.

— A propos de cette pétition, M. Emile de Laveleye, l'éminent professeur de l'Université de Liège, a publié dans la *Pall Mall Gazette* un intéressant article dont nous donnons ci-après la traduction française d'après l'*Indépendance belge* du 13 septembre :

Récemment le *Times* publiait un projet esquissé par M. de Molinari ayant pour but de constituer une Ligue des neutres, dont la mission serait de maintenir la paix et, au besoin, de l'imposer par la force des armes. Cette Ligue serait formée des petits Etats sous l'égide de l'Angleterre.

Elle ferait savoir qu'elle se déclarerait contre tout Etat qui ferait la guerre à un autre peuple.

Ainsi l'Allemagne attaque-t-elle la France, elle rencontrera sur les champs de bataille, à côté de l'armée française, les forces de terre respectables et la formidable marine dont dispose la Ligue des neutres. Cela suffira, pense M. de Molinari, pour que les adversaires qui se préparent aujourd'hui à s'entre-détruire, arrivent à se convaincre qu'il ne leur reste plus qu'à désarmer. La Ligue des neutres ferait l'office du gendarme qui arrête quiconque trouble la paix publique.

L'idée est excellente ; mais je la crois moins réalisable que celle de l'arbitrage international poursuivie par les Sociétés de la paix. Les petits Etats ne consentiront pas à s'engager à déclarer la guerre au grand Etat qui en attaquerait un autre. Ceux qui ont été déjà neutralisés, comme la Suisse et la Belgique, ne peuvent, en vertu des traités, prendre les armes que pour défendre leur territoire.

Mais il n'est nullement utopique de croire qu'un premier pas pourrait être fait dans la voie de l'arbitrage international, si l'opinion publique en Angleterre et aux Etats-Unis pouvait être saisie de la question d'appliquer ce système aux relations de ces deux pays. On frémit à la pensée qu'une guerre fratricide pourrait un jour mettre aux prises ces deux grandes fractions de la famille anglo-

saxonne qui représentent dans le monde, plus qu'aucun autre peuple, la liberté et la vraie civilisation. Ce serait un malheur sans pareil pour l'humanité tout entière.

Pour écarter cette effroyable éventualité, il suffit que l'Angleterre et les Etats-Unis se décident à constituer une cour arbitrale, car il n'est aucun différend entre ces deux peuples qui puisse valoir la peine d'être tranché par la force. Les intérêts au sujet desquels une contestation peut s'élever ne sont rien en regard des désastres incalculables qui résulteraient d'un choc entre deux peuples si riches, si braves, si capables d'infliger des coups terribles à un adversaire.

C'est une lourde charge pour l'Angleterre de défendre l'immense empire qu'elle possède dans le monde entier avec ses multiples possessions, et surtout de conserver l'Inde pendant le siècle qui va s'ouvrir. Elle ne peut encore se désintéresser complètement des affaires de notre continent.

Elle prend aux différentes questions qui s'y agitent, surtout à celles qui concernent l'Orient, un intérêt si grand qu'elle peut se trouver à l'improviste engagée dans une grande guerre en Europe. Ne devrait-elle pas, au moins, par une entente fraternelle avec l'Amérique, s'assurer qu'aucun danger ne viendra jamais la menacer du côté de l'Occident ?

Qu'on veuille bien y réfléchir à Londres ; dans peu d'années, les Etats-Unis auront cent millions d'habitants et ils disposeront d'une force irrésistible pour l'attaque comme pour la défense.

Si jamais, *quod Dii avertant*, l'Angleterre devait être amenée à attaquer ce géant, elle pourrait à la fin de la lutte se trouver réduite à la condition d'une puissance de deuxième ordre comme la Hollande au XVIII^e siècle. Le combat serait trop inégal, car l'Amérique, occupant tout un continent, ne souffrirait guère, tandis que l'Angleterre, qui vit du commerce, serait cruellement atteinte par le trouble apporté à ses échanges par mer, qui sont indispensables à l'industrie.

Les Anglais songent à constituer une vaste confédération qui embrasserait tous les rameaux de la race anglo-saxonne : le Canada, l'Australie, la Nouvelle-Zélande, le Cap, etc. Quel splendide complément si les Etats-Unis pouvaient en faire partie ! Mais hélas ! on ne peut l'espérer ; car évidemment l'Amérique ne voudrait pas accepter une part de responsabilité dans des querelles où l'Angleterre peut être entraînée par suite de sa possession de l'Inde ou de sa position comme grande puissance européenne. Mais un lien, un seul, pourrait être établi entre l'Angleterre et l'Amérique ; ce serait celui qui unissait, au Moyen-âge, les cantons suisses et qui consistait en ce que les alliés avaient juré de déférer leurs différends à l'arbitrage au lieu de se faire la guerre. C'a été là le germe de la Confédération helvétique actuelle.

La question des pêcheries canadiennes, qui se prolonge et donne lieu à chaque instant à de regrettables incidents, offre une excellente occasion pour constituer une Cour arbitrale anglo-américaine. Il est inconcevable qu'on laisse se perpétuer cette cause d'aigres disputes, alors qu'il serait si facile d'y mettre un terme en nommant des arbitres, ainsi que l'a suggéré le Président Cleveland lui-même. Comme nous le voyons dans le récent rapport de la *Peace and Arbitration Society*, le Comité de cette association s'est mis en rapport avec les *Sociétés de la paix* américaines, et un effort commun sera fait au sein du Congrès et du Parlement britannique. Si l'opinion publique se prononçait nettement en faveur de ce projet, il serait probablement adopté par les deux Gouvernements.

A la Chambre des lords, le marquis de Bristol a parlé en faveur du désarmement général et de l'arbitrage universel. Comme l'a bien dit lord Salisbury, c'est là un idéal sublime. Malheureusement la situation actuelle de l'Europe ne permet pas d'en espérer la prochaine réalisation. Mais, si lord Bristol avait parlé en faveur d'un arbitrage anglo-américain, le chef du Cabinet n'aurait pu lui opposer la même objection. De ce côté le terrain est préparé et, si le Gouvernement anglais le voulait, l'Amérique consentirait sans hésiter.

On objectera peut-être que les Anglais ne doivent pas être très pressés de recourir à l'arbitrage, quand ils se souviennent de la forte somme qu'ils ont dû payer pour les *Alabama Claims*. Mais c'est là une grossière erreur. L'indemnité que le Tribunal de Genève a accordée aux Etats-Unis est chose insignifiante comparée à l'avantage immense du rétablissement des relations amicales entre les deux pays.

Quelle que soit la décision qui peut intervenir au sujet des pêcheries canadiennes, l'Angleterre et l'Amérique auront lieu de s'en féliciter, si elle est l'occasion de la création d'un Tribunal arbitral permanent qui éloignerait, probablement pour toujours, les querelles et les différends ou qui, du moins, fournirait le moyen de les régler pacifiquement, apportant ainsi aux deux Etats intéressés le sentiment d'une grande sécurité pour l'avenir.

M. Bright et d'autres membres du Parlement signent un mémoire en faveur d'un Traité d'arbitrage (*Arbitration treaty*) entre l'Amérique et l'Angleterre, et ce mémoire doit être présenté au Président Cleveland cet automne. Puisse l'opinion publique des deux côtés de l'Atlantique apporter à ce projet tout l'appui qu'il mérite!

Emile DE LAVELEYE.

BULLETIN BIBLIOGRAPHIQUE.

Revue des Deux-Mondes.

15 octobre. — *La France en 1814*, par Henry Houssaye. (L'auteur n'a pas voulu consulter les historiens, mais de nombreux documents inédits.) — *La Religion en Russie : les deux clergés et le cléricisme orthodoxe*, par Anatole Leroy-Beaulieu. — *Les institutions locales en France*. — *La France dans le Levant*, par Emile Burnouf. (Renseignements fort intéressants sur l'état du commerce français dans ces régions que connaît bien l'auteur.)

1^{er} novembre. — *Lutte entre la religion et la philosophie au temps de Socrate*, par Victor Duruy. — *La Prusse et son roi pendant la guerre de Crimée : 1. L'Allemagne et les complications orientales, Olmutz, les débuts de M. de Bismarck, le roi Frédéric-Guillaume IV*, par G. Rothau. — *Le socialisme d'Etat dans l'Empire allemand*, par Ch. Grad. — *La vie de Charles Darwin*, par H. de Varigny. — *Le jugement d'un nègre sur la race nègre*, par G. Valbert (à propos d'un ouvrage publié récemment par un nègre qui a représenté à Londres la République de Libéria).

La Nouvelle Revue.

15 octobre. — *Les nouvelles lois militaires*. — *Plaidoyer pour l'Irlande*, par Eug. Davis. (Conclusion : de même qu'il est une question d'Orient, il est une question d'Occident et c'est au conseil des puissances européennes qu'il appartient de résoudre celle-ci comme celle-là. L'Irlande ne redoute pas cet arrêt de l'Europe.) — *Le Saint-Siège et l'Italie* (suite), par Henri des Houx. — *Lettres inédites de Benjamin Constant* (de juillet 1809 à février 1810).

1^{er} novembre. — *Le cardinal de Bonnechose et la Société contemporaine*, par M. de Marcère, sénateur. — *Le centenaire de la Constitution des Etats-Unis*, par L. Vossion.

Le Correspondant.

10 octobre. — *Malplaquet et Denain* (fin), par le marquis de Vogüé. — *Napoléon et ses détracteurs*, par A. de Pontmartin (à propos de l'ouvrage du prince Napoléon). — *Les invalidations en France et en Angleterre*, par L. Lorois, député. — *Mémoires du comte de Villele* (extraits). — *Nos Ecoles militaires : Saint-Cyr*, par A. de Ganniers. — *Les curés de campagne au XVIII^e siècle*, par G. Beaurain.

23 octobre. — *La Société française sous le règne de Napoléon I^{er}* (suite),

par H. Forneron. (Conspiration de Cadoudal, le duc d'Enghien, Pichegru, le procès de Moreau.) — *Le bilan de la politique coloniale*, par R. Lavollée, ancien consul général. (Premier article plein de chiffres et de renseignements précis).

Revue britannique.

Octobre. — *Le péril radical*, par Stradella. — *A travers les pampas de l'Amérique du Sud*, par E. Daireaux. — *Bordeaux*, par un touriste anglais. — *Le mouvement littéraire dans les pays Slaves*, par C. Courrière. (Considérations politiques en même temps que littéraires, notamment sur le panslavisme au sujet duquel l'auteur conclut ainsi : nous ne trouvons dans l'attitude des divers peuples slaves aucun fait qui puisse les faire soupçonner d'incliner du côté du panslavisme). — *Les colonies pénales françaises* (d'après une revue anglaise).

Revue internationale.

10 novembre. — *A travers le Cachemire*, impressions de voyage, par A. de Gubernatis. — *La Constitution du Royaume de Roumanie*, par Louis Neulat. (Notions précises sur le fonctionnement législatif et administratif d'un pays qui, dit l'auteur, est appelé à jouer un rôle important dans les affaires d'Orient).

Bibliothèque universelle et Revue Suisse.

Octobre. — *La condition des femmes*, par Ernest Naville. — *Le Canal de la mer du Nord à la Baltique*, par de Bodenheimer.

Novembre. — *La navigation transatlantique*, par Van Muyden (progrès accomplis dans ces dernières années). — *La Cour de France et la Société au XVI^e siècle*, par Fr. Decrue.

Revue de géographie.

Octobre. — *L'éducation géographique de trois princes français au XVIII^e siècle*, par L. Drapeyron. — *La nouvelle frontière entre la Russie et l'Afghanistan*, par M. Venukoff. (Courte note d'après les dernières publications officielles avec une carte; suivant l'auteur, « tout a été sacrifié à la réalisation des projets stratégiques du gouvernement britannique, qui peut à présent se réjouir de son plein succès ».) — *La découverte du Canada par les Français* (fin du travail de M. Gaffarel). — *Mouvement géographique*, par L. Delavaud. (La République de Counani; travaux de diverses Sociétés de géographie.) — *Le Japon actuel*, par le comte Meyners d'Estrey. — *Le Canal de Nicaragua* (analyse du contrat signé par une Société américaine avec le gouvernement du Nicaragua pour l'ouverture d'un Canal interocéanique).

Novembre. — *L'influence arabe et mahométane à Madagascar*, par Leclerc. (Conclusion : c'est à Tananarive qu'il faudra aller réviser le traité Patrimoine. C'est dans une victoire définitive sur l'insolente peuplade des Hovas que nous retrouverons une paix durable et le prestige perdu, indispensable à reconquérir, si nous voulons faire à Madagascar une œuvre digne d'être léguée à la génération qui vient.) — *Les forces productives de l'Australasie britannique*, par E. Levasseur (fin de cet important travail). — *Mouvement géographique*, par L. Delavaud. (Historique du territoire contesté de la Guyane, sur lequel la fondation récente de la prétendue République de Counani a appelé l'attention.) — *Introduction à la géographie historique : la formation territoriale des principaux Etats civilisés*, par P. Foncein.

Revue maritime et coloniale.

Novembre. — *Première tentative d'établissement des Français en Algérie*, par Descloseaux. (Cette tentative remonte à 1664; l'auteur donne des détails

curieux sur une entreprise dont le projet était de Mazarin), — *Voyage en Sénégambie*, par le Dr Bayol, lieutenant-gouverneur du Sénégal. — *Notes sur Madagascar*, par Crémazy, conseiller à la Cour de la Réunion.

Revue française de l'étranger et des colonies.

Octobre. — *Les Cosaques du Don*, par C. Courrière. — *Tonkin : Conseils pratiques aux émigrants*, par Phu-Moi. — *L'alliance franco-russe jugée en Russie*.

Bulletin international des Sociétés de la Croix-Rouge.

Octobre. — Formation d'une Société japonaise de la Croix-Rouge (ses statuts). — Conférence des Sociétés de la Croix-Rouge à Carlsruhe (Résumé de ses délibérations). — La Société russe pendant la guerre serbo-bulgare.

Journal du droit international privé.

1887. VII-VIII. — *De l'effet extraterritorial de la loi pénale, de l'espionnage et du traitement des fonctionnaires publics dans les rapports internationaux*, par Ed. Clunet. (Examen des diverses questions juridiques soulevées par l'affaire Schnœbelé). — *Les droits des auteurs et des artistes étrangers en Belgique*, par J. de Borchgrave, député de Bruxelles, rapporteur de la loi de 1886 sur le droit d'auteur. (L'honorable député dit avec raison : trop longtemps la Belgique a pu être considérée par les autres pays comme le refuge de toutes les contrefaçons artistiques et littéraires. De ce chef, elle avait contracté envers les auteurs étrangers une très ancienne et très lourde dette. Il faut reconnaître qu'elle s'en est acquittée en payant largement les intérêts par l'art. 38 de la loi nouvelle qui assure aux étrangers la jouissance des droits garantis par la loi et cela sans aucune condition de réciprocité.) — *L'arbitrage international devant les Parlements* (nombreux renseignements). — *De la condition des étrangers en Roumanie*, par Suliotis, avocat à Braïla. — *De la naturalisation dans la nouvelle législation genevoise*, par H. Reymond. — *De la mer territoriale et de la soumission des navires étrangers à la juridiction locale*, par Pappafava, avocat à Zara. — Chronique du droit international privé (innovation du *Journal* qui se propose d'examiner les faits saillants de l'existence au jour le jour des peuples et des individus, d'examiner les questions qu'ils font naître et de préparer les solutions; le présent numéro s'occupe à ce point de vue de l'internement du baron Seillière et de l'enlèvement de M^{lle} de Martinez de Campos, qui ont beaucoup occupé les journaux il y a quelques mois). — Bulletin de la jurisprudence française en matière de droit international. — Jurisprudence de divers pays : Allemagne, Italie, Suisse, Etats-Unis. — Bibliographie du droit international privé pour 1886.

Revue de droit international et de législation comparée.

1887. III. — Communications relatives à l'Institut de droit international : Travaux préparatoires de la session de Heidelberg (Rapports de M. de Bar sur *le conflit des lois en matière de divorce et de mariage*, de M. Perels sur *le droit de blocus en temps de paix*, de M. Engelhardt sur *la navigation des fleuves internationaux*. — Projet de loi néerlandais sur la faillite et le sursis de paiement. (Texte des dispositions ayant rapport au droit international). — *La prescription libératoire en droit international privé*, par Alfred Martin. (Examen et critique des divers systèmes; l'auteur admet que la *lex fori* est applicable.) — *La question arménienne*, par G. Rolin-Jaequemyns (étude approfondie).

IV. — La session de l'Institut de droit international à Heidelberg. (Voici les principales matières au sujet desquelles des communications ont été faites : *Conflits de lois en matière d'abordage maritime, occupations de territoires*

vacants, blocus pacifique, mesures de police sanitaire internationale, limitation conventionnelle des armements et des effectifs militaires.)

Annales de l'Ecole libre des sciences politiques.

1887, IV. — *L'Etat et l'individu en Angleterre*, par E. Boutmy. (L'auteur se propose d'examiner quels sont le caractère apparent, la notion profonde, la conscience intime de ces deux grands facteurs; il commence par l'individu.) — *La politique coloniale de l'Allemagne*, par L. Delavaud. (C'est le commencement d'un travail important et consciencieux, puisé aux meilleures sources. Pourquoi l'Allemagne a-t-elle désiré posséder des colonies et dans quelle mesure ses vœux étaient légitimes? Quelles ont été les évolutions de la pensée du chancelier au sujet des questions coloniales? Tels sont les principaux points qui doivent être étudiés). — *Du droit régalien en matière de mines*, par A. Menant (2^e partie consacrée aux législations étrangères). — *Le Kulturkampf*, par M. Begouën (fin d'un travail dont nous avons signalé le mérite). — *A propos de la politique coloniale*, par André Lebon. — *Chronique roumaine*, par T. G. Djuvara (Traité de commerce avec l'Allemagne, les protégés étrangers).

Revue d'histoire diplomatique.

1887, IV. — *Le droit naturel au XVII^e siècle : Pascal et Domat, Puffendorf*, par Funck-Brentano. — *Lettres de Louis XV au comte de Coigny (1737-1745)*, par le duc de Broglie. (Ces lettres sont toutes de la main du roi et quelques-unes présentent un véritable intérêt pour l'histoire.) — *Négociation relative à un projet d'établissement colonial français en 1845*, par le comte Bernard d'Harcourt (il s'agissait de l'Archipel des Soulou). — *Jean de Bry et Joseph Bonaparte*, par L. Pingaud. — *Les origines de la diplomatie : les plus anciens traités dans l'antiquité grecque*, par A. Geffroy. — *L'Allemagne au lendemain de la guerre de 1866 : les récriminations du Wurtemberg contre l'Autriche, ses appels à la France*, par G. Rothan. — *Texte original du traité passé entre le roi Charles VIII et la République de Florence, le 26 novembre 1494 (texte latin)*. — *Comptes-rendus d'ouvrages importants d'histoire diplomatique*.

Annales de droit commercial français, étranger et international.

1887, VI. — *Chroniques législatives et judiciaires : Angleterre (lois de faillite); Etats-Unis (organisation des Tribunaux); Espagne (nouveau Code de commerce); Pays-Bas (projet de Code de commerce); France*.

Revue Algérienne et Tunisienne.

Octobre-Novembre. — *De la compétence des Tribunaux français d'Algérie dans les contestations entre étrangers*, par Audinet. (Etude intéressante d'une question qui mériterait d'être réglée par le législateur. La jurisprudence de la métropole doit-elle se modifier d'après les règles spéciales à l'Algérie où les étrangers sont en général mieux traités qu'en France?) — *Des juridictions compétentes en matière de litige intéressant les Mozabites résidant hors du Mزاب*, par Rinn, conseiller de gouvernement (Rapport présenté au Conseil du gouvernement d'Algérie). — *Législation mozabite : du mariage et de sa dissolution (dispositions curieuses)*.

La Propriété industrielle.

(Organe du bureau international de Berne.)

Novembre. — *L'unification de la législation internationale sur les brevets*. — *Loi espagnole de 1878 sur les brevets d'invention*. — *Statistique de la propriété industrielle pour 1886 : Etats-Unis (plus de 35,000 brevets demandés et*

près de 22,000 accordés; environ 600 dessins ou modèles et 1,000 marques enregistrés; *Norvege* (486 brevets demandés et 226 délivrés; 130 marques enregistrées); *Autriche-Hongrie* (2,865 brevets délivrés en 1886, détails sur les années antérieures; 710 marques enregistrées).

Le Mémorial diplomatique.

1^{er} octobre. — *L'incident de Raon-sur-Plaine*. — La politique austro-hongroise (discours prononcé par le président du ministère hongrois dans une réunion électorale). — Lettre du Pape aux évêques d'Italie sur le saint Rosaire (20 sept. 1887). — Note serbe sur la jonction des chemins de fer turco-serbes (10/22 août 1887). — La Prusse et la France de 1795 à 1807.

8. — *La nouvelle triple alliance*. — La révision de la Constitution serbe (discours de M. Ristitch, président du Conseil, à la Commission instituée pour réviser la Constitution (7-19 septembre). — La République Argentine à l'exposition universelle de Paris.

15. — *Le programme russo-turc en Bulgarie*. — La Prusse et la France de 1795 à 1807 (suite).

22. — *A propos de la rentrée des Chambres françaises*. — Discours du Pape aux pèlerins français (16 octobre 1887).

29. — *L'entente franco-anglaise*. — Lettre du Pape à l'archevêque de Goa à propos du rétablissement de la hiérarchie catholique dans les Indes Orientales (6 octobre 1887); adresse au Pape des cardinaux évêques suburbicaires (8 septembre 1887). — La Prusse et la France de 1795 à 1807 (fin de cette étude provoquée par la publication de correspondances diplomatiques en Allemagne).

5 novembre. — *Le discours de M. Crispi*. — Message du Président des Etats-Unis du Mexique (15 sept. 1887). — Lettre du général Faiderbe sur le Soudan français.

12. — *Les éventualités en Allemagne*. — La politique étrangère de l'Autriche-Hongrie.

19. — *La transmission du pouvoir dans l'Empire allemand*. — *Essais sur l'Allemagne impériale* (Compte-rendu intéressant de l'ouvrage publié sous ce titre par M. Lavisse). — *Un épisode diplomatique* (analyse d'un article publié par une revue anglaise au sujet des négociations suivies entre les Etats-Unis et le Danemark pour l'acquisition de l'île de Saint-Thomas). — *La France en Suède*, esquisse historique des relations des deux pays, par A. Strindberg.

Annuaire de l'Economie politique et de la statistique, 1887, par Maurice Block, membre de l'Institut. Paris, librairie Guillaumin.

C'est la 44^e année de cette importante publication. Ce précieux petit volume est devenu le *Vade mecum* des hommes d'étude et des publicistes qui ont besoin d'avoir sous la main, et dans un cadre restreint, les documents répandus dans un grand nombre de publications diverses et souvent d'un format très incommode. — Chaque année cette encyclopédie devient plus étendue et s'enrichit de matériaux plus variés. *La France, la Ville de Paris, l'Algérie et les autres colonies françaises, les pays étrangers* forment les quatre grandes divisions de l'ouvrage. Il y a de plus quelques tableaux résumant la situation générale, comme l'émigration des différents pays de l'Europe de 1870 à 1886, les Caisses d'épargne postales de l'Europe au 31 décembre 1884, le monnayage en 1885 dans le monde entier, les émissions publiques en Europe depuis 15 ans, les banques en 1886, les chemins de fer de l'Europe au 31 décembre 1885, la marine marchande en 1886. Enfin, une cinquième partie (*Variétés*) comprend un bulletin bibliographique de juillet 1886 à juillet 1887, un résumé des travaux de l'Académie des sciences morales et politiques d'avril 1886 à avril 1887, un compte-rendu des séances de la Société d'Economie politique (1886 et une revue financière de l'année 1885-1886. — Une table facilite les recherches dans cette quantité considérable de renseignements ainsi réunis dans un volume d'un maniement commode.

Recueil manuel et pratique des traités et conventions, par de Martens et de Cussy, 2^e série par Geffcken, ancien ministre résident et professeur de droit public, tome III^e, Leipzig, 1888, Brockhaus.

Nous avons signalé (*Archives*, 1883, 3 p. 126) l'utilité de ce recueil qui permet d'avoir facilement sous la main tous les traités actuellement en vigueur de quelque importance. Le volume qui vient de paraître comprend les traités conclus du commencement de 1879 à la fin de 1885; dans cette période ont été été signées beaucoup de conventions intéressantes. Nous nous permettrons de signaler quelques lacunes, qui nous ont paru singulières, dans les actes concernant la France. Les traités conclus par elle avec la Chine, l'Annam, Madagascar en 1884 et 1885 ne sont pas rapportés, nous ne savons pourquoi; ils présentent bien autant d'intérêt que les conventions par lesquelles l'Allemagne a établi sa protection sur des peuplades dont le nom même est probablement inconnu de la plupart de nos lecteurs (*la Nation rouge*, la tribu des *Bâtards* et celle des *Hereros*).

Le Gouvernement et le Parlement britanniques, par le comte de Franqueville, ancien maître des requêtes au Conseil d'Etat, trois beaux volumes in-8°, Paris, 1887, J. Rothschild, éditeur.

L'Angleterre est le berceau des institutions parlementaires : c'est là qu'a pris naissance cette forme du gouvernement représentatif que la plupart des nations ou, pour mieux dire, que toutes les nations civilisées de l'ancien et du nouveau monde se sont successivement appropriée. Toutefois, cette constitution politique, considérée comme la plus parfaite de celles qui existent aujourd'hui, n'est pas sortie tout entière de la pensée d'un homme; elle n'est même pas l'œuvre d'un siècle. Elle s'est établie presque spontanément, se modifiant et se transformant suivant le courant des idées et suivant les besoins des générations qui ont successivement vécu à son ombre. Sa forme extérieure, telle que nous la voyons aujourd'hui, existait dès le XIII^e siècle, mais combien profondément son esprit a changé pendant la longue période qui sépare notre temps de celui où vivait Simon de Montfort!

En constatant ces deux faits : d'une part l'ancienneté, de l'autre la continuelle transformation des institutions britanniques, nous avons fait pressentir la difficulté que présente leur étude. Il est impossible d'expliquer non seulement l'existence, mais encore la constitution des assemblées législatives de la fin du XIX^e siècle, sans remonter à la Grande Charte de 1215 ou, tout au moins, aux règnes de Henri III et d'Edouard I^{er}. En 1203 et en 1295, comme en 1887, le Parlement se compose de l'Assemblée des Lords spirituels et temporels et des Représentants des comtés et des bourgs. A six siècles de distance, la monarchie présente des caractères identiques : elle est héréditaire à certaines conditions, et légalement le pouvoir du Souverain n'est pas absolu. Voilà pour la forme extérieure, mais, au fond et en réalité, quel abîme entre la situation des grands barons du Moyen-Age et celle des pairs qui composent aujourd'hui la Chambre des Lords et même, sans remonter si loin, quelle différence entre le pouvoir d'Elisabeth et celui de la reine Victoria!

Cependant, si profondes qu'aient été les transformations, elles se sont accomplies lentement; quelquefois elles ont été constatées par des textes de lois; la plupart du temps, elles se sont produites silencieusement et imperceptiblement, par l'usage seul. Il en résulte que l'origine de certaines institutions de la dernière importance est presque insaisissable. Le cabinet, par exemple, qui est aujourd'hui l'organe principal, le rouage essentiel du gouvernement parlementaire, s'est établi par hasard et d'une façon tellement subreptice et imprévue que l'on a peine à préciser le moment où commence sa vie. C'est pourquoi Tocqueville écrivait jadis : « La Constitution anglaise n'existe pas (1) ».

(1) *La Démocratie en Amérique*, vol. I, p. 466.

En un sens, l'éminent auteur a dit vrai. Non seulement la Constitution n'a jamais été codifiée, mais encore, en réunissant tous les textes de lois aujourd'hui existants, on ne pourrait avoir aucune idée de l'organisation ni du rôle des pouvoirs de l'Etat. Et, si l'on voulait compléter les textes écrits par ceux qui formulent la loi coutumière, on ne trouverait plus seulement un tableau incomplet, mais on obtiendrait un exposé théorique absolument erroné et en contradiction formelle avec la réalité des faits.

Pour n'en citer qu'un exemple, celui qui étudierait la Constitution britannique dans les ouvrages des légistes, y verrait que les ministres sont simplement « les *serviteurs du Souverain* », que la Chambre des fidèles communes ne commence pas ses travaux avant d'avoir très humblement supplié la Reine de lui accorder la liberté de la parole, que le Parlement ne peut voter aucune dépense autrement que sur la proposition de la Couronne. Il lirait, dans un livre du premier ministre, que « le Souverain est le symbole de l'unité nationale, l'auteur, sauf avis du Parlement, des lois, le chef suprême de l'Eglise, le dispensateur de la justice, la source des honneurs, la personne à laquelle sont rendus tous les services : naval, militaire et civil, qu'il a de vastes domaines, reçoit et dispose légalement de tous les revenus de l'Etat, nomme et révoque les ministres, fait les traités, pardonne ou milige les sentences criminelles, fait la guerre et conclut la paix, convoque et dissout les Parlements, exerce ces vastes pouvoirs dans les conditions légales et cependant est couvert, à raison de tous ses actes, par une immunité absolue, que « la Couronne peut créer mille pairs aujourd'hui et autant demain, peut dissoudre tout Parlement avant même qu'il se soit assemblé, peut pardonner les crimes les plus atroces, peut déclarer la guerre à l'univers, conclure des traités impliquant des responsabilités illimitées et même d'énormes dépenses, sans le consentement du Parlement, et même sans que le Parlement en soit instruit et cela, non seulement pour appuyer ou développer la politique connue et sanctionnée par le pays, mais encore en la contredisant formellement (1) ».

Tout cela est rigoureusement exact en droit, et même absolument vrai en fait, mais avec un correctif qui change tout, à savoir que le Souverain ne doit agir que d'après l'avis de ses ministres, lesquels sont, à leur tour, responsables devant les Chambres et dépendent, en fait, du Parlement beaucoup plus que du chef de l'Etat.

Il résulte de tout ceci que la Constitution britannique ne saurait être décrite de la même façon que celle des autres pays. Il est nécessaire, pour en donner un tableau vrai, d'étudier à la fois l'histoire, la législation écrite, la loi coutumière et les usages qui sont fréquemment en désaccord, sinon en contradiction formelle avec la loi. Tel est le point de vue auquel s'est placé l'auteur.

Le premier volume consacré au *Gouvernement* débute par une introduction, dans laquelle M. de Franqueville étudie le caractère du peuple et des institutions : ce caractère que Tacite a jadis tracé, en décrivant les mœurs des Germains et auquel le temps a ajouté quelques traits nouveaux, ces institutions que Montesquieu résumait en deux mots : Liberté, Egalité.

Deux chapitres sont ensuite consacrés à exposer la forme extérieure de la Constitution : d'une part, les lois écrites, depuis la Grande Charte de Jean-sans-Terre jusqu'à l'acte de réforme de 1832, de l'autre les lois coutumières qui les complètent et enfin les usages qui sont d'une importance égale, sinon supérieure, bien qu'ils soient dépourvus de sanction et que les cours de justice ne puissent en imposer le respect. C'est ici précisément, suivant l'importante remarque de l'auteur, que peuvent se produire les conflits entre le Parlement et la magistrature, conflits bien rares, d'ailleurs, grâce à la sagesse des hommes d'Etat, mais dans lesquels le dernier mot doit nécessairement appartenir au législateur.

Ces principes une fois posés, M. de Franqueville montre les caractères

(1) Gladstone ; *Gleanings*. Ce passage a été cité à la Chambre des Communes le 13 mai 1879. Hansard, vol. 246, p. 376.

généraux de la monarchie britannique ; comment et dans quelles conditions elle est héréditaire, pourquoi et dans quelles limites elle est limitée. La situation du Souverain est ensuite étudiée sous ses divers aspects ; d'abord tout ce qui touche son statut personnel, puis ses prérogatives et son rôle comme chef du pouvoir exécutif, ensuite ses rapports avec le Parlement et la part qu'il prend à l'exercice du pouvoir législatif, enfin son action réelle sur les affaires de l'Etat et sur la marche du Gouvernement. En un mot, le lecteur est mis au courant de toutes les transformations qu'a subies le pouvoir royal depuis la conquête jusqu'à nos jours, puis des limites légales dans lesquelles il est renfermé, enfin des restrictions bien autrement considérables et profondes que l'usage lui impose et qui tendent à rétrécir incessamment son domaine.

Des chapitres spéciaux sont ensuite consacrés d'abord à la famille royale, puis à la maison du Souverain, enfin à sa liste civile, dont l'histoire est retracée dans tous ses détails. Cela dit, l'auteur aborde l'étude des conseils du Souverain. C'est d'abord le conseil privé, dont nous suivons les origines et les transformations ; son rôle et son importance grandissent jusqu'au jour où l'un de ses comités, la fameuse Chambre étoilée, joue dans l'Etat le rôle que chacun connaît. Après la révolution qui plaça sur le trône Guillaume d'Orange, le conseil privé n'a plus qu'une médiocre importance ; pour la dernière fois, il exerce une action considérable au moment de la mort de la Reine Anne, mais, à partir de ce moment, il tend de plus en plus à s'effacer devant le cabinet.

Le cabinet, c'est le centre, le pivot, en même temps que le moteur du gouvernement parlementaire. Comme l'écrivait un premier ministre : « Il n'est pas de mécanisme plus subtil que celui du cabinet. Il n'a pas de lois, il n'a pas d'archives et du petit nombre de ceux qui pénètrent dans le cercle magique et qui en font partie, il en est beaucoup qui n'examinent jamais le mécanisme au fonctionnement duquel ils coopèrent... Cet organisme n'a pas été créé tout d'un coup, il s'est lentement développé et aucun sujet d'une importance égale n'a été si peu étudié. »

M. de Franqueville s'est attaché très particulièrement à cette partie du sujet. Après avoir nettement défini le caractère du cabinet, il le considère sous ses quatre aspects différents, dans un nombre égal de chapitres ; il montre successivement les ministres dans leur rôle collectif de membres du cabinet, dans leur rôle individuel à la tête des grandes administrations de l'Etat ; il les envisage ensuite comme chefs des deux grands partis qui se disputent le pouvoir et enfin comme *leaders* des deux Chambres du Parlement.

Le cabinet forme le lien naturel entre le pouvoir exécutif et le pouvoir législatif ; la transition est donc toute naturelle entre le premier volume consacré au Gouvernement et le deuxième qui est destiné à exposer la constitution du Parlement.

Dans une étude historique pleine d'intérêt et fruit de longues et patientes recherches, l'auteur retrace, d'après les documents originaux, l'origine du Parlement, il en suit la première ébauche à partir de la conquête jusqu'au xiii^e siècle et ne s'arrête qu'au moment où la forme actuelle est définitivement établie et où chacune des deux Chambres prend une existence individuelle. A partir de ce moment, c'est-à-dire depuis la première partie du xiv^e siècle, la Chambre des lords et la Chambre des communes agissent chacune dans leur sphère et c'est isolément qu'il convient d'étudier leur composition. La première comprend deux éléments : les lords spirituels et les lords temporels ; l'auteur est donc amené à étudier successivement ce qui concerne l'Eglise et la pairie et il donne, sur ces divers sujets, une quantité de détails pleins d'intérêt.

Quant à la Chambre des communes, dont le rôle et l'importance ont sans cesse été grandissant et dont l'action est aujourd'hui prépondérante dans l'Etat, M. de Franqueville étudie d'une façon complète tout ce qui concerne son origine, ses transformations et son organisation actuelle. Nous signalerons tout particulièrement, parce que le sujet n'a encore été traité dans aucun ouvrage, tout ce qui a trait aux circonscriptions électorales, au droit de suffrage jadis s

restreint et qui est aujourd'hui presque universel, aux conditions dans lesquelles se peut exercer le droit de vote, enfin à la préparation des élections et notamment à l'organisation toute récente des associations politiques et au rôle du *caucus*.

Plusieurs chapitres sont consacrés à l'élection même, aux mesures propres à en assurer la sincérité et la liberté, au contentieux et à l'invalidation des opérations électorales. Enfin, avant de terminer ce volume, l'auteur expose la situation des membres du Parlement et le caractère de leur mandat.

Le lecteur connaît maintenant tous les rouages du mécanisme : reste à en exposer le fonctionnement et tel est le but du troisième volume, intitulé *la Procédure parlementaire*. Constitution du bureau des deux assemblées, règlements et ordre de leurs travaux, tout cela est d'abord exposé en grand détail. L'auteur aborde alors ce qui concerne l'objet même des délibérations du Parlement, qu'il classe en trois grandes divisions : les bills privés, les bills publics et les lois de finances.

C'est qu'en effet, les règles de la procédure sont absolument différentes pour ces trois sortes de lois. Afin de faire mieux comprendre un système qui diffère si profondément du nôtre, M. de Franqueville expose successivement la théorie et la pratique. Après avoir indiqué la suite des formalités prescrites par les règlements pour chaque catégorie d'actes, il donne une série d'exemples propres à faire saisir tous les détails du mécanisme.

Pour le budget, notamment, il suit toutes les phases par lesquelles passe celui d'un exercice, à partir du moment où s'ouvre la session du Parlement, jusqu'à l'époque où la commission de comptabilité nommée l'année suivante, achève l'examen des comptes de la dernière année financière.

Après avoir ainsi successivement étudié le passé et le présent des institutions britanniques, l'auteur cherche à indiquer quel est leur avenir, et tel est l'objet de la *Conclusion*, dans laquelle il examine le rôle et l'action probable de la démocratie en Angleterre.

L'ouvrage que nous venons d'analyser représente, il est à peine besoin de le dire, une somme immense de travail. Entrepris dès 1862, le programme en a été publié pour la première fois en 1863, puis en 1864; depuis ce moment, l'auteur n'a cessé de creuser ce sujet si plein de difficultés, mais aussi d'intérêt. Des séjours prolongés, quelquefois pendant près d'une année, dans les diverses parties de l'Angleterre, lui ont permis d'achever, dans des conditions particulières de compétence et d'autorité un travail qui n'a pas jusqu'ici d'analogue. Assurément certains ouvrages historiques et plusieurs traités didactiques ont été publiés en Angleterre et en Allemagne sur plusieurs des questions traitées dans ces trois volumes, mais certains sujets n'ont jamais été abordés et aucune étude complète n'a encore embrassé l'ensemble des sujets contenus dans le grand travail de M. de Franqueville.

L'auteur termine sa préface par un mot qui résume sa méthode et l'idée mère de son ouvrage : « Aujourd'hui, comme il y a vingt-cinq ans, dit-il, le seul mérite que je ose revendiquer pour mon travail, c'est d'en pouvoir dire avec Montaigne : Ceci est un livre de bonne foy. »

Ajoutons que l'ouvrage fait honneur à l'éditeur; il est imprimé avec soin sur beau papier.

TABLE DES MATIÈRES

PAR ORDRE CHRONOLOGIQUE

	Pages
1836	
Mai 26	71
<i>Grande-Bretagne.</i> M. Robert Ker Porter, ministre résident anglais à Caracas, au ministre des affaires étrangères du Vénézuéla.	
1850	
Novembre . . . 18	68
<i>Grande-Bretagne.</i> M. Wilson, ministre à Caracas, à M. Vicente Lecuna, ministre des affaires étrangères du Vénézuéla	
Décembre . . . 20	71
<i>Vénézuéla.</i> M. Vicente Lecuna à M. Wilson	
1872	
Octobre . . . 17	107
<i>Grande-Bretagne.</i> Le comte Granville à lord Loftus, ambassadeur à Saint-Pétersbourg	
Novembre . . . 29	112
<i>Russie.</i> Le général Kaufmann, aide-de-camp général, au prince Gortchacow.	
Décembre . . . 7	108
Le prince Gortchacow au comte Brunow, ambassadeur à Londres.	
1873	
Janvier . . . 19/31	117
<i>Russie.</i> Le prince Gortchacow au comte Brunow.	
— . . . 24	115
<i>Grande-Bretagne.</i> Le comte Granville à lord Loftus.	
1880	
Mai 17	42
<i>Vénézuéla.</i> M. Viso, ministre des affaires étrangères, à M. Bunch, résident anglais à Caracas.	
1883	
Décembre . . . 19	118
<i>Russie.</i> Mémoire remis par le Cabinet impérial à l'ambassadeur anglais	
1884	
29 février, 12 mars.	119
<i>Grande-Bretagne.</i> Sir Edward Thornton, ambassadeur à Saint-Pétersbourg, à M. de Giers.	
Mars 17	127
<i>Russie.</i> M. de Giers à Sir E. Thornton.	
Avril 13/25	131
<i>Grande-Bretagne.</i> Notice remise par l'ambassadeur à Saint-Pétersbourg au ministère des affaires étrangères de Russie	

		Pages
—	16 <i>Russie</i> . Notice du ministère des affaires étrangères à l'ambassadeur d'Angleterre	131
Mai	3 M. de Giers à Sir E. Thornton	133
—	14 <i>Etats-Unis</i> — <i>Siam</i> . Arrangement concernant le trafic des boissons dans le Royaume de Siam	8
Juin	9 <i>Russie</i> . Memorandum remis à l'ambassadeur d'Angleterre	134
—	11/23 <i>Grande-Bretagne</i> . Sir E. Thornton à M. de Giers	135
—	18 <i>Russie</i> . M. de Giers à Sir E. Thornton	136
—	24 M. de Giers à Sir E. Thornton	140
—	29 <i>Grande-Bretagne</i> . Sir E. Thornton à M. de Giers	137
Juillet . . .	5/17 Sir E. Thornton à M. de Giers	138
—	6 <i>Russie</i> . M. de Giers à Sir E. Thornton	138
—	— M. de Giers au Conseiller privé de Staal	140
—	15/27 <i>Grande-Bretagne</i> . Sir E. Thornton à M. de Giers	142
25 juillet/6 août.	Memorandum remis au ministère impérial des affaires étrangères	143
Juillet . . .	30 <i>Russie</i> . M. de Giers à Sir E. Thornton	143
Août	1/13 <i>Grande-Bretagne</i> . Sir E. Thornton à M. de Giers	145
—	9/21 Sir E. Thornton à M. de Giers	146
—	13/25 Sir E. Thornton à M. de Giers	146
—	25 <i>Russie</i> . M. de Giers à Sir E. Thornton	147
—	— Memorandum remis à l'ambassadeur d'Angleterre	148
Septembre.	18/30 <i>Grande-Bretagne</i> . Sir E. Thornton à M. de Giers	148
—	19 <i>Russie</i> . Memorandum remis à l'ambassadeur d'Angleterre	148
—	26 M. de Giers à M. de Staal	150
30 septembre/12 octobre.	<i>Grande-Bretagne</i> . Memorandum remis au ministère impérial des affaires étrangères	152
Octobre . . .	1 <i>Russie</i> . Rapport du chef du département asiatique à M. de Giers	152
—	9 Memorandum à l'ambassadeur d'Angleterre	154
—	16 M. de Giers à M. de Staal	155
—	21 M. de Giers à M. de Staal	158
—	23 M. de Staal à M. de Giers	158
—	25 M. de Staal à M. de Giers	158
—	28 M. de Giers à M. de Staal	159
—	— M. de Staal à M. de Giers	159
—	29 M. de Staal à M. de Giers	159
Novembre . .	5/17 <i>Grande-Bretagne</i> . Sir E. Thornton à M. de Giers	160
—	6 <i>Russie</i> . L'aide-de-camp général prince Dondoukow au ministère de la guerre	161
—	8 L'aide-de-camp général prince Dondoukow à M. de Giers	161
—	14 M. de Giers à Sir E. Thornton	162
—	17 M. de Giers à M. de Staal	165
28 novembre/10 décembre.	M. de Staal à M. de Giers	167
Décembre . .	13 M. de Staal à M. de Giers	167
—	18/30 M. de Staal à M. de Giers	168
—	23 <i>Grande-Bretagne</i> . Le comte Granville à M. de Staal	168
Janvier . . .	16 <i>Russie</i> . M. de Giers à M. de Staal	169
—	27 M. de Giers à M. de Staal	173
—	29 M. de Staal à M. de Giers	173
Février . . .	8 M. de Staal à M. de Giers	174

			Pages
—	9	M. de Giers à M. de Staal.	174
—	12	Memorandum remis à l'ambassadeur d'Angleterre.	174
—	—	M. de Giers à M. de Staal.	176
—	20	<i>Grande-Bretagne</i> . Memorandum au ministère impérial des affaires étrangères.	176
21 février/3 mars.		Memorandum remis au ministère impérial des affaires étrangères.	176
Juin. . . .	13/25	Sir E. Thornton à M. de Giers.	136
—	18	Le comte Granville au général Guzman Blanco, ministre plénipotentiaire du Vénézuéla.	24
—	22	<i>Vénézuéla</i> . Le général Guzman Blanco au comte Granville.	29
Juillet. . .	7	Le général Guzman Blanco à Sir Julian Pauncefote.	41
—	22	Le général Guzman Blanco à Sir Julian Pauncefote.	29
—	—	Le général Guzman Blanco à Sir Julian Pauncefote.	41
—	27	<i>Grande-Bretagne</i> . Lord Salisbury au général Guzman Blanco.	30
Août. . . .	3	<i>Vénézuéla</i> . Le général Guzman Blanco à lord Salisbury.	36
Septembre.	3	<i>Grande-Bretagne</i> . M. Philip Currie, représentant lord Salisbury, au général Guzman Blanco.	44
—	12	<i>Vénézuéla</i> . Le général Guzman Blanco à lord Salisbury.	45
Octobre. . .	3	<i>Grande-Bretagne</i> . Lord Salisbury au général Guzman Blanco.	37
—	9	Lord Salisbury au général Guzman Blanco.	46
—	12	<i>Vénézuéla</i> . Le général Guzman Blanco à lord Salisbury.	37
Décembre. .	17	Le général Guzman Blanco à lord Salisbury.	38
—	—	Le général Guzman Blanco à lord Salisbury.	47
—	20	<i>Allemagne — Zanzibar</i> . Traité d'amitié, de commerce et de navigation.	40

1886

24 avril/6 mai.		<i>Grande-Bretagne</i> . Sir E. Thornton à M. de Giers.	133
Avril. . . .	27	<i>Etats-Unis — Japon</i> . Traité d'extradition.	286
Mai.	12	<i>Portugal — France</i> . Convention relative à la délimitation des possessions dans l'Afrique Occidentale.	5
Juin.	10	<i>Pays-Bas</i> . Conférence pour régler le trafic des spiritueux dans la Mer du Nord.	291
—	19	<i>Vénézuéla</i> . Le général Guzman Blanco au comte de Rosebery, secrétaire d'Etat aux affaires étrangères d'Angleterre.	48
Juillet. . . .	20	<i>Grande-Bretagne</i> . Lord Rosebery au général Guzman Blanco.	48
—	28	<i>Vénézuéla</i> . Le général Guzman Blanco au comte Rosebery.	56
—	29	Le général Guzman Blanco au comte Rosebery.	50
Septembre. .	7	M. Diego Urbaneja, ministre des affaires étrangères, à M. Saint-John, résident anglais.	67
—	9	<i>Allemagne — Belgique — Espagne — France — Grande-Bretagne — Haïti — Italie — Libéria Suisse — Tunisie</i> . Convention pour la protection des œuvres littéraires et artistiques.	241
Décembre. .	9	<i>Grande-Bretagne</i> . M. Saint-John à M. Diego Urbaneja.	73

1887

Janvier. . .	1	<i>Vénézuéla</i> . M. Jesus Munoz Tebar au Consul de Vénézuéla à Georgetown.	88
--------------	---	--	----

		Pages
—	6 <i>Guyane-britannique</i> . M. Chas. Bruce, secrétaire général, à M. Manuel R. Andrade, consul du Vénézuéla	90
—	8 <i>Vénézuéla</i> . Le consul de Vénézuéla à Georgetown, à Jesus Munoz Tebar.	90
—	15 M. Jesus Munoz Tebar à M. Diego Urbaneja	77
—	19 <i>Grande-Bretagne</i> . M. Saint-John à M. Diego Urbaneja.	76
—	26 <i>Vénézuéla</i> . M. Diego Urbaneja à M. Saint-John.	91
—	31 <i>Grande-Bretagne</i> . M. Saint-John à M. Diego Urbaneja.	96
—	— <i>Vénézuéla</i> . M. Diego Urbaneja à M. Saint-John.	97
Février. . .	7 <i>Grande-Bretagne</i> . M. Saint-John à M. Diego Urbaneja.	98
—	11 <i>Vénézuéla</i> . M. Diego Urbaneja à M. le général Guzman Blanco	99
—	— M. Diego Urbaneja à M. Saint-John.	100
—	19 <i>Grande-Bretagne</i> . M. Saint-John à M. Diego Urbaneja.	100
—	20 <i>Vénézuéla</i> . M. Diego Urbaneja à M. Saint-John	100
Juillet. . .	14 <i>France</i> . Discours de M. Filippini, gouverneur de la Cochinchine, en l'honneur de Francis Garnier.	231
—	29 Décret relatif à la naturalisation en Tunisie.	212
—	— Décret relatif à la naturalisation en Annam et au Tonkin.	213
Août. . . .	13 <i>Belgique</i> . Discours du roi en l'honneur de Coninck et de Jean Breydel.	223
—	22 Décret organisant la justice à Diego Suarez.	220
—	24 Décret délimitant la propriété dans les établissements français de l'Océanie.	299
—	27 Décret réglant l'immigration à la Réunion	187
Septembre. .	2 Décret organisant la justice à Obock	222
—	8 Décret modifiant le tarif de douanes appliqué en Indo-Chine	179
—	22 Décret fixant les attributions des administrateurs coloniaux au Sénégal.	216
—	30 Décret déterminant les pouvoirs répressifs des administrateurs coloniaux au Sénégal vis-à-vis des indigènes non citoyens français.	214
Octobre. . .	8 <i>Allemagne — Belgique — France</i> . Règlement du chômage des canaux et rivières canalisés.	289
—	28 Convention entre la France et la Grande-Bretagne pour la neutralisation du Canal de Suez	327
—	— Convention entre la France et la Grande-Bretagne au sujet des Nouvelles-Hébrides.	329
—	— Convention entre la France et la Grande-Bretagne au sujet des Iles-sous-le-Vent	320
—	29 Décret appliquant aux colonies les dispositions législatives, qui règlent en France la propriété littéraire et artistique.	299
Novembre. .	16 <i>Italie</i> . Discours du Roi à l'ouverture des Chambres.	333
—	27 <i>Roumanie</i> . Discours du Roi à l'ouverture des Chambres.	335
Décembre. .	8 <i>Vénézuéla</i> . M. Diego Urbaneja à M. Saint-John.	74

TABLE ANALYTIQUE

Des Matières contenues dans les quatre Volumes de l'année 1887

ABORDAGE d'un navire français par un navire anglais, discussion parlementaire (7 novembre 1887), IV, 323.

ALGÉRIE. — Organisation de la justice musulmane (décret du 10 septembre 1886), I, 199.

ALLEMAGNE. — *Arrangement* avec la France pour l'établissement d'un régime douanier dans les possessions des deux Etats situées sur la côte des Esclaves (25 mai 1887), III, 32. — *Convention* avec l'Autriche-Hongrie, la France, la Grande-Bretagne, l'Italie, la Russie et la Turquie, relative aux finances égyptiennes (18 mars 1885), I, 5; — avec la Belgique, pour assurer la répression des infractions forestières, rurales, de pêche et de chasse commises sur les territoires respectifs (25 avril 1885), I, 16. — *Convention* avec la Belgique, Espagne, France, Grande-Bretagne, Haïti, Italie, Liberia, Suisse, Tunisie, pour la protection des œuvres littéraires et artistiques (9 septembre 1886), IV, 241. — *Déclaration* avec la Belgique et la France relative au chômage des canaux (8 octobre 1887), IV, 289. — *Dépôt* du projet de loi militaire au Reichstag (26 novembre 1887), I, 78. — *Discours* de M. Rickert sur le budget (30 novembre 1886), I, 75; — de M. Richter sur le budget (1^{er} décembre 1886), I, 77; — de M. Richter sur la loi militaire (3 décembre 1887), I, 80; — de M. Windhorst sur la loi militaire (4 décembre 1886), I, 82; — de M. de Moltke sur la loi militaire (4 décembre 1886), I, 83; — de M. de

Bismarck sur la loi militaire (11 janvier 1887), I, 222; — de M. Richter sur la loi militaire (13 janvier 1887), I, 233; — de M. Windhorst sur la loi militaire (13 janvier 1887), I, 234; — du trône (3 mars 1887), II, 94. — *Discussion* du projet de loi militaire en deuxième lecture, II, 94; — *Adoption* sans débat du projet de loi militaire en troisième lecture, II, 94; — *Discussion* de la loi sur la nomination des maires, III, 93. — *Lettre* du Pape à l'archevêque de Cologne (7 avril 1887), II, 237. — *Manifeste* du prince Hohenlohe aux électeurs d'Alsace, I, 343. — *Note* de M. de Bismarck à M. Herbert sur l'affaire Schnäbelé (28 avril 1887), II, 225. — *Incident* à la frontière française et note de l'ambassadeur d'Allemagne à Paris (7 octobre 1887), IV, 305. — *Traité d'amitié* avec Zanzibar (20 décembre 1885), IV, 10.

ALMANACH de Gotha (Bibl.), I, 127.

ALSACE-LORRAINE. — *Manifeste* du prince de Hohenlohe aux électeurs, I, 343.

AMITIÉ (Traités d'), Belgique-Vénézuéla (1^{er} mars 1884), III, 135; — Allemagne-Zanzibar (20 décembre 1885), IV, 10. — Corée-France (4 juin 1886), III, 5.

ANGLETERRE. — *Convention* avec la Turquie relative à la question égyptienne (Non ratifiée. 22 mai 1887), II, 232; — *Correspondance* avec Russie sur délimitation afghane, III, 192; IV, 107; — Cor-

respondance avec Vénézuëla (délimitation, traité de commerce, indemnités), III, 249 ; IV, 49.

ANNALES de droit commercial français, étranger et international. — Sommaire : II, 234 ; III, 355 ; IV, 348.

ANNALES de l'Ecole des sciences politiques. — Sommaire : I, 372 ; II, 253 ; III, 354 ; IV, 348.

ANNAM. — Convention avec la France sur le régime des mines de l'Annam et du Tonkin (18 février 1885), II, 278.

ANNAM-TONKIN. — Organisation du protectorat (Décret du 27 janvier 1886), I, 70. — Décret relatif à la naturalisation (29 juillet 1887), IV, 213 ; — Décret réglant le régime douanier (8 septembre 1887), IV, 179.

ANNUAIRE de l'Economie politique et de la statistique (Bibl.), IV, 349.

A PANAMA, par M. de Molinari (Bibl.), I, 377.

ARBITRAGE INTERNATIONAL, Adresse au Président des Etats-Unis et article de M. de Laveleye, IV, 343.

ARCHIV für offentliches Recht. Sommaire : I, 231 ; III, 355.

ARRANGEMENT consulaire provisoire (Serbie-Turquie, 23 août/4 septembre 1886), I, 257 ; — Etablissement de douanes dans les possessions allemandes et françaises sur la côte des Esclaves (Allemagne-France. 26 mai 1887), III, 32.

AUTRICHE-HONGRIE. — Convention avec l'Allemagne, la France, la Grande-Bretagne, l'Italie, la Russie et la Turquie, relative aux finances égyptiennes (18 mars 1885), I, 5 ; — d'extradition avec Monaco (22 février 1886), II, 129. — Déclaration échangée avec la Russie au sujet du renvoi des sujets respectifs (1/13 décembre

1886), I, 258. — Réponse de M. Tisza à une interpellation sur les causes de l'occupation de la Bosnie (21 mai 1887), II, 339. — Discours de l'Empereur à l'ouverture des Délégations (29 octobre 1887), IV, 305. — Explications diverses fournies aux Délégations sur la politique extérieure (novembre), IV, 306. — Discours sur l'alliance austro-hongroise, allemande et suisse et le Saint-Siège, IV, 315. — Les traités de commerce de l'Autriche-Hongrie (Discours du comte Kalnoky), IV, 316. — Situation de la Bosnie et de l'Herzégovine, IV, 317.

BELGIQUE. — Circulaire aux agents diplomatiques et consulaires (13 mai 1886), III, 295. — Convention avec l'Allemagne, l'Espagne, la France, la Grande-Bretagne, Haiti, l'Italie, Libéria, la Suisse, la Tunisie, pour la protection des œuvres littéraires et artistiques (9 septembre 1886), IV, 241. — Convention d'extradition avec le Vénézuëla (13 mars 1884), III, 143 ; — consulaire avec la Serbie (5/17 janvier 1885), III, 28 ; — avec l'Allemagne pour assurer la répression des infractions forestières, rurales, de pêche et de chasse commises sur les territoires respectifs (25 avril 1885), I, 16 ; — télégraphique avec la France (22 juin 1886), I, 130 ; — avec la France pour l'établissement d'un système de correspondance téléphonique (1^{er} décembre 1886), II, 10 ; — avec l'Etat indépendant du Congo pour l'échange des colis postaux (28 février 1887), II, 135 ; — avec la France concernant le régime des abonnements dans le service de la correspondance téléphonique entre Paris et Bruxelles (4 avril 1887), II, 140. — Déclaration avec l'Allemagne et la France relative au chômage des canaux (8 octobre 1887), IV, 289 ; — avec la France pour le paiement des salaires et les successions des marins (31 mai 1887), III, 127. — Discours de M. Bernaert sur les fortifications de la Meuse (31 mai 1887), III, 95 ; — de M. Frère-Orban sur les fortifi-

cations de la Meuse (1^{er} juin 1887), III, 100; — Vote de la loi sur les fortifications de la Meuse, I, 117; — de M. Bernaert sur le service personnel (5 juillet 1887), III, 321. — Interpellation de M. Frère Orban sur la situation militaire (1^{er} mars 1887), II, 100. — Discours du roi à l'érection des statues de Coninck et de Jean Breydel (13 août 1887), IV, 225. — Réception des actes de l'Etat civil par les agents diplomatiques et consulaires (29 avril 1886), III, 291. — Rejet du principe du service personnel (14 juillet 1887), III, 328. — Traités : d'amitié, de commerce et de navigation avec le Venezuela (1^{er} mars 1884), III, 135; — de commerce avec la Serbie (5/17 janvier 1885), III, 23. — Convention avec divers Etats sur la propriété littéraire (9 septembre 1886), IV, 241.

BIBLIOTHEQUE Universelle et Revue Suisse. — Sommaire : II, 370; III, 123; IV, 346.

BISMARCK (M. de). — Discours sur la loi militaire (11 janvier 1887), I, 222; — sur les légations prussiennes (24 janvier 1887), I, 236; — sur la loi ecclésiastique (23 mars 1887), II, 96; — sur la loi ecclésiastique (24 avril 1887), II, 229. — Note à M. Herbet sur l'affaire Schnæbelé (28 avril 1887), II, 225. — Recueil de ses discours (Bibl.), I, 128. — La Sapienza politica del conte di Cavour e del principe di Bismarck, par Filippo Mariotti (Bibl.), II, 379.

BOSNIE et HERZÉGOVINE. — Explications données aux Délégations (12 novembre), IV, 317.

BRATIANO. — L'ère nouvelle, la dictature, par F. Damé (Bibliogr.), III, 359.

BULGARIE. — Circulaire aux agents des puissances à Sophia (24 décembre 1886), I, 365. — Convention postale avec la Roumanie (13 mars 1885), I, 136. — Mémorandum de M. Zankoff à la Porte pour lui demander son interven-

tion (26 février/1^{er} mars 1887), II, 120. — Notification aux puissances de l'institution de la régence Stambouloff (12/14 août 1886), I, 107. — Télégramme de l'empereur de Russie au prince Alexandre (3 août 1886), I, 108. — Message de la régence Stambouloff à la grande Sobranié (31 octobre 1886), I, 119.

BULLETIN consulaire français. — Sommaire : II, 125, 373; III, 358; IV, 239.

BULLETIN consulaire italien. — Sommaire : II, 373; III, 358; IV, 240.

Bulletin de la Société de législation comparée. — Sommaire : I, 126, 261, 374; II, 123, 254, 371; III, 124; IV, 237.

BULLETIN international des Sociétés de la Croix Rouge. — Sommaire : I, 374; III, 356; IV, 347.

BULLETIN de statistique et de législation comparée. — I, 127, 375; II, 125, 255, 372; III, 357; IV, 239.

CAMBODGE. — Régime douanier (8 septembre 1887), IV, 179.

CAVOUR. — La sapienza politica del conte di Cavour et del principe di Bismarck, par Filippo Mariotti (Bibl.), II, 379. — (Recueil de ses lettres). Bibl., II, 127.

CHAUDORDY (Comte de). — La France à la suite de la guerre de 1870-71 (Bibl.), I, 252.

CHINE. — Traité de paix, d'amitié et de commerce avec la France (9 juin 1885), II, 262.

COCHINCHINE. — Régime douanier (8 septembre 1887), IV, 179.

COMMERCE. — *Statistique des produits exportés de l'Etat du Congo en juillet, août et septembre 1886*, II, 220.

COMMERCE (Traités de). — Bel-

gique-Vénézuëla (1^{er} mars 1884), III, 135. — Belgique et Serbie (5/17 janvier 1885), III, 23; — France et Chine (9 juin 1885), II, 262; — Corée et France (4 juin 1886), III, 5. — Les traités de commerce de l'Autriche-Hongrie (explications données aux délégations par le comte Kalnoky), IV, 346.

CONFÉRENCE Internationale : pour régler le trafic des spiritueux dans la mer du Nord (juin 1886), IV, 291; — des Sociétés de la Croix-Rouge (sept. 1887), IV, 342.

CONGO (État indépendant du). — Convention avec la Belgique pour l'échange des colis postaux (28 février 1887), II, 135. — Décret sur les Sociétés commerciales (27 février 1887), II, 247; — exposé des motifs d'un projet d'emprunt, I, 350; — mouvement des ports de Banana et Boma en juillet, août et septembre 1886, II, 221; — recensement des non indigènes à la date du 31 décembre 1886, II, 223; — rapports avec les Consuls étrangers; instructions pour les agents de l'Etat, II, 213; — règlement sur la compétence et la procédure des tribunaux en matière civile et commerciale (14 mai 1886), II, 88; — sur la perception de droits de sortie (25 mars 1886), II, 79. — Statistique des produits exportés en juillet, août et septembre 1886, II, 220.

CONVENTIONS. — Abonnements à la correspondance téléphonique entre Paris et Bruxelles (Belgique-France, 4 mars 1887), II, 140. — Adhésion du Japon à la Déclaration de Paris du 16 avril 1856 (France-Japon, 24 décembre 1886), I, 430. — Consulaire, Belgique-Serbie (5/17 janvier 1885), III, 28. — Echange des colis postaux (Belgique-Etat indépendant du Congo, 25 février 1886), II, 135. — Des mandats de poste entre la France et l'île de Malte (16 septembre 1885), II, 275. — Extradition : (Bel-

gique-Vénézuëla, 13 mars 1884), III, 143; (Autriche-Hongrie-Monaco, 22 février 1886), II, 127. (Etats-Unis-Japon, 29 avril 1886), IV, 286. — Postale (Bulgarie-Roumanie, 13 mars 1885), I, 136. — Pour la répression des infractions forestières, rurales, de pêche et de chasse (Allemagne-Belgique, 25 avril 1885), I, 16. — Pour l'établissement d'un service de correspondance téléphonique (1^{er} décembre 1886), II, 10. — Protection des œuvres littéraires et artistiques (Allemagne, Belgique, Espagne, France, Grande-Bretagne, Haïti, Italie, Libéria, Suisse, Tunisie, 9 septembre 1886), IV, 241. — Question égyptienne (Angleterre-Turquie, non ratifiée, 22 mai 1887), III, 232. — Régime des mines de l'Annam et du Tonkin (Annam-France, 18 février 1885), II, 278. — Relative aux finances égyptiennes (Allemagne, Autriche-Hongrie, France, Grande-Bretagne, Italie, Russie, Turquie, 18 mars 1885), I, 5. — Télégraphique (Belgique-France, 22 juin 1886), I, 130. — Trafic des boissons (Etats-Unis et Siam, 14 mai 1884), IV, 8.

CORÉE. — Traité d'amitié, de commerce et de navigation avec la France (4 juin 1886), III, 5.

CROIX-ROUGE (Bulletin international des Sociétés de la). — Sommaire : I, 374; III, 356; IV, 347.

CUTTING. — Rapport du Secrétaire d'Etat des Etats-Unis relatif à l'affaire A. K. Cutting (2 août 1886), III, 176.

DARRAS. — Des droits intellectuels (Bibl.), II, 126.

DÉCLARATION. — Chômage des canaux (Allemagne, France, Belgique, 8 octobre 1887), IV, 289. — Paiement des salaires et successions des marins (Belgique-France, 31 mai 1887), III, 129. — Renvoi des sujets respectifs (Autriche-Hongrie, Russie, 1/13 décembre 1886), I, 258. — Sociétés commerciales et industrielles qui ont à

faire valoir leurs droits de propriété industrielle (France-Italie, 16 mars 1887), II, 137.

DÉCRET. — Application aux colonies françaises, de la législation sur la propriété littéraire et artistique (29 octobre 1887), IV, 299. — Délimitation de la propriété dans les établissements français d'Océanie (24 août 1887), IV, 299. — Sur les Sociétés commerciales (Etat indépendant du Congo, 27 février 1887), II, 217.

DAGUIN (Chr.). — De l'exécution des jugements étrangers (Bibl.), III, 360.

DIÉGO-SUAREZ. — Administration de la justice (décret du 22 août 1887), IV, 220.

A DIGEST of the international law of the United States, par Francis Wharton (Bibl.), II, 374.

DILKE (Sir Charles). — L'Europe en 1887 (Bibl.), III, 360.

DOUANES. — Régime de l'Indo-Chine française (8 septembre 1887), IV, 179; Circulaire explicative, IV, 322.

ÉGYPTE. — Convention anglo-turque relative à la question égyptienne. Non ratifiée (22 mai 1887), III, 232; — relative aux finances d'Allemagne, Autriche-Hongrie, France, Grande-Bretagne, Italie, Russie, Turquie (18 mars 1885), I, 5. — Etablissement d'une haute Cour administrative (19 février 1887), III, 283. — Lettre de Nubar Pacha aux ministres sur l'abolition de la corvée (24 mars 1887), II, 113). — Rapports de Sir H. Drummond Wolff sur l'administration d'Egypte, III, 35-67, 147-175; Convention anglo-française pour le canal de Suez (28 octobre 1887), IV, 327.

ESPAGNE. — Convention avec l'Allemagne, la Belgique, la France, la Grande-Bretagne, l'Italie, Haïti, Libéria, la Suisse, la Tunisie, pour la protection des

œuvres littéraires et artistiques (9 septembre 1886), IV, 241. — Loi concernant la répression des infractions à la Convention internationale pour la protection des câbles sous-marins (12 janvier 1887), III, 287.

ÉTATS-UNIS. — Convention sur le trafic des boissons avec Siam (14 mai 1884), IV, 8. — Message du Président au Congrès (6 décembre 1886), I, 331. — Message du Président transmettant au Sénat le rapport du Secrétaire d'Etat relatif à l'affaire A. K. Cutting (2 août 1886), III, 176. — Ouverture du Congrès (6 décembre 1886), I, 57. — Traité d'extradition avec le Japon (29 avril 1886), IV, 286.

ÉTATS-UNIS DE COLOMBIE. — Loi interdisant aux navires de commerce l'accès de certains ports (17 septembre 1886), I, 69.

ETRANGERS : Projets de taxes en France, IV, 320.

L'EUROPE en 1887, par Sir Charles Dilke (Bibl.), III, 360.

EXTRADITION. — Conventions : Belgique-Venezuela (13 mars 1884), III, 143; Autriche-Monaco (22 février 1886), II, 129; Grande-Bretagne-Guatemala (4 juillet 1885), III, 131; Grande-Bretagne-Russie (24 novembre 1886), II, 5; Etats-Unis-Japon (29 avril 1886), IV, 286.

FRANÇAIS à l'Etranger. — Statistique, IV, 323.

FRANCE. — Acceptation de l'adhésion du Japon à la Déclaration de Paris du 16 avril 1886 (24 décembre 1886), I, 120. — *Arrangement* : additionnel avec la Suisse pour la protection des marques de fabrique et de commerce (27 janvier 1887), II, 12; — avec l'Allemagne pour l'établissement d'un régime douanier dans les possessions des deux pays situées sur la côte des Esclaves (25 mai 1887), III, 32. — *Convention* : avec l'Annam sur le régime des mines de l'Annam et du Tonkin (18 février

1885), II, 278 ; — avec l'Allemagne, l'Autriche-Hongrie, la Grande-Bretagne, l'Italie, la Russie et la Turquie, relative aux finances égyptiennes (18 mars 1885), I, 5 ; — avec l'Allemagne, la Belgique, l'Espagne, la Grande-Bretagne, Haïti, l'Italie, Libéria, la Suisse et la Tunisie pour la protection des œuvres littéraires et artistiques (9 septembre 1886), IV, 241 ; — de délimitation avec le Portugal en Afrique Occidentale (12 mai 1886), IV, 5 ; — avec la Grande-Bretagne pour l'échange des mandats de poste entre la France et l'île de Malte (16 septembre 1885), II, 275 ; — télégraphique avec la Belgique (22 juin 1886), I, 130 ; — avec la Belgique, pour l'établissement d'un service de correspondance téléphonique (1^{er} décembre 1886), II, 10 ; — avec la Belgique concernant le régime des abonnements dans le service de la correspondance téléphonique entre Paris et Bruxelles (4 avril 1887), II, 140. — *Déclaration* : avec l'Allemagne et la Belgique, relative au chômage des canaux (8 octobre 1887), IV, 289 ; — avec la Belgique pour le paiement des salaires et les successions des marins (31 mai 1887), III, 129 ; — avec l'Italie relative aux Sociétés commerciales et industrielles qui ont à faire valoir leurs droits de propriété industrielle (16 mars 1887), II, 157. — *Décret* : appliquant aux colonies la législation sur la propriété littéraire et artistique (27 octobre 1887), IV, 299 ; déterminant les attributions des administrateurs au Sénégal, IV, 216 ; — déterminant les pouvoirs répressifs des administrateurs au Sénégal, IV, 214 ; — organisant l'administration de la justice sur le territoire de Diégo Suarez, IV, 220 ; — réglant l'administration de la justice sur le territoire d'Obock, IV, 222 ; — réglant l'immigration à la Réunion, IV, 187 ; — relatif à la naturalisation en Tunisie, IV, 212 ; — relatif au tarif des douanes dans l'Indo-Chine française, IV, 179 ; — relatif à la naturalisation en Annam et

au Tonkin, IV, 213 ; — sur la délimitation de la propriété dans les établissements de l'Océanie (24 août 1887), IV, 299 ; — *Traité*s de paix, d'amitié et de commerce avec la Chine (9 juin 1885), II, 262 ; — d'amitié, de commerce et de navigation avec la Corée (4 juin 1885), III, 5. — *Congrès astronomique*. Discours de M. Struve, directeur de l'observatoire de Poulkova (16 avril 1887), II, 241. — *Déclaration* du Cabinet Goblet (10 décembre 1886), I, 88. — *Dépôt* du projet de mobilisation (9 mai 1887), II, 344. — Discours de M. de Freycinet à la Chambre sur les affaires de Madagascar (29 novembre 1886), I, 94. — *Entrevue* de M. Flourens et des délégués bulgares (9 janvier 1887), I, 240. — *Loi* concernant les droits d'entrée sur les alcools étrangers (5 juillet 1887), III, 284 et IV, 322. — *Organisation* de la justice musulmane en Algérie (décret du 10 septembre 1886), I, 199 ; — du protectorat de l'Annam et du Tonkin (décret, 27 janvier 1886), I, 70.

FRANQUEVILLE (de). — Le Gouvernement et le Parlement britanniques. (Bibl.), IV, 350.

GEFFCKEN. — Recueil de Traités. (Bibl.), IV, 350.

GRANDE-BRETAGNE. — *Conventions* : avec l'Allemagne, l'Autriche-Hongrie, la France, l'Italie, la Russie et la Turquie, relatives aux finances égyptiennes (18 mars 1885), I, 5 ; avec l'Allemagne, la Belgique, l'Espagne, la France, Haïti, l'Italie, Libéria, la Suisse et la Tunisie, pour la protection des œuvres littéraires et artistiques (9 septembre 1886), IV, 241 ; avec la France, pour l'échange des mandats de poste entre la France et l'île de Malte (16 septembre 1885), II, 275. — *Traité* : avec le Siam pour régler certains rapports de voisinage entre les possessions respectives (3 septembre 1883), II, 257 ; d'amitié, de commerce et de navigation avec le Paraguay (16 octobre 1884), I,

259; avec le Guatemala, pour la livraison mutuelle des criminels fugitifs (4 juillet 1885), III, 131; de commerce avec la Roumanie (14-28 novembre 1886), I, 133; d'extradition avec la Russie (24 novembre 1886), II, 5. — *Correspondance* avec le Vénézuéla relative à des questions de limites, de traité de commerce et de réclamations pécuniaires (8 octobre 1883-juin 1885), III, 249-281. — Discours du Trône (21 janvier 1886), I, 241. — Négociations avec la Russie sur la délimitation afghane (1872-75), III, 192; IV, 107. — Rapports de sir H. Drummond Wolff sur l'administration de l'Égypte, III, 35-67; 147-175. — Discours de lord Salisbury sur la politique extérieure (9 novembre), IV, 331. — Le Gouvernement et le Parlement britanniques, par M. de Franqueville (Bibl.), IV, 350.

GUATÉMALA. — Loi sur la répression des infractions à la Convention internationale pour la protection des câbles sous-marins (5 avril 1887), III, 270. — Traité avec la Grande-Bretagne pour la livraison mutuelle des criminels fugitifs (4 juillet 1885), III, 131.

HAÏTI. — Convention avec l'Allemagne, la Belgique, la France, la Grande-Bretagne, Libéria, la Suisse et la Tunisie, pour la protection des œuvres littéraires et artistiques (9 septembre 1886), IV, 241. — Documents relatifs à l'affaire Maunder, II, 143-211; 281-297.

IMMIGRATION. — Décret la réglant à la Réunion (27 août 1887), IV, 187.

INDO-CHINE Française. — Règlement douanier (8 septembre 1887), IV, 179. — Circulaire explicative, IV, 322.

INSTITUT de Droit International. — Session de Heidelberg (septembre 1887), IV, 341.

ITALIE. — *I. Convention* : avec l'Allemagne, l'Autriche-Hongrie, la France, la Grande-Bretagne, la

Russie et la Turquie, relative aux finances égyptiennes (18 mars 1885), I, 5; avec l'Allemagne, la Belgique, l'Espagne, la France, la Grande-Bretagne, Haïti, Libéria, la Suisse et la Tunisie, pour la protection des œuvres littéraires et artistiques (9 septembre 1886), IV, 241. — Déclaration avec la France, relative aux sociétés commerciales et industrielles qui ont à faire valoir leurs droits de propriété industrielle (16 mars 1887), II, 139. — *II. Démission du cabinet Robiland*, I, 363. — Vote des crédits pour l'expédition d'Afrique III, 338. — Discours du Trône (16 novembre), IV, 333.

JAPON. — Accession à la Déclaration de Paris du 16 avril 1856, relative à divers points de droit maritime (30 octobre 1886), I, 127. — Traité d'extradition avec les États-Unis (29 avril 1886), IV, 286.

JOURNAL du Droit international privé et de la jurisprudence comparée. — Sommaire : I, 125, 373; II, 253; III, 354; IV, 347.

L'ALGÉRIE de 1830 à 1840, par Camille Rousset (Bibl.), II, 375.

LA PROPRIÉTÉ INDUSTRIELLE. — Sommaire : II, 124, 254, 371; III, 125, 354; IV, 237 et 348.

LA SAPIENZA Politica del conte di Cavour et del principe di Bismarck, par Filippo Mariotti (Bibl.), II, 379.

LE CORRESPONDANT. — Sommaire : I, 124; 248; 370; II, 122; 251; 369; III, 123; 352; IV, 236 et 345.

L'ÉCONOMISTE FRANÇAIS. — Sommaire : I, 126, 251, 374; II, 124, 255, 372; III, 125, 357; IV, 238.

L'EMPEREUR ALEXANDRE II et la France en 1875, par le général Le Flô, II, 351.

L'EMPEREUR GUILLAUME et son règne, par Edouard Simon (Bibl.), II, 255.

LEBON (André). — Marquardsen's Handbuch des öffentlichen Rechts. — Das Staatsrecht der französischen Republik (Bibl.). II, 125.

LE FLO. — L'empereur Alexandre II et la France en 1875, II, 351.

LÉON XIII. — Allocution au Sacré-Colège (23 décembre 1886), I, 104. — Lettre à l'archevêque de Cologne (7 avril 1887, II, 237) ; au cardinal-secrétaire d'Etat Rampolla (15 juin 1887), III, 236.

LIBÉRIA. — Convention avec l'Allemagne, la Belgique, l'Espagne, la France, la Grande-Bretagne, Haiti, l'Italie, la Suisse et la Tunisie, pour la protection des œuvres littéraires et artistiques (9 septembre 1886), IV, 241 (note 2).

LOIS. — Espagne : protection des câbles sous-marins (12 janvier 1887), III, 287 ; Guatemala : protection des câbles sous-marin (5 avril 1887), III, 290 ; France : droit d'entrée sur les alcools étrangers (5 juillet 1887), III, 284 et IV, 322.

MADAGASCAR. — Discours de M. de Freycinet, à la Chambre, sur les affaires de Madagascar (29 novembre 1886), I, 94. — Lettre du premier ministre à M. de Freycinet, I, 91.

MARQUARDSEN'S handbuch des öffentlichen Rechts. — Das Staatsrecht der französischen Republik, par André Lebon (Bibl.), II, 125.

MÉMORIAL diplomatique. — Sommaire : I, 126, 249, 373 ; II, 124, 254, 373 ; III, 125, 356 ; IV, 238 et 349.

MER DU NORD. — Conférence pour régler le trafic des spiritueux dans la, juin 1886, IV, 291. — Conflits entre Pêcheurs, interpellation en Belgique (17 novembre), IV, 320.

MEXIQUE. — Correspondance diplomatique relative à l'affaire Cutting (juillet-août 1886), I, 141 ; — Message du Président (15 septembre), IV, 334.

MOLINARI (M. de). — A Panama (Bibl.), I, 377.

MONACO. — Convention d'extradition avec l'Autriche-Hongrie (22 février 1886), II, 129.

NATURALISATION. — Décret français pour la Tunisie (29 juillet 1887), IV, 212 ; — pour l'Annam et le Tonkin (29 juillet 1887), IV, 213.

NAVIGATION (Traité de). — Corée-France (4 juin 1886), III, 5 ; Belgique - Vénézuéla (1^{er} mars 1884), III, 135.

NEUTRALISATION. — Convention relative au Canal de Suez (28 octobre 1887), IV, 327.

NOUVELLE REVUE. — Sommaire : I, 124, 247, 370 ; II, 122, 251, 369 ; III, 123, 352 ; IV, 235 et 345.

NOUVELLES-HÉBRIDES. — Convention anglo-française (28 octobre 1887), IV, 329.

OBOCK. — Décret sur l'administration de la justice (2 septembre 1887), IV, 222.

Océanie (Possessions françaises de l') — Décret réglant la délimitation de la propriété (24 août 1887), IV, 299 ; — Convention anglo-française pour les Iles Sous-le-Vent (28 octobre 1887), IV, 330.

PARAGUAY. — Traité d'amitié, de commerce et de navigation avec la Grande-Bretagne (16 octobre 1884), I, 259.

PORTUGAL. — Convention de délimitation avec la France en Afrique Occidentale (12 mai 1886), IV, 5.

PROPRIÉTÉ INDUSTRIELLE

— Union internationale : Conférence de Paris de 1880, procès-verbaux (séances des 9, 10, 11, 12, 13, 17 novembre, I, 17-67; des 18, 20 novembre, I, 176-198. — Conférence de Paris de 1883 : procès-verbaux des séances des 6, 12, 20 mars, I, 267-290; — de Rome (avril-mai 1886) : Travaux préparatoires, I, 290-330; séances des 30 avril, 1^{er} 4, 5, 6, 8, 11 mai, II, 43-77.

PROPRIÉTÉ LITTÉRAIRE et

Artistique. — Convention signée à Berne le 9 septembre 1886 pour la création d'une Union internationale, IV, 241. — Ouvrage de M. Darras (Bibl.), II, 126. — Brochure de R. Lavollée (Bibl.), III, 359. — Décret français réglant la propriété littéraire aux Colonies (29 octobre 1887), IV, 299.

PRUSSE.

— Discours de M. de Bismarck sur la loi ecclésiastique (23 mars 1887), II, 96; (21 avril 1887), II, 229; sur les légations prussiennes (24 janvier 1887), I, 236. — Discussion de la loi ecclésiastique (23 mars 1887), II, 95.

RAMPOLLA.

— Lettre du Pape Léon XIII au cardinal-secrétaire d'Etat Rampolla (15 juin 1887), III, 236. — Circulaire du cardinal-secrétaire d'Etat Rampolla aux nonces pontificaux (22 juin 1887), III, 245.

RÈGLEMENT

sur la perception des droits de sortie. (Etat indépendant du Congo, 25 mars 1886), II, 79; sur la compétence et la procédure des tribunaux en matière civile et commerciale. (Etat indépendant du Congo, 14 mars 1886), II, 88.

REICHSTAG (séances du).

— Discussion du budget (30 novembre 1886), I, 75; discours de M. Rickert (30 novembre 1886), I, 75; de M. Richter sur le budget (1^{er} décembre 1886), I, 77; et sur la loi militaire (3 décembre 1886), I, 80.

— Discussion de la loi militaire (3 décembre 1886), I, 80; discours de M. Windthorst sur la loi militaire (4 décembre 1886), I, 82; de M. de Moltke sur la loi militaire (4 décembre 1886), I, 83; du prince de Bismarck sur la loi militaire (11 janvier 1887), I, 222; de M. Richter et de M. Windthorst sur la loi militaire (13 janvier 1887), I, 233-234. — Vote sur la loi militaire, I, 235. — Discours du Trône (3 mars 1887), II, 91. — Discussion du projet de loi en deuxième lecture, II, 94. — Adoption sans débat du projet de loi militaire en troisième lecture, II, 94.

REVUE ALGÉRIENNE ET TUNISIENNE.

— Sommaires : II, 123, 254, 371; III, 124, 355; IV, 238, 348.

REVUE BRITANNIQUE.

— Sommaires : I, 124, 248; II, 123, 251, 369; III, 123, 353; IV, 346.

REVUE CRITIQUE de législation et de jurisprudence.

— Sommaire : 354.

REVUE DE DROIT international et de législation comparée.

— Sommaires : I, 125, 372; II, 123; III, 355; IV, 347.

REVUE DE GÉOGRAPHIE.

— Sommaires : I, 125, 249, 370; II, 123, 252, 371; III, 124, 353; IV, 237 et 346.

REVUE DES DEUX MONDES.

— Sommaires : I, 124, 247, 369; II, 121, 251, 369; III, 122, 352; IV, 235 et 345.

REVUE D'HISTOIRE DIPLOMATIQUE.

— Sommaires : I, 372, 380; II, 252; III, 354; IV, 348.

REVUE DU CERCLE MILITAIRE.

— Sommaires : I, 250, 373; II, 124, 371; III, 376; IV, 238.

REVUE FRANÇAISE de l'Etranger et des Colonies.

Sommaires : I, 372; 370; III, 124, 353; IV, 347.

REVUE GÉNÉRALE du Droit et des Sciences politiques. — Sommaire : II, 123.

REVUE HISTORIQUE. — Sommaire, I, 249, 370; II, 371; III, 124, 353.

REVUE INTERNATIONALE. — Sommaires : I, 248, 370; II, 122, 251, 370; III, 123, 352; IV, 236 et 346.

REVUE MARITIME et Coloniale. — Sommaires : I, 125, 372; II, 252, 371; III, 124, 353; IV, 237 et 346.

REVUE POLITIQUE et Littéraire. — Sommaires : I, 124, 249, 371; II, 123, 252, 370; III, 124, 353; IV, 236.

ROUMANIE. — *I. Convention postale avec la Bulgarie* (13 mars 1885), I, 136. — *Traité de commerce avec la Grande-Bretagne* (14/26 novembre 1886), I, 133. — *II. Projet de loi tendant à donner 30 millions au gouvernement pour les armements du pays*, I, 363. — Discours du ministre des affaires étrangères sur la politique extérieure (29 novembre/1^{er} décembre 1886), I, 100. — Discussion sur le service consulaire (31 mars 1887), II, 244. — J. Bratiano. L'ère nouvelle, la dictature, par Fr. Damé (Bibl.), III, 359; Quinze mois de régime libéral (Bibl.), III, 359. — Discours du Trône (27 novembre), IV, 335.

ROUSSET (Camille). — L'Algérie de 1830-1840 (Bibl.) II, 375.

RUSSIE. — *I. Convention avec l'Allemagne, l'Autriche-Hongrie, la France, la Grande-Bretagne, l'Italie et la Turquie, relative aux finances égyptiennes* (18 mars 1885), I, 5. — Correspondance avec l'Angleterre sur la délimitation afghane, III, 198; IV, 107. — *Déclaration échangée avec l'Autriche-Hongrie au sujet du renvoi*

des sujets respectifs (1/13 décembre 1886), I, 258. — *Traité d'extradition avec la Grande-Bretagne* (24 novembre 1886), II, 5. — *II. Dépêche de l'Empereur au prince Alexandre de Battenberg* (août 1886), I, 108. — *Circulaire aux ambassadeurs russes* (11/23 novembre 1886), I, 121. — *Le droit de propriété des étrangers* (14 mars 1887), III, 286. — M. de Nélidoff à Saïd-Pacha (17 février/1^{er} mars 1887, II, 248.

SAINT-SIÈGE. — Allocution du Pape au Sacré Collège (23 décembre 1886), I, 104. — Dépêches du Cardinal-secrétaire d'Etat Jacobini au nonce à Munich, I, 341. — Lettre du Pape à l'Archevêque de Cologne à propos de la loi ecclésiastique (7 avril 1887), II, 237. — Discours du Pape au Consistoire (23 mai 1887), III, 339. — Lettre du Pape Léon XIII au Cardinal-secrétaire d'Etat Rampolla (15 juin 1887), III, 236. — Circulaire du Cardinal-secrétaire d'Etat aux nonces pontificaux (22 juin 1887), III, 245. — Adresse des Cardinaux suburbicaires (8 septembre 1887), IV, 338.

SÉNÉGAL. — Décret sur les pouvoirs répressifs des Administrateurs coloniaux (30 septembre 1887), IV, 214. — Décret sur leurs attributions (22 septembre 1887), IV, 216.

SERBIE. — Convention consulaire avec la Belgique (5/17 janvier 1885), III, 28. — *Traité de commerce avec la Belgique* (5/17 janvier 1885), III, 23. — Arrangement consulaire provisoire avec la Turquie (23 août/4 septembre 1886), I, 257. — Note à la Porte sur les Chemins de fer (22 août 1887), IV, 339.

SIAM. — Convention avec les Etats-Unis sur le trafic des boissons (14 mai 1884), IV, 8. — *Traité avec la Grande-Bretagne pour régler certains rapports de voisinage entre les possessions respectives* (3 septembre 1883), II, 257.

SIMON (Édouard). — L'Empereur Guillaume et son règne (Bibl.), II, 255.

SUISSE. — Convention avec l'Allemagne, la Belgique, l'Espagne, la France, la Grande-Bretagne, Haiti, l'Italie, Libéria, la Tunisie, pour la protection des œuvres littéraires et artistiques (9 septembre 1886), IV, 241. — Rapport du Conseil fédéral à l'Assemblée fédérale sur sa gestion en 1886, II, 299-337; — III, 69. — Arrangement additionnel avec la France pour la protection des marques de fabrique et de commerce (27 janvier 1887), II, 12. — Rapport du Conseil fédéral sur la nécessité de sa réorganisation (5 avril 1887), III, 343.

SUEZ (Canal de). — Convention pour la neutralisation (28 octobre 1887), IV, 327.

TONKIN. — (V. Annam-Tonkin).

TRAITÉ d'amitié — Allemagne — Zanzibar (20 décembre 1885), IV, 10; — amitié, commerce et navigation (Belgique-Vénézuëla, 1^{er} mars 1884), III, 135; — (Grande-Bretagne - Paraguay, 16 octobre 1884), I, 257; — (Corée-France, 4 juin 1886), III, 5; — de commerce (Grande-Bretagne-Roumanie, 14/26 novembre 1886), I, 133; — (Belgique-Serbie, (5/17 janvier 1885), III, 23. — Extradition (Grande-Bretagne-Russie, 24 novembre 1886), II, 5. — Traité de commerce entre Vénézuëla et Angleterre (correspondance diplomatique), IV, 19; — de délimitation entre la France et le Portugal, en Afrique occidentale (12 mai 1886), IV, 3. — Extradition (Etats-Unis-Japon (29 avril 1886), IV, 286; (Grande-Bretagne-Guatemala, 4 juillet 1885), III, 131. — Paix, amitié et commerce (Chine-France, 9 juin 1885), II, 262. — Règlement

de certains rapports de voisinage entre les possessions respectives (Grande-Bretagne-Siam, 3 septembre 1883), II, 257.

TUNISIE. — Convention avec l'Allemagne, la Belgique, l'Espagne, la France, la Grande-Bretagne, Haiti, l'Italie, Libéria et la Suisse pour la protection des œuvres littéraires et artistiques (9 septembre 1886), IV, 241; — décret réglant la naturalisation (29 juillet 1887), IV, 212.

TURQUIE. — I. Arrangement consulaire provisoire avec la Serbie (23 août/4 septembre 1886), I, 257. — Convention avec l'Allemagne, l'Autriche-Hongrie, la France, la Grande-Bretagne, l'Italie et la Russie relative aux finances égyptiennes (18 mars 1885), I, 5; — avec l'Angleterre relative à la question égyptienne (Non ratifiée. 22 mai 1887), III, 232. — II. Circulaire aux ambassadeurs (21 mai 1887), III, 120. — M. de Nélidoff à Saïd-Pacha, pour réclamer le paiement de l'indemnité de guerre (17 février/1^{er} mars 1887), II, 248.

UNION Internationale. — V. Propriété industrielle, Propriété littéraire et artistique.

VÉNÉZUELA. — Négociations avec la Grande-Bretagne relativement à des questions de limites, de traité de commerce et de réclamations pécuniaires (octobre 1883-juin 1884), III, 245; IV, 19. — Convention d'extradition avec la Belgique (13 mars 1884), III, 143. — Traité d'amitié, commerce et navigation avec la Belgique (1^{er} mars 1884), III, 135.

ZANZIBAR. — Traité d'amitié avec l'Allemagne, (20 décembre 1885), IV, 10.